

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L A

DIME ECCLÉSIASTIQUE EN FRANCE

AU XVIII^e SIÈCLE

ET SA SUPPRESSION

ÉTUDE D'HISTOIRE DU DROIT

suivie d'un aperçu sur les dîmes inféodées à la même époque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 21 Mars 1912, à 1 heure 1/2

PAR

Henri MARION

RÉDACTEUR A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE

DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

LAURÉAT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX (Prix Imbart de la Tour)

Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants { M. LEFEBVRE, professeur.
M. JOBBÉ-DUVAL, professeur.*

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ ET DES FACULTÉS

17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1912

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
DIME ECCLÉSIASTIQUE EN FRANCE

AU XVIII^e SIÈCLE
ET SA SUPPRESSION

ÉTUDE D'HISTOIRE DU DROIT
suivie d'un aperçu sur les dimes inféodées à la même époque

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Présentée et soutenue le Jeudi 21 Mars 1912, à 1 heure 1/2

PAR

Henri MARION

RÉDACTEUR A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE

DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

LAURÉAT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX (Prix Imbart de la Tour)

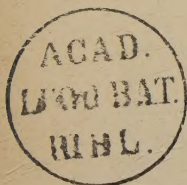
Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants { *M. LEFEBVRE, professeur.*
M. JOBBÉ-DUVAL, professeur.

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ ET DES FACULTÉS
17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1912



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Deux parties :

- 1° Documents du XVIII^e siècle (inédits, imprimés).
- 2° Documents modernes et ouvrages de seconde main.

Première partie : Documents du XVIII^e siècle.

A. DOCUMENTS INÉDITS

1° ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE. — Les Archives départementales de la Gironde contiennent un fonds précieux sur notre sujet. L'abondance des documents est même excessive et nécessite beaucoup d'éliminations. Ce départ est heureusement facilité par un inventaire sommaire imprimé où sont classées par séries les différentes matières d'archives, chaque série divisée en cartons portant un numéro avec les dates extrêmes des pièces y contenues : ces pièces sont elles-mêmes numérotées et datées.

1° Série C : Documents relatifs à l'Intendance.

On connaît l'importance de l'Intendant sous l'Ancien Régime : outre ses pouvoirs considérables de justice et de police, il avait une compétence excessivement étendue au point de vue fiscal, notamment en matière de contentieux et surtout de répartition des impôts : il fixait, en effet, le contingent de taille de chaque paroisse, et, par ses commissaires, celui de chaque contribuable dans la paroisse : fonction qui exigeait une connaissance exacte de tous les fonds de terre, de leurs revenus et de leurs charges ; or la dîme était au nombre de ces charges, et, au cours de ses travaux, l'Intendant était amené à recueillir de très utiles renseignements sur cette redevance, ainsi que sur son taux et sa perception. D'ailleurs, il ne participait pas seul à l'administration de la Généralité, ses fonctions étant trop étendues pour qu'il pût les exercer toutes par lui-même. Comme le préfet de nos jours, il avait un droit de délégation et pouvait se faire aider et même remplacer par des subdélégués, qui n'étaient pas de vrais fonctionnaires relevant du pouvoir royal, mais de simples mandataires de l'Intendant : de sorte qu'en principe, le subdélégué ne pouvait rien décider par lui-même, il se bornait à faire des rapports sur toutes les branches de l'administration, mais tout spécialement peut-être sur l'agriculture à cause de son rap-

port étroit avec les impôts. Le subdélégué usait de tous les moyens de renseignements possibles, et le meilleur était l'enquête directe auprès des cultivateurs eux-mêmes, sur les genres et procédés de cultures, la valeur et le rendement des terres, etc., et comme la dime avait une grande influence sur l'agriculture, nombreux sont les rapports des subdélégués où il en est question. Ces rapports étaient envoyés à l'Intendant qui en rendait compte au Contrôleur général : tout cela provoquait une correspondance très riche, de nombreux projets de réforme, qui restaient malheureusement trop souvent à l'état de projets, mais qui ont du moins l'intérêt actuel de fournir un portrait fidèle de notre pays à cette époque.

Les cartons les plus consultés dans cette série C sont les suivants :

1317. Mémoires envoyés à l'Intendance par les subdélégués de Marmande, Casteljaloux (Lot-et-Garonne), Sainte-Foy, Lesparre et Bazas, et par les élections de Bordeaux et de Sarlat, sur l'agriculture en général.

2671. Etat des juridictions du Condomois par taux de taille, nombre d'arpents. Recensement de 1731 dans le Condomois.

2876. Etat du revenu des paroisses adressé à l'Intendance par les subdélégations de Condom, Clairac, Sainte-Foy et quelques paroisses des élections de Périgueux et de Sarlat.

3317. Dîmes de Guitres et de Bazas.

3672. Correspondance de l'Intendant Boutin avec le Contrôleur général (1761) au sujet des défrichements à opérer dans les Landes, dont le principal encouragement devrait être de réduire la dime au cinquantième au lieu du huitième où elle y est portée, mesure qui a déjà transformé en cultures les marais du Blayais et une partie de ceux du Médoc.

3739. Etat et département des paroisses de l'élection de Bordeaux en 1719.

3773. Dîmes du prieuré de Saint-Macaire, des paroisses de Marmande, Puygiraud, Tombebœuf, Saint-Côme-d'Aiguillon (1743-1769).

2^e Série G : Documents relatifs au clergé séculier.

Cette série, qui compte plus de 3.000 cartons, comprend tout ce qui intéresse, de loin ou de près, le clergé séculier. Une partie de ce fonds a longtemps constitué les archives diocésaines de Bordeaux, mais en mars-avril 1907, l'évacuation des locaux de l'archevêché a nécessité la retranslation de ces documents aux Archives départementales. Nous les examinerons plus loin. Quant à l'autre portion, elle concerne surtout le temporel des évêques, archevêques, chapitres et paroisses.

1^o TEMPOREL DES ARCHEVÊQUES ET EVÊQUES

217 à 224. Dîmes, baux à ferme, ventes, échanges.

225 à 235. Procès relatifs aux dîmes.

244. Comptes de l'archevêché; registre-journal des recettes de 1718 à 1720.

2^o TEMPOREL DES CHAPITRES

Chapitre Saint-Seurin. — **1011-1013.** Baux à ferme, assignations, procès relatifs aux dîmes.

1071. Portions congrues.

1080. Intempéries et leurs conséquences pour la dîme.

1081. Dîmes du vin.

1097. Procès entre le chapitre et le curé de Camblanes.

1517. Compte de recettes et dépenses du chapitre tenu de 1787 à 1789 par Boyé, receveur du chapitre.

Chapitre Saint-André. — **417 à 421.** Baux à ferme, procès, dîmes noales.

483, 488. Procès.

465. Règlement établissant les droits et devoirs respectifs du chapitre et de ses fermiers.

501. Comptes du chapitre, recettes et dépenses de 1760 à 1770.

3^o TEMPOREL DES PAROISSES

3134. Eglise de Pessac : Noales en 1742.

3143. Eglise de Rions : Baux à ferme de dîmes.

3145. Eglise de Salles : Procès relatifs aux dîmes (1)

3^o Série Q : Déclaration des Bénéficiaires.

Lorsque la Constituante, aux prises avec les plus graves embarras financiers, dut avoir recours aux biens du clergé pour essayer de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, il fallut, avant tout, connaître aussi exactement que possible les revenus et charges de ces biens. Un décret du 13 novembre 1789 (2) décida que tous les bénéficiaires seraient tenus de faire aux municipalités dont ils dépendaient une déclaration aussi exacte que possible du nombre, de l'étendue, de la qualité de leurs biens avec indication des revenus et charges de toute nature. Ces déclarations devaient être contrôlées par les municipalités, qui dresseraient ensuite un état des biens ecclésiastiques de leur ressort. Celles d'entre elles qui ont été conservées ont été groupées pour former en général la série Q des Archives départementales (notamment dans la Gironde); elles contiennent des détails très intéressants et précis sur les dîmes, leurs taux, leur produit, leur répartition entre les différents décimateurs, etc. Nous avons surtout consulté les deux cartons suivants :

884. Etat d'affermage des dîmes dans le district de Cadillac en 1790.

(1) Il existe, pour le clergé régulier, une série correspondant à la série G du clergé séculier : C'est la série H. Mais, n'étant pas inventoriée dans la Gironde, à l'époque où ces recherches ont été faites, elle n'a pu être utilisée.

(2) Rondonneau, I, 44.

1102. Déclaration de dîmes ⁽¹⁾.

2^e ARCHIVES DE L'ARCHEVÊCHÉ DE BORDEAUX. — Elles sont en partie constituées, on l'a vu, par un grand nombre des cartons de la série G, qui, après être restés longtemps dans les locaux de l'archevêché, ont été rapportés aux Archives départementales.

Ils sont groupés en deux séries distinctes, séries L et R, toutes deux très utiles pour notre sujet.

1^{re} Série L : Visites des archevêques.

L'archevêque faisait fréquemment des tournées d'inspection dans son diocèse. Son arrivée était annoncée à l'avance et le contrôle portait sur toutes les parties de l'administration paroissiale : revenus, charges, comptabilité des bénéfices, procès, état matériel des églises, nombre des fidèles et communiant ⁽²⁾. Les plus célèbres tournées d'inspection faites au XVIII^e siècle dans le diocèse de Bordeaux furent celles du cardinal de Sourdis, de Mgr Henri de Béthune, de Mgr Louis d'Anglure de Bourlemont; au XVIII^e siècle celles de Mgr de Maniban, de Mgr de Lussan. Des procès-verbaux détaillés étaient dressés de ces visites, et ils sont surtout intéressants à partir de 1731, date où Mgr de Maniban fit imprimer un « Etat des demandes qui seront faites et des articles

⁽¹⁾ Un autre document de même nature, parfois utile, bien que de valeur moindre que les déclarations de 1790, résulte des estimations des contrôleurs de vingtièmes dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le vingtième des biens fonds, on le sait, avait à sa base une déclaration par les propriétaires ou usufruitiers, de la nature, étendue, qualité et produit net moyen annuel de leurs biens-fonds. Pour prévenir la fraude on institua un corps de fonctionnaires spéciaux : un directeur des vingtièmes par Généralité, ayant sous ses ordres plusieurs contrôleurs des vingtièmes chargés de recueillir sur la qualité des biens-fonds tous renseignements pouvant faciliter la répartition de l'impôt, et de dresser un état de produit net moyen de la mesure de chaque nature de terre. Or les biens du clergé devaient être, en principe, comme les autres, soumis au vingtième et par conséquent aux inspections des contrôleurs; en fait, ils ne payèrent jamais de vingtième, mais les contrôleurs n'en conservèrent pas moins l'habitude d'évaluer les revenus du clergé.

Assurément les opérations de ces fonctionnaires ne sont pas à l'abri de toute critique : surtout au début ils se montrèrent fort inexpérimentés, et les résultats de leurs travaux s'en ressentirent. Il faut néanmoins faire la part de la haine dans les attaques dont ils furent l'objet, et ne pas méconnaître leur utilité, surtout quand une certaine habitude les eut rendus plus familiers avec la tâche qui leur incombait.

Au point de vue des biens ecclésiastiques, leurs estimations ne sont pas sans intérêt, bien que, le plus souvent, les contrôleurs se soient bornés à évaluer le chiffre global du revenu sans distinguer entre les différentes sources de revenus.

Leurs estimations sont ordinairement groupées dans les séries C des Archives départementales.

⁽²⁾ Ces tournées d'inspection étaient prescrites par l'article 14 de l'Edit de 1695 sur les affaires ecclésiastiques.

» qui seront examinés lors de la visite de Mgr l'Archevêque de Bordeaux, dans les paroisses de son diocèse ». Cet état était envoyé d'avance aux curés qui rédigeaient un cahier de réponses servant à la rédaction définitive des procès-verbaux. Il y a dans ces cahiers d'utiles renseignements sur les produits des bénéfices, et notamment sur les dîmes, leur taux, les décimateurs, etc.

8 à 18. Procès-verbaux des visites pour les dix archiprêtres du diocèse de Bordeaux, au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (Archiprêtres de Benauges, Blaye, Bourg, Cernès, Entre-deux-Mers, Entre-Dordogne, Lesparre, Fronsac, Buch et Born, Moulis).

19. Procès-verbaux des visites archiépiscopales pour les paroisses de Bordeaux.

2^e Série R : Revenus et charges des bénéfices.

Les vingt premières liasses de la série R sont formées des déclarations des bénéficiers et de l'appréciation de leurs revenus et charges par le bureau diocésain en 1730 et 1760, accompagnées de pièces justificatives, comptes, baux, quittances, demandes en décharge ou en modération, lettres des contribuables. Malheureusement ces liasses ne nous ont pas toujours été d'une grande utilité, car les chiffres du revenu n'y sont pas divisés, de sorte que la portion du revenu en dîmes, la plus importante pour nous, n'est pas séparée des revenus en biens fonds, rentes, cens, casuel, quêtes, etc. : reproche que nous avons eu déjà l'occasion d'adresser à beaucoup des estimations des contrôleurs des vingtièmes. Néanmoins, ce n'est pas sans profit que nous avons eu recours à quelques cartons de cette série.

1. Revenus et charges pour les six chapitres du diocèse, Saint-Seurin, Saint-André, Saint-Emilion, Cadillac, Génissac, Villandraut.

2. Mêmes documents pour les 11 abbayes du diocèse.

3-4. Pour les 23 communautés d'hommes.

5. Pour les 15 communautés de femmes.

6. Pour les 10 sociétés de bénéficiers.

7. Pour les séminaires.

8. Pour les 60 prieurés simples.

10. Pour les paroisses de Bordeaux.

11 à 20. Pour les paroisses des dix archiprêtres.

25. Pouillé général du diocèse de Bordeaux, avec un tableau de la situation des paroisses en 1783, sous forme de questionnaire sur le nom des cures, le nombre, produit et valeur des dîmes, les décimateurs et portions de dîmes revenant à chacun d'eux. Ce dossier ne se rapporte du reste qu'à quatre archiprêtres : Bourg, Buch et Born, Entre-Dordogne et Fronsac, et peu de paroisses ont répondu au questionnaire.

56. Quelques mémoires sur l'augmentation nécessaire des portions congrues, avec un état des cures du diocèse qui ont le plus besoin d'une augmentation de congrue.

3^e ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU CHER. — Ces archives furent en grande
Marion b

partie détruites par un incendie le 13 avril 1839. Le fléau a heureusement épargné à peu près complètement la collection des Cahiers de doléances des paroisses du bailliage principal de Bourges pour les Etats généraux de 1789, ainsi que ceux des bailliages secondaires de Vierzon et d'Henrichemont. M. Gandilhon, archiviste du département, a utilisé ces documents (cotés sous les n. 334, 2866, 3233 de la série B) et a publié il y a deux ans les Cahiers des paroisses de ces trois bailliages.

Ajoutons quelques cartons de la série C, relatifs aux déclarations de biens ecclésiastiques en 1790.

C. 583 bis. Déclaration pour l'élection de Bourges.

Cp. 2675. Pour les élections d'Issoudun et de la Charité.

4^o ARCHIVES NATIONALES. — Elles sont aussi très riches sur notre sujet, et, bien que nos recherches aient eu surtout pour objet la région de la Gironde, nous avons utilement consulté aux Archives nationales les séries H, AD, G, K et S.

Série H : Administration provinciale.

Comme l'indique son titre, cette série correspond à peu près à la série C des Archives de la Gironde et a par suite la même importance pour nous; elle contient des documents de natures diverses, correspondance, rapports d'Intendants et de subdélégués, etc., les uns communs à toutes les Généralités, les autres spéciaux à l'une ou l'autre d'entre elles. Entre autres cartons, citons :

1503. Délibération du Bureau d'agriculture de Brive.

1505. Mémoires lus à la Société d'agriculture de la Généralité d'Alençon, 1763.

1508. Mémoires lus à la Société d'agriculture de la Généralité d'Auch.

1512. Travail pour parvenir à la déclaration du 4 août 1766 sur les défrichements.

Série AD.

C'est un fonds d'imprimés (*), constitué surtout par des documents d'ordre législatif, les uns antérieurs à la Révolution, les autres postérieurs.

ADIV : Agriculture. Eaux et Forêts.

4. Défrichements et dessèchement des marais (1599-1785).

5. Dîmes et droits seigneuriaux (1205-1785).

ADIX : Finances.

400. Dîmes.

(*) Malgré cette qualité de fonds d'imprimés, nous le classons à cette place pour ne pas séparer les documents d'Archives.

ADXIII : Cultes.**36-39.** Biens du clergé.**40.** Dîmes.**Série G¹ : Agence générale du clergé.**

Cette série, qui n'est qu'une partie de la série G, relative au clergé, contient, outre les 130 cartons des procès-verbaux des assemblées du clergé, plusieurs cartons sur les dîmes et les portions congrues.

1509-1510. Portions congrues : 1632-1768.**1526 à 1530.** Déclarations et arrêts relatifs aux dîmes de 1632 à 1768.**Série K.**

Série, sans titre bien précis, qui comprend des documents de nature très variée et divisée en plusieurs titres. Le titre VII notamment (lois et coutumes, finances, commerce, agriculture) présente quelques cartons intéressants, notamment sur le cinquantième, tentative d'impôt en nature au XVIII^e siècle, dont il est bon de comparer l'organisation avec celle de la dîme.

893-894. Documents sur le cinquantième : 1725-1727.**883.** Mémoires et observations sur les dîmes (notamment à Auch).**Série S : Temporel.****194-195.** Dîmes du chapitre Notre-Dame. Titres d'acquisition.**B. DOCUMENTS IMPRIMÉS****1^o Procès-verbaux des Assemblées générales du clergé.**

Ces assemblées tiennent une place considérable dans l'histoire du clergé de France. Elles avaient lieu périodiquement tous les cinq ans; ce n'étaient d'ailleurs là que les assemblées ordinaires qui votaient et répartissaient entre les provinces la contribution que le clergé payait sous le nom de décimes : la répartition entre les bénéfices du diocèse était faite par un Bureau diocésain, créé dans chaque diocèse en 1617, composé de députés élus par tous les bénéficiers et présidé par l'évêque. Mais une circonstance exceptionnelle quelconque, comme un pressant besoin d'argent, pouvait déterminer le Roi à convoquer le clergé en assemblées extraordinaires qui, à la différence des précédentes, ne devaient s'occuper que d'une affaire bien déterminée : voilà pourquoi les assemblées du clergé furent très souvent triennales, biennales, annales même. Les assemblées ordinaires traitaient de toutes les affaires du clergé, sans exception, et la dîme n'a jamais cessé d'être une de leurs principales occupations. Lorsqu'il y avait une question importante à étudier, comme celle des dîmes novales ou de la congrue

par exemple, les députés nommaient parmi eux une commission d'enquête, chargée de présenter un rapport sur ses propres travaux. Le plus souvent, l'assemblée avait des demandes à adresser au roi; elle le faisait par l'envoi d'un « Cahier » auquel il était répondu quelque temps après et, à la fin de la session, elle dressait un procès-verbal de ses actes.

Le nombre de ces assemblées fut grand au XVIII^e siècle, surtout dans la seconde moitié : il en fut tenu en 1747, 1748, 1750, 1755, 1760, 1762, 1765, 1770, 1772, 1775, 1780, 1782, 1785-86, 1788.

Il existe plusieurs recueils de procès-verbaux :

1^o Celui des abbés Duranthon, de Saulzet et Gaudin de Lyon, publié sous les auspices du clergé de 1767 à 1780 en 9 volumes. Mais il ne contient pas les assemblées postérieures à 1775.

2^o Collection (in-folio) des procès-verbaux des assemblées du clergé de France, de 1655 à 1785 : un volume de cette collection est consacré à chaque assemblée ; elle permet de suppléer à l'insuffisance de la précédente.

3^o Pour l'assemblée de 1788, la dernière de l'Ancien Régime, il existe un recueil spécial, celui de M. Mautouchet.

A la fin de chaque volume de procès-verbaux se trouvent, sous la rubrique « pièces justificatives », des pièces indispensables à l'explication des débats de chaque assemblée : cahiers présentés au Roi, réponses du Roi, édits et ordonnances, arrêts des Parlements et du Conseil, etc. En tête de chaque volume, une table des matières facilite les recherches (1).

2^o Rapports des agents généraux du clergé de France.

Les assemblées du clergé n'étant pas permanentes, un pouvoir spécial était nécessaire pour assurer, dans l'intervalle des sessions, l'exécution de leurs décisions. C'est dans ce but que furent créés en 1579 les agents généraux du clergé, au nombre de deux, élus pour cinq ans, par les assemblées provinciales du clergé et absolument égaux dans l'exercice de leurs fonctions. On établit à cette date un roulement par groupe de deux entre les provinces (Bourges-Vienne, Lyon-Bordeaux, Rouen-Toulouse, Tours-Aix, Sens-Auch, Embrun-Arles, Reims-Narbonne), le tour de chaque province revenant tous les trente-cinq ans, puisqu'il y avait sept groupes de provinces et que l'élection était faite pour cinq ans; un huitième groupe fut créé en 1600 Paris-Albi à la suite de la création de la province ecclésiastique de Paris en 1622 qui fut adjointe à celle de Sens jusqu'en 1670 et de celle d'Albi en 1690.

Les agents généraux n'entraient en fonctions qu'après avoir prêté serment devant l'assemblée provinciale qui les avait élus et après avoir

(1) Les procès-verbaux des assemblées du clergé peuvent aussi être consultés aux Archives nationales où ils constituent 130 cartons de la série G¹ n^{os} 701 à 830 relative à l'Agence générale du clergé.

été reçus par l'assemblée générale. Leurs fonctions, avant la tenue de cette assemblée, consistaient à s'occuper de tous les détails matériels de la session, et pendant la tenue, à assurer l'exécution des décisions prises. Mais leur importance apparaissait surtout dans les intervalles des sessions ; les agents généraux étaient alors les intermédiaires attirés entre le clergé et le pouvoir royal, correspondaient avec les diocèses, recueillaient leurs plaintes, veillaient, chacun dans sa province, à l'observation des prescriptions de l'assemblée. Ils faisaient des rapports où ils indiquaient les résultats de leurs enquêtes et signalaient les réformes à accomplir. Il existe une collection de ces rapports, accompagnés de pièces justificatives, très intéressante à consulter sur toutes les questions relatives au clergé.

3° Mémoires du clergé.

C'est un recueil, en 14 tomes in-folio, publiés de 1716 à 1768, des Actes, Titres et Mémoires concernant le clergé de France, mis en ordre par Le Merre : riche collection de pièces, rapports, édits, arrêts du Conseil, dont le dernier volume contient une « table raisonnée » ('). Les tomes III (relatif aux cures) et XIV (relatif aux dîmes) nous ont surtout été utiles.

4° Dictionnaires de droit.

L'importance de ces dictionnaires pour l'étude de la dime est de toute évidence : bien souvent en présence de l'incertitude de la jurisprudence en matière de dîmes, il faut avoir recours à la doctrine et la compétence des auteurs de ces dictionnaires et une garantie suffisante des opinions qui y sont émises. Il parut beaucoup de ces ouvrages au XVIII^e siècle, mais trois surtout méritent une mention spéciale.

1° GUYOT. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence canonique et bénéficiale, 17 vol. 1784-85. Ce répertoire était dirigé par Guyot, mais avec de nombreux collaborateurs recrutés parmi les juriscultes les plus connus du temps, avocats aux divers Parlements ou au Conseil du Roi, Boucher d'Argis, Merlin, Durand de Maillane, Lacrestelle, Lanjuinais, Treillard pour ne citer que les principaux.

2° DURAND DE MAILLANE, avocat au Parlement d'Aix. — Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale, 5 vol., 1776.

Quelques autres recueils, non moins importants, mais postérieurs de quelques années au XVIII^e siècle, méritent une mention particulière : ceux de Merlin, un des plus célèbres juristes du temps, député du tiers-état du bailliage de Douai, aux Etats généraux de 1889 ; membre du comité de féodalité de l'Assemblée Constituante et qui, en cette qualité, fut chargé en 1790 d'étudier l'importante question des dîmes inféodées.

3° MERLIN. — Recueil alphabétique des questions de droit qui se présentent le plus fréquemment devant les tribunaux, 1810, article « dime ».

(') Bibliothèque nationale : Ld⁸ 12, 13 et 14.

MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, 18 volumes, 1812-1828.

Il faut ajouter :

4° CLAUDE DE FERRIÈRE. — Dictionnaire de droit et de pratique. 2 vol., 1771. L'auteur était ancien avocat au Parlement et doyen des docteurs régents de la Faculté des Droits de Paris.

5° P. GOHARD. — Traité des bénéfices ecclésiastiques dans lequel on concilie la discipline de l'Eglise avec les usages du royaume de France, suivi d'un recueil des bulles, édits, ordonnances, déclarations et arrêts de règlement concernant les matières bénéficiales et autres qui y ont rapport. 7 vol., 1774.

L'auteur était archidiacre et grand vicaire de Noyon.

6° GUY DU ROUSSEAUD DE LA COMBE. — Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale, 1 vol. in-f°, 1775.

5° Recueils d'arrêts.

Les recueils dont il est question ne doivent pas être confondus avec les précédents ; il s'agit ici d'ouvrages groupant les décisions des diverses cours de justice et les accompagnant de commentaires interprétatifs. Les dictionnaires, au contraire, malgré le titre de quelques-uns d'entre eux, sont plutôt des ouvrages de doctrine. L'utilité des recueils d'arrêts s'explique facilement si l'on songe que la jurisprudence avait très fréquemment à se prononcer sur les dîmes à l'occasion des nombreux procès dont cette institution était la cause. Parmi ces recueils, les uns sont généraux, c'est-à-dire communs à toutes les régions du royaume, d'autres sont spéciaux au ressort d'une cour de justice particulière.

1° DRAPIER. — Recueil des principales décisions sur les dîmes. In-12, 1741.

2° DENISART. — Collection des décisions nouvelles et des notions relatives à la jurisprudence présente mises en ordre par Camus, Bayard, Meunier, Sereau et autres. 9 volumes, 1783-1790.

3° AUGÉARD. — Arrêts notables des différents tribunaux du royaume. 2 in-folios, 1756.

4° CATELAN. — Observations sur les arrêts remarquables du Parlement de Toulouse. 2 volumes in-4°, 1735.

5° DE SALVIAT. — La jurisprudence du Parlement de Bordeaux, avec un recueil des questions importantes agitées en cette Cour et les arrêts qui les ont décidées. 2 volumes, 1787.

Il faut ajouter un ouvrage un peu antérieur à notre période, mais cependant très utile, celui de Claude Henrys, conseiller au bailliage et présidial de Forest : Recueil d'arrêts remarquables donnés en la Cour du Parlement de Paris pour la décision des plus notables questions qui puissent concerner les bénéfices, dîmes, etc., 1651.

6° Traités particuliers sur les dîmes.

Ces traités parurent en grand nombre au XVIII^e siècle surtout au moment des célèbres débats de la Constituante sur les biens ecclésiastiques et la suppression des dîmes.

1° LE MAIRE. — Traité des dixmes, 1731, 2 volumes; le tome II contenant de nombreux arrêts.

2° DU PERRY. — Traité historique et chronologique des dixmes. 2 volumes, 1748.

3° DE LA POIX DE FRÉMINVILLE. — Traité historique de la nature et de l'origine des dixmes et des biens possédés par les ecclésiastiques en franche aumône, 1762.

4° JOUY. — Principes et usages concernant les dîmes, 1775.

5° LANJUNAIS. — Mémoire sur l'origine, l'imprescriptibilité, les caractères distinctifs des différentes dîmes et sur la présomption légale de l'origine ecclésiastique des dîmes tenues en fief, 1786.

6° ROZET. — Véritable origine des biens ecclésiastiques, 1790.

7° HERVÉ. — Traité des dîmes. 2 volumes, 1790.

7° Pièces diverses.

Nous groupons sous ce nom plusieurs libelles dont beaucoup ont un caractère pamphlétaire, les uns datant des dernières années de l'Ancien Régime, les autres un peu postérieurs et provoqués par les premiers débats de la Constituante sur les biens ecclésiastiques et sur les dîmes :

1° « Très humbles et très respectueuses remontrances que présentent » au Roi les gens tenant sa Cour de Parlement séant à Toulouse, sur l'édit concernant les portions congrues », 1768 ⁽¹⁾.

2° CAMUS. — Commentaire sur l'Edit de mai 1768. Paris, 2 in-12, 1776.

3° Lettres édifiantes et curieuses de trois évêques, 1784 ⁽²⁾.

4° L'Ecclésiastique citoyen, ou lettre sur les moyens de rendre les personnes, établissements et biens de l'Eglise encore plus utiles à l'Etat et même à la religion. Londres, 1785 ⁽³⁾.

5° MOLÉ. — Vœu d'un citoyen pour la transformation de la dime en un impôt territorial qui sera perçu au profit de l'Etat, 1788.

6° Observations intéressantes contre les abus de la dime, 1789 ⁽⁴⁾.

7° Lettre d'un citoyen à un député sur un moyen simple de faire tourner la suppression de la dime au profit de l'Etat (12 septembre 1789) ⁽⁵⁾.

8° « Tout n'est pas dit » en observations nouvelles sur l'arrêté concernant les dîmes, 1789 ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Bibl. ville de Bordeaux, n° 30514.

⁽²⁾ *Id.*, n° 30833.

⁽³⁾ *Id.*, n° 30834.

⁽⁴⁾ Bibliothèque Nationale, Lb³⁹, 2357.

⁽⁵⁾ *Id.*, Lb³⁹, 2347.

⁽⁶⁾ *Id.*, Lb³⁹, 2187.

9° Lettre de Gros-Jean à son curé sur le décret de l'Assemblée Nationale qui supprime la dîme ⁽¹⁾.

10° Projet pour le remplacement de la dîme, 1789 ⁽²⁾.

11° Lettre d'un curé de campagne sur l'arrêté qui supprime la dîme ⁽³⁾.

12° Réflexions du lendemain sur les arrêtés pris dans l'Assemblée Nationale le 11 août 1789, relativement aux biens ecclésiastiques ⁽⁴⁾.

13° SIÈVÈS. — Observations sommaires sur les biens ecclésiastiques ⁽⁵⁾.
Sur les tentatives de restauration de la dîme au XIX^e siècle :

14° Extrait de la Chronique religieuse, t. V, 1820 ⁽⁶⁾.

15° Des catéchismes qui recommandent le paiement de la dîme ⁽⁷⁾.

8° Coutumes et Coutumiers.

La Coutume, bien souvent, tenait lieu de loi en matière de dîmes, et les usages variaient profondément d'une région à l'autre, ce qui montre l'intérêt des Coutumiers pour une étude comme celle-ci. Il existe des recueils de coutumes pour presque toutes les anciennes provinces : Nivernais (Guy Coquille), Berry (La Thaumassière), Marche, Bretagne (Hévin), Normandie (Pernelle), Anjou (Pocquet de Livonnières) sans parler du Coutumier général de Bourdot de Richebourg (8 vol. in-fol.).

9° Cahiers d'Etats généraux.

C'est une source toujours précieuse pour l'histoire de l'Ancien Régime. Pour notre sujet, les cahiers de bailliages n'ont qu'une importance secondaire, car ils ne donnent que fort indirectement (quand ils les donnent) les vœux des populations campagnardes, et trop souvent les demandes particulières des paroisses disparaissent au profit des demandes générales du bailliage. Nous exceptons, bien entendu, de cette remarque, le fameux cahier du tiers du bailliage de Nemours, monument capital à lui seul : il y a d'ailleurs tout lieu de croire que, dans ce bailliage, la rédaction du cahier du tiers différa un peu de celle des cahiers des autres bailliages, car ses auteurs nous préviennent, dès le début, « qu'ils indiqueront sur chacun des objets et chacun des » vœux, de quelles paroisses ils renferment l'opinion ; de cette manière » on saura le sentiment de chaque paroisse » ⁽⁸⁾.

Les Cahiers des trois ordres des bailliages sont contenus, du moins en grande partie, dans la 1^{re} série des Archives parlementaires publiées par MM. Mavidal et Laurent (du tome I au tome VI, le tome VII étant consacré à une table générale).

⁽¹⁾ Bibliothèque Nationale, Lb³⁹, 2190.

⁽²⁾ *Id.*, Lb³⁹, 2189.

⁽³⁾ *Id.*, Lb³⁹, 2185.

⁽⁴⁾ *Id.*, Lb³⁹, 2184.

⁽⁵⁾ *Id.*, Lb³⁹, 2171.

⁽⁶⁾ *Id.*, Ld¹, 4431.

⁽⁷⁾ *Id.*, Lb⁴², 2253.

⁽⁸⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, p. 113.

Mais ce sont surtout les cahiers des bourgs, paroisses et communautés qui ont de l'intérêt pour nous ; ce sont ceux qui, évidemment, expriment le plus fidèlement les désirs des classes rurales, celles qui supportaient précisément tout le poids de la dime. Ces cahiers sont excessivement nombreux, on peut les évaluer à 50.000, peut-être davantage. Une double question, fort importante, se pose sur leur compte, celle de leur authenticité et de leur originalité. En général, les auteurs qui se sont occupés de leur publication (il n'y a d'exception que pour quelques cahiers assez peu nombreux en somme) concluent affirmativement sur le premier point : ordinairement les cahiers ont été cotés *ne varietur* par le lieutenant général du bailliage, ce qui prouve qu'ils ont été remis à l'assemblée bailliagère ; ils ont de même été à peu près tous cotés et paraphés par le président de l'assemblée ce qui est une preuve du lieu de l'origine ; enfin, les signatures qui se trouvent à la fin des cahiers sont presque toujours celles qui figurent dans les procès-verbaux, de sorte qu'ils sont bien, le plus souvent, l'œuvre des habitants.

Quant à l'originalité, plusieurs auteurs modernes se sont refusés à en voir dans les cahiers ; ils leur reprochent d'être trop souvent faits d'après un modèle type, de reproduire les mêmes formules, les mêmes idées, et, par suite, de ne pas être les interprètes fidèles des demandes des paysans. Cette constatation est parfois exacte, mais faut-il en faire un reproche grave ? Cette uniformité, qui d'ailleurs n'est pas assez fréquente pour enlever aux cahiers leur valeur, s'explique si l'on songe que les doléances étaient et devaient être un peu partout les mêmes. Assurément les cahiers ont subi l'influence des écrits et des personnages officiels de l'époque mais il ne faut rien exagérer ⁽¹⁾ ; celle qui se

(1) Pour le bailliage de Bourges, par exemple, une pièce énumérant les principales charges qui pesaient sur les paysans et se terminant par cette phrase : « Cultivateurs, vous n'avez de vrais défenseurs que dans votre classe, dans le tiers état. Si vous les prenez ailleurs, vos intérêts seront sacrifiés, et vous continuerez de vivre malheureux ».

De même, dans la sénéchaussée de Rennes, un opuscule intitulé : « Charges d'un bon citoyen de campagne » dont le texte a été publié par M. E. Dupont dans « La condition des paysans de la sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution ».

Plusieurs paroisses reproduisent ces pièces, quelquefois textuellement, plus souvent en les paraphrasant ; mais il faut surtout l'expliquer, croyons-nous, par le désir d'éviter les difficultés d'une rédaction originale.

Quant aux personnages officiels, il ne faut pas davantage en exagérer l'influence ; ce pouvaient être soit le lieutenant général du bailliage, soit quelques personnages haut placés comme les Gouverneurs de provinces, l'Intendant, les Evêques et Archevêques ; mais il arriva souvent qu'ils étaient absents au moment des opérations électorales, comme dans le Berry, ou qu'ils n'y arrivèrent qu'au dernier moment sans avoir, par suite, le temps d'agir bien efficacement, ou qu'ils s'en désintéressèrent ou enfin qu'ils ne purent, pour une raison ou pour une autre, exercer une influence bien décisive. M. Gandilhon nous rapporte notamment

fit le plus sentir fut certainement celle des présidents d'assemblées; c'étaient soit des officiers de justice, juges seigneuriaux, baillis, lieutenants des baillis, soit des procureurs fiscaux ou leurs substituts, soit des notables comme les syndics, soit des hommes de loi comme procureurs ou notaires, soit des bourgeois résidant dans la paroisse, soit enfin des curés ⁽¹⁾. Et ce qui prouve bien cette influence, c'est l'existence d'un groupe de cahiers identiques ou analogues lorsque le personnage a présidé plusieurs assemblées voisines.

Les curés surtout ont influé, en qualité de présidents, sur la rédaction des cahiers; car les doléances relatives au culte et à la hiérarchie ecclésiastique sont toujours très fréquentes, et dans plusieurs régions, les cahiers accusent un ressentiment, voire même une haine profonde contre le haut clergé; or on sait combien cette haine était vivace dans le bas clergé, les curés le prouvèrent en adhérant un très grand nombre au fameux manifeste des curés du diocèse d'Angers, si violent contre les moines et les chanoines.

Donc, l'intérêt des cahiers, nous semble-t-il, n'est pas amoindri par les quelques défauts qu'on y constate : et Taine est certainement loin de la vérité lorsqu'il prétend qu'une très grande quantité de paroisses n'ont pas été averties pour envoyer leur cahier et leurs députés à l'assemblée de la sénéchaussée (il a été reconnu que ce n'est là que l'exception) et que, pour celles qui furent averties, les avocats, notaires et procureurs des petites villes voisines auraient établi les doléances de leur chef, sans assembler la communauté, et, sur un seul brouillon, auraient fait pour toutes des copies identiques qu'ils vendaient fort cher aux paroisses de campagne. Gardons-nous de nous servir de quelques cas particuliers pour conclure à un usage général; nous avons d'ailleurs pu constater que nombreuses sont les communautés qui exposent les abus en les appuyant d'exemples précis, frappants, concrets, de sorte qu'il y a, dans les cahiers, des indications qu'il serait certainement très difficile, sinon impossible, de trouver ailleurs. Ceci, bien entendu, ne doit pas nous dispenser de nous mettre en garde contre l'exagération, défaut malheureusement un peu trop fréquent de ces documents.

(p. xxxii) que le lieutenant général du bailliage de Bourges, Claude de Bengy-Puyvallée, était un homme doux et sans prétentions, incapable d'une action profonde; que celui du bailliage secondaire de Vierzon, Nizon, détesté de ses administrés, ne pouvait espérer se faire écouter, et que celui du bailliage secondaire d'Henrichemont, Danjou, ne pouvait être beaucoup plus influent, à cause de la réunion tardive d'Henrichemont à la Couronne (le prince de Béthune, qui en était le propriétaire, ne céda cette principauté à la Couronne qu'en septembre 1766).

⁽¹⁾ Pour les bailliages de Bourges (principal), de Vierzon et d'Henrichemont (secondaires), M. Gandilhon a constaté la proportion suivante : sur 108 assemblées provinciales pour lesquelles on a des renseignements, 53 furent présidées par un officier de justice, 48 par les curés, les autres par des syndics, avocats, etc.

Nous n'avons pas entrepris de consulter tous les cahiers de paroisses qui ont été livrés à la publicité : beaucoup sont disséminés dans des revues locales qu'il est difficile de se procurer. Mais, sur ce point, notre travail a été très facilité par la collection, nouvellement fondée, des documents pour servir à l'histoire économique de la Révolution.

Il y a quelques années, le ministère de l'Instruction publique a pris la louable initiative de publier ces documents; un comité fut créé dans ce but et depuis cette date ont paru de nombreux ouvrages relatifs aux biens nationaux, droits féodaux, procès-verbaux des assemblées révolutionnaires et surtout aux Cahiers de doléances des bourgs, paroisses et communautés pour les Etats généraux de 1789. C'est sur ce dernier point que l'effort a été le plus grand et il est permis d'espérer que, dans quelques années, tous ceux des cahiers qui ont été conservés seront livrés à la publicité. Dans cette collection, déjà très fournie, nous nous sommes attaché à prendre comme exemples des régions éloignées les unes des autres, différentes au point de vue des terres et des personnes, afin de pouvoir émettre un jugement d'ensemble sur le fonctionnement des dîmes dans l'ancienne France.

1° Nord.

SAGNAC (Ph.) et SAINT-LÉGER (DE). — Les Cahiers de doléances des paroisses de la Flandre maritime, 3 vol., 1906.

LORRIQUET. — Les Cahiers de doléances des paroisses de l'Artois et du Pas-de-Calais, 2 vol., 1891 (ne fait pas partie de la collection du ministère de l'Instruction publique).

2° Est.

LAURENT (G.). — Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Châlons-sur-Marne, 1906.

— Même ouvrage pour les bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne réunis, 1^{re} partie (bailliage de Sézanne), 1909; 2^e partie (bailliage de Châtillon-sur-Marne), à paraître.

PORÉE (Ch.). — Même ouvrage pour le bailliage de Sens, 1909.

ETIENNE. — Même ouvrage pour le bailliage de Vic, 1909.

VERNIER. — Même ouvrage pour les bailliages de Troyes et secondaires et pour le bailliage de Bar-sur-Seine, 1^{er} vol., 1909, 2^e vol., 1910.

3° Ouest.

DUVAL. — Les Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon, 1887 (ne fait pas partie de la collection des documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution).

SÉE (H.). — Les Cahiers de doléances des paroisses de Bretagne, dans la *Révolution française* de juin et juillet 1904.

DUPONT. — La condition des paysans de la sénéchaussée de Rennes à

XVI

la veille de la Révolution, d'après les Cahiers des paroisses, dans les *Annales de Bretagne*, 1901. Contient quelques cahiers.

SÉE (H.) et LESORT. — Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Rennes, 1^{er} vol. 1909, 2^e vol. 1910.

BRIDREY (E.). — Les Cahiers de doléances des paroisses des bailliages du Cotentin (Coutances et secondaires), 1^{er} vol. 1907, 2^e vol. 1908.

BELLEZ et DUCHEMIN. — Les Cahiers de doléances des paroisses du Maine.

4^e Centre.

BLOCH (C.). — Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Orléans, 2 vol. 1906 et 1907.

LESUEUR et CAUGHIE. — Même ouvrage pour le bailliage principal de Blois et le bailliage secondaire de Romorantin, 1909.

GANDILHON. — Même ouvrage pour le bailliage principal de Bourges et les bailliages secondaires de Vierzon et d'Henrichemont, 1910.

MÈGE (F.). — Les Cahiers de doléances des paroisses d'Auvergne en 1789 (ne fait pas partie de la collection du ministère de l'Instruction publique) ⁽¹⁾.

DEMAY. — Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Auxerre. *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, 1884-1885 (même remarque que pour le précédent ouvrage).

GUILLEMAUT. — La Révolution dans le Louhannais. Contient quelques Cahiers (même remarque).

CHARMASSE (DE). — Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Autun (même remarque).

5^e Sud-Est.

MIREUR (F.). — Les Cahiers de doléances des communautés de la sénéchaussée de Draguignan, 1889 (même remarque).

ARCHIVES PARLEMENTAIRES, 1^{re} série, t. VI : Cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée d'Aix.

FOURNIER. — Même ouvrage pour la sénéchaussée de Marseille, 1909.

BLIGNY-BONDURAND. — Même ouvrage pour la sénéchaussée de Nîmes, 1^{er} vol. 1907, 2^e vol. 1908.

6^e Sud-Ouest.

BOISSONADE. — Même ouvrage pour la sénéchaussée d'Angoulême, 1908.

FOURASTIÉ. — Même ouvrage pour la sénéchaussée de Cahors, 1908.

MONDENARD. — Cahiers de doléances des paroisses de l'Agenais (ne fait pas partie de la collection du ministère de l'Instruction publique).

MARION. — Cahiers des doléances des paroisses des cantons de Castillon et de Sainte-Foy, *Archives historiques de la Gironde*, 1900, t. XXXV.

(1) Bibliothèque Nationale : Le²⁴ 322.

MARION. — Cahiers de doléances des paroisses des cantons de Branne et de Targon. *Archives historiques de la Gironde*, 1901, t. XXXVI.

10° Travaux des Comités des Assemblées de la Révolution.

Ces travaux sont de première importance pour la partie de notre sujet relative à la suppression de la dime, et spécialement pour la dime inféodée. Ils ont été en grande partie publiés dans un des ouvrages de la collection du Ministère de l'Instruction publique dont nous avons précédemment parlé. MM. Sagnac et Caron, le premier, professeur à l'Université de Lille, le second, archiviste aux Archives nationales, ont en effet été chargés de publier les documents relatifs aux Comités des droits féodaux et de législation qui, sous les trois Assemblées révolutionnaires, ont travaillé à l'abolition du régime seigneurial. Ces documents, conservés aux Archives nationales où ils forment une partie des séries DIII (Comité de législation) et DXIV (Comité des droits féodaux), se composent soit de décisions de ces deux comités préparant les lois, délibérations des corps administratifs régionaux et locaux, soit de pétitions de particuliers ou de municipalités, aux assemblées et comités, toutes pièces datées :

Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial (1789-1793). Documents publiés par Ph. Sagnac et P. Caron, 1907.

11° Documents parlementaires.

En première place, mentionnons la grosse collection des *Archives parlementaires* ou Recueil des débats législatifs et politiques des Chambres françaises de 1787 à 1860 (et spécialement les 25 volumes qui constituent la 1^{re} série de 1789 à 1799) imprimée par ordre du Parlement et publiée par MM. MAVIDAL et LAURENT.

Cette collection a été l'objet des plus vives critiques : critiques fondées surtout pour les 7 premiers volumes relatifs aux Cahiers des trois ordres des bailliages et sénéchaussées, publication partielle, fort incomplète, où se trouvent confondus sans ordre ni méthode les cahiers définitifs avec les cahiers de paroisses, les cahiers des corporations avec ceux des bailliages secondaires. Mais les volumes suivants, qui contiennent les débats parlementaires de nos Assemblées politiques, méritent moins ces critiques ; assurément, c'est encore une publication défectueuse, mais l'immensité de l'œuvre entreprise peut servir d'excuse. Pour la période qui nous intéresse, la collection Mavidal et Laurent est au moins suffisante, souvent préférable aux journaux du temps, notamment au *Moniteur*, où on ne trouve pas toujours les éléments contenus dans les *Archives parlementaires*.

A cette collection ajoutons celle de M. BEAUDOIN : « Procès-verbaux de l'Assemblée Constituante » spéciale aux années 1789 à 1791.

12° Recueil de lois.

Pour la période antérieure à la Révolution, le recueil d'Isambert, Jourdan et Decrusy : Recueil général des anciennes lois françaises de 420 à 1789. 29 volumes publiés de 1822 à 1827.

Pour la période révolutionnaire, le recueil Rondonneau : Collection générale des lois, décrets, arrêtés, sénatusconsultes, avis du Conseil d'Etat, de 1789 à 1814, 1817.

13°

Signalons enfin les ouvrages suivants :

VAUBAN. — Projet d'une dime royale, 1707.

VOLTAIRE. — Dictionnaire philosophique : art. *droit canonique, décimateur, curé de campagne*, etc.

LE TROSNE. — De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt (et spécialement les chapitres xvi et xvii du livre IX). Bâle, 1779 ⁽¹⁾.

NECKER. — De l'administration des finances de la France. 3 vol., 1785 ⁽²⁾.

YOUNG (Arthur). — Voyages en France de 1787 à 1789. 2 volumes, 1793. Cet ouvrage contient beaucoup de choses utiles : il est bon d'y recourir car les auteurs étrangers font souvent preuve de plus d'impartialité que les nationaux, surtout pour une époque comme celle de la Révolution.

Seconde partie : Documents modernes et ouvrages de seconde main.

1° BERNIER (abbé). — Essai sur le tiers état rural ou les paysans de Basse-Normandie au XVIII^e siècle. Thèse française. Caen. 1892.

2° BESNARD (abbé). — Souvenirs d'un nonagénaire publiés par M. Célestin Port, 1880.

3° BRASIER (abbé). — Notice sur la dime. Annecy. 1902.

4° BRUNEAU. — Les débuts de la Révolution dans le Cher et dans l'Indre. 1902.

5° BOITEAU. — Etat de la France en 1789. 1861.

6° CHASSIN. — Les Cahiers des curés. 1882.

7° CONARD. — La peur en Dauphiné. 1904.

8° DU CHATELLIER. — L'agriculture et les classes agricoles en Bretagne. 1863 ⁽³⁾.

9° DONIOL. — Etat physique et moral des populations agricoles de l'Auvergne avant et après 1789.

⁽¹⁾ Bibliothèque Nationale, Lf⁹⁵/18.

⁽²⁾ *Ibid.*, Lf⁷⁶/7.

⁽³⁾ *Ibid.*, L⁹¹, 19.

- 10° DONIOL. — La Révolution française et la féodalité.
- 11° — Histoire des classes rurales en France.
- 12° DUMAS. — La généralité de Tours au XVIII^e siècle. Administration de l'Intendant de Cluzel, 1766-1783. Paris, 1894.
- 13° DURAND. — La dime ecclésiastique au XVIII^e siècle. Etude d'histoire du droit. Thèse Poitiers. 1898.
- 14° GALLEY. — L'élection de Saint-Etienne à la fin de l'Ancien Régime.
- 15° GIFFARD. — Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles. 1903.
- 16° GOMEL. — Histoire financière de l'Assemblée Constituante. 1896.
- 17° GUILLEMAUT. — Histoire de la Révolution dans le Louhannais. 1899.
- 18° GRIMAUD. — Lavoisier. 1883.
- 19° KAREIEW. — Traduit du russe par M^{lle} Woynarowska. Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle. 1899.
- 20° LAFARGE. — L'agriculture en Limousin au XVIII^e siècle et l'Intendance de Turgot.
- 21° DE LAVERGNE. — Economie rurale de la France depuis 1689. 1877.
- 22° MATHIEU (Abbé). — L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois. Thèse française, Nancy, 1879, 4^e édition revue et corrigée, 1907.
- 23° MÈGE. — Charges et contributions des habitants de l'Auvergne sous l'Ancien Régime. 1898.
- 24° MÉRIC. — Le clergé sous l'ancien Régime. 1890.
- 25° MICHEL. — Recherches sur la perception de la dime en Champagne. 1873.
- 26° PIGEONNEAU et DE FOVILLE. — L'administration de l'agriculture au contrôle général des finances (1785-1787). 1882.
- 27° RIOUFOL. — La Révolution de 1789 dans le Velay. 1903.
- 28° SAGNAC. — Législation civile de la Révolution française. 1898.
- 29° SCHELLE. — Dupont de Nemours et l'école physiocratique. 1888.
- 30° SÉE. — Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution. 1906.
- 31° TRIGER. — L'an 1789 au Mans. 1899.
- 32° TRÉNEY. — Les principaux économistes des XVIII^e et XIX^e siècles.
- 33° TAINÉ. — Origines de la France contemporaine, 2 vol. 1880.
- 34° TOCQUEVILLE. — L'Ancien Régime et la Révolution. 1856.
- 35° VIARD. — Histoire de la dime ecclésiastique jusqu'au décret de Gratien. Thèse Dijon, 1909.
- 36° VIGUIER. — Les débuts de la Révolution en Provence. Thèse française. Paris, 1895.
- 37° VILLEMONTÉ DE LA CLERGERIE. — La dime dans notre ancien droit français et son abolition. Thèse, Bordeaux, 1908.
- 38° WALLON. — Le clergé de 1789. 1876.

Articles de Revues.

4° *Journal des Economistes*, août 1881, LÉOUZON LE DUC : La fortune du clergé sous l'Ancien Régime.

2° *Revue d'économie politique*, E. LEVASSEUR : Les progrès de l'agriculture française dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, janvier 1898 (se trouve aussi dans les comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques de mai 1898).

3° *La Révolution Française*, juin-juillet 1904 : Les Cahiers des paroisses de Bretagne, par H. SÉE.

4° *Revue des Etudes historiques*, mai et juin 1902, MARION : Etat des classes rurales au XVIII^e siècle dans la Généralité de Bordeaux.

5° *Annales de Bretagne*, 1890-1891, DEPUY : L'agriculture et les classes rurales en Bretagne au XVIII^e siècle.

— 1901, DUPONT : La condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution d'après les Cahiers de paroisses.

6° *Bulletin de la Société nivernaise des lettres, sciences et arts*, 1899, GAUTHIER : La dime religieuse et le droit de suite au XVIII^e siècle.

7° *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, 1884-1885, DEMAY : Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Auxerre.

LA

DIME ECCLÉSIASTIQUE EN FRANCE

AU XVIII^e SIÈCLE

ET SA SUPPRESSION

INTRODUCTION

Pendant dix-huit siècles, la subsistance des ministres du culte fut assurée directement au moyen de la dime par ceux qui usaient de leurs services. Il n'est pas sans intérêt, au début de cette étude, de montrer comment s'établit cette très ancienne institution et dans quelles conditions elle se maintint.

Lorsque la Constituante voulut en décréter la suppression, plusieurs de ses membres agitèrent la question (déjà posée depuis quelque temps d'ailleurs) de savoir si cette redevance était de droit divin ou de droit positif. On avait été longtemps sans poser ce problème; le peuple, effectivement, n'y pensait guère : qu'importait pour lui l'origine de la dime,

puisque, dans tous les cas, il devait assurer la subsistance du culte? Que l'homme à la dîme lui fût envoyé en vertu d'un mandat divin ou simplement sur l'ordre du curé de la paroisse, le cultivateur était toujours redevable d'une portion de ses gerbes, de son vin et de ses troupeaux. Mais il arriva un temps où on ne voulut plus admettre sans contrôle la notion jusque-là commune de l'origine divine de la dîme. La controverse se donna alors libre cours et les juristes se formèrent en deux camps : les uns, jurisconsultes canoniques, prétendirent, preuves à l'appui, que le doute était impossible et que la dîme était bien une institution divine. Les autres, avocats et officiers des Parlements, assurèrent, preuves à l'appui également, qu'il n'en était rien et que la dîme, établie par le pouvoir temporel, pouvait être abolie par lui : et la discussion devint plus âpre et plus étendue quand on commença à contester au clergé sa qualité de propriétaire ⁽¹⁾.

Nous ne nous étendrons pas sur une polémique qui ne manque assurément pas d'intérêt, mais est en dehors du but que nous nous sommes proposé d'atteindre : nous n'avons pas l'intention d'établir ici la légitimité ou l'illégitimité de la dîme au point de vue du droit divin, mais d'étudier son fonctionnement à une époque que nous avons choisie à dessein — nous en verrons plus loin la raison —, de signaler ses avantages et ses inconvénients au point de vue économique, d'expliquer pourquoi et comment elle fut supprimée et de

(1) Les partisans de la première solution tirent ordinairement argument du chapitre du Lévitique où il est dit que la dîme de tous les fruits de la terre appartient au Seigneur et doit lui être consacrée.

L'opinion contraire, plus en faveur, invoque le silence gardé sur ce point par les apôtres et ensuite par les Pères de l'Eglise, et notamment l'épître de saint Augustin où il est dit que « les ecclésiastiques ne vivent que des aumônes et des offrandes des fidèles » : ces termes d'aumônes et offrandes excluant toute idée d'obligation.

Cette seconde opinion est celle de Durand de Maillane (*Dict. de dr. canon. et de prat. bénéficiale*, t. II) et aussi celle de Denisart (t. VI, p. 424) qui dit notamment : « Comment se serait-on contenté, jusqu'au vi^e siècle, d'exhorter à accomplir ce que l'on aurait regardé comme loi divine ? »

V. sur ce point également Esmein, *Hist. élém. du dr. fr.*, p. 162, 6^e édit.

montrer par quoi on essaya de la remplacer. Nous verrons que la dîme reçut, à partir d'une certaine époque, la sanction du pouvoir temporel ; un long usage corroboré par la loi suffit, nous semble-t-il, à faire de cette redevance, dont les origines sont diversement comprises, une charge absolument régulière.

L'opinion la plus répandue, et qui semble la plus logique, voit l'origine de la dîme dans les prestations volontaires que les fidèles prirent de bonne heure l'habitude de faire au clergé. Mais la générosité des donateurs s'étant peu à peu calmée, les Pères de l'Eglise durent les exhorter à la charité, et pour stimuler leur zèle, leur donnèrent en exemple la loi de Moïse, qui avait fait du paiement de la dîme une obligation pour les Hébreux : nous voyons saint Augustin, saint Jean-Chrysostome, saint Thomas, conseiller de payer aux pasteurs une portion des fruits de la terre ; mais il n'y a là qu'un conseil et les oblations volontaires ne furent nullement, de ce fait, rendues obligatoires ⁽¹⁾. Ce n'est que plus tard que l'Eglise dut prendre un parti plus énergique et faire de la dîme une obligation, parce que les exhortations des Pères de l'Eglise étaient restées sans effet. On vit alors les conciles édicter des peines sévères contre quiconque en refuserait le paiement : notamment le deuxième Concile de Mâcon, en 585, le Concile de Séville, en 590, déclarèrent « voleurs et larrons du bien de Dieu », ceux qui refuseraient d'obéir ⁽²⁾. Les abus persistèrent ; il devait d'ailleurs en être ainsi tant que le pouvoir royal ne sanctionnerait pas lui-même les décisions des conciles. Ce fut tout naturellement l'œuvre des Carolingiens, qui eurent à cœur d'établir une alliance étroite entre l'Empire et l'Eglise. Le premier, Pépin le Bref, confirma la dîme, en 765, dans une lettre à l'archevêque de Mayence,

⁽¹⁾ Saint Augustin dit notamment (sermon, 219) : « Pourquoi donc, puisqu'en donnant la dîme tu peux acquérir les biens du ciel et de la terre, te prives-tu de cette double bénédiction ? »

Il semble bien résulter de là, que payer la dîme n'était pas une obligation mais une faculté.

⁽²⁾ Voir quelques-uns des textes de ces Conciles à notre *Pièce justific.* n. I.

Lullus ⁽¹⁾. Avec Charlemagne, elle devint une institution de droit public dans les Capitulaires de 779 ⁽²⁾ et 794 ⁽³⁾ « que tout homme, dit le second de ces Capitulaires, paye à l'Eglise, sur sa propriété, la dîme légitime », et, pour convaincre les récalcitrants, l'article ajoute que dans l'année 779, une grande famine sévit, que les épis furent dévorés par les démons, et que des voix pleines de reproches se firent entendre : la seule cause de tous ces malheurs était le refus de payer la dîme. Charlemagne donna d'ailleurs lui-même l'exemple en se soumettant à la dîme et en recommandant à ses agents de l'acquitter intégralement. De plus, il réglementa soigneusement le paiement de cette redevance, et surtout en régla le partage, dans un Capitulaire de 801 ⁽⁴⁾, en faisant profiter par parts égales les pasteurs, les fabriques et les pauvres.

La dîme devenait donc un véritable impôt, auquel le peuple ne se soumit dans les débuts que très difficilement, à en juger par la fréquence des dispositions prises par les successeurs de Charlemagne pour en assurer le paiement régulier : des Capitulaires se succédèrent dans ce but pendant tout le ix^e siècle, notamment en 802, 803, 804, 805, 813, 829, 857, 865, etc. ⁽⁵⁾. De plus, des abus d'une autre nature ne tardèrent pas à s'introduire ; malgré la prohibition absolue de vendre les dîmes contenues dans le Capitulaire de 805, celles-ci ne tardèrent pas à devenir vénales ; l'Eglise, dans les cas graves et pressants, ayant besoin du concours des laïques, prit la mauvaise habitude de leur payer leurs services en leur concédant des dîmes ; les Croisades furent une des principales causes de ces pratiques irrégulières ; il y eut ainsi de nombreuses dîmes cédées à des seigneurs laïques, sans parler de celles qui furent usurpées par la force : ce sont les princi-

(1) Esmein, *Hist. élém. du dr. fr.*, 6^e édit., p. 162, note 2.

(2) Baluze, t. I, 195 ; Isambert, t. I, 39, n. 10 ; Boretius, t. I, 48.

(3) Boretius, t. I, 76 : « Qui decimas post creberrimas admonitiones et prædicationes sacerdotum dare neglexerint, excommunicentur ».

(4) Baluze, t. I, 358 ; Isambert, t. I, 46, n. 23.

(5) Voir notamment le Capitulaire de 803. Isambert, t. I, p. 50, n. 33, et celui de 813. Boretius, t. I, 182 : « *Ut populi christiani decimam donent* ».

pales origines des dîmes inféodées dont nous aurons l'occasion de reparler plus tard. Quelques-unes de ces dîmes, il est vrai, furent dans la suite rétrocédées à l'Eglise, grâce aux menaces et aux admonestations des conciles, mais beaucoup restèrent entre les mains de l'aristocratie terrienne, et le Concile de Latran, en 1179, renonçant à modifier une situation que l'usage consacrait peu à peu, les lui abandonna.

Ainsi établi, l'impôt de la dîme continua à être payé sous la double protection des conciles ⁽¹⁾ et des ordonnances. Les Conciles de Latran en 1215, de Mayence en 1549 et surtout le Concile de Trente ⁽²⁾ renouvelèrent les mêmes menaces contre les rebelles. D'un autre côté, des abus s'étant glissés aussi dans la perception, il fallut y remédier; une ordonnance du 18 février 1407 ⁽³⁾ dut sauvegarder les intérêts des décimables; elle nous montre les dîmes exigées sans équité ni mesure et essaie de réagir contre des pratiques aussi nuisibles à ceux qui les emploient que vexatoires pour ceux qui les subissent.

Au xvi^e siècle, on sentit le besoin de donner à la dîme une réglementation légale aussi complète que possible, et ce fut l'un des multiples objets des deux grandes lois administratives de 1579 ⁽⁴⁾ et 1580 ⁽⁵⁾, l'ordonnance de Blois et l'édit de Melun, qui vont être désormais le véritable code des dîmes et resteront en vigueur jusqu'à la fin. Malheureusement ces deux textes, bien que constituant un immense progrès dans la législation, étaient insuffisants et laissaient bien des points importants en suspens; aussi la jurisprudence dut-elle, spécialement aux xvii^e et xviii^e siècles, suppléer à l'insuffisance de la loi, soit en consacrant les coutumes et

(1) Concile de Latran de 1215, Canon 53. Concile de Mayence de 1549, Canon 75. Concile de Toulouse de 1590, d'Avignon de 1594, de Narbonne de 1609.

(2) « Qui vero decimas aut subtrahunt aut impediunt excommunicantur, nec ab hoc crimine nisi plena restitutione secuta absolvantur ».

(3) Ordonnance des Rois de France, t. IX, 183.

(4) Isambert, t. XIV, 380, n. 103. Voir spécialement les art. 48 et 49.

(5) Isambert, t. XIV, 564, n. 108. Voir spécialement les art. 28 et 29. Il faut aussi mentionner une tentative de législation des dîmes sous Charles IX par l'édit d'octobre 1561, à voir dans Isambert, t. XIV, 123, n. 40.

usages particuliers, soit en introduisant des préceptes nouveaux. Bien souvent, d'ailleurs, on demandera une loi ferme sur les dîmes, et le gouvernement tentera même de donner satisfaction à l'opinion publique en 1657 ⁽¹⁾. Mais, nous aurons l'occasion de le voir plus loin, l'édit de février 1657 fut mal compris; il favorisait par trop les décimateurs aux dépens des décimables; il n'y eut pas une cour pour l'enregistrer et il resta lettre morte. Ce fut la dernière tentative d'une réglementation d'ensemble de la matière décimale.

En présence d'une matière aussi vaste, nous avons dû limiter notre sujet : estimant qu'un exposé approfondi sur les dîmes inféodées nous eût entraîné beaucoup trop loin, nous nous sommes borné à l'étude de la dîme ecclésiastique : toutefois, à cause de la connexité souvent très étroite de ces deux matières, il nous a paru impossible de traiter la première sans donner un aperçu de la seconde : c'est pourquoi nous ferons suivre cette étude d'un exposé succinct sur les dîmes inféodées, spécialement relatif à leur suppression, très différente, on le verra, de celle des dîmes ecclésiastiques.

Nous avons aussi limité notre sujet dans le temps, en le restreignant au XVIII^e siècle : le choix de cette période nous a paru s'imposer. C'est, en effet, celle qui précède immédiatement l'œuvre révolutionnaire, et il en fut de la dîme comme de toutes les autres institutions de l'Ancien Régime à la veille de leur suppression; elle provoqua des discussions, donna lieu à de nombreuses recherches dont le principal intérêt fut de mettre en lumière des détails jusqu'alors ignorés. Ajoutons que ce fut au XVIII^e siècle que les tribunaux eurent les plus fréquentes occasions de se prononcer sur les dîmes et d'en organiser la réglementation. Enfin c'est une époque que les travaux modernes contribuent tous les jours à élucider davantage, surtout depuis que le Ministère de l'Instruction publique a entrepris de publier une « collection de documents pour servir à l'histoire économique de la Révolution ».

⁽¹⁾ Isambert, t. XVII, 346, n. 302.

C'est grâce à cette heureuse initiative que nous possédons notamment aujourd'hui, pour beaucoup de régions, les cahiers de doléances des bourgs et paroisses aux Etats généraux de 1789, source indispensable pour l'histoire de la vie politique, économique et sociale de l'ancienne France.

Nous diviserons cette étude en quatre parties : la première traitera du fonctionnement de la dîme, son assiette, son taux, sa perception, son produit.

La seconde sera consacrée à une appréciation de cette redevance : après avoir examiné ses avantages et ses inconvénients au point de vue agricole et économique, nous essaierons de donner une idée des procès nombreux qu'elle occasionnait. Nous expliquerons ensuite comment la dîme fut peu à peu détournée de son but primitif et nous chercherons quel fut le jugement de l'opinion publique sur son compte : celui des économistes d'abord, des philosophes et autres publicistes ensuite, et enfin celui des décimables eux-mêmes.

Dans la troisième partie, nous étudierons la suppression de la dîme ecclésiastique : nous y verrons les nombreuses difficultés qu'occasionna son paiement prorogé, par l'Assemblée Constituante elle-même, jusqu'au 1^{er} janvier 1791.

L'histoire de la dîme ne s'arrête d'ailleurs pas là. Cette redevance était si solidement enracinée que, malgré les décrets pourtant absolus des assemblées révolutionnaires, des tentatives furent faites pour la faire renaitre ; plusieurs localités la payaient encore sous la Convention, et il y eut, au début du xix^e siècle, un mouvement important pour en restaurer le paiement ; nous essaierons d'établir les causes et la nature de ce mouvement.

Enfin, notre quatrième partie sera consacrée à un aperçu sommaire sur les dîmes inféodées, dans lequel nous nous occuperons tour à tour de l'origine de ces dîmes, de leur nature et de leurs différences avec la dîme ecclésiastique, de leur fonctionnement et enfin de leur suppression.

PREMIÈRE PARTIE

Assiette et perception de la dîme. Ses charges. Son produit.

CHAPITRE PREMIER

L'Assiette de la dîme.

Les décimables. — Les décimateurs. — Les fruits décimables. — Le taux de la dîme. — Les charges de la dîme.

§ I. *Les décimables.*

Les débiteurs de la dîme. — La dîme ecclésiastique était une redevance payée le plus généralement en nature, qui grevait les produits du sol et des animaux dans le triple but d'assurer la subsistance des ministres du culte, l'entretien des églises et l'assistance des pauvres. C'était une charge personnelle bien plutôt que réelle, et la conséquence en était importante puisqu'elle grevait les fruits et non le fonds ; c'était à celui qui jouissait des fruits à la payer : propriétaire, usufruitier, emphytéote, simple fermier, bref à celui qui, étant établi sur les lieux mêmes, avait besoin des services en retour desquels la dîme était due.

En principe, tout le monde était soumis à la dîme, le noble aussi bien que le roturier, le protestant ⁽¹⁾ comme le catholique. Les ecclésiastiques eux-mêmes en étaient redevables pour les héritages constituant leur patrimoine propre, acquis

(1) Edit de Nantes, art. 25.

par eux à titre onéreux ou gratuit. Ils la devaient aussi pour les biens fonds qu'ils possédaient en vertu d'un titre bénéficiaire autre que celui de leur cure ⁽¹⁾, et n'en étaient exempts que pour une seule catégorie de biens, pour l'ancien domaine de leurs cures, c'est-à-dire pour les fonds qui en composaient la dotation primitive : restriction équitable, car l'objet principal de la dime étant d'assurer aux ecclésiastiques leur subsistance, il eût été inconcevable d'y soumettre des biens constituant leur titre sacerdotal et qui, pour cette raison, avaient été nécessairement concédés à leurs titulaires francs et quittes de toutes dîmes.

Pour bien montrer le caractère général de la règle énoncée plus haut, le pauvre lui-même, pour le peu qu'il pouvait posséder, était décimable ; la dime était la rémunération des services que les pasteurs rendaient aux fidèles ; or, le pauvre tout autant que le riche avait besoin de ces services : solution logique mais pas très juste, car il eût été équitable de faire jouir cette catégorie de l'humanité d'une exemption complète, puisque — comme nous le verrons plus loin — les fruits civils tels que loyers, arrérages de rentes, émoluments, droits de quint ⁽²⁾, de relief ⁽³⁾, de lods et ventes ⁽⁴⁾, c'est-à-dire la plus grosse partie des patrimoines riches, bénéficiaient d'une complète immunité à cet égard.

Le noble, lui aussi, devait la dime : on sait qu'il était libéré d'une grande partie des impôts publics (état de choses également injustifiable bien qu'on en donnât alors comme raison les services que la noblesse pouvait rendre à l'Etat grâce à ses qualités et ressources personnelles) ; mais bien qu'il eût pu rendre et qu'il ait en fait rendu les mêmes services à

(1) Arrêt du Parlement de Paris du 22 août 1699 entre le prieur et les religieux de Saint-Riquier, gros décimateurs de la paroisse de Caux et le curé de cette paroisse, *Mémoires du clergé*, III, 497-512.

(2) Le droit de « quint » était un droit du cinquième du prix de la vente payé au seigneur à l'occasion de la vente des fiefs relevant de son domaine.

(3) Le droit de « relief » était un droit de mutation au profit du seigneur perçu orsqu'un fief passait, par succession, à une branche collatérale.

(4) Les « lods et ventes » étaient un droit dû au seigneur censier pour la vente d'un héritage censier.

l'Eglise, il resta soumis à la dîme. Bien entendu la noblesse ne s'y résigna que difficilement : mais il est intéressant de constater que jamais elle ne put, sur ce point, vaincre complètement la résistance de l'Eglise : tout ce qu'elle put obtenir, ce fut, dans certaines régions, de payer la dîme à un moindre taux que les roturiers. Les assemblées du clergé, surtout au xvii^e siècle, luttèrent énergiquement contre cette prétention ; elles réclamèrent dans leurs Cahiers ⁽¹⁾ l'abolition d'une coutume dont la fraude était le seul fondement. Elles obtinrent même satisfaction de Louis XIII en 1635, mais jamais les nobles ne se tinrent pour battus, et, au xviii^e siècle, il y a encore bien des régions où le taux de la dîme noble est inférieur à celui de la dîme roturière. L'Edit de février 1657 sur la levée des dîmes avait maintenu cette possession relativement aux terres détenues par la noblesse antérieurement à 1635 sous quelque titre que ce fût, mais n'avait jamais entendu faire bénéficier d'une telle faveur les terres acquises par elle après cette date. Seulement cet édit, malgré les efforts du clergé, ne fut jamais enregistré par aucune cour et la noblesse ne s'y soumit jamais. D'ailleurs, certains Parlements avaient une jurisprudence conforme aux prétentions des nobles à cet égard : notamment le Parlement de Provence admettait que les nobles acquittassent la dîme à un moindre taux que les roturiers, non seulement pour les terres d'origine noble, mais aussi pour celles d'origine roturière possédées par la noblesse ⁽²⁾. Bref, pour une époque qui a absolument méconnu l'égalité des contribuables devant l'impôt, on voit que la règle était aussi large que possible en notre matière.

Faisons maintenant ressortir un caractère de la dîme que

(1) Notamment, Assemblée de 1635, Remontrances au Roi, art. 48.

(2) Arrêt du Parlement de Provence du 28 mars 1703 rapporté par Guyot (*Rép. de jurispr.*, t. V, v^o *Dixme*) : en l'espèce, le baron de Cipières, seigneur de la Garde près Toulon, voulait être reçu à prouver que depuis plus de quarante ans, lui et ses auteurs avaient payé la dîme de leurs biens roturiers au vingt-troisième alors que les autres habitants la payaient au dix-septième. Un arrêt des juges de Toulon l'ayant débouté, il fit appel au Parlement d'Aix, qui l'admit à faire cette preuve.

notre définition permet d'entrevoir : c'était un impôt sur les produits du sol ; par suite elle était à charge au cultivateur et n'était même à charge qu'à lui, qu'il fût propriétaire ou simplement détenteur à un titre quelconque.

Or, il s'en fallait de beaucoup, au xviii^e siècle, que tous les propriétaires ruraux fussent de gros propriétaires : l'examen de la répartition du sol, à cette époque, entre ceux qui le cultivaient ou le faisaient cultiver, montre combien la dîme pesait lourdement sur la portion la plus intéressante de la population campagnarde, sur la moyenne et la petite propriété paysannes. La petite exploitation était alors très répandue : « L'amour du paysan pour la propriété foncière, nous dit » Tocqueville, était extrême, et toutes les passions qui naissent chez lui de la possession du sol étaient allumées » (1). Nous avons encore un précieux témoignage, celui du voyageur anglais si observateur, Arthur Young : il avait constaté en France, au cours de ses nombreux voyages, une bien plus grande extension de la petite propriété paysanne qu'en Angleterre, et cela un peu partout, mais surtout en Normandie, Champagne et Lorraine, et dans les régions méridionales, Quercy, Languedoc, Béarn, Gascogne et Guyenne (2).

Le paysan aimait beaucoup vivre pour son propre compte, et la dîme le grevait d'autant plus lourdement que sa terre était minime, ses procédés d'exploitation défectueux, et qu'il lui en coûtait plus d'obtenir une récolte médiocre qu'au grand propriétaire d'en avoir une bonne.

Si le paysan n'était pas propriétaire, il faisait valoir le domaine d'autrui en qualité de métayer, de fermier ou de simple journalier. Nous retrouvons ici le même morcelle-

(1) Tocqueville, *Ancien Régime et Révolution*, p. 37.

(2) Arthur Young, *Voyages en France*, t. II, 189 et 200. En Champagne et en Lorraine, il était fréquent, rapporte l'auteur, qu'une ferme destinée à faire vivre une famille entière consistât en un arbre fruitier et dix perches de terrain : émiettement peut-être encore plus grand dans les régions de vignobles. Même en faisant la part de l'exagération, dont Young n'a pas toujours su se préserver, il y a là un fait digne d'attirer l'attention. En ce qui concerne la Normandie, nous avons le témoignage de l'abbé Bernier dans « Essai sur le tiers état rural ou les paysans de Basse-Normandie au xviii^e siècle ». Thèse française, Caen, 1892.

ment du sol avec ses mêmes conséquences. Était-il métayer, cas de beaucoup le plus fréquent ⁽¹⁾ ? Le propriétaire fournissait alors ordinairement le bétail et les semences, en retour de l'outillage et des impôts, à la charge du métayer : et la condition des petits métayers était très précaire, surtout dans les régions pauvres : Young cite des exemples, notamment dans le Berry, de propriétaires obligés de donner aux métayers qu'ils engageaient de quoi subsister jusqu'à la première récolte.

Le paysan était-il enfin fermier ? Il avait alors sa rente à payer et, bien souvent, il y avait entre lui et le propriétaire foncier un fermier en gros auquel il devait laisser une part : ajoutons que les petits fermiers manquaient le plus souvent de capitaux et n'entreprenaient pas volontiers des améliorations de culture, à cause de l'élévation du prix des fermages qui en eût immédiatement résulté, et de la trop courte durée des baux : ils n'avaient même pas de recours contre le propriétaire dans le cas où le paiement des impôts et notamment de la dîme les eût par trop opprimés : Loyseau en donne comme raison que la dîme était due en échange de l'administration des sacrements et que le fermier, demeurant sur les lieux, profitait seul des sacrements ⁽²⁾.

Les exemptions en matière de dîme. — Le principe d'universalité de la dîme au point de vue des décimables, bien que très large comme nous l'avons vu, souffrait pourtant quelques exceptions ; certains ordres religieux jouissaient depuis des temps très reculés d'une exemption complète : Malte, Cîteaux, Cluny, Prémontré et les Chartreux étaient les principaux ⁽³⁾. Le privilège d'exemption ne pouvait émaner que d'une personne ayant qualité pour le conférer et seul le Pape le pouvait. Mais, et ceci est intéressant à noter, au cours du xviii^e siècle

(¹) Arthur Young, t. II, 202, estime que le métayage était le mode de tenure usité dans les sept huitièmes de la France.

(²) Loyseau, *Traité du déguerpissement*, liv. II, p. 33.

(³) Pour les ordres de Cîteaux et de Cluny, l'exemption est attestée par le cahier de doléances de la paroisse de Magnant (Bailliage de Troyes) dans Vernier, t. II, 244.

la tendance très nette de la jurisprudence fut de restreindre ces privilèges. Les décisions du Pape, à cet égard, ne pouvaient avoir d'effet qu'autant qu'elles étaient sanctionnées par lettres patentes royales ; or, celles-ci devaient, à leur tour, être enregistrées par les Parlements ; il en résulta une réduction considérable des exemptions accordées en bien trop grand nombre par les Papes aux ^x^e, ^{xii}^e, ^{xiii}^e siècles, et surtout à la fin du ^{xii}^e siècle par Alexandre III ⁽¹⁾. Dès le début du ^{xiii}^e siècle, on s'émut de l'abondance de ces faveurs et le quatrième Concile de Latran, en 1215, restreignit les exemptions aux seules terres acquises par les ordres religieux avant ce Concile, celles qui seraient acquises dans la suite restant soumises à la dîme. Mais les religieux avaient énergiquement résisté et plusieurs d'entre eux obtinrent même de Martin V, en 1423, une bulle étendant l'immunité à tous leurs biens, aussi bien ceux acquis après 1215 que ceux antérieurs au Concile. Les décimateurs firent entendre des plaintes plus vives que jamais et l'assemblée du clergé de 1635 se fit leur interprète auprès du Roi en demandant que les religieux de l'ordre de Malte, ceux dont les privilèges étaient les plus étendus, payassent la dîme pour toutes les terres acquises par eux depuis le Concile de Latran, quel que fût le procédé de mise en valeur de ces terres, ainsi que pour celles acquises antérieurement, mais que les religieux cultivaient eux-mêmes. Le Roi donna satisfaction à ces demandes, mais sa décision n'ayant pas été enregistrée, les abus persistèrent. Au ^{xviii}^e siècle, les assemblées du clergé revinrent à la charge : celle de 1750 s'éleva contre les prétentions des Cisterciens qui voulaient être exemptés de dîmes pour toutes leurs terres, prétention excessive, nous l'avons vu, pour les terres acquises depuis la fondation de l'ordre. Le Roi décida qu'aucun ordre ne profiterait à l'avenir de l'exemption que pour les terres qu'il justifierait, par titres, avoir fait partie de sa dotation primitive : la plupart des religieux, ceux de Cîteaux en par-

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1765, t. VIII, 2^e part., p. 1475. Rapport de l'archevêque de Narbonne, président de la Commission du temporel.

ticulier, durent se soumettre ; mais il en est qui ne cédèrent jamais, et pour l'ordre de Malte notamment, le privilège continua, on ne sait trop pour quelles raisons, à s'étendre sur toutes ses terres.

D'ailleurs cette exemption avait été soumise par la jurisprudence à plusieurs conditions, auxquelles l'ordre de Malte échappait du reste encore : elle ne s'appliquait qu'aux terres exploitées par les religieux eux mêmes et pas à celles données à ferme, au moins par des baux supérieurs à neuf années ⁽¹⁾ : la raison en a été donnée plus haut ; c'était au fermier à payer la dîme et la personne du religieux, propriétaire de la terre, disparaissait devant celle du fermier. De plus, l'exemption était exclusivement personnelle, et l'acquéreur, par quelque mode que ce fût, d'une terre privilégiée, ne pouvait en aucun cas se prévaloir de l'exemption. Enfin, elle n'avait pas d'effet rétroactif, et si des religieux, avant d'avoir obtenu l'immunité, avaient passé des baux relatifs à leurs terres, ils n'étaient pas reçus à invoquer leur privilège contre ceux avec qui ils avaient traité.

Signalons une dernière catégorie de privilégiés : les officiers du Parlement, dont l'immunité, assez ancienne, remontait à une ordonnance du 30 avril 1457 ⁽²⁾.

§ II. *Les décimateurs.*

Diversité des décimateurs. — Nous ne retrouvons plus, pour les décimateurs, la règle générale et simple que nous avons constatée pour les décimables. Charlemagne, nous l'avons vu, avait cru bon, après avoir ordonné le paiement de la dîme, d'en réglementer la répartition : par le Capitulaire de 801, il en fit trois parts égales pour les pasteurs, les fabriques et les pauvres. Malheureusement les abus s'intro-

⁽¹⁾ Arrêt du Parlement de Bretagne du 12 mai 1747 entre le recteur de Rouans et l'abbaye de Buzay, ordre de Cîteaux. Arrêts du Grand Conseil des 23 août 1718 et 24 avril 1731. Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o *Dîme*.

⁽²⁾ Isambert, t. IX, p. 328.

duisirent vite, et par la faute du clergé lui-même. L'aristocratie ecclésiastique, se trouvant insuffisamment favorisée par l'acte de 801, s'octroya elle-même ce que Charlemagne n'avait pas cru devoir lui octroyer : les Conciles qui se tinrent en 813 à Tours et en 829 à Paris, attribuèrent aux évêques une partie des dîmes, et, ce qui était plus grave encore, le droit de régler l'usage de celles que recevraient les prêtres ⁽¹⁾. En somme, le haut clergé avait désormais pleins pouvoirs sur la matière des dîmes, et on venait d'ouvrir la porte aux exactions qui furent plus tard une des causes de la suppression des dîmes. La conséquence directe de cette mesure déplorable fut de multiplier le nombre des parts prenants à la dime, et il y eut bientôt une variété de décimateurs que Charlemagne n'avait nullement prévue dans ses Capitulaires :

1° En premier lieu les évêques, qui se réservèrent une bonne partie des dîmes, en vertu des droits que leur concédèrent les Conciles de 813 et de 829.

2° Ensuite, les chanoines des églises cathédrales, et les monastères auxquels les évêques attribuèrent les fruits décimaux de certaines paroisses pour les doter ou augmenter leurs revenus.

3° Les laïques qui bénéficièrent des libéralités de l'Eglise elle-même, ou qui usurpèrent brutalement.

4° Enfin les « curés primitifs » qu'il ne faut pas confondre avec les desservants des paroisses. Pendant les premiers siècles de l'Eglise, les évêques avaient ordinairement chargé du service paroissial des monastères ou des chapitres de chanoines réguliers. Cette pratique ne put durer, en raison de l'incompatibilité absolue de la vie monastique avec l'exercice du ministère paroissial. Les moines et chanoines réintégrèrent leurs monastères et chapitres, mais n'entendirent pas renoncer aux profits des cures qu'ils abandonnaient. Ils donnèrent l'administration des paroisses à des délégués qui prirent le nom de « vicaires perpétuels » et ils prirent celui de « curés primitifs ».

Les vicaires perpétuels s'adjoignirent à leur tour, dans les

(1) Voir notre *Pièce justific.*, n. I.

paroisses importantes, des auxiliaires sous le nom de « vicaires amovibles ». Quant aux dîmes, bien peu de curés primitifs consentirent à les laisser aux vicaires perpétuels auxquels elles devaient légalement appartenir; quelques-uns d'entre eux leur en laissèrent une portion — pas toujours suffisante pour assurer leur existence — et la plupart les conservèrent, à charge de payer aux desservants, en retour de l'exercice de leurs fonctions, une rémunération pécuniaire à laquelle on donna le nom de « portion congrue ». Le sort de ces vicaires perpétuels, en raison de l'étroite dépendance qui les liait aux curés primitifs, n'était et ne pouvait être très enviable : il est vrai, comme leur titre l'indique, qu'ils avaient le privilège de l'inamovibilité et qu'ils pouvaient prendre la qualité de curés de leurs paroisses (droit que leur donnaient expressément deux ordonnances de 1686 et de 1731). Mais le rapport créé par la portion congrue n'en subsistait pas moins et l'intérêt des uns était opposé à celui des autres.

Voilà comment les dîmes, au lieu d'appartenir toujours et pour le tout au curé de la paroisse, étaient très souvent attribuées, en totalité ou en partie, à des chapitres, monastères, abbayes, séminaires qui en jouissaient sous le titre de curés primitifs. Il y avait seulement une différence capitale entre tous ces parts prenants à la dîme : et c'est une sorte de compensation aux fâcheuses conséquences des abus signalés précédemment : le curé, desservant, percevait la dîme de plein droit, par le seul fait qu'il était curé : son seul clocher lui servait de titre, comme on disait alors ⁽¹⁾. Au contraire, tous les autres décimateurs, même les évêques, auxquels les conciles avaient pourtant expressément attribué une portion des dîmes, devaient produire un titre, ce qui marquait bien le caractère exceptionnel de leur possession. Ce titre pouvait être remplacé par un usage quarantenaire, mesure d'ailleurs

⁽¹⁾ Cl. de Ferrière, *op. cit.*, v^o *Dixme*, t. I, p. 501. — V. aussi Lanjuinais, *op. cit.*, p. 246-247.

regrettable à notre avis, ce délai de prescription acquisitive étant trop court à une époque où la force et l'intimidation primaient trop souvent le droit.

Partage de la dîme entre ces décimateurs. — La multiplicité des titulaires des dîmes ne fut pas la seule conséquence des pratiques irrégulières que nous venons de constater : il en résulta aussi une diversité absolue dans le partage des différentes dîmes, une sorte d'émiettement des fruits décimaux, dont les effets ne pouvaient être que désastreux. Les paroisses à décimateur unique étaient certainement l'exception : la proportion des 230 paroisses environ sur 375 ⁽¹⁾, soit les deux tiers, que nous avons constatée dans le diocèse de Bordeaux, ne doit nullement être prise comme règle générale et, à ce point de vue, cette région est dans une situation exceptionnelle. D'ailleurs ce décimateur unique était essentiellement variable : quelquefois c'était le curé, comme à Saint-Martin d'Arbis, Saint-Christophe de Bellebat, Saint-Saturnin de Cardan, Saint-Médard de Montignac, dans ce même diocèse de Bordeaux ⁽²⁾; mais ce n'était pas le cas le plus fréquent, et la situation des trois diocèses lorrains réunis où on ne comptait que 25 paroisses où le curé fût seul décimateur ⁽³⁾, était beaucoup plus ordinaire. Lorsque le curé n'avait aucune part dans la dîme, celle-ci revenait tout entière soit à un chapitre, comme celle de Saint-Martin de Cadillac ⁽⁴⁾ qui appartenait au chapitre de Cadillac, soit à un couvent, soit à un évêque, soit enfin à un laïque.

Mais la majorité des paroisses avaient plusieurs décimateurs, et on pouvait rencontrer jusqu'à sept intéressés à une même dîme. La moitié de la dîme de Saint-Loubès (diocèse de Bordeaux) revenait pour un douzième à l'abbé de la Sauve, un douzième au chapelain de la Sauve, un sixième à

⁽¹⁾ *Invent. somm. des Arch. de la Gironde antérieures à 1790*, série G, t. I, introduction.

⁽²⁾ *Arch. diocés. de Bordeaux*, L. 8 et 9.

⁽³⁾ Abbé Mathieu, *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*, p. 137 et 138.

⁽⁴⁾ *Arch. diocés. de Bordeaux*, L. 8.

titre de dîme inféodée à la dame de Raganneau, un douzième à l'archevêque de Bordeaux et le dernier douzième au curé ⁽¹⁾. Celle de Tingy, bailliage d'Auxerre, faisait aussi sept parts : pour le curé, les Bénédictins d'Auxerre, l'abbé commandataire de Saint-Martin d'Auxerre, le chapitre de Toucy et les seigneurs de Druyes ⁽²⁾. On pourrait en dire autant de celle d'Ouainne, dans la même région. En Flandre maritime, celle de Lynde revenait aux chanoines de l'église de Saint-Pierre d'Acre, aux abbés d'Ham et aux abbesses de Blendecques ⁽³⁾. En Lorraine, dans le petit village de Courbesaux, on faisait vingt-quatre parts de la dîme : six au curé, sept au grand séminaire de Toul, cinq à l'abbé de Saint-Epvre, trois au prieur de Léomont et trois à deux seigneurs laïques ⁽⁴⁾. Il est inutile de multiplier ces exemples; nous avons voulu seulement envisager des régions éloignées les unes des autres pour montrer que le morcellement était, en somme, partout le même : il pouvait atteindre des proportions véritablement curieuses, comme on peut en juger par la paroisse de Saint-Hilaire-le-Grand (bailliage de Châlons-sur-Marne) ⁽⁵⁾ où la dîme se divisait en quarante-huit portions : vingt-cinq au chapitre Saint-Pierre de Mézières, douze au curé, huit au collège des Bons-Enfants de Reims et deux à titre de dîme inféodée à M^e Dubois de Chanterenue, de Châlons; mais surtout par la paroisse de Vénizy (bailliage de Sens) ⁽⁶⁾ pour laquelle nous reproduisons aux pièces justificatives le curieux partage des dîmes à la fin de l'Ancien Régime.

Il ne faut d'ailleurs pas croire, lorsqu'il y avait plusieurs

⁽¹⁾ *Arch. diocés. de Bordeaux*, L. 8.

⁽²⁾ Demay, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Auxerre*, dans *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, 1884-1885.

⁽³⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *Les cahiers de doléances des paroisses de la Flandre maritime*, t. II, 253.

⁽⁴⁾ Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 140.

⁽⁵⁾ G. Laurent, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Châlons-sur-Marne*, p. 561, note 2.

⁽⁶⁾ Porée, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Sens*, p. 456-457. Voir notre *Pièce justif.*, n° II.

décimateurs dans une même paroisse, que la dîme fût toujours également partagée entre eux : tantôt chacun d'eux prenait la totalité d'une espèce de dîme, tantôt au contraire il en prenait une portion de chaque espèce et les parts de chacun pouvaient être absolument inégales ; à ce point de vue, la lecture du cahier de Vénizy est instructive. Le partage pouvait aussi se faire autrement et un décimateur, au lieu de jouir d'une certaine dîme ou d'une partie de toutes les dîmes, jouissait de la totalité, mais périodiquement seulement, pendant une année ou deux sur trois ; ainsi dans les paroisses de Launay et de Plancy (bailliage de Sézanne) ⁽¹⁾, le doyen de Gaye jouissait des fruits décimaux pendant deux ans, et le curé la troisième année.

Enfin, il pouvait arriver que des paroisses n'eussent pas de dîmes. Nous en avons trouvé quelques-unes dans le bailliage d'Orléans, celles de Bricy-le-Roi et de Tivernon par exemple : les cahiers de ces deux localités aux Etats généraux de 1789 mentionnent qu'elles ne payaient aucune dîme, parce que « tout y était à champart » ce qui veut dire que le champart, redevance seigneuriale analogue à la dîme, absorbait tout ⁽²⁾. A vrai dire, le cas était excessivement rare, et il est même permis de se demander si, au fond, la dîme n'y existait pas à titre de dîme inféodée, et confondue avec le champart.

Gros décimateurs et curés congruistes. La portion congrue. Les Edits de mai 1768 et septembre 1786. — Nous avons vu dans quelles circonstances un grand nombre de curés, qui eussent dû être seuls détenteurs des dîmes, avaient été évincés. On appelait « gros décimateurs » les décimateurs étrangers au culte paroissial, prélats, chapitres, abbayes ou couvents, parce qu'ils percevaient habituel-

⁽¹⁾ Laurent, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Sézanne*, t. II, 1^{re} partie, p. 34 et 542.

⁽²⁾ C. Bloch, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Orléans*, t. I, p. 72 et 555.

lement les grosses dîmes, c'est-à-dire les dîmes des fruits les plus ordinaires et les plus répandus dans la paroisse, par conséquent les dîmes les plus productives. Leurs richesses étaient par suite considérables, et leur autorité s'étendait le plus souvent sur des espaces extrêmement vastes. Citons, à titre d'exemple, le chapitre cathédral d'Auxerre ⁽¹⁾, qui percevait toutes les dîmes dans une trentaine de paroisses du bailliage et chacune d'elles lui fournissait un revenu annuel de plus de 2.000 livres en seuls fruits décimaux. En Auvergne, l'abbaye de la Chaise-Dieu dîmait dans plus de 300 paroisses des diocèses de Clermont et de Saint-Flour ⁽²⁾. Et on pourrait en dire autant de presque tous les chapitres des grandes villes.

Quant aux dîmes autres que celles des gros fruits, nous verrons qu'elles avaient, en général, été réservées aux curés par des ordonnances spéciales : mais les gros décimateurs pouvaient parfaitement passer avec le curé desservant tous arrangements à ce sujet : ils pouvaient, par exemple, lui abandonner tout ou partie de leurs dîmes, ou les conserver en lui payant une portion congrue en argent. De son côté, le curé pouvait renoncer aux dîmes que la loi lui réservait, en échange d'un supplément de congrue. Lorsque le curé était seul décimateur et que la dîme était insuffisante à assurer sa subsistance, il pouvait en faire complète remise à ses paroissiens et exiger d'eux la portion congrue en entier, ou conserver la dîme et se faire payer le supplément ; toutes conventions étaient valables, à condition de respecter les dispositions relatives au taux de la congrue.

Cette question de la portion congrue est inséparable de celle de la dîme : elle fut, au cours des siècles et spécialement du XVIII^e siècle, l'objet de bien des discussions et des réformes. Les assemblées du clergé durent, nous pourrions dire à leur corps défendant ⁽³⁾, soutenir l'intérêt des curés

(1) Demay, *op. cit.*, dans *Bull. de la Soc. des sciences de l'Yonne*, 1884-85.

(2) F. Mège, *Charges et contributions des habitants de l'Auvergne à la fin de l'ancien régime*, p. 11.

(3) Nous aurons plus d'une fois l'occasion d'observer une conduite semblable de

pauvres en se plaignant de l'exiguïté dérisoire de la portion congrue et en essayant d'en faire relever le taux. Après plusieurs réclamations restées sans effet, l'Assemblée de 1760 ⁽¹⁾ adressa, par l'intermédiaire des agents généraux du clergé, une circulaire à tous les prélats, en vue de faire établir les instructions les plus exactes et les plus détaillées sur l'état des portions congrues de leurs diocèses : des questionnaires imprimés avaient été spécialement envoyés dans ce but et les principaux points à éclaircir étaient ceux du revenu des dîmes chargées de payer les congrues, des noms et qualités des bénéficiers qui effectuaient ce paiement. Cette assemblée nomma, en outre, des agents spéciaux pour faire une enquête et un rapport sur la question; en 1765, un de ces agents, l'abbé de Broglie ⁽²⁾, communiqua les renseignements recueillis et après lui l'archevêque de Narbonne, chef de la Commission du temporel.

En quoi la situation, à cette date de 1765, pouvait-elle justifier la requête des curés congruistes ? Le régime en vigueur était alors celui de la déclaration du 29 janvier 1686 ⁽³⁾ fixant la congrue à la somme uniforme de 300 livres. Sous Charles IX ⁽⁴⁾, un édit du 16 avril 1571 avait fixé la pension à 120 livres ⁽⁵⁾. Louis XIII la porta à 300 livres par une ordon-

la part des assemblées du clergé ; cela tient à leur composition. Les curés étaient, en effet, exclus des assemblées de la province ecclésiastique où se faisait la députation aux assemblées générales. On leur donnait des représentants sans leur consentement, des bénéficiers dont les intérêts étaient opposés à ceux des paroisses, le reste du second ordre n'étant composé que d'abbés, prieurs, chanoines, tous intéressés dans les dîmes et, à ce titre, débiteurs de la congrue ; de sorte que les assemblées du clergé n'étaient, en somme, composées, du moins en grande majorité, que de gros décimateurs.

Il était essentiel que les curés fussent autrement représentés aux Etats généraux : ils en eurent très nettement conscience, se remuèrent activement et arrivèrent à leur but.

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1760, t. VIII, 1^{re} part., *Pièces justif.*, p. 317-318.

⁽²⁾ Assemblée du clergé de 1765, séance du 19 juin, t. VIII, 2^e partie, p. 1449 et suiv.

⁽³⁾ Isambert, t. XIX, 542, n. 1207, et *Mém. du clergé*, t. II, tit. III, cap. I, p. 25.

⁽⁴⁾ Avant ce règne, la portion congrue était arbitrairement fixée par le juge, comme il résulte d'un arrêt du Parlement de Paris du 17 juillet 1539 rapporté par Despeisses (t. III, p. 541), ordinairement au quart des fruits décimaux.

⁽⁵⁾ Isambert, t. XIV, 232, n. 151.

nance de janvier 1629 ⁽¹⁾, malencontreusement modifiée par une seconde loi du 17 août 1632 ⁽²⁾ qui n'accordait les 300 livres qu'aux provinces en deçà de la Loire, réduisant ce chiffre à 200 livres pour celles au delà de la Loire et pour la Bretagne. Cette distinction, qui ne reposait sur aucun motif bien sérieux, fut la cause de nombreuses plaintes et de longs procès jusqu'au jour où, le 18 septembre 1634 ⁽³⁾, les pensions furent uniformément réduites à 200 livres pour les paroisses sans vicaire et maintenues à 300 livres pour les autres. C'était une distinction beaucoup plus logique et Louis XIV la confirma dans sa déclaration du 30 mars 1666 ⁽⁴⁾. Mais il était manifeste que 200 livres ne pouvaient suffire à l'entretien d'un curé, et il fallut encore augmenter la congrue en 1686, en la portant à 300 livres pour les paroisses sans vicaire.

La question se posa encore, aussi pressante, en 1760, plus complexe même, à cause de difficultés d'un ordre nouveau. La pension des curés n'était-elle pas devenue encore insuffisante ? De plus fallait-il la payer en nature ou en argent ? Enfin, qui devait être tenu de la servir, au cas d'insuffisance des dîmes ecclésiastiques ? Dans son rapport du 9 juin 1766, l'archevêque de Narbonne donna une solution à toutes ces questions. Il montra que les besoins des curés avaient augmenté depuis un siècle, qu'il s'était produit dans le prix des denrées nécessaires à la vie, depuis 1686, une progression aussi forte que de 1571 à 1634 et de 1634 à 1686 : bref, il fallait fixer la portion congrue à 500 livres au moins. Quant au mode de paiement, il était préférable de s'en tenir au paiement en espèces ; assurément le paiement en nature eût été avantageux pour les régions pauvres en numéraire, et on eût pu, par exemple, donner 27 setiers de blé, le setier valant alors, année commune, de 17 à 18 livres. Mais que de diffi-

(1) Isambert, t. XVI, 223, n. 162.

(2) *Ibid.*, t. XVI, 374, n. 218, et *Mém. du clergé*, t. III, tit. III, cap. 1, p. 15.

(3) *Ibid.*, t. XVI, 416, n. 264, et *Mém. du clergé*, t. III, tit. III, cap. 1, p. 15.

(4) *Ibid.*, t. XVIII, 73, n. 479, et *Mém. du clergé*, t. III, tit. III, cap. 1, p. 22.

cultés, que de procès sur les mesures à employer, la qualité du blé et surtout de la détermination de la marchandise à adopter comme paiement !

Il était donc préférable d'acquitter la pension en argent, malgré les variations de valeur du numéraire qui, du reste, étaient moins brusques que celles du blé à cette époque : on en serait quitte pour modifier le taux de la pension à intervalles assez éloignés.

Quant aux redevables de la congrue, ce devaient être, comme sous l'empire de la déclaration de janvier 1686, les décimateurs ecclésiastiques, et subsidiairement les possesseurs de dîmes inféodées. Mais il paraissait équitable d'y soumettre aussi les ordres exempts de dîmes, au prorata de la valeur de celle qui devrait normalement être perçue sur leurs terres. La justice voulait encore que l'augmentation de congrue tournât au seul profit des curés pauvres et non à celui des pasteurs vivant déjà dans une certaine aisance : d'où la nécessité d'évaluer préalablement les revenus des cures.

Le projet de l'archevêque de Narbonne contenait une innovation importante. A la suite de la déclaration de janvier 1686, une seconde déclaration du 30 juillet 1690 ⁽¹⁾ avait obligé les curés à conserver leurs fonds de terre ainsi que les portions de dîmes dont ils pouvaient jouir alors, en acompte des 300 livres de pension auxquelles ils avaient droit : beaucoup de curés, en effet, s'étaient cru permis d'abandonner aux gros décimateurs les portions de dîmes qu'ils possédaient, afin d'obliger ceux-ci à leur payer en argent comptant la somme de 300 livres. Mais cette mesure ayant été la source de très vives querelles, il semblait sage, dans la nouvelle loi à intervenir, de permettre l'option aux curés : ceux qui préféreraient conserver leurs dîmes pourraient le faire en renonçant aux 300 livres de congrue ; ceux qui aimeraient mieux 300 livres en argent n'auraient qu'à abandonner aux gros

(1) Isambert, t. XX, 106, n. 1372 et *Mém. du clergé*, t. III, tit. V, cap. III, p. 648.

décimateurs la totalité de leurs fonds et de leurs dimes, même celles qui, jusque là, leur étaient spécialement réservées par des textes précis, en ne conservant que les offrandes, le casuel, et le jardin de la cure.

Ce fut sur ces bases que l'Assemblée de 1765 fit établir un projet de loi, en l'accompagnant d'un mémoire explicatif très complet ⁽¹⁾. Ce projet, adressé au Roi, fut accepté sans modifications et devint la déclaration du 17 mai 1768 ⁽²⁾.

Dès 1770, des difficultés se produisirent : dans son « Cahier au Roi », l'Assemblée du clergé de 1770 ⁽³⁾ se plaignit de la résistance de certains parlements à enregistrer l'édit, « monument de la bienfaisance, de la justice et du zèle de Sa Majesté ». Le Parlement de Bordeaux n'avait pas encore enregistré. Celui de Provence l'avait fait, mais sans reconnaître l'article 5 relatif aux charges des décimateurs (l'édit faisait à ce point de vue aux gros décimateurs une situation un peu plus favorable que l'édit de 1686, au détriment des curés, et le Parlement d'Aix entendait maintenir à cet égard le régime antérieur). Celui de Toulouse avait fait, dans son arrêt d'enregistrement, la même restriction et, de plus, voulait conserver dans tous les cas aux curés la jouissance des dimes qui leur étaient spécialement réservées par les ordonnances. A Grenoble enfin, le prix de l'enregistrement avait été une mesure assez grave pour les gros décimateurs, d'après laquelle tous leurs biens seraient hypothéqués à la garantie du paiement de la portion congrue, alors que l'édit n'y avait affecté que quelques-uns de ces biens.

Le 13 septembre 1768 ⁽⁴⁾, le Parlement de Toulouse adressa au Roi ses « très respectueuses remontrances » et montra comment l'édit, sous prétexte de venir en aide au bas clergé, était en somme au seul avantage des gros décimateurs et cela

(1) Assemblée du clergé de 1765, t. VIII, 2^e partie, *Pièces justifiées*, p. 503.

(2) Isambert, t. XXII, 482, n. 950.

(3) Assemblée du clergé de 1790, t. VIII, 2^e partie, p. 1834.

(4) « Très humbles et très respectueuses remontrances que présentent au Roi les gens tenant sa Cour de Parlement séant à Toulouse sur l'édit concernant les portions congrues ».

pour quatre raisons : 1° Il n'y avait aucune proportion entre l'augmentation de la portion congrue et l'élévation du prix des denrées de 1686 à 1768.

2° Cette loi ne pouvait être durable, puisque pour fixer le montant d'une pension en argent, elle se basait sur une valeur dont le prix dépendait de la fluctuation des marchés, sur le blé : elle prévoyait d'ailleurs elle-même, dans son article 3, le cas où il faudrait procéder à de nouvelles fixations, et tout faisait prévoir que ce cas se présenterait rapidement.

3° Un curé ne pouvait avoir une existence honnête avec 500 livres, puisqu'il avait à payer, outre son entretien personnel, celui d'un domestique, et le plus souvent aussi celui d'un cheval, indispensable dans les paroisses étendues.

4° Enfin il était inique d'enlever aux curés les dîmes qui leur avaient été spécialement réservées jusque-là, même en augmentant de ce fait la congrue de 100 livres (car l'édit, en réalité, fixait la pension à 400 livres, et ne l'élevait à 500 qu'en raison de la suppression pour les curés de ces dîmes ou portions de dîmes qui leur avaient toujours appartenu à titre exclusif).

De sorte que, en raison de la plus-value toujours croissante donnée aux produits de la terre par les soins nouveaux et les perfectionnements apportés à l'agriculture, les gros décimateurs allaient gagner d'un côté beaucoup plus qu'ils ne perdraient de l'autre par l'augmentation de la portion congrue.

Le Parlement de Toulouse montrait l'insuffisance flagrante du chiffre de 500 livres, qu'il fallait en réalité réduire à 400 livres : de 1676 à 1686, le prix du setier de blé dans ce ressort, était de 6 livres 15 sols ; 300 livres représentaient donc 45 setiers ; de 1758 à 1768, ce prix était de 12 livres 11 sols, de sorte que 400 livres ne faisaient que 32 setiers, et c'est 500 livres qu'il eût fallu donner pour maintenir la proportion et 700 en tenant compte de la suppression des dîmes noales. Aurait-on voulu payer en argent ? la constatation était alors la même ; en 1686, le marc d'argent fin était de 28 livres 13 sols 4 deniers, de sorte que 300 livres

faisaient alors 10 marcs et demi d'argent. En 1768, le marc s'était élevé à 54 livres 6 sols, de sorte que 400 livres ne faisaient que 7 marcs d'argent, et il eût fallu 570 livres pour en faire 10 et demi.

Bref, il eût été préférable d'augmenter la portion congrue en argent proportionnellement à l'augmentation des revenus des décimateurs depuis 1686. Or le prix des fermes avait partout doublé, parfois même triplé depuis cette date, ce qui eût fixé la pension à 750 livres et 850 ou 900, en y ajoutant les sommes représentant les dîmes enlevées d'office aux curés par l'édit.

Les arguments invoqués en 1768 et 1770 furent encore meilleurs en 1775, 1780 et 1785 ⁽¹⁾. L'Assemblée de 1775 ⁽²⁾ reçut les plaintes d'un grand nombre de diocèses; ceux d'Orléans et de Chartres, notamment, demandaient que la congrue fut portée à 750 livres, sous prétexte que le setier de blé, de 20 livres en 1768, était passé à 30 en 1775. Mais l'assemblée ne voulut pas soutenir ces réclamations, car elle était bien plus soucieuse des intérêts des gros décimateurs que de ceux des curés, et le haut clergé estimait qu'il avait maintenant assez fait pour ces derniers. Les pasteurs béarnais attaquèrent tout spécialement la disposition qui leur enlevait les dîmes qui leur avaient jusqu'alors été réservées; c'était le plus clair de leurs revenus, avec le casuel et une redevance minime qui se percevait sous le nom de prémice pacaire sur les terres d'ancienne culture; redevance qui allait elle-même disparaître, car les habitants du Béarn défri chaient de plus en plus les landes et les cultures nouvelles n'y étaient pas assujetties.

⁽¹⁾ Le *Journal des Débats* dans sa Revue agricole, numéro du 13 septembre 1911, a publié un intéressant article de M. Daniel Zolla, relatif au renchérissement du prix des denrées. Il y est montré que de 1760 à 1789 s'était produite une hausse générale du prix des terres n'ayant d'autre cause qu'une hausse correspondante dans le prix des denrées indispensables à la vie. A. Young avait d'ailleurs constaté ce phénomène dans toutes les régions. Il dit, notamment dans son tome II pour l'île de France: « Tout a haussé de 50 p. 100 depuis dix ans, sauf le pain. La main-d'œuvre a presque suivi cette proportion ». Et ailleurs, pour la Lorraine: « Hausse générale d'un tiers en vingt ans... ».

⁽²⁾ Assemblée du clergé de 1775, t. VIII, 2^e partie, p. 2547 et suiv.

En 1780 ⁽¹⁾, mêmes récriminations : l'assemblée gagna du temps en demandant un délai prétendu nécessaire pour prendre des renseignements. En 1783 ⁽²⁾, les renseignements demandés devaient être parvenus, mais l'assemblée était encore bien décidée à gagner du temps : l'archevêque de Bordeaux, chef de la commission des portions congrues, fit, le 3 août, un long rapport reproduisant à peu près celui de 1766. On adressa au Roi un mémoire et un projet de déclaration, mais on y joignit la requête que le régime nouveau n'entrât en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1787. Des instructions écrites furent envoyées, comme auparavant, dans tous les diocèses, les réponses se firent très longtemps attendre et c'est bien d'ailleurs sur quoi comptait l'assemblée. Quelques-uns seulement répondirent dans le courant de 1786, notamment ceux d'Uzès, Nîmes, Vienne, Tulle, Bazas, Condom, Troyes, Langres. Et ce n'est que le 2 septembre 1786 ⁽³⁾ qu'un nouvel édit fixa la portion congrue à 700 livres, après dix-huit années de protestation de la part des curés. Satisfaction à peu près platonique d'ailleurs, car le nouvel édit ne fut enregistré que par peu de parlements, et la Révolution survint avant qu'il ait été réellement appliqué.

Cette histoire de la portion congrue au XVIII^e siècle est intéressante à plus d'un point de vue ; elle nous montre surtout la division que la dîme avait malheureusement contribué à introduire dans le clergé, à la suite des errements que nous avons pu constater : d'une part, un bas clergé composé de curés pauvres en général mais persévérants ; de l'autre, un haut clergé de gros décimateurs, pour lesquels les Assemblées générales du clergé furent un appui très sérieux mais qui n'en succombèrent pas moins devant les attaques opiniâtres de leurs adversaires. La date importante, dans cette histoire, est l'année 1768, qui crée une modification considéra-

(1) Assemblée du clergé de 1780, t. VIII, 2^e partie.

(2) Assemblée du clergé de 1785, séance du 3 août.

(3) Isambert, t. XXVIII, 232, n. 2271.

ble dans la situation des curés; avant 1768, ils étaient soit décimateurs pour le tout ou pour partie, soit étrangers à la dîme et avaient alors droit à une pension de 300 livres, totale s'ils n'avaient aucune part dans les dîmes, partielle dans le cas contraire; de plus, ils bénéficiaient — en principe du moins — de certaines catégories de dîmes que la loi leur avait réservées à l'exclusion de tous autres.

Après cette date, on leur donnait la faculté de choisir entre la dîme ou une pension de 500 livres en argent, mais on leur enlevait, dans ce second cas, le bénéfice des catégories de dîmes dont nous venons de parler : et, comme en outre le chiffre de 500 livres ne répondait nullement aux besoins des curés à cette époque, le régime nouveau n'améliorait en réalité que peu — quelquefois même aggravait — leur situation.

Il nous reste, pour compléter ces observations sur la portion congrue, à préciser ses principaux caractères; d'une part elle était insaisissable, en raison de sa nature alimentaire ⁽¹⁾; ensuite elle était exempte de toutes charges, en vertu de la déclaration du 29 janvier 1686 elle-même ⁽²⁾. Enfin, elle devait être acquittée en argent. Mais cette dernière règle pouvait être gênante dans les contrées pauvres en numéraire, et nous en avons un exemple dans la paroisse d'Auch : les débiteurs de la portion congrue prenaient alors avec les curés des engagements spéciaux d'après lesquels ils leur abandonnaient les grosses dîmes moyennant une somme d'argent annuelle; ces arrangements furent la source de nombreuses contestations, les gros décimateurs prétendant que ce n'étaient que de simples baux à ferme qui devaient expirer à la mort des curés; ceux-ci au contraire y voyant

(1) Quelques arrêts avaient pourtant admis la possibilité de la saisir, jusqu'à une certaine somme, ordinairement le tiers : notamment un arrêt du Parlement de Toulouse du 29 août 1726, rapporté par Catelan dans ses « Observations sur les arrêts remarquables du Parlement de Toulouse », I, cap. xxxvii, p. 75.

(2) Il faut néanmoins tenir compte de la restriction contenue dans la déclaration du 10 juin 1690, qui astreignait les curés congruistes à payer 50 livres (au maximum) pour décimes, dons gratuits et autres impositions.

des aliénations définitives qui liaient aussi bien les successeurs que les auteurs, interprétation d'ailleurs corroborée par une jurisprudence récente du Parlement de Toulouse. L'Assemblée du clergé qui se tint en 1748 ⁽¹⁾ fut saisie de la question, et elle fut bien entendu d'un avis contraire à celui des curés ; elle estima que les actes en question ne pouvaient être que de simples actes sous seing privé ni contrôlés, ni insinués, n'ayant aucun des caractères essentiels d'un acte d'aliénation, et que, par suite, les curés étaient mal fondés dans leurs demandes.

§ III. *Les fruits décimables.*

Les différentes sortes de dîmes. — Il fut une époque où la dîme était due en France de tous fruits, tant civils que naturels, et si on la payait pour son vin et son grain, on la devait aussi pour les fermages, loyers, émoluments et rentes de toutes sortes ⁽²⁾. La théorie contraire prévalut au bout de quelque temps et on écarta toute dîme pour les fruits civils, émoluments, bénéfices industriels et commerciaux. On pourrait en donner pour raison — mais seulement pour les loyers et fermages de biens ruraux — que la dîme eût été payée deux fois pour le même objet, si, après l'avoir acquittée sur les fruits du sol, on l'avait réclamée en outre sur le prix d'affermage du même sol. Mais la règle ne se comprend ni pour les loyers et fermages de biens non ruraux, ni pour les émoluments, ni pour les bénéfices industriels et commerciaux, puisque leurs propriétaires avaient besoin, tout comme les autres, des services du culte.

Ceci posé, il serait difficile, et d'ailleurs absolument inutile, d'énumérer au complet les diverses sortes de dîmes, que les usages régionaux pouvaient multiplier à l'infini. Il suffira de dire que l'on pouvait classer les dîmes à trois points de vue :

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1748, t. VIII, 1^{re} partie, p. 206.

⁽²⁾ Le Concile d'Arles, de 813, ordonnait de payer la dîme de son propre travail, de son commerce et de son industrie.

1° A un premier point de vue, on distinguait les dîmes *anciennes* et les dîmes *novales*. Les premières étaient celles que l'on percevait sur des fonds qui, de mémoire d'homme, avaient toujours été cultivés. Au contraire, les secondes, comme leur nom l'indique, provenaient de terres nouvellement défrichées (ordinairement depuis moins de quarante ans) ou même de terres anciennement défrichées, mais nouvellement chargées de fruits sujets à la dîme. Lorsqu'une dîme avait été réputée novale, elle conservait indéfiniment ce caractère; quelques provinces pourtant avaient adopté une règle différente : en Nivernais, notamment, une dîme n'était novale que pendant trois ans et devenait ensuite ancienne. En Artois, ainsi que dans quelques pays du ressort du Parlement de Toulouse, c'était au bout de cinq ans ⁽¹⁾.

C'était à celui qui contestait la qualité de novale à prouver l'ancienne culture, preuve qui pouvait n'être pas toujours aisée à faire, car un arrêt du Parlement de Paris avait jugé qu'on ne pourrait se fonder sur d'anciens sillons pour prouver qu'une terre n'était pas novale, quand il ne s'en trouverait pas d'autres preuves par titres ou par témoins ⁽²⁾.

Les dîmes novales avaient été réservées aux seuls curés par plusieurs dispositions royales, et notamment par une déclaration de Louis XV ⁽³⁾ du 28 août 1759, très catégorique. C'était une mesure équitable et logique : équitable, en ce qu'elle donnait aux curés une compensation pour les grosses dîmes qui leur avaient été enlevées, et logique en ce que toutes dîmes appartenant en principe aux curés, ils ne pouvaient en avoir été dépouillés que par prescription : or, on ne pouvait avoir prescrit la dîme de terres défrichées depuis

⁽¹⁾ Drapier, *Rec. des princ. déc. sur les dîmes*, chap. III, § 5, n. 3.

⁽²⁾ Arrêt du Parlement de Paris du 17 avril 1715. *Mém. du clergé*, t. III, p. 1625.

⁽³⁾ Isambert, t. XXII, p. 292, n. 774 :

« Les curés continueront pareillement de percevoir les dîmes sur les fonds sur lesquels ils se trouveront en possession de les percevoir audit titre des novales, au jour de l'enregistrement des présentes et à l'égard de toutes les dîmes novales qui seront à percevoir à l'avenir sur les héritages défrichés depuis le jour de l'enregistrement des présentes, Voulons qu'elles appartiennent aux dits curés, à l'exclusion des dits abbés, prieurs et religieux ».

peu de temps. Cette disposition provoqua les plaintes des décimateurs : l'Assemblée du clergé de 1730 ⁽¹⁾ poussa la prétention jusqu'à demander au Roi que, dans les paroisses où les archevêques et évêques avaient une portion des dîmes, ils eussent la même portion dans les novales et qu'ils eussent même la totalité des novales là où ils jouissaient de la totalité des dîmes. Cette demande échoua en 1730, mais nous savons qu'elle réussit sous une autre forme en 1768, puisqu'en retour du fallacieux avantage d'une augmentation de portion congrue, on enleva alors aux curés la jouissance des dîmes novales, et celles-ci devaient être en général d'un assez bon produit ⁽²⁾ si on en juge par les protestations qui accueillirent cette disposition de l'édit.

2° A un second point de vue, on distinguait les dîmes *grosses* et dîmes *menues* : dénominations assez élastiques dont les limites variaient avec l'usage des différents pays. Généralement on désignait par « gros fruits » ceux qui constituaient la principale culture d'une région : c'est ainsi que le blé était grosse dîme dans l'Orléanais, et un peu généralement dans toute la France, le vin en Bourgogne, Champagne, Guyenne. Mais l'usage était la seule règle, comme toujours, en cette matière. Au contraire, les « menus fruits » étaient ceux qui étaient cultivés en moins grande quantité que les précédents : par exemple, le millet était presque toujours menue dîme. Dans cette division des dîmes en grosses et menues, doivent être encore comprises celles que l'on appelait « dîmes vertes » ou dîmes de verdages, qui s'appliquaient, comme leur nom l'indique, aux fruits verts, légumes, herbes, racines, et qui, ordinairement, étaient réputées menues dîmes : ainsi que les « dîmes de charnage », qui grevaient les animaux et leur croît, les brebis et leur laine, agneaux, porcs, cochons de lait et tous animaux de basse-cour. Elles étaient du reste soumises à des règles assez spéciales.

(1) Assemblée du clergé de 1730, art. 2 du Cahier du Roi.

(2) Voir notamment sur ce point : Cahier du clergé des marches du Poitou et de la Bretagne (*Arch. parl.*, t. II, 689) ; Cahier du clergé de la sénéchaussée de Mont-de-Marsan (*Ibid.*, t. IV, 32) ; et Cahier du clergé de l'Armagnac (*Ibid.*, t. II, 65).

Dans quelques endroits, la règle, pour ces dîmes menues, vertes, et de charnage, était la même que pour les novales : la jouissance en était réservée aux curés : mais ici le principe n'était pas aussi absolu et souffrait d'assez nombreuses exceptions : la jurisprudence du Parlement de Paris se prononçait même assez nettement pour la négative : qu'il s'agit de curés congruistes (arrêts du 27 août 1689 au profit du prieur commendataire de la Madeleine contre le curé d'Hogues diocèse de Meaux ; du 3 mars 1690 au profit des chartreux du Liget ; du 19 mars 1698 pour le chapitre de Langres contre le curé de Bruflé ; du 26 février 1701 contre le curé de Gousainville ; du 19 mars 1719 contre le curé de Marcoussis) ou de curés décimateurs (arrêts des 26 avril 1668, 15 juin 1671, 27 août 1689 et 18 août 1705), sauf, pour ces derniers, le cas où ils étaient fondés en longue possession dans la perception des dites dîmes ⁽¹⁾.

3° La troisième distinction de dîmes était celle des dîmes *solites* et *insolites*. Les premières étaient celles qu'il était d'usage de percevoir depuis longtemps dans une paroisse. Les secondes, au contraire, devaient leur existence à la coutume de chaque lieu, seule la loi en matière de dîmes ; c'étaient les dîmes d'un usage nouveau et extraordinaire, soit quant à l'existence de la dime, soit quant à la nature du fruit, la qualité ou le mode de perception. Telle dime, insolite dans un canton, pouvait ne pas l'être dans un autre ; nous verrons plus loin combien cette matière était difficile et controversée. De cette classification, nous pourrions en rapprocher une autre, celles des dîmes *de droit* et dîmes *d'usage* : une dime de droit était celle que l'on payait forcément dans tous les lieux où le fruit en question se cultivait, et on ne pouvait la refuser sous prétexte que, de temps immémorial, elle n'avait pas été perçue : le blé, l'orge, le seigle, l'avoine, étaient dîmes de droit ⁽²⁾. Une dime était d'usage quand, se perce-

(1) Tous ces arrêts sont rapportés par Gohard, *op. cit.*, t. IV, p. 223 à 225.

(2) Arrêt du Grand Conseil du 2 janvier 1750, condamnant les habitants de Chones à payer la dime du seigle, bien qu'ils aient soutenu et offert de prouver qu'on ne

vant dans un canton, elle ne se percevait pas dans un canton voisin, et que l'usage, seul, en réglait le paiement. Ainsi une dime de droit était nécessairement solite, mais une dime solite n'était pas forcément dime de droit dans le canton où elle se percevait; elle pouvait être aussi bien dime d'usage, de sorte qu'il ne faut pas confondre ces différents termes.

Telles sont les trois grandes divisions des dîmes. Nous pouvons en ajouter une quatrième, bien que la distinction à laquelle nous faisons allusion ici se réfère à un ordre d'idées tout différent. Nous voulons parler des dîmes *de suite* ⁽¹⁾. Les droits d'un décimateur s'étendaient sur une circonscription déterminée, à limites très variables, mais ne dépassant ordinairement pas celles de la paroisse, que l'on appelait *dîmerie* ou *dimaire*. Mais il pouvait aussi dimer dans une paroisse autre que la sienne, en vertu d'un droit de suite, dans le cas suivant : Si un laboureur faisait hiverner dans une paroisse les bêtes qu'il employait à la culture d'une autre paroisse, sa dime se partageait par moitié entre le décimateur du lieu d'hivernage et celui du lieu de culture. Les fruits étant produits autant par le travail des animaux que par celui de l'homme, on jugeait équitable de faire participer à la dime le décimateur du lieu où les bêtes avaient passé l'hiver. Ce droit de suite était surtout usité dans les régions du Centre; il était reconnu par les Coutumes du Berry ⁽²⁾, de la Marche ⁽³⁾, du Nivernais ⁽⁴⁾. On le rencontrait aussi en Bourbonnais, dans quelques paroisses de Basse-Auvergne ⁽⁵⁾. Enfin, nous l'avons rencontré aussi en Champagne ⁽⁶⁾; dans quel-

semait de seigle dans leur paroisse que pour faire des liens, et qu'on le coupait vert. Arrêt rapporté par Guyot, *Rép. de jurispr.*, v^o *Dixme*, t. V.

⁽¹⁾ Guy-Coquille, dans son Commentaire de la Coutume du Nivernais, attribue l'origine de cette dime au temps où on percevait la dime de l'industrie et des profits : on considérait la culture de la terre comme le profit qu'on retire des animaux employés pour la labourer.

⁽²⁾ Cout. de Berry, chap. x, art. 18.

⁽³⁾ Cout. de la Marche, art. 332.

⁽⁴⁾ Cout. du Nivernais, chap. xii, art. 1.

⁽⁵⁾ Mège, *op. cit.*, p. 20.

⁽⁶⁾ G. Laurent, *op. cit.*, p. 582, Cahier de Sainte-Memmie. On en trouve également trace en Champagne. Voir notamment le cahier du tiers-état de Troyes,

ques paroisses de la généralité de Châlons-sur-Marne, il s'appelait « droit de rapport de fer », parce que le curé décimateur suivait le fer de la charrue du laboureur de sa paroisse quand celui-ci allait cultiver les terrains voisins et il en rapportait la dîme.

Fruits et fonds exempts de dîmes. — Le procédé de l'élimination nous a paru le meilleur moyen pour établir quels étaient les fruits décimables. Il était admis, en effet, presque partout, qu'un certain nombre de produits, et même que certaines terres échappaient à cette charge.

C'étaient d'abord les bois : les bois de haute futaie ne payaient pas de dîme ; les bois taillis, ceux dont les coupes étaient réglées au-dessous de quarante ans, la payaient dans quelques rares cantons, mais en étaient le plus généralement exempts. Quant aux bois que le propriétaire faisait couper pour son usage, ils jouissaient de la même exemption. Nous pourrions multiplier les preuves de l'immunité des bois en matière de dîmes ; nous n'en donnerons que deux, prises dans des régions très éloignées et, par suite, très différentes.

Dans les états de revenus des paroisses adressés à l'Intendance de Bordeaux par les subdélégués de Condom, Clairac et Sainte-Foy, à la date de 1761, nous voyons les bois mentionnés dans la colonne spécialement réservée aux productions non sujettes à la dîme ⁽¹⁾.

Dans le bailliage d'Auxerre, le cahier de Villeneuve Saint-Salve constate « que les dîmes s'appauvrissent tous les ans » par les plantations en bois que les bourgeois d'Auxerre, » propriétaires de la plus grande partie de la paroisse, y » font continuellement » ⁽²⁾.

Outre les bois, échappaient encore à la dîme le produit

dans Vernier, *Cahier de doléances des paroisses des bailliages de Troyes et de Bar-sur-Seine*, t. I, p. 236-237.

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 2876.

⁽²⁾ Demay, *op. cit.* dans *Bull. de la Société des sciences de l'Yonne*, 1884-85.

des prairies naturelles, des mines et carrières ⁽¹⁾, et certains bestiaux. Pour les prairies naturelles, c'était aussi bien l'herbe fraîche que le fourrage : beaucoup de contestations s'étaient élevées à ce sujet, mais les différents parlements étaient ordinairement tombés d'accord et la jurisprudence de Bordeaux pouvait être considérée comme faisant loi en la matière ⁽²⁾. Les bestiaux non décimables étaient les animaux de labour, bœufs, vaches et chevaux; les animaux reproducteurs de chaque espèce, et les veaux, ânes et mulets. Ajoutons enfin à la liste des productions non décimables, les fruits des arbres fruitiers de toute nature, lorsque ces arbres se trouvaient sur des terrains comportant déjà d'autres cultures soumises à la dime ⁽³⁾ : et très rares étaient les paroisses qui dîmaient à la fois « le haut et le bas » ⁽⁴⁾; les récoltes coupées avant maturité, du moins quand elles étaient destinées à la nourriture des animaux employés à l'exploitation de la ferme, car si on s'en servait pour engraisser des bestiaux destinés à la vente, elles devenaient décimables ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Discours de Dupont de Nemours à la Constituante, du 24 septembre 1789, *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. X.

⁽²⁾ Arrêt du Parlement de Bordeaux du 25 mai 1731 dans : de Salviat, *Jurisp. du Parl. de Bordeaux*, t. I, 343.

⁽³⁾ N'étaient pas davantage décimables les fruits que le vent faisait tomber avant maturité, en vertu de ce principe que la dime était due par la récolte : des fruits tombés dans ces conditions ne constituaient pas une récolte pour leur propriétaire, mais plutôt une perte.

Voir à ce propos un arrêt du Grand Conseil du 23 juillet 1737 contre le curé de Béthancourt en faveur du seigneur du lieu, rapporté par Denisart dans *Collection des décisions nouvelles*, t. VII, 456.

⁽⁴⁾ Nous en avons trouvé quelques-unes dans ce cas dans la sénéchaussée de Nîmes, ce qui provoquait de nombreuses plaintes : dans cette région on cultivait sur le même sol le blé et les châtaignes, et le décimateur exerçait son droit sur les deux. Voir notamment les paroisses de Genolhac, d'Arpaillargues, de la Rouvière, dans : Bligny-Bondurand : *Les cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Nîmes*, t. I, p. 58, 370, 403.

⁽⁵⁾ Arrêt du Parlement de Paris du 16 juillet 1749 autorisant les décimateurs du Cotentin et du bailliage de Bayeux à percevoir la dime des terres labourables converties en herbage depuis 40 ans, pour engraisser les bestiaux à vendre. Cet arrêt est rapporté par Denisart (*op. cit.*, t. VI, 456).

Pour le cas contraire, voir les cahiers d'Etrechy et de Verlus en Champagne (Bailliage de Châlons-sur-Marne) demandant que les décimateurs ne puissent exercer leurs prétentions sur ce que les cultivateurs coupent en vert pour la subsistance des bestiaux, Laurent, *op. cit.*, t. I, p. 277 et 279.

Quant aux produits de la chasse et de la pêche, on peut les considérer comme ne payant pas de dîmes, au moins pour ceux de la chasse. La dîme du poisson est rarement mentionnée dans les textes : pour le poisson de mer, elle existait dans certaines régions, comme le Cotentin ⁽¹⁾ et pas dans d'autres, telles que les régions méditerranéennes ⁽²⁾ : l'usage, encore ici, était la seule règle ; pour le poisson d'étang et de rivière, nous n'en avons trouvé trace que dans quelques rares paroisses de Normandie.

Outre quelques produits spéciaux francs de dîmes, il y avait aussi des terres privilégiées qui, bien qu'appartenant à des décimables, n'acquittaient pas cette charge. Nous voulons parler des pares, enclos et jardins destinés aux plaisirs et commodités de leurs propriétaires. Ici encore les cours de justice avaient dû intervenir pour mettre un terme aux abus. Il était universellement admis que les jardins ne pouvaient être dispensés que des dîmes vertes ou menues, les grosses dîmes restant toujours exigibles, ce qui s'explique facilement car on ne cultivait ordinairement dans les jardins que les produits nécessaires à la vie journalière, tels que légumes et fruits, et on n'en faisait pas des terres de grand rapport. Mais si un propriétaire voulait récolter dans son jardin un gros fruit quelconque, le décimateur reprenait son droit. Des abus se produisirent surtout relativement à l'étendue que l'on donna aux jardins exempts de dîmes : faute de règlement certain, ils n'avaient pas tardé à prendre des proportions considérables au détriment des décimateurs. Le Parlement de Bordeaux ⁽³⁾ avait alors décidé que celui qui aurait

(¹) Voir notamment, en Cotentin, la paroisse de Saint-Vaast-la-Hougue, dans : Bridrey, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Cotentin*, t. II, 645, note 1. La dîme du poisson de mer s'y percevait sur « la douzième raye en essence ».

(²) Un arrêt du Parlement de Toulouse du 5 juin 1633 avait déclaré exempt de dîme le poisson pris dans la Méditerranée, sous prétexte que la mer était commune. Cet arrêt est rapporté par Despeisses, *Œuvres*, t. III, tit. X. p. 540.

(³) Notamment arrêt du 3 septembre 1728 contre un curé qui prétendait lever la dîme sur les jardins de sa paroisse. Arrêt de 1751 entre l'évêque de Bazas et un nommé Donèche, sur l'appel du sénéchal de Castelmoron. De Salviat, *Jurispr. du Parl. de Bordeaux*, t. I, 330.

le labourage d'une paire de bœufs pourrait avoir un demi-journal de jardin exempt de dîme, et celui qui aurait le labourage de deux paires de bœufs, en pourrait posséder un journal entier, le journal bordelais équivalant à 32 ares environ. Dans le ressort de Toulouse ⁽¹⁾, la règle était un peu différente : le Parlement de cette ville avait limité dans tous les cas à deux journées d'homme libre l'étendue de jardin à exempter de dîmes. Dans le ressort du Parlement de Bretagne ⁽²⁾, la franchise ne s'appliquait qu'à une étendue d'un journal, comme cela semble résulter de plusieurs cahiers de paroisses aux Etats généraux de 1789, notamment ceux d'Acigné, Thorigné, Guipel, etc.

A Paris, la Cour avait une pratique toute contraire, car elle soumettait à la dîme les fruits de tous les jardins ⁽³⁾. Mais cette jurisprudence, au fond, ne faisait pas échec à la règle, car les environs de Paris ne contenaient que des jardins et, par suite, les cultures maraîchères, en devenant les cultures principales, étaient gros fruits et, comme telles, soumises à la dîme.

Une dernière fraude avait consisté à entourer de murs, de haies ou de fossés des espaces de terrains qui avaient été auparavant labourés et à invoquer une immunité basée sur cette qualité d'enclos : elle fut déjouée par les cours de justice qui, toutes, déclaraient de tels terrains décimables ⁽⁴⁾.

L'usage en matière de dîme. — Tels étaient donc les fruits

⁽¹⁾ Catelan, *op. cit.*, t. I, 26.

⁽²⁾ Le cahier d'Acigné se plaint « de ce que les ecclésiastiques, au mépris des règlements qui accordent aux laboureurs un journal de terre franc de dîmes de chanvre et de lin, s'ingèrent, même à l'appui d'une prétendue possession, de percevoir la dîme sur les dits chanvre et lin, même dans les jardins de 3 à 4 cordes de terre ».

Sée et Lesort, *Cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Rennes*, t. II, 129. — Voir aussi les *Cahiers de Thorigné* (II, 48) et de *Guipel* (II, 160). Remarquons en passant que cette exemption des parcs et des jardins existait aussi pour le cinquantième, tentative célèbre d'impôt en nature établie sur l'instigation de Pâris-Duverney, par la déclaration du 5 juin 1725.

⁽³⁾ De Salviat, *op. cit.*, t. I, 330.

⁽⁴⁾ *Mém. du clergé*, t. III, p. 36-37.

non soumis à la dîme : tous les autres y étaient sujets, ou mieux pouvaient y être sujets : cela dépendait exclusivement de l'usage.

Il importe de bien établir ce que l'on entendait par *Usage*. C'était une possession de quarante années au moins ⁽¹⁾, qui ne s'entendait pas de quelques particuliers seulement, mais d'une paroisse entière, ou au moins d'un canton entier d'une paroisse ⁽²⁾. Pour invoquer l'usage il fallait prouver, non seulement que la dîme demandée n'avait pas été payée depuis au moins quarante ans, mais aussi que le fruit sur lequel elle était réclamée avait été récolté depuis ce temps sans que la dîme en ait été levée, bien qu'il y ait eu de fréquentes occasions de le faire : en un mot, que le décimateur avait tacitement renoncé à son droit. La preuve de l'usage incombait à celui qui prétendait être exempt de dîme, au défendeur. Elle devait se faire par présentation d'un titre quelconque, tel qu'un jugement établissant les droits respectifs des parties ⁽³⁾, en l'absence de tout titre elle pouvait être exceptionnellement faite par témoins : les habitants du lieu du litige pouvaient alors être produits comme témoins ; et dans le cas, assez fréquent, où aucun usage ne pouvait être établi dans une paroisse, on se basait sur celui des paroisses voisines. Ces preuves par témoins donnaient lieu à des « enquêtes par turbes » sortes de consultations de groupes d'habitants, qui indiquaient ce qu'ils savaient, ce qu'ils avaient entendu dire, ou ce qu'ils avaient l'habitude de faire.

De cette notion de l'usage doivent, selon nous, découler

(1) Arrêt du Parlement de Paris, du 9 février 1704, sur appel d'une sentence du Conseil provincial d'Artois du 17 mai 1702 au profit des habitants de la paroisse de Saint-Ghim ; Guyot, *Rép. de Jurispr.*, t. V, v^o *Dixme*.

(2) Au principe commun que l'usage ne pouvait se déterminer que par une possession générale de tous les habitants d'une paroisse et non par des cas particuliers, il y avait quelques exceptions d'ailleurs très rares : En Normandie, l'article 118 du règlement de 1666 (Les Placités), contenait que : « Au regard des dixmes des bois, prés, et autres dixmes insolites, elles sont réglées par la possession sur la chose sur laquelle il y a procès, et non par la possession sur le plus grand nombre des autres héritages de la paroisse ».

(3) Lettres patentes du 16 mars 1783 sur les preuves en matière de dîmes, Isambert, t. XXVII, 259, n^o 1763.

deux conséquences importantes : 1° les terres qui ne rapportaient pas auparavant de fruits sujets à la dîme devenaient décimables quand elles commençaient à en produire, à condition que le décimateur se présentât immédiatement pour exercer son droit ; 2° les cultures nouvelles étaient décimables par le seul fait de leur introduction. Ici encore les cours avaient jugé différemment ; d'après les unes, et c'est l'opinion à laquelle nous nous rallions, toute nouvelle culture était nécessairement décimable puisqu'il était impossible de prouver une possession quarantenaire de non prestation ⁽¹⁾ ; d'après d'autres, la dîme d'une culture nouvellement introduite dans une paroisse n'était due que si c'était un « gros fruit » d'après les usages voisins. Le Parlement de Paris lui-même avait été hésitant, et nous le verrons plus tard demander au Roi, le 27 avril 1784, une loi certaine.

Toute dîme répondant aux conditions énoncées pour l'usage était solite ou ordinaire, les autres étaient insolites. Si un décimateur réclamait un jour la dîme d'une espèce de fruitsensemencée dans le territoire d'une paroisse pendant plus de quarante années sans que la dîme en ait été payée, les décimables étaient admis à en refuser le paiement, et à faire la preuve du caractère insolite de cette charge, c'est-à-dire à démontrer que, non seulement cette dîme n'avait pas été perçue de temps immémorial dans leur paroisse, mais aussi qu'on y avait récolté, de temps immémorial, des fruits prétendus insolites sans en payer la dîme. Ce ne fut nullement le cas, au xviii^e siècle, pour les prairies artificielles, luzerne, sainfoin, trèfle et autres fourrages, dont la culture ne se répandit en France qu'au milieu et à la fin du siècle ⁽²⁾. A

(1) Arrêt du Parlement de Paris, du 24 mars 1777, condamnant la dame de Kergoson à payer au curé décimateur la dîme des pommes de terre qu'elle cultivait sur son fonds, culture nouvellement introduite dans la paroisse.

Arrêt semblable du 2 février 1705 pour la dîme du trèfle au profit du curé de Fresne-l'Aiguillon, près Chaumont-en-Vexin ; Denisart, *op. cit.*, t. VI, 442, 446.

Nous verrons plus loin, et notamment à l'occasion des procès en matière de dîmes, quelle fut, à ce sujet, à partir de 1784, la jurisprudence bizarre du Parlement de Normandie.

(2) La luzerne, surtout en Picardie, Ile-de-France, Normandie, Touraine,

mesure qu'on sema ces produits, les décimateurs se présentèrent pour en percevoir la dime, on la leur paya presque partout, en vertu du principe déjà énoncé que toute culture nouvelle était de droit décimable; dans certaines régions pourtant on la leur refusa sous prétexte qu'une telle dime était insolite; mais les décimables étaient évidemment dans l'erreur, puisqu'une dime ne pouvait être déclarée insolite, nous l'avons vu, qu'après quarante années de récoltes consécutives, sans aucune perception de la part des décimateurs : leurs prétentions furent d'ailleurs rejetées par de nombreux arrêts, tellement elles étaient exagérées (1).

La prescription. — Une question toute voisine de celle de l'usage trouve ici pour cette raison sa place : c'est celle de

Poitou, Languedoc, Gascogne, Roussillon, Dauphiné, Provence. Le sainfoin en Bourbonnais et Nivernais; le colza en Flandre.

C'est surtout en Normandie, comme l'a bien remarqué Arthur Young, que l'on répandit, au xviii^e siècle, l'introduction des prairies artificielles, principalement de la luzerne. Mais le paiement de la dime y donna lieu à d'assez longues difficultés, à cause des hésitations de la jurisprudence du Parlement de Normandie. Les juridictions locales du Cotentin s'étaient en général efforcées, pour favoriser la diffusion des cultures nouvelles, de les affranchir de dîmes (notamment, sentences des bailliages de Carentan du 7 juin 1769, de Coutances du 8 août 1775), mais le Parlement cassait leurs décisions. Puis, plus tard, par arrêt du 16 juillet 1749, il adopta un moyen terme, en distinguant entre les verdages destinés à engraisser les bestiaux à vendre et ceux réservés aux bestiaux de l'exploitation, les premiers seuls devant la dime. Ce n'est que le 5 mai 1784 qu'un arrêt de règlement apportera un peu d'unité et de clarté en cette matière, mais nous verrons qu'il ne reçut, pour ainsi dire, aucune exécution, et qu'en 1789 la question était encore pendante en Normandie. Voir Bridrey, *op. cit.*, t. I, 474. Cahier de Montmartin. — Nous ne comprenons d'ailleurs par ces hésitations du Parlement de Normandie : toute nouvelle culture étant de droit décimable, les prairies artificielles devaient payer la dime. La solution contraire ne pouvait être admise que pour des produits exempts de dime ou pour des fruits noloirement insolites dans la région en question, et ce n'était pas ici le cas. Si le Parlement voulait favoriser l'introduction des nouvelles cultures en Normandie, rien ne lui était plus facile que de les exempter temporairement de dîmes, mais, à notre avis, il n'y avait pas lieu d'hésiter sur le principe même de la décimabilité de ses cultures.

(1) Arrêts du Parlement de Paris :

Du 16 mars 1760 au profit du curé de Rambouillet.

Du 10 juillet 1761 au profit du curé de Maurepas.

Du 9 mai 1764 au profit de l'évêque de Poitiers.

D'août 1764 au profit du curé de Coignières.

Du 23 juillet 1777 au profit des décimateurs de la paroisse de Moyencourt.

Rapport des agents généraux du clergé de 1780, p. 163.

la *prescription*. La prescription, mode d'acquisition ou de perte de la propriété qui opérait par la seule force du temps, s'appliquait à la dîme aussi bien qu'à tous autres droits, contrairement à ce qu'ont prétendu plusieurs auteurs, surtout ceux qui attribuent à la dîme un fondement de droit divin. En notre matière, elle pouvait produire trois effets différents : 1° à l'égard des décimables, elle leur faisait acquérir un changement de taux, mais non pas une exemption complète contre le décimateur ; 2° à l'égard des décimateurs, elle leur acquérait la jouissance de toutes dîmes insolites ; 3° enfin, entre deux prétendants à une même dîme, elle opérait au profit de l'un des deux contre l'autre.

Dans les deux premiers cas, la prescription n'était en somme que l'usage, tel que nous l'avons déjà exposé ; elle n'était alors reçue que de la masse entière des habitants d'un canton ou d'une paroisse et non de quelques particuliers seulement, et son effet était non seulement de créer une nouvelle dîme, mais de changer le taux d'une dîme déjà existante, ou d'introduire quelque forme nouvelle dans sa perception.

A l'égard des particuliers pris isolément, l'usage pouvait avoir pour effet de leur prescrire chaque année les arrérages des dîmes non réclamées, car l'action du décimateur était annuelle ⁽¹⁾, sauf dans trois cas : 1° s'il y avait eu une demande en justice, les arrérages continuaient à courir, à condition que cette demande fût annuellement renouvelée ; 2° s'il y avait eu abonnement, la dîme pouvait alors être exigée de cinq années ⁽²⁾ ; 3° enfin, quand un décimateur avait perçu la dîme d'un autre, la prescription ne pouvait opérer à l'égard de ce dernier.

Mais il n'était pas admis, en général, que les décimables

(¹) Arrêt du Parlement de Paris du 3 août 1708 déboutant de sa demande pour les deux premières années un décimateur qui réclamait trois années d'arrérages. Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v° *Dîme*. Voir dans le même sens, Cl. de Ferrière, v° *Dîme*, t. I^{er}, p. 501.

(²) Certains auteurs reconnaissent aux décimateurs le droit de réclamer vingt-neuf années d'arrérages, probablement par analogie avec le cens. Mais la jurisprudence se prononçait en général pour cinq années (Rousseaud de la Combe, *Rec. de jurispr.*, p. 95).

pussent, par prescription, s'exempter de la totalité de la dîme ⁽¹⁾; de sorte que, finalement, en matière de prescription, le décimateur était dans une situation bien meilleure que le décimable; tandis que ce dernier ne pouvait, par prescription, acquérir autre chose qu'un changement de taux ou une modification dans la perception, mais jamais le droit de n'acquitter aucune portion de dîme, le décimateur à qui la majorité des habitants d'une paroisse avaient payé pendant quarante ans une dîme insolite acquérait le droit de l'exiger de tous, y compris ceux qui ne l'avaient jamais payée, et le plus grand nombre entraînait le plus petit; et, en vertu du même principe, lorsqu'une minorité d'habitants avait laissé un décimateur acquérir contre elle le droit de percevoir la dîme, elle ne pouvait se dispenser de la payer sous prétexte que la majorité n'y était pas assujettie.

Pour le troisième cas de prescription, deux hypothèses doivent être envisagées; ou bien les deux prétendants à une même dîme étaient ecclésiastiques, et la prescription s'opérait par quarante ans; mais comme un ecclésiastique ne pouvait posséder des biens d'Eglise qu'en vertu d'un bénéfice, il lui fallait, pour prescrire la dîme, être titulaire d'un bénéfice susceptible de lui conférer le droit d'être décimateur; ou bien l'un des deux prétendants était laïque, et il n'était

(¹) Sur ce point, l'avis des auteurs est à peu près unanime; cette impossibilité pour le décimable de prescrire l'exemption totale de la dîme est affirmée par Cl. de Ferrière (t. I^{er}, p. 501), par P. Gohard (t. IV, p. 240 à 242), par Catelan (livre I, cap. 14), etc. Gohard cite même sur ce point une jurisprudence très ferme du *Parlement de Paris* (arrêts du 5 mars 1633 en forme de règlement pour la province d'Auvergne; du 11 février 1641 contre un propriétaire qui justifiait n'avoir pas payé de dîme pendant plus de quatre-vingts ans; du 31 août 1658 contre un seigneur alléguant une possession semblable, du 22 août 1684 contre le sieur de la Houssaye; du 24 juillet 1733), etc., de même au *Grand Conseil* (arrêts du 31 août 1660 pour l'abbé de Montpierrani, gros décimateur de Savigny, contre les religieux de Châlons; du 19 octobre 1666 pour l'abbé de Saint Lucien de Beauvais contre quelques particuliers).

On peut citer encore à l'appui Cl. Henrys : « Recueil d'arrêts remarquables donnés en la Cour du Parlement de Paris pour la décision des plus notables questions qui puissent concerner les bénéfices, dîmes, etc. », 1651, p. 12, et enfin la Coutume de Bourgogne, tit. IV, art. 6, dans : « Coutume de Bourgogne, enrichie des remarques de MM. Philippe de Villers, Jean de Pringles et Jean Guillaume, anciens avocats au Parlement de Dijon », 1717, p. 74.

admis à invoquer la prescription, car il ne pouvait posséder qu'une dîme inféodée, et encore avec certaines conditions indispensables, une possession immémoriale et surtout un titre authentique ⁽¹⁾.

Ajoutons que, dans tous les cas, la possession devait être accompagnée des éléments ordinairement requis pour qu'elle opère prescription : la bonne foi ou croyance de la part de celui qui prescrit que la dîme lui appartient bien en propre, et une jouissance paisible non équivoque et non interrompue.

La question des interversions de cultures. Son importance en Normandie. — Nous avons déjà indiqué qu'un des caractères essentiels de la dîme était d'être une charge non pas réelle mais personnelle, de grever non pas le sol, mais les produits du sol. Il est aisé d'apercevoir quelles pouvaient être les conséquences de ce principe : un décimable vendait-il sa terre en laissant plusieurs arrérages de dîme en retard ? le décimateur n'avait aucun recours contre l'acquéreur pour se faire payer cet arriéré. Autre conséquence plus grave encore : chaque propriétaire étant libre d'user de son fonds comme il lui plaisait, pouvait ou le cultiver, ou le laisser en friche, et s'il le cultivait, y récolter les produits que bon lui semblait ; il pouvait donc convertir toute sa propriété en terres non décimables, en bois ou en prés par exemple. Outre les fâcheux résultats qui eussent pu s'ensuivre au point de vue de l'agriculture, cette pratique, en se généralisant, risquait de devenir une source de fraude au détriment des décimateurs ; c'est précisément ce qui se produisit, car un grand nombre de cultivateurs, soit pour échapper à la dîme, soit pour faire l'essai de cultures nouvelles, changèrent leurs récoltes décimables

(1) Il était au contraire relativement facile à un ecclésiastique d'acquérir par prescription une dîme laïque ; on doit en chercher la cause dans l'origine ecclésiastique à peu près certaine de ces dîmes ou au moins du plus grand nombre d'entre elles. Un ecclésiastique pouvait prescrire contre des laïques par trente ans s'il était dépourvu de titre, et s'il avait un titre joint à sa bonne foi, par dix ans entre présents et vingt ans entre absents.

Entre laïques la prescription s'opérait par trente ans.

en récoltes non décimables. Les réclamations des décimateurs furent vives, et pendant tout le xvm^e siècle les assemblées du clergé se firent l'écho de leurs plaintes. Celle de 1725 ⁽¹⁾ avait déjà demandé au Roi que l'on soumit à la dîme tous ceux « qui avaient changé ou changeraient à l'avenir la surface de la terre », et même que l'on rendit décimables dans ce cas tous les fruits généralement exempts, tels que bois et prairies et au même taux que les produits précédents. Dans sa réponse, le Roi avait promis satisfaction ⁽²⁾. Mais les abus continuèrent et, en 1750 ⁽³⁾, 1755 ⁽⁴⁾, 1760 ⁽⁵⁾, nous voyons se reproduire les mêmes récriminations contre les nombreux propriétaires qui convertissaient en bois d'anciennes terres frugifères. En 1765 ⁽⁶⁾, le clergé s'adressa au Roi sur un ton encore plus pressant, car les cultures nouvelles telles que le blé d'Espagne, le blé noir, l'esparcette, le salicors se répandaient de plus en plus, surtout dans le Midi, à la place d'anciennes cultures décimables. De l'avis commun des auteurs, cette interversion ne pouvait pas se faire au préjudice des décimateurs et cependant les cours accordaient à ces procédés une protection injustifiable; c'est ainsi que les habitants d'Agde avaient non seulement refusé de payer la dîme, mais avaient pris en corps de ville et avaient fait signifier à leur évêque ainsi qu'au chapitre de la cathédrale une délibéra-

(1) Assemblée du clergé de 1725, Cahier au Roi, art. 1.

(2) L'Edit de février 1657 contenait prohibition absolue de ces interversions de cultures sous peine de payer la dîme sur les fruits nouveaux au même taux que sur les anciens. Mais elle ne fut jamais enregistrée, malgré les efforts du clergé, comme on peut en juger par la requête adressée au Roi, par l'Assemblée de 1735 (Cahier, art. 2) : « Un des plus précieux biens que le clergé possède et qui le met en état de soutenir les charges et impositions qui se font à raison des dons gratuits est la dîme. Mais il n'en est pas en même temps qui donne lieu à tant de procès et dont la conservation coûte par conséquent davantage au clergé. Presque tous ces procès se trouveraient terminés si la déclaration de 1657 était exécutée... S. M. est très humblement suppliée de vouloir bien envoyer cette déclaration dans toutes ses cours et au Grand Conseil et d'en ordonner l'enregistrement ». Guyot, *Rép. de jurispr.*, art. *Dixme*, t. V.

(3) Assemblée du clergé de 1750, Cahier au Roi, art. 1.

(4) Assemblée du clergé de 1755, t. VIII, 1^{re} partie, p. 211.

(5) Assemblée du clergé de 1760, *Ibid.*, p. 310.

(6) Assemblée du clergé de 1765, *Ibid.*, *Pièces justif.*, p. 496.

tion engageant la communauté à prendre le fait et cause de tous ceux dont on exigerait la dîme. Le pouvoir royal répondait toujours aussi évasivement, ne prenait aucune mesure et refusa même d'en prendre une en 1770 ⁽¹⁾ : la question était pourtant digne d'intérêt, non pas au point de vue des décimateurs, mais au point de vue de l'agriculture, car les cultivateurs se sentant soutenus n'hésitaient pas à abandonner les cultures délicates et coûteuses, pour faire des commencements nouveaux, plus faciles et plus lucratifs, mais bien moins utiles.

En l'absence de lois, c'est à la jurisprudence qu'il fallait demander une règle sur ce point. Les parlements avaient cherché un tempérament qui, tout en maintenant les droits du décimateur, ne portât pas atteinte à ceux du décimable. Celui de Paris ⁽²⁾ avait décidé que lorsque la conversion ferait perdre au décimateur plus du tiers de ses dîmes, il aurait le droit de percevoir la dîme au même taux sur tous les fruits nouveaux qui excèderaient le tiers des anciens. Pour ceux de Bretagne ⁽³⁾ et de Bordeaux ⁽⁴⁾, il suffisait que la perte du décimateur fût du quart de ses dîmes. Le Parlement de Toulouse avait recours à des experts pour fixer la contenance du terrain dont la culture avait été changée et, d'après leur rapport, décidait s'il y avait lieu de déclarer les nouveaux fruits décimables.

La question se présenta avec une acuité toute particulière en Normandie, où un mouvement assez considérable se des-

(1) Assemblée du clergé de 1770, réponse du roi à l'art. 3 du Cahier.

(2) Arrêt du Parlement de Paris du 23 avril 1714 ordonnant au prieur de La Hèole de prouver que l'on cultivait en fruits non décimables plus du tiers des héritages sur lesquels on récoltait auparavant des fruits décimables, sauf aux populations à prouver le contraire. Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, art. *Dîme*.

(3) Arrêt du Parlement de Bretagne du 30 janvier 1731 déboutant le chapitre de Saint-Malo de la demande du droit de dîme sur les vesces, parce que cette culture n'excédait pas le quart du territoire de la paroisse. Arrêts semblables des 11 et 13 mars 1738 contre les décimateurs des paroisses de Trifumel et de Saint-Aubin-de-Guérande, à propos du lin et du blé noir. Ces arrêts sont rapportés par Guyot.

(4) Arrêt du 16 juillet 1751 en faveur du curé de Mialet, en Périgord, qui prouva la conversion du quart des terres de sa paroisse de seigle en blé noir. De Salviat, *op. cit.*, t. I, p. 340.

sina vers le milieu du xviii^e siècle pour le couchage, c'est-à-dire la conversion des terres arables en prairies naturelles ⁽¹⁾. Dès lors, la question se posa de savoir si ces terres, comme herbages, devraient échapper à la dîme ou, au contraire, y être soumises comme champs labourables et décimables qu'elles étaient auparavant. Le Parlement de Normandie, qui avait dû déjà s'occuper de la question pour quelques cas particuliers au siècle précédent, avait repoussé les prétentions des décimateurs par un arrêt de règlement du 28 février 1647, pourvu que la lésion de leurs intérêts ne dépassât pas les deux tiers. Mais vers le milieu du xviii^e siècle, la jurisprudence changea et par un arrêt du 16 juillet 1749 portant règlement pour les bailliages de Cotentin et de Bayeux, le Parlement de Normandie se montra bien plus favorable aux décimateurs en les autorisant à percevoir la dîme sur les terres de labour converties en herbages depuis moins de quarante ans, pourvu qu'il fût prouvé que ces herbages servaient à engraisser des bestiaux destinés à la vente, l'exemption ne subsistant que pour les prairies destinées à la pâture des animaux domestiques de l'exploitation.

Il fallait donc une double preuve : possession quarantenaire d'abord et établissement de la distinction de fait dont nous venons de parler ; par conséquent, autant de portes ouvertes aux chicanes, d'autant que les juridictions inférieures refusaient de s'incliner et rendaient en faveur des décimables des décisions que la Cour cassait régulièrement. Puis celle-ci crut devoir revenir sur sa jurisprudence antérieure et par un arrêt du 3 mai 1784 portant règlement pour les dîmes de Normandie, elle consacra à nouveau la distinction primitivement admise, suivant laquelle les décimables n'étaient tenus de maintenir en cultures décimables qu'un tiers de leurs terres. L'affaire ne s'en tint, du reste, pas là, car les décimateurs, s'étant pourvus au Conseil du Roi, obtinrent, le 8 juin 1785, un arrêt du Conseil suspendant l'exécu-

(1) Voir dans Bridrey, *op. cit.*, t. I, 362, le cahier de la paroisse de La Haye-Bellefond.

tion du règlement de 1784 et, le 29 mai 1786, une déclaration royale réglementa la matière dans un sens plus favorable aux décimateurs. Cette fois, ce fut le Parlement qui refusa d'enregistrer, nomma des commissaires pour présenter des remontrances au Roi et ordonna que, par provision, son règlement de mai 1784 serait exécuté. Un nouvel arrêt du Conseil du 27 juillet 1786 cassa la décision du Parlement et ordonna itérativement la suspension d'exécution du règlement de mai 1784. Les choses en étaient là en 1789 et on comprend pourquoi de très nombreuses paroisses de Normandie demandèrent, dans leurs cahiers, que cet arrêt de règlement fût enfin mis en vigueur ⁽¹⁾.

La dîme et les défrichements. — Une question se rapporte étroitement à celle de la dîme, c'est celle des défrichements qui furent exécutés en grand nombre au cours du XVIII^e siècle, surtout dans la seconde moitié du siècle. L'état de l'agriculture française était alors déplorable et les preuves en abondent ⁽²⁾; les causes en étaient multiples et la dîme en était une.

L'intendant Boutin, de la généralité de Bordeaux, écrivait, le 14 juillet 1761 ⁽³⁾ au Contrôleur général, que la plus grande partie des paroisses des Landes étaient incultes pour plusieurs raisons, et notamment parce qu'on y percevait la dîme à un taux fort élevé, au huitième. Il montrait qu'une diminution, jusqu'au cinquantième, ne pourrait produire que de bons

⁽¹⁾ Voir notamment, dans l'ouvrage cité de M. Bridrey, les paroisses suivantes : Département de la Manche : Anneville-en-Cères, t. II, 88, arrond. de Valognes; Barfleur, t. II, 102, arrond. de Valognes; Baudreville, t. II, 107, arrond. de Coutances; Cosqueville, t. II, 205, arrond. de Cherbourg; Gatteville, t. II, 284, arrond. de Coutances; Réville, t. II, 484, arrond. de Valognes.

⁽²⁾ M. Weulersse (*L'école physiocratique en France*, 2 vol. Th. franç., Paris, 1911, t. I, p. 316-317) rapporte un passage des Mémoires du marquis de Turbilly, d'après lequel « le royaume, sous un des plus heureux climats de l'univers, a près de la moitié de son terrain en friche », observation d'ailleurs confirmée par La Chalotais pour la Bretagne, par Butré pour l'Anjou, le Maine, la Bretagne, la Touraine, le Poitou, le Limousin, la Marche, le Nivernais, le Bourbonnais et l'Auvergne.

⁽³⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 3672.

résultats, car c'est grâce à un procédé semblable employé par Henri IV dans un édit de janvier 1607 qu'une grande partie des marais du Blayais et du Médoc fut mise en culture ⁽¹⁾.

Le gouvernement le comprit, et, dès le 16 août 1761 ⁽²⁾, un arrêt du Conseil accorda plusieurs avantages, notamment une exemption de dîmes pendant dix ans à ceux qui défricheraient ou feraient défricher dans les généralités de Paris, Amiens, Soissons, Orléans, Bourges, Moulins, Lyon, Riom, Poitiers, La Rochelle, Limoges, Bordeaux, Auch, Tours, Rouen, Caen, Alençon, Reims. Les résultats ne se firent pas attendre et les entrepreneurs se présentèrent en grand nombre. Dès le 1^{er} juin 1762 ⁽³⁾, un arrêt du Conseil portait confirmation du contrat de concession et abandon à perpétuité de « 240.000 arpents de terres incultes, vaines, vagues, landes et marais dépendant de la seigneurie de Certes, sénéchaussée de Bordeaux, aux sieurs de Vallet de Salignac, Chaulce de Chazelle et C^{ie}, avec bénéfice de diminution de tous droits et impôts pendant quarante ans ». L'arrêt du Conseil du 16 août 1761, fut suivi de plusieurs autres mesures semblables : une déclaration du 14 juin 1764 ⁽⁴⁾ exempta de dîmes et autres impositions pendant vingt ans tous ceux qui défricheraient des marais et fixa la dime, après ce laps de temps, au cinquantième ⁽⁵⁾. Mais la principale mesure fut la déclaration royale du 13 août 1766 ⁽⁶⁾. L'article 1^{er} qualifiait d'inculte toute terre, quelle qu'elle fût, qui, depuis quarante

(1) Edit de janvier 1607 exemptant de dîmes pendant dix ans les terres défrichées et ne les soumettant ensuite à cette charge qu'au taux du cinquantième.

(2) *Arch. départ. de la Gironde*, C 3672 et Isambert, t. XXII, 321. Cet arrêt du Conseil accordait encore l'avantage de n'être pas augmenté à la taille, au vingtième et autres impositions pendant dix ans.

(3) *Arch. départ. de la Gironde*, C 3672.

(4) *Idem* et Isambert, t. XXII, 403.

(5) Le 16 août 1765, Bertin écrit au contrôleur général : « Un principe juste est que l'imposition ne porte que sur le revenu liquide et non sur le capital, et si pendant dix années le revenu de la terre ne suffit pas à rembourser le capital des dépenses qui ont été faites pour le défrichement, l'imposition sera injuste ».

Arch. nat., H 1512.

(6) *Arch. départ. de la Gironde*, C 3672, et Isambert, t. XXII, 461.

ans, suivant la notoriété publique, n'avait donné aucune récolte. L'article 2 soumettait les entrepreneurs de défrichement à une déclaration au greffe des élections de la quantité des terres à défricher avec leurs tenants et aboutissants, et un délai de trois mois était accordé pour faire cette déclaration à tous ceux qui avaient entrepris des défrichements depuis le 1^{er} janvier 1762. L'article 5 accordait à ces entreprises une exemption de dîmes pendant quinze ans.

Les étrangers étaient assimilés aux régnicoles, à condition d'élire domicile sur le lieu des défrichements au moins pour six ans, et d'en avertir les juges royaux du ressort.

Cette déclaration fut suivie de plusieurs autres spéciales à certaines régions : une de juin 1768, pour la Bretagne ⁽¹⁾; une du 12 avril 1767 pour la Provence ⁽²⁾; une du 28 novembre 1768 pour le Dauphiné; des lettres patentes du 29 avril 1768 pour les Landes ⁽³⁾. Ces dernières étendaient même l'exemption des dîmes à vingt années, en fixant ensuite leur perception au cinquantième, comme l'avait décidé la déclaration de 1764 : « Nous nous y sommes déterminé, portait » le préambule, par la confiance que cette augmentation de » privilèges ne pourrait exciter aucune réclamation légitime » de la part des décimateurs, soit parce que ces défrichements » formés à une grande distance des terres qui sont en valeur » ne pourront porter aucun préjudice à l'ancienne culture dont, » au contraire, les productions acquerront un nouveau débou- » ché par la consommation qui s'en fera pour la subsistance » des nouveaux colons, soit parce que ces décimateurs auront, » par la suite, l'avantage d'étendre leur perception dans une » partie de leur territoire qui était stérile pour eux, comme » pour les propriétaires et pour l'Etat ».

Ajoutons que les avantages accordés aux défrichements par la déclaration du 13 août 1766, pouvaient être étendus par l'obtention de concessions particulières ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1770. Cahier au Roi, art. 14.

⁽²⁾ *Ibid.*

⁽³⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 3672.

⁽⁴⁾ M. Bridrey (*op. cit.*, t. II, p. 161, note 2) en donne un exemple pour la paroisse

L'efficacité de ces différentes mesures fut des plus heureuses ⁽¹⁾ : les états des défrichements faits dans la généralité de Bordeaux en sont une preuve; du 1^{er} octobre 1780 au 1^{er} octobre 1781, il y eut dans l'élection de Bordeaux 414 arpents défrichés, 87 dans l'élection de Sarlat, 25 dans celle d'Agen, 128 dans celle de Condom et 466 dans les Landes, soit un total de 1.122 arpents livrés en un an à la culture ⁽²⁾.

Beaucoup de décimateurs, ne comprenant pas où se trouvait leur intérêt véritable (le préambule des lettres patentes de 1768 le leur avait pourtant montré) protestèrent, et, comme toujours, ils trouvèrent un appui dans les assemblées du clergé. Celle de 1770 formula des plaintes très vives contre la déclaration de 1768 pour la Bretagne et contre celle de 1767 pour la Provence ⁽³⁾. On reprochait à la première d'être moins favorable aux décimateurs que la déclaration générale de 1766 en ce qu'elle étendait l'exemption de dîmes aux terrains défrichés depuis 1758, alors que celle de 1766 n'avait d'effet rétroactif que jusqu'en 1762. De plus, la déclaration de 1768, après avoir ordonné, comme celle de 1766, que les entrepreneurs de défrichement ne

de Brix dans laquelle se trouvait une forêt appartenant à la comtesse de Langeac : celle-ci obtint en février 1775 des lettres patentes l'autorisant à faire couper cette forêt pour défricher le sol. Elle céda ses droits à Monsieur, frère du Roi, qui sollicita et obtint de nouvelles lettres patentes, le 19 octobre 1775, l'autorisant à sous-inféoder cette forêt, avec extension des privilèges d'exemption pour les concessionnaires à quarante années.

⁽¹⁾ D'ailleurs, il est remarquable de constater la faveur dont jouissaient les défrichements : sur la demande des Etats de Bretagne le clergé de cette province avait spontanément accordé aux terres nouvellement défrichées une exemption de dîmes pendant vingt et un ans. De même les chapitres de Notre-Dame et de Saint-Germain-des-Prés, avaient spontanément exempté de dîmes pendant vingt ans tous terrains qui seraient à l'avenir défrichés dans l'étendue de leurs seigneuries.

Arch. nation., Lettre-circulaire de Bertin aux Sociétés d'agriculture, H 1510.

Il était d'ailleurs de l'intérêt des gros décimateurs d'encourager ces défrichements, même au prix d'exemptions totales de dîmes, pendant quelques années, car les cultures nouvelles seraient de plein droit décimables. Quelques-uns le comprirent, mais beaucoup ne voulurent pas se rendre à l'évidence, comme nous le verrons.

⁽²⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 3672. L'arpent était de 100 perches et la perche de 200 pieds, 20,000 pieds à l'arpent.

⁽³⁾ Assemblée du clergé de 1770, t. VIII, 2^e partie. Cahier au Roi, art. 14.

jouiraient des exemptions qu'à la condition de ne pas abandonner la culture des terres actuellement en valeur, ajoutait cette clause particulière : « Sans qu'on puisse regarder comme terres abandonnées par eux celles qu'ils laisseraient reposer pendant quelques années, suivant que l'usage des lieux ou les circonstances l'exigeraient ». L'Assemblée prétendait que cette phrase ouvrait la porte aux procès et donnait un moyen de frauder en abandonnant la culture des anciennes terres pour s'attacher uniquement à celles qui seraient exemptes de dîmes. Quant à la déclaration de 1767, enregistrée au Parlement d'Aix, elle donnait aux décimateurs un délai de trois mois à compter du jour de l'affichage des déclarations de défrichements, pour se pourvoir en raison de la dîme. L'assemblée fit observer que ce délai était bien court pour faire opposition à des déclarations frauduleuses, et qu'il était encore bien plus court pour les absents qui ne pourraient être prévenus en temps utile. Le Roi répondit qu'il prolongeait jusqu'à six mois le délai en question, que la restriction contenue dans la déclaration de 1768 était tout en faveur des décimateurs bretons, puisqu'elle était nécessaire pour ne pas étendre l'exemption à des terres qui, étant cultivées habituellement quoiqu'à des termes éloignés, ne pouvaient être regardées comme nouvellement défrichées. Quant à la rétroactivité de cette déclaration jusqu'en 1758, ce n'est que sur la demande des Etats de Bretagne qu'elle avait été accordée.

Ces raisons ne plurent pas au clergé qui, en 1775 ⁽¹⁾, reprit ses doléances de plus belle : le Parlement de Bordeaux venait de rendre en forme de règlement un arrêt soi-disant contraire aux articles 2 et 3 de la déclaration de 1766 ; tandis que ces articles prescrivaient que toute déclaration à faire devrait précéder le défrichement, l'arrêt permettait au contraire de défricher sans déclaration préalable à condition seulement qu'aucune récolte ne fût perçue avant cette formalité. Le clergé alléguait que les défricheurs pourraient

(1) Assemblée du clergé de 1775, t. VIII, 2^e partie, p. 2472.

ainsi dénaturer la surface des lieux et faire disparaître des indications précieuses telles qu'anciens sillons, fossés, haies, débris de muraille, preuves que ces terres avaient été anciennement défrichées et cultivées ; et il ne demandait rien moins que la cassation de l'arrêt.

Les lettres patentes du 29 avril 1768 relatives aux Landes ne furent pas davantage épargnées : le clergé représenta que, dans ces régions, la mer était incessamment poussée vers les côtes par le vent d'ouest et que les terres cultivées se recouvraient peu à peu de sable ; qu'il n'y aurait bientôt plus, dans ces conditions, de terres d'ancienne culture et par suite plus de dîme, et que les décimateurs en seraient réduits à la dîme au cinquantième des terres nouvellement cultivées : d'où la nécessité d'élever ce taux pour les Landes.

En 1780, nouvelle difficulté : plusieurs décimables avaient voulu donner la qualité de terres incultes à d'anciennes prairies, les avaient converties en cultures décimables, et assimilant cette opération à un défrichement avaient prétendu bénéficier des avantages de la déclaration de 1766. À vrai dire, cette interprétation de l'article 1^{er} était assez logique, à cause des termes employés : « Les terres, de quelque qualité et » espèce qu'elles soient, qui depuis quarante ans, suivant la » notoriété publique des lieux, n'auront donné aucune récolte, » seront réputées terres incultes ». Peut-être n'était-ce pas l'esprit de la loi, mais c'en était la lettre et il suffisait que les décimables fissent la preuve de quarante années d'inculture. Mais cela eût porté tort aux gros décimateurs, et les agents généraux du clergé, pour la période de 1775 à 1780⁽¹⁾, s'attachèrent dans leur rapport à condamner cette interprétation en s'appuyant sur des arrêts du Parlement de Paris des 4 février et 11 avril 1778 pour montrer qu'on n'avait jamais entendu par terres incultes d'anciens prés ou d'anciens bois convertis en terrains décimables⁽²⁾.

(¹) Rapport des agents généraux du clergé de France de 1780, 2^e partie, p. 158-159.

(²) Arrêt du Parlement de Paris du 4 février 1778 condamnant un cultivateur à

A côté des terres défrichées, le désir du gouvernement avait été d'accorder des privilèges semblables à certaines cultures nécessaires à l'industrie et au commerce : notamment la garance qui exigeait des frais énormes et de longues préparations. Il paraissait nécessaire d'exempter ce produit de dîmes pendant plusieurs années et de ne l'y soumettre ensuite qu'à la moitié du taux de tous les autres fruits. Ici encore, le haut clergé réclama que pour rendre cette mesure moins lourde aux décimateurs on la soumit à quelques formalités restrictives ⁽¹⁾.

Ce soin avec lequel les assemblées du clergé, nous venons de le voir, s'occupaient de la dime, est une preuve des ressources qu'elle pouvait fournir. Nous allons nous en rendre encore mieux compte en étudiant son taux.

§ IV. *Le taux de la dime.*

Extrême diversité de taux. — Il est assez probable que le taux initial de la dime fut le dixième : les offrandes volontaires que les premiers chrétiens fournissaient à leurs pasteurs, et dans lesquelles il faut voir l'origine de cette charge, consistaient en des prestations qui, vraisemblablement, étaient de la dixième partie des récoltes. Mais il n'en fut pas longtemps ainsi : beaucoup d'entre eux, dont la générosité se refroidit, prirent l'habitude de donner moins ; certains même supprimèrent absolument toute offrande malgré les menaces des conciles, et quand les rois intervinrent pour réglementer les dîmes, ils furent impuissants à en rétablir le taux dans sa primitive uniformité. Les abus devinrent même de plus en plus faciles, puisque l'usage quarantenaire remplaça peu à

payer au curé de la paroisse de Marck la dime des grains récoltés sur d'anciens prés convertis en terres labourables.

Arrêt du 11 avril 1778 maintenant le chapitre de Boulogne dans le droit de percevoir la dime d'un ancien bois converti en terres labourables.

Rapport des agents généraux du clergé de France de 1780, 2^e partie, p. 371 et 375.

(1) Assemblée du clergé de 1770, séance du 31 août, t. VIII, 2^e partie.

peu partout la loi. Voilà pourquoi, à l'époque que nous étudions, on peut constater la plus absolue diversité en matière de quotité de dîme.

Il ne faut donc pas essayer de formuler de règle ; tout au plus peut-on dire qu'au cas d'introduction d'une nouvelle culture décimable, elle devait être dimée au même taux que les autres fruits, et si la quotité était incertaine pour ces autres fruits, il fallait se conformer à l'usage des cantons voisins : encore convient-il de faire toutes les restrictions que l'usage comportait. Or, non seulement il variait entre les différentes régions, mais entre les différentes communautés d'une même région, entre les cantons d'une même paroisse, entre les terres d'un même canton. C'était d'abord au point de vue du lieu qu'il y avait diversité sur le taux de la dîme : elle se percevait à tel taux dans une partie de la paroisse, à tel autre dans la partie voisine ; dans le Blayais, on dimait au trentième sur le marais, au quinzième dans la terre ⁽¹⁾. C'était ensuite au point de vue des fruits décimables : les menues dîmes se levaient à tel taux, les vertes à tel autre, les grosses dîmes enfin avaient leur quotité propre, ordinairement plus forte que toutes les autres : la paroisse de Lacépède, élection d'Agen subdélégation de Clairac, dimait au onzième sur le blé, le seigle et les fèves, au treizième sur le chanvre et le lin, au vingtième sur le vin et le millet ⁽²⁾. C'était encore au point de vue de la date de mise en culture : à Eymoutiers-Ferrier, la première récolte donnait un douzième au décimateur, et les récoltes suivantes du même fruit, un onzième ⁽³⁾. Il y avait enfin variété suivant les différentes années ou les différentes époques d'une même année, et Cubzac, par exemple, qui payait la dîme au treizième à certaines époques, la payait au quatorzième à d'autres ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Arch. diocés. de Bordeaux*, L. 10 : Visites faites en mai 1743 par Mgr de Maniban dans l'archiprêtré de Blaye, notamment dans les paroisses de Saint-Androny et Anglade, et par Mgr de Lussan, en mai 1753, notamment à Etauliers, Saint-Ciers-la-Lande, etc.

⁽²⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 2876.

⁽³⁾ *Ibid.*, *ibid.*, départ. de la Charente.

⁽⁴⁾ Nous avons observé la présence de « hameaux alternatifs », c'est-à-dire appar-

Examen de quelques régions. — Nous ne saurions mieux faire ressortir cette diversité qu'en prenant comme exemples quelques régions éloignées les unes des autres et différentes au point de vue agricole et économique. Nous examinerons ainsi dans le Nord, la Flandre maritime; dans l'Ouest, la sénéchaussée de Rennes pour la Bretagne, et le Cotentin pour la Normandie; dans le Centre, le Maine, l'Orléanais, le Berry; quelques régions de la Sologne et l'Auvergne; dans l'Est, une partie de la Champagne (bailliages de Troyes et Bar sur-Seine, de Sézanne, de Châtillon-sur-Marne), de la Bourgogne (bailliages de Sens, de Châtillon-sur-Seine), de la Lorraine (bailliage de Vic). Dans le Sud-Est, la Savoie le Dauphiné, la Provence; dans le Sud-Ouest enfin, le Bordelais, les Landes, l'Agenais, le Condomois, le Périgord, le Sarladais.

En *Flandre*, la dîme était généralement au onzième ⁽¹⁾ : c'est la région pour laquelle nous avons constaté le plus d'uniformité dans le taux : celui-ci d'ailleurs y était assez élevé et le vœu général était qu'il y fût au moins réduit au vingtième. Volckerinckhove dîmait au onzième sur le blé, l'avoine, le seigle, le lin, les fèves, les animaux ⁽²⁾. Winne-
zeele ⁽³⁾, Strazeele ⁽⁴⁾, Spycker ⁽⁵⁾, Ledringhem ⁽⁶⁾, Thien-
nes ⁽⁷⁾, Gravelines ⁽⁸⁾, dîmaient également au onzième pour toutes espèces de fruits. D'autres paroisses, sans indiquer explicitement le taux, laissaient entendre dans leurs cahiers qu'il était élevé, comme Quœdypre ⁽⁹⁾, par exemple, pour qui « la dîme faisait la plus favorable partie des revenus »

tenant une année à une paroisse, l'année suivante à une autre. On voit quel inconvénient il pouvait en résulter pour le taux de la dîme. Voir notamment De Char-
masse, « Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Autun », p. 378.

⁽¹⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 396.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 124, départ. du Nord, arrond. de Dunkerque.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 190, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 210, *ibid.*, arrond. d'Hazebrouck.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 223, *ibid.*, arrond. de Dunkerque.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 264, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. I, 272, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 406, départ. du Nord, arrond. de Dunkerque.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. II, 113, *ibid.*

ou Pitgam ⁽¹⁾, d'où les « décimateurs emportaient annuellement une forte somme ». Nous n'avons trouvé, en Flandre maritime, aucun cahier parmi ceux qui ont été publiés par MM. Sagnac et de Saint Léger, qui indiquât un autre taux que le onzième.

Il était loin d'en être ainsi en *Bretagne* où la variété était fort accentuée : la dime s'y percevait, en effet, entre le taux très faible du trente-sixième et la proportion exorbitante du cinquième et même du quart. Les paroisses de la sénéchaussée de Quimper étaient le plus souvent dimées à des taux variant entre le trentième et le trente-sixième : à Elven, notamment, au trente-troisième ⁽²⁾ ; on y rencontrait d'ailleurs aussi quelques taux plus élevés, comme le vingtième, le dix-huitième, le seizième et le treizième. La sénéchaussée de Rennes allait jusqu'au douzième dans les paroisses de Saint-Pern, Crèhen, Le Merzer ⁽³⁾, Veneffles ⁽⁴⁾, Domloup ⁽⁵⁾, Noyal-sur-Vilaine ⁽⁶⁾, et même au onzième ⁽⁷⁾, et au dixième, à Bourg-des-Comptes et Langon ⁽⁸⁾. Celle de Ploërmel connaissait aussi le onzième et le dixième (Massérac par exemple).

Dans le pays nantais, on rencontrait d'une manière assez uniforme les deux taux très différents du onzième et du vingt-deuxième : la paroisse de Pontchâteau dimait au onzième et les paroisses immédiatement voisines au vingt-

⁽¹⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 223, départ. du Nord, arrond. de Dunkerque.

⁽²⁾ H. Sée, *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*, p. 163 et suiv., départ. du Morbihan, arrond. de Vannes.

⁽³⁾ Dupont, *La condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes avant la Révolution, d'après les cahiers de paroisses, Annales de Bretagne*, 1901. Voir les paroisses de : Saint-Pern, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Montfort ; Crèhen, *Ibid.*, arrond. de Dinan ; Le Merzer, *Ibid.*, arrond. de Saint-Brieuc.

⁽⁴⁾ Sée et Lesort, *Les cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Rennes*, t. I, 578, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 587, *ibid.*

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 37, *ibid.*

⁽⁷⁾ Notamment à Marcillé-Robert (Sée et Lesort, t. I, 203, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Vitré), Châteaubourg (t. I, 287, même arrond.), Chanteloup (t. II, 217, arrond. de Redon), Saint-Aubin d'Aubigné (t. II, 146, arrond. de Rennes).

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. II, 224 et 441, arrond. de Redon.

deuxième ⁽¹⁾, ce qui montre bien jusqu'où l'usage pouvait pousser la variété. Enfin, ce qui était plus fort — et ce dont on ne trouve d'ailleurs pas beaucoup d'exemples — la dîme de Plouhinec emportait le cinquième de la récolte ⁽²⁾ et celle de la Meilleraye, le quart ⁽³⁾. « La dîme, disent les cahiers de ces deux localités, y prenait tout l'avantage qu'il pouvait y avoir ».

Sauf ces deux derniers taux évidemment exagérés, même s'ils avaient été appliqués dans un pays riche, ceux que nous venons de constater pour la Bretagne étaient, en général, assez bien proportionnés à la capacité d'un pays dont la situation agricole était médiocre; non seulement les procédés de culture étaient arriérés, mais le système de la jachère laissait reposer les terres un an et même parfois deux ans sur trois. M. Sée estime que les terres incultes occupaient au moins les deux tiers du sol en Bretagne : sauf la région de Rennes où la proportion des terres cultivées l'emportait sur celle des terres incultes, partout ailleurs il en était différemment ⁽⁴⁾ : d'où nécessité de percevoir la dîme à un faible taux : remarquons cependant pour la subdélégation de Châteaubriant, qui était celle où l'on voyait certainement le plus de terres incultes (160.000 arpents de terres cultivées seulement, pour 430.000 de terres incultes ⁽⁵⁾) et où les conditions de la culture étaient les plus mauvaises, le taux du onzième et à plus forte raison celui du cinquième, étaient excessivement exagérés.

En *Normandie* — ou tout au moins dans la partie ouest de la Normandie (Cotentin) — nous avons encore remarqué une certaine uniformité; la plupart des paroisses y payaient la dîme au dixième : c'était notamment le cas de Biville, Hain-

(1) H. Sée, *op. cit.*, p. 167, note 1, départ. de Loire-Inférieure, arrond. de Saint-Nazaire.

(2) *Ibid.*, départ. du Morbihan, arrond. de Ploërmel.

(3) *Ibid.*, départ. de la Loire-Inférieure, arrond. de Châteaubriant.

(4) *Ibid.*, p. 373-374.

(5) *Ibid.*, p. 371 et suiv.

neville, Helleville, Sénoville, Auderville ⁽¹⁾; les autres la payaient au onzième ⁽²⁾. Taux encore excessif pour une région en général assez mauvaise, sauf en ce qui concerne les prairies artificielles; les paroisses riveraines de la mer pouvaient, il est vrai, disposer d'un excellent engrais naturel, le varech; mais l'enlèvement du varech était interdit aux paroisses non riveraines depuis l'ordonnance de 1681 sur la marine ⁽³⁾. De plus, plusieurs autres inconvénients que les cahiers nous ont indiqués entravaient la culture : accumulation de sable marin par le vent dans les terres voisines de la mer, stagnation des eaux, à la suite des fortes marées ⁽⁴⁾, ce qui provoquait des exhalations malsaines et des épidémies; ou enfin, parasites ravageant les récoltes ⁽⁵⁾, tels que ces « tats » ou hannetons dont se plaignent les cahiers de Saint-Aubin des Préaux et de Montcuit.

Une assez grande uniformité de taux apparaît encore dans le *Maine* où la dîme était ordinairement au treizième ⁽⁶⁾. Mais il n'en est plus de même dans le centre de la France et, avec l'*Orléanais*, nous assistons à la plus étrange des variétés. Cette région est des plus intéressantes à étudier à cause des multiples usages et des écarts énormes de quotité que l'on peut y constater. Tout d'abord, un certain nombre de paroisses avaient le même taux pour toutes les dîmes, taux ordinairement assez faible : Guilly ⁽⁷⁾, Bray ⁽⁸⁾, Vieilles Mai-

⁽¹⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. II, 91, 120, 310, 333, 507 : localités du département de la Manche, arrond. de Cherbourg (sauf Sénoville, arrond. de Valognes).

⁽²⁾ *Ibid.*, 507, Cahier de Sénoville.

⁽³⁾ L'ordonnance de 1681 sur la marine (Isambert, t. XIX, 355, n. 981) distinguait entre le varech de rocher que les seules paroisses bordantes pourraient couper et le varech jeté à la côte, qui pourrait être pris par tout le monde. Des déclarations royales postérieures modifièrent un peu ces dispositions relativement au varech de rocher; notamment celles des 30 mai 1731 (Isambert, t. XIX, 357, n. 420) et 30 octobre 1773 (*ibid.*, t. XXII, 547, n. 1034), mais les paroisses non bordantes eurent toujours moins de droits que les autres sur le varech dit « de rocher ». Bridrey, *op. cit.*, II, 446, paroisse de Montcarville.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 578, Cahier de Saint-Martin-le-Vieux.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, Cahiers de Saint-Aubin des Préaux (t. I, 543, départ. de la Manche, arrond. d'Avranches) et de Montcuit (t. I, 466, arrond. de Mortain).

⁽⁶⁾ Triger, *L'an 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, p. 7.

⁽⁷⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 286, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 289, *ibid.*

sons ⁽¹⁾, Les Bordes ⁽²⁾, Viglain ⁽³⁾ dinaient au quinzième; Châtenay aux Bois ⁽⁴⁾, Bouzy ⁽⁵⁾, Germigny des Prés au dix-huitième ⁽⁶⁾. On rencontrait même le vingt-quatrième à Ousson et au Moulinet ⁽⁷⁾. D'autres localités payaient leurs dîmes en argent (nous reviendrons plus loin sur ce mode de paiement) et avaient adopté une quotité des plus simples qui ne variait guère dans la région; elles payaient 2 sols 6 deniers par arpent pour toute production, ainsi Combleux ⁽⁸⁾, Boux ⁽⁹⁾, Chécy ⁽¹⁰⁾, etc.

Des paroisses avaient plusieurs taux, tout en ayant conservé une assez grande simplicité : Saint-Benoît sur Loire payait au quinzième la dime de toutes ses productions, sauf celle de la vigne au trentième ⁽¹¹⁾. A Bonnée ⁽¹²⁾, les décimateurs prenaient le quinzième de toutes les récoltes, mais pour les animaux, ils percevaient « de deux ventrées de truie un cochon » et « une oie par bande ». Mais, dans la plupart des paroisses du bailliage d'Orléans, la multiplicité des mesures de superficie, de volume et de longueur rendaient le paiement de la dime singulièrement compliqué et son taux extrêmement variable. Voici quelques exemples frappants : à Pithiviers, la dime était perçue sur le blé et les menus grains à raison de 2 gerbes par arpent, mais il fallait que ces gerbes eussent une dimension déterminée de 4 pieds 2 pouces; pour la vigne, 16 sols par arpent; pour le safran, 3 livres 4 sols par arpent; pour les oies et les canards, le douzième; pour les cochons de lait, un par truie; pour les agneaux,

⁽¹⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 289, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 307, *ibid.*

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 345, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 279, aujourd'hui Châtenoy, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 282, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 305, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. I, 788, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 33, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. I, 246, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 203, *ibid.*

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 270, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, 362, *ibid.*

1 sol par tête ⁽¹⁾. A Gemigny, la dîme des terres labourables, c'est-à-dire des grains, était, soit d'une gerbe ordinaire par petite mine de 40 perches, soit d'une gerbe de 4 pieds 2 pouces par mine de 66 perches $\frac{2}{3}$; celle du chanvre était de la treizième poignée ; celle des cochons de lait, un par ferme, des oies une par bande et des moutons 1 sol par tête ⁽²⁾. A Saint-Jean le Blanc ⁽³⁾, le blé payait une gerbe par arpent, les menus grains (avoine, seigle, orge), 2 gerbes par arpent ; la vigne, 4 sols par arpent ; le méteil, une botte ; le blé noir, 2 bottes par arpent ; les moutons et la laine, le seizième. La Ferté Saint-Aubin donnait pour le blé et le seigle une gerbe par 80 perches ; pour les menus grains, un boisseau de 15 litres par 80 perches ; pour les dîmes vertes, le treizième ; pour la laine, le vingtième pris sur les moutons seulement ; pour les agneaux, le vingtième agneau ⁽⁴⁾. Quant aux localités qui payaient la dîme du vin au pressoir, c'est-à-dire sous forme de vin, au lieu de la payer à la vigne sous forme de raisin, il y avait pour elles une mesure spéciale, la pinte : Rozières donnait 3 pintes par poinçon, mesure d'Orléans ⁽⁵⁾. Enfin, certaines paroisses qui avaient plusieurs décimateurs avaient un taux spécial pour chacun d'eux : à Saint-Sigismond ⁽⁶⁾, la dîme du curé était d'une gerbe de 4 pieds 2 pouces par grande mine de 66 perches $\frac{2}{3}$; celle du couvent d'Ambert était d'une gerbe de mêmes dimensions par deux petites mines de 40 perches à 20 pieds la perche ; et le surplus de la dîme était d'une gerbe de 3 pieds 6 pouces par grande mine ⁽⁷⁾.

Plusieurs localités de l'Orléanais avaient encore adopté une

⁽¹⁾ Bloch., *op. cit.*, t. I, 632.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 93, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 199, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 171, dép. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 155, *ibid.*

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 156, *ibid.*

⁽⁷⁾ Ces différentes mesures variaient suivant les régions et même suivant les localités d'une même région : il en était ainsi notamment pour la *perche*. La perche des eaux et forêts que l'on pourrait prendre comme type était de 22 pieds

autre mesure pour les grains, la planche : Donnery ⁽¹⁾, Saint-Denis-de-l'Hôtel ⁽²⁾, Mardié ⁽³⁾, dîmaient le blé noir, l'avoine, l'orge à la dix huitième planche ; Saint-Privé-Saint-Mesmin ⁽⁴⁾, Saint-Hilaire et Saint-Nicolas-Saint-Mesmin ⁽⁵⁾ dîmaient les fruits verts à la treizième planche.

L'Orléanais était, au moins pour les céréales, une des plus riches régions du royaume, à n'en excepter que la partie sud, voisine de la Sologne, et qui pouvait avoir à souffrir de l'insalubrité de celle-ci ; les taux qui précèdent n'étaient donc pas excessifs. Les autres cultures, notamment celle de la vigne, et l'élevage y étaient au contraire excessivement en retard, mais il ne nous paraît pas que la dîme en ait été exigée à une quotité trop forte.

En *Berry*, le taux adopté était en général le treizième, comme cela semble résulter du cahier de Saint-Solange ⁽⁶⁾ ; on y voyait aussi parfois le douzième ⁽⁷⁾ mais rarement plus. Les cultures étaient assez variées, vignes, froment, seigle, avoine et cette région, bien que pratiquant peu l'élevage, pouvait passer pour un pays relativement aisé pour lequel une dîme au treizième n'excédait pas ses facultés.

Quant à la *Sologne*, qui comprenait une partie des bailliages principaux d'Orléans et de Blois, et le bailliage secondaire de Romorantin, c'était un pays misérable, argileux et marécageux, absolument différent de la Sologne actuelle, qui, grâce aux assèchements et aux drainages, est devenue

de chacun 12 pouces ; et 100 perches carrées de cette dimension faisaient un arpent.

La *pinte*, mesure de Paris, valait deux chopines, et il fallait deux pintes pour faire un *pot*, et 120 pots pour faire une barrique, c'est-à-dire 223 lit. 20.

Le *poinçon*, mesure d'Orléans, Blois, Tours, valait un demi-tonneau.

(¹) Bloch, *op. cit.*, t. I, 250, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

(²) *Ibid.*, t. I, 261, *ibid.*

(³) *Ibid.*, t. I, 99, *ibid.*

(⁴) *Ibid.*, t. I, 95, *ibid.*

(⁵) *Ibid.*, t. I, 66, *ibid.*

(⁶) Gandilhon, *Les cahiers de doléances des paroisses de bailliage de Bourges* (principal) *de Vierzon et d'Henrichemont* (secondaires), p. 454 : « La dîme lui (au laboureur) enlève grain, paille, fourrage, et généralement la treizième portion de toutes ses productions ».

(⁷) *Ibid.*, p. 469.

très riche ⁽¹⁾. Les cahiers publiés par MM. Lesueur et Cauchie ne nous donnent aucun taux pour la partie de la Sologne qui constituait le bailliage secondaire de Romorantin. A en croire le cahier de La Marolle ⁽²⁾, la dîme y aurait été très élevée, bien plus élevée que ne le comportaient les facultés du pays. Mais il est permis de supposer qu'il y a là une exagération, ou tout au moins un état de choses restreint à une paroisse ou à un groupe de paroisses voisines, car on peut conclure du silence même de la majorité des Cahiers que la dîme n'y était pas excessive.

En *Auvergne*, on constate encore de grands écarts de taux : du septième (Lastic, Briffons) au quarantième (Saint-Amand Rochesavine) en passant par tous les taux intermédiaires ⁽³⁾.

Pour la *Bourgogne*, la quotité de la dîme était assez peu élevée, et il y avait ordinairement un taux spécial pour le vin, plus faible que pour les autres fruits, mesure très heureuse dans laquelle il faut voir le désir de favoriser la fabrication et la circulation des vins de Bourgogne, dont la renommée commençait déjà à se faire jour à cette époque. Dans le bailliage d'Auxerre, la mesure employée pour le vin était la feuillette, et le taux de la dîme variait du quinzième à Cravant par exemple, au vingtième ⁽⁴⁾; il était du seizième à Voutenay ⁽⁵⁾, du dix-neuvième à Héry ⁽⁶⁾, du vingtième à Monéteau-le-Grand ⁽⁷⁾. Pour les grains, l'écart était à peu près le même, bien qu'on y rencontrât le taux plus élevé du

⁽¹⁾ Arthur Young, *op. cit.*, t. II, 172 : « La Sologne est une des plus pauvres provinces du royaume et un des plus singuliers pays que j'aie jamais vus ».

⁽²⁾ Lesueur et Cauchie, *Cahier de doléances des paroisses des bailliages de Blois (principal) et de Romorantin (secondaire)*, t. II, 99; « *La dîme y est plus forte de près de moitié que les vingtièmes* » (départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Romorantin).

⁽³⁾ F. Mège, *La condition des habitants de l'Auvergne...*, p. 28 et suiv.; et *Cahiers de doléances des paroisses d'Auvergne*, p. 285. Localités du départ. du Puy-de-Dôme, arrond. de Clermont pour les deux premières et d'Amberl pour la troisième.

⁽⁴⁾ Localité du départ. de l'Yonne, arrond. d'Auxerre. Demay, *op. cit.*, dans *Bull. de la Soc. des sciences de l'Yonne*, 1884-1885.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, arrond. d'Avallon.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, arrond. d'Auxerre.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, *ibid.*

douzième à Voutenay et Héry ; et la dîme de charnage était communément du vingtième. Dans le bailliage de Sens, la quotité était faible : elle variait entre le seizième et le vingt-cinquième ; les taux supérieurs y étaient exceptionnels ; le dixième par exemple à Plaines⁽¹⁾ ; le treizième à Gumery⁽²⁾, La Motte-Tilly⁽³⁾ et Courceroy⁽⁴⁾ ; mais partout ailleurs, le taux était moindre⁽⁵⁾, et s'abaissait même jusqu'au cinquante et unième dans quelques cantons de Briénon-sur-Armançon⁽⁶⁾.

En *Champagne*, nous avons pu recueillir quelques chiffres pour les bailliages de Châlons sur-Marne, Sézanne et Châtillon-sur-Marne et pour ceux de Troyes et Bar-sur-Seine. Dans le premier, le taux de la dîme variait du treizième au seizième. On y rencontrait aussi parfois des proportions plus fortes, comme celle du huitième dans certains cantons de la paroisse de Coligny⁽⁷⁾, mais les chiffres les plus répandus étaient le treizième (Bussy-Lettée⁽⁸⁾, Suippes⁽⁹⁾, Tours-sur-Marne⁽¹⁰⁾, Moivre⁽¹¹⁾, le quatorzième (Saint-Jean-sur-Moivre⁽¹²⁾, Soudron⁽¹³⁾ ; le quinzième (Loisy-en-Brie⁽¹⁴⁾, Marson⁽¹⁵⁾, Vésigneul-sur-Coole)⁽¹⁶⁾ et le seizième (Saint-Amand)⁽¹⁷⁾.

Dans la région de Sézanne et de Châtillon-sur-Marne, la

(1) Ch. Porée, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Sens*, p. 767, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Seine.

(2) *Ibid.*, p. 247, *ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 299, *ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 302, *ibid.*

(5) Les taux les plus répandus étaient : le seizième à Evry (*Ibid.*, p. 28) Rosay (p. 58), Villeroy (p. 93), Courceaux (p. 162), Fleurigny (p. 217-218) ; ailleurs le vingt et unième. Localités du départ. de l'Yonne, arrond. de Sens.

(6) *Ibid.*, p. 119, départ. de l'Yonne, arrond. de Joigny.

(7) G. Laurent, *op. cit.*, t. I, 171, départ. de la Marne, arrond. de Châlons.

(8) *Ibid.*, t. I, 115, *ibid.*

(9) *Ibid.*, t. I, 697, note 1, *ibid.*

(10) *Ibid.*, t. I, 726, *ibid.*, arrond. de Reims.

(11) *Ibid.*, t. I, 454, *ibid.*, arrond. de Châlons.

(12) *Ibid.*, t. I, 564, note 1, *ibid.*

(13) *Ibid.*, t. I, 675, *ibid.*

(14) *Ibid.*, t. I, 415, *ibid.*

(15) *Ibid.*, t. I, 439, note 1, *ibid.*

(16) *Ibid.*, t. I, 784, *ibid.*

(17) *Ibid.*, t. I, 541, note 1, départ. de la Marne, arrond. de Vitry-le-François.

constatation est la même : le taux y variait du treizième au seizième ⁽¹⁾, proportion plutôt forte pour un pays en général pauvre comme le prouve le rendement des récoltes qui ne dépassait guère 5 pour un pour le blé, 6 pour un pour le sarrasin, et seulement 4 pour un pour l'avoine et le seigle.

Quant aux bailliages de Troyes et Bar-sur-Seine dont la plus grande partie constituait ce que nous appelons aujourd'hui la Champagne pouilleuse, ils étaient au xviii^e siècle dans une situation très précaire, non seulement pour des raisons d'ordre général comme le manque d'initiative et de liberté, le poids des impôts, mais aussi pour une raison spéciale à la région, l'accaparement de la main-d'œuvre par les usines qui commençaient déjà à s'y multiplier. La vigne y était dès cette époque en assez grande faveur, mais toutes autres cultures étaient très en retard, sauf dans quelques régions assez restreintes, favorisées au point de vue du sol et des cours d'eau, comme celles de Nogent-sur-Seine, Troyes et Bar-sur-Aube. C'est donc à juste titre que la dîme se percevait dans ces deux bailliages, à un taux faible, ordinairement au vingt et unième : ainsi en était-il pour les paroisses de Chervey ⁽²⁾, Dieulaincourt ⁽³⁾, Longpré ⁽⁴⁾, Lagesse ⁽⁵⁾, Magny-Fouchard ⁽⁶⁾, Spoy ⁽⁷⁾, Villy ⁽⁸⁾. Exceptionnellement

⁽¹⁾ G. Laurent, *ibid.*, t. II, 1^{re} partie, le treizième : Département de la Marne, arrond. d'Épernay, à Bergères-sous-Montmirail (p. 95); Bethon (p. 103); Courgivaux (p. 228); Escardes (p. 241); Esclavolles (p. 250); Joiselle (p. 330); Maclau-nay (p. 453); Mécringes (p. 475); Morsains (p. 509); Rieux (p. 598), Loigny (p. 667); arrond. de Coulommiers : Montenils (p. 491), Montolivet (p. 502).

Le quatorzième : Arrond. d'Épernay, à Broussy-le-Petit (p. 140), Corfélix (p. 209); La Celle sous Chantemerle (p. 349), Linthes (p. 435), Linthelles (p. 431), Gueudes (p. 584).

Le quinzième à La Chapelle-Lasson (p. 355).

Le seizième à Baudemont (p. 93), Granges-sur-Aube (p. 319).

⁽²⁾ Vernier, *Les cahiers de doléances des paroisses des bailliages de Troyes et Bar-sur-Seine*, t. I, 613, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Seine.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 34, départ. de la Haute-Marne, arrond. de Wassy.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 225, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Seine.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 185, *ibid.*

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 246, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. II, 592, *ibid.*

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. II, 715, *ibid.* (Villy-en-Trodes).

seulement un taux plus élevé comme le seizième à Ruvi-gny ⁽¹⁾, à Lévigny ⁽²⁾, le treizième à Pargues ⁽³⁾ et même le onzième à Molins ⁽⁴⁾.

La Lorraine, enfin, connaissait des taux assez élevés, au moins pour les grosses dîmes : quelques paroisses les payaient au septième, d'autres au dixième comme Marain-viller ⁽⁵⁾, Albestrof ⁽⁶⁾, Berig ⁽⁷⁾, Hattigny ⁽⁸⁾, Kirwiller ⁽⁹⁾; d'autres au onzième comme Dideling ⁽¹⁰⁾, Malaucourt ⁽¹¹⁾, Obreck ⁽¹²⁾, et au douzième comme Moncel ⁽¹³⁾, Neufmaisons ⁽¹⁴⁾, Ommerey ⁽¹⁵⁾, Vic ⁽¹⁶⁾, ce dernier taux paraissant être le plus fréquent, d'après les allégations du cahier de Desseling ⁽¹⁷⁾. Pour les vignes la quotité était moins forte, et elles payaient le quinzième, le dix-huitième, le vingt quatrième et même le trentième. Les menues dîmes variaient aussi du onzième au trentième ⁽¹⁸⁾.

En Savoie ⁽¹⁹⁾, la quotité était souvent des plus faibles : Allèves, Saint-Ours, Bassy payaient la dime au vingtième, Cologny, Droisy au vingt-unième; Menthon au vingt-cin-quième; Thonon au vingt-neuvième et au trentième; Saxel au trénte-troisième; le Grand-Bornand du quarantième au

⁽¹⁾ Vernier, *op. cit.*, t. II, 409, *ibid.*, arrond. de Troyes.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 201, *ibid.*, arrond. de Bar-sur-Aube.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 406, *ibid.*, arrond. de Bar-sur-Seine.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 315, *ibid.*, arrond. de Bar-sur-Aube.

⁽⁵⁾ Abbé Mathieu, *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*, p. 197. Départ. de Meurthe-et-Moselle, arrond. de Lunéville.

⁽⁶⁾ Etienne, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Vic*, p. 35.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 95. Localité située en Lorraine annexée.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 353, *ibid.*

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 427, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 218, *ibid.*

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, p. 496, départ. de la Meuse, arrond. de Verdun.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, p. 565, Localité située en Lorraine annexée.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, p. 518, départ. de Meurthe-et-Moselle, arrond. de Lunéville.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, p. 545, *ibid.*

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, p. 582. Localité située en Lorraine annexée.

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, p. 743, *ibid.*

⁽¹⁷⁾ *Ibid.*, p. 221. Ce cahier demande que la dime soit réduite au douzième :
« comme dans une grande partie de ce bailliage ».

⁽¹⁸⁾ Les menues dîmes au douzième à Hampont : *Ibid.*, p. 327; à Obreck, *Ibid.*, p. 565.

⁽¹⁹⁾ Abbé Brasier, *Notice sur la dime*, p. 8 et suiv.

cinquantième ; Massongy au soixantième. C'étaient des régions de hautes montagnes où la culture était pénible et la productivité assez réduite. Dans les parties du pays un peu moins élevées, on récoltait mieux, et on rencontrait des cotes plus fortes : le quinzième à Annecy, Duingt, Gevrier, Meythet ; le quatorzième à Meynard ; le douzième à Thusy, Crémignon, Léaz, Evian, Samoëns, et même le onzième à Saint-Maurice, Saint-Laurent, Saint-Sixte.

Une région voisine, le *Dauphiné* ⁽¹⁾, et pour une raison semblable, connaissait des taux excessivement bas : le vingt-cinquième, le trentième, le quarantième, le soixantième.

Avec la *Provence*, nous passons dans un pays privilégié où la douceur du climat permettait non seulement de récolter les cultures communes dans de meilleures conditions qu'ailleurs, mais aussi de tenter des cultures nouvelles, mûrier, olivier, oranger, citronnier. La dîme s'y percevait en général à des taux assez élevés : dans la sénéchaussée de Draguignan, le treizième ⁽²⁾ et le douzième ⁽³⁾ étaient les plus répandus. Dans celle d'Aix, la dîme des grains était même du sixième à Quinson ⁽⁴⁾, du cinquième à la Roque d'Antheron ⁽⁵⁾, celle du chanvre y était perçue ordinairement au neuvième, celle du raisin au dixième ; les menus fruits tels que olives, noix, amandes, légumes payaient le huitième à Vaugine ⁽⁶⁾. On trouvait d'ailleurs aussi des taux plus faibles, comme le treizième à Baudinard ⁽⁷⁾ et Mirabeau ⁽⁸⁾, le quatorzième à Allauch ⁽⁹⁾, le quinzième à Ansois ⁽¹⁰⁾, le

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1747, t. VIII, 1^{re} partie, p. 74.

⁽²⁾ Mireur, *Cahier de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Draguignan*, p. 104, départ. du Var, arrond. de Draguignan. Cahier du Cannet.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 347, *ibid.* Cahier du Muy.

⁽⁴⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VI, p. 389, départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. d'Aix.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 401, *ibid.*

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 435, départ. de Vaucluse, arrond. d'Apt.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 261, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 354, départ. de Vaucluse, arrond. de Carpentras.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 240, départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. de Marseille.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 246, départ. de Vaucluse, arrond. de Carpentras.

seizième à Gréasque ⁽¹⁾, Peypin ⁽²⁾, le dix-huitième à Saint-Cannat ⁽³⁾, le vingtième à Mérindol ⁽⁴⁾.

En nous rapprochant du Sud-Ouest, nous rencontrons une région pauvre, partie méridionale des Cévennes (Sénéchaussée de Nîmes), à température inclemente et à rendement très faible pour laquelle la dîme était exigée à un taux certainement excessif; elle était en effet au dixième dans plusieurs sieurs paroisses et notamment Beauvoisin ⁽⁵⁾, Générac ⁽⁶⁾, Milhaud ⁽⁷⁾, au onzième à Allègre ⁽⁸⁾, Euzet ⁽⁹⁾, Laudun ⁽¹⁰⁾, Lussan ⁽¹¹⁾, Montclus ⁽¹²⁾, et le plus fréquemment au douzième, comme à Aujargues ⁽¹³⁾, Congénies ⁽¹⁴⁾, Lédignan ⁽¹⁵⁾, Monteils ⁽¹⁶⁾.

Nous pourrions en dire autant pour le Quercy (Sénéchaussée de Cahors), pays sec, aride et ingrat à cause de la nature de son sol que les perfectionnements des procédés de culture modernes n'ont que très peu réussi à améliorer. Il est curieux de lire les cahiers de cette région ⁽¹⁷⁾ et il ne faut pas penser à les accuser d'exagération, car on se trouve en présence

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VI, p. 302, départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. d'Aix.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 376, *ibid.*

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 410, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 348, départ. de Vaucluse, arrond. d'Apt.

⁽⁵⁾ Bligny-Bondurand, *Les cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Nîmes*, t. I, p. 114, départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 360, départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. I, 508, *ibid.*

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 32, *ibid.*, arrond. d'Alais.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. I, 312, *ibid.*, arrond. d'Uzès.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 417, *ibid.*

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 459, *ibid.*

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, 529, *ibid.*

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. I, 73, *ibid.*, arrond. de Nîmes.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 247, *ibid.*

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 426, *ibid.*

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 533, *ibid.*

⁽¹⁷⁾ Ainsi le cahier de Cabrerets : « Cette communauté est située dans le coin du monde le plus affreux et le plus abominable ».

Fourastié, *Les cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Cahors*, p. 34.

De même, le cahier de Calvayrac : « On y récolte à peine deux pour un ». *Ibid.*, p. 44, — ou celui de Concois : « Il est constant que les semences ne tiercent jamais ». *Ibid.*, p. 80.

d'un fait brutal que l'on peut encore constater aujourd'hui. Dans ces conditions, les taux à peu près communs du dixième (Nadillac ⁽¹⁾, Saint-Médard ⁽²⁾, Saint-Paul de Loubressac ⁽³⁾, Salvezon ⁽⁴⁾, Catus ⁽⁵⁾, Cras ⁽⁶⁾, Fargues) ⁽⁷⁾, et du onzième (Montgesty ⁽⁸⁾, Uzech ⁽⁹⁾, Artix) ⁽¹⁰⁾ nous paraissent exagérés. Seul, le vin bénéficiait de taux plus faible, le vingtième, comme à Saint-Denis ⁽¹¹⁾, Saint Médard, le seizième à Catus.

Le *Périgord* et le *Sarladais* variaient du dixième (Saint-Gérant la Rivière) ⁽¹²⁾, au quinzième (Verteillac) ⁽¹³⁾; le onzième se rencontrait à Eymoutiers-Ferrier, Vélignes, Sainte-Marie de Chignac ⁽¹⁴⁾, le douzième à Lamothe-Montravel, le treizième à Souffreignat, Varaignes, Saint-Pardoux de Cahuzac, le quinzième à Montbron ⁽¹⁵⁾.

En *Poitou*, l'usage avait établi un mode de paiement et un taux particuliers : la dîme y était acquittée à raison d'un boisseau de tous grains par métairie — proportion évidemment très faible — d'où le nom de « boisselage » donné à cette redevance. Par lettres patentes de juillet 1769, Louis XV supprima le boisselage, craignant avec quelque raison qu'il ne suffît pas à assurer la subsistance des curés, et il le remplaça par une dîme au seizième « sur toutes les terres cultivées en froment, seigle, orge et autres menus grains ». Rendues dans l'intérêt des décimateurs, ces lettres soulevèrent

⁽¹⁾ Fourastié, *op. cit.*, p. 249, départ. du Lot, arrond. de Cahors.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 300, *ibid.*

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 306, *ibid.*, arrond. de Gourdon.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 321.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 61, départ. du Lot, arrond. de Cahors.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 89, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 117, *ibid.*

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 245, *ibid.*

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 348, *ibid.*, arrond. de Gourdon.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 13.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, p. 289, départ. du Lot, arrond. de Cahors.

⁽¹²⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 2876.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, départ. de la Dordogne, arrond. de Ribérac.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, et C 2671, Dordogne, arrond. de Périgueux et de Bergerac (Vélignes).

⁽¹⁵⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 2671 et 2876, départ. de la Dordogne, arrond. de Bergerac (Lamothe-Montravel), arrond. de Nontron (Varaignes, Saint-Pardoux de Cahuzac); départ. de la Charente, arrond. d'Angoulême (Souffreignat, Montbron).

les plus vives réclamations de la part des décimables. De son côté, l'Assemblée du clergé de 1770 ⁽¹⁾ demanda énergiquement le maintien des lettres. Mais beaucoup de propriétaires poitevins représentèrent que la dîme au seizième était un excédent de charge notable sur l'ancien boisselage. Ils furent entendus, car, en mai 1770, d'autres lettres patentes ordonnèrent de surseoir à la suppression du boisselage et de dresser par experts, dans un délai de six mois, des procès-verbaux estimatifs des revenus des cures où ce droit existait. Quelques mois après, en 1771, de nouvelles lettres patentes le rétablirent définitivement.

En *Angoumois*, le taux variait du onzième (Bessé Gragonne ⁽²⁾), Saint-Martial d'Aubeterre ⁽³⁾, au douzième (Saint-Quentin d'Aubeterre ⁽⁴⁾), Péreuil ⁽⁵⁾, Blanzac ⁽⁶⁾, Souvigné ⁽⁷⁾, et au treizième (Montmoreau ⁽⁸⁾, Courlac ⁽⁹⁾, Orival ⁽¹⁰⁾, Palluau ⁽¹¹⁾, Rougnac) ⁽¹²⁾.

Pour la *Guyenne*, les documents conservés aux Archives de la Gironde et spécialement les comptes rendus des visites des archevêques dans les paroisses indiquent le plus souvent le treizième; les exemples en abondent et nous n'en citerons que quelques-uns ⁽¹³⁾ :

Saint-Pierre de Langoiran, Montpezat, Montignac, Saint-Hilaire de Paillet, Lestiac, Le Pian, Saint-Seurin de Rions, Loupiac, Cadillac, Saint-Martin d'Arbis, Saint-Christophe de

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1770, t. VIII, 2^e partie.

⁽²⁾ Boissonade, *Les cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée d'Angoulême*, p. 154.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 227, départ. de la Charente, arrond. de Barbezieux.

⁽⁴⁾ *Ibid.*

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 274, arrond. d'Angoulême.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 308, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 444, arrond. de Ruffec.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 191, arrond. de Cognac.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 197, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 211, *ibid.*

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, p. 214, *ibid.*

⁽¹²⁾ *Ibid.*, p. 357, *ibid.*, arrond. d'Angoulême.

⁽¹³⁾ *Arch. dioc. de Bordeaux*, L. 8, 9 et 10. Visites de Mgr de Lussan de 1753 et de 1755. Localités du départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux, Blaye et La Réole.

Bellebat, Saint-Léon, Cartelègue, Saint-Caprais, Marcellac, Saint-Aubin de Blaye, etc.

Le quatorzième à Saint-Seurin de Gabarnac, Saint-Martin de Ladaux; le quinzième à Générac, Eyrans, Cars, etc., etc.

Dans l'Agenais, le taux variait du onzième au quinzième : à Grateloup, il était du onzième; à Saint-Vincent, du treizième; à Laparade, à Duras, du quinzième ⁽¹⁾.

Dans le *Condomois* ⁽²⁾, la dîme était lourde : le huitième était quotité commune dans le pays d'Auch (Monguilhem, Marsolan, Antagnac, Vopillon, Beaumont), de même que le neuvième (Casteljaloux, La Sauvetat); le douzième à Mauvezin; le treizième à Gensac; le quinzième à Samazan.

Quant aux *Landes*, nous savons déjà par la correspondance de l'intendant Boutin, en 1761, que la dîme y était écrasante car elle s'y prélevait ordinairement au huitième. Une paroisse voisine de Dax, Habas, avait, en 1789, quatre décimateurs différents retirant de la dîme une valeur de 10.180 fr. ⁽³⁾.

Conclusion et détermination d'un taux moyen. — En résumé, absence de règle la plus complète; du quart au soixantième on rencontrait tous les taux. Et pour parfaire la diversité, il existait des paroisses où la dîme n'ayant pas de quotité consacrée par l'usage se payait à volonté ⁽⁴⁾ et c'était là une source encore plus grande de procès. Il y eût pourtant en un moyen assez pratique d'éviter les incertitudes et les contestations; à savoir de régler conventionnellement le taux auquel se percevrait la dîme. Plusieurs paroisses

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 2876 et 2518; *départ. de Lot-et-Garonne*, arrond. de Marmande.

⁽²⁾ *Arch. départ. de la Gironde, id.*, *départ. du Gers*, arrond. de Condom (Beaumont et Monguilhem), Lectoure (Marsolan, La Sauvetat, Mauvezin) et *départ. de Lot-et-Garonne*, arrond. de Marmande (Antagnac et Samazan) et de Nérac (Casteljaloux).

⁽³⁾ Abbé C. Daugé, *Habas, son histoire*, p. 116.

⁽⁴⁾ Par exemple, la paroisse de Sainte-Croix en Louhannais, *départ. de l'Ain*, arrond. de Trévoux dans E. Guillemaut, *La Révolution dans le Louhannais*, p. 45.

A rapprocher la prétention des paroissiens de La Cène en Agenais, de payer les menues dîmes à la volonté de chacun. *Arch. parl. de la Gironde*, C 2518.

avaient d'ailleurs eu l'idée de ces accords ⁽¹⁾ qui pouvaient régler non seulement le taux, mais aussi le mode de perception, et diminuer ainsi le nombre des disputes et des tracasseries qui n'étaient ni à l'honneur des décimateurs ni à celui des décimables.

Si maintenant nous voulons essayer de dégager de ces quelques données un chiffre moyen du taux de la dîme, il faut, à notre avis, adopter le treizième; la proposition indiquée par Dupont de Nemours dans son discours à la Constituante du 24 septembre 1789 ⁽²⁾ nous paraissant un peu faible ⁽³⁾.

§ V. *Les charges de la dîme.*

Les décimateurs étaient astreints, du fait de leurs dîmes, à certaines obligations, qu'au cours des temps la loi, l'usage et la jurisprudence leur avaient imposées. Nous abordons ici une matière épineuse et compliquée, tant en raison de la grande quantité de textes généraux et spéciaux qui la réglaient, que de l'incertitude de ces textes, des contradictions de la jurisprudence et de la variété des usages, toutes circonstances propres à favoriser la fraude de la part des bénéficiaires des dîmes, fussent-ils curés ou gros décimateurs.

La portion congrue. — La première charge incombant au décimateur quand il n'était pas le desservant de la paroisse, c'était la portion congrue : 300 livres avant 1768, 500 livres à partir du 17 mai 1768, et 700 livres depuis 1786. Et pour l'entretien du vicaire, lorsqu'il était nécessaire, un supplément de 250 livres. Dans le cas où plusieurs vicaires étaient rendus indispensables par la grandeur de la paroisse, ils étaient

⁽¹⁾ Convention du 29 octobre 1666 entre l'abbé d'Hautvilliers, gros décimateur en Champagne (région d'Epernay), et diverses paroisses de sa dîmerie, fixant la dîme du vin au onzième.

⁽²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IX. Dupont proposait, comme taux moyen, du quinzième au dix-huitième.

⁽³⁾ Ainsi, du reste, que celle de Bailly dans son *Histoire financière de la France*, 1830, t. II, 415 qui propose comme taux moyen le dix-huitième.

toujours à la charge de la dime qui devait assurer le service du culte. Les personnes redevables de la portion congrue étaient d'abord les décimateurs ecclésiastiques, quels qu'ils fussent (et s'il y en avait plusieurs, chacun y participait proportionnellement à ce qu'il prenait dans la dime, à moins, bien entendu, que la situation n'ait été réglée autrement par convention entre les parties) et, en cas d'insuffisance de dîmes ecclésiastiques, les possesseurs de dîmes inféodées et tous les corps et communautés séculiers et réguliers exempts de dîmes, même l'ordre de Malte.

Nous renvoyons ici à nos développements antérieurs.

L'assistance aux pauvres. — La seconde obligation, extrêmement importante, des décimateurs, était de secourir les pauvres. Tous les textes étaient, sur ce point, absolument catégoriques, et depuis le Capitulaire de 801 jusqu'aux lettres patentes de Charles IX des 10 septembre et 3 novembre 1571, plusieurs ordonnances avaient été rendues à cet égard : un tiers des dîmes devait être consacré aux pauvres. Certaines provinces avaient, sur ce point, des usages particuliers. En Dauphiné notamment, les gros décimateurs devaient payer annuellement la vingt-quatrième partie de leurs dîmes aux curés et officiers des lieux pour être distribuée par eux aux pauvres. Cette aumône était prélevée sur la totalité du revenu de la dime sans avoir égard à ses charges, et les curés eux-mêmes devaient la payer. Nous devons convenir qu'elle était un peu faible, si on la compare au versement du tiers que les décimateurs, aux termes des textes cités précédemment, auraient dû faire pour le même objet. Mais cet usage avait été consacré par une jurisprudence constante du Parlement de Provence ⁽¹⁾. Peut-être faut-il en rapprocher l'habitude qui existait dans quelques villages d'Auvergne ⁽²⁾, de percevoir des dîmes exclusivement en faveur d'œuvres de charité.

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1747, t. VIII, 1^{re} partie, p. 75.

⁽²⁾ F. Mège, *Charges et contributions des habitants de l'Auvergne à la fin de l'Ancien Régime*, p. 20.

Entretien des édifices du culte. — La troisième charge de la dîme, celle dont l'exécution était la plus fertile en procès, était l'entretien des édifices du culte. Jamais décimateurs et curés ne parvinrent à s'entendre sur ce point. La question, à vrai dire, était complexe, puisqu'il s'agissait non seulement des églises paroissiales, mais aussi des presbytères et cimetières, ainsi que de la fourniture des objets et ornements nécessaires au culte.

Le texte principal, en la matière, était l'édit d'avril 1695 sur la juridiction ecclésiastique ⁽¹⁾. L'article 21 ⁽²⁾, mettait à la charge des possesseurs de dîmes l'entretien du chœur des églises paroissiales (et par suite du clocher lorsqu'il s'en trouvait un au-dessus du chœur), tandis que l'article 22 laissait aux habitants celui de la nef et de la clôture du cimetière. Et en cas d'insuffisance de la dîme ecclésiastique, les dîmes inféodées y étaient subsidiairement assujetties, comme pour le paiement de la portion congrue. L'édit réglait minutieusement la procédure suivant laquelle devait être constatée la nécessité des réparations (procès-verbaux de visite des archidiaques, ordonnances des évêques transmises à l'Intendant, enquête de celui-ci, rapports d'experts), et aussi les formes par lesquelles l'autorité civile pouvait contraindre l'une ou l'autre partie à s'acquitter de ses obligations (assemblée générale des habitants, réquisition des procureurs du Roi et, au besoin, saisie des dîmes, mesure tout à fait exceptionnelle et à n'employer que dans les cas graves, car la dîme était, en principe, insaisissable).

Les dispositions de l'édit d'avril 1695, pourtant suffisamment explicites, furent assez mal observées, à en juger par les nombreuses déclarations royales qui, au cours du XVIII^e siècle, vinrent en rappeler la teneur : ainsi celles des 30 juillet

(1) Isambert, t. XX, 249, n. 1274.

(2) Art. 21 : « Seront tenus les possesseurs de dîmes de faire réparer et entretenir en bon état le chœur des églises paroissiales dans l'étendue desquelles ils lèvent les dites dîmes ».

Art. 22 : « Seront tenus pareillement les habitants des dites paroisses d'entretenir et de réparer la nef des églises et la clôture des cimetières... »

1710, 22 juillet 1724, 5 octobre 1726 et 15 janvier 1731 ⁽¹⁾.

Malheureusement, l'édit de mai 1768 — dont nous avons étudié les dispositions relatives à la portion congrue — n'eut d'autre effet que de compliquer et obscurcir la question. Son article 5, fixant à nouveau les obligations des possesseurs de dîmes, décidait qu'ils participeraient aux réparations des églises paroissiales jusqu'à concurrence du tiers de leurs dîmes et les habitants, fabriques et curés pour le reste : il eût été préférable d'indiquer expressément, comme l'avait fait l'édit d'avril 1695, quelles portions des édifices les uns et les autres seraient tenus de réparer; de plus, il n'était rien stipulé au cas de ruine totale d'un édifice par suite d'un cas fortuit. Or, les décimateurs refusaient la reconstruction lorsque leur négligence n'était pas en jeu, et comme, le plus souvent, personne n'avait les fonds nécessaires pour faire exécuter les réparations, bien des églises tombaient en ruines. Devant cette incertitude, il arriva que la question reçut une solution différente dans chaque région, soit par des arrêts en forme de règlements rendus par les Parlements, soit par des dispositions royales prises sur la prière des corps et communautés intéressés. C'est ainsi que des lettres patentes des 13 avril 1773 et 5 septembre 1784 ⁽²⁾, spéciales à la Flandre, mirent l'entretien et même la reconstruction des églises paroissiales à la charge unique des décimateurs; elles ne faisaient, d'ailleurs, que consacrer l'usage particulier de la Flandre ⁽³⁾. Malgré cela, la résistance fut des plus vives; le chapitre de Notre-Dame de Cassel formula de véhémentes réclamations, ainsi, du reste, que tous les autres chapitres de Flandre en général ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1747, t. VIII, 1^{re} part., p. 76.

⁽²⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 462.

⁽³⁾ Ainsi, la ville de Bailleul ayant été détruite par un incendie à la fin du xvii^e siècle, le conseil de Tournay avait condamné les gros décimateurs à payer le tiers de leurs revenus pendant trois ans pour la réédification des édifices du culte. Lemaire, *Tr. des dîmes*, t. I, *Charges des décimateurs*.

⁽⁴⁾ On lit dans le cahier du chapitre de Notre-Dame de Cassel (Sagnac et de Saint-Léger, t. II, 467) : « Ces lettres sont obreptices (contraires à la vérité) et subreptices (incomplètes par suite d'omissions frauduleuses), ayant été données

En *Lorraine*, il existait une coutume curieuse qui mettait à la charge des dîmes la réparation, construction et réédification des murailles et toitures, aux curés celles des pavés du chœur ; aux paroissiens celles du clocher, des vitres et des pavés de la nef ⁽¹⁾. Et au cas fréquent où les personnes tenues des réparations avec les gros décimateurs se trouvaient dans l'absolue incapacité de les faire exécuter, c'était alors à ces derniers à y pourvoir et il fallait le plus souvent les y contraindre.

Un édit du 11 janvier 1772 déchargea les décimateurs de la construction de la nef des églises paroissiales pour en charger les paroissiens. Il provoqua de leur part de multiples protestations ⁽²⁾.

Il est très regrettable que les charges aient été ainsi disséminées ; il ne pouvait qu'en résulter une mauvaise exécution des travaux, un manque d'homogénéité qu'il eût été facile d'éviter en décidant que l'entretien tout entier des églises paroissiales incomberait aux mêmes personnes, tout en y faisant participer pécuniairement les autres.

Les presbytères soulevèrent encore plus de difficultés que les églises elles-mêmes. L'édit d'avril 1695 en mettait l'entretien à la charge des habitants ⁽³⁾. Mais l'édit de mai 1768 leur appliqua la même disposition qu'aux églises, c'est-à-dire y fit participer les décimateurs jusqu'à concurrence du tiers des dîmes, les habitants, fabriques et curés pour le reste. Nous nous heurtons ici aux mêmes complications que précédemment, et c'est encore à des usages régionaux, consacrés ou non par la loi, qu'il faut nous reporter. En Flandre, on appliqua aux presbytères les lettres patentes de 1773 et 1784. En Lorraine, les habitants se chargèrent des grosses réparations

sans la moindre connaissance des parties intéressées ». — Voir aussi le cahier de l'abbaye de Saint-Winnocq, t. II, 462, qui se juge « excessivement lésée par ces lettres ».

(1) Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 144.

(2) V. le Cahier de Neufmaisons, Etienne, *op. cit.*, p. 545.

(3) Art. 22 : « Seront tenus pareillement les dits habitants... et d'assurer un logement convenable aux curés ».

et les possesseurs de dîmes des menues. En Bretagne, on continua à suivre les usages antérieurs, qui mettaient l'entretien du presbytère à la charge du curé, usages consacrés par un arrêt du Parlement du 15 mars 1745 confirmé par un arrêt du Conseil du 6 août suivant ⁽¹⁾. Ordinairement le recteur versait chaque année une certaine somme pour être déchargé du soin de ces réparations.

L'interprétation des textes des édits relatifs à l'entretien des presbytères provoqua plusieurs difficultés, notamment dans la province de Normandie, où elles furent la cause d'une circulaire de l'Intendant des finances d'Ormesson le 17 juillet 1749 ⁽²⁾. L'obligation de « fournir un logement convenable » devait elle s'entendre non seulement de la maison d'habitation, mais aussi des bâtiments d'exploitation de la cure, tels que granges, étables, écuries? La circulaire d'Ormesson se prononçait pour la négative et limitait l'obligation au presbytère proprement dit en y ajoutant tout au plus l'étable quand l'étendue de la paroisse forçait le desservant à posséder un cheval. Quant au pressoir, à la grange et autres bâtiments, c'était au curé à les construire et à les réparer s'il en voulait avoir.

Il y avait encore place, en cette matière, pour des conventions particulières entre les habitants des paroisses et leur curé ou décimateur ⁽³⁾, c'était un excellent moyen d'éviter les contestations; mais bien qu'employé dans plusieurs endroits, il n'était pas assez répandu.

Les mêmes lois qui astreignaient les possesseurs de dîmes aux réparations, mettaient aussi à leur charge la fourniture de certains objets nécessaires au culte, ornements, vases sacrés

⁽¹⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 135. Cahier de La Bouexière, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽²⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. I, 153. Cahier de Belval, départ. de la Manche, arrond. de Coutances.

⁽³⁾ C'est le cas, par exemple, des paroissiens de Meillac, qui prirent avec leur recteur un engagement aux termes duquel ils se chargeraient des grosses réparations du presbytère et le recteur des petites. Sée et Lesort, t. II, 635, départ. d'Ille-et-Vilaine, arond. de Saint-Malo.

et livres (1). Mais ici encore les termes étaient vagues et donnaient lieu à des interprétations contraires à l'esprit de la loi, de sorte que beaucoup de provinces avaient leur usage propre : ainsi dans le diocèse de Toul, les fabriques étaient chargées de droit de ces fournitures et subsidiairement seulement le décimateur et les habitants (2).

Très souvent aussi la dîme était grevée de charges totalement étrangères au service du culte : entretien du maître d'école, reconstruction de la maison d'école (3). De sorte que le décimateur jouait en petit le rôle que nos sociétés modernes font jouer à l'Etat ou à la commune, il payait les services publics, et quand on ne savait à qui avoir recours pour l'exécution d'un travail quelconque, ou pour une dépense, quelle que fût sa nature, on s'adressait à lui. En Lorraine, il avait ainsi une fonction des plus bizarres : partout où se percevait la dîme de charnage, il était tenu de fournir au troupeau communal et de nourrir à ses frais les trois espèces d'animaux mâles nécessaires à ce troupeau : taureau, béliet et porc. S'il y avait plusieurs décimateurs, on répartissait cette charge entre eux proportionnellement à leurs parts de dîme, et on pouvait avoir de cette façon une variété originale, comme à Preny, en Lorraine, où le décimateur laïque fournissait le taureau ou le béliet, et le curé, décimateur pour un tiers, le porc (4). La même coutume existait en Champagne, car nous voyons le cahier de Pretz en Argonne (Bailliage de Châlons-sur-Marne) se plaindre que « les décimateurs refusent de fournir les bêtes mâles de toutes espèces comme en bien d'autres lieux » (5).

(1) « Les calices, ornements et livres nécessaires », d'après l'art. 21 de l'édit d'avril 1695.

(2) Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 144.

(3) Ainsi, en Flandre maritime, les décimateurs devaient être chargés de l'entretien et de la reconstruction de la maison d'école, car beaucoup de cahiers se plaignent de la non-exécution de cette charge. Voir notamment celui d'Haverskerque, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck, dans Sagnac et de Saint-Léger, t. I, 279.

(4) Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 146, départ. de Meurthe-et-Moselle, arrond. de Nancy.

(5) G. Laurent, *op. cit.*, t. I, 518, départ. de la Meuse, arrond. de Bar-le-Duc.

Charges diverses. — Enfin la dîme pouvait être grevée de charges spéciales de natures très diverses, et dépendant des conventions intervenues entre les parties : ainsi une dîme pouvait être grevée d'un ou plusieurs *dîmons*, et il fallait entendre par là une portion de dîme qu'un gros décimateur allouait en vertu d'un usage immémorial ou d'un titre quelconque, à une personne ne participant pas à la dîme. C'était du reste exceptionnel. La rente ainsi allouée pouvait être payée soit en argent ⁽¹⁾, soit en nature ⁽²⁾.

En Bretagne était usité sous le nom de « Sault de gerbes » ⁽³⁾ un droit bizarre payé aux curés primitifs par les autres décimateurs, et consistant en une allocation annuelle de 320 livres, plus l'entretien et la nourriture de six cochons.

Charges de nature fiscale. — Restent enfin les charges de nature fiscale, c'est-à-dire les droits d'amortissement et de centième denier. On sait que le premier de ces droits établi à la fin du ^{xiii}^e siècle au profit du Roi, concurremment avec le droit féodal existant déjà au profit du seigneur, frappait les acquisitions immobilières faites par les corps et communautés ecclésiastiques ainsi que par toutes les personnes morales en général, et que la cause en avait été l'espèce d'infériorité dans laquelle tombaient ces acquisitions en devenant biens de mainmorte ; elles ne pouvaient plus désormais faire l'objet d'aucun transfert de propriété, soit par trans-

⁽¹⁾ Ainsi la dîme de Jugazan (départ. de la Gironde, arrond. de Libourne) revenait par moitié au curé et aux Bénédictins de la Sauve ; cette deuxième part était grevée d'un dîmon de 350 livres au profit de la fabrique de Jugazan. Celle de Saint-Martin de Montussan (départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux) donnait quatre dîmons, à l'archevêque de Bordeaux, aux chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin de cette ville et aux bénéficiers de Saint-Michel.

Marion, *Les Cahiers de doléances des paroisses du canton de Branne*. Arch. hist. de la Gironde, t. XXXVI.

⁽²⁾ La dîme de Saint-Erblon (départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes) appartenant au recteur, était grevée d'une rente pour le chapitre de Rennes, laquelle était payée en nature, en froment, seigle et avoine, et était évaluée à 1650 livres.

Sée et Lesort, *op. cit.*, II, p. 10.

⁽³⁾ Sée et Lesort, *cahier de Noyal-sur-Vilaine*, t. II, 37, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

mission héréditaire puisque la personne morale ne mourait jamais, soit par acte entre vifs, car il était de règle que les établissements de mainmorte ne pouvaient aliéner les biens qu'ils avaient acquis.

Quant au centième denier, c'était un droit de mutation perçu au profit du Roi à l'occasion des contrats de vente, échange, et en général de tous titres translatifs de propriété immobilière, et s'élevant au centième du prix de l'objet.

Les fermiers royaux exigeaient couramment ces droits des curés congruistes et décimateurs pour les transactions qu'ils passaient entre eux ⁽¹⁾. Cette exigence suscita naturellement une résistance acharnée, et d'ailleurs justifiée, qui fut couronnée d'un premier succès, quand un arrêt du Conseil du 13 avril 1751 ⁽²⁾ exempta de l'amortissement les curés à portion congrue. Les assemblées du clergé voulurent obtenir le même avantage pour les gros décimateurs, et firent valoir des raisons qui eussent dû être convaincantes. Celle de 1758 ⁽³⁾ représenta que la dime n'avait aucun rapport avec l'amortissement créé pour relever les gens de mainmorte de leur incapacité de posséder des biens immobiliers; que les ecclésiastiques possédaient les dimes bien avant que l'amortissement fût connu, et surtout que les actes à l'occasion desquels on réclamait ce droit n'étaient nullement des aliénations puisqu'ils ne pouvaient jamais lier les curés successeurs de ceux avec qui ils avaient été passés; ce n'étaient que de simples transactions valables seulement pendant la vie des contractants. En 1760 ⁽⁴⁾, mêmes plaintes, renouvelées en 1762 ⁽⁵⁾. Le clergé fit si bien qu'il parvint à obtenir la mainlevée provisoire de saisies opérées par les fermiers du

(1) Il s'agissait surtout des arrangements par lesquels les curés abandonnaient toutes leurs dimes aux gros décimateurs en échange d'une portion congrue.

(2) Assemblée du clergé de 1758, t. VIII, 1^{re} partie, p. 673-674. Cet arrêt du Conseil visait les arrangements dont la durée ne devait pas excéder la vie du curé contractant.

(3) Assemblée du clergé de 1758, t. VIII, 1^{re} partie, p. 670 et suiv.

(4) Assemblée du clergé de 1760, t. VIII, 1^{re} partie. *Pièces justific.*, p. 313.

(5) Assemblée du clergé de 1762, t. VIII, 2^e partie, p. 1087.

domaine sur les revenus de plusieurs gros décimateurs, notamment des chapitres de Saint-André et Saint-Emilion de Bordeaux. Et il fut décidé que l'amortissement ne serait plus exigé de ces sortes de transactions, et qu'on les soumettrait seulement, à titre de baux supérieurs à neuf années, à un demi-droit de centième denier.

CHAPITRE II

La perception de la dîme.

Les divers modes de perception. — La levée des dîmes.

§ I. *Les divers modes de perception.*

La perception de la dîme est assurément un des côtés les plus intéressants de cette étude. Elle se faisait de deux manières : ou bien le bénéficiaire de la dîme s'occupait lui-même de la recouvrer, ou bien — ce qui avait lieu dans la grande majorité des cas, il la donnait à ferme moyennant un prix en argent. Ce prix payé, le décimateur n'avait plus à s'occuper de rien, la perception ne regardant que le fermier, lequel, comme bien on pense, ne reculait devant rien pour accroître ses bénéfices.

Ce procédé fut celui de toutes les sociétés primitives, celui du pouvoir royal pour une grande partie de ses recettes, et ce n'est pas le moindre mérite de la Révolution que de l'avoir supprimé. Nous n'avons pas l'intention d'en faire la critique : de nombreux ouvrages ont déjà jugé comme ils le méritent les publicains de Rome et les traitants de l'ancienne France. Nous pouvons leur assimiler les fermiers collecteurs de dîmes et les pages qui vont suivre prouveront amplement que les inconvénients du système étaient les mêmes pour la dîme que pour tous les autres impôts.

Perception directe. — La dîme était quelquefois directement perçue par son propriétaire, soit par lui-même, soit par ses domestiques ou journaliers. C'étaient surtout les curés décimateurs qui exerçaient ainsi leurs droits, et une certaine

catégorie de curés : les curés paysans, possesseurs de petites dîmes ou de faibles portions de dîmes, qui s'attachaient avec soin à faire valoir leur temporel, menaient une vie rustique, élevaient quelques bestiaux, fréquentaient les foires et ne jugeaient pas déshonorant de manier eux-mêmes la bêche ou la pioche. L'intérêt de ces pasteurs était bien, en effet, de percevoir eux-mêmes leurs dîmes, à cause de l'exiguïté de celles-ci ; ils n'auraient pu en effet les affermer que pour un prix dérisoire, si toutefois ils avaient trouvé un fermier disposé à prendre une ferme si minime.

Les bénéficiers qui voulaient ainsi exploiter de leurs propres mains leurs dîmes, devaient en faire, en vertu d'un arrêt du Conseil du 2 septembre 1760 ⁽¹⁾, une déclaration, sous forme de publication, au plus tard un mois avant la récolte annuelle, à l'issue de la messe paroissiale, faute de quoi ils étaient passibles d'un double droit de contrôle. Le clergé s'étant plaint de l'exagération de cette pénalité ⁽²⁾, il obtint un arrêt du Conseil du 24 novembre 1775, décidant que cette amende ne serait exigible que pour une seule année et dans l'année de la contravention. On comprend facilement la raison d'être de cette déclaration : il fallait que les décimables fussent prévenus à l'avance pour connaître la personne à qui la dîme devrait être remise.

Affermage des dîmes. — Mais le mode ordinaire de perception était la mise à ferme. En principe, tout le monde pouvait prendre à ferme des dîmes. Il y avait pourtant quelques incapacités : 1° depuis la déclaration de Charles IX du 16 avril 1571 ⁽³⁾, confirmée en 1580 par l'édit de Melun et, plus tard, par Louis XIV dans une ordonnance du 18 juillet 1646 ⁽⁴⁾, les nobles ne pouvaient se rendre adjudicataires de dîmes soit personnellement, soit par personnes interposées,

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1775, t. VIII, 2^e partie, p. 2063.

⁽²⁾ *Ibid.*, *Pièces justif.*, n. X, p. 785.

⁽³⁾ Isambert, t. XIV, 232, n. 151.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. XVII, 59.

sous peine de perte du privilège de noblesse et de tous les avantages qu'il entraînait; de plus, le bail qu'un bénéficiaire aurait passé, en violation de ces dispositions, avec des gentilshommes, était nul de plein droit. Cette prohibition sévère de l'édit de Melun était bien souvent violée; nous en avons des preuves pour la Bretagne : les religieux de Redon, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, avaient déclaré que des nobles s'étaient autrefois fait donner la ferme de plusieurs dîmes, probablement avant que la loi ne l'eût défendu. Mais l'habitude s'était maintenue et ces fermiers, voulant faire renouveler leurs baux, allaient jusqu'à menacer ceux dont ils redoutaient la concurrence ⁽¹⁾.

2° Les officiers de justice étaient frappés de la même incapacité, sous peine de privation de leurs offices et avec impossibilité d'en posséder à l'avenir, toujours en vertu de l'ordonnance de Blois de 1579 et de l'édit de Melun de 1580. On en exceptait toutefois les officiers subalternes, tels que huissiers et procureurs. Il eût été incompatible avec la dignité de la magistrature d'exposer ses membres aux procès et chicanes, et surtout il eût été à craindre que les officiers de justice ne fussent plutôt tentés de suivre leur intérêt que de conserver l'impartialité indispensable à leurs fonctions.

Sauf ces deux exceptions, toute personne avait qualité pour se porter adjudicataire de dîmes. En fait, c'étaient quelquefois des paysans et presque toujours des bourgeois et des ecclésiastiques. Une déclaration du 16 novembre 1723 permettait aux curés à portion congrue de prendre à ferme les dîmes de leurs paroisses et donnait le même droit aux curés codécimateurs pour les portions de dîmes qui leur étaient étrangères et à ceux qui avaient une dîme entière dans leurs paroisses pour les autres dîmes qui y étaient perçues : ainsi,

787. Le curé d'Avensan (département de la Gironde, arrondissement de Lesparre) avait pris à ferme la dîme de sa paroisse appartenant au chapitre de Saint-Seurin ⁽²⁾; en

⁽¹⁾ H. Sée, *op. cit.*, p. 170, note 1.

⁽²⁾ Arch. départ. de la Gironde, G 1517.

1779, le curé de Quinsac (Gironde, arrondissement de La Réole), était fermier de la portion de dîme de sa paroisse appartenant à l'archevêque de Bordeaux ⁽¹⁾.

Pendant quelque temps les curés avaient joui d'une espèce de droit de préférence pour la prise à bail des dîmes de leurs paroisses : un édit de juin 1577 avait consacré ce droit. Mais il souleva, de la part du clergé, de telles plaintes que dès décembre 1606 ⁽²⁾ Henri IV décida que les gros décimateurs pourraient bailler leurs dîmes à telles personnes que bon leur semblerait sans que les curés y puissent prétendre aucune préférence : et cette règle subsista jusqu'à la fin.

Ce fait, pour un ecclésiastique, de prendre à ferme une dîme, n'était pas un acte de dérogation à son privilège en matière d'impôts : et il restait quand même exempt de la taille. La déclaration de 1723 l'avait expressément stipulé : « Quoique les règlements rendus sur le fait de nos tailles » aient borné le privilège des ecclésiastiques à la seule culture des héritages dépendant de leurs bénéfices, et de ceux » qui leur sont échus par donation ou succession en ligne » directe, qu'ils peuvent faire valoir par leurs mains... cependant on a toujours regardé avec beaucoup de faveur les curés » à portion congrue qui prennent à ferme les dîmes de leurs » paroisses ainsi que les curés décimateurs qui, n'ayant que » des portions de dîmes de leurs paroisses, prennent à ferme » les autres portions lorsqu'elles sont indivises... Voulons et » nous plait... que les curés puissent prendre à ferme les » dites dîmes ou les dites portions indivises d'icelles, sans » que, pour raison desdites fermes, ils soient censés faire » acte dérogeant à leur privilège, ni qu'ils puissent être » imposés à la taille ».

Malgré cette déclaration, les collecteurs des tailles tentèrent souvent d'imposer les curés congruistes qui avaient pris à ferme les dîmes de leurs paroisses : de vives réclamations

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 217.

⁽²⁾ *Isambert*, t. XV, 310, n. 184.

en résultèrent, et l'Assemblée du clergé de 1725 ⁽¹⁾ (rare occasion dans laquelle une assemblée du clergé prit le parti des curés congruistes, parce qu'il ne s'agissait pas, en l'espèce, de nuire aux gros décimateurs), supplia le Roi de mettre un terme à de tels abus, absolument contraires aux dispositions légales. Elle fut entendue, et défense fut faite de taxer à la taille cette catégorie de fermiers de dîmes.

Bien entendu, l'exemption contenue dans la déclaration du 16 novembre 1723 ne devait pas s'étendre, en dehors des dîmes, aux biens ecclésiastiques ou non, que les curés pouvaient faire valoir, et pour lesquels ils restaient imposés, suivant le droit commun.

Lorsque les adjudicataires des dîmes étaient des laïques, ils étaient et restaient taillables; la dîme était pour eux un revenu, une source d'enrichissement : or le fisc imposait le revenu sans avoir égard à son origine. Une conséquence intéressante, c'est que le prix du bail diminuait nécessairement en raison de la taille à laquelle le fermier était sûr d'être imposé et que les fermiers ecclésiastiques étaient dans une situation préférable, puisque, exempts de taille, ils pouvaient offrir des prix plus élevés. Il y avait là une inégalité qui finissait par tourner au détriment des gros décimateurs, et il n'en fallut pas plus pour soulever les protestations du haut clergé. Les Assemblées de 1750 et 1755 ⁽²⁾ représentèrent qu'il n'y avait aucune raison de soumettre à la taille les fermiers de dîmes, mêmes laïques, puisque les revenus ecclésiastiques, provenant de ces dîmes, avaient été maintes fois déclarés exempts de taille : et que, en attendant que cette exemption pût être accordée, il importait que l'imposition fût calculée, non sur la totalité du prix du bail, mais seulement sur le bénéfice des fermiers, que l'on pouvait évaluer au dixième environ de ce prix. Le Roi protesta de ses bonnes intentions, mais en réalité ne songeait nullement à accorder

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1725, Cahier du Roi, art. VII.

⁽²⁾ Assemblée du clergé de 1755, Cahier au Roi, art., 7, t. VIII, 1^{re} partie, *Pièces justific.*, p. 213.

au clergé l'exemption demandée, ce qui eût diminué d'autant le produit de la taille.

Vingt ans plus tard, en 1775 ⁽¹⁾, le clergé se fonda sur un arrêt de règlement de la Cour des Aides du 7 septembre 1770, pour renouveler ses réclamations. En vertu de cet arrêt, les ventes, adjudications et usages de coupes de bois, récoltes de prés et vignes, pêches des étangs ou autres produits de même nature, ne pourraient donner lieu d'imposer à la taille, dans le lieu de leur emplacement, « les propriétaires ou adjudicataires non domiciliés, ceux qui les auraient achetés ou vendus, ou qui en aurait entrepris l'usage, récolte ou pêche, à autre titre que celui de ferme ». Bien que la dîme n'y fût pas implicitement comprise, l'archevêque de Narbonne fit valoir que, de même qu'il était contraire à la justice d'imposer à la taille les adjudicataires des fruits appartenant à des taillables, de même il serait injuste de le faire pour ceux des fruits appartenant à des non taillables. Le rapporteur présentait les protestations du chapitre de Beauvais et d'un grand nombre de bénéficiers normands : les tribunaux avaient d'ailleurs été saisis de la question, et l'avaient en général tranchée en faveur des adjudicataires : en 1759, une sentence de l'élection d'Arques avait décidé que ceux-ci seraient biffés des rôles des tailles et condamné les collecteurs ; en 1765, sentence semblable de l'élection d'Andely, en faveur du chapitre collégial de cette ville. Mais l'imposition n'avait pas moins continué d'être perçue, puisqu'à cette date de 1775 le même chapitre d'Andely était encore en instance pour une question identique à celle qui avait été jugée en 1765, et les adjudicataires des dîmes du chapitre d'Evreux avaient été aussi imposés en 1772. L'assemblée décida d'envoyer au Roi un mémoire pour lui faire connaître la répartition injuste et arbitraire de la taille sur les adjudicataires des dîmes : mais le Roi n'était pas plus pressé qu'en 1775 de supprimer cette source de revenus, et la Révolution arriva avant qu'il n'ait été fait droit aux réclamations du clergé.

(1) Assemblée du clergé de 1775, t. VIII, 2^e partie, p. 2490.

Nous savons donc qui pouvait se porter adjudicataire ; nous allons voir comment se faisait l'adjudication. Les décimateurs faisaient imprimer un placard donnant la liste de tous les fonds sur lesquels ils exerçaient leur droit, avec l'indication de leurs limites, tenants et aboutissants. Tous ceux qui avaient l'intention de prendre à ferme quelqu'une ou la totalité de ces dîmes, devaient se trouver tel jour et à telle heure au lieu indiqué par l'affiche, où il serait procédé aux enchères. Ainsi, le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux priait ceux qui avaient l'intention d'enchérir « de se trouver le » jour et feste de saint Clair, le premier de juin, et le jour » de saint Barnabé, l'unziesme du dit mois, dans le cloître » de l'église Saint-Seurin » (1).

Entre le décimateur et son fermier était alors passé un contrat par devant notaires (2). L'adjudicataire donnait une petite somme comme pour confirmer l'engagement qu'il contractait, le denier à Dieu, ainsi nommé parce que l'intention des parties était qu'elle fût consacrée à quelque usage pieux, par exemple donné aux pauvres. Très souvent d'ailleurs cette institution avait été détournée de son but, et les pauvres ne voyaient plus une parcelle des deniers à Dieu ; les Cahiers sont nombreux à réclamer que ces sommes soient applicables aux pauvres du lieu dont relève la dîme qui en est grevée (3).

Ordinairement les baux avaient une durée de neuf ans. Le mode de paiement consistait soit en une somme d'argent payée en une seule fois, soit en une rente versée à diverses échéances fixées par le contrat ; le 23 avril 1728, Mgr d'Argenson, archevêque de Bordeaux, affermais les dîmes de Saint-Germain du Puch et de Nérigean pour 700 livres payables à

(1) *Arch. départ. de la Gironde*, G 1081.

(2) Ces baux, comme d'ailleurs tous ceux des revenus des gens de mainmorte, devaient être passés par devant notaires et contrôlés, à peine de 200 livres d'amende. Plusieurs déclarations en avaient décidé ainsi, notamment celles des 19 mars 1696, 14 juillet 1699 et 20 mars 1708. Voir un exemple de ces baux dans nos *Pièces justifiées*, pièce n° III ; Guyot, *Rép. de jurispr.*, art. *Bail*, t. II, 60 et suiv.

(3) Principalement en Flandre : Voir, par exemple, les Cahiers des paroisses de Killem, Warhem, Coudekerque, Ghywelde, La Whastine (départ. du Nord, arrond. de Dunkerque), Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, *passim*.

Noël et à Pâques, au sieur Delage, marchand à Bordeaux, pour neuf années ⁽¹⁾. Le prix était le plus souvent payé en argent; mais il pouvait fort bien l'être en nature, ou des deux manières à la fois; ainsi la dîme de Gabarnac fut affermée le 15 juin 1788 par le curé décimateur au sieur Massieu pour une somme annuelle de 1.500 livres payable en deux termes de six mois, plus dix boisseaux de froment, cent gerbes de paille et un tonneau de vin rouge ⁽²⁾. Ordinairement, il était d'usage que le fermier fournît une sûreté personnelle au paiement de son prix, caution présente au contrat et qui s'engageait à en payer le prix au cas d'insolvabilité du débiteur, ce qui arrivait du reste quelquefois; le 16 juin 1703, sommation fut ainsi faite à Gabriel Bouquey, ancien maire de Saint-Emilion, habitant de Saint-Laurent de Combes, et caution du fermier de la dîme de Saint-Hippolyte d'avoir à payer une année de ferme ⁽³⁾.

Il pouvait arriver que, par suite de circonstances imprévues au moment du contrat, telles qu'intempéries ou autres fléaux semblables, le produit de la récolte fût notablement diminué ou même anéanti. Le contrat n'ayant plus alors ni cause ni objet, l'équité et la logique exigeaient qu'il fût résilié et le prix restitué. Si le préjudice n'était que partiel, les intéressés, s'ils le préféraient, pouvaient diminuer simplement le prix du bail. Ainsi, dans l'été de 1733, la grêle causa de nombreux ravages dans le Bordelais et le prix de la ferme des dîmes de Listrac, appartenant au chapitre de Saint-Seurin, fut réduit de 1.100 à 600 livres ⁽⁴⁾. Les fermiers du même chapitre évaluaient, après une forte gelée du 17 avril 1758, à la moitié de la récolte les pertes des vignes de Boscq-Gajac, paroisse de Saint-Médard, et à 30 tonneaux de récoltes pour les dîmes de Listrac, c'est-à-dire à 2 tonneaux de dîmes

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 217, départ. de la Gironde, arrond. de Libourne.

⁽²⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, Q 884.

⁽³⁾ *Ibid.*, G 1030, départ. de la Gironde, arrond. de Libourne.

⁽⁴⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1013, arrond. de Bordeaux.

(celles-ci étant au seizième) et, se fondant sur cette estimation, demandaient une réduction du prix de leur bail ⁽¹⁾.

Certains baux prévoyaient soigneusement de telles circonstances et établissaient les risques, droits et devoirs respectifs des parties : le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux, dans tous ses baux, avait l'habitude de procéder ainsi; en 1710, les chanoines avaient établi dans ce but un règlement général d'après lequel le chapitre n'était tenu que de trois cas fortuits : grêle, gelée et invasion d'ennemis, pourvu toutefois que le dommage éprouvé excédât le tiers de la récolte. Si le dommage provenait d'une autre cause, les fermiers devaient se rendre au chapitre dans un délai de neuf jours pour faire part des pertes subies et ils avaient le droit d'option entre la résiliation du bail ou la diminution de son prix ⁽²⁾.

Le bail pouvait comprendre toute la dîme, ce qui était le cas le plus fréquent, mais il pouvait aussi n'avoir été fait que pour certains fruits. Ainsi, dans beaucoup de paroisses de la région de Bordeaux, la dîme des agneaux s'affermait séparément; le 8 mai 1705, la dîme des agneaux de la paroisse de Saint-Seurin fut affermée pour trois ans, à raison de 30 livres par an ⁽³⁾.

Le même bail pouvait aussi comprendre, outre la jouissance des fruits décimaux, celle d'autres droits tels qu'agrier, terrage, champart, ou l'exploitation de biens fonds, le tout pour un seul prix.

Le fermier d'une dîme avait le droit de la sous-affermer; nous en avons un exemple pour celle de l'abbé de Sordes à Habas ⁽⁴⁾. Dans ce cas, un contrat était passé entre le fermier et le sous-fermier semblable à celui qui était intervenu entre le décimateur et le premier fermier. Mais le sous-fermier n'avait aucun rapport avec le décimateur et vis à-vis de ce dernier, le fermier initial restait seul responsable et conti-

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1081.

⁽²⁾ *Ibid.*, G 465.

⁽³⁾ *Ibid.*, G 1011, départ. de la Gironde, arrond. de Blaye.

⁽⁴⁾ Abbé C Daugé, *Habas, son histoire*, p. 117.

nuait à supporter les risques sauf à prendre des arrangements spéciaux avec le sous-fermier.

Il existait en Lorraine une coutume curieuse : les fermiers des dîmes avaient à leur service des domestiques nommés « pauliers » ⁽¹⁾, (du mot lorrain « paulx » ou fourche, car c'était l'outil habituel du collecteur des dîmes qui s'en servait pour ramasser les gerbes). Le paulier était proposé par le décimateur aux habitants qui, s'ils l'agréaient, lui faisaient prêter serment de bien remplir son office. Le paulier n'était pas un fermier, mais un simple préposé; il ne devait être ni parent ni allié du fermier pour n'être pas intéressé dans la ferme des dîmes qu'il levait. Il avait ordinairement comme rémunération la « redîme » ou dixième partie des fruits décimaux qu'il recueillait.

Dans les Cévennes, ce préposé s'appelait « courriol » mot provençal signifiant « coureur »; il était désigné par le décimateur, et il faut croire que ce choix ne présentait pas toujours toutes les garanties voulues, car nous voyons plusieurs cahiers, notamment celui d'Arpaillargues ⁽²⁾, demander que le courriol soit désormais nommé par la communauté et assermenté par le juge de chaque lieu.

§ II. *La levée de la dîme.*

Principes généraux. — Le contrat passé, le prix payé et toutes les questions de détail réglées, le fermier percevait la dîme lui-même, ou le plus souvent par des collecteurs.

Deux principes généraux présidaient à cette perception : 1° la dîme était quérable : c'était au décimateur ou au fermier à venir la chercher dans les champs sans que le propriétaire eût à se déranger; 2° elle se payait en nature. D'ailleurs chacun de ces principes comportait des exceptions.

Il y avait d'une part des paroisses où la dîme était porta-

⁽¹⁾ Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 198.

⁽²⁾ Bligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, 58, départ. du Gard, arrond. d'Uzès.

ble, les habitants devant la transporter dans la grange du décimateur ou les greniers du fermier : ainsi, les paroisses du Puget et de Montauroux ⁽¹⁾, dans la sénéchaussée de Draguignan, de Villegomblain dans le bailliage de Romorantin ⁽²⁾, étaient dans ce cas : ajoutons du reste que c'était assez rare. Une règle contraire eût rendu la dîme tout à fait impopulaire, car les cultivateurs auraient été forcés d'employer une partie de leur temps et leurs animaux à transporter les dîmes à des endroits souvent fort éloignés de leurs champs.

D'autre part, le paiement en nature comportait aussi des dérogations, cette fois assez nombreuses. Sans parler de la pratique assez large des abonnements sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir plus tard, certaines dîmes s'acquittaient très souvent en argent, notamment les menues dîmes, la dîme du vin ⁽³⁾ et surtout les dîmes de charnage : il était beaucoup plus commode de payer une petite somme d'argent par tête de bétail, quand il n'y avait pas assez de têtes dans un troupeau pour y dîmer au taux général des autres produits ; ainsi une dîme d'un douzième sur un troupeau de dix agneaux se payait plus aisément sous forme de quelques sols par tête. Mais la règle était que la dîme se payait en nature, règle plus forte que l'usage (ce qui doit attirer l'attention en notre matière) à en juger par quelques arrêts desquels il ressort que dans un lieu où on avait l'habitude de payer la dîme en espèces, un décimateur pouvait fort bien exiger qu'elle lui fût payée en nature ⁽⁴⁾.

(1) Mireur, *op. cit.*, p. 330 et 355, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

(2) Lesueur et Cauchie, *op. cit.*, t. I, 547, départ. du Loir-et-Cher.

Voir également la paroisse des Alleuds Saint-Aubin, départ. du Maine-et-Loire, arrond. d'Angers, dans Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, publiés par C. Port.

(3) Le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux, en vertu d'une convention passée le 9 septembre 1708 avec les propriétaires des vignes de ses dimeries, avait fixé la quotité de la dîme du vin au seizième, à prendre non logé, à moins que ces propriétaires ne préférassent la payer en argent au taux de 6 livres par tonneau. *Arch. départ. de la Gironde*, G 1080.

(4) Arrêt du Parlement de Paris du 28 février 1750 en faveur du curé de la paroisse d'Orge contre les habitants. Arrêt de la même Cour du 5 mai 1780, en faveur des religieuses d'Hautvilliers, décimatrices de Pierry, en Champagne. Denisart, *op. cit.*, t. VI, 489.

Quelques autres règles — absolues celles là — présidaient au paiement de toutes dîmes. La plupart dérivait de cette idée que la dîme était l'aliment des pasteurs (notion que nous avons déjà rencontrée à propos de la portion congrue). Il s'ensuivait qu'elle était considérée comme la première charge de la terre et levée, comme telle, avant tous autres droits seigneuriaux qui consistaient comme elle en un prélèvement d'une portion de fruits, le terrage, l'agrier, le champart. Plusieurs arrêts en avaient décidé ainsi, notamment un arrêt du Parlement de Paris du 12 mars 1714 pour le terrage ⁽¹⁾ et un autre de la même Cour, du 10 mars 1719 ⁽²⁾, pour le champart.

Autre conséquence de la notion précédente : la dîme était insaisissable, au moins à l'égard des créanciers du propriétaire du fonds décimable (nous avons vu plus haut que la saisie des dîmes pouvait être employée par l'autorité civile, pour contraindre un décimateur à exécuter des réparations indispensables à l'église paroissiale : mais c'était tout à fait exceptionnel, et il fallait y voir non pas une voie d'exécution, mais une mesure coercitive). Ajoutons que le décimateur bénéficiait, en raison de sa dîme, d'un véritable droit de préférence sur tous les autres créanciers du décimable, et que la dîme était incompensable, c'est-à-dire qu'on ne pouvait se prévaloir d'une créance contre le décimateur pour en refuser le paiement.

Une autre règle qui a son importance, c'est que cette redevance devait être acquittée intégralement, sans aucune déduction des frais de semences ou d'exploitation : quelques exceptions purement locales, et sans grande importance, n'affaiblissaient nullement la portée de ce principe : dans le diocèse de Montpellier, on défalquait, sous le nom de « raube », une certaine quantité de gerbes que les moissonneurs prenaient pour se faire des abris et le décimateur n'exerçait pas son droit sur elles. Dans quelques cantons d'Auvergne et du

⁽¹⁾ Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, art. *Dixme*.

⁽²⁾ *Ibid.* La dîme devait même se percevoir avant le cinquantième (art. 7 de la déclaration du 5 juin 1725).

Gévaudan, on prélevait de même une quarantaine de gerbes dans chaque « septerée de terre » et on ne payait la dîme que du surplus : c'était le droit de « léger » ⁽¹⁾.

Police de la perception. — Quant aux prescriptions relatives à la perception proprement dite, à ce que nous pourrions appeler la police de la levée des dîmes, elles étaient toutes contenues dans les articles 49 de l'ordonnance de Blois de 1579, et 29 de l'édit de Melun de 1580; elles furent d'ailleurs dans la suite reproduites par de nombreuses dispositions légales et arrêts de jurisprudence, mais sans qu'il y soit apporté de modifications importantes.

La dîme devait se lever à la mesure de la justice royale du lieu, et non aux mesures seigneuriales locales, qui ne pouvaient avoir d'effet qu'à l'égard des vassaux ou censitaires des seigneurs.

Tous les tenanciers de terres, quels qu'ils fussent, propriétaires ou possesseurs à n'importe quel titre, étaient tenus d'avertir le ou les décimateurs de leurs paroisses respectives du jour où ils comptaient faire leurs récoltes. Cette signification se faisait sous forme de publication au prône de l'église paroissiale le dimanche précédent : elle pouvait aussi se faire, en vertu de l'édit de 1693 (art. 32), hors de l'église, à l'issue de la messe paroissiale, et par un officier de justice. Son but était de permettre aux décimateurs ou à leurs fermiers de se trouver au moment voulu sur les champs, ou d'y envoyer leurs préposés : elle était devenue nécessaire depuis la suppression du ban des moissons.

Le décimateur ainsi prévenu, il était interdit au propriétaire de rien enlever de sa terre, pas même sa propre part de récolte, avant que le collecteur de la dîme n'y fût passé. Plusieurs décimables avaient d'ailleurs contrevenu à cette défense de l'ordonnance de Blois en enlevant leurs grains la nuit, tout en laissant la dîme; un arrêt du Conseil du 2 août 1738 condamna cette pratique en édictant des pénalités très

(1) L. Durand, *op. cit.*, p. 91.

sévères ⁽¹⁾ : confiscation de tous les grains enlevés, des chevaux et harnais qui auraient servi à l'enlèvement ; enfin amende de 30 écus pour la première fois, du double et même du triple au cas de récidive.

Il fallait cependant protéger les décimables contre les vexations, les caprices toujours possibles des collecteurs : aussi lorsque ces derniers ne se présentaient pas au jour fixé, on les appelait ordinairement par trois sommations successives, et si une heure après la dernière ils ne se présentaient pas, on pouvait enlever sa propre récolte tout en laissant la dîme sur le terrain même où les grains avaient été recueillis ; et cela tournait encore au détriment des communautés qui étaient obligées d'avoir un surveillant dont la fonction fût spécialement de veiller, jour et nuit, à ce que les grains ne fussent pas enlevés ou détruits d'une manière quelconque : nous dirions aujourd'hui un garde-champêtre, on disait alors un « messier » et quelquefois un « messayer ». Mais le décimateur en retard assumait tous les risques d'intempéries, au cas échéant, puisque le cultivateur devait laisser les gerbes sur place. De cette obligation résultait un autre inconvénient pour les décimables, car ils ne pouvaient faire pâturer leurs bestiaux dans le champ où restait la dîme, sous peine d'être condamnés à la restitution intégrale de la dîme et à des dommages-intérêts. D'ailleurs, la portée de cet inconvénient fut réduite, car il fut décidé que trois jours après avoir enlevé leurs propres récoltes, ils pourraient reconduire les animaux dans le champ, même si la dîme s'y trouvait encore.

Chaque cultivateur devait, en faisant sa propre récolte, préparer la dîme de façon que les gens du décimateur n'eussent qu'à l'enlever ; la moisson coupée, il la mettait en gerbes dont il faisait des tas égaux plus ou moins considérables suivant le taux de la dîme ; si elle se payait au onzième, au treizième, au quinzième, les tas étaient faits de 10, 12, 14 gerbes et s'appelaient dizains, douzains, quatorzains, et la

(1) Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o *Dîme*.

gerbe restante était mise du côté du tas pour le décimateur. Il pouvait arriver que la part de celui-ci étant faite, il restait des gerbes, mais pas suffisamment pour qu'on pût les imposer au taux en usage : ainsi, le taux étant par exemple du onzième, s'il y avait 59 gerbes, la part du décimateur était de cinq gerbes ; mais exerçait-il aussi son droit sur les quatre gerbes restantes, sur ce que l'on appelait le « nombre rompu » ? Si ce surplus était resté en dehors de la dîme, il en eût certainement résulté des tentatives de fraude, car le laboureur aurait fait ses gerbes de manière à ce qu'il y eût beaucoup de restes non décimables ; aussi dimait-on les « nombres rompus » ; cela avait été expressément ordonné au siècle précédent par deux déclarations des 17 mai 1611 et 7 juin 1617 ⁽¹⁾, restées d'ailleurs sans enregistrement ; et au XVIII^e siècle par un arrêt du Parlement de Paris du 7 juillet 1702 ⁽²⁾ qui avait reproduit leur teneur en faveur du curé de Saint-Rémy-l'Honoré, ainsi que par un arrêt du Grand Conseil du 8 mars 1727 au profit du prieur de Saint-Pierre-le-Moutier. Ajoutons qu'une pratique contraire se rencontrait dans quelques paroisses bretonnes, notamment à Saint-Aubin d'Aubigné (sénéchaussée de Rennes) ⁽³⁾ : la dîme s'y percevait au onzième et les paroissiens étaient dans la possession de ne pas payer la dîme de ce qui surpassait la onzième gerbe au bout de chaque sillon ; les collecteurs recomptaient sur le sillon voisin : cet usage s'appelait le raboutage. L'abbaye de Saint-Sulpice qui percevait les grosses dîmes dans cette paroisse essaya de le supprimer, et obtint même en 1758 une décision de justice conforme à sa prétention. Mais les fermiers de la dîme n'osèrent l'appliquer, ce qui nous permet d'en conclure que le raboutage était une pratique très ancienne et probablement très répandue dans cette région ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Mém. du Clergé*, t. III, cap. 1, p. 25-26.

⁽²⁾ Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o *Dixme* ; Saint-Rémy-l'Honoré, départ. de Seine-et-Oise, arrond. de Rambouillet ; Saint-Pierre-le-Moutier, départ. de la Nièvre, arrond. de Nevers.

⁽³⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. II, 146. Cahier de Saint-Aubin d'Aubigné, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽⁴⁾ On peut en rapprocher le « Recomptage » lorrain, qui consistait à compter

Le collecteur des dîmes, de son côté, avait des obligations, et il ne pouvait notamment entrer dans le champ qu'en présence du propriétaire : mesure indispensable, car les fraudes étaient encore beaucoup plus fréquentes de sa part que de celle du décimable. D'ailleurs toute tentative était sévèrement réprimée, et quiconque d'un côté ou de l'autre croyait en être victime, était admis à employer tous les moyens pour la découvrir; ainsi ce curé d'un petit village voisin de Nogent-sur-Seine qui, soupçonnant qu'on ne lui payait pas intégralement sa dime des vendanges, se fit autoriser par une ordonnance du juge de Nogent de 1779, à avoir des marqueurs pour constater le nombre de hottées de vendanges entrant chez chaque particulier ⁽¹⁾.

Règles spéciales concernant certaines dîmes. — Telles étaient les principales règles pour la perception de la dime des grains : elle se levait ainsi le plus souvent sur le champ, sous formes de gerbes. Mais il pouvait arriver que le décimateur exerçât son droit non pas sur le sol lui-même qui avait produit les grains, mais dans la cour de la ferme où dans la grange; ailleurs, on dîmait au grenier, le grain étant battu, procédé qui avait un double avantage : il épargnait au décimateur les frais de battage, toujours assez élevés, et il conservait au décimable la jouissance de ses pailles, ce qui n'était pas à dédaigner comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin. Mais nous pourrions répéter ici ce que nous avons dit à l'occasion du paiement en nature : l'acquittement de la dime sur le champ et sous forme de gerbes était le droit commun, et un décimateur pouvait toujours exiger qu'elle fût ainsi faite quand il n'en résultait pas d'ennui pour les décimables ⁽²⁾.

les dernières gerbes d'un champ, celles qui ne faisaient pas un tas complet, pour les dimer-avec celles du champ voisin. Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 198.

⁽¹⁾ Denisart, *op. cit.*, t. VI, 495.

⁽²⁾ Arrêt du 19 août 1758 en faveur des décimateurs de Rigny-Saint-Martin en Champagne, qui prétendaient que la dime des pommes de terre s'était payée jus-

Le procédé de perception était un peu différent pour les dîmes du vin et de charnage, en raison même de leur nature. Celle du vin pouvait être acquittée de deux façons : soit à la vigne sous forme de raisin, soit au pressoir sous forme de vin. Ce dernier procédé était plus simple, plus rapide, moins coûteux et évitait des pertes dans la quantité et la qualité : aussi était il plus fréquent que l'autre. Le décimateur était alors obligé d'apporter dans la cave du décimable le ou les tonneaux nécessaires à l'enlèvement du vin ⁽¹⁾. Lorsque la dîme était ainsi payée, la question était discutée et diversement jugée de savoir si elle devait être perçue sur le vin payé au pressoir pour droit de pressurage car les habitants étaient forcés d'avoir recours au pressoir seigneurial pour faire leur vin, ce qui donnait lieu au versement d'une redevance ordinairement en nature. En général le Parlement se prononçait pour la négative sous prétexte que le droit de pressurage était le paiement d'une industrie non sujette à la dîme.

Quant aux dîmes de charnage, lorsqu'elles étaient acquittées en nature, elles devaient l'être à des époques déterminées, variables suivant l'époque de naissance des animaux qui y étaient soumis : celle des agneaux, en mai au plus tard, celle des cochons, six semaines après leur naissance. Pour les bêtes à laine, la question se compliquait : fallait-il tout d'abord percevoir la dîme sur les brebis comme sur les agneaux ; et fallait-il y soumettre la laine seule, ou ne pas séparer la laine de la bête ? Il y eut à ce sujet beaucoup de discussions et de procès. D'une manière à peu près générale, la solution suivante avait été adoptée : les agneaux acquittaient les deux dîmes de charnage et de lainage, tandis que les brebis n'acquittaient que la seconde ; quelquefois même,

que-là dans les maisons des particuliers. Les décimateurs voulaient au contraire la lever sur le champ. Denisart, *op. cit.*, t. VI, 493.

(1) Il en avait été ainsi jugé par un arrêt du Parlement de Paris du 10 mai 1758, en faveur de M^e Prodron, procureur fiscal au hailliage de Gié contre les Mathurins de la Gloire-Dieu, gros décimateurs de Gié (Champagne). Denisart, *op. cit.*, t. VI, 493.

elles en étaient exemptes, notamment en Normandie où le principe était communément établi que « l'agneau acquittait sa mère de la toison » ⁽¹⁾ : de sorte que les décimateurs ne pouvait y exercer leur droit que sur les agneaux ou sur les brebis. En Berry, on distinguait trois catégories dans les bêtes à laine : 1° les agneaux qui, nés en décembre, janvier et février, n'étaient pas encore capables en mai et juin suivant d'acquitter la dîme de la laine ; 2° les « vassives et vassivaux » ou « moutonats » c'est-à-dire les agneaux de deux ans, capables d'acquitter cette dîme ; 3° enfin les agneaux de trois ans et les brebis. Les agneaux acquittaient les deux dîmes de charnage et de lainage ; les vassives et vassivaux ne payaient rien et les brebis ne payaient que la dîme de lainage, pourvu toutefois qu'elles aient passé dans la dîmerie l'hiver précédent ⁽²⁾.

Coutumes particulières. — A côté de ces pratiques, que nous pouvons considérer comme les pratiques le plus généralement répandues pour la levée de la dîme, certaines cours avaient été amenées, à la suite de procès survenus entre les intéressés, à adopter des dispositions complémentaires, quelquefois contraires, qui faisaient loi dans leurs ressorts. Ainsi, le Parlement de Bordeaux défendait de payer ailleurs que dans le champ, à moins d'un titre contraire ⁽³⁾. Par arrêt de règlement du 17 juillet 1705 ⁽⁴⁾, il avait fixé en détail la perception des dîmes : tout ce que nous avons dit jusqu'ici y était valable pour le froment, seigle, méturre, avoine, orge. Pour le millet et le blé d'Espagne, la dîme devait s'en prendre par sillon « commençant par un bout et finissant par l'autre ». Pour la vendange, le juge de chaque paroisse, sur

⁽¹⁾ Arrêts du Parlement de Normandie des 16 mai 1619 et 6 juillet 1684.

Bridrey, *op. cit.*, t. II, 325 : paroisse de la Haye d'Ectot, départ. de la Manche, arrond. de Valognes.

⁽²⁾ Durand, *op. cit.*, p. 79.

⁽³⁾ Arrêts divers rendus par le Parlement de Bordeaux de 1714 à 1718 et rapportés par de Salviat, *op. cit.*, t. I, 352.

⁽⁴⁾ Arch. départ. de la Gironde, G 3145.

l'avis des principaux habitants, devait indiquer le temps auquel on commencerait probablement à vendanger, outre la déclaration nécessaire des habitants. Défense était faite de procéder à aucune récolte un dimanche ou jour de fête, à moins d'en avoir obtenu la permission exceptionnelle. Pour les agneaux et chevreaux, la dime devait s'en prendre le jour de la Madeleine, dans les parcs des habitants.

En Lorraine, la grosse dime se percevait toujours au champ ; le laboureur faisait les « tréseaux » (tas) alternativement de cinq et six gerbes, suivant que la dime était au onzième ou au douzième et il en abandonnait au décimateur « une de chaque deux tréseaux ». Les agneaux payaient la dime à la Saint-Georges ⁽¹⁾.

Dans plusieurs paroisses flamandes, les moissonneurs devaient mettre les gerbes en rangées, le long des sillons et le décimateur désignait trois rangées à son choix dont il percevait la moitié ⁽²⁾.

En Anjou, la dime était quelquefois portable, par exemple dans la paroisse des Alleuds Saint-Aubin ⁽³⁾, où le cultivateur ne pouvait enlever du champ sa propre part de grains avant d'avoir transporté gratuitement dans les granges du prieur des Alleuds Saint-Aubin, gros décimateur, ce qui lui était dû. Après que les contribuables avaient averti le décimateur que leurs gerbes étaient prêtes, celui-ci envoyait un préposé à cheval avec une petite fourche de fer (nous retrouvons ici le paulier lorrain) « pour aller renverser et mettre sur le sillon la douzième gerbe que le décimateur avait le droit de choisir dans le tréseau ou tas de trois gerbes qu'on était dans l'usage de former à mesure qu'elles étaient liées ».

Frais de perception. — Toutes les opérations de perception entraînaient des frais assez considérables, surtout le transport

(1) Abbé Mathieu, *op. cit.*, p. 198.

(2) Par exemple la paroisse de Godewærswelde, départ. du Nord, arrond. de Valenciennes : Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. I, 83.

(3) Abbé Besnard, *op. cit.*, p. 3 et 73.

des fruits décimaux qui nécessitait l'emploi de chevaux, de voitures, d'une main d'œuvre assez nombreuse, d'autant que tous les propriétaires ne récoltaient pas le même jour, ce qui exigeait plusieurs voyages. Ces frais de transport, lorsque la dîme était quérable, étaient à la charge du décimateur, et cela, quelle que fût la distance séparant les granges ou les caves du décimateur du lieu où se faisait la récolte.

Denisart rapporte à ce sujet un arrêt intéressant du Parlement de Paris de septembre 1760 ⁽¹⁾. Un seigneur n'ayant pas de caves dans la paroisse où étaient situées ses vignes faisait transporter ses vendanges à son domicile fort éloigné de là. Il somma les décimateurs de s'y trouver, faute de quoi il laisserait la dîme sous forme de raisin au pied des vignes. Ceux-ci protestèrent, alléguèrent que l'usage de la paroisse avait toujours été de payer la dîme en vin, et que, d'autre part, il leur coûtait trop cher de se rendre au domicile du seigneur pour y prendre leur vin. L'arrêt ne les força pas moins à opter soit pour la dîme perçue en vin à la cave, soit pour celle laissée sous forme de raisin dans la vigne même.

Les dépenses de transport n'étaient d'ailleurs pas les seules ; il fallait avoir un local pour y mettre les gerbes, une « grange aux dîmes », puis, procéder au battage et avoir la main-d'œuvre nécessaire. Nous avons eu quelquefois un aperçu des prix en cours pour l'époque qui nous intéresse : en 1746, le chapitre de Saint Seurin de Bordeaux, pour l'exploitation des dîmes qu'il n'affermait pas, payait les commis et ouvriers à raison de 20 sols par jour ⁽²⁾. A une époque un peu plus reculée, en 1657, les batteurs de grains se payaient dans la région de Bordeaux en moyenne 12 sols par jour, les marqueurs 10 sols ⁽³⁾ ; or, ces prix devaient avoir doublé cent ans après. Evidemment les salaires sont aujourd'hui infiniment supérieurs, mais, pour l'époque, les prix que nous venons de constater représentaient déjà une certaine charge. Remar-

⁽¹⁾ Denisart, *op. cit.*, t. VI, 494.

⁽²⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1080.

⁽³⁾ *Ibid.*, G 1103.

quons d'ailleurs que la perception était surtout onéreuse pour une catégorie de décimateurs, pour les curés qui percevaient eux-mêmes les dîmes ou portions de dîmes peu considérables et qui ne disposaient que d'un outillage restreint.

Les abonnements. — Il nous reste à étudier un procédé de paiement de la dîme assez répandu, l'abonnement. C'était un contrat passé avec le décimateur par lequel on s'engageait à lui payer annuellement soit une certaine somme d'argent, soit une certaine quantité de grains ou de vin; il pouvait être fait par un seul particulier, par un groupe d'habitants ou même par une paroisse entière. Ainsi, le sieur Latour-Baret, possesseur d'une petite terre dans la paroisse de Caudéran, avait contracté pour sa dîme un abonnement moyennant 50 livres par an avec le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux ⁽¹⁾, gros décimateur. Un groupe de particuliers de la paroisse d'Artiguevieille abonnaient aussi la dîme de leurs terres au même chapitre, ce qui lui rapportait une somme annuelle de 1.165 livres ⁽²⁾. L'abonnement pouvait être consenti à titre temporaire (pour quelques années seulement ou pour la durée de la vie du bénéficiaire) ou à titre perpétuel; dans ce derniers cas, il était assimilable à une véritable aliénation et, pour être valable à l'égard des héritiers des contractants, il devait être revêtu des formalités nécessaires : présence de notaires, contrôle, insinuation. Il fallait, en outre, une enquête *de commodo et incommodo* et l'approbation du supérieur du bénéficiaire intéressé, car ce dernier n'étant qu'un simple usufruitier ne pouvait disposer des biens de son bénéfice de son autorité privée au préjudice de son successeur. L'abonnement était désigné, dans certaines régions, par un nom différent : en Bas-Limousin, on l'appelait Proférent ⁽³⁾.

L'abonnement pouvait concerner toutes les dîmes ou cer-

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1517, départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux.

⁽²⁾ *Ibid.*, G 1517, départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux.

⁽³⁾ De Salviat, *op. cit.*, t. I, 356.

tains fruits seulement ; il se payait le plus souvent en argent, mais pouvait aussi être acquitté en nature. Le prix en était versé soit en une seule fois, soit, le plus souvent, à échéances fixes.

C'était un procédé excellent, qui eût très avantageusement remplacé tout autre mode de perception. En effet, d'un côté, il supprimait les inévitables profits que les fermiers cherchaient à réaliser sur leur ferme ; de l'autre, il évitait à ceux qui exploitaient directement tous les frais de perception. Il ne pouvait qu'en résulter une amélioration de la culture des terres ; un ancien contrôleur des vingtièmes, Rouger, l'avait remarqué : « Dans toutes les tournées que j'ai faites pendant » l'espace de vingt et un ans comme contrôleur ambulant » des vingtièmes, disait-il, j'ai constamment remarqué que » les terres les mieux cultivées étaient celles dont les propriétaires avaient obtenu l'affranchissement, ou même » l'abonnement de leur dîme » ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Rouger, *Essai sur la répartition de la taille et des vingtièmes*. Londres, 1788, *Arch. nat.*, AD IX, 470.

CHAPITRE III

Le contentieux des dîmes.

Tout décimateur, pour s'assurer la jouissance paisible d'une dîme, avait deux actions à sa disposition : l'action pétitoire, si la propriété était l'objet du litige, et l'action possessoire, s'il ne s'agissait que de maintenir ou rendre la seule possession. Cette dernière action était double. Si le possesseur d'une dîme était troublé par voie de fait dans sa possession, ou s'il était l'objet d'une opposition ou d'une demande en justice, il intentait la « complainte », dont le but était de le maintenir dans sa jouissance. S'il avait été complètement spolié, la « réintégrande », comme son nom l'indique, avait pour but de le rétablir dans sa possession.

En matière civile, il y avait séparation bien nette entre ces deux actions, possessoire et pétitoire : le juge saisi du possessoire n'avait à juger qu'une question de fait et à rétablir dans sa primitive situation un possesseur troublé, sans avoir à préjuger le fond ni à rechercher si ce possesseur avait un titre de propriété authentique ; et si, ainsi rétabli par un jugement au possessoire, il se trouvait être de mauvaise foi, ce n'est que par un second jugement, rendu au pétitoire, qu'il était tenu de restituer la chose et les fruits et à payer des dommages-intérêts.

Nous allons voir qu'en matière de dîmes les choses se passaient en fait autrement. Quelques juges avaient qualité pour connaître des différends en matière décimale ? En raison du double caractère de la dîme, plusieurs pouvaient y pré-

tendre. Tout d'abord, la dime était une redevance de nature religieuse, dont le triple but — faire vivre les pasteurs, secourir les pauvres et assurer l'entretien des églises — intéressait au plus haut point la religion : c'était une raison pour que les juges ecclésiastiques voulussent connaître des procès qu'elle pouvait soulever, en vertu de la compétence *ratione materiæ*; d'un autre côté, le pouvoir temporel ayant dû de bonne heure intervenir pour assurer le paiement de cette redevance à l'Eglise, les juges laïques s'en faisaient un prétexte pour intervenir également. Charlemagne, dans ses Capitulaires, s'était réservé la connaissance des dîmes ⁽¹⁾, et le deuxième Concile de Soissons reconnut même en 853 la compétence royale ⁽²⁾. Mais l'autorité ecclésiastique, se servant de l'arme redoutable dont elle disposait, l'excommunication, se mêla peu à peu de cet objet et obtint même de Philippe de Valois en 1320 une ordonnance lui reconnaissant cette juridiction. Il n'en fut pas longtemps ainsi.

Dès le début du ^{xiv}^e siècle, l'autorité séculière commença à empiéter sur la compétence des juridictions ecclésiastiques comme elle le fit à l'égard des justices seigneuriales, et cet empiétement ne fit que s'accroître dans la suite : elle se servit, à cet effet, de plusieurs théories commodes, dont la principale fut celle des « cas royaux » : sous prétexte d'assurer l'ordre elle prétendit qu'il était de son devoir de faire cesser les troubles et respecter la possession; cette théorie fut invoquée en matière décimale et les juges royaux acquirent ainsi peu à peu compétence sur le possesseur.

Les juges d'Eglise n'en conservaient pas moins qualité pour connaître des contestations touchant au fond et à l'essence même du droit de propriété, en un mot, au pétitoire. Mais en réalité, c'était illusoire, car l'autorité séculière disposait d'un moyen très fort pour les contraindre à juger comme

⁽¹⁾ Notamment les capitulaires de 801 et 803. Isambert, t. I, 50, n° 33.

⁽²⁾ Une ordonnance de Philippe le Bel, de 1303, avait donné aux juges royaux la connaissance des procès dont les dîmes insolites étaient la cause. Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v° *Dizme*.

elle; c'était l'appel comme d'abus : les parlements cassaient impitoyablement les jugements de l'autorité ecclésiastique non conformes aux décisions des juges séculiers; de sorte qu'en fait, les contestations prenaient fin sur la question du possessoire devant les juges laïques.

Ce résultat fut consacré à la fin du xvi^e siècle par Charles IX; par lettres patentes du 24 juillet 1568, ce prince attribua aux juges royaux en première instance et aux Parlements en appel la connaissance de tous procès sur les dîmes : la déclaration du 16 avril 1571 et l'édit de Melun de 1580 reproduisant ces dispositions qui devaient rester en vigueur jusqu'à la fin. Remarquons d'ailleurs que les officialités s'étaient vu retirer, même au pétitoire, un bon nombre d'affaires, des plus fréquentes et des plus importantes en ce qui concernait les dîmes, notamment sur la quotité, le mode de perception et les fraudes des décimables contre les décimateurs ⁽¹⁾ : de sorte que finalement leurs pouvoirs se réduisaient presque à néant. Au contraire le juge laïque était compétent pour tout ce qui touchait au fait, à la possession ou à l'usage, et nous savons quelle place tenait l'usage en notre matière. Bref le juge laïque était vraiment juge de droit commun.

Tous les juges laïques ne pouvaient, du reste, pas indifféremment connaître des dîmes. Nous avons déjà dit que l'Édit de Melun réservait expressément cette compétence aux juges royaux au premier degré, c'est-à-dire aux bailliages, sénéchaussées, présidiaux, prévôtés et juridictions municipales, en appel aux parlements. Quant aux juges seigneuriaux, ils n'avaient aucune compétence, en règle générale du moins : quelques exemples pourraient être donnés du contraire, en Bretagne notamment, où certaines juridictions seigneuriales conservèrent toujours la connaissance des matières bénéficiales et décimales; mais ils étaient très rares ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o *Dixme*.

⁽²⁾ Giffard, *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 135 et 151 et du Châtelier, *L'agriculture et les classes agricoles en Bretagne...*, chap. vi.

Quant à la portion congrue, les contestations qui s'élevaient à son sujet entre curés et vicaires perpétuels ou gros décimateurs, devaient être portées en première instance devant les baillis et sénéchaux et en appel aux parlements aux termes de lettres patentes du 30 août 1687 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Isambert, t. XX, p. 52.

CHAPITRE IV

Le produit de la dîme.

S'il faut en croire Arthur Young, la dîme était bien moins lourde en France qu'en Angleterre, où elle était perçue « avec une dégoûtante avidité » (1). Malheureusement, le voyageur anglais, que nous avons pourtant constaté très observateur, semble se méprendre sur le fonctionnement de cette redevance en France : « Prélevé en nature, ajoute-t-il, il (cet impôt) n'atteignait jamais un dixième du produit, comme je l'ai appris dans mes voyages ». Nous nous contentons de renvoyer aux quelques pages de ce travail consacrées à l'étude du taux de la dîme ; on y verra que la quotité du dixième s'y rencontre souvent, et même celles beaucoup plus forte du huitième et du septième ; et c'est précisément dans les contrées que Young traversa au cours de ses trois voyages que nous avons observé ces taux : Guyenne, Gascogne, Lorraine, Bretagne, etc. Où l'auteur se trompe peut-être plus grossièrement encore, c'est lorsqu'il prétend que nulle part en France les nouvelles cultures n'étaient soumises à la dîme ; nous avons suffisamment établi que tout produit nouveau était de plein droit décimable, pourvu qu'il ne fût pas compris parmi les objets exempts de dîme par leur nature tels que bois et prairies naturelles, et que les décimateurs en perçussent immédiatement la dîme, afin de ne pas laisser s'accomplir une possession quarantenaire de non prestation

(1) A. Young, *op. cit.*, t. II, 430.

qui seule pouvait rendre une dîme insolite. Même méprise au sujet de la laine qui, suivant Young, ne payait rien : c'était, au contraire, une dîme très répandue, même lorsque les décimateurs avaient déjà exercé leur droit sur les agneaux.

Il se peut que les bénéficiers aient exercé leur droit avec moins d'avidité en France qu'en Angleterre, mais il n'en est pas moins certain que la dîme ecclésiastique réalisait chez nous, à la fin de l'Ancien Régime, un produit considérable qui n'aurait peut-être pas dû être dédaigné en 1789 quand il fallut trouver des ressources immédiates. Tous les cahiers de doléances, il est vrai, n'en demandèrent pas la suppression, beaucoup même en demandèrent le maintien : nous en verrons la raison plus tard ; mais elle constituait une charge fort lourde pour le peuple et tous, sous une forme ou sous une autre, en réclamèrent l'allègement ; les termes qu'ils emploient sont loin de justifier celui de « léger » que le voyageur anglais avait adopté.

Quel était donc le produit de la dîme ? Il est naturellement fort difficile d'arriver à une évaluation certaine de ce que l'Ancien Régime ne parvint jamais à établir exactement. Les éléments ne manqueraient pas pour le faire, au moins approximativement : il faudrait un examen approfondi des états que les intendants, subdélégués, maires et syndics avaient dû dresser de tous les biens fonds ecclésiastiques et de leurs revenus, en vertu de nombreuses circulaires, notamment celle du 23 décembre 1750 ; on pourrait utiliser aussi les déclarations des bénéficiers faites aux juges royaux et officiers municipaux, en vertu des décrets de la Constituante, principalement de ceux des 13 novembre 1789 et 5 février 1790 ⁽¹⁾ ; ou encore les évaluations faites au cours du XVIII^e siècle par le clergé lui-même avec l'aide de ses agents généraux, bien qu'elles soient justement sujettes à caution, le clergé ayant toujours eu intérêt à cacher ses revenus.

(¹) Rondonneau, t. I, 44 et 111.

Enfin, la source la meilleure serait le résultat des nombreuses enquêtes auxquelles procédèrent les directoires des districts en 1790-1791, en vertu du décret des 14-20 avril 1790⁽¹⁾, qui mettait le produit des dîmes dans les caisses des districts.

Mais on conçoit aisément combien un tel travail serait vaste, à quelles difficultés on se heurterait, et on peut considérer comme impossible de faire un tableau complet du produit des dîmes. Néanmoins, on peut en donner autrement une idée : on peut notamment établir une comparaison entre la dîme et les autres impôts, en se servant des évaluations totales qui paraissent le moins sujettes à caution. On peut enfin, en prenant quelques exemples frappants de ce que rapportait la dîme à tel gros décimateur en particulier, de ce qu'elle coûtait à une paroisse, essayer d'en déduire, au moins approximativement, le montant des ressources qu'elle enlevait aux populations rurales et qu'elle donnait à l'Eglise.

Tout d'abord, comparons le rendement de la dîme avec celui des principaux impôts royaux : taille, capitation, vingtièmes. Taine estime que le décimateur et le Roi prenaient à eux seuls la moitié du produit net, si la terre était grande, et tout ce produit, si la terre était petite⁽²⁾. Sans accorder un crédit absolu à cette affirmation évidemment exagérée de l'auteur des *Origines*, nous estimons qu'on pouvait rencontrer des propriétés où la dîme produisait le tiers de ce que produisait la masse des impôts royaux, tailles et accessoires, vingtièmes, capitation, taxes pécuniaires substituées aux corvées, et quelquefois même davantage.

Si nous mettons en regard le produit total de la dîme avec celui des diverses autres taxes, cela ne paraîtra que plus évident. La dîme ecclésiastique, nous le verrons, représentait, tous frais compris, 110 à 120 millions environ. La taille était estimée, en 1784, par Necker, à 91 millions, défalcation faite

(¹) Rondonneau, t. I, 196.

(²) Taine, *Ancien Régime*, p. 457.

des frais de perception, soit 100 millions en en tenant compte ⁽¹⁾. Les deux vingtièmes à peu près, à la même époque, pouvaient produire, en chiffres ronds, 54 millions, et la capitation, 35 millions environ ⁽²⁾.

Donc, la dîme produisait à elle seule plus que l'un quelconque des impôts directs, même que la taille, et elle représentait un peu moins des deux tiers de la totalité de ces contributions. Pour établir une comparaison plus exacte, nous devrions, il est vrai, soit ajouter beaucoup à ces dernières, soit retrancher d'autant à la dîme, puisque tout le monde était en principe décimable, alors que de très nombreux privilégiés échappaient aux autres impôts. Mais le rapprochement n'en est pas moins d'intérêt et on ferait la même constatation si on examinait dans quelques paroisses particulières le rendement de la taille et celui de la dîme; très souvent, le premier n'était que de très peu supérieur au second; quelquefois, il lui était égal et même inférieur. En 1753, la paroisse de Mauvezin (Gers) payait 1.925 livres de taille et 1.800 de dîmes; en 1763, celle de Romestiang (Gers), 970 livres de taille et 800 de dîmes; celle de Bouglon, 6.940 et 8.000 livres; celle de Laressingle, 835 et 2.400 livres ⁽³⁾. Très instructif à cet égard, dans une région toute différente, est le Cahier de la paroisse de Jouques (sénéchaussée d'Aix), où l'archevêque d'Aix, gros décimateur, Mgr de Boisgelin, retirait des seules dîmes 8.400 livres, alors que le Roi ne retirait de l'impôt sous toutes ses formes que 8.100 livres ⁽⁴⁾. Vauban, voulant prouver l'opportunité de son système, fit faire la comparaison du produit de la taille et de la dîme

⁽¹⁾ Necker, *Tr. de l'admin. des finances*, t. II, 318.

⁽²⁾ Boiteau, *Etat de la France en 1789*, p. 362 et 364. Pour les deux vingtièmes et sols pour livre de 1790, 56.996.677 liv. Pour la capitation, en 1749, 33.319.564 liv. et, en 1789, 41 millions et demi. Marion, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime et spécialement au XVIII^e siècle*, 1910.

⁽³⁾ Marion, *Etat des classes rurales au XVIII^e siècle dans la généralité de Bordeaux*, *Rev. des études histor.*, mai et juin 1902. Localités du départ. du Gers, arrond. de Lectoure et de Condom (Laressingle), et du départ. de Lot-et-Garonne, arrond. de Marmande (Bouglon).

⁽⁴⁾ *Arch. Parl.*, 1^{re} sér., t. VI, 308, Cahier de Jouques, départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. d'Aix.

ecclésiastique dans une cinquantaine de paroisses normandes prises dans la même région ; il se trouva que la seconde y excédait la première du tiers : 46.370 livres de taille pour 73.080 de dîme.

Il ne faut pas généraliser et juger de toute la France par quelques exemples choisis à dessein pour prouver la supériorité de la dîme sur tout autre système d'imposition, mais il n'y en a pas moins là un fait digne d'attirer l'attention. Nous avons pu, grâce aux publications récentes des cahiers des paroisses, recueillir quelques chiffres de produit d'impositions à la fin de l'Ancien Régime. Nous donnons, pour deux régions opposées, la Champagne d'une part, la Normandie et la Bretagne de l'autre, un tableau comparatif du produit de chacun des impôts royaux ou de leur total et de celui de la dîme, pour l'année 1787 ⁽¹⁾. Sauf la réserve que nous avons faite plus haut, et relative au nombre des privilégiés, beaucoup plus grand en matière d'impôts royaux qu'en matière de dîme, on peut tirer de la lecture de ce tableau les conclusions suivantes :

Pour la Champagne, sur 36 paroisses envisagées appartenant aux bailliages de Troyes et Bar-sur-Seine ⁽²⁾, nous en trouvons 21, soit plus de la moitié où la dîme produisait à elle seule le tiers ou plus de la masse des impôts royaux réunis : et sur ces 21 paroisses il y en avait 8, soit plus du tiers, où la dîme rapportait aux décimateurs la moitié et plus de ce que taille et accessoires, capitation et vingtièmes rapportaient au Roi, et 4 dans lesquelles elle rapportait plus des deux tiers. Sur les 15 paroisses restantes, 8 produisaient en dîmes de 20 à 30 p. 100 de ce qu'elles produisaient en impositions royales.

Si maintenant nous établissons une comparaison avec chacune de ces impositions en particulier, nous faisons les constatations suivantes :

⁽¹⁾ Voir notre *Pièce justific.*, n° IV.

⁽²⁾ Vernier, *op. cit.*, *passim*. Ces chiffres proviennent de la série C des *Arch. départ. de l'Aube*.

1° Tailles, capitation et accessoires. — 10 paroisses, sur les 36 envisagées, fournissaient aux décimateurs plus de la moitié de ce qu'elles produisaient en taille et capitation réunies (y compris leurs accessoires) et 6 plus des deux tiers; 5 leur fournissaient plus du tiers, 6 plus du quart et 6 plus du cinquième.

2° Vingtièmes. — Observation faite qu'il y avait deux vingtièmes à cette époque, 10 des 36 paroisses en question produisaient en dîme plus qu'en vingtièmes et 4 d'entre elles plus du double; 12 produisaient en dîme plus de la moitié de ce qu'elles produisaient en vingtièmes.

Quant à la Normandie ⁽¹⁾, sur 12 paroisses étudiées, 7 rapportaient en dîme plus de la moitié de ce qu'elles produisaient en impôts royaux et 5 d'entre elles plus des deux tiers, 3 autres plus du tiers.

Avec les 10 paroisses bretonnes également envisagées, nous arrivons à des conclusions identiques. Ici les proportions paraissent au premier abord beaucoup plus fortes encore en faveur de la dîme, mais cela tient à ce que nous n'avons établi la comparaison qu'avec la capitation et les vingtièmes : sur ces 10 paroisses, il y en a 6 où la dîme produit à elle seule plus que la capitation (avec ses accessoires) et les vingtièmes, et 4 pour lesquelles la proportion dépasse même 150 p. 100; 8 où la dîme produit plus de deux fois ce que produit la capitation avec ses accessoires, et 4 où elle est trois fois plus considérable; quant aux vingtièmes, ils sont bien entendu partout dépassés et la dîme leur est jusqu'à trois fois supérieure.

Ces observations sont, semble-t-il, celles que l'on pourrait faire dans beaucoup d'autres régions : elles coïncident d'ailleurs avec ce que nous avons précédemment dit, à savoir que la dîme à elle seule produisait souvent plus que chacun des trois autres impôts isolé (nous faisons observer que dans

(¹) Bridrey, *op. cit.*, *passim* (chiffres provenant de la série C des *Arch. de la Manche*). Voir notre *Pièce justif.*, n. V.

nos tableaux la taille et la capitation sont le plus souvent réunies) et tout près des deux tiers de la masse globale de ces impôts ⁽¹⁾.

Il ne serait pas moins intéressant d'examiner les comptes de quelques gros décimateurs : nous en avons un bon exemple avec le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux ⁽²⁾; le registre tenu en 1787-88 par son receveur indique, pour la seule année 1787, rien qu'en dîmes, une recette de près de 25.000 livres : encore cette somme ne représente-t-elle que le prix des baux des dîmes affermées, la dîme perçue en nature s'augmentant encore des frais de perception et des bénéfices de fermiers, de sorte qu'on pourrait, sans crainte d'exagérer, porter cette somme à 35.000 livres.

Plaçons-nous maintenant au point de vue des décimables, et examinons ce que la dîme en nature leur enlevait. Prenons comme exemple dans la subdélégation de Sainte-Foy, élection de Condom, le groupe des neuf communautés de Gensac, Pessac, Juillac, Flaujagues, Sainte-Radegonde, Massugas, Coubeyrac, Bouffiagues et Listrac, qui toutes payaient la dîme au treizième ⁽³⁾ : en 1761 la dîme y enlevait 620 sacs

⁽¹⁾ Si ces observations sont très souvent confirmées par les faits, elles ne le sont pas, bien entendu, dans tous les cas : très souvent aussi les impôts royaux — les impôts directs, les seuls qui puissent faire l'objet d'une évaluation assez précise — laissaient bien loin derrière eux la dîme, même ajoutée aux redevances seigneuriales. Il faut tenir compte de ce que, surtout à partir du début du XVIII^e siècle, les impôts royaux se sont accrus dans des proportions beaucoup plus considérables que ne le fit la dîme, à la même époque, par suite de l'extension des cultures. Pour ne donner qu'un exemple, nous pourrions citer la paroisse de Nérét, département de l'Indre, arrondissement de la Châtre, qui, dans les dernières années du XVII^e siècle, payait environ 340 livres de dîmes et 110 livres de droits seigneuriaux ; ces chiffres devaient être évidemment plus élevés à la fin du XVIII^e siècle, mais étaient certainement loin d'arriver à la somme de 4.600 livres que rapportaient alors au Trésor royal les impôts directs. Sans calculer les variations de la valeur de l'argent, dans cet espace d'un siècle — ce qu'il faudrait faire pour se rendre un compte exact de l'écart entre ces sommes — on peut conclure qu'il y avait aussi des paroisses où la dîme n'était rien à côté des impôts royaux.

Voir E. Chénon, *Les redevances seigneuriales et royales à Nérét sous l'ancien régime* dans *Notes archéologiques et historiques sur le Bas-Berry*, 4^e série, p. 204.

⁽²⁾ Arch. départ. de la Gironde, G 1517. Voir notre *Pièce justif.*, n. VI.

⁽³⁾ Arch. départ. de la Gironde, C 2876, départ. de la Gironde, arrond. de Libourne.

de blé, 56 de seigle, 34 de méteil, 26 d'avoine, 51 de fèves, 23 de blé d'Espagne, 6 quintaux et demi de chanvre, 2 quintaux de lin et 638 barriques de vin. Un sac de blé valant, à cette époque et dans cette région, environ 12 livres année commune ⁽¹⁾, la masse de blé représentait 7.440 livres; quant au vin, son prix moyen était d'après Boiteau de 15 fr. 44 l'hectolitre ⁽²⁾, soit environ 34 fr. 75 la barrique; 638 barriques représentaient ainsi 22.170 francs. De tels chiffres sont convaincants : et il faudrait aujourd'hui les doubler pour avoir leur équivalent. D'après la déclaration du curé de la paroisse de Biville ⁽³⁾, faite en 1790, la dîme produisait dans cette paroisse : 4.300 gerbes de froment (soit 374 boisseaux mesure de Cherbourg), 3.300 d'orge (soit 300 boisseaux), 1.200 d'avoine (soit 110 boisseaux), 200 de pois verts (soit 12 boisseaux), 125 boisseaux de sarrazin, 150 gerbes de lin, 600 pots de cidre (120 pots faisaient une barrique) et 6 agneaux par an; à Gatteville, la dîme ne produisait pas moins de 10.000 livres ⁽⁴⁾.

Nous pouvons maintenant indiquer et apprécier quelques chiffres qui ont été fournis sur le produit total de la dîme ecclésiastique. Beaucoup d'auteurs veulent soustraire de ce produit les frais de perception et les bénéfices faits par les fermiers, mais nous en tiendrons compte, car notre but n'est pas seulement d'établir ce que cet impôt rapportait aux décimateurs, mais aussi et surtout ce qu'il coûtait au peuple. Les évaluations les plus faibles faites à la Constituante furent celles de Talleyrand, qui porta le produit des dîmes à 80 millions ⁽⁵⁾; Mayet, curé de Rochetaillée, de 60 à 80 ⁽⁶⁾; Louis XVI, dans sa Réponse à l'Assemblée sur le décret des 4-11 août 1789, également 60 à 80 millions ⁽⁷⁾. Lavoisier les avait esti-

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, C 2873.

⁽²⁾ Boiteau, *L'état de la France en 1789*, p. 488.

⁽³⁾ Bridrey, *op. cit.*, II, 120, départ. de la Manche, arrond. de Cherbourg.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 282, note 1, *ibid.*

⁽⁵⁾ Séance du 10 octobre 1789.

⁽⁶⁾ Discours du 23 octobre 1789.

⁽⁷⁾ Réponse du 18 septembre 1789.

mées 70 millions ; quelques années avant l'historien Bonvalet-Desbrosses avait dit 75 millions. Tous ces chiffres nous paraissent insuffisants, et, sans ajouter foi à l'opinion de Mirabeau le père, qui, en 1760, évaluait les dîmes à 164.750.000 francs de revenu ⁽¹⁾, nous avons d'autres chiffres se rapprochant plus de la vraisemblance. En 1784 ⁽²⁾, Necker évaluait la seule dîme ecclésiastique à 130 millions ; Treilhard, dans un rapport du 18 décembre 1789, à 123 millions ; Chasset, dans son rapport d'avril 1790 pour le Comité des dîmes, portait les dîmes à 133 millions, moins 10 millions d'inféodées, soit 123 millions ; Dupont de Nemours, dans son discours du 24 septembre 1789, à 120 millions. Plus tard, Cambon, dans son rapport du Comité des finances à la Convention, à 123 millions ; ce chiffre était aussi celui du Comité des impositions à l'Assemblée Constituante ⁽³⁾. Mentionnons enfin quelques chiffres proposés par les auteurs modernes : Taine adopte celui de 123 millions ⁽⁴⁾ ; Chassin ⁽⁵⁾ et Gauthier ⁽⁶⁾ également ; Boiteau ⁽⁷⁾, 100 millions ; de Lavergne ⁽⁸⁾, 60 à 80 ; M. Sagnac ⁽⁹⁾, 130 millions.

Ce ne sont pas des données suffisantes pour établir un chiffre certain. Nous devons pourtant remarquer que, sauf de rares exceptions, les évaluations indiquées oscillent entre 80 et 120 millions, de sorte qu'en prenant une moyenne on peut adopter le chiffre de 100 à 110 millions, mais avec toutes les réserves que doit comporter une évaluation qui n'est fondée sur aucune base très sûre. Ce chiffre ne serait pas très éloigné de ceux de Dupont de Nemours et de Chasset qui ont étudié avec un grand soin la question des dîmes, et qu'il faut seulement soupçonner d'avoir un peu exagéré leur

⁽¹⁾ Boiteau, *op. cit.*, p. 44.

⁽²⁾ Necker, *Traité de l'administration des finances*, II, t. 308.

⁽³⁾ A. Young, *op. cit.*, t. II, 390.

⁽⁴⁾ Taine, *Ancien Régime*, t. I, 19.

⁽⁵⁾ Chassin, *Les Cahiers des curés*, p. 30-31.

⁽⁶⁾ Gauthier, *L'an 1789*, p. 308.

⁽⁷⁾ Boiteau, *op. cit.*, p. 45.

⁽⁸⁾ De Lavergne, *Economie rurale de la France depuis 1789*.

⁽⁹⁾ Sagnac, *Législation civile de la Révolution française*, p. 155.

évaluation dans leur désir de faire éclater au grand jour les inconvénients de la dime et la nécessité de la supprimer ⁽¹⁾.

Il est un dernier point à faire ressortir : la dime constituait la plus grosse part des revenus du clergé et certainement les deux tiers de ceux-ci. Talleyrand évaluait la première à 80 millions et portait les seconds à 70 millions seulement ; Mayet, de 60 à 80 millions pour la dime et 60 millions pour les autres ; Treilhard, 123 et 100 millions ; Dupont de Nemours estimait même les revenus en dîmes au double des revenus en biens-fonds (120 millions contre 60). Un seul auteur, Chasset, donnait plus d'importance aux biens-fonds (170 millions de revenus) qu'aux dîmes (123 millions).

Ici encore, d'ailleurs, nous pouvons fournir quelques exemples particuliers : à la fin du XVIII^e siècle, le revenu total de l'évêché de Dol (sénéchaussée de Rennes) était de 34.196 livres, dont 18.877, soit plus de la moitié, en dîmes. Celui du chapitre de Rennes s'élevait à 54.776 livres dont 22.430 en dîmes ⁽²⁾. La paroisse d'Ételles ⁽³⁾ fournissait aux propriétaires ecclésiastiques qui s'y trouvaient un revenu total de 12.000 livres, dont 6.200 en dîmes ; celle de Balazé ⁽⁴⁾, 10.300 livres, dont 7.600 en dîmes ; celle d'Izé ⁽⁵⁾, 11.800 livres, dont 7.800 en dîmes. D'ailleurs, les plaintes que les Assemblées du clergé ne ménagèrent pas contre toute mesure portant atteinte — directe ou indirecte — au droit de dime, les soins jaloux que les décimateurs apportaient à exercer leurs droits, l'avidité des gros bénéficiers à s'emparer des dîmes des curés, tout cela ne nous prouve-t-il pas amplement quelle pouvait être l'importance de ce revenu pour le clergé ?

⁽¹⁾ D'après M. Boiteau (*op. cit.*, p. 45), de l'aveu même du clergé, la dime produisait déjà, en 1581, 27 millions 1/2 de livres.

⁽²⁾ H. Sée, *op. cit.*, p. 170, note 4.

⁽³⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 143 et 146. Départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Vitré.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 163, *ibid.*

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 176, *ibid.*

DEUXIÈME PARTIE

Appréciation de la dîme.

CHAPITRE PREMIER

La dîme et l'agriculture.

Opinion fausse de Vauban sur la dîme et l'impôt en nature. Essais infructueux d'impôt en nature au XVIII^e siècle. — Le lecteur qui, pour se faire une idée de la dîme ecclésiastique à la fin de l'Ancien Régime, se bornerait à lire l'ouvrage bien connu de Vauban sur « la dîme royale » et en adopterait les conclusions, commettrait une grave erreur. Vauban, dans une excellente intention du reste, présentait un projet de réforme fiscale dont il était l'auteur : il n'est donc pas étonnant qu'il l'ait vanté et n'en ait pas vu ou ait feint de ne pas en voir les imperfections. « La dîme ecclésiastique, dit-il, ne fait » aucun procès, n'excite aucune plainte, et depuis qu'elle est » établie, nous n'apprenons pas qu'il y soit fait aucune cor- » ruption. Aussi n'a-t-elle pas eu besoin d'être corrigée. » C'est celui de tous les revenus qui emploie le moins de » gens à sa perception, qui cause le moins de frais, et qui » s'exécute avec le plus de facilité et de douceur. C'était » autrefois le tribut de nos premiers Rois et c'est encore le » tribut le plus naturel et le moins à charge au laboureur et » au paysan. Il a toujours une proportion si naturelle et si » précise à la valeur présente de la terre, qu'il n'y a pas

» d'expert ni de géomètre, pour habile qu'il soit, qui en
» puisse approcher par son estime et son calcul; si la terre
» est bonne et bien cultivée, elle rendra beaucoup; au con-
» traire, si elle est négligée et qu'elle soit mauvaise, médiocre
» ou sans culture, elle rendra peu, mais toujours avec une
» proportion naturelle à son degré de valeur » (1).

Une vingtaine d'années après que Vauban écrivait ces lignes, son idée fut mise à profit. Un arrêt du Conseil du 31 janvier 1718 remplaça la taille, à titre d'essai, dans l'élection de Niort, par une dîme en nature au dixième sur les produits de la terre, et une redevance en argent sur les bénéfices commerciaux et industriels; la tentative parut même réussir et un second arrêt du Conseil du 20 juin 1718 l'étendit à la généralité de la Rochelle. Mais au bout de peu de temps, les défauts de la perception en nature se firent sentir, contestations, fraudes, frais de perception coûteux, et la dîme royale succomba.

Quelques années après, le gouvernement, toujours à la recherche d'une solution qui eût amélioré la situation financière déplorable dans laquelle on se trouvait, revint à l'impôt en nature : sur l'instigation de Pâris-Duverney, une déclaration du 5 juin 1725 établit un impôt du cinquantième sur tous les revenus possédés en France par tous, privilégiés ou non (à la seule exception des revenus industriels et commerciaux), en nature pour les biens-fonds, en argent pour les autres sources de revenus. Mais le résultat fut le même qu'en 1718; le cinquantième se heurta aux mêmes inconvénients que la dîme royale; il se heurta aussi à l'opposition acharnée des ordres privilégiés, dont il essayait de battre en brèche le privilège; on dut y renoncer dès 1727.

C'était, en réalité, le sort qui attendait fatalement tout impôt en nature, et la dîme ecclésiastique ne doit d'y avoir échappé qu'à certaines circonstances auxquelles toute taxe similaire établie tardivement devait rester étrangère : d'abord, la

(1) Vauban, *Dîme royale*. Collection des principaux économistes, t. I, p. 9, 36, 41.

dîme avait commencé à fonctionner à titre de prestation volontaire et à une époque assez reculée pour qu'elle eût le temps de pénétrer dans les usages et de s'y maintenir; ensuite le peuple était généralement assez religieux pour considérer comme une obligation morale de nourrir les pasteurs; enfin dans l'ensemble et sauf des exceptions encore beaucoup trop nombreuses, comme nous le verrons, la dîme ecclésiastique était perçue avec moins d'avidité que ne le fut la dîme royale pendant qu'elle exista, et surtout elle n'eut pas à affronter les attaques opiniâtres des privilégiés, ce qui fut toujours sous l'Ancien Régime la vraie cause de l'échec de toutes les tentatives d'amélioration fiscale.

Malgré cela, l'impôt en nature conserva quelques partisans et fut proposé à l'assemblée des Notables de 1787 qui le condamna d'ailleurs à l'unanimité, peu soucieuse de voir se propager sur une large échelle les vices de la dîme ecclésiastique au point de vue agricole et économique et surtout de voir porter atteinte aux privilèges fiscaux, car tel était bien le but de l'impôt en nature.

Les vices de la dîme. — Ces vices peuvent être groupés sous sept chefs différents :

1^o Le premier, le plus grave de beaucoup, était que la dîme perçue en nature frappait le produit brut et non le produit net, le produit net étant le bénéfice véritable que le cultivateur retire de sa terre après déduction de toutes les dépenses : mise de fonds primitive pour l'exploitation (bestiaux, meubles, outils et instruments aratoires); dépenses d'entretien de ce capital qui dépérit nécessairement par la durée et par l'usage; enfin, avances annuelles du cultivateur, semences, main d'œuvre, nourriture des animaux et des hommes. Par suite, la dîme atteignait au même taux les bonnes terres, celles dont on retirait un bon rendement à peu de frais, et les mauvaises, celles qui produisaient peu et avec beaucoup de dépenses. Cette hérésie économique avait frappé le célèbre rédacteur du cahier du tiers état du bailliage de

Nemours, propriétaire lui-même et cultivateur dans la paroisse de Chevannes. Dupont en fait bien saisir toutes les conséquences : « Il n'y a donc pas deux champs, dit-il, où l'impôt » de la dîme soit dans la même proportion avec le revenu » qui reste au propriétaire quand les frais sont entièrement » payés. Ainsi il y a des endroits où une dîme au vingt-cin- » quième ne coûtera qu'un dixième du produit net, le plus » grand nombre où elle en prend un sixième, et d'autres où » elle emporte jusqu'au tiers ou à la moitié de ce qui reste » au propriétaire au delà des frais de culture, selon que ces » frais sont plus ou moins grands, relativement à la force ou » à la faiblesse de la récolte » ⁽¹⁾.

Cet inconvénient est très bien mis en lumière, également, quoiqu'avec un style un peu trop emphatique, dans une brochure qui parut, en 1789, sous le titre : *Iniquité de la dîme* ⁽²⁾ : « Vous croyez, cultivateur gémissant, que c'est la dixième » gerbe qu'on lève dans votre champ? Elle est grande votre » erreur; on lève la cinquième. Une moitié de votre récolte » ne fait que couvrir vos avances, vos frais d'exploitation, » vos semailles. Il n'y a donc qu'une moitié de ce produit » qui soit réellement celui de vos champs. En levant la dîme » sur le tout, on a donc l'injustice, la cruauté de la prendre » sur les déboursés que vous avez faits pour obtenir le pro- » duit de votre terre ».

Et le moyen de supprimer ce défaut eût été facile : il eût suffi de ne percevoir la dîme qu'après défalcation faite, par le laboureur, d'une certaine quantité de fruits représentant ses dépenses, en un mot, de ne taxer que le produit net au lieu du produit brut.

2° Un second vice, très digne d'attirer l'attention, et que nous avons déjà entrevu, résultait de ce que la dîme ne grevait que les populations rurales, parce que seuls les fruits du sol y étaient soumis : tous les émoluments, bénéfices industriels et commerciaux, fruits civils quelconques, et par con-

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, p. 192 et suiv.

⁽²⁾ *Iniquité de la dîme*, 1789, signé : R. G. D. R. Bibl. Nat.. Lb³⁹, 2182.

séquent tous les bourgeois et artisans des villes y échappaient; c'était parfaitement injustifiable ⁽¹⁾. Evidemment, au début du fonctionnement de la dîme, ces sortes de revenus n'existaient pour ainsi dire pas; mais peu à peu les conditions économiques du pays se transformèrent; l'industrie et le commerce naquirent et se développèrent. Dès lors, pourquoi ne pas les soumettre à la dîme, puisque les industriels et commerçants bénéficiaient comme les autres des services qu'elle rémunérait? On ne songea nullement, en 1718, à décharger l'industrie de la dîme royale, et en 1725 on soumit au cinquantième les offices et droits. On eût dû en faire autant pour la dîme ecclésiastique.

De cet état de chose résultait une très fâcheuse conséquence : c'est que la petite propriété paysanne souffrait tout particulièrement, surtout lorsque le taux de la dîme était élevé. Et ceci nous amène à formuler une autre critique; nous avons trouvé des régions où ce taux était manifestement exagéré; il eût donc été plus équitable et plus logique de le régler dans chaque province d'après les facultés productives du sol, plutôt que de le laisser s'établir par le seul usage auquel on pouvait reprocher parfois d'avoir sa source dans des abus ou des violences.

3° La troisième critique à faire à la dîme est d'avoir atteint les semences. Pour assurer la récolte de l'année suivante, la portion de grains nécessaire à la semence aurait dû être soigneusement mise à part et assurée d'une complète immunité. La pratique contraire avait pour effet, à la longue, de diminuer les semences et de retrancher du produit deux, trois, quatre, cinq fois plus ou au delà, suivant que le rendement était de deux, trois, quatre ou cinq pour un. Là encore il y avait une violation des lois économiques.

4° La dîme exigeait en outre des frais de perception assez

(1) C'était néanmoins conforme à la théorie physiocratique pour qui, toute richesse venant du sol, l'impôt ne pouvait être établi que sur les produits du sol : les revenus autres que le revenu foncier ne jouissaient alors d'aucune considération.

grands. Dupont de Nemours lui reproche de ne pas produire, en faveur du service public auquel elle était consacrée, tout ce qu'elle coûtait au peuple. Alors que les mêmes voitures, les mêmes bêtes, les mêmes ouvriers eussent pu transporter en même temps la propre récolte du cultivateur et celle du décimateur, ce dernier entretenait des collecteurs, des voitures et tout un matériel qui étaient le plus souvent en pure perte. M. Stourm ⁽¹⁾ estime que les frais d'un curé, pour lever la dîme des grains de sa paroisse, s'élevaient souvent à 10 et 12 p. 100 et montaient même parfois jusqu'à 25 p. 100. Le même reproche doit être fait à l'égard des bénéficiés importants que les fermiers réalisaient sur la perception.

5° Le principe même de la dîme, et la règle que toute culture nouvelle était de plein droit décimable, pouvaient être un obstacle à l'introduction de telles cultures : au xviii^e siècle, il s'en fallait de beaucoup que tous nos produits modernes fussent connus ; les prairies artificielles, si utiles, commencèrent à apparaître au milieu et à la fin du siècle dans certaines régions ; la pomme de terre, que l'on rencontre aujourd'hui dans le carré de terre le plus misérable, n'était pas cultivée partout : il eût été indispensable de favoriser le plus possible ces cultures nouvelles, au besoin en les exemptant de dîmes.

A côté de cela, la possibilité de convertir des terres décimables en bois ou en prairies naturelles, non décimables, pouvait avoir de regrettables conséquences, telles que la diminution des cultures les plus nécessaires à la vie, comme le blé, l'orge, le seigle, l'avoine, la vigne, etc.

6° La perception de la dîme n'était pas à l'abri de tous reproches, et les règles suivant lesquelles elle s'opérait étaient parfois vexatoires : ainsi en était-il de l'obligation de laisser la récolte sur le champ pendant un certain temps en attendant le passage du décimateur ou de son collecteur, d'où résultaient la nécessité d'avoir un gardien, un « mes-

(1) Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, p. 85.

sier », l'impossibilité d'y conduire le bétail, sans parler des risques de perte totale ou partielle en cas d'intempéries. En somme, les dispositions de la loi semblaient avoir bien plus en vue le préjudice que la fraude éventuelle pouvait causer aux décimateurs, que le respect le plus élémentaire des nécessités économiques.

7° Un grief, non sans importance, que les décimables pouvaient encore invoquer contre la dime, se rapportait à la question des pailles. Cette redevance se percevant le plus souvent sur le champ même, après la moisson, elle comprenait la paille aussi bien que les grains. Lorsque le décimateur était le curé, il n'en résultait pas d'inconvénients car ce curé, en général, ne faisait pas de difficulté pour rendre ou à la rigueur pour vendre les pailles à ses paroissiens. Mais quand la dime appartenait à un gros décimateur étranger à la paroisse, il cherchait ordinairement à retirer des pailles le plus gros bénéfice possible, et les revendait au besoin dans une région toute différente, ceux de qui elles provenaient étant ordinairement trop pauvres pour les racheter au prix exigé. Or, l'importance des pailles dans une exploitation agricole est de toute évidence : non seulement elles contribuent à la formation des engrais animaux si utiles, mais elles servent même, en hiver et dans les pays privés de fourrages naturels ou artificiels, à la nourriture du bétail. Les sociétés d'agriculture locales étaient unanimes à réprouver la dime des pailles qui empêchait trop souvent le retour de celles-ci à la terre et privait la culture d'un engrais nécessaire ⁽¹⁾.

L'activité avec laquelle les parlements s'occupèrent de ce sujet, en prouve l'importance. Par des arrêts de règlement ils suppléèrent au silence des lois et essayèrent de mettre un terme aux fréquentes contestations dont il était la cause. Le Parlement de Paris, par arrêt du 21 mars 1778 ⁽²⁾ obligeait

⁽¹⁾ Ainsi la Société royale d'agriculture de la Généralité de Tours, celle d'Alençon, demandaient qu'on obligeât les gros décimateurs à revendre au moins les deux tiers de leurs pailles, et à bas prix, aux paroisses dont elles provenaient. *Arch. Nat.*, H 1505 et 1509.

⁽²⁾ Denisart, *op. cit.*, t. VI, 497.

les décimateurs à vendre aux habitants de leurs dîmeries les pailles de dîmes à raison de 12 livres le cent de grosse paille du poids de 15 livres la botte, et 6 livres le cent de menue paille du poids de 8 livres la botte. Les livraisons de paille devaient avoir lieu du 1^{er} décembre au 1^{er} mars, et les décimateurs devaient par suite faire battre leurs grains avant le 1^{er} décembre, pour pouvoir livrer à partir de cette date les bottes de pailles telles qu'ils les avaient reçues, sans en enlever aucun « pillon ». Défense était faite de vendre ces pailles à d'autres qu'aux habitants desdites paroisses, et de les transporter ailleurs que dans ces localités avant d'avoir délivré aux habitants toutes les pailles par eux payées avant le 1^{er} février. D'autre part, les décimables ne devaient jamais acheter d'autres pailles que celles provenant de leurs propres dîmes, sauf le cas spécial d'insuffisance; il leur était interdit de revendre à qui que ce soit les pailles qu'ils achetaient aux décimateurs, ni même celles qu'ils recueillaient sur leurs propres fonds; enfin ils devaient consommer toutes ces pailles sur le territoire même de leurs paroisses.

Le Parlement de Toulouse, par arrêt du 13 mars 1772 ⁽¹⁾, avait décidé également que les pailles devaient être vendues aux habitants de préférence à tous autres acquéreurs; le prix devait en être fixé chaque année, le premier dimanche de juillet, entre les décimateurs et les décimables, dans une assemblée de la communauté; et, au cas de contestation, il le serait par le Parlement. Cette heureuse législation ne plut pas au clergé dont les assemblées y virent une atteinte au droit de propriété des décimateurs. Celle de 1772 ⁽²⁾ réprova absolument « une disposition si extraordinaire dont le seul vu faisait sentir manifestement le vice et le danger ».

Et quand les assemblées de communautés se réunirent et fixèrent le prix des pailles sur un pied inférieur au taux ordinaire, on cria à l'iniquité. Le clergé posa ses conditions : il lui fallait ou la cassation de l'arrêt du Parlement de

(1) Denisart, *op. cit.*, t. VI, 497.

(2) Assemblée du clergé de 1772, séance du 23 juillet.

Toulouse, ou une loi générale, assurant aux décimateurs les mêmes droits, à cet égard, qu'aux autres citoyens. Pour le calmer, le Roi suspendit momentanément l'exécution de l'arrêt, lequel ne fut ni cassé ni révoqué.

En Normandie ⁽¹⁾, la question était d'une importance toute particulière ; la paille y était peut être plus nécessaire qu'ailleurs — au moins dans les régions voisines du littoral — car, à défaut de dépôts minéraux pouvant servir à l'amendement des terres, l'engrais animal, encore bien supérieur à l'engrais végétal fourni par les tangles et varechs, était indispensable. Il fallait donc éviter qu'une partie des pailles ne fût portée au dehors par les décimateurs. C'est dans ce but qu'un usage assez ancien, confirmé par la jurisprudence locale, avait obligé les décimateurs à engranger dans la paroisse même le produit de leurs dîmes, et à ne vendre les pailles qu'à leurs décimables au taux déterminé par le prix moyen des pailles dans les paroisses voisines, et, en cas de contestation, au prix fixé d'autorité par le juge. En 1713, un arrêt du Parlement de Rouen décida que le prix serait librement débattu entre les parties.

Mais vers le milieu du xviii^e siècle, la jurisprudence évolua dans un sens plus favorable aux décimateurs ; un arrêt du 20 juin 1752 décida que les curés seraient libres de vendre au prix moyen des productions dans le pays sans être soumis à un prix tarifé d'autorité ou déterminé par le courant des paroisses voisines. Puis, un arrêt du 21 mars 1778, allant encore plus loin, reconnut que les décimateurs pouvaient disposer des pailles dont leurs paroissiens ne leur offraient qu'un prix inférieur, jusqu'à ce qu'un dernier arrêt du 22 janvier 1779 ⁽²⁾ accordât aux décimateurs le droit de disposer de leurs dîmes et de leurs pailles comme bon leur semblerait, en donnant seulement à la dernière et meilleure offre, préférence aux paroissiens.

⁽¹⁾ Denisart, *op. cit.*, t. VI, 498.

⁽²⁾ Duval, *Les cahiers de doléances des paroisses du bailliage d'Alençon*, p. 60.

Tels étaient les plus graves inconvénients de la dîme. Ajoutons que le paiement en nature pouvait être très gênant pour le paysan en diminuant la réserve de grains qui lui était absolument nécessaire pour assurer sa propre subsistance. Après avoir payé le champart et la dîme, sans parler de toutes les autres redevances en nature variant avec les différentes régions, redevances minimales, il est vrai, mais qui n'en augmentaient pas moins le total des prélèvements à faire sur la récolte, le cultivateur était parfois obligé d'emprunter au voisin, ou même, comme le montre Taine, de couper le blé vert et de le faire sécher au four ⁽¹⁾. De sorte qu'on peut reprocher à la dîme d'avoir contribué au mauvais état de l'agriculture sur lequel tant d'auteurs ont écrit et qu'Arthur Young ⁽²⁾ a si bien dépeint en montrant la nécessité d'une dépense immédiate d'un capital de 10 milliards de livres pour le restaurer ⁽³⁾.

Nous ne voulons pas exagérer la critique contre une institution qui s'est maintenue pendant plusieurs siècles; nous avons seulement entrepris d'en montrer les imperfections; celles que nous venons d'exposer sont loin de légitimer l'opinion de Vauban, pas plus du reste que celle d'un auteur plus moderne, M. d'Avenel, pour qui la dîme était un impôt « sensément conçu, sensément perçu, le meilleur de l'Ancien Régime » ⁽⁴⁾. Nous venons de voir qu'il n'était pas sensément conçu; nous allons démontrer, dans les pages qui vont suivre, qu'il n'était pas sensément perçu, puisqu'il donnait lieu à de nombreux procès, et surtout qu'il en était trop souvent fait un usage contraire à sa destination primitive.

⁽¹⁾ Taine, *Ancien Régime*, p. 438.

⁽²⁾ A. Young, *op. cit.*, t. I, 29, 32, 51, 52, 146, 160, 163, 172, 231, 247, 254, 277, 483, 486; t. II, 13.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 106.

⁽⁴⁾ D'Avenel, *Richelieu et la Monarchie absolue*, t. III, chap. v.

CHAPITRE II

Les procès en matière de dîme.

Procès entre décimateurs. — Procès entre décimateurs et décimables.

§ I. *Procès entre décimateurs.*

Nous avons déjà suffisamment étudié la dîme pour comprendre qu'elle devait provoquer beaucoup de disputes et de procès. Non seulement elle avait une assiette défectueuse, mais aussi l'absence de texte vraiment précis fixant le taux, les droits et devoirs respectifs des décimateurs et des décimables avait eu pour conséquence de donner presque partout force de loi au simple usage. Or un usage ne s'établit pas toujours sans difficultés; il y a des résistances à vaincre; les tribunaux sont appelés à se prononcer. D'autre part, il y a toujours à craindre de la part des collecteurs un abus de leurs pouvoirs, et de celle des décimables des tentatives de fraude : ce sont autant de motifs à contestations. Molé disait en 1788 ⁽¹⁾, dans ses « Vœux d'un citoyen pour la conversion de la dîme en un impôt territorial perçu au profit de l'Etat », que les différentes formes de la matière décimale étaient de « vraies pépinières à contestations » : assertion confirmée d'une manière générale par les cahiers de doléances qui tous sont exaspérés de la lenteur, la cherté et l'incertitude de la procédure : « Nous nous trouvons fort intéressés, disent » les paroissiens de Killem en Flandre, par la longueur et » la multitude des procès, au grand tort et au grand dépit » de ceux qui tombent dans les pièges des procureurs qui

⁽¹⁾ Molé, *op. cit.*, p. 14.

» sont dans le cas seul de profiter de tels abus et de tels » désordres » (1). D'aucuns prétendent que, dans les dernières années du XVIII^e siècle, 40.000 procès étaient pendants sur la dime (2). Les résultats ne pouvaient qu'en être très mauvais, car c'était un surcroît de dépenses pour les décimables, et lorsque le curé était décimateur, les paroissiens s'habituèrent à voir en lui un procédurier, au grand détriment de son autorité.

Les procès entre décimateurs étaient d'autant plus fréquents que le nombre de ces décimateurs était grand : ou bien une même dime avait plusieurs prétendants, chacun d'eux alléguant des raisons, des titres, un usage qu'il assurait préférables à ceux des autres ; ou bien il y avait plusieurs codécimateurs pour une même dime et la discussion naissait alors sur la limite des droits de chacun, ou sur la jouissance en commun des accessoires nécessaires à la perception ; ou encore plusieurs décimateurs appartenant à des cantons voisins, invoquaient les uns contre les autres le droit de suite ; enfin les curés avaient souvent à recourir à la justice, contre les gros décimateurs, pour s'assurer la possession des dîmes noyales. Et on pouvait avoir le spectacle original d'un puissant évêque en procès avec le dernier des curés de campagne, ou avec un chapitre, une abbaye, un couvent, adversaires plus dangereux encore.

Procès sur la revendication des dîmes. — Entre les mille exemples que nous pourrions donner de procès en revendication de dime, nous n'en choisirons qu'un dont les péripéties nous ont été soigneusement conservées, entre le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux, gros décimateur de la paroisse de Camblanes, et le curé de cette paroisse, Louis Brossier. Il n'est pas des moins curieux et montre jusqu'où pouvait aller l'acharnement des plaideurs (3).

(1) Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 194.

(2) Stourm, *op. cit.*, p. 85 (d'après le duc de La Rochefoucauld-Liancourt).

(3) *Arch. départ. de la Gironde*, G 1097. Camblanes, départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux.

Le curé élevait ses prétentions jusqu'à se faire allouer, à lui et à ses successeurs, toutes les dîmes de Camblanes. Il avait assigné plusieurs fois dans ce but les fermiers du chapitre; ceux-ci s'étaient naturellement retournés contre le chapitre qui, le 31 juillet 1734, assigna à son tour ce curé turbulent. En 1738, le procès n'avait pas encore pris fin. Avec l'autorisation de l'archevêque de Bordeaux, Mgr de Maniban, et de l'Intendant Boucher furent nommés deux avocats avec pouvoir de juger et terminer toutes les contestations survenues entre le chapitre et le curé Brossier. Les parties acceptèrent ces juges le 13 septembre 1738. Pour le curé, c'était un avocat au Parlement de Bordeaux, M. de Greniers, et pour le chapitre, un autre avocat à la même Cour, M. Ledoux. Pour le cas où ils se trouveraient en désaccord, ils avaient le droit de choisir pour tiers arbitre tel autre avocat qui serait à leur goût. Le curé promit de se soumettre à l'arbitrage « sous toutes les peines de droit, même canonique, et sous peine même d'être privé de son bénéfice ». Le chapitre avait deux titres authentiques comme preuves de la légitimité de son droit : un contrat d'achat du 19 mai 1397 passé avec le sieur Amanieu de la Mothe, seigneur de Beautiran, de la moitié de la grosse dîme de Camblanes, et un acte de donation de la même date, entre les mêmes parties de l'autre moitié de la dîme en question. Il avait en outre un arrêt du Parlement de Bordeaux rendu entre le chapitre et le sieur Barnage, alors curé de Camblanes, le 24 juillet 1634, et un procès-verbal contenant distinction et fixation de la grosse dîme appartenant au chapitre, et des petites, au curé.

Les arbitres déboutèrent le curé de sa demande. Celui-ci en formula alors une nouvelle tendant à ce que les 31 boisseaux de grains qui lui allouaient le chapitre à titre de pension annuelle, lui fussent payés à la mesure de Créon et non à celle de Bordeaux, et qu'il lui fût versé, non pas comme jusque-là du millet et de l'avoine, mais du blé et du méteil. Sur ce point, les arbitres décidèrent que les parties devraient convenir d'experts pour visiter les terres de la paroisse et

fixer quelles portions de dîmes le chapitre y recueillait soit en froment, soit en méteil, afin que les 31 boisseaux annuels fussent payés au curé depuis le 30 septembre 1737, au prorata de ce que rapportaient les terres décimables en blé et en méteil.

Cet arbitrage fut rendu le 30 septembre 1738, accepté par le curé le 14 juin 1739 et rendu exécutoire, sauf appel dans les trois mois, par deux arrêts du Parlement de Toulouse des 26 juin et 4 juillet 1739. Malgré son acceptation, le curé interjeta appel le 21 septembre 1739, et le chapitre y répondit en faisant aussi appel, le 6 octobre suivant. En attendant l'arrêt, le curé trouva plus expéditif de s'emparer lui-même de la dîme que les arbitres ne lui avaient pas reconnue et les fermiers du chapitre formulèrent une plainte contre l'enlèvement de la dîme par le curé « accompagné de deux valets et de ses courriers à cheval ». Le 16 novembre 1739, le curé fut démis de son appel, et, en juin 1740, le Parlement de Toulouse déclara à nouveau la sentence arbitrale exécutoire. Ce ne fut d'ailleurs pas le terme des difficultés, car les curés de Camblanes n'étaient pas gens à s'arrêter à la décision d'un arrêt du Parlement : ils étaient encore en litige avec le chapitre pour la même question en 1760 !

De semblables difficultés n'entraînaient pas seulement des procès entre le chapitre et le curé, mais aussi entre le chapitre et ses propres fermiers : car, dans le contrat, un décimateur devait toujours s'engager à assurer à ses fermiers la jouissance paisible des fruits décimaux pendant toute la durée du bail. Cette garantie d'éviction entraînait le droit pour le fermier, dès qu'il était troublé d'une manière quelconque, d'assigner le chapitre en exécution de ses propres engagements. C'est ainsi que le 16 juillet 1759, le fermier du chapitre pour la dîme de Camblanes assigna le chapitre parce que le curé s'était emparé de la dîme de plusieurs terres labourables et de vignes ; le même fait, suivi d'assignations nouvelles, se reproduisit en décembre 1759, en février 1761. On voit jusqu'où cela pouvait conduire.

Procès sur la jouissance en commun du matériel de perception. — Quand deux ou plusieurs décimateurs étaient parts prenants à une même dime, il naissait très facilement des contestations, surtout lorsqu'ils employaient le même matériel, les mêmes accessoires pour exploiter leur dime. Ici encore, les exemples de procès ne manquent pas, et il s'en fallait de beaucoup que tous les décimateurs fussent aussi conciliants que cet archevêque de Bordeaux, Mgr de Maniban, qui, participant à la dime de Saint-Germain-du-Puch avec le curé de cette paroisse, consentit à prendre à sa charge le tiers de la dépense d'un pressoir et d'une cave dont l'un et l'autre devaient se servir pour exploiter le raisin provenant de leur dime (1).

Sur l'exercice du droit de suite. — C'était aussi le droit de suite qui divisait les décimateurs, surtout dans les régions du Centre, où les coutumes avaient le plus répandu cette institution. Le curé de Saint-Martin-d'Heuille lutta longtemps avec son riche codécimateur et voisin, l'évêque de Nevers (2) ; il se trouvait dans la paroisse voisine de Saint-Martin une pièce de terre labourée depuis dix ans et dépendant de la dimerie de l'évêque ; mais il n'y avait pas de bœufs dans cette dimerie pour la labourer et ce fut un habitant de la paroisse de Saint-Martin qui afferma cette terre ; contrairement aux règles du droit de suite, le décimateur du lieu où elle était située perçut toute la dime. Deux avocats de Nevers et un bénédictin de Saint-Etienne-de-Nevers, auxquels leur avis avait été demandé, donnèrent raison au curé de Saint-Martin qui s'était empressé de réclamer la moitié de la dime lui revenant.

En 1749, second différend : le curé de Saint-Martin prétendait au droit de percevoir la dime de suite quand ses

(1) *Arch. départ. de la Gironde*, G 217. Saint-Germain-du-Puch, départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux.

(2) Gauthier, *La dime religieuse et le droit de suite au xviii^e siècle*, p. 5. Saint-Martin-d'Heuille, départ. de la Nièvre, arrond. de Nevers.

paroissiens allaient cultiver des terres de la paroisse voisine d'Urzy ⁽¹⁾ sur lesquelles l'évêque était décimateur. Celui-ci affirmait au contraire que nul droit de suite n'existait dans les terres de sa dîmerie, s'appuyant, pour le prouver, sur un acte datant du xv^e siècle. Les mêmes avocats donnèrent raison au curé.

Parfois ce n'étaient pas deux mais trois décimateurs qui se trouvaient aux prises : car il pouvait arriver qu'un laboureur ayant son domicile dans une paroisse, ses animaux eussent hiverné dans une seconde et labouré dans une troisième. Mais la jurisprudence décidait formellement que le droit de suite restait le même et que le décimateur du lieu du domicile du laboureur n'avait aucun prétexte pour réclamer une portion de dîme. Les deux autres avaient seuls qualité pour le faire ⁽²⁾.

Sur la jouissance des dîmes novales. — C'étaient surtout les dîmes novales qui étaient fertiles en procès. Un différend né à ce sujet en 1668 entre le curé de Habas et l'abbé de Sorde ne fut terminé qu'en 1720, date où un arrêt réintégra le curé dans son droit de percevoir les novales ⁽³⁾. Les assemblées du clergé furent bien souvent saisies de la question; en 1755, les ordres de Cluny, Cîteaux et Prémontré demandèrent un règlement sur les novales pour mettre fin aux contestations qui s'étaient élevées entre ces ordres et les vicaires perpétuels depuis la déclaration de janvier 1731, réservant aux seuls curés la jouissance de ces dîmes ⁽⁴⁾. Tantôt les gros décimateurs, contrevenant à la loi, s'emparaient des novales, tantôt — et c'était le cas ici — les curés abusant des droits que leur donnaient à ce sujet les déclarations, étendaient leur privilège de telle manière, que, dans bien des endroits, ils absorbaient, sous prétexte de novales, une

⁽¹⁾ Départ. de la Nièvre, arrond. de Nevers.

⁽²⁾ Guyot, *Rép. jurispr.*, v^o *Dîme*.

⁽³⁾ Abbé C. Daugé, *op. cit.*, p. 119.

⁽⁴⁾ Assemblée du clergé de 1755, t. VIII, 1^{re} partie, p. 573 et *Pièces justifi.*, p. 211-212.

partie des autres dîmes. La plupart des terres en Langue-doc, Guyenne, Provence, n'étaient susceptibles de culture que pendant 12, 15, 20, 30 ou 40 années au plus; après ce délai, elles ne rapportaient plus et les cultivateurs se transportaient sur d'autres fonds qu'ils abandonnaient ensuite pour revenir aux premiers, et ainsi de suite. Les curés prétendaient que tous ces changements constituaient autant de cultures nouvelles. Pour les pays de montagnes, inconvénient semblable : la fonte des neiges ayant pour effet de précipiter la terre et le sable du haut des montagnes vers les vallées, rendait celles-ci impraticables à l'habitation et à la culture et, dans la mauvaise saison, les colons les abandonnaient pour aller cultiver des terres plus élevées, et revenaient à leurs premiers terrains quand la sécheresse les avait rendus susceptibles de culture. Bref, dans ces paroisses, les décimateurs jouissaient à peine du tiers des dîmes alors que les curés emportaient tout le reste à titre de noales. Les décimateurs pouvant difficilement établir que des terres prétendues noales avaient été anciennement cultivées et préférant abandonner leurs dîmes que de les consommer en frais de procédure, avaient été amenés à transiger avec les curés en leur accordant des sommes annuelles proportionnées à l'étendue des paroisses, avec renonciation de la part des curés à toute prétention sur les noales : cela avait l'inconvénient de diminuer notablement les revenus provenant des grosses dîmes. Le clergé suppliait le Roi, pour toutes ces raisons, de fixer dans une loi générale un certain nombre d'années pendant lesquelles les curés pourraient jouir des noales de leurs paroisses, après l'expiration desquelles ces dîmes reviendraient de droit aux gros décimateurs. Mais le Roi ne crut pas devoir donner satisfaction sur ce point aux vœux de l'assemblée et préféra laisser aux juges ordinaires la connaissance des contestations de cette nature.

Après 1768, le régime des dîmes noales, nous l'avons vu, fut profondément modifié; mais les procès n'en subsistèrent pas moins, car les curés n'acceptèrent qu'avec peine la perte

des noales qui leur étaient souvent d'un fort bon produit; d'ailleurs cet édit souleva d'unanimes protestations et se heurta à une résistance non moins unanime de la part des curés; elle durait encore dans les dernières années de l'Ancien Régime; nous voyons en 1781 le fermier de la dîme de Pessac se plaindre de ce que le curé, contrairement à l'édit, percevait la dîme sur des terres noales (1). Le bas clergé ne mit jamais plus de zèle à se soumettre à la loi que les gros décimateurs n'en avaient mis auparavant à respecter les déclarations qui leur interdisaient de percevoir la dîme sur les terrains de nouvelle culture.

§ II. *Procès entre décimateurs et décimables.*

Beaucoup plus fréquents encore étaient les procès entre décimateurs et décimables, et ce sont ceux dont les conséquences étaient les plus funestes. Ils pouvaient coûter très cher (on a cité comme exemple un procès causé par un cochon de lait, qui coûta en tout 1.500 livres (2), et un autre, dont deux agneaux furent la cause, qui se monta à 4.000 livres : cas relativement rares; il faut le reconnaître, mais suffisamment édifiants). De plus, quand la querelle s'envenimait, il pouvait en résulter les pires embarras pour le demandeur comme pour le défendeur. Dès que l'on avait affaire à des caractères chicaniers, comme c'était le cas pour la Normandie, un procès devenait facilement une affaire paroissiale; si le curé était en contestation avec un autre décimateur, ses paroissiens, ayant intérêt à le voir triompher, prenaient fait et cause pour lui. Mais si le même pasteur avait un différend avec un décimable, il ne pouvait plus compter sur aucun appui; tous les paroissiens soutenaient leur compagnon, et comme le curé avait en général besoin

(1) *Arch. départ. de la Gironde*, G 3134. Départ. de la Gironde, arrond. de Bordeaux.

(2) Duval, *op. cit.*, p. 61. Cahier de Carnelles.

de leur témoignage pour prouver l'usage, il avait des chances de perdre son procès.

Ici, la cause des procès était quelquefois le refus de payer la dîme, surtout quand il s'agissait de la noblesse; nous savons qu'elle ne se soumit que de fort mauvaise grâce à cette redevance et qu'elle fit tout son possible pour bénéficier en cette matière de la même immunité que pour les autres impôts. Au XVIII^e siècle, un grand établissement décimateur de Bretagne, l'abbaye de Beaufort, se voyait encore refuser de nombreuses dîmes dont il était titulaire depuis le XIII^e siècle (1) : les gentilshommes prétendaient que leurs terres étant nobles ou possédées noblement, elles ne devaient pas la dîme, prétention absolument contraire aux règles admises. Nous renvoyons à nos développements antérieurs qui montrent avec quelle âpreté les nobles soutinrent la lutte avec l'Eglise sur ce sujet.

Procès relatifs aux dîmes insolites. Incertitude de la jurisprudence sur cette question. — Mais, on le devine aisément, la source de beaucoup la plus féconde en procès était la catégorie des dîmes insolites. Quoi de plus naturel, puisque l'usage variait partout? Ces dîmes, de par leur nature même, devaient engendrer des contestations; les cultivateurs ne pouvaient s'y soustraire qu'en refusant de les payer dès qu'elles étaient réclamées, car la prescription quarantenaire leur enlevait toute possibilité de s'insurger.

Les rapports des agents généraux du clergé et les procès-verbaux des assemblées de ce corps nous ont transmis de nombreux renseignements sur cette matière délicate. L'agence générale qui fut en fonctions de 1775 à 1780 a relaté plusieurs procès, dont un survenu dans la paroisse de Beaumont-de-Lomagne, près de Montauban, à la suite du refus de deux particuliers d'acquitter la dîme du millet qu'ils prétendaient

(1) Du Châtellier, *L'agriculture et les classes agricoles en Bretagne*, chap. VI; H. Sée, *op. cit.*, p. 165.

insolite (1). Les décimateurs du lieu, l'évêque de Montauban, le syndic de l'abbaye de Grandselve et l'archiprêtre de Beaumont le firent assigner devant le sénéchal de Toulouse qui le condamna à payer cette dîme au taux du treizième. Les maire, syndic, consuls de la ville de Beaumont ainsi que plusieurs autres habitants prirent la défense des deux décimables et représentèrent que cette dîme était une innovation dans la paroisse. Les décimateurs demandèrent au contraire à prouver que depuis trente ans ils percevaient la dîme du millet dans cette paroisse, et à la treizième gerbe. Ils furent admis à faire cette preuve dans le délai d'un mois, sauf au syndic de Beaumont à prouver le contraire dans le même délai. L'évêque n'eut aucune peine à faire sa preuve et présenta même quatre-vingts témoins; puis, le délai de preuve contraire étant expiré, le sénéchal, par arrêt du 20 mars 1776, condamna les propriétaires à payer la dîme du millet au treizième, avec les arrérages de 1773, 1774 et 1775. Le syndic fit appel et le Parlement de Toulouse adopta une jurisprudence absolument différente par un arrêt du 6 mai 1777, qui déboutait les décimateurs et les condamnait aux dépens. L'évêque de Montauban se pourvut en cassation contre cet arrêt, rendu en violation évidente de l'article 50 de l'ordonnance de Blois d'après lequel la dîme devait se lever suivant la coutume des lieux et de l'article 29 de l'Edit de Melun, qui, au cas d'obscurité ou d'absence de coutume, ordonnait de suivre celle des lieux voisins. Le syndic objectait que ces textes ne pouvaient se rapporter à la dîme du millet, insolite et menue à Beaumont. Mais elle n'était ni menue puisque le millet constituait la principale culture de cette paroisse et des paroisses voisines, ni insolite, puisqu'il avait été introduit depuis plus d'un siècle en Languedoc et que la dîme en avait toujours été levée; il y avait même deux arrêts du Parlement de Toulouse, des 5 avril 1647 et 30 janvier 1670, qui en faisaient la preuve. Aussi le Grand Conseil, par

(1) Rapport des agents généraux du clergé de 1780, 2^e partie, Affaires temporelles, p. 166 et *Pièces justif.*, p. 4.

arrêt du 30 juin 1778, cassa-t-il l'arrêt du 6 mai 1777. La communauté de Beaumont, ne se tenant pas pour battue, fit une nouvelle opposition, mais un second arrêt du Grand Conseil, du 20 décembre 1779, l'en débouta définitivement.

En Artois, l'abbaye d'Anchin, qui percevait la dîme de tous les fruits sur le territoire des paroisses d'Inchy, Buralle et Buissy, sans avoir jamais été troublée, se vit brusquement en 1771, refuser par ces localités les dîmes du lin, colza, trèfle, œillette, sous prétexte qu'elles étaient insolites sur leurs territoires ⁽¹⁾. Les religieux ne purent probablement prouver qu'ils percevaient ces dîmes depuis plus de quarante ans et le Conseil d'Artois, par arrêt des 14 décembre 1775 et 18 janvier 1776, les débouta et les condamna aux dépens. Mais ils firent appel et très habilement représentèrent qu'il ne pouvait exister de dîmes insolites de leur nature, car la dîme était due de plein droit sur toutes espèces de fruits; de plus, que ce n'était pas au décimateur à prouver leur possession, mais aux décimables à établir leur exemption. Le 25 avril 1780, le Parlement de Paris ordonna aux habitants de prouver dans le délai d'un mois, par titres ou par témoins à leur choix, que quarante ans avant la demande des religieux les fruits contestés avaient été cultivés dans ces paroisses sans que la dîme en eût été réclamée, sauf aux religieux à prouver le contraire. Aucune preuve n'ayant encore été faite trois mois après, un arrêt du 23 juillet 1780 maintint les religieux dans leur droit et condamna les habitants à la restitution des dîmes pour les années précédentes.

Les deux exemples que nous venons de donner montrent combien la jurisprudence était capricieuse : les décisions les plus bizarres et les plus contradictoires étaient rendues et il faut y voir la cause des plaintes incessantes des assemblées du clergé qui auraient voulu, non pas dans l'intérêt des décimables mais dans celui des gros décimateurs, que la question fût une bonne fois réglée. L'Assemblée de 1758 prit

⁽¹⁾ Rapports des agents généraux du clergé de France de 1780, p. 159 et suiv., et *Pièces justif.*, p. 384 et 415; départ. du Pas-de-Calais, arrond. d'Arras.

violemment à partie le Parlement de Toulouse pour un de ces arrêts, contraire aux principes élémentaires du droit décimal, qui condamnait le chapitre de Béziers à prouver une possession trentenaire pour percevoir la dîme de l'esparcette ⁽¹⁾.

Mais ce fut surtout un arrêt rendu par le Parlement de Normandie le 19 mai 1784 qui souleva d'unanimes protestations ⁽²⁾. Et de fait, la notion qu'il consacrait était absolument inattendue; il produisit d'autant plus d'effet qu'il contenait règlement pour le paiement des dîmes dans la province de Normandie. Il décidait que, dans cette province, les quatre gros fruits seuls, froment, seigle, orge et avoine, seraient dîmes solites; toutes les autres dîmes seraient insolites et ne pourraient être perçues qu'avec preuve de possession quarantenaire. Ces dîmes insolites seraient divisées en deux classes : une première assujettie à la preuve que la dîme du fruit contesté était perçue depuis quarante ans sur l'héritage envisagé, sans aucun égard à l'usage suivi sur les héritages voisins (bois, prés, trèfles, sainfoins, luzernes, étangs, genêts). La seconde, comprenant toutes les autres productions, assujettie à la preuve de possession quarantenaire, non sur les fruits contestés, mais sur le grand nombre de fruits de même espèce cultivés dans le canton. Toute preuve était mise à la charge du décimateur. On comprend combien cet arrêt transformait la théorie décimale : non seulement il soumettait à la dîme des productions qui y avaient jusqu'alors communément échappé, telles que les prairies naturelles et les bois, mais encore il supprimait la règle fondamentale que toute culture nouvelle était de droit décimable; dorénavant, ce n'était plus aux décimables à prouver le caractère insolite d'une dîme en établissant qu'elle n'avait pas été réclamée depuis quarante ans, bien que le fruit en question ait été régulièrement cultivé dans la paroisse, mais au décimateur à prouver que la dîme en litige était une dîme solite, comme

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1758, séance du 24 octobre, t. VIII, 1^{re} partie, p. 683.

⁽²⁾ Assemblée du clergé de 1785, séance du 1^{er} juin.

ayant été perçue régulièrement depuis quarante ans. Il faut reconnaître que c'était une mesure grave pour les décimateurs et que, notamment, elle allait leur enlever, presque partout, la possibilité de percevoir la dîme des prairies artificielles. Par l'intermédiaire de l'Assemblée du clergé de 1785, ils alléguèrent que ce système était la proscription absolue de toute dîme de nouveaux fruits, puisqu'on exigeait, pour tous les produits autres que le froment, le seigle, l'orge et l'avoine, une preuve impossible à établir soit par titres, parce qu'on n'avait conservé aucun acte attestant le paiement de la dîme, soit par témoins, puisque l'habitude du Parlement de Normandie était de récuser les témoignages des propriétaires d'une paroisse. La dîme des prairies artificielles, soumise à la preuve de possession quarantenaire sur les fonds contestés eux-mêmes et non sur les fonds voisins, disparaissait inévitablement pour une double raison : d'une part que, dans bien des endroits, ces cultures n'étaient introduites que depuis très-peu de temps, et de l'autre que, là où elles étaient connues depuis longtemps, elles n'étaient cultivées sur le même terrain que pendant un très petit nombre d'années.

L'Assemblée estimait impossible de maintenir en vigueur une mesure aussi dangereuse et alla même jusqu'à invoquer l'intérêt des décimateurs pauvres, des curés, qui ne percevaient presque jamais la dîme des quatre gros fruits, la seule dont la perception fût pourtant considérée comme légale.

Il fut décidé qu'on députerait au Garde-des Sceaux et la réponse du Roi ne se fit pas attendre : avant qu'il fût fait une loi sur cet objet, un arrêt du Conseil, suivi de lettres patentes, casserait le règlement du Parlement de Normandie. La bonne disposition du Roi étant restée à l'état de projet, deux mois plus tard, la commission des dîmes de l'assemblée renouvela ses plaintes ; on députa à nouveau au Garde des Sceaux qui désigna, pour étudier la question, une commission composée de conseillers d'Etat et de magistrats du Parlement de Rouen. Mais la séparation de l'assemblée du clergé eut

lieu avant qu'aucune solution n'ait été donnée à cette importante affaire.

D'ailleurs, le Parlement de Paris était arrivé à des conclusions identiques, mais après des hésitations et des contradictions nombreuses ⁽¹⁾ : l'arrêt de Kergoson, relatif à la dîme des pommes de terre (24 mars 1777), semblait, comme nous l'avons vu, vouloir consacrer la théorie généralement admise qui mettait la preuve, en matière de dîmes insolites, à la charge des habitants ⁽²⁾. Mais deux ans plus tard, un second arrêt, rendu le 27 juillet 1779 en faveur du chapitre de Beauvais contre les habitants de Cauvigny ⁽³⁾, à propos du trèfle et de la luzerne, astreignait les décimateurs à prouver que la dîme réclamée était solite dans les paroisses voisines de Cauvigny et qu'elle avait toujours été perçue sur le territoire de Cauvigny depuis l'introduction de ces cultures. Une preuve de possession quarantenaire fut de même imposée au curé de Sainte-Maure pour la dîme du sainfoin par arrêt du 28 août 1780. Par contre et vers la même époque, le Parlement était revenu à ses premiers principes dans l'affaire de l'abbaye d'Anchin ⁽⁴⁾. Frappé lui-même de son incertitude, il demanda au Roi, par un arrêt d'avril 1784, d'établir un statut légal pour les dîmes insolites; mais ce statut ne fut jamais élaboré.

Procès sur les dîmes vertes, menues et de charnage. — Les dîmes vertes et menues ne provoquaient pas moins de difficultés. D'ailleurs c'étaient deux sujets tout à fait voisins. Depuis surtout que la jurisprudence de certaines cours avait manifesté la tendance que nous venons d'indiquer, les décimables s'étaient cru permis de refuser le paiement de ces sortes de dîmes. Ici, ce fut le Parlement de Toulouse qui provoqua les foudres du clergé ⁽⁵⁾, car sa jurisprudence ne

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1785, séance du 22 septembre, p. 676.

⁽²⁾ Voir *supra*, 1^{re} part., chap. III, p. 40.

⁽³⁾ Départ. de l'Oise, arrond. de Beauvais.

⁽⁴⁾ Voir *supra*, 2^e part., chap. II, p. 139.

⁽⁵⁾ Assemblée du clergé de 1775, t. VIII, 2^e partie, p. 2471.

tendait à rien moins qu'à assimiler toutes les dîmes vertes et menues à des dîmes insolites. Seuls, les gros fruits étaient de plein droit décimables; il exigeait, pour percevoir la dîme des menus fruits, un titre où le fruit contesté fût expressément nommé, ou bien la prescription; il fallait de plus que cette dîme ait été perçue à un même taux sur tous les décimables, sans quoi le paiement en était assimilé à une aumône. D'où une infinité de procès : on refusait la dîme des menus fruits partout où l'uniformité du taux était incertaine, partout où la dîme était perçue au grenier et non au champ. Il fallait encore que le décimateur prouvât que la dîme contestée avait été levée sur la généralité des habitants formant les deux tiers de la paroisse, et sur les deux tiers des fonds de la dite paroisse, preuves d'autant plus difficiles et même impossibles à faire que la Cour avait l'habitude de récuser les témoignages des préposés à la perception des dîmes alors qu'elle acceptait tous les témoins présentés par les décimables. Le clergé objectait que cette jurisprudence était inexplicable, que plus on remontait dans l'histoire, plus la dîme avait été étendue; que tous les arrêts anciens faisaient mention de la dîme des fruits menus et verts, millet, légumes, chanvre, pastel, safran, pois, fèves, etc. : enfin que le Parlement de Toulouse lui-même avait plusieurs fois reconnu la légitimité des menues dîmes et même pris des mesures pour assurer leur paiement. Le Roi reconnut le bien fondé de ces réclamations; une déclaration fut envoyée au Parlement de Toulouse, qui refusa de l'enregistrer.

Quelque temps après, le 16 mars 1783 ⁽¹⁾, nouvel envoi de lettres patentes sur les preuves à faire en matière de menues dîmes; l'enregistrement en fut très pénible et n'eut lieu qu'après d'assez nombreuses modifications. Nous renvoyons, pour la teneur de ces lettres, à notre première partie : bornons-nous à rappeler qu'elles condamnaient les prétentions du Parlement, notamment en acceptant comme

(¹) Isambert, t. XXVII, p. 250, n. 1763. Voir à notre 1^{re} partie, p. 39.

témoins les préposés à la perception des dîmes. Le gouvernement revint à la charge, et par de nouvelles lettres patentes du 8 mai 1783 ⁽¹⁾, il leva toutes les modifications introduites et rétablit les lettres du 16 mars 1783 dans leur teneur primitive. Le 16 mai 1784, toutes les dispositions de cet édit étaient définitivement enregistrées ⁽²⁾.

Quant aux dîmes de charnage, elles s'accompagnaient très souvent aussi de contestations interminables, car le décimable les supportait à contre cœur; il payait en effet en réalité deux dîmes sur le même objet, puisqu'on dîmait ordinairement outre les agneaux eux-mêmes, la laine des brebis; et même trois dîmes si on y ajoute celle que le décimateur percevait sur les fromages faits avec le lait des brebis. On peut juger du reste des sentiments des décimables sur ces sortes de dîmes par ce vœu de la paroisse flamande d'Arnèke ⁽³⁾ formulé si naïvement et que nous reproduisons dans toute sa saveur : « que la dixme de sang levé par les diximateurs » ecclésiastiques tant sur les petits cauchons et agneaux, qui » se consiste à une bagatelle, pour éviter la chicane, mérite » être anéantie » ⁽⁴⁾.

Sur le taux de la dîme. — Le taux de la dîme était, en raison de son infinie diversité, la cause de procès incessants. En 1747, par exemple, le fermier de la dîme de Vaugouët, dépendant de l'abbaye de Redon, prétendait percevoir la dîme au dixième alors que les cultivateurs ne voulaient la payer qu'au treizième ⁽⁵⁾; on alla s'expliquer devant la justice. Mais le différend portait très souvent sur des questions abso-

⁽¹⁾ Isambert, t. XXVII, p. 269, n. 1789.

⁽²⁾ Rapport des agents généraux du clergé de France de 1785.

⁽³⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. I, 36, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

⁽⁴⁾ Ajoutons les dîmes de suite qui provoquaient deux fois plus de procès que les autres, puisque les décimables avaient à satisfaire deux décimateurs différents dont les exigences n'étaient pas toujours les mêmes. Il est intéressant de se reporter, à ce point de vue, au cahier de La Rothière, bailliage de Troyes. Vernier, *op. cit.*, t. II, 485-488.

⁽⁵⁾ H. Sée, *op. cit.*, p. 165.

lument ridicules, et n'en était du reste que plus acerbe : le curé d'une petite paroisse normande ⁽¹⁾ voulut, en 1761, mesurer les deux boisseaux d'avoine qui lui étaient dus à titre de dîme par chaque acre de terre (82 ares environ), au boisseau de Falaise, un peu peu plus grand que celui de Briouze; quelques-uns de ses paroissiens et le seigneur du lieu témoignèrent contre lui, mais il put réunir un plus grand nombre de partisans. Les procès dont les mesures étaient la cause étaient des plus fréquents, en raison de la multiplicité de ces mesures : le prieur curé de Vouzon intenta en 1788 un procès à ses paroissiens pour faire fixer la mine de terre de Vouzon à 66 perches deux tiers, alors qu'elle avait toujours été jusque-là d'une minée de semences, couvrant environ 80 perches de terrain ⁽²⁾.

Nous pourrions multiplier ces exemples, mais il est inutile de le faire car ces procès se ressemblent tous. Le point important est de montrer combien ils étaient nombreux.

Nous sommes bien renseignés sur ce point par les assemblées du clergé : en 1725 ⁽³⁾, on demande que dans les enquêtes qui seront faites par autorité de justice sur les contestations survenues entre les décimateurs et les paroissiens relativement à la quotité de la dîme, les habitants de la paroisse où il s'agira de régler le taux, ne pourront être entendus comme témoins; il est évident que, sans cette mesure, ils auraient tous déposé en leur propre faveur.

En 1782 ⁽⁴⁾, l'archevêque de Bordeaux apporta les remontrances des décimateurs du diocèse d'Auch auxquels un grand nombre de difficultés avaient été causées par un arrêt du Parlement de Toulouse du 14 mai 1781, diminuant le taux de la grosse dîme. Le clergé de ce diocèse ne possédant que fort peu de biens fonds, n'avait que les dîmes pour tout patrimoine; aussi le taux y était-il supérieur à celui des

⁽¹⁾ Abbé Bernier, *op. cit.*, p. 120.

⁽²⁾ Bloch. *op. cit.*, t. I, 404, départ. de Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽³⁾ Assemblée du clergé de 1725, Cahier du Roi, art. 2.

⁽⁴⁾ Assemblée du clergé de 1782, séance du 6 décembre.

autres diocèses ; il y variait entre le septième et le dixième. Or, le Parlement le réduisait uniformément au dixième. Par toutes sortes de raisons qui n'étaient pas sérieuses, le clergé essaya d'échapper à cette mesure : il représenta que ce taux du dixième n'était consacré par l'usage ni dans le royaume, ni dans le diocèse d'Auch, où les quotités du septième, du huitième et du neuvième étaient plus répandues encore. Comme toujours, le clergé demandait la cassation de l'arrêt de 1781 : mais le Roi, avec raison, ne donna aucune suite à ses réclamations, tout à fait mal fondées ici. Le Parlement de Toulouse avait pris une très heureuse mesure qu'il eût été souhaitable de voir adopter dans plusieurs autres régions également.

Sur les opérations de la perception. — D'après les règles assez nombreuses, et quelquefois assez vexatoires, qui présidaient à la perception de la dime, on peut comprendre que là encore les procès étaient nombreux. Ils l'étaient surtout quand la dime était enlevée par des décimateurs étrangers à la paroisse, et notamment quand elle était affermée, puisque l'intérêt des fermiers était de réaliser le plus de bénéfices possible. Il n'en fut pas de toutes les régions comme du Velay ⁽¹⁾ où les abus des décimateurs s'étendirent peu et ne provoquèrent pas beaucoup de plaintes ; bien au contraire, lorsqu'arrivait l'époque où « l'homme à la dime » passait dans les champs, les cours de justice devaient redoubler d'activité. Les sujets de difficultés étaient nombreux. C'était d'abord l'affermage des fruits décimaux ; les contribuables avaient grand intérêt à ce que l'opération se fît correctement, à ce que le bailleur n'imposât pas des conditions trop dures au preneur afin qu'eux-mêmes ne fussent pas trop maltraités à leur tour. La fraude était facile : plusieurs paroisses flamandes reprochent, dans leurs cahiers, aux décimateurs, une pratique anormale d'après laquelle, au lieu de louer les

(1) Rioufol, *La Révolution dans le Velay*, p. 6.

dîmes publiquement et au plus offrant, comme partout ailleurs, ils affermaient depuis six ou sept ans toutes leurs dîmes en bloc à deux particuliers associés, par bail à longue durée, avec une clause leur interdisant toute sous-location ⁽¹⁾. Et, ce qui était encore plus suspect, les fermiers refusaient toujours d'exhiber leur bail aux habitants, de sorte qu'il y avait tout lieu de supposer que l'opération était frauduleuse et faite au préjudice des habitants.

Une autre fraude consistait, de la part des décimateurs, à se faire surenchérir par leurs propres agents, afin d'obtenir un prix plus fort ⁽²⁾ ; cela réussissait presque toujours, mais au grand détriment des décimables sur lesquels, finalement, retombaient toujours les conséquences de ces pratiques irrégulières.

Les opérations de la levée proprement dite des dîmes fournissaient encore de nombreuses occasions de fraudes aux décimables comme aux collecteurs, et cela se traduisait toujours par des procès. Il était assez tentant pour les cultivateurs de moissonner ou de vendanger sans avertir les décimateurs, pour essayer d'échapper à l'impôt. Mais s'ils étaient découverts, la sanction était sévère et se traduisait par la saisie des fruits récoltés : le chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux, gros décimateur, fit ainsi saisir le 23 septembre 1736 des vendanges récoltées sans autorisation ⁽³⁾ ; un certain Lambert, maître d'école aux Chartrons, qui avait cueilli son raisin sans avertissement préalable, fut assigné le 9 février 1737 par le même chapitre pour entendre prononcer la saisie des fruits litigieux ⁽⁴⁾.

L'obligation, pour le décimable, de laisser sa propre récolte sur le champ en attendant que la part du décimateur fût enlevée, pouvait être parfois très gênante pour le paysan,

⁽¹⁾ Départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck : Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, Cahiers de Bambeckue, t. II, 160; Ost-Cappel, t. II, 164; West-Cappel, t. II, 169; Rexpoëde, t. II, 106.

⁽²⁾ *Ibid.*, Cahier de Warhem, t. II, 196.

⁽³⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1013.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, G 1113.

qui se laissait aller à n'en pas tenir compte : il était aussitôt accusé de fraude. Il en était de même de l'interdiction de faire paître le bétail dans les terres où le décimateur n'était pas encore passé; ce même chapitre de Saint-Seurin avait assigné, le 10 avril 1681, le boucher François Jonquet, en paiement de trente livres de dommages-intérêts, pour « trois matocqz de fouing » qu'il avait fait manger à ses bestiaux et qui auraient dû revenir au décimateur ⁽¹⁾.

Lorsque les collecteurs ne se présentaient pas pour enlever la dîme le jour même ou les laboureurs retiraient leur propre récolte, ce qui arrivait quelquefois, les gerbes pouvaient avoir à souffrir de la pluie, de la grêle, ou de toute autre cause, et le décimateur, se trouvant lésé, intentait encore un procès ⁽²⁾.

Souvent aussi certains décimateurs employaient à l'égard des paysans des procédés injustes et vexatoires : ils prétendaient, par exemple, être dans la possession de percevoir leurs dîmes à une époque particulière, comme la Saint-Martin (11 novembre) pour les chanoines de Saint-Martin de Tours, et ils forçaient les décimables à conserver la dîme jusque-là ⁽³⁾. D'autres employaient des menaces, l'intimidation, et lorsque le décimateur usant de ces procédés était le curé de la paroisse, on voit quels pouvaient être ses rapports avec ses paroissiens : témoin ce curé normand qui, « faisant comme » Panurge qui mangeait son blé en salade, attendait la veille » de la Saint-Jean avec la plus grande impatience; il ren- » voyait ses créanciers à cette époque précieuse; alors le » glorieux pasteur entraînait dans les bergeries de l'air d'un » huissier qui vient faire saisie, comptait les timides agneaux, » les ballottait, les soupesait, et dimait impitoyablement » l'agneau de la bru, l'agneau de la servante, et jusqu'à » l'agneau conduit en laisse par le fils unique » ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1089.

⁽²⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 108, Cahier de Guigneville, départ. du Loiret, arrond. de Pithiviers.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 476, Cahier de Suèvres, départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Blois.

⁽⁴⁾ Abbé Bernier, *op. cit.*, p. 116 (Extrait des « Caractères et mœurs de ce siècle » dont l'auteur est un curé de Basse-Normandie, Gauthier, curé de la Lande de Gul, Caen, 1789).

La dîme de la paille était, elle aussi, fertile en contestations. Nous avons indiqué précédemment l'importance de cette question : il ne faut donc pas s'étonner que les cultivateurs se soient souvent efforcés de conserver leurs pailles, ou tout au moins de les enlever aux décimateurs aux meilleures conditions. Nous pourrions, encore ici, multiplier les exemples de procès; quelques uns suffiront : En 1785, les paroissiens de Savigny-sur-Braye ⁽¹⁾ voulaient s'approprier les pailles de leurs dîmes à vil prix; un procès semblable était pendant au Parlement de Paris entre le curé de Marolles (Maine) et ses paroissiens ⁽²⁾. Le 29 septembre 1785 ⁽³⁾, l'archevêque de Reims, chef de la commission des dîmes à l'Assemblée de 1785, fit sur cette question un rapport où il indiqua les solutions adoptées par les divers parlements; il fit ensuite ressortir la nécessité d'unifier par une loi toutes ces dispositions. Mais il ne fut jamais donné de suite à ces réclamations.

Les formes de la perception, pour les dîmes pour lesquelles les usages variaient, entraînaient encore des contestations : spécialement la dîme du vin, qui se payait tantôt au cellier sous forme de vin, tantôt à la vigne sous forme de raisin. Lorsque l'usage était insuffisamment établi, décimateurs et vigneronns voulaient choisir le mode de perception qui leur convenait le mieux; en Champagne, il y eut à ce sujet un très long procès entre les abbés d'Hautvilliers et certaines paroisses de leurs dîmeries; un arrêt du Parlement du 4 septembre 1772 ordonna que la dîme serait à l'avenir acquittée en raisin au pied de la vigne, et qu'à cette fin il serait procédé à « l'épalement » ⁽⁴⁾ des paniers de transport.

Enfin la dîme des « nombres rompus » ou des « surnuméraires » s'accompagnait aussi de procès. Les décimateurs

(1) Départ. du Loir-et-Cher. Arrond. de Vendôme.

(2) Assemblée du clergé de 1785. Séance du 4 août, p. 427. Localité du départ. de la Sarthe, arrond. de Saint-Calais.

(3) Assemblée du clergé de 1785. Séance du 29 septembre.

(4) Terme de mesurage usité en Champagne : mot de même racine que l'expression « Paulier » que nous avons rencontrée dans une région voisine, la Lorraine.

prétendaient ordinairement que la dime était due d'un nombre incomplet, comme s'il était complet, ou encore qu'elle devait être perçue en proportion des nombres surnuméraires : et ils invoquaient les deux déclarations de 1611 et 1617. Les décimables refusaient au contraire de leur reconnaître force de loi, parce qu'elles n'avaient jamais été enregistrées, et ils prétendaient ne rien payer pour les nombres rompus ; il y avait même des décisions de justice conformes à cette prétention, et notamment un arrêt rendu contre le curé de Saizy, et au profit d'un décimable qu'il déclarait exempt de payer la dime de neuf agneaux, cette dime se payant au treizième ⁽¹⁾.

Procès relatifs aux charges de la dime. — La dime mettait certaines obligations à la charge des titulaires, et c'était toute justice. Mais l'exécution en fut toujours des plus incertaines, des plus contestées, et il n'est peut-être pas de matière qui donna lieu à autant de difficultés. La mauvaise volonté venait soit du décimateur qui méconnaissait la loi et voulait se décharger d'obligations qui le gênaient, soit du contribuable, qui exigeait trop.

Nous avons vu que lorsque les textes de lois étaient obscurs ou même totalement absents, ce qui était fréquent, les charges des décimateurs étaient déterminées par l'usage ou la jurisprudence. L'entretien des églises paroissiales était le seul point sur lequel il y eût une certaine entente ; en général, il incombait aux décimateurs pour le chœur jusqu'à concurrence du tiers du produit des dimes, et il ne s'agissait là que des réparations. Vers la fin du XVIII^e siècle, ces obligations furent étendues à la reconstruction complète, dans certaines régions, notamment en Flandre, par les lettres patentes de 1773 et 1784. Ces lettres déchaînèrent un mouvement d'indignation général. Sur un total de cent cinquante cahiers environ publiés par MM. Sagnac et de Saint-Léger, il n'y en

(1) Départ. de la Saône-et-Loire. Arrond. d'Autun.

a pas vingt qui n'aient sur ce point formulé de doléances particulières : les paroissiens de Tétéghem ⁽¹⁾ sont, en 1789, depuis deux ans en procès pour la réparation de l'église paroissiale, « laquelle ne met pas les habitants à l'abri des injures de l'air ». Steene ⁽²⁾ et Quœdypre ⁽³⁾ ont dû procéder pendant près de quarante ans pour obtenir satisfaction. Dans la première de ces localités, l'abbaye de Saint-Winnocq, gros décimateur, a même employé un procédé peu recommandable pour faire croire aux habitants qu'elle faisait réparer leur église : elle a envoyé quelques ouvriers avec de vieilles tuiles qu'elle s'est contentée de faire poser sur le toit. A Esquelbecq ⁽⁴⁾, les propriétaires de dîmes « se refusent à tout ». A Grande-Synthe ⁽⁵⁾, Coudekerque ⁽⁶⁾, il en est de même, et, en 1789, les paroissiens ont à peine obtenu satisfaction.

La situation était identique en Bretagne, où, dans bien des paroisses, on célébrait la messe à tous les vents, « dans la plus affreuse rigueur de l'hiver » ⁽⁷⁾. Il y a même des endroits où les abus étaient si criants que la communauté avait pris le parti d'interdire aux fermiers de faire aucun paiement aux décimateurs avant que les réparations ne fussent faites ⁽⁸⁾.

En Champagne, les plaintes de ce genre abondent aussi. La paroisse de Thieffrain, en 1789, vient d'avoir un procès avec ses décimateurs au sujet de l'église ; des experts nommés à l'amiable par les deux parties ont reconnu que le chœur, les deux collatéraux et le quart du clocher devaient être à la charge des décimateurs. Sur le refus de ceux-ci, l'Intendant a envoyé un architecte pour établir une répartition des charges, et il donna aux décimateurs la réparation des deux colla-

⁽¹⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 175.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 183.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 143.

Pour la situation géographique de ces paroisses, se reporter à notre première partie (chapitre relatif au taux de la dîme).

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 255.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 313.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 206.

⁽⁷⁾ Dupont, *op. cit.* Cahiers de Saint-Michel et Noyal-sur-Vilaine.

⁽⁸⁾ Abbé C. Daugé, *op. cit.*, p. 148.

téraux et de la moitié du clocher, le reste aux habitants ⁽¹⁾.

Beaucoup plus contestées encore étaient les obligations relatives aux fournitures à faire pour le culte ou aux charges de nature diverse, variables avec les régions, par exemple la subsistance du maître d'école, l'entretien d'un second vicaire, d'un chantre, etc. A Zuytpeene ⁽²⁾, où la dîme s'affirme annuellement pour 9.000 livres, les habitants sont forcés d'intenter un procès pour le vicaire et le « coutre » (chantre); à Sainte-Marie-Cappel ⁽³⁾, un nommé Dequidt, à la fois coutre et maître d'école, ne peut arriver à obtenir, sur une dîme annuelle de 12.000 livres, la somme ridicule de 450 livres, et « ledit suppliant se trouve dans l'impossibilité d'avoir son pain ».

A Bures ⁽⁴⁾, petite paroisse du bailliage d'Alençon, est encore pendant en février 1789, un procès entamé depuis douze ans et ayant déjà coûté plus de 2.000 livres; il s'agit du paiement d'une redevance de 8 boisseaux de blé, due de temps immémorial à la fabrique de la paroisse par les religieux bénédictins de l'abbaye de Saint-Martin de Sées, décimateurs.

De leur côté, les curés dépassèrent souvent, dans leurs exigences, les bornes permises; au cours du XVIII^e siècle, trois importantes affaires de cette nature ne cessèrent d'occuper les assemblées du clergé: elles furent suscitées par les curés du pays toulousain, du Dauphiné et de Provence.

Un grand nombre de curés congruistes du ressort du Parlement de Toulouse ⁽⁵⁾ avaient exigé des gros décimateurs la fourniture du pain et du vin servant aux offices, le blanchissage du linge de l'autel et le paiement d'un clerc. La question fut portée devant le Parlement qui, bien entendu, la jugea de plusieurs façons: au début, il débouta les curés (arrêt du 11 juillet 1718 rendu contre le curé du village de

⁽¹⁾ Vernier, *op. cit.*, t. II, 601. Départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Seine.

⁽²⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. I, 224.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 67.

⁽⁴⁾ Duval, *op. cit.*, p. 56. Départ. de l'Orne, arrond. d'Alençon.

⁽⁵⁾ Assemblée du clergé de 1747, séance du 16 fév., t. VIII, 1^{re} part., p. 76.

Beauvoisin) ⁽¹⁾. Puis la jurisprudence se fixa peu à peu dans le sens contraire. Le 23 juin 1743, un décimateur de Vitrac ⁽²⁾, diocèse de Rodez, fut condamné à payer annuellement 50 livres pour l'entretien d'un clerc, et une somme égale pour le pain, le vin, le luminaire et les mêmes dépenses. En 1746, arrêt semblable contre le décimateur de la paroisse de Canilhac, diocèse de Mende ⁽³⁾. Les juridictions de premier ressort adoptaient d'ailleurs des conclusions identiques, par exemple, le sénéchal de Nîmes qui, en 1750, condamna le chapitre de Nîmes à payer au curé de Boissières la somme de 30 livres pour le salaire d'un clerc ⁽⁴⁾.

Le haut clergé s' alarma; il représenta que les demandes des curés sur ce point étaient contraires à l'article 21 de l'édit de 1695 qui bornait les obligations des décimateurs à la fourniture des ornements, vases sacrés et livres, et aux réparations des sanctuaires et sacristies; contraires également aux déclarations de 1710, 1724, 1726, 1731 qui renouelaient les dispositions de l'édit de 1695; et à la jurisprudence du Conseil, qui avait notamment débouté le 11 août 1742, le curé de Saint-Jean de Falga, diocèse de Pamiers ⁽⁵⁾, de sa demande relative au salaire d'un clerc et, en 1753, le curé de Montpezat ⁽⁶⁾ d'une pareille prétention. Il fit valoir que les décimateurs du Languedoc avaient été moins heureux que ceux du Dauphiné. Ces derniers, en effet, sur cette question, avaient obtenu du Roi, en 1747, une déclaration leur donnant satisfaction, si bien que, pour mettre un terme aux procès, le chancelier s'était vu dans l'obligation d'inviter le premier président du Parlement de Toulouse à surseoir au jugement des demandes formées par les curés contre les gros décimateurs jusqu'à ce qu'une loi ait été faite.

Malgré cette surséance, deux arrêts du Parlement vinrent,

⁽¹⁾ Départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽²⁾ Départ. de l'Aveyron, arrond. d'Espalion.

⁽³⁾ Départ. de la Lozère, arrond. de Marvejols.

⁽⁴⁾ Départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽⁵⁾ Départ. de l'Ariège, arrond. de Pamiers.

⁽⁶⁾ Départ. du Gers, arrond. de Lombez.

en 1758, tout remettre en question; l'un du 6 mars 1758 obtenu par le curé de Calvisson ⁽¹⁾, diocèse de Nîmes, et l'autre du 20 juin suivant, par le curé de Boissières, même diocèse, condamnant le chapitre de Nîmes, en sa qualité de gros décimateur, à payer 50 livres par an pour le salaire d'un clerc, et à acquitter cette somme pour les années écoulées depuis l'introduction de la demande des curés.

L'Assemblée du clergé de 1758 tenait alors ses séances et, par la voix de l'abbé de Jumilhac, rapporteur, s'éleva hautement contre cet arrêt rendu au mépris des principes élémentaires du droit, les curés demandeurs n'ayant en leur faveur ni loi, ni titre, ni possession.

En 1760, aucune satisfaction n'ayant encore été donnée, le clergé prit une décision énergique, en arrêtant que chaque fois qu'un décimateur serait condamné pour cette cause, un pourvoi en Cassation serait formé aux frais du clergé. Nous n'avons d'ailleurs pas connaissance que cette mesure ait changé en rien les dispositions du gouvernement sur cet objet : nous verrons dans un instant qu'il donna même, en juillet 1771, satisfaction au moins partielle aux curés.

En Dauphiné ⁽²⁾, les curés ne furent pas moins turbulents, Jusqu'en 1740, les gros décimateurs de cette province n'avaient jamais payé, en fait de charges, que 300 livres de portion congrue aux curés et 150 aux vicaires. Les habitants, par des quêtes, fournissaient les menues dépenses à cause de l'absence des fabriques dans cette région. En 1740, les communautés refusèrent le luminaire et prétendirent que cette charge devait incomber à la dîme. Les titulaires de dîmes opposèrent un usage contraire, firent valoir le maigre produit des dîmes en Dauphiné, à cause de leur faible taux, et la nécessité pour eux de payer aux pauvres un droit spécial du vingt-quatrième de leurs fruits décimaux. Malgré cela, les décimateurs furent généralement condamnés et les habitants augmentèrent leurs

⁽¹⁾ Départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽²⁾ Assemblée du clergé de 1747. Séance du 13 février, t. VIII, 1^{re} partie, p. 71 et suiv.

prétentions. Ceux de Lambiet ⁽¹⁾, par exemple, présentèrent une requête au Parlement de Grenoble, concluant à ce que leur décimateur, le séminaire de Grenoble, fût tenu de payer les arrérages de fourniture du luminaire depuis le temps qu'il jouissait de cette dîme, soit depuis 1672 : à 50 livres par an, cela rendait le séminaire redevable de plus de 7.000 livres. L'archevêque d'Arles, rapporteur, conclut à la demande d'une déclaration interprétative de l'édit de 1695. L'édit de mai 1768, dont l'article 5 fixait les charges des décimateurs, fut loin de donner satisfaction, car il était plutôt plus obscur encore.

Ce fut un prétexte pour les curés de Provence. Appuyés par plusieurs arrêts du Parlement d'Aix, ils émirent les mêmes prétentions que ceux du Languedoc et du Dauphiné. L'archevêque de Narbonne, choisi par l'Assemblée de 1770 pour s'occuper de la question, présenta un projet de déclaration interprétative de l'édit de 1768 où un article spécial limitait à 30 livres la somme supplémentaire à fournir par les décimateurs aux paroisses sans vicaires, et à dix livres par vicaire aux paroisses qui en avaient, à l'exclusion absolue de toute dépense non comprise dans l'édit. Le projet de l'évêque de Narbonne fut promulgué en juillet 1771. Bien des curés ne furent d'ailleurs pas satisfaits, et élevèrent de nouvelles prétentions à propos de la fourniture de l'huile de lampe nécessaire au culte, mais il ne leur fut pas donné satisfaction.

Restent les presbytères qui, eux aussi, provoquèrent de grosses difficultés, surtout en Provence, en Bretagne et en Flandre. L'édit de 1695 avait chargé les habitants « d'assurer un logement convenable à leur curé » ; mais l'usage s'était introduit presque partout de charger les paroissiens des grosses réparations et le curé des petites ⁽²⁾. En 1754 s'introduisit

⁽¹⁾ Départ. de l'Isère, arrond. de Grenoble.

⁽²⁾ Les tribunaux n'hésitaient d'ailleurs pas à y faire participer aussi les décimateurs quand il était prouvé que leurs ressources, après avoir fait face à toutes leurs charges, étaient plus que suffisantes pour supporter encore la dépense de

en Provence un usage différent ⁽¹⁾ qui fit participer aussi les décimateurs aux réparations des presbytères; les habitants continuèrent à effectuer les « grosses réparations », les curés les « réparations locatives » et les décimateurs les réparations dites « d'entretien ». Mais comment faire le départ exact de ces trois sortes de réparations? Des complications inextricables en résultèrent nécessairement et, pour y mettre un terme, l'assemblée des communautés de Provence trouva préférable de les laisser toutes sans distinction à la charge des décimateurs. En 1771, le presbytère de la paroisse de La Madeleine, à Aix, eut besoin de réparations : les experts, conformément à l'ancien usage, firent trois classes de réparations. Le chapitre Saint-Sauveur d'Aix, gros décimateur, aurait dû faire les réparations d'entretien; mais il se trouva qu'elles étaient beaucoup plus considérables que les réparations dénommées « grosses », de sorte que le chapitre fit assigner les consuls de la ville d'Aix devant la sénéchaussée d'Aix et invoqua les textes des édits de 1695 et 1768 qui mettaient les réparations des presbytères à la charge des communautés. Les consuls invoquèrent l'usage contraire; la sentence leur ordonna d'en faire la preuve, mais les dépositions des témoins ne leur ayant pas été favorables, ils durent renoncer à leur résistance.

En janvier 1775, la question se présenta à nouveau pour la communauté de Cabasse ⁽²⁾ qui voulait mettre les réparations presbytérales à la charge des bénédictines d'Aix, décatrices; celles-ci assignèrent les consuls de la localité et offrirent de faire la preuve demandée; un arrêt du 23 juin 1775 les condamna et les consuls d'Aix en profitèrent pour reprendre leur ancienne poursuite et ils triomphèrent. Le clergé, renonçant à poursuivre au Conseil la cassation de

l'entretien des presbytères. Nous avons d'ailleurs vu (1^{re} part., chap. rel. aux charges de la dime) que l'édit de 1768 contenait une disposition dans ce sens.

Ainsi en fut-il en 1783 pour la paroisse de Bouchy-le-Repos en Champagne. Laurent, *op. cit.*, t. II, 118. Départ. de la Marne, arrond. d'Épernay.

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1775. Séance du 30 octobre, t. VIII, 2^e partie, p. 2434.

⁽²⁾ Départ. du Var, arrond. de Brignoles.

l'arrêt de 1775, se borna à réclamer qu'un texte interprétatif des édits de 1695 et 1768 déchargeât à l'avenir les décimateurs des réparations presbytérales; l'Assemblée de 1775 composa elle-même un projet dans ce but, auquel la Révolution ne donna pas le temps d'être adopté.

En Bretagne ⁽¹⁾, le régime des presbytères se trouvait dans un arrêt de règlement du Parlement de Rennes de 1721, chargeant les curés de toutes les réparations de leur presbytère. Mais les curés se remuèrent et firent tant et si bien que les assemblées du clergé durent s'occuper de leurs intérêts; un projet de déclaration fut adressé, en 1760, au Parlement de Rennes qui ne l'agréa pas. Le clergé s'occupait encore de cette affaire en 1775, mais n'aboutit à aucun résultat.

La question se présenta avec un caractère tout particulier d'acuité en Flandre ⁽²⁾. Les lettres patentes de 1773 et 1784 qui imposaient aux seuls décimateurs la réédification et l'entretien des églises et presbytères, y avaient semé le trouble. Les guerres de religion avaient été particulièrement néfastes à ce pays; bien peu de réparations avaient été faites depuis, et c'était une lourde charge qui allait être imposée aux titulaires des dimes; d'autant plus que ce régime nouveau était absolument contraire à l'ancien : des ordonnances de 1611 et 1613, rendues par le gouvernement espagnol en Flandre, chargeaient les fabriques de la reconstitution des locaux affectés au culte, puis subsidiairement les décimateurs, au moyen de deux années du produit de leurs dimes payables en six ans, et enfin les habitants. Quand la Flandre fut devenue province française, une déclaration de 1754 y maintint les dispositions des deux précédentes ordonnances. L'édit de 1768 enfin ne mit pas les presbytères à la charge des décimateurs. On sait comment furent accueillies les lettres de 1773 et 1784 : l'Assemblée du clergé de 1785 ⁽³⁾ députa au Garde des Sceaux pour qu'elles fussent retirées. Mais elles

⁽¹⁾ Assemblée du clergé de 1775. Séance du 30 octobre, t. VIII, 2^e partie, p. 2434.

⁽²⁾ *Ibid.*

⁽³⁾ Assemblée du clergé de 1785-86. Séance du 28 août 1785, p. 388.

étaient encore en vigueur lors de la confection des cahiers et on peut constater, à la lecture de ceux-ci, qu'elles ne constituent pas la moindre des doléances de la Flandre maritime en 1789.

En Champagne ⁽¹⁾, l'usage établi relativement aux presbytères était conforme aux édits de 1693 et de 1768 : Les habitants assuraient « un logement convenable » à leur curé et se chargeaient ordinairement des grosses réparations, le curé prenant à sa charge les réparations menues et d'entretien. Mais les décimateurs n'avaient aucune charge de cette nature du fait de leurs dîmes. Les curés y abusaient particulièrement de cette situation et formulaient des exigences excessives, ce qui provoquait de nombreuses contestations. Le 17 janvier 1743, le contrôleur général Orry, effrayé des dépenses occasionnées dans ce pays par les reconstructions et réparations de presbytères, envoya à l'Intendant Le Peletier de Beaupré des instructions précises pour les faire diminuer ; il craignait que cette surcharge inutilement imposée aux habitants rendit d'autant plus difficile la perception des impôts royaux, et il manifestait l'intention de n'accorder à l'avenir aux curés que le logement indispensable ⁽²⁾.

En Normandie, les procès devaient être aussi fréquents, à en juger par les nombreux arrêts du Conseil rendus dans les dernières années de l'Ancien Régime et autorisant les paroisses à s'imposer extraordinairement pour faire face à des frais de procédure relatifs à leurs presbytères et à leurs églises. Nous voyons ainsi un arrêt du Conseil du 27 mai 1787 permettre aux habitants de Saint-Cyr ⁽³⁾ de s'imposer d'une somme extraordinaire de 765 liv. 10 sols ; un autre, du 19 septembre 1786, pour la paroisse de Montgardon ⁽⁴⁾ ; un

⁽¹⁾ Laurent, *op. cit.*, t. II, 504. Cahier de Montolivet, départ. de Seine-et-Marne, arrond. de Coulommiers.

⁽²⁾ M. J. Laurent, dans son tome II (*Cahiers des doléances des paroisses des bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne*), 1^{re} partie, p. 161, note 1, ne cite pas moins de 25 paroisses qui furent en procès pour des réparations à leurs presbytères, de 1770 à 1789.

⁽³⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. II, 556, départ. de la Manche, arrond. de Valognes.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 391, *ibid.*, arrond. de Coutances.

troisième, du 24 août 1785, pour celle de Bouville ⁽¹⁾; un quatrième, du 6 septembre 1789, pour celle de Bretteville ⁽²⁾, etc. Comme toujours ces exemples pourraient être multipliés.

⁽¹⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. II, 139, *ibid.*, arrond. de Valognes.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 125, *ibid.*, arrond. de Cherbourg.

CHAPITRE III

La dîme ne répondait plus au but de son institution.

Les ministres du culte. — Les pauvres. — L'entretien des édifices du culte.

§ I. *Les ministres du culte.*

Les mauvaises conditions agricoles et économiques dans lesquelles la dîme était perçue, les procès qu'elle entraînait étaient des inconvénients graves qui auraient suffi à eux seuls au législateur de 1789 pour décréter l'abolition du système. Mais il y avait encore un reproche à faire et plus sérieux certainement que les deux précédents : la dîme ne répondait plus au but de son institution ; elle ne rendait plus les services qu'on était en droit d'en attendre, qui constituaient sa seule raison d'être.

Nous avons déjà plusieurs fois indiqué quel était son objet : assurer sa subsistance au clergé paroissial, fournir des subsides aux pauvres, telle avait été l'intention des conciles lorsqu'ils avaient ordonné le paiement de la dîme, et spécialement du Concile de Maçon de 585 qui, le premier, fit une obligation de ce qui n'avait été jusque-là qu'une offrande purement volontaire ; telle avait été l'intention du pouvoir temporel lorsqu'il en avait réglementé le paiement. Depuis les Capitulaires, tous les édits et ordonnances s'étaient accordés sur ce point ; la jurisprudence elle-même, dont nous avons eu si souvent l'occasion de constater l'indécision sur plusieurs autres points, n'avait jamais fait de difficultés pour le reconnaître. En somme, la dîme était un impôt destiné à

alimenter un service public; mais elle y réussissait mal et quelquefois même n'y réussissait pas du tout.

La situation des gros décimateurs. — En premier lieu, elle devait assurer sa subsistance au clergé paroissial. Nous devrions même dire plus, une existence honnête; car s'il suffisait de peu pour vivre, encore fallait-il vivre décemment. Quant à l'expression « clergé paroissial » il faut l'interpréter limitativement; elle comprend les degrés les plus bas de la hiérarchie ecclésiastique, les pasteurs dont le peuple ne pouvait se passer, dont les soins et les conseils lui étaient journellement nécessaires, les curés et les vicaires. Or ce clergé paroissial ne détenait plus, en général, les dîmes. Nous savons que les curés, lorsqu'ils n'étaient pas décimateurs, n'avaient droit qu'à certaines portions de dîmes, très limitativement désignées, et lorsqu'ils étaient décimateurs, très souvent ils ne l'étaient pas seuls, et ne participaient à la dîme que pour une portion relativement réduite.

A qui profitait donc la plus grosse part de cet impôt? A tout le haut clergé, aux archevêques et évêques, chapitres, abbés, communautés d'hommes et de femmes, sociétés de bénéficiers, séminaires, couvents et autres établissements ecclésiastiques; en un mot, à tout le clergé étranger au service paroissial. Nous en avons expliqué la raison au début de ce travail; rappelons ici que les Conciles de 813 et 829 eurent le tort de réserver aux évêques une portion des dîmes; que ceux-ci, par une pratique irrégulière, chargèrent souvent les moines et chanoines du service du culte. En se retirant dans leurs monastères et chapitres, ces moines et chanoines confièrent l'administration des paroisses à des « vicaires perpétuels », mais conservèrent les dîmes dont ils jouirent sous le nom de « gros décimateurs » parce qu'ils continuèrent à percevoir les grosses dîmes, alors que les ordonnances réservèrent aux curés, à titre de dédommagement, la jouissance des dîmes vertes, menues et noales, comme supplément néces-

saire à la portion congrue que les curés primitifs durent allouer aux vicaires perpétuels.

Cette situation fut modifiée en 1768 : désormais les pasteurs purent choisir entre la portion congrue qui était élevée à 500 livres, avec abandon de toutes leurs dîmes aux gros décimateurs, ou la conservation de leurs dîmes sans congrue : dans les deux cas, les curés ne pouvaient plus prétendre aucun droit sur les noales, les dîmes vertes et menues, qui revenaient aux gros décimateurs.

La situation de ces gros décimateurs était des plus florissantes. On a beaucoup écrit sur la fortune du clergé sous l'Ancien Régime ; il est inutile d'y revenir longuement ici et quelques mots suffiront : un écrivain de la fin du XVIII^e siècle, Bonvalet-Desbrosses, estimait que sur le revenu annuel des biens d'Eglise, qu'il évaluait dîme comprise à un chiffre minimum de 225 millions de livres environ ⁽¹⁾, le clergé paroissial n'avait que 36 millions soit un sixième, le reste du clergé, les gros décimateurs, retenant à eux seuls les cinq autres sixièmes ⁽²⁾. Leur avidité est connue ; toutes les classes de la société ont formulé à ce sujet des plaintes significatives. Disons aussi que l'exagération s'en est mêlée ; mais, en toute impartialité, nous devons reconnaître que le clergé a accumulé, pendant plusieurs siècles, et grâce à des immunités et des privilèges alors injustifiés, des richesses considérables et surtout mal réparties. Ses membres eux-mêmes n'en étaient pas dupes, comme le prouvent ces quelques mots écrits en 1786 par un prêtre, l'abbé de Mesmont, et imprimés en 1789 sous le titre de *Réflexions critiques et impartiales sur les revenus et les contributions du clergé* : « La daterie de Rome, les compagnies financières qui nous dévorent, les Anglais dans l'Inde, les Caraïbes dans le continent de l'Amérique, ne sont pas plus avides, plus voraces, plus à charge que ne le sont les

⁽¹⁾ Ce chiffre n'est qu'un minimum qu'on pourrait élever, sans crainte d'exagération, jusqu'à 250 millions.

⁽²⁾ Boiteau, *Etat de la France en 1789*, p. 49 ; Chassin, *Les Cahiers des curés*, p. 58.

» animaux à longue fourrure connus sous le nom de gros
» décimateurs » ⁽¹⁾.

La situation des curés à portion congrue. — Il sera plus intéressant pour nous, qui recherchons dans quelles conditions la dîme faisait vivre le bas clergé, d'examiner la situation respective des deux classes de curés dont nous avons constaté l'existence, pour voir si la portion congrue pour les uns et la dîme pour les autres leur assura toujours une subsistance qui, sans être opulente, fût au moins convenable.

Les diverses étapes de l'histoire de la portion congrue au XVIII^e siècle nous ont montré l'insuffisance constante de cette pension, successivement portée de 150 à 300, 500 et 700 livres. La même nécessité de l'augmenter se présenta à l'Assemblée Constituante, bien que la dernière réforme ne datât que de 1786. Mirabeau lui-même, adversaire résolu du clergé et ardent partisan de la mainmise de l'Etat sur les biens d'Eglise, jugeait impossible de donner moins de 1.200 livres à un curé. La solution de cette question était urgente : l'archevêque d'Aix, de Cucé Boissgelin, dans son discours à la Constituante sur la propriété des biens ecclésiastiques, ne pouvait s'empêcher de le reconnaître en ces termes : « La première » dette du clergé est celle des curés à portion congrue; il ne » s'agit pas seulement de leurs intérêts personnels; il s'agit » de conserver la dignité du culte et l'utilité du ministère. » Il faut acquitter cette charge indispensable, quels qu'en » puissent être les moyens. Il n'est ni juste, ni possible de » faire éprouver de plus longs délais à des pasteurs dont les » besoins ne se distinguent pas de ceux de leurs paroisses » ⁽²⁾. Cet archevêque était un riche et puissant décimateur; il fallait donc que l'abus fût bien criant pour qu'il se décidât à parler ainsi. En effet, le sort des curés congruistes était en général fort précaire : et ces curés étaient en très grand

⁽¹⁾ Chassin, *op. cit.*, p. 64.

⁽²⁾ De Cucé Boissgelin, *Discours sur la propriété des biens ecclésiastiques*, (1789), p. 42.

nombre, sinon en majorité; on peut en juger par les quelques exemples suivants, se rapportant à l'année 1760.

Diocèse de Paris . . .	sur 479 paroisses,	137 à congrue.	
» Langres. . .	470	» 157	»
» Reims. . .	517	» 99	»
» Bourges. . .	792	» 222	»
» Clermont . .	800	» 410	»
» Limoges. . .	868	» 209	»
» Rodez . . .	465	» 293	»
» Poitiers . .	725	» 316	»
» Bordeaux . .	380	» 98	»
» Tarbes. . .	298	» 188	»
» Vienne. . .	430	» 400	» ⁽¹⁾

Aussi ces curés s'agitèrent-ils ; ils se donnèrent une organisation solide, nommèrent des syndics. Le mouvement partit du Dauphiné, quand, en 1779, un arrêt du Parlement de Grenoble eut donné aux réclamants la permission de s'assembler pour formuler une requête. Ils en usèrent si largement que le haut clergé s'en émut, et obtint une déclaration royale du 9 mars 1782, interdisant aux curés de se réunir sans autorisation expresse. Ceux-ci firent par l'écriture ce qu'ils ne pouvaient plus faire par la parole. Des libelles véhéments parurent, comme le « Vœu de la raison pour les paroisses ». Puis, le mouvement s'étant propagé, on se réunit sans autorisation, pas plus royale qu'épiscopale ; les curés bretons, berrichons, angevins, orléanais, bordelais, toulousains, languedociens et flamands se joignirent aux dauphinois. On vit même des évêques se mettre à la tête des révoltés, comme Mgr de Thémis à Blois et Mgr de la Luzerne à Langres. A Nancy, la personnalité restée célèbre de l'abbé Grégoire, curé d'Embermesnil, imprima au mouvement une importance toute particulière. Les curés obtinrent 700 livres en 1786, mais ne se tinrent pas pour satisfaits ; ils poursuivirent leurs menées avec autant d'acharnement et eurent ainsi une part très efficace à l'accomplissement de la Révolution.

(¹) Léouzon le Duc, « La fortune du clergé sous l'Ancien Régime » dans le *Journal des Economistes*, août 1881.

Non seulement la portion congrue était insuffisante, mais aussi elle était fort mal payée et les décimateurs, au mépris des ordonnances, ne donnaient quelquefois que des sommes dérisoires : le chapitre de Quimper, décimateur dans plusieurs paroisses, n'attribuait aux prêtres qui les desservaient que des pensions de 200 à 300 livres, et c'était après 1768, par conséquent à l'époque où la portion congrue aurait dû être de 500 livres ⁽¹⁾. Dans les dernières années du siècle, de 1765 à 1789, les congrues servies par le chapitre de Saint-Brieuc, alors qu'elles auraient dû être de 500 ou 700 livres, étaient, pour la plupart, inférieures à 300 livres; elles descendaient même jusqu'à 180 livres à Saint-Donnan, 140 à Saint-Germain de la Mer, 100 à Trégueux et à Ploufragan ⁽²⁾. Le curé, dans ces conditions, était forcé de plaider, bien qu'il n'eût pas de quoi soutenir les frais d'un procès; ainsi fit, par exemple, le vicaire perpétuel de l'église paroissiale de Semur-en-Auxois, Louis Boucard, qui, au mépris de l'édit de 1686, n'avait jamais pu obtenir du prieuré de Notre-Dame de Semur, gros décimateur, que 120 livres de pension ⁽³⁾; comme il n'avait aucune autre source de revenus, aucun domaine dépendant de sa cure, on comprend à quelle existence misérable il en était réduit. Sur le refus du prieur d'acquitter les 300 livres exigibles, le plaignant l'assigna devant le bailliage de Semur qui lui donna gain de cause par deux arrêts de mars 1686. Le prieur interjeta appel au Parlement de Dijon qui donna à l'édit de 1686 un esprit qu'il n'avait nullement : « Attendu que la cure était située dans une ville murée et non dans la campagne, et que ledit prieur avait offert au plaignant une somme de 700 livres moyennant un abandon général de tous les revenus de son vicariat... », les parties furent déclarées « hors de cause et de procès », sauf au plaignant à accepter les offres du prieur. Ainsi donc, toujours des procès, et malgré la justice évidente

⁽¹⁾ H. Sée, *op. cit.*, p. 171.

⁽²⁾ *Ibid.* Localités du départ. des Côtes-du-Nord, arrond. de Saint-Brieuc.

⁽³⁾ *Arch. départ. de la Gironde*, G 1071.

de sa cause, le curé congruiste n'était jamais sûr de triompher, car il affrontait l'aléa d'une jurisprudence hésitante et peu solide.

La situation des curés décimateurs. — La seconde catégorie de curés comprenait ceux qui percevaient toutes les dîmes de leurs paroisses ou une partie seulement de ces dîmes concurremment avec un autre décimateur. Au moins en ce qui concerne les premiers, leur sort était un peu meilleur. Certaines dîmes mêmes fournissaient à leur titulaire une somme plus que suffisante à son entretien personnel et à celui d'un vicaire et de tous les accessoires nécessaires à la cure. Mais le curé seul décimateur était relativement rare. On rencontrait surtout des curés simples parts prenants à la dîme qu'ils partageaient avec un, deux, trois autres décimateurs, quelquefois beaucoup plus. Alors le curé, la plupart du temps, ne percevait que des dîmes dérisoires, très inférieures à la portion congrue elle-même; il risquait, en outre, d'être en butte aux usurpations de codécimateurs peu scrupuleux et de dépenser une partie de ses revenus en procès. En Normandie, la cure de Saint-Jean (Calvados) ne valait pas 500 livres ⁽¹⁾; celle de Saint-Laurent ⁽²⁾ à peine 400 livres; de Saint-Malo à peine 300. Vers 1770, il y avait en France, d'après Léouzon le Duc, environ 6.850 curés décimateurs ou codécimateurs ayant un revenu inférieur à 500 livres ⁽³⁾. Si on songe qu'avec cette somme le curé devait s'entretenir lui-même, faire faire les réparations qui lui incombait, avoir un cheval, précaution nécessaire dans bien des cures de campagne étendues et éloignées de toutes ressources, et faire des aumônes, on comprendra les doléances des paroissiens qui devaient suppléer à l'insuffisance de ses revenus par le paiement de taxes aussi honteuses pour les pasteurs que vexatoires pour les fidèles, qu'on a groupées sous l'appellation

⁽¹⁾ Départ. du Calvados, arrond. de Vire.

⁽²⁾ *Ibid.*, arrond. de Falaise.

⁽³⁾ Léouzon le Duc, art. cité.

générique de « casuel ». Les plaintes amères de la paroisse de Crain n'étaient malheureusement que trop vraies et trop fréquentes. « Si le pasteur qui nous conduit pouvait nous » soulager, cette consolante idée nous soutiendrait. Mais il » reçoit à peine de quoi subsister. Nous plaignons son sort » comme il gémit sur le nôtre » ⁽¹⁾.

§ II. *Les pauvres.*

Le second objet de la dime était de secourir les pauvres. Il était aussi mal réalisé que le précédent. Les termes des Capitulaires avaient pourtant été très catégoriques sur ce point : « Que les prêtres, selon l'autorité des canons, emploient » la deuxième partie de la dime pour les besoins des pauvres » et leur en fassent eux-mêmes la distribution avec beaucoup » d'humanité et de douceur » ⁽²⁾. Les pauvres avaient donc sur la dime un droit certain et imprescriptible. Ils étaient très loin de l'exercer. Tous les cahiers sont unanimes à déplorer l'inquiétante extension de l'indigence et de la mendicité ; tous en rendent les gros décimateurs responsables. En Flandre, Wormhoudt ⁽³⁾, Wemaërs Cappel ⁽⁴⁾, Herzeele ⁽⁵⁾, Broxeele ⁽⁶⁾, Bissezeele ⁽⁷⁾, et bien d'autres encore ; à Staple ⁽⁸⁾, les paroissiens sont obligés de donner chaque année 2.250 livres pour les pauvres.

En Bretagne, il en est de même : en 1789, les moines de Marmoutiers possédaient dans la paroisse de Janzé des biens qui leur rapportaient 6.000 livres de rentes, et depuis dix-

⁽¹⁾ Demay, *op. cit.*, dans *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, 1884-1885. Départ. de l'Yonne, arrond. d'Auxerre.

⁽²⁾ Capitulaire de 801.

⁽³⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 112, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 31, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 18, *ibid.*

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 129, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. II, 245, *ibid.*, arrond. de Dunkerque.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 98, arrond. d'Hazebrouck.

sept ans ils n'avaient donné que 48 livres aux pauvres ⁽¹⁾. Les Bénédictins de Vitré jouissaient de la totalité des dîmes de Cornillé et de la moitié de celles de Louvigné, sans faire un sou d'aumône dans ces paroisses ⁽²⁾. Dans le bailliage d'Alençon, à Beaufay et Bonmoulins, l'abbé de Saint-Evroult, gros décimateur, ne donnait rien aux pauvres; à Bures, il en était de même pour les Bénédictins de la ville de Sées ⁽³⁾. Dans l'Orléanais, la communauté de la Chapelle-Saint-Martin donnait les trois quarts de ses dîmes au chapitre de Saint-Martin de Tours qui en retirait environ 10.000 livres par an ⁽⁴⁾. Jamais aucune aumône n'était faite dans cette paroisse : le curé n'avait pu obtenir, à la suite de nombreuses demandes, que la somme de 30 livres pour ses pauvres !

En Provence, les pauvres de Mirabeau (sénéchaussée d'Aix) n'obtenaient jamais une aumône des trois décimateurs auxquels les dîmes fournissaient un revenu annuel de plus de 4.000 livres ! ⁽⁵⁾ Les cahiers de la sénéchaussée de Draguignan tiennent un langage identique : à Taradeau notamment ⁽⁶⁾, le chapitre de Barjols, gros décimateur, ne faisait aucun bien « ni spirituel, ni temporel ».

En Dauphiné, nous savons déjà qu'un usage spécial réservait aux pauvres la vingt-quatrième partie de toutes dîmes. Mais nous sommes renseigné par la correspondance du procureur général Vidaud de la Tour, sur la manière dont la distribution était faite ⁽⁷⁾ : elle était livrée à l'arbitraire

⁽¹⁾ H. Sée, *op. cit.*, p. 172, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽²⁾ Dupont, *op. cit.*, dans les *Annales de Bretagne*, de 1901, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Vitré.

⁽³⁾ Duval, *op. cit.* Beaufay, départ. de la Sarthe, arrond. du Mans; Bonmoulins, départ. de l'Orne, arrond. de Mortagne.

⁽⁴⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 482, départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Blois.

⁽⁵⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VI, 354, départ. de Vaucluse, arrond. de Carpentras.

⁽⁶⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 446, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽⁷⁾ Vidaud de la Tour, Lettre du 29 mars 1789 à M. Recoudon, châtelain de Communay à Vienne : « On se plaint peut-être avec raison que dans la communauté de Communay, dont vous êtes châtelain, les intérêts des pauvres sont totalement négligés. La vingt-quatrième, cette précieuse portion de leur patrimoine, est livrée à l'arbitraire du fermier de la dîme, et c'est encore lui qui en fait la distribution à son gré... Il existe à ce sujet une loi très sage, c'est le règlement

absolu des fermiers des dîmes, qui en faisaient le partage à leur gré et les officiers des communautés y apportaient une négligence funeste aux pauvres. En août 1774 parut un règlement pour remédier à ces abus : il ordonnait de dresser, dans chaque localité, un état détaillé des pauvres, avec indication de la somme à allouer à chacun en raison de ses besoins ; cet état devait être dressé en double par les officiers du lieu et un exemplaire devait en être envoyé chaque année à l'Intendant. Ce règlement resta lettre morte dans bien des localités, comme nous le montre la correspondance de Vidaud de la Tour. Le plus souvent, quand la liste des pauvres avait été dressée par le consul et le procureur des pauvres de la communauté, la distribution devait avoir lieu en présence de ces officiers, du curé et des autres décimateurs s'il y en avait. Ordinairement on choisissait pour cette distribution l'époque où on faisait cuire au four la plus grande provision de pain de l'année, afin que les pauvres pussent, par la même occasion, faire cuire celui qui leur provenaient de leurs parts de dîmes ; mais, par suite du mauvais vouloir des officiers ou des décimateurs, la distribution était souvent reportée à une autre époque, au grand détriment des pauvres.

Nous pourrions appliquer ce que nous avons déjà dit de la Provence, de l'Orléanais, de la Flandre, à toutes les autres provinces. En Bretagne, mêmes plaintes ; « depuis trop longtemps, dit le Cahier de Noyal-sur-Vilaine ⁽¹⁾, cette sainte destination (de la dîme) a disparu : notre église est nue, nos pauvres n'ont rien, et une majeure partie de nos dîmes est, par un abus intolérable, dévorée par des moines oisifs et

de la Cour du mois d'août 1774. Vous devez le faire exécuter dans toutes ses dispositions, soit en ce qui concerne la manière dont le décimateur ou ses fermiers doivent faire le compte de la vingt-quatrième, soit à raison des arrérages dus, soit en ce qui regarde la manière de dresser l'état des pauvres, et la distribution qui doit leur être faite ».

Voir aussi une lettre du même, adressée à Jean Raynaud, consul à Clavoix, le 24 avril 1789.

(¹) Sée et Lesort, *op. cit.*, t. II, 37, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

inutiles ». Les paroisses de Saint-Jacques de la Lande ⁽¹⁾, Vezin ⁽²⁾, Montgermont ⁽³⁾, Baguer-Morvan ⁽⁴⁾, Saint-Judoce ⁽⁵⁾ le déplorent également.

Dans la sénéchaussée d'Angoulême, le prieur décimateur de la paroisse de la Faye ⁽⁶⁾ n'a, sur les prières réitérées du curé, donné aux pauvres, en 1785, que 17 boisseaux de seigles, pour une agglomération de 215 feux. A Saint-André de Blanzac ⁽⁷⁾, mêmes reproches.

Dans le bailliage de Bourges, la mendicité est aussi très répandue et les décimateurs n'y remédient pas dans la mesure où ils le pourraient : les Cahiers de Santranges ⁽⁸⁾, de Vasselay ⁽⁹⁾ nous en donnent des preuves.

Ces exemples pourraient toujours être multipliés, mais ce serait sans intérêt : les quelques lignes qui précèdent suffiront à prouver que la dime était loin de rapporter aux pauvres ce qu'elle aurait dû leur rapporter. Il n'était pas jusqu'au denier à Dieu, cette petite somme que payait tout fermier lorsqu'il contractait avec un décimateur et que l'on devait spécialement réserver aux pauvres, qui ne passât très fréquemment en d'autres mains, surtout en Flandre, comme nous avons eu l'occasion de le montrer.

La dime ne réussit donc nullement à améliorer le sort des classes pauvres. Evidemment, tous les décimateurs n'étaient pas comme ceux dont nous venons de parler : il y en avait qui comprenaient leur devoir ; il y en avait même que leurs sentiments charitables conduisaient à faire plus : mais les indifférents étaient en plus grand nombre encore et la mendicité avait pris des proportions inquiétantes : l'opinion publique s'en émut ; en 1777 l'Académie de Châlons ouvrit un

(1) Sée et Lesort, *op. cit.*, t. II, 19, *ibid.*

(2) *Ibid.*, t. II, 54, *ibid.*

(3) *Ibid.*, t. II, 59, *ibid.*

(4) *Ibid.*, t. II, 645, *ibid.*, arrond. de Saint-Malo.

(5) *Ibid.*, t. II, 666, départ. des Côtes du Nord, arrond. de Dinan.

(6) Boissonade, *op. cit.*, p. 404, départ. de la Charente, arrond. de Ruffec.

(7) *Ibid.*, p. 290, *ibid.*

(8) Gandilhon, *op. cit.*, p. 331, départ. du Cher, arrond. de Sancerre.

(9) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 500, départ. du Cher, arrond. de Bourges.

concours sur « les moyens de détruire la mendicité en France en rendant les mendiants utiles à l'Etat sans les rendre malheureux » ; il y eut plus de cent concurrents, appartenant aux professions les plus variées ; les systèmes proposés furent multiples mais tous les concurrents furent d'accord pour critiquer les moyens jusqu'alors employés pour secourir les pauvres, et spécialement la dime (¹).

§ III. *L'entretien des édifices du culte.*

Outre la subsistance du clergé paroissial et l'assistance aux pauvres, la dime devait supporter une troisième charge, l'entretien, au moins partiel, des édifices du culte et spécialement des églises paroissiales. Les édits d'avril 1695, de mai 1768 et de nombreuses lettres patentes rendues dans l'intervalle de ces deux dates en avaient décidé ainsi. Nous nous reportons à nos développements antérieurs sur tout ce qui concerne la mesure de cette obligation.

Nous sommes forcés, ici encore, de constater la négligence avec laquelle les titulaires de dimes s'en acquittaient. Les difficultés multiples que provoqua toujours l'exécution de cette charge nous ont permis de voir quelles furent, dans certaines paroisses, les conséquences de l'incurie des décimateurs ; nous en avons donné quelques exemples en Flandre, Bretagne et Champagne ; on pourrait les multiplier. Ce relâchement avait des conséquences déplorables : ou bien les habitants devaient supporter les charges que la dime n'acquittait pas, ou bien les réparations n'étaient pas faites. Et les cahiers déplorent, presque partout, le délabrement des édifices du culte à cause de l'impossibilité dans laquelle sont les habitants d'y pourvoir, ou la triste situation de ceux-ci quand ils ont dû supporter de ce fait des charges supplémentaires très lourdes.

(¹) C. Bloch, *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution* (1764-1770). Thèse française, Paris, 1908, p. 211.

La municipalité de Sérignac adressa au président de l'Assemblée Nationale, le 8 avril 1790, une plainte sur cet objet ⁽¹⁾ : « M. l'abbé de Polignac, en qualité de prieur de Saint Martin-de-Layrac, est gros décimateur de la paroisse de Sérignac, ce qui lui rapporte annuellement 8.000 livres environ. Or, il s'est toujours refusé à faire les réparations, au point qu'il n'y a peut-être aucun clocher ou chœur d'église, en France, qui soit dans un aussi grand délabrement, ce qui empêche les fidèles d'assister aux offices ».

Beaucoup de paroisses auraient pu en dire autant : nous renvoyons aux cahiers de Noyal-sur-Vilaine et de Thorigné (sénéchaussée de Rennes), de Coullonge (sénéchaussée d'Angoulême) ⁽²⁾ ; à ceux de toutes les paroisses, sauf de très rares exceptions, du bailliage de Vic ⁽³⁾ et, en général, à tous ceux qui ont parlé de la dîme : car ce que le peuple déplo-rait avant tout, c'était l'inutilité de ses sacrifices et le mauvais emploi des ressources dont il se privait au profit du clergé.

⁽¹⁾ Sagnac et Caron, *Les comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial*, 1789-1793, p. 342 (extrait des *Arch. nat.*, DXIV, 5), localité du départ. de Lot-et-Garonne, arrond. d'Agen.

⁽²⁾ Boissonade, *op. cit.*, 364.

⁽³⁾ Etienne, *op. cit.*, *passim*.

CHAPITRE IV

La dîme et l'opinion publique : 1^o Les publicistes.

La dîme et les économistes. — La dîme et les philosophes et autres publicistes.

§ I. *La dîme et les économistes.*

« Vers l'an 1750, écrit Voltaire, la Nation rassasiée de vers, » de tragédies, de comédies, d'opéras, de romans, d'histoires romanesques, de réflexions morales plus romanesques » encore et de disputes théologiques sur la grâce et sur les » convulsions, se mit enfin à raisonner sur les blés..... On » écrivit des choses utiles à l'agriculture » (1).

Il est impossible de donner une idée meilleure du grand mouvement économique qui se produisit dans la seconde moitié du xviii^e siècle sous l'influence des physiocrates. Depuis longtemps on ne s'intéressait en France qu'à la littérature ; quelques personnes, un peu plus soucieuses de leurs intérêts s'adonnaient à l'industrie et au commerce ; encore n'avaient-elles en cette matière que des notions inexactes, croyant que plus un pays avait d'or et d'argent, plus il était riche, et que pour arriver à ce résultat il fallait faire entrer en France le plus possible de numéraire étranger, et empêcher la sortie de la monnaie nationale ; vendre beaucoup et acheter peu, et suivant que le tableau des exportations excédait ou non celui des importations, le pays était prospère ou pauvre. C'était la « balance du commerce » le fond de théorie mercantiliste. Quant à l'agriculture, on n'y pensait pas ; on man-

(1) Voltaire, Dictionnaire philosophique, art. *Blé*.

geait du pain, mais on se préoccupait peu de savoir d'où il venait. En vain La Bruyère avait-il mis sous les yeux du public la misère des laboureurs, « ces animaux farouches » répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du » soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et remuent avec » une opiniâtreté invincible ». Le public pensait avec M^{me} de Sévigné qu'on était pauvre quand on ne possédait que des terres. De son côté, le gouvernement ne favorisait guère l'agriculture : son seul but était de prévenir la disette, et il pensait y arriver par d'inopportunes entraves au commerce des grains.

La dîme et les physiocrates. — Avec Quesnay, les choses changèrent et les « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole » ⁽¹⁾ formèrent avec le « Tableau économique » ⁽²⁾ le point de départ de la théorie nouvelle. On considéra la terre comme la source unique de toutes les richesses de la société; on s'occupa de l'agriculture, des moyens de la perfectionner; on favorisa les défrichements. Bref, la réaction fut violente, et la nouvelle école pécha même par excès contraire, en n'accordant à l'industrie et au commerce qu'une place secondaire dans l'activité économique du pays.

A cet essor économique de la fin de l'Ancien Régime resteront toujours attachés les noms de Quesnay, Turgot, Le Trosne, Dupont de Nemours, qui ont assuré le succès des principes physiocratiques.

La conséquence immédiate du système était de ne frapper, par l'impôt, que le produit net de la terre : « Il ne dépend pas » des hommes, disait Dupont de Nemours, d'asseoir l'impôt » suivant leurs caprices : il a une base et une forme essentiellement établies par l'ordre naturel.... Il ne peut être » pris que sur des richesses renaissantes; il ne peut pas être

(¹) Parues pour la plupart dans les art. *fermiers* et *grains* de l'Encyclopédie, en 1756 et 1757.

(²) Paru en 1758.

» prélevé sur les reprises des cultivateurs sous peine de
» voir anéantir par degré la culture. Il ne peut être prélevé
» que sur le produit net » (1).

C'était la condamnation absolue de la dîme que nous avons vue peser sur le produit brut et dont nous avons constaté l'improportionnalité flagrante, puisqu'elle était plus lourde dans les pays de petite culture où les frais de production étaient relativement plus élevés que dans les autres, et dans les années de disette, car le produit net du sol diminuait alors bien plus vite que les frais d'exploitation.

La dîme avait donc, aux yeux des physiocrates, un vice radical (2) : se levant sur le produit brut sans tenir compte des frais de production très variables suivant la qualité des terres, elle devait fatalement entamer le capital de la culture. Tous sont d'accord sur ce point : « Plus la terre est médiocre et plus la récolte est faible, plus l'impôt sur le produit total est onéreux et injuste » (3).

D'ailleurs ce reproche s'adresse également à tout projet de dîme royale : « Si on prenait le dixième du revenu total, ce » serait dans des cas la moitié du revenu, et dans d'autres » tout ce revenu. Dans une riche culture, les frais sont la » moitié du produit total ; ils sont les deux tiers, les trois » quarts, les quatre cinquièmes dans les cultures inférieures. » C'est l'impôt le plus disproportionné que l'on pourrait » mettre » (4).

C'était l'inconvénient principal de la dîme, mais elle en avait d'autres. Les Maximes économiques de Quesnay préconisent l'abondance des bestiaux, conséquence nécessaire de sa théorie (5) : toute la richesse se trouvant dans la terre, il faut la cultiver avec toute l'intensité nécessaire pour lui faire produire tout ce qu'elle peut rendre. La dîme répondait-elle

(1) G. Schelle, *Dupont de Nemours*, p. 83.

(2) Weulersse, *op. cit.*, t. I, 454-455.

(3) Marquis de Mirabeau, *L'Ami des hommes*, VI^e partie, t. III, p. 256.

(4) Butré, *Ephémérides du citoyen*, novembre 1767, p. 109-110.

(5) Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole. *Collect. des grands économ.*, volume relatif aux physiocrates, p. 85.

à ces vues? Imparfaitement, puisque d'un côté elle contribuait à entraver l'extension et les perfectionnements de la culture et, de l'autre, elle privait beaucoup de paroisses de leurs pailles, c'est-à-dire d'un objet de première nécessité.

Le Trosne, dans son *Traité de l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt* paru en 1779, demandait la suppression de la dîme, et souhaitait, comme tous les disciples de Quesnay, l'établissement d'un impôt unique sur le sol.

Dupont de Nemours avait une opinion semblable sur la dîme « qui avait autant de disproportion avec les revenus des terres, qu'il y avait de terres et de récoltes ». L'application de ce principe eut lieu plusieurs fois dans la vie de Dupont : 1^o lorsqu'il proposa la suppression de la dîme au Comité consultatif de l'agriculture; 2^o et lorsqu'il fut élu député par le tiers état du bailliage de Nemours, et chargé de la rédaction du cahier à présenter aux Etats généraux. Dupont ne demandait pas expressément, dans ce document, la suppression de la dîme, quelques-uns de ses électeurs s'y étant opposés, mais son avis personnel n'était pas douteux. Nous verrons pour quelles raisons il ne crut pourtant pas devoir demander cette suppression, plus tard, lorsqu'il fut arrivé à la Constituante, dans son grand discours du 24 septembre 1789.

La dîme et les principes d'Adam Smith. — La dîme en nature n'était pas moins contraire aux principes fondamentaux posés, pour la perception de tout impôt, par l'auteur de la *Richesse des Nations*, Adam Smith ⁽¹⁾. Un chapitre de cet ouvrage, paru en 1776, était consacré à l'assiette de l'impôt : quelques maximes en indiquaient la réglementation idéale :

1^o La taxe ou portion d'impôt que chaque individu est tenu de payer doit être certaine et non arbitraire; l'époque et le mode de paiement, la quantité à payer, tout cela doit être clair

(1) Xavier Tréney, *op. cit.*, p. 121.

et précis, tant pour le contribuable qu'aux yeux de toute autre personne.

La dîme satisfaisait-elle à ces conditions ? Nous savons que le taux était loin d'être le même partout ; qu'il était déterminé par l'usage, c'est-à-dire dans bien des cas, arbitrairement et sans égard aux forces productives du terrain. L'époque du paiement variait avec la date de la récolte dans chaque héritage, et souvent, la moisson une fois coupée, il fallait attendre le bon plaisir du fermier de la dîme. Le mode de paiement ne variait pas moins ; ici on payait en nature, là en argent ; ceux qui payaient en nature donnaient tantôt des gerbes, tantôt du grain ; d'autres enfin abonnaient leurs dîmes et payaient soit une certaine somme pour la masse des fruits décimaux, soit une petite redevance par tonneau de vin ou tête de bétail. Adam Smith montre les conséquences d'une telle assiette : l'incertitude dans la taxation risque de mettre le décimable à la discrétion du collecteur : « La certitude de ce que chacun a à payer est, en matière d'imposition, une chose d'une telle importance, qu'un degré d'inégalité très considérable, à ce qu'on peut voir par l'expérience de toutes les Nations, n'est pas, à beaucoup près, un aussi grand mal qu'un très petit degré d'incertitude ».

2° Une seconde maxime dit que tout impôt doit être perçu à l'époque et selon le mode que l'on peut présumer les plus commodes pour le contribuable. L'époque la plus commode pour les décimables eût été celle où ils faisaient eux-mêmes leurs récoltes, le jour même où ils enlevaient leurs gerbes. Quant au mode de perception, nous savons qu'il n'était pas toujours à l'abri de tout reproche ; qu'il ouvrait la porte aux vexations des collecteurs ; qu'il poussait les contribuables eux-mêmes à la fraude et causait de nombreux procès.

3° Smith recommandait ensuite les impôts qui nuisent le moins à la reproduction : « L'impôt nuit directement aux » capitaux, lorsque, pour le payer, le contribuable doit nécessairement détourner une partie de ceux qui sont déjà voués

» à la reproduction ». N'était-ce pas le cas de la dîme qui avait le tort grave de ne pas épargner les semences ?

Enfin A. Smith constate qu'un impôt inconsidérément établi offre nécessairement un appât puissant à la fraude : il en était ainsi pour la dîme, basée sur des usages que la jurisprudence rendait incertains, ce qui facilitait d'autant la fraude.

La dîme et les économistes contemporains. — Les économistes contemporains sont aussi d'accord pour condamner le principe de la dîme en nature : « La dîme, dit M. Leroy-Beaulieu ⁽¹⁾, était un obstacle d'autant plus grand aux progrès de l'agriculture, que la culture tendait à s'améliorer par suite de l'extension qu'on donnait aux plantes fourragères, et de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre ; car cette redevance se prélevant sur le produit brut, il en résultait que celui qui faisait de grosses avances à la terre était plus taxé que celui qui se bornait à cultiver son champ d'une façon primitive et en dépensant le moins possible ».

De son côté, M. Stourm ⁽²⁾ approuve la décision prise par les Notables en 1787 de rejeter la dîme en nature comme impôt au profit de l'Etat, la somme de ses inconvénients excédant les quelques avantages qu'elle pouvait présenter.

§ II. *La dîme et les philosophes et autres publicistes.*

Voltaire et le Dictionnaire philosophique. — La dîme ne fut pas plus épargnée par les philosophes qu'elle ne l'avait été par les économistes. Voltaire, dans son *Dictionnaire philosophique* ⁽³⁾, lui a fait une guerre acharnée, s'attachant surtout à montrer la fausseté de la théorie qui prétendait que cette redevance était due de droit divin : assurément sous la loi hébraïque, les lévites avaient levé la dîme en vertu d'une loi positive de Dieu ; mais les temps avaient

⁽¹⁾ Leroy-Beaulieu, *Traité de la sciences des finances*, t. I, 362.

⁽²⁾ Stourm, *Système généraux d'impôts*, p. 85.

⁽³⁾ Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, art. *Droit canonique*.

changé; « c'était une théocratie qui n'existe plus; toutes ces lois ont cessé et ne sauraient être aujourd'hui un titre de possession ». Le corps ecclésiastique, d'après Voltaire, ne pouvait donc avoir de biens sur la terre que du consentement du souverain et sous l'autorité des lois civiles. « Dieu » était-il descendu sur la terre, disait Voltaire ⁽¹⁾, pour donner le quart de mon bien à l'abbé du Mont-Cassin, à l'abbé de Saint-Denis, à l'abbé de Fulde ? Non pas que je sache. » Mais on trouva qu'autrefois dans le désert d'Etam, d'Horeb, de Cadès Barné, on avait donné aux lévites 48 villes, et la dime de tout ce que la terre produisait. Eh bien, gros décimateurs, allez à Cadès Barné; habitez les 48 villes qui sont dans ce désert inhabitable; prenez la dîme des cailloux que la terre y produit, et grand bien vous fasse ! Mais Abraham ayant combattu pour Sodome, donna la dime à Melchisédech, prêtre et roi de Salem. Et bien, combattez pour Sodome, mais que Melchisédech ne me prenne pas le blé que j'ai semé ».

Et ailleurs, quand il s'agit des curés décimateurs ou congruistes, Voltaire n'est pas précisément tendre pour le gros décimateur, responsable de leur pauvreté : « Je plains le sort d'un curé de campagne, obligé de disputer une gerbe de blé à son malheureux paroissien, de plaider contre lui, d'exiger la dîme des lentilles et des pois, d'être haï et de haïr, de consumer sa misérable vie dans des querelles continues qui avilissent l'âme autant qu'elles l'aigrissent... Je plains encore davantage le curé à portion congrue, à qui des moines, nommés gros décimateurs, osent donner un salaire de 40 ducats pour aller faire, pendant toute l'année, à deux ou trois milles de sa maison, le jour, la nuit, au soleil, à la pluie, dans les neiges, au milieu des glaces, les fonctions les plus désagréables, en somme les plus inutiles. Cependant l'abbé, gros décimateur, boit son vin de Volney, de Beaune, de Chambertin, de Sillery, mange des perdrix,

(1) *Dictionnaire philosophique*, art. *Curé de campagne*.

» des faisans et fait bâtir un palais. La disproportion est trop
» grande... Dans un pays chrétien de 1.200 lieues carrées,
» dans tout le nord, dans la moitié de l'Allemagne, dans la
» Hollande, dans la Suisse, on paie le clergé de l'argent du
» Trésor. Les tribunaux n'y retentissent pas de procès entre
» les seigneurs et les curés, entre le gros et le petit décima-
» teur, entre le pasteur demandeur et l'ouaille intimidée ».

Il faut faire une certaine part à l'exagération dans ces paroles, et ne pas s'attendre à trouver chez Voltaire une apologie de la dîme et du haut clergé. Néanmoins, il y a du vrai et Voltaire montre toute la réforme à faire : Il voulait que le prêtre eût honnêtement de quoi vivre et fût nourri de l'autel ; il donnait en exemple le roi de Naples qui, en 1772, avait aboli la dîme dans une de ses provinces : les curés n'en étaient que mieux traités, mieux payés, et la province bénissait le réformateur.

Autres publicistes appartenant au tiers état et au clergé.

— Une thèse semblable était développée par d'autres publicistes, de moins grande notoriété, et appartenant aux trois ordres. La magistrature surtout suivait le mouvement. En 1788, parut l'ouvrage d'un avocat au Parlement de Paris, Molé, qui fit assez grand bruit : il y était proposé de convertir la dîme en un impôt territorial qui serait perçu au profit de l'Etat et dans des conditions meilleures que la dîme : « Ainsi
» cesseront les débats scandaleux entre les bénéficiers et les
» cultivateurs, et pourront être dignement entretenus les
» pasteurs des paroisses, payés chaque trimestre ». Quelques années auparavant avait paru, en 1785, un ouvrage anonyme, *L'ecclésiastique citoyen*, dont l'auteur, probablement un curé, montrait, sous la forme originale d'un dialogue avec un prieur, le moyen de rendre « les personnes, établissements et biens de l'Eglise encore plus utiles à la religion et même au peuple ». Le haut clergé y était flétri : « Une autre classe
» d'ecclésiastiques s'est introduite insensiblement dans
» l'Eglise, sous les noms de moines, chanoines, prieurs,

» abbés, et sous d'autres dénominations aussi inutiles : ce
» sont ceux-là qui mangent le pain des curés et des pauvres,
» qui jouissent des biens affectés à l'entretien des temples et
» qui en chargent vos sujets. Ils ont tous les droits et presque
» tout le revenu dans la maison de Dieu ».

Le clergé mena lui aussi une véritable campagne de libelles, rendue encore plus âpre par la prévision des prochains Etats généraux. Du bas clergé vinrent les principales demandes de réforme de la dîme : A la fin de 1786, parut le *Vœu de la raison pour les paroisses, les curés et les pauvres*; deux ans après, le *Projet de mémoire des curés du diocèse d'Angers*; au début de 1789 fut adressé au Roi le *Mémoire du corps des curés du diocèse de Saintes* ⁽¹⁾. C'étaient partout les mêmes critiques, les mêmes prières : on demandait que la dîme fût remaniée et rendue au seul clergé paroissial.

Enfin, on rencontre une note semblable dans tous les écrits relatifs à l'agriculture et spécialement dans les travaux des Sociétés d'agriculture locales. On peut lire cette critique de la dîme dans un mémoire adressé en 1763 à celle de Lyon : « Les dîmes, au lieu de se percevoir sur le revenu net, se » lèvent sur la totalité des productions, sans égard aux avan- » ces faites et à faire par le cultivateur, c'est une vraie spo- » liation » ⁽²⁾.

Et dans un mémoire semblable envoyé à la Société d'agriculture de Paris : « La dîme et le champart deviennent une vraie suppression de capitaux lorsqu'ils se perçoivent avant que le propriétaire ait pu retrouver le remboursement de ses avances » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Chassin, *op. cit.*, 2^e partie.

⁽²⁾ *Arch. nat.*, H 1510.

⁽³⁾ *Ibid.*, H 1501.

CHAPITRE V

Le Comité d'administration de l'agriculture. Tentative de réformes de la dîme (1785-1787).

Une heureuse mesure, à laquelle le mouvement physiocratique ne fut pas étranger, fut, en 1785, l'institution du Comité d'administration de l'agriculture. Le gouvernement ayant fait appel pour quelques questions de détail au concours de plusieurs savants, il trouva chez eux une aide si empressée et si utile qu'il eut l'idée de transformer cette commission provisoire en un Conseil permanent, et, en juin 1785, fut formé le Comité d'administration de l'agriculture, sous la présidence de M. de Vergennes ⁽¹⁾. Lavoisier et Dupont de Nemours en furent membres ⁽²⁾.

La Commission se mit aussitôt au travail. Toute question touchant de près ou de loin à l'agriculture était dans ses attributions; elle s'occupa donc de la dîme.

Nous savons comment fonctionnait cette institution : assise sur des bases défectueuses, elle engendrait beaucoup de réclamations et de procès; la jurisprudence des diverses cours était très hésitante. Il importait de fixer le droit décimal par une législation rigoureuse. C'est ce qu'entreprit le

(1) Voir notre *Pièce justif.*, n. VII.

(2) Lavoisier et Dupont de Nemours étaient à même d'être bien renseignés sur la dîme, car ils la payaient tous deux. Dupont était propriétaire rural dans la petite paroisse de Chevannes (bailliage de Nemours). Quant à Lavoisier, il exploitait dans le Vendômois une propriété de 240 arpents. Il soumit un jour (26 janvier 1787) au Comité un procès qu'il avait avec le curé de sa paroisse pour la dîme du sainfoin, culture relativement récente dans le Vendômois.

Comité. La réforme était malheureusement trop tardive et la gravité des événements la condamnait à rester d'avance à l'état de projet. Eût-elle d'ailleurs abouti, elle se traduisait, comme on va le voir, par des restrictions considérables au droit de dime et n'était en somme, même dans l'esprit de ses auteurs, qu'un acheminement vers la suppression de la dime.

La discussion porta d'abord sur les dîmes insolites et novales ⁽¹⁾. Elle fut provoquée par la lecture d'un mémoire adressé au Contrôle général par un propriétaire normand, où l'auteur se plaignait de ce que les curés percevaient la dime du grand trèfle à titre de novale. L'assemblée du clergé de 1785 était alors en séance et projetait de faire augmenter à nouveau les portions congrues : le Comité pensa opportun de demander au Roi d'y mettre comme condition absolue la renonciation aux novales et à toute dime verte en général.

Beaucoup plus délicate était la matière des dîmes insolites. Souvent saisie de la question de savoir si les cultures nouvelles devaient être légitimement soumises à la dime, la grand'chambre du Parlement de Paris, assez hésitante, avait fini par décider, en 1784, qu'il ne serait plus jugé aucune affaire de cette espèce jusqu'à ce que le Roi eût promulgué une loi explicative.

Des commissaires spéciaux avaient remis au Garde des Sceaux, Hue de Miromesnil, un mémoire sur lequel il n'avait pas encore été prononcé : il y était représenté que toute extension de dîmes était contraire à la justice et aux intérêts de l'Etat ; que la déclaration de 1657, qui étendait ainsi le droit de dîmes, n'avait jamais été enregistrée comme contraire à l'ordonnance de Blois et à l'édit de Melun.

Dupont de Nemours fut chargé d'une enquête minutieuse sur la question. On décida d'attendre la séparation de l'assemblée du clergé, dont on redoutait avec raison l'opposition, pour concourir avec le Parlement à l'élaboration du

⁽¹⁾ Séance du 7 juillet 1785, Pigeonneau et de Foville, *L'administration de l'agriculture au Contrôle général des finances*, 1785-87.

projet. Le 21 avril 1786, le futur député de Nemours communiqua le résultat de ses recherches.

D'après lui, la loi nouvelle devait statuer sur deux points importants :

1° Une culture nouvelle devait-elle être soumise à la dîme par le seul fait de son introduction ? Nous avons eu l'occasion de donner notre avis sur ce point et montré qu'une telle culture devait être de plein droit décimable, le caractère insolite d'une dîme ne pouvant résulter, dans une paroisse, que de la non-prestation pendant quarante années consécutives, bien que le fruit en question y eût été récolté régulièrement. Mais Dupont, estimant que c'était le plus sûr moyen de ruiner la dîme, se prononçait pour la solution inverse et, sous prétexte que, par le fait même de la nouveauté d'une culture, aucun usage ne pouvait être constaté, il refusait absolument à tous les fruits nouveaux la qualité de décimables : c'était une conséquence de la doctrine physiocratique qui, mettant dans la terre toutes les sources de richesses, préconisait l'extension la plus large possible des cultures.

2° La seconde question à résoudre était celle de la preuve : à qui devrait en incomber la charge ? Ici, Dupont, ne faisant qu'appliquer les règles de l'équité et du droit, mettait la preuve à la charge du demandeur ; ce serait au décimateur à prouver que les fruits sur lesquels il réclame la dîme ne seraient pas de nouvelle culture dans la localité envisagée ou dans les localités voisines.

Ces deux points établis, Dupont montrait que la dîme ne devait servir qu'au strict paiement de la portion congrue, seule raison pour laquelle elle avait été laissée aux gros décimateurs. Pour aucun motif, on ne pouvait donc admettre l'extension du droit de dîme, car elle ne tournerait qu'au seul profit des gros bénéficiers, sans aucun avantage pour les curés. Pour le cas où les dîmes seraient insuffisantes à acquitter la pension de ceux-ci, on forcerait les décimateurs à abandonner leurs dîmes aux curés, et, au besoin, les paroissiens seraient requis.

Restaient les curés décimateurs. Puisque les cultures nouvelles ne devaient pas payer de dîmes, il était à prévoir qu'elles s'étendraient beaucoup et priveraient les curés décimateurs d'une notable partie de leurs revenus. Il convenait donc de leur allouer une indemnité. La jurisprudence y avait d'ailleurs généralement pourvu ; plusieurs arrêts avaient jugé que quand une certaine partie des héritages d'une paroisse se trouveraient convertis en cultures non décimables, il serait payé aux curés par les propriétaires une indemnité en nature ou en espèces ; le cas s'était présenté souvent, notamment à Saint-Jean le Blanc, petite paroisse de l'Orléanais, où les vins avaient été déclarés non décimables ; chaque arpent de vigne y fut soumis à une redevance en argent au profit du curé. Il suffisait donc de consacrer sur ce point par une loi les principes de la jurisprudence. D'ailleurs, autre argument, il était probable que l'extension des nouvelles cultures ne causerait que rarement de préjudice aux décimateurs, car elle avait pour effet d'améliorer les revenus et tournait ainsi au profit des anciennes cultures, et par suite de la dîme ; un propriétaire qui, par l'usage raisonné des prairies artificielles, parvenait à ne plus avoir de jachères, augmentait d'une manière certaine la productivité de sa terre. Au contraire, donner le droit de dîmer sur ces cultures, ce serait contraire aux intérêts du décimateur, du décimable, du Roi et de l'État, puisque ce serait entraver des améliorations nécessaires.

Telles sont les réformes dont le Comité d'administration de l'agriculture, sur la proposition de Dupont de Nemours, adopta l'esprit ; elles se ramenaient à une mesure essentielle : réduire la dîme au seul paiement de la portion congrue. Mais l'assemblée du clergé prolongea ses séances jusqu'à une date avancée de 1786. D'autre part, les Notables s'assemblèrent au début de 1787 et eurent à s'occuper de questions plus graves que la dîme ; les événements qui suivirent furent très précipités : le 8 avril 1787, ce fut la chute de Calonne, puis de graves difficultés avec le Parlement, le départ de

Brienne le 25 août 1788, le rappel de Necker. Tout remède devenait pour le moment bien difficile, peut être même inutile, car on n'avait confiance que dans les États généraux promis par Brienne pour le mois de mai de l'année suivante ; c'était à eux à comprendre la dime parmi les institutions dont ils entreprendraient la réforme.

Dupont de Nemours terminait son projet en montrant la nécessité de pourvoir aux frais du culte autrement que par la dime : « Le gouvernement doit penser à restreindre » autant que possible cette manière dangereuse de salarier » un service bien important et bien respectable sans doute, » mais auquel il serait infiniment plus avantageux de pour- » voir de toute autre façon : et s'il ne permet pas de marcher » rapidement sur un objet de cette conséquence, du moins » doit-il, lorsqu'il ne s'agit que de maintenir l'honnête et » juste aisance à laquelle les ministres des autels ont le droit » de prétendre, concevoir que ce serait une grande faute en » administration que de leur accorder la faculté d'étendre » leurs dîmes sur des cultures nouvelles, au préjudice de ces » cultures qu'on doit regarder comme une des plus intéres- » santes sources de richesses pour la Nation, pour l'Etat et » même pour le Clergé. Cette faculté qui ne tournerait le » plus souvent qu'à l'avantage des gros décimateurs, n'offri- » rait qu'un impôt sur les améliorations de culture, dont le » produit ne serait pas applicable à l'objet auquel il paraî- » trait destiné ; un tel genre d'impôt, dont il ne résulterait » aucun bien pour aucun service public, doit être proscrit » par tout gouvernement raisonnable ».

La dime paraissait condamnée d'avance ; elle avait contre elle une grande partie de l'opinion publique : le Comité d'administration de l'agriculture, qui représentait alors tout ce que la France comptait de plus sérieux comme économistes ; les Parlements, qui favorisaient ouvertement et de plus en plus les efforts des décimables pour se libérer de la dime : ils avaient déjà montré leurs intentions en 1657, en refusant d'enregistrer l'ordonnance que le clergé était parvenu à obte-

nir de Mazarin. Le 19 mai 1784, le Parlement de Rouen avait décidé, nous l'avons vu, que toute dîme autre que celle des quatre gros fruits serait insolite ; à Paris, les mêmes principes avaient été consacrés les 27 juillet 1779, 28 août 1780 et 7 mars 1785. A Toulouse, des dispositions peut-être plus graves encore avaient soumis les décimateurs à des preuves impossibles à fournir, et un arrêt du 14 mai 1781 avait soutenu les décimables dans leur prétention de diminuer le taux des grosses dîmes ⁽¹⁾. Le Parlement de Metz entraînait lui aussi dans cette voie.

Nous allons voir maintenant ce que les décimables eux-mêmes pensaient de la dîme en parcourant les cahiers de doléances présentés par eux aux Etats généraux de 1789.

(1) Sur ces différentes jurisprudences, se reporter à la première partie de notre travail, chapitre des dîmes insolites, et à la seconde partie, chapitre des procès en matière de dîmes.

CHAPITRE VI

La dîme et l'opinion publique : 2^e Les décimables. Cahiers d'Etats généraux.

La dîme dans les cahiers de bailliages. — La dîme dans les cahiers de paroisses.

§ I. *La dîme dans les cahiers de bailliages.*

Importance différente, à notre point de vue, des cahiers de bailliages et des cahiers de paroisses. — Dans l'étude des cahiers, notre source est double : d'une part les cahiers de bailliages, de l'autre ceux des paroisses. Leur importance est assez différente, au point de vue où nous nous sommes placé. On sait que les bailliages étaient divisés en deux classes, les principaux et les secondaires, ces derniers n'étant que des subdivisions pratiquées dans certains bailliages principaux, et que l'usage a appelés à tort bailliages secondaires. Soit, à titre d'exemple, un bailliage ainsi subdivisé en plusieurs autres. Dans chacune de ces subdivisions, les paroisses dans leurs assemblées rédigeaient leurs cahiers de même que les habitants des villes et les corporations. Arrivés au chef lieu du bailliage secondaire, tous ces cahiers étaient fondus pour former celui du bailliage et les cahiers des bailliages secondaires étaient à leur tour condensés au bailliage principal pour constituer le cahier de ce bailliage. Or ce dernier cahier se ressentait forcément des influences qui avaient présidé à sa rédaction : les doléances des paysans, les plus intéressantes à notre égard, risquaient parfois de disparaître du cahier général du bailliage où l'influence des bourgeois ignorants des choses de la campagne

était souvent prépondérante ; ils payaient la dime, il est vrai, du moins ceux d'entre eux qui étaient propriétaires ruraux, mais la plupart n'étaient pas dans ce cas, ou, s'ils avaient des terres, ne les exploitaient pas eux-mêmes et n'étaient guère en mesure de connaître la dime. En lisant les cahiers de bailliages, on voit de fréquents exemples du peu de compte dont il fut tenu des demandes de paroisses dans la rédaction du cahier général ; ainsi le cahier du tiers de Toul contient le regret « que le peu d'étendue des cahiers et la multitude des objets ne permettent pas d'exposer en détail la situation malheureuse des campagnards ».

Au contraire, les cahiers de paroisses furent faits directement par les paysans, ou sous leur dictée. C'est ce qui en fait pour nous l'intérêt.

Toutefois, il ne convient pas de rejeter absolument ceux des bailliages : D'un côté, ils nous donnent les sentiments de la noblesse et du clergé sur la dime, sentiment qu'il ne nous est pas inutile de connaître. De l'autre, en ce qui concerne le tiers état, il est au moins un cahier de bailliage qui mérite d'attirer notre attention : c'est celui du bailliage de Nemours, à cause de la personnalité de son auteur dont nous avons déjà eu l'occasion de constater l'avis sur la dime.

Vœux de la noblesse sur la dime. — Il semble que la noblesse, en raison même de ses intérêts immédiats, eût dû demander la suppression de la dime ecclésiastique. D'abord, elle y était elle-même soumise, et l'ardeur avec laquelle elle chercha toujours à y échapper pourrait expliquer de sa part un grand désir de la voir disparaître ; d'un autre côté le paiement de la dime ecclésiastique ne pouvait que nuire à l'acquittement des droits dont la noblesse était titulaire, et spécialement de la dime inféodée, contre laquelle le mécontentement était grand, surtout dans les régions où ces deux dimes étaient simultanément payées. Effectivement, dans quelques bailliages, ce furent les seules considérations des

nobles : ceux du Boulonnais traitèrent la dîme de « terrible imposition, sangsue accablante » ⁽¹⁾; ceux du Velay en demandèrent l'abolition, sous l'offre de payer aux curés et vicaires les sommes nécessaires à leur entretien ⁽²⁾; ceux du Vermandois se prononcèrent pour le rachat ⁽³⁾; ceux de la sénéchaussée de Ponthieu pour un remboursement par les propriétaires des héritages ⁽⁴⁾; d'autres, comme à Caen ⁽⁵⁾, firent leur principal grief des procès qu'entraînait la dîme.

Mais ce ne fut que la minorité de la noblesse qui se prononça pour une mesure aussi radicale. Il était, en réalité, plus habile pour elle de se montrer moins rigoureuse à l'égard de la dîme : elle pouvait craindre que l'abolition de la dîme ecclésiastique n'entraînât celle de la dîme inféodée, et, après elle, des droits féodaux similaires en tête desquels était le champart. On n'était alors que dans les premiers mois de 1789, et rien ne pouvait faire prévoir la rapidité avec laquelle se précipiteraient les événements; pour le moment il semblait plus politique de souhaiter le maintien de la dîme, son amélioration, et de s'apitoyer sur le sort des curés en demandant pour eux une augmentation de portion congrue. C'est ce que firent les nobles du Quesnoy ⁽⁶⁾, de Reims ⁽⁷⁾, de Montfort l'Amaury ⁽⁸⁾, d'Orléans ⁽⁹⁾, de Riom ⁽¹⁰⁾, Rodez ⁽¹¹⁾, Trévoux ⁽¹²⁾, Vitry-le-François ⁽¹³⁾, Villefranche-de-Rouergue ⁽¹⁴⁾, de Toulouse ⁽¹⁵⁾, et d'une manière générale ceux de

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. II, 424.

⁽²⁾ Rioufol, *op. cit.*, p. 111, Cahier de la noblesse, art. 25.

⁽³⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VI, 143.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. V, 433.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 491.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, 1^{re} série, t. V, 505.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. V, 528.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. IV, 42.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. V, 566.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. V, 556.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. VI, 68.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. VI, 720.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. VI, 167.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. VI, 34.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, t. VI, 236.

la plupart des bailliages, car ce ne fut que l'exception qui se montra nettement hostile à la dîme.

Vœux du clergé. — Le clergé était divisé : en haut, de gros dignitaires, riches bénéficiers et décimateurs ; en bas, des curés et surtout des curés de campagne. Les uns avaient tendance à se rapprocher de la noblesse ; les autres, pauvres, rêvaient de former une classe à part. Entre ces deux clergés, lutte sourde et cachée parfois ; souvent lutte ouverte, et, dans tous les cas, intérêts opposés : dans chaque bailliage, le cahier diffère selon que l'influence de l'un et de l'autre est restée maîtresse. Le plus souvent, les curés l'emportèrent : presque tous les cahiers demandent que la dîme soit ramenée à sa destination primitive, que les portions congrues soient notablement augmentées : nous renvoyons aux cahiers du clergé des bailliages de Soissons ⁽¹⁾, Verdun ⁽²⁾, Vermandois ⁽³⁾, Villers Cotterets ⁽⁴⁾, Vitry-le-François ⁽⁵⁾, Troyes ⁽⁶⁾, Chalon-sur-Saône ⁽⁷⁾, Nevers ⁽⁸⁾, Mirecourt ⁽⁹⁾, des sénéchaussées de Saumur ⁽¹⁰⁾, Villeneuve de Berg ⁽¹¹⁾, Montpellier ⁽¹²⁾, Pamiers ⁽¹³⁾, etc. Le clergé de Montreuil-sur-Mer emploie un langage très significatif ⁽¹⁴⁾. « Un pasteur, dit-il, est la consolation de son peuple, mais sa consolation devient stérile » pour le malheureux aux prises avec l'infirmité et la misère. « Le succès de son ministère dépend de la confiance de ses ouailles. Le peuple ne la donne pas : il faut l'acheter ».

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. V, 770.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. VI, 128.

⁽³⁾ *Ibid.* t. VI, 137.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. VI, 188.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. VI, 208.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. VI, 74.

⁽⁷⁾ Guillemaut, *La révolution dans le Louhannais*, p. 52.

⁽⁸⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, 246.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. IV, 1.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. V, 719.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. VI, 705.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. IV, 45.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. IV, 280.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. IV, 460.

Et il conclut en fixant le minimum de la congrue à 1.500 livres en immeubles, en portions de dîmes, ou à régler sur une denrée nécessaire à la vie, sans quoi « les curés languiront » pendant douze ou quinze ans avant que d'avoir un supplément ».

Le vœu du clergé est aussi de voir disparaître les odieux procès auxquels la dîme donne lieu. Sur ce point d'ailleurs, tout le monde est d'accord, et c'est une preuve de la haine populaire pour la procédure : « Il serait à désirer, disent les » curés du Puy ⁽¹⁾ qu'on fixât si clairement le sens du mot » dîme qu'il ne fût plus permis à l'esprit de chicane de le » dénaturer avec les distinctions subtiles et modernes de » dîmes vertes, menues dîmes, dîmes insolites ».

Mêmes plaintes à Reims ⁽²⁾, Bouzonville ⁽³⁾, Sens ⁽⁴⁾, Vitry-le-François ⁽⁵⁾, dans le Quercy ⁽⁶⁾ et le Poitou ⁽⁷⁾.

Les curés avaient un autre motif de plainte : l'édit de mai 1768 qui leur retirait les noales; sur ce point, ils sont à peu près unanimes à demander le rétablissement de l'état de choses antérieur.

On trouve aussi, mais assez rarement, un vœu plus hardi, celui de la suppression des exemptions de dîmes; le cahier du clergé du bailliage de Sézanne le contient par exemple ⁽⁸⁾.

Enfin, il est quelques cahiers du clergé intéressants par l'énergie de leurs réclamations; le type en est celui des curés du Dauphiné ⁽⁹⁾, les curés révolutionnaires qui avaient, depuis longtemps, formulé leurs revendications. Ils estimaient que la suppression de la dîme était une mesure équitable et qu'elle devait être remplacée par un traitement fixe en argent pour les curés et vicaires. D'ailleurs, ils se déclaraient absolument

⁽¹⁾ Rioufol, *op. cit.*, p. 67.

⁽²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. V, 524.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. VI, 695.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. V, 750.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. VI, 209.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. V, 483.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. V, 391.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, 1^{re} série, t. V, 762.

⁽⁹⁾ Chassin, *op. cit.*, p. 402 et suiv.

hostiles à la mainmise de la Nation sur les biens d'Eglise et ne lui reconnaissaient que le droit de réglementer la dime si on ne l'abolissait pas, mais nullement celui de la prendre. Quant aux pauvres, c'était aux gros bénéficiers, « simples distributeurs d'aumônes », à les secourir, en renonçant à leurs usurpations.

En somme, ce cahier est bien celui de tous les curés; ce qu'ils désiraient le plus ardemment, c'était non seulement une augmentation de traitement, mais aussi et surtout ce que la Constituante devait leur donner en 1790, ce qu'ils ont aujourd'hui (ou plutôt ce qu'ils avaient hier et n'ont plus) un salaire fixe et suffisant, garanti par l'Etat, qui leur eût permis d'échapper à la dépendance des gros décimateurs et d'avoir avec leurs paroissiens des rapports plus dignes et plus désintéressés.

Le Cahier du tiers état de Nemours. — Quant au tiers état, nous aurons une idée de ses doléances sur la dime en étudiant les cahiers des paroisses. Néanmoins il est un cahier général beaucoup plus important que les autres et que nous ne pouvons, pour cette raison, passer sous silence : c'est celui du bailliage de Nemours ⁽¹⁾. C'est un document précieux où on trouve déjà toutes les idées que son auteur développera plus tard à la tribune de la Constituante. Une première partie traite des inconvénients de la dime au point de vue économique et agricole, une seconde de l'abolition nécessaire de cette charge et de son remplacement. Sur le premier point, nous nous sommes précédemment expliqué; sur le second, nous savons pourquoi Dupont ne demande pas brutalement la suppression. Mais il est impossible de se méprendre sur sa pensée : il insinue que cette suppression est la seule mesure convenable; il ne formule pas de vœu caractérisé, il donne des conseils; mais cela revient au même. Le culte profite à tous, c'est un service public; il doit donc être payé par tous,

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, 192.

même par les non catholiques qui ont autant d'intérêt que les autres au maintien de la morale, base de toutes les religions. L'impôt doit donc être proportionnel et le traitement des curés variable d'après le nombre de feux de leurs paroisses. Quant à la dîme, Dupont est à son égard tout à fait radical, nous pourrions même dire rigoureux. Il se place au seul point de vue économique théorique : « Il devient impossible, » dit-il, de laisser exister la dîme chez une nation éclairée » qui veut pourvoir à ses besoins publics et religieux de la » manière la moins onéreuse à son peuple. Le clergé lui-même ne peut demander ni désirer qu'on la perpétue, » puisqu'il ne peut vouloir dire à la Nation : « J'entends » lever sur le peuple un impôt d'une partie duquel je ne profite pas, attendu qu'il est nécessairement consommé en » frais inutiles de perception ; il ne suffit pas que mon revenu » soit producteur pour moi ; je veux encore qu'il soit destructeur pour les autres ».

Telle n'était d'ailleurs pas l'opinion de la masse du peuple rural. Comme nous allons le voir, en général, on ne demandait pas la suppression de la dîme : on se plaignait moins de l'institution elle-même, que de la manière dont elle fonctionnait et des abus qui s'y étaient glissés.

§ II. *Les Cahiers de paroisses.*

Il faut toujours se demander, avant d'apprécier le contenu des cahiers de paroisses, quelles influences ils ont subies. En général on chercha pour les rédiger, les habitants les plus intelligents. Dans les communautés les mieux organisées, ce fut le syndic, ou à son défaut, le juge du seigneur ; dans celles qui étaient dépourvues d'officier public, et où en même temps aucun habitant n'était assez instruit pour rédiger convenablement le cahier, ce fut le plus souvent au curé qu'incomba ce soin : et comme en général les intérêts des cultivateurs étaient les siens, l'entente était parfaite. Dans bien des cas ce furent les habitants eux-mêmes qui,

faute de mieux, durent libeller leurs Cahiers : on constate alors un style, une orthographe, une naïveté de pensée et d'expression qui dénotent clairement la provenance du cahier : celui-ci du reste n'en est que plus intéressant.

Mais quels que soient leurs rédacteurs, curés, syndics, propriétaires, officiers de seigneurs, juges, laboureurs, et même parfois marchands, les cahiers de paroisses nous montrent bien le sentiment réel du peuple sur la dîme : ne la pouvaient connaître que ceux qui la payaient, et, avant de la payer, avaient récolté eux-mêmes les fruits de la terre.

On peut faire trois groupes des demandes des cahiers de paroisses sur la dîme.

A. Les uns demandent le maintien de la dîme en nature, sauf à y apporter toutes les réformes nécessaires.

B. D'autres demandent, sous des formes diverses, le remplacement du paiement en nature par le paiement en argent.

C. Enfin un troisième groupe veut la suppression de la dîme, soit avec rachat, soit pure et simple et sans compensation.

Les partisans du maintien de la dîme mais avec des réformes.
— Dans un très grand nombre de cas, nous pourrions même dire dans la majorité des cas, nous constatons une préférence pour le maintien de la dîme, soit que ce maintien se trouve implicitement demandé, soit que, sans l'être, aucun vœu d'abolition n'ait été formulé. En effet, le paysan de l'Ancien Régime était très catholique, il eût difficilement pu se passer de son curé, et il ne trouvait que très naturelle l'obligation de le faire vivre, puisqu'il avait à tout moment besoin de lui. Le paiement de la dîme aurait été la chose la plus facile, personne n'aurait pensé protester, si l'établissement en avait été moins arbitraire : et c'était en somme l'opinion courante dans le royaume que celle de la paroisse de Chaingy, bailliage d'Orléans ⁽¹⁾ : « Nous respectons l'éta-

(1) Bloch, *op. cit.*, t. I, 44, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

» blissement ancien des dîmes; nous ne souhaitons pas de
» nous soustraire à ce droit sacré; mais il est possible, sans
» enfreindre les lois qui commandent ces sortes de rétribu-
» tions, de les rendre moins onéreuses »; ou celle du cahier
d'Aulnay aux Planches : « Les dîmes sont encore une charge
» considérable que la religion nous impose, et que nous
» payons volontiers, mais que nous payerions plus volontiers
» si nous en voyions faire un usage conforme à leur institu-
» tion de droit divin et humain » ⁽¹⁾.

On préconisait, en cette matière, les réformes suivantes :

1° On demandait, en premier lieu, que les exemptions de dîmes fussent rapportées; il était aussi injuste qu'inconcevable que de riches bénéficiers ecclésiastiques pussent échapper à ce paiement, alors que le plus pauvre des curés devait l'acquitter pour son propre patrimoine.

2° En second lieu, il fallait faire disparaître la distinction si fertile en procès, des dîmes solites et insolites, qui s'était introduite à la faveur d'une insuffisance absolue de la législation : « Ces sortes de dîmes, trouvons-nous dans le cahier » de Moulins-la-Marche, bailliage d'Alençon, sont d'autant » plus défavorables qu'elles ne sont pas exigibles de droit » et que le décimateur est assujetti pour les percevoir à » prouver une possession de quarante ans. Evidemment, le » redevable est dans son tort pour avoir payé pendant qua- » rante ans une telle dîme sans réclamation, mais il n'en est » pas moins vrai que la perception des dîmes insolites est » injuste en ce qu'elles sont en somme des servitudes » et qu'en matière de servitudes la prescription n'est pas » admise » ⁽²⁾. Ajoutons d'ailleurs que cette théorie du cahier de Moulins-la-Marche était inexacte, car nous savons que toute dîme était solite de sa nature et qu'elle ne devenait insolite qu'après quarante années de non-perception. Comment le décimateur aurait-il pu prouver, lorsqu'un fruit

⁽¹⁾ Laurent, *op. cit.*, t. I, 44, départ. de la Marne, arrond. de Châlons-sur-Marne.

⁽²⁾ Duval, *op. cit.*, p. 277 et suiv., départ. de l'Orne, arrond. de Mortagne.

était nouvellement introduit dans une paroisse, que la dime s'en percevait depuis quarante ans ?

Aussi critiquées étaient les dîmes vertes, menues et surtout de charnage, car pour ces dernières on payait souvent deux et trois dîmes pour un seul objet. Toutes les régions contiennent sur ce point des doléances semblables ; nous renvoyons aux Cahiers de Brai, Carnettes, Clérai, Condé-le-Butor, Congé, Echauménil, Macé, Montchevrel, Planches, Sainte-Colombe-sur-Rille, Saint-Wandrille, Talonnai (bailliage d'Alençon) ⁽¹⁾ ; à de nombreuses paroisses de la sénéchaussée de Rennes, telles qu'Acigné ⁽²⁾, Servon ⁽³⁾, Betton ⁽⁴⁾, Laillé ⁽⁵⁾, La Boussac ⁽⁶⁾, Saint-Erblon ⁽⁷⁾, Châtillon-sur-Seiche ⁽⁸⁾ ; des bailliages du Cotentin : Annoville-Tourneville ⁽⁹⁾, Ouville ⁽¹⁰⁾, La Haye d'Ectot ⁽¹¹⁾, Helleville ⁽¹²⁾, Saint-Martin de Bonfossé ⁽¹³⁾, Sénoville ⁽¹⁴⁾, Liouville ⁽¹⁵⁾ ; de la Flandre maritime : Morbecquē ⁽¹⁶⁾, Tétéghem, Armabouts-Cappel, Bambecque, Bierne, Crochte, Killem, Warhem, Brouckerque ⁽¹⁷⁾ ; de la Lorraine : Bréménil ⁽¹⁸⁾, Gondrexange ⁽¹⁹⁾, Chennevières

⁽¹⁾ Duval, *op. cit.*, *passim*. Localités du départ. de l'Orne : arrond. de Mortagne ; d'Alençon (Macé, Montchevrel, Saint-Wandrille, Talonnai) et d'Argentan (Planches et Sainte-Colombe-sur-Rille).

⁽²⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. II, 29, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 45, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 87, *ibid.*

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 240, *ibid.*, arrond. de Redon.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 595, *ibid.*, arrond. de Saint-Malo.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. II, 40, *ibid.*, arrond. de Rennes.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. II, 43, *ibid.*

⁽⁹⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. I, 136, départ. de la Manche, arrond. de Coulances.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 500, *ibid.*

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. II, 325, *ibid.*, arrond. de Valognes.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. II, 333, *ibid.*, arrond. de Cherbourg.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. I, 571, *ibid.*, arrond. de Saint-Lô.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 507, *ibid.*, arrond. de Valognes.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 518, *ibid.*, arrond. de Cherbourg.

⁽¹⁶⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. I, 250, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

⁽¹⁷⁾ *Ibid.*, départ. du Nord, arrond. de Dunkerque (Tétéghem, t. II, 176) ; Armabouts-Cappel, t. II, 172 ; Bambecque, t. II, 158 ; Bierne, t. II, 178 ; Crochte, t. II, 186 ; Killem, t. II, 188 ; Warhem, t. II, 196 ; Brouckerque, t. II, 223).

⁽¹⁸⁾ Etienne, *op. cit.*, p. 173, départ. de Meurthe-et-Moselle, arrond. de Lunéville.

⁽¹⁹⁾ *Ibid.*, p. 275, *ibid.*

(bailliage de Vic) ⁽¹⁾; de la Champagne : Bouÿ ⁽²⁾, Suippes ⁽³⁾ (bailliage de Châlons-sur-Marne), Vauchonvilliers ⁽⁴⁾ (bailliage de Troyes); de la Bourgogne : Branches, Sacy (bailliage d'Auxerre) ⁽⁵⁾, Sainte-Croix (bailliage de Chalon-sur-Saône) ⁽⁶⁾; de l'Orléanais : Yvoi ⁽⁷⁾, Sandillon ⁽⁸⁾; de la Provence : Miramas ⁽⁹⁾ (sénéchaussée d'Aix); du Languedoc : Saint-Pierre de Lassalle ⁽¹⁰⁾, Manduel ⁽¹¹⁾, Massanes ⁽¹²⁾ (sénéchaussée de Nîmes); et surtout aux paroisses de la prévôté de Paris hors les murs, où, à cause de la grande extension des cultures maraîchères, les procès relatifs aux dîmes vertes et menues étaient très nombreux : Arcueil-Cachan, Gournay-sur-Marne, Logne-en-Brie, Noisiel-sur-Marne, Combault, Orgeval, reproduisent à peu de chose près les doléances de Collégien en Brie ⁽¹³⁾ : « que les dîmes insolites » soient toutes supprimées comme n'ayant pour origine que » l'ignorance et la timidité des gens de campagne, dont les » curés ont abusé pour faire ces usurpations ».

C'est surtout à cause des prairies artificielles, notamment en Normandie, que l'on déplorait les dîmes insolites : dans bien des endroits, l'insuffisance de prairies naturelles, le manque d'eau força les cultivateurs à semer des trèfles, luzernes, sainfoins, colzas et plantes similaires : pourquoi les soumettre à la dîme puisque les herbages naturels en étaient exempts et qu'on les employait au même usage?

⁽¹⁾ Elienne, *op. cit.*, p. 196, départ. de la Meuse, arrond. de Commercy.

⁽²⁾ Laurent, *op. cit.*, t. I, 93, départ. de la Marne, arrond. de Reims.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 697, *ibid.*, arrond. de Châlons.

⁽⁴⁾ Vernier, *op. cit.*, t. II, 638, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Aube.

⁽⁵⁾ Demay, *op. cit.*, dans *Bull. de la Soc. des Sciences de l'Yonne*, 1884-85, départ. de l'Yonne, arrond. d'Avallon (Sacy) et de Joigny (Branches).

⁽⁶⁾ Guillemaut, *op. cit.*, p. 45, départ. de Saône-et-Loire, arrond. de Louhans.

⁽⁷⁾ Bloch, *op. cit.*, t. II, 195, départ. de Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. II, 275, *ibid.*

⁽⁹⁾ *Arch. Parl.*, 1^{re} série, t. VI, 359, départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. de Marseille.

⁽¹⁰⁾ Bligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, 305, départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 470, *ibid.*

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, 484, *ibid.*, arrond. d'Alais.

⁽¹³⁾ *Arch. Parl.*, 1^{re} série, t. IV, 500 et suiv.

Pourquoi percevoir la taxe à la fois sur le travail et sur la nourriture des animaux de labour?

3° Une troisième réforme indispensable était d'uniformiser le taux de la dlme, ce qui supprimerait d'un seul coup la moitié des procès; on peut se reporter sur ce point aux cahiers de Sainte-Mesme (sénéchaussée de Ploërmel) ⁽¹⁾, de Chaon ⁽²⁾, Rouvray-Sainte-Croix (bailliage d'Orléans) ⁽³⁾; d'Attilly, Favières-en-Brie, Grès-en-Brie (sénéchaussée de Paris hors les murs) ⁽⁴⁾; de Loynes ⁽⁵⁾, Vérignon ⁽⁶⁾, Villecroze ⁽⁷⁾ (sénéchaussée de Draguignan); d'Aiguesvives ⁽⁸⁾, Arpaillargues ⁽⁹⁾, Aubais ⁽¹⁰⁾, Bouillargues ⁽¹¹⁾, Cabrières (sénéchaussée de Nîmes) ⁽¹²⁾; d'Ancerville ⁽¹³⁾, Juvrecourt (bailliage de Vic) ⁽¹⁴⁾.

Non seulement il faut rendre la quotité uniforme, mais il faut la réduire; assez original est le cahier breton de Créhen ⁽¹⁵⁾ que nous reproduisons dans toute sa naïveté et avec son orthographe : « Nous nous trouvent gigulé » par les dlme qui se prane aux douziesme sur toutes les » levée, blé, blénoier, avoienne, posmel, len, chanvre, pois, » fèvre, vesse, levez les dit saineur et recteur et autre béné- » ficier, même dans les gardent (jardins). Nous dézirerions » quele seré prize au trante sixiesme ».

Voir encore Chalifert-en-Brie, Chevilly, Courquetaine, Fresnes, l'Etang-la-Ville, Lésigny, Marolles, Moissy, Cra-

⁽¹⁾ H. Sée, art. cité dans *La Révolution française* de juillet 1904.

⁽²⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 367, départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Romorantin.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 90, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁴⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} sér., t. IV, p. 500 et suiv.

⁽⁵⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 276, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 481, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 496, *ibid.*

⁽⁸⁾ Bligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, 9, départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. I, 58, *ibid.*, arrond. d'Uzès.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 64, *ibid.*, arrond. de Nîmes.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 155, *ibid.*

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, 171, *ibid.*

⁽¹³⁾ Etienne, *op. cit.*, p. 18, départ. de la Meuse, arrond. de Bar-le-Duc.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, p. 411, départ. de la Meurthe-et-Moselle, arrond. de Lunéville.

⁽¹⁵⁾ Dupont, art. cité dans les *Annales de Bretagne*, 1901, départ. des Côtes-du-Nord, arrond. de Dinan.

mayel ⁽¹⁾ (Paris hors les murs); Bellefond, Ambès, Saint-Laurent-des-Combes ⁽²⁾ (sénéchaussée de Libourne). Flayosc ⁽³⁾ (sénéchaussée de Draguignan) qui, par le terme de « rehaussement du taux de la dime » employé dans l'énumération de ses vœux, veut dire évidemment le contraire.

4° Il faut ensuite affranchir les semences de la dime, c'est-à-dire un quart ou un cinquième de la récolte; la nécessité est évidente : « Cette double perception est d'autant plus » injuste qu'elle se renouvelle plus souvent sur les sols » ingrats que sur les sols fertiles, est-il dit dans le cahier de » Comps ⁽⁴⁾ (sénéchaussée de Draguignan); deux fonds de » terre ensemencés, dont l'un produit communément le » quatre et l'autre le dix, payent, dans les intervalles de » quatre et de dix ans, le premier la dime de cinq récoltes » et l'autre celle de onze récoltes, ce qui est outreusement dis- » proportionné ». Mêmes plaintes à Vérignon, Villecroze (même sénéchaussée); à Aulas ⁽⁵⁾, Brignon ⁽⁶⁾, Cassagnoles ⁽⁷⁾, Euzet ⁽⁸⁾, Gajan ⁽⁹⁾, Génolhac ⁽¹⁰⁾, Lirac ⁽¹¹⁾ (sénéchaussée de Nîmes); Javené ⁽¹²⁾, Thorigné ⁽¹³⁾ (sénéchaussée de Rennes); à Habas ⁽¹⁴⁾ (Landes).

Pour des raisons de même ordre, il faut affranchir la paille, indispensable à l'exploitation agricole qui a produit les fruits de la dime : là-dessus, quelques localités se bornent

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} sér., t. IV, p. 500 et suiv.

⁽²⁾ Marion, *Etat des classes rurales, etc.*, et *Cahier de doléances des paroisses du canton de Castillon*; dans les *Arch. hist. de la Gironde*, t. XXXV, p. 373, départ. de la Gironde, arrond. de Libourne.

⁽³⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 199, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 134, *ibid.*

⁽⁵⁾ Bligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, 78, départ. du Gard, arrond. du Vigan.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 165, *ibid.*, arrond. d'Alais.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. I, 193, *ibid.*

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 312, *ibid.*, arrond. de Nîmes.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. I, 340, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 370, *ibid.*, arrond. d'Alais.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 457, *ibid.*, arrond. d'Uzès.

⁽¹²⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 217, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Fougères.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. II, 49, *ibid.*, arrond. de Rennes.

⁽¹⁴⁾ Abbé C. Daugé, *op. cit.*, p. 146, départ. des Landes, arrond. de Dax.

à demander une fixation du prix auquel les décimateurs devront vendre les pailles aux habitants : ainsi Bonnefoy ⁽¹⁾ (bailliage d'Alençon); d'autres demandent une mesure plus radicale, l'enlèvement complet de ces pailles aux décimateurs : Mieuxcé ⁽²⁾, Clérai ⁽³⁾, Saint-Germain-du-Corbéis ⁽⁴⁾, Saint-Vandrille ⁽⁵⁾ (même bailliage); Wormhoudt ⁽⁶⁾ (Flandre maritime); plusieurs localités de Basse-Normandie ⁽⁷⁾; Marboué ⁽⁸⁾, Le Mée ⁽⁹⁾, Villampuy ⁽¹⁰⁾, Villamblain ⁽¹¹⁾, Fontenelle ⁽¹²⁾, Rhodon ⁽¹³⁾ (bailliages de Blois et Romorantin); Arraincourt ⁽¹⁴⁾, Barst ⁽¹⁵⁾, Frémestroff ⁽¹⁶⁾ (bailliage de Vic), etc.

5° En cinquième lieu, il convient d'apporter plusieurs modifications dans les formes de la perception dont quelques-unes sont incommodes, et même vexatoires. Rien n'empêcherait de contraindre les collecteurs à lever les grains de dîmes le jour même où les propriétaires font leur propre récolte, au besoin en assignant à ces derniers un certain délai pour cette récolte. On éviterait ainsi presque toutes les difficultés auxquelles la perception donne lieu : « Nous sommes obligés d'attendre la commodité de MM. les Fermiers, et celle du préposé de M. le Curé », disent les cultivateurs de Saint-Cannat ⁽¹⁷⁾ (sénéchaussée d'Aix). Si ces deux opérations se

(1) Duval, *op. cit.*, p. 44, départ. de l'Orne, arrond. de Mortagne.

(2) *Ibid.*, p. 260, départ. de la Sarthe, arrond. d'Alençon.

(3) *Ibid.*, p. 91, *ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 368, *ibid.*

(5) *Ibid.*, p. 393, *ibid.*

(6) Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, t. II, 112, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

(7) Abbé Bernier, *op. cit.*, p. 114 et suiv.

(8) Lesueur et Cauchie, *op. cit.*, t. I, 256, départ. d'Eure-et-Loir, arrond. de Châteaudun.

(9) *Ibid.*, t. I, 272, *ibid.*

(10) *Ibid.*, t. I, 285, *ibid.*

(11) *Ibid.*, t. I, 302, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

(12) *Ibid.*, t. I, 421, départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Vendôme.

(13) *Ibid.*, t. I, 564, *ibid.*

(14) Etienne, *op. cit.*, p. 28, départ. de la Meurthe-et-Moselle, arrond. de Lunéville.

(15) *Ibid.*, p. 74, *ibid.*

(16) *Ibid.*, p. 253, *ibid.*

(17) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VI, p. 410, départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. d'Aix.

faisaient simultanément, il en résulterait une notable réduction des frais par l'emploi de la même main-d'œuvre, une grande diminution des risques provenant du vol, de la fraude, des intempéries, la possibilité de faire paître les bestiaux dans les champs aussitôt après l'enlèvement de toutes les gerbes. Décimateurs et décimables ne feraient qu'y gagner; ils vivraient en meilleure intelligence, et tandis que ceux-ci acquitteraient plus volontiers la dîme, ceux là se montreraient moins exigeants, et il ne se trouverait plus de curés pour « gronder, tourner, fouiller dans les replis de la conscience, et imposer une peine aussi dure que pour un grand crime » à la nouvelle vraie ou fausse qu'un malheureux, commandé par la nécessité, aurait retenu une poignée de blé ou quelques raisins ⁽¹⁾.

6° Une sixième demande concerne la dîme de suite : plusieurs paroisses, dans les régions où cette dîme existait, notamment en Champagne, en Berry ⁽²⁾ (Bengy-sur-Craon) en souhaitaient la suppression sous prétexte qu'elle occasionnait des procès entre les décimateurs intéressés et qu'elle causait beaucoup d'embarras aux cultivateurs obligés d'attendre, pour enlever leur moisson, deux décimateurs éloignés l'un de l'autre et ne percevant pas, le plus souvent, leurs dîmes ensemble.

7° Mais, la plainte la plus unanime, et par conséquent le vœu le plus pressant, concernaient la destination de la dîme. Même équitablement perçue, cette redevance serait inutile si elle ne répondait pas au triple objet pour lequel elle a été établie.

Et d'abord, on déplore, partout, que la dîme ne profite que pour une très faible part au culte paroissial, tandis qu'elle sert surtout à augmenter les revenus déjà excessifs des hauts dignitaires, des abbayes, des moines, et on veut la restituer aux desservants des paroisses, « en partant de ce principe,

(1) Marion, article cité dans *Arch. hist. de la Gironde*, t. XXIV, p. 453.

(2) Gandilhon, *op. cit.*, p. 51, départ. du Cher, arrond. de Bourges.

le plus naturel de tous, dit le Cahier de Castillon ⁽¹⁾, sénéchaussée de Libourne, que le prix du travail appartient légitimement à celui-là seul qui l'exerce ». On est toujours d'accord sur ce point : ainsi parlent les cahiers de Castillon, Saint-Terre ⁽²⁾, Salles ⁽³⁾, Tourtoirac ⁽⁴⁾ (sénéchaussée de Libourne); Aups ⁽⁵⁾, Callas ⁽⁶⁾ (sénéchaussée de Draguignan); Bonnelles, Bruyères-le Châtel, Bures, Lagny, Ecouen, Favières-en-Brie, Grès-en-Brie, La Houssaye-en-Brie, Liverdy-en-Brie, Marles et Neufmoutiers-en-Brie (sénéchaussée de Paris hors les murs) ⁽⁷⁾; Le Thoult ⁽⁸⁾, Reuves ⁽⁹⁾, Saint-Quentin-le Verger ⁽¹⁰⁾ (bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne); La Bouexière ⁽¹¹⁾, Balazé ⁽¹²⁾, Louvigné ⁽¹³⁾, Retiers ⁽¹⁴⁾, Le Theil ⁽¹⁵⁾, Domloup ⁽¹⁶⁾ (sénéchaussée de Rennes); et à peu d'exceptions près, toutes les paroisses des bailliages du Cotentin (Coutances et secondaires) chez lesquelles on retrouve très fréquemment le vœu « que la Nation rende aux curés les grosses dîmes qui leur ont primitivement et de droit divin appartenu » ⁽¹⁷⁾.

⁽¹⁾ Marion, article cité dans *Arch. hist. de la Gironde*, t. XXXV, p. 360, départ. de la Gironde, arrond. de Libourne.

⁽²⁾ *Ibid.*, *ibid.*

⁽³⁾ *Ibid.*, *ibid.*, arrond. de Bordeaux.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, départ. de la Dordogne, arrond. de Périgueux.

⁽⁵⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 49, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 84, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, p. 500 et suiv.

⁽⁸⁾ Laurent, *op. cit.*, t. II, 1^{re} partie, p. 19, départ. de la Marne, arrond. d'Eprenay.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. II, 1^{re} partie, p. 586, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. II, 1^{re} partie, p. 632, *ibid.*

⁽¹¹⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, p. 134, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, p. 163, *ibid.*, arrond. de Vitré.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. I, p. 188, *ibid.*

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. I, p. 452, *ibid.*

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, t. I, p. 468, *ibid.*

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, t. I, p. 587, *ibid.*, arrond. de Rennes.

⁽¹⁷⁾ Cette assertion n'est du reste pas tout à fait exacte : car dans bien des paroisses le curé séculier n'est que de création relativement récente, et y a été précédé par un régulier, desservant primitif de la paroisse, comme l'indique son titre de « curé primitif ». Mais le régulier aurait dû remettre la dime au vicaire perpétuel séculier, lorsqu'il lui confia, avec le titre de curé, le soin du culte paroissial : au lieu de cela, le régulier conserva presque toujours tout ou partie des dîmes : c'est là que se trouvait l'abus.

Si on maintient pour la dîme la répartition déjà existante, et la distinction entre curés décimateurs, curés congruistes, gros décimateurs, du moins que l'on astreigne ces derniers à exécuter ponctuellement leurs obligations, au nombre de trois :

1° Acquitter intégralement la portion congrue des curés et celle-ci devra être augmentée pour permettre à ses titulaires de vivre décemment sans avoir recours au honteux casuel : elle devra être fixée, au minimum, à 1.200 livres pour les curés et à 600 livres pour les vicaires ; ainsi en est-il demandé par les paroisses de Belval ⁽¹⁾, Montchaton ⁽²⁾, La Haye du Puits ⁽³⁾, Alleaume ⁽⁴⁾, Flottemanville ⁽⁵⁾ (bailliages de Cotentin) ; Aigaliers ⁽⁶⁾, Anduze ⁽⁷⁾, Euzet ⁽⁸⁾, Flaux ⁽⁹⁾, Langlade ⁽¹⁰⁾, Lirac ⁽¹¹⁾, Mialet ⁽¹²⁾ (sénéchaussée de Nîmes), Cramps, Fontanes, Mondoumerc (sénéchaussée de Cahors) ; quelques paroisses veulent fixer ce minimum à 1.500 livres, comme Cieurac, Escamps, Aujols (même sénéchaussée) ⁽¹³⁾ et cette dernière paroisse veut même que, pour les cas où les gros décimateurs abandonneraient aux curés leurs dîmes, ils fussent obligés de parfaire cette somme de 1.500 livres si les dites dîmes n'y suffisaient pas.

2° La seconde obligation des gros décimateurs est relative aux pauvres ; ils doivent consacrer au moins un tiers de leurs dîmes à les secourir, d'après les lois et règlements dont le premier fut le Capitulaire de 801. Nous savons déjà

⁽¹⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. I, 155, départ. de la Manche, arrond. de Coutances.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 454, *ibid.*

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 747, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 54, *ibid.* arrond. de Valognes.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, p. 265, *ibid.*

⁽⁶⁾ Baligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, 5, départ. du Gard, arrond. d'Uzès.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. I, 43, *ibid.*, arrond. d'Alais.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 312, *ibid.*

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. I, 315, *ibid.*, arrond. d'Uzès.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 397, *ibid.*, arrond. de Nîmes.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 458, *ibid.*, arrond. d'Uzès.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, 505, *ibid.*, arrond. d'Alais.

⁽¹³⁾ Fourastlié, *op. cit.*, départ. du Lot, arrond. de Cahors (Cramps, p. 106 ; Fontanes, p. 217 ; Mondoumerc, p. 241 ; Cieurac, p. 75 ; Escamps, p. 106 ; Aujols, p. 16).

que presque partout ils y manquaient, et nous renvoyons aux plaintes des paroisses de Flandre maritime, de Bretagne, d'Orléanais ⁽¹⁾, auxquelles on peut ajouter celles d'Aumeville-l'Estre ⁽²⁾, Bretteville ⁽³⁾, Emondeville ⁽⁴⁾, Carneville ⁽⁵⁾, Tréville ⁽⁶⁾, La Pernelle ⁽⁷⁾, Saint-Flozel ⁽⁸⁾, le Theil ⁽⁹⁾ (Bailliages du Cotentin), d'Aujols ⁽¹⁰⁾ (sénéchaussée de Cahors) ⁽¹¹⁾, etc., etc.

Sur ce chapitre des pauvres, de nombreux cahiers contiennent des propositions intéressantes sur les moyens à employer pour assurer dans les meilleures conditions possibles l'assistance aux pauvres. En Normandie, presque toutes les paroisses demandent qu'on soumette les gros décimateurs à une aumône obligatoire du cinquième de ce qu'ils possèdent dans la paroisse y compris les dimes, et qu'il soit établi un bureau de charité où ces sommes seront versées d'office ⁽¹²⁾ ; c'est le cas des paroisses normandes citées plus haut, auxquelles on peut ajouter Saint-Martin de Bonfossé ⁽¹³⁾, Baudreville ⁽¹⁴⁾,

(1) Voir notre II^e partie, chap. III, § 2.

(2) Bridrey, *op. cit.*, t. II, 95, départ. de la Manche, arrond. de Valognes.

(3) *Ibid.*, t. II, 126, *ibid.*, arrond. de Cherbourg.

(4) *Ibid.*, t. II, 233, *ibid.*, arrond. de Valognes.

(5) *Ibid.*, t. II, 186, *ibid.*

(6) *Ibid.*, t. II, 276, *ibid.*

(7) *Ibid.*, t. II, 432, *ibid.*

(8) *Ibid.*, t. II, 560, *ibid.*

(9) *Ibid.*, t. II, 659, *ibid.*, arrond. de Coutances.

(10) Fourastlé, *op. cit.*, p. 16, départ. du Lot, arrond. de Cahors.

(11) M. C. Bloch, *L'assistance et l'Etat à la veille de la Révolution*, p. 272-273-350, montre qu'au XVIII^e siècle la dime ne formait plus qu'un revenu infime de la charité paroissiale : une enquête spéciale prescrite sur ce point par l'archevêque de Rouen dans chacune des paroisses du diocèse, le prouve amplement. Une autre enquête de 1775 prouve également par là où les décimateurs ne faisaient aucune aumône, les seigneurs faisaient ordinairement contraste par leur générosité ; et c'est une constatation qui n'est pas sans intérêt ; ainsi en était-il par exemple dans le diocèse de Rouen, pour les paroisses de Bosc-Edeline, Bourghéroulde, Glèses, Cliquetot-sur-Ouville, Ecotigny, Mussegros, Rouvray, Serqueux, etc.

(12) D'ailleurs la jurisprudence locale, en Normandie, avait consacré très souvent cette pratique ; notamment un arrêt du Parlement de Rouen du 19 août 1718 pour l'abbaye de Lessay qui percevait les grosses dimes dans plusieurs paroisses ; une ordonnance de l'Intendant de Caen du 16 juin 1723 pour l'abbaye de Blanchelande, Bridrey, *op. cit.*, t. II, 432, note 4, Cahier de La Pernelle.

(13) *Ibid.*, t. I, 573, départ. de la Manche, arrond. de Saint-Lô.

(14) *Ibid.*, t. II, 167, *ibid.*, arrond. de Coutances.

Equeurdreville ⁽¹⁾; de Cesson ⁽²⁾, Saint-Grégoire ⁽³⁾, Châvagne ⁽⁴⁾, Mordelles ⁽⁵⁾ (sénéchaussée de Rennes). La paroisse d'Aujols (sénéchaussée de Cahors) propose de mettre ce bureau de charité sous la direction du curé, d'un officier de justice, des marguilliers et de quelques notables, et d'alimenter sa caisse par des versements à faire par les congruistes, par les gros décimateurs et les autres curés, chacun proportionnellement à ses revenus.

3° La dernière obligation des gros décimateurs était d'exécuter certaines réparations, de fournir certains objets que la loi mettait à leur charge. Nous avons établi précédemment en quoi elles consistaient, aux termes des édits de 1695 et 1768, et des décisions de jurisprudence locales; et nous avons eu aussi l'occasion de montrer combien les décimateurs se montraient négligents sur ce point. Les réclamations sont les mêmes partout : elles sont même si vives que beaucoup de paroisses veulent étendre les obligations des décimateurs beaucoup plus loin que la loi ou les usages ne le comportent : ainsi les cahiers des paroisses de Gron ⁽⁶⁾, Lugny Champagne ⁽⁷⁾, Vasselay ⁽⁸⁾ (bailliage de Bourges), prétendent charger les gros décimateurs de toutes les réparations de l'église et du presbytère ; exigence semblable de la part de nombreuses paroisses normandes telles que Bricqueville la Blouette ⁽⁹⁾, Caillebot la Salle ⁽¹⁰⁾, Carantilly ⁽¹¹⁾, la Haye Belfond ⁽¹²⁾, Hudimesnil ⁽¹³⁾, Varouville ⁽¹⁴⁾; bretonnes, comme

⁽¹⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. II, 242, *ibid.*, arrond. de Cherbourg.

⁽²⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. II, 76, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 83, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 202, *ibid.*

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 204, *ibid.*

⁽⁶⁾ Gandilhon, *op. cit.*, p. 146, départ. du Cher, arrond. de Bourges.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 183, *ibid.*, arrond. de Sancerre.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 500, *ibid.*, arrond. de Bourges.

⁽⁹⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. I, 208, départ. de la Manche, arrond. de Coutances.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. I, 231, *ibid.*, arrond. de Saint-Lô.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. I, 254, *ibid.*

⁽¹²⁾ *Ibid.*, t. I, 361, *ibid.*

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. I, 380, *ibid.*, arrond. de Coutances.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 700, *ibid.*

Marcillé Robert ⁽¹⁾, Parcé ⁽²⁾, Landavran ⁽³⁾, Drouges ⁽⁴⁾, Coesmez ⁽⁵⁾; lorraines comme Ancerviller ⁽⁶⁾, Arraincourt ⁽⁷⁾, Baronville ⁽⁸⁾, Guéblange ⁽⁹⁾, Remilly ⁽¹⁰⁾. On veut même contraindre les gros décimateurs à entretenir un maître d'école, un chantre, et à fournir le luminaire et mêmes objets les nécessaires au culte.

Les partisans du paiement en argent. — Il y avait un moyen d'éviter les inconvénients de la perception en nature : c'était de payer la dîme en argent. Plus de déclaration publique à faire pour avertir le décimateur, plus de fermiers ni de collecteurs; plus de contestations sur le nombre, la nature des fruits décimables : une simple somme d'argent payée directement au curé par chaque paroissien proportionnellement à ses ressources. Plusieurs cahiers du bailliage d'Alençon proposent ainsi une dîme en argent de quarante sols au marc la livre de la taille par être vivant dans chaque paroisse : Almenèches, Cerisai, Chailloud, Colombier, Cuissai, Fontenay les Louvets, le Merlerault, Neuville près Sees ⁽¹¹⁾; on en trouve aussi ailleurs : Callian ⁽¹²⁾, Tourrettes ⁽¹³⁾, Trans ⁽¹⁴⁾ (sénéchaussée de Draguignan); plusieurs localités de la sénéchaussée de Paris hors les murs : Le Bourget, Champlan, Châtenay, Longjumeau ⁽¹⁵⁾; Courgivaux ⁽¹⁶⁾, Esternay ⁽¹⁷⁾ (bail-

⁽¹⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 203, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Vitré.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 228, *ibid.*, arrond. de Fougères.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 248, *ibid.*, arrond. de Vitré.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 401, *ibid.*

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 410, *ibid.*

⁽⁶⁾ Elieppe, *op. cit.*, p. 18, départ. de Meurthe-et-Moselle, arrond. de Lunéville.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 28, *ibid.*

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 68 (localité située en Lorraine annexée).

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 295, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 629, *ibid.*

⁽¹¹⁾ Duval, *op. cit.*, *passim.*, localités du départ. de l'Orne, arrond. d'Argentan et d'Alençon.

⁽¹²⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 90, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, p. 455, *ibid.*

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, p. 473, *ibid.*

⁽¹⁵⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, p. 500 et suiv.

⁽¹⁶⁾ Laurent, *op. cit.*, 1^{re} partie, t. II, 231, départ. de la Marne, arrond. d'Épernay.

⁽¹⁷⁾ *Ibid.*, t. II, 1^{re} partie, 259, *ibid.*

liage de Sézanne), Palluau⁽¹⁾ (sénéchaussée d'Angoulême).

Le Cahier de Villamblain⁽²⁾ (bailliage de Romorantin) propose de remplacer la dîme par un impôt direct et proportionnel en argent, auquel toute terre sans exception serait soumise; cette taxe serait perçue par arpent, en sorte qu'elle pût fournir 1.400 livres à tous les curés; et pour être suffisante, cette somme serait portée à 2.000 livres au moyen d'un supplément pris sur les communautés religieuses d'hommes ou de femmes.

La supériorité du paiement en argent était d'ailleurs bien prouvée par la coutume assez répandue des abonnements de dîmes, et beaucoup de cahiers préconisent une extension encore plus grande de cette pratique, notamment Bagard⁽³⁾, Gajan⁽⁴⁾, Moussac⁽⁵⁾, Corbès⁽⁶⁾, dans la sénéchaussée de Nîmes; ce dernier cahier représente que l'abonnement en argent a le double avantage de supprimer les frais de perception et les bénéfices inévitables des fermiers et qu'il évite la fraude; il se recommande donc comme le moyen le plus productif et le plus simple de percevoir la dîme.

Les partisans de la suppression de la dîme. — Il nous reste à étudier le troisième groupe de demandes relatives à la dîme : celles qui se rapportent à la suppression. Ce ne sont pas les plus nombreuses, nous l'avons vu. La plupart des paroisses qui formulent ce vœu ont voulu réagir contre un courant d'opinion assez répandu en faveur d'un impôt territorial unique en nature. On en avait assez des inconvénients des impôts perçus jusqu'alors; on pensait que la cause du mal était dans la multiplicité des taxes, dans les abus de leur perception et les vices de leur répartition, et beaucoup croyaient qu'un impôt unique en nature, une dîme royale,

(1) Boissonade, *op. cit.*, p. 218, départ. de la Charente, arrond. de Cognac.

(2) Lesueur et Cauchie, *op. cit.*, t. I, 307, départ. du Loiret, arrond. de Gien.

(3) Bligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, départ. du Gard, arrond. d'Alais.

(4) *Ibid.*, t. I, 340, *ibid.*, arrond. de Nîmes.

(5) *Ibid.*, t. I, 554, *ibid.*, arrond. d'Uzès.

(6) *Ibid.*, t. I, 256, *ibid.*, arrond. d'Alais.

supprimerait tous les défauts du système fiscal existant. Nous trouvons ce vœu dans d'assez nombreuses paroisses : Bricot la Ville ⁽¹⁾, Montdauphin ⁽²⁾, Plancy ⁽³⁾, Bethon ⁽⁴⁾, Champguyon ⁽⁵⁾ (bailliage de Sézanne); Bourdenay ⁽⁶⁾ (bailliage de Troyes); Jussy le Chaudrier ⁽⁷⁾, Osmoy ⁽⁸⁾, Sainte-Solange ⁽⁹⁾ (bailliage de Bourges) en sont quelques exemples. Mais ce système rencontra des adversaires qui comprirent bien les multiples difficultés auxquelles l'impôt en nature se heurterait inévitablement. « Cet impôt, dit le cahier d'Aumont ⁽¹⁰⁾ » (bailliage de Troyes), serait absolument onéreux par les » difficultés qu'il entraînerait infailliblement, par les frais » qu'entraînerait sa perception, par les risques que courraient » les adjudicataires et dont ils chercheraient à se rédimer » par la modicité du prix de l'adjudication, en sorte qu'il » faudrait que cet impôt fût porté à un taux exorbitant et » ruineux pour que S. M. pût en tirer une somme modique » et infiniment moins considérable qu'une imposition même » modérée en argent ».

Le Cahier d'Avord (bailliage de Bourges) ⁽¹¹⁾ dit : « Ce n'est qu'avec les plus vives alarmes que nous entendons parler d'un impôt qui ne pourrait que nous réduire à la mendicité ».

Mêmes craintes, même hostilité à Anglure ⁽¹²⁾, Courgi-vaux ⁽¹³⁾, Esternay ⁽¹⁴⁾ (bailliage de Sézanne); à Balazé ⁽¹⁵⁾ (sénéchaussée de Rennes), etc., etc.

⁽¹⁾ Laurent, *op. cit.*, t. II, 1^{re} partie, 130, départ. de la Marne, arrond. d'Épernay.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 489, départ. de Seine-et-Marne, arrond. de Coulommiers.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 549, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Aube.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 107, départ. de la Marne, arrond. de Châlons.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 153, *ibid.*

⁽⁶⁾ Vernier, *op. cit.*, t. I, 438, départ. de l'Aube, arrond. de Nogent-sur-Seine.

⁽⁷⁾ Gandilhon, *op. cit.*, p. 164, départ. du Cher, arrond. de Bourges.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 268, *ibid.*

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 463, *ibid.*

⁽¹⁰⁾ Vernier, *op. cit.*, t. I, 330.

⁽¹¹⁾ Gandilhon, *op. cit.*, p. 28, départ. du Cher, arrond. de Bourges.

⁽¹²⁾ Laurent, *op. cit.*, t. II, 1^{re} partie, 59, départ. de la Marne, arrond. d'Épernay.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, t. II, 230, *ibid.*

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 256, *ibid.*

⁽¹⁵⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 157, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Vitré.

La dime ecclésiastique n'échappa pas à cette campagne contre l'impôt en nature : les paroisses qui ne voulaient pas de la seconde demandèrent la suppression de la première. Mais elles ne la demandèrent pas toutes au même degré, et on peut les diviser, à ce point de vue, en deux classes :

1° Les unes, peu nombreuses il est vrai, voulaient abolir la dime, mais à la condition que les redevables s'en rachèteraient; 2° Les autres voulaient la supprimer d'une manière radicale, sans aucune compensation pour les bénéficiers.

Le rachat était un mode d'extinction équitable : s'il ne fut qu'assez peu préconisé, c'est que les décimables préféraient tout naturellement être débarrassés de l'impôt sans avoir à en opérer le remboursement.

Quelques paroisses voisines de Paris, Bobigny, Châtillon, Courneuve, Louvres en Parisis ⁽¹⁾; quelques-unes dans le bailliage d'Orléans, Chevilly ⁽²⁾, Creuzy ⁽³⁾, Gidy ⁽⁴⁾, par exemple; dans le bailliage de Bourges, Herry ⁽⁵⁾, Limeux ⁽⁶⁾, Saint-Satur ⁽⁷⁾, Thauvenay ⁽⁸⁾; dans la sénéchaussée de Dranguignan, Esclaus ⁽⁹⁾; dans le bailliage de Blois, La Chapelle-Onzerain ⁽¹⁰⁾; dans celui de Troyes, Saint-Pouange et Souleaux ⁽¹¹⁾, sont les principaux exemples que nous en puissions donner.

Quelques paroisses, prenant un juste milieu, proposent de donner aux décimateurs actuellement en possession, une pension viagère, à titre d'indemnité, pension qui serait payée par une contribution proportionnée entre les communautés dont les paroisses font partie d'un même bénéfice; nous

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IV, p. 500 et suiv.

⁽²⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 133, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 143, *ibid.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 149, *ibid.*

⁽⁵⁾ Gandilhon, *op. cit.*, p. 152, départ. du Cher, arrond. de Sancerre.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 174, départ. du Cher, arrond. de Bourges.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 460, départ. du Cher, arrond. de Sancerre.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 474, *ibid.*

⁽⁹⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 160, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽¹⁰⁾ Lesueur et Cauchie, *op. cit.*, p. 339, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽¹¹⁾ Vernier, *op. cit.*, t. II, p. 556, départ. de l'Aube, arrond. de Troyes.

trouvons une proposition de ce genre dans le cahier de Fayence ⁽¹⁾ (sénéchaussée de Draguignan).

Plus nombreuses sont celles qui veulent l'abolition pure et simple. Il y en a dans toutes les régions, bien qu'en définitive il y en ait davantage encore qui s'accommoderaient d'une dime modifiée et améliorée; citons, en Flandre, Hoymille ⁽²⁾, Uxem ⁽³⁾; en Champagne, Arsonval ⁽⁴⁾, Bligny ⁽⁵⁾, Bossancourt ⁽⁶⁾, Bouilly ⁽⁷⁾, Cézy ⁽⁸⁾, Doches ⁽⁹⁾, Trainel ⁽¹⁰⁾, Estissac et Thuisy ⁽¹¹⁾; en Lorraine, Baronville ⁽¹²⁾, Saint-Georges ⁽¹³⁾; en Bretagne, Saint-Armel ⁽¹⁴⁾, Saint Erblon ⁽¹⁵⁾, Châtillon-sur-Seiche ⁽¹⁶⁾, Bourg-des-Comptes ⁽¹⁷⁾, Messac ⁽¹⁸⁾, Saint-Médard-sur-Ille ⁽¹⁹⁾; dans le Cotentin, Saint-Marcouf-de-l'Isle ⁽²⁰⁾; dans la région parisienne, Ville-d'Avray ⁽²¹⁾, Fontenay-le-Fleury ⁽²²⁾, Rennemoulin ⁽²³⁾; dans les régions du centre, Montlivault ⁽²⁴⁾, Saint-Denis-les-Ponts ⁽²⁵⁾, Verdes ⁽²⁶⁾,

⁽¹⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 174, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

⁽²⁾ Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*; t. II, 152, départ. du Nord, arrond. de Dunkerque.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 156, *ibid.*

⁽⁴⁾ Vernier, *op. cit.*, t. I, 305, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Aube.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 417, *ibid.*

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 423, *ibid.*

⁽⁷⁾ *Ibid.*, t. I, 426, *ibid.*, arrond. de Troyes.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, t. I, 513, départ. de l'Yonne, arrond. de Joigny.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, t. II, 33, départ. de l'Aube, arrond. de Troyes.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, t. II, 615, *ibid.*, arrond. de Nogent-sur-Seine.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, t. II, 85, *ibid.*, arrond. de Troyes.

⁽¹²⁾ Etienne, *op. cit.*, p. 68.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, p. 643.

⁽¹⁴⁾ Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 601, départ. d'Ille-et-Vilaine, arrond. de Rennes.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 9, *ibid.*

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 13, *ibid.*

⁽¹⁷⁾ *Ibid.*, t. II, 224, *ibid.*, arrond. de Redon.

⁽¹⁸⁾ *Ibid.*, t. II, 252, *ibid.*

⁽¹⁹⁾ *Ibid.*, t. I, 155, *ibid.*, arrond. de Rennes.

⁽²⁰⁾ Bridrey, *op. cit.*, t. II, 595, départ. de la Manche, arrond. de Valognes.

⁽²¹⁾ Thénard, *Les Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Versailles*, p. 16, départ. de Seine-et-Oise, arrond. de Versailles.

⁽²²⁾ *Ibid.*, p. 65, *ibid.*

⁽²³⁾ *Ibid.*, p. 89, *ibid.*

⁽²⁴⁾ Lesueur et Cauchie, *op. cit.*, t. I, 143, départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Blois.

⁽²⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 269, départ. d'Eure-et-Loir, arrond. de Châteaudun.

⁽²⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 352, départ. du Loir-et-Cher, arrond. de Blois.

Flacey ⁽¹⁾, Brinon ⁽²⁾, Ménestreau-en-Villette ⁽³⁾, Vannes ⁽⁴⁾, Saint-Lyé ⁽⁵⁾, Autully ⁽⁶⁾, Loisy ⁽⁷⁾; dans le Sud-Ouest, Cabrerets ⁽⁸⁾, Palluau ⁽⁹⁾; Bors-de-Montmoreau ⁽¹⁰⁾, Saint-Pey-d'Armens, Vignonnnet, Sainte-Foy ⁽¹¹⁾; et dans le Sud-Est surtout, sénéchaussées d'Aix (Aubagne, Gardannes, Pertuis, Vitrolles-d'Aigues) ⁽¹²⁾, de Draguignan (Cotignac ⁽¹³⁾, Bargène, Châteaudouble, Gassin, Grimaud, Saint-Tropez, Sainte-Maxime, Salernes, Trigance) ⁽¹⁴⁾, et de Nîmes (Aiguèze, Bagnols, Bourdic, Carsan, Cavillargues ⁽¹⁵⁾, etc.).

Il y a lieu de faire remarquer que, dans certaines régions, les demandes de suppression sont très rares (ainsi les bailliages du Cotentin, d'Autun, sénéchaussées d'Angoulême et de Cahors, de Rennes, où, sur 125 cahiers environ publiés par MM. Sée et Lesort, il n'y en a guère plus d'une douzaine dans ce cas) et même dans d'autres totalement absentes : nous n'en avons trouvé aucun exemple dans les bailliages de Bourges ni dans celui de Sézanne dont les cahiers ont été publiés par MM. Gandilhon et Laurent.

Quant aux procédés proposés pour le remplacement de la dime, ils sont multiples : les uns conseillent de laisser à chaque communauté le soin d'établir un impôt qu'elle affectera

⁽¹⁾ Lesueur et Cauchie, *op. cit.*, t. I, 376, départ. d'Eure-et-Loir, arrond. de Châteaudun.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 141.

⁽³⁾ Bloch, *op. cit.*, t. I, 178, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 339, *ibid.*

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 568, *ibid.*

⁽⁶⁾ De Charmasse, *op. cit.*, p. 13, départ. de Saône-et-Loire, arrond. d'Autun.

⁽⁷⁾ Guillemaut, *op. cit.*, p. 48, *ibid.*, arrond. de Louhans.

⁽⁸⁾ Fourastlié, *op. cit.*, p. 36, départ. du Lot, arrond. de Cahors.

⁽⁹⁾ Boissonade, *op. cit.*, p. 218, départ. de la Charente, arrond. de Cognac.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 194, départ. de la Charente, arrond. d'Angoulême.

⁽¹¹⁾ Marion, *Arch. hist. de la Gironde*, t. XXXV, p. 374-375, départ. de la Gironde, arrond. de Libourne.

⁽¹²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VI, 239 à 450, localités des départ. des Bouches-du-Rhône, arrond. de Marseille et d'Aix, et de Vaucluse, arrond. d'Apt (Pertuis).

⁽¹³⁾ Mireur, *op. cit.*, p. 143, départ. du Var, arrond. de Brignoles.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, arrond. de Draguignan : Bargène, p. 59; Châteaudouble, p. 119; Gassin, p. 253; Grimaud, p. 258; Saint-Tropez, p. 403; Sainte-Maxime, p. 409; Salernes, p. 421; Trigance, p. 478.

⁽¹⁵⁾ Bligny-Bondurand, *op. cit.*, départ. du Gard, arrond. d'Uzès, t. I : Aiguèze, p. 14; Bagnols, p. 99; Bourdic, p. 158; Carsan, p. 190; Cavillargues, p. 212.

à l'entretien du clergé; d'autres, poursuivant leur idée de remplacer tous les impôts existant par une contribution unique en argent sur le produit net de la terre, destinent une portion de cette contribution à l'entretien de ce clergé. On préconise encore la mise en commun des menses épiscopales et cathédrales sur lesquelles on assignerait un revenu fixe à l'évêque et à sa cathédrale, aux curés un traitement variant de 900 à 1.800 livres, et aux vicaires de 600 à 1.200 livres; ou la suppression d'une partie des bénéfices actuellement existant et dépourvus d'utilité dont le produit serait employé à pensionner les ecclésiastiques utiles.

Signalons enfin l'apparition, dans quelques cahiers, d'une idée qui va être reprise par l'Assemblée Constituante, celle de faire profiter l'Etat de la dime ecclésiastique. Quelques-uns se bornent à demander l'allocation au Roi d'une partie de ces dîmes pour l'indemniser des dépenses qu'il est forcé de faire pour les pauvres : Petit-Robermetz ⁽¹⁾, Steenworde ⁽²⁾ sont dans ce cas en Flandre maritime; Ampus ⁽³⁾ dans la sénéchaussée de Draguignan; mais quelques autres vont beaucoup plus loin (et ceci n'est pas sans intérêt si l'on songe aux importants débats qui devaient avoir lieu quelques mois plus tard) et estiment que l'Etat doit s'emparer de tous les biens ecclésiastiques, y compris les dîmes, moyennant une pension à faire aux curés (ainsi, cahier de Charsonville, bailliage d'Orléans) ⁽⁴⁾.

Telles sont les demandes que le peuple des campagnes allait soumettre aux Etats Généraux. En somme, l'impression que l'on retire de la lecture des Cahiers n'est pas si mauvaise que celle qui résulte de l'étude des économistes et autres publicistes; on en voit aisément la raison : ces derniers se sont placés, pour juger la dime, au point de vue théorique et scientifique, et ils ont trouvé, avec raison, que cette rede-

(1) Sagnac et de Saint-Léger, *op. cit.*, I, 465, départ. du Nord, arrond. d'Hazebrouck.

(2) *Ibid.*, t. I, 77, *ibid.*

(3) Mireur, *op. cit.*, p. 5, départ. du Var, arrond. de Draguignan.

(4) Bloch, *op. cit.*, I, 514, départ. du Loiret, arrond. d'Orléans.

vance était mal assise et violait les principes les plus élémentaires de la science économique.

Les autres, au contraire, ne se sont arrêtés qu'au point de vue pratique : la dîme était complètement passée dans les habitudes populaires ; on l'avait acquittée pendant plusieurs siècles malgré ses inconvénients et comme elle servait à alimenter un service public indispensable, on ne demandait pas mieux, en général, que de continuer à la payer allégée et transformée : « On ne prétend point que cette contribution » payée aux prêtres, leur soit ôtée, trouvons-nous dans le » cahier de Corbès, sénéchaussée de Nîmes, mais on croit » pouvoir dire que la dîme devrait suffire à l'entretien des » prêtres, des églises et des presbytères » ⁽¹⁾.

Et ailleurs : ... laissons-les donc jouir (les décimateurs) mais en fixant la dîme à un moindre taux et sur des espèces de fruits si bien exprimées qu'il n'y ait plus lieu à contestations ⁽²⁾.

C'est, en effet, dans les régions où le taux était le plus élevé que la haine contre la dîme était le plus vivace ; et les populations avaient alors recours à des moyens énergiques pour montrer leur mécontentement. La Bretagne était du nombre : le Parlement de Rennes eut à se prononcer plusieurs fois au cours du xvii^e siècle sur des difficultés survenues entre l'évêque de Saint-Malo et les paroisses dans lesquelles il percevait la dîme en qualité de titulaire de l'archidiaconé de Porhoët : les habitants de ces paroisses se refusaient à tout prélèvement au profit de l'évêque ; ils s'étaient même entendus pour que celui-ci ne pût trouver ni adjudicataires pour ses dîmes, ni courrier pour les prélever, ni greniers pour les loger ; il fallut que le Parlement y mit un terme par une condamnation sévère des habitants ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Bligny-Bondurand, *op. cit.*, t. I, 255, départ. du Gard, arrond. d'Alais.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 347, départ. du Gard, arrond. de Nîmes.

⁽³⁾ Du Châtellier, *op. cit.*, chap. vi.

TROISIÈME PARTIE

Suppression et remplacement de la dîme.

CHAPITRE PREMIER

La suppression de la dîme.

Le paiement de la dîme jusqu'au 4 août 1789. — La nuit du 4 août 1789. — Le décret du 11 août suivant. — La suppression de la dîme et l'opinion publique.

§ I. *Le paiement de la dîme jusqu'au 4 août 1789.*

Les événements de la fin de 1788 et du début de 1789 furent de nature à faire espérer au peuple une réforme très prochaine ; ce fut avec une joie véritable qu'on procéda, jusque dans les plus petites campagnes, à la confection des Cahiers à soumettre aux Etats généraux dont la réunion était promise pour le 1^{er} mai. Elle eut lieu le 5 mai et ne fit qu'accroître l'espérance dans l'âme populaire.

La déception fut grande quand on s'aperçut que les premières occupations de l'Assemblée étaient bien différentes de celles que l'on aurait souhaitées. Assurément, la vérification des pouvoirs de ses membres, la confection d'un règlement étaient, pour elle, des actes indispensables, mais ils n'auraient pas dû l'empêcher de s'occuper immédiatement du plus pressé, c'est-à-dire des demandes des cahiers. Ceci nous explique la période de troubles exceptionnellement graves

qui marqua les premiers jours de la Constituante. A vrai dire, la fermentation était déjà ancienne ; augmentée par la rigueur extrême de l'hiver 1788-1789, elle ne fit que se développer après le 5 mai. On s'autorisa des cahiers pour ne plus payer d'impôts ; le recouvrement de la dime, comme du reste celui de toutes les taxes seigneuriales, se fit de jour en jour plus problématique. Les paysans ne voyaient dans la désorganisation générale qu'une heureuse occasion de se libérer de toutes leurs obligations : ceux des environs de Ploërmel ⁽¹⁾, sous prétexte que leur sénéchaussée avait demandé l'abolition de la dime, opposèrent un refus formel aux fermiers. Il en fut de même en Alsace, en Dauphiné, en Provence. De faux documents apparurent partout sous forme de lettres portant le sceau royal et accordant aux paysans le droit d'agir à leur gré ⁽²⁾. Dans le Maine ⁽³⁾, insurrection contre les droits féodaux et refus semblable de payer la dime ; dans le Velay ⁽⁴⁾, les fermiers ne la réclamaient qu'en tremblant.

On arriva à la fin de juillet sans que l'Assemblée Nationale se fût occupée des réclamations les plus urgentes des cahiers. La faute en était au gouvernement d'abord, qui avait adopté un système d'élections absolument defectueux avec lequel la population rurale était insuffisamment représentée, de sorte que ses vœux, parfois éliminés des cahiers de bailliages secondaires, puis de ceux des bailliages principaux, risquaient de passer inaperçus ; aux députés ensuite qui, pour la plupart, se préoccupaient bien plus de théories politiques que des intérêts matériels et économiques de la Nation : beaucoup d'entre eux croyaient qu'une constitution serait le remède de tous les maux. Ils ne comprenaient pas le peuple : le paysan était beaucoup plus terre à terre, il ne demandait pas à son député des discussions philosophiques dont le

⁽¹⁾ Taine, *Révolution*, p. 21 et suiv.

⁽²⁾ *Ibid.*, *Ancien Régime*, p. 494.

⁽³⁾ Triger, *L'an 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, chap. vi.

⁽⁴⁾ Rioufol, *op. cit.*, p. 136.

sens lui était étranger, mais des actes. Ce qu'il fallait pour calmer l'effervescence populaire, ce n'était pas une adresse pathétique, comme en préconisait une Lally Tollendal, ni la création de municipalités, comme le demandait Mirabeau, ni l'intervention pacificatrice des curés, comme le voulait l'abbé Grégoire, mais une enquête soigneuse sur les abus que relevaient les cahiers et des réformes. On avait demandé aux campagnards leurs vœux, on n'en tenait aucun compte; ils se soulevèrent pour rappeler les engagements pris envers eux. Dans les derniers jours de juillet, des nouvelles de plus en plus graves arrivèrent des provinces; les curés d'Alençon déclarèrent l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de percevoir leurs dîmes; une jacquerie générale vint rappeler à l'Assemblée qu'il était impossible de rien élaborer d'utile si la paix ne régnait pas. Elle le comprit enfin et se décida à agir.

§ II. *La nuit du 4 août.*

Rachat de la dîme ecclésiastique. — Ce fut la noblesse, chose curieuse, qui rappela à l'Assemblée l'urgence de la situation : « Les communautés, dit le vicomte de Noailles, » ont fait des demandes. Ce n'est pas une constitution » qu'elles ont désirée; elles n'ont formé ce vœu que dans les » bailliages. Qu'ont-elles donc demandé? Que les droits » d'aides fussent supprimés, qu'il n'y eût pas de subdélégués, » que les droits seigneuriaux fussent allégés ou échangés ».

Le tiers état, en la personne du breton Le Guen de Kéran-gal, appuya fortement ces paroles : « Vous ne ramènerez le » calme dans la France agitée que quand vous aurez promis » au peuple que vous allez convertir en prestations en argent, » rachetables à volonté, tous les droits féodaux quelcon- » ques ».

On pouvait s'attendre à une vive opposition du clergé; il n'en fut rien. Pour la première fois, les trois ordres tombèrent d'accord, et sur une question qui les avait séparés pendant plusieurs siècles, sur les privilèges. De Lubersac, évê-

que de Chartres, s'associa pleinement aux vues du vicomte de Noailles. De Lafare, évêque de Nancy, demanda le rachat pour les dimes ecclésiastiques. Plusieurs curés, comme s'ils craignaient qu'on ne les laissât trop riches, firent volontairement abandon de leur casuel.

De là à la dime il n'y avait qu'un pas, et ce fut encore la noblesse qui le franchit : le duc du Châtelet, du bailliage de Bar-le-Duc, proposa qu'une taxe en argent fût substituée à la dime, sauf à en permettre le rachat. Le 5 août, l'attitude fut la même ; le clergé et la noblesse affirmèrent leur complète adhésion aux décisions de la veille. On rédigea plusieurs articles, dont un (art. 7) fut spécialement réservé aux dimes : « Les dimes en nature, laïques, ecclésiastiques, inféodées » pourront être converties en redevances pécuniaires et » rachetables à la volonté des redevables, selon la proportion » qui sera réglée, soit de gré à gré, soit par la loi, sauf leur » remploi à faire par les décimateurs ».

Regrets et résistance du clergé. — Intervention de Buzot et du marquis de Lacosté. — Pour le moment, on se contentait d'un rachat. Mais-c'était une solution bien rapidement prise pour qu'elle fût durable. Le lendemain, changement complet ; le clergé, après y avoir réfléchi, regretta amèrement sa magnanimité. Ses commettants lui ayant fait comprendre la bizarrerie de son attitude, il essaya de retirer ses promesses ou d'obtenir qu'on y apportât quelques restrictions indispensables. Un curé demanda la sanction expresse du Roi pour les abolitions décrétées le 4 août : « Réfléchissez, » Messieurs, que ces droits remontent jusqu'à Charlemagne ; » que les dimes sont des concessions consenties au moins » tacitement par tous les Etats généraux précédents ; elles » sont donc des propriétés, et à ce titre elles sont inviolables » et sacrées. Forcez, Messieurs, les détenteurs de ces propriétés à en faire l'usage qu'ils doivent faire ; qu'elles » refluent sur la classe indigente des citoyens. Quand même » je le voudrais, il n'est pas en mon pouvoir de consentir à

» la suppression des dîmes; ce serait aller diamétralement
» contre le vœu de mes commettants. Je demande donc que
» l'article des dîmes soit distrait de l'arrêté ».

Cette protestation fut suivie de beaucoup d'autres. Un autre membre du clergé réprouva la hâte avec laquelle des décisions si importantes avaient été prises : « Ce n'est pas » sur des proclamations faites dans l'enthousiasme, sur des » offres de particuliers qui n'offrent rien en leur nom, que » l'on peut se décider ».

Tous ces regrets étaient inopportuns et n'eurent pour effet que de provoquer du désordre. Le clergé fut durement apostrophé par un député du tiers d'Evreux, qui allait devenir célèbre quelques années plus tard et qui exerçait déjà une grande influence, Buzot, futur chef de la Gironde : « Je crois » devoir attaquer directement les propositions des préopi- » nants ecclésiastiques, et d'abord je soutiens que les biens » ecclésiastiques appartiennent à la Nation » !

Ce fut un coup de foudre : cette idée allait plus tard être développée à satiété, mais pour le moment, elle était nouvelle; on la trouvait bien dans quelques très rares Cahiers, mais nulle part et par personne elle n'avait été formulée en termes si absolus, si décisifs. Le clergé comprit bien son tort de s'être associé dès le premier jour aux élans de la noblesse, d'avoir lui-même réclamé, dans un moment d'égarement, le rachat pour ses dîmes, d'avoir demandé, dans tous ses cahiers, l'augmentation des portions congrues : c'était expressément reconnaître les droits de la Nation sur les biens d'Eglise, car, comme le disait Buzot : « Ils n'auraient pas » proposé à ceux qui n'auraient aucun droit, de partager des » biens qui ne leur appartiennent pas » !

Le succès qu'obtint Buzot fit comprendre au clergé que l'article 7, relatif aux dîmes, tel qu'il avait été décrété le 4 août, était purement provisoire : la Nation voulait plus. Et toute résistance de la part du clergé devenant inutile, le mieux était pour lui de sauver les apparences et d'avoir l'air de faire de son plein gré les sacrifices que d'impérieuses circonstances le forçaient maintenant à faire.

La discussion relative aux dîmes ne devait avoir lieu que quatre jours plus tard, le 10 août. Mais il est essentiel, pour la comprendre, de rappeler brièvement les débats des 7, 8 et 9 août. Pendant ces trois jours, l'idée brutalement émise par Buzot fit de rapides progrès. On s'habitua facilement à considérer les vastes domaines et revenus de l'Eglise comme une ressource excellente et comme un remède à la déplorable situation financière dans laquelle on se trouvait. Le 7 août, Necker vint demander de l'argent à l'Assemblée : le cas était pressant, et il supplia les députés de lui voter immédiatement un emprunt de trente millions; pour les décider, il leur assura « que le Roi était disposé à concourir à leurs vues ». On sait à quelle opposition se heurta cette demande; pendant deux jours, on chercha quel parti prendre. Ce fut encore la noblesse, et encore au détriment du clergé, qui tira l'Assemblée de ce mauvais pas : le marquis de Lacoste, du bailliage de Charolles, reprit et développa la thèse de Buzot : « Le » peuple, accablé d'impôts, désigne ouvertement ceux qui lui » sont devenus intolérables. Il faut, Messieurs, satisfaire et » le peuple et les créanciers de l'Etat. Déjà, dans cette » Assemblée, une grande vérité s'est fait entendre, les biens » ecclésiastiques appartiennent à la Nation, le moment est » venu pour elle de les revendiquer, parce que le moment est » venu où cette Nation rentre dans la plénitude de ses » droits ».

Il était facile de déduire les conséquences de cette théorie : les ministres essentiels du culte devaient être payés par l'Etat, et les biens dont le clergé avait été doté dans le seul but de subvenir au culte devaient appartenir à l'Etat. Parmi ces biens était la dime. Mais, se plaçant au point de vue économique, le marquis de Lacoste en réclamait la suppression : « La prospérité nationale nous recommande l'annihilation de » la dime ecclésiastique, et il n'échappera sûrement à aucun » de vous, Messieurs, que cette disposition donnera à l'impôt » sur les terres des facilités inappréciables ».

Suivait une proposition d'arrêté en cinq articles : le premier

mettait tous les biens de l'Église à la disposition de la Nation ; le second supprimait la dîme à partir de 1790, et les autres réglaient les revenus des titulaires de bénéfices, augmentaient la dotation des curés, supprimaient les ordres monastiques et en pensionnaient les membres des deux sexes.

Cette motion produisit un effet pénible sur le clergé : l'évêque de Chartres et l'abbé de Montesquiou s'y montrèrent nettement hostiles. Mais la proposition du marquis de Lacoste trouva des partisans : le chevalier de Lameth, de la Noblesse de Péronne, entre autres, qui fit honte aux préopinants ecclésiastiques de mettre obstacle à une délibération aussi instante. Mais, grâce à une intervention de l'abbé Grégoire, le clergé obtint que la proposition de Lacoste fût momentanément écartée. Le 9 août, il faillit même triompher : il s'agissait de garantir l'emprunt qui avait été décrété la veille. Un député du tiers, de Landine, exposa un plan habile dans lequel il proposait de grever les biens ecclésiastiques d'une somme annuelle de 1.500.000 livres pour les intérêts et 500.000 livres pour l'amortissement ; de prélever à chaque mutation un droit sur les bénéfices qui viendraient à vaquer, et, à la vacance des grands bénéfices, de faire profiter la Nation des pensions inutiles ou peu méritées dont ils étaient chargés.

Ce plan rendait impossible l'aliénation des biens ecclésiastiques et pouvait sauver la dîme. L'archevêque d'Aix, Le Franc de Pompignan, le comprit fort bien, et trop heureux d'affecter à ce prix ses biens à l'hypothèque de l'emprunt, il appuya fortement cette demande. Il était malheureusement trop tard, et l'offre du clergé se retourna contre lui : on représenta que la Nation ayant voté un emprunt, c'était à elle à en fournir le gage ; d'ailleurs, puisque le clergé voulait absolument la faire profiter de ses biens, il y avait d'autres moyens d'en tirer parti. C'est ce que Barrère de Vieuzac répondit à l'archevêque d'Aix : « Quant au gage offert par le » clergé, il ne serait pas décent d'offrir celui d'un corps par- » ticulier. La Nation n'a besoin que d'elle-même. D'ailleurs, » combien d'obstacles un pareil gage mettrait-il à l'exécution » des projets sur les biens ecclésiastiques » !

En votant l'emprunt, l'Assemblée n'avait oublié d'envisager qu'un point : était-il vraisemblable qu'on y souscrirait ? Or, il échoua complètement, de sorte qu'il ne resta plus qu'un expédient à tenter, la prise des biens du clergé. A cette date du 9 août, on peut considérer comme inévitable la mainmise de l'Etat sur les biens d'Eglise : le but de l'Assemblée était non seulement de faire bénéficier la Nation de ces biens, mais aussi d'en faire une meilleure distribution ; et pour y arriver, on jugea la suppression de la dîme indispensable.

§ III. *Le décret du 11 août 1789 sur la dîme* ⁽¹⁾.

Les journées des 10 et 11 août devaient régler le sort de la dîme. On se souvient que le décret du 4 l'avait déclarée rachetable. Mais depuis, les vues de l'Assemblée s'étaient modifiées. Le tiers état demanda que non seulement elle fût supprimée, mais supprimée sans rachat, sauf à l'Etat à pourvoir aux dépenses du culte. Le clergé adopta toujours sa même ligne de conduite : au début, opposition acharnée ; à la fin, acte d'abnégation qui se ramenait, en somme, à un aveu d'impuissance. Quant à la noblesse, elle garda, le 10 août, un silence voulu sur la question de la dîme : six mois avant, dans ses cahiers, elle avait, en général, jugé plus habile, nous l'avons vu, de se prononcer en faveur de cette redevance. Mais la situation était bien changée : elle ne pouvait maintenant que gagner à l'abolition de la dîme ecclésiastique, car les dîmes inféodées avaient été déclarées rachetables le 4 août et il était peu probable que cette décision fût rapportée ; il en était d'ailleurs de même pour tous les autres droits féodaux : et privée de ses droits, la noblesse entendait que le clergé fût privé aussi des siens. Voilà pourquoi elle se rallia tacitement au tiers et pourquoi deux de ses membres, de Villiers et Duport, allèrent jusqu'à demander la suppression de la dîme ecclésiastique.

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IX.

Arguments invoqués en faveur du maintien de la dime, par Lanjuinais, de son rachat, par Siéyès, et de sa conversion en fonds de terre, par l'abbé Gouttes. — Examinons les partis en présence et étudions les arguments que chacun d'eux employa pour ou contre la dime. D'un côté, le clergé, qui voulait à tout prix sauver ses dîmes et qui, pour y parvenir, eut recours aux expédients les plus variés, les plus désespérés. Il avait à son service quelques orateurs fameux, tels que Siéyès et l'abbé de Montesquiou, peu nombreux d'ailleurs. De l'autre, le tiers état, qui ne mettra pas moins d'opiniâtreté, mais peut-être plus de calme à poursuivre la suppression. Nous devons citer au premier rang de ses représentants Mirabeau : le grand orateur eut, du reste, toujours de dignes auxiliaires avec Chasset, que nous retrouverons souvent, Arnoult, Lapoule, tous avocats et très versés en l'art de la parole. En somme, ce dernier parti avait la situation la meilleure, d'autant plus que le clergé eut le tort de se diviser et de développer trois théories différentes : le maintien de la dime, le rachat et la conversion en biens immobiliers.

1° La thèse du maintien de la dime fut défendue par quelques curés, mais elle trouva surtout un défenseur en la personne de Lanjuinais, député du tiers de la sénéchaussée de Rennes. Ils invoquèrent la nécessité de respecter le droit de propriété ; firent valoir que la dime était une propriété du clergé au même titre que les biens immobiliers, que sa suppression enlèverait aux pasteurs le moyen de secourir les pauvres. Le laboureur, ajoutaient-ils, préférerait certainement la perception en nature, car il lui était plus facile de se dessaisir au moment de la récolte de quelques gerbes dont l'absence ne pouvait lui causer aucun préjudice, que d'une portion, si petite fût-elle, de ses avances en numéraire, péniblement amassées.

Mais tous ces arguments ne pouvaient être que d'un bien faible poids auprès de l'abandon solennellement consenti par le clergé quelques jours avant, et il ne fut pas difficile

de faire comprendre aux partisans du maintien de la dîme l'inutilité et l'inopportunité de leur demande.

2° Le plus sage parti, pour le clergé, était de soutenir le principe du rachat de la dîme décrété dans la nuit du 4 août. C'est ce que firent Siéyès et l'abbé de Montesquieu avec beaucoup de talent et d'habileté. C'est ce qu'auraient dû faire tous ses membres, car une entente parfaite sur ce point eût pu modifier les événements.

Deux sortes de raisons furent invoquées à l'appui du rachat : les unes d'ordre économique, les autres d'ordre moral.

Les premières étaient au nombre de trois :

En premier lieu, la dîme n'était pas un impôt : elle avait commencé par n'être qu'une prestation volontaire. Puis l'ascendant des idées religieuses l'ayant étendue presque partout, elle était devenue peu à peu un véritable attribut de la propriété : les héritiers et donataires n'acquiesçaient les biens que grevés de la dîme ; c'était une charge imposée à la terre, non par la Nation, comme on le prétendait sans preuves, mais par le propriétaire lui-même, libre de donner son bien à telles conditions qu'il lui plairait. On ne voyait pas quand ni comment la Nation aurait pu imposer cette prétendue taxe publique ; les premières lois qui s'occupèrent de la dîme ne firent, en somme, que rédiger les coutumes existant déjà : or, les coutumes n'avaient pas qualité pour établir un impôt public. D'ailleurs, la dîme avait été cédée à perpétuité à l'Eglise par ceux qui pouvaient s'en dessaisir ; l'impôt, au contraire, ne pouvait être consenti que pour un temps et était révocable à la volonté des représentants de la Nation ⁽¹⁾. Donc, la dîme n'étant pas un impôt, l'Assemblée ne pouvait la supprimer.

En second lieu, si elle n'était pas un impôt, elle n'était et ne pouvait être qu'un salaire pour les ministres du culte.

(1) Et ceci devait être un argument de poids auprès d'une Assemblée qui allait décréter, peu de temps après, la règle absolue de l'annuité de l'impôt (Constitution de 1791, tit. V, art. 1).

Était-il préférable de continuer à l'affecter à la charge du service ecclésiastique ou de répartir ce nouveau fardeau sur les peuples par la voie de l'impôt? Il y avait en France environ 40.000 paroisses, avec une moyenne de deux prêtres par paroisse, soit 80.000 à 100.000 prêtres; un minimum de 1.200 livres était nécessaire à chacun d'eux, soit déjà environ 120 millions, plus de multiples autres frais. Les fondateurs de bénéfices avaient-ils fait tort à la Nation en assurant le service des autels comme ils l'avaient fait? La dépense militaire de terre et de mer, qui englobait 140 millions, avait été autrefois à la charge des fiefs, comme le service ecclésiastique était aujourd'hui à la charge des bénéfices; si elle continuait d'être prise directement sur le produit des fiefs, serait-ce un accroissement de charges pour le peuple? Il était donc bien préférable d'affecter la dime au salaire d'une fonction publique et de décharger ainsi la Nation de plus de 120 millions d'impôts.

Enfin la dime constituait une prestation onéreuse, incommode pour l'agriculture; et dans ces conditions, on devait lui appliquer le régime des propriétés jugées nuisibles à la chose publique, c'est-à-dire la supprimer avec dédommagement pour ses propriétaires, soit de gré à gré, soit d'après une règle fixée par la loi elle-même. On obtiendrait ce résultat par le rachat : les sommes en provenant seraient placées de manière à ne pas manquer à l'objet primitif des dîmes, tout en fournissant de précieuses ressources à l'Etat.

Quant aux raisons d'ordre moral invoquées par Siéyès et l'abbé de Montesquiou, la principale fut que la suppression de la dime tournerait nécessairement à l'avantage des propriétaires et au détriment des non-propriétaires. Les sacrifices exigés par la Nation dans une si triste circonstance ne devaient équitablement pas profiter aux propriétaires.

De plus, ils représentèrent que la dime n'appartenait nullement à la Nation, qu'elle avait été donnée au clergé à de certaines conditions, qu'elle appartenait donc à ce corps. Celui-ci était une personne morale, capable de posséder

comme les villes, hôpitaux, collèges, comme la Nation elle-même. Si les propriétés ecclésiastiques, disait l'abbé de Montesquiou, tentaient la Nation, celle-ci pouvait décréter qu'elle n'avait plus besoin du clergé, puisque tout pouvoir public était soumis à la volonté nationale qui avait le droit de le supprimer,¹ si elle le jugeait nécessaire. Mais tant que le clergé existerait, on ne pourrait rien lui enlever sans violer le droit sacré de propriété.

Enfin, l'Assemblée Nationale avait décidé le 4 août que la dime serait rachetable : pourquoi, sous prétexte de rédiger ce décret, voulait-on maintenant l'abolir? La dime n'appartenait à aucun de ceux qui en étaient redevables. Si on la supprimait dans la main du créancier, on ne pouvait en faire autant dans celle du débiteur, sinon on arriverait à ce résultat monstrueux d'augmenter la fortune particulière des propriétaires au moment où tous les autres contribuables étaient menacés de voir diminuer la leur.

3° L'abbé de Montesquiou, malgré son très habile discours, Siéyès, malgré son argumentation spécieuse, n'eurent que peu d'adeptes : et c'est encore en vain que le clergé, livré à ses seules forces, tenta d'un autre expédient, en proposant de convertir la dime en fonds de terre, pour doter toutes les cures d'un patrimoine en biens-fonds (¹).

Ce fut l'abbé Gouttes qui en fut le promoteur : il montra qu'on ne pouvait, sans s'exposer à de graves difficultés, supprimer purement et simplement la dime et salarier en argent les ministres du culte, car il faudrait prélever la somme nécessaire au moyen d'un impôt sur tous les contribuables : or le peuple préférerait certainement payer la dime en nature que de donner une certaine somme d'argent qu'il ne pourrait se procurer qu'à force de travail et d'économie. D'autre part, la dime, à cause de ses inconvénients, ne pou-

(¹) Cette idée se trouvait d'ailleurs dans quelques cahiers, notamment celui d'Eancé, en Bretagne (Sée et Lesort, *op. cit.*, t. I, 368). « Que toutes les cures soient augmentées en biens-fonds ecclésiastiques, jusqu'à concurrence d'une somme de 2.400 francs ».

vait être conservée. Il convenait de la remplacer par une dotation en biens-fonds, ce qui aurait l'avantage d'attacher les pasteurs au sol de leurs paroisses, de les occuper, de les mettre en état de secourir les pauvres, de leur permettre d'améliorer leurs récoltes et de les vendre à leurs paroissiens à des conditions meilleures que celles d'un étranger.

Quant à la ressource dont la Nation avait un pressant besoin pour garantir l'emprunt, c'était encore le clergé qui la lui fournirait par la suppression de tous les bénéfices inutiles, abbayes, prieurés simples, chapelles qui ne servaient qu'à entretenir le luxe de leurs titulaires.

Le discours de l'abbé Gouttes provoqua un véritable déchainement contre la dîme. L'avocat Arnoult fit une vigoureuse sortie, prétextant que le rachat ou la conversion ne pourraient constituer qu'un bienfait illusoire : la dîme ne méritait pas la même faveur que les droits féodaux, car ceux-ci supposaient une concession primitive de fonds dont ils étaient le prix, tandis que les fonds sujets à la dîme n'avaient jamais été concédés par le clergé. Quant au rachat ce n'était qu'une transaction indigne de l'Assemblée : il fallait parler en législateur et non en arbitre et supprimer toute dîme à partir de 1790.

Triomphe de Mirabeau, partisan de la suppression de la dîme. L'article 5 du décret du 11 août 1789. — Telle est la thèse que développèrent Lapoulé et Mirabeau, comme toujours, à l'aide d'arguments d'ordre économique et moral.

Les premiers étaient au nombre de cinq :

1° Tout d'abord, la dîme constituait une charge fort lourde, du tiers au moins du produit net. En supposant de douze gerbes le produit d'une terre, et au douzième le taux de la dîme, le cultivateur devait en prélever la moitié, soit six gerbes, pour s'indemniser des frais de culture et de semence dont il avait dû faire l'avance, ainsi que de l'achat et de l'entretien du bétail, de la nourriture et du salaire des ouvriers, de l'entretien du cultivateur lui-même et de sa famille. Les

droits du Roi étaient du huitième de la récolte, soit une gerbe et demie, et autant pour l'année de jachère. Restaient donc trois gerbes, dont une était prise par le décimateur. La dîme contribuait donc à l'appauvrissement des travailleurs.

2° Son second défaut était de priver le laboureur de la paille indispensable.

3° Une variété excessive présidait à son paiement et engendrait l'incertitude et les procès.

4° Le taux en était inégal ainsi que la répartition.

5° Enfin la perception en était assez défectueuse pour provoquer les abus et la fraude. Les gerbes à peine mises en tas par les soins du laboureur, paraissait « l'homme à la dîme », valet d'un monastère, fermier ou préposé d'un abbé ou d'un prieur, qui se montrait exigeant, choisissait les gerbes les plus belles, menaçait, accusait de fraudes et extorquait aux décimables plus qu'ils ne devaient donner.

Les raisons morales n'étaient pas moins décisives aux yeux de Mirabeau : d'abord, la dîme étant une institution nationale, la Nation pouvait la révoquer et y substituer une autre charge moins dispendieuse, plus égale.

Ensuite, la dîme n'était pas une propriété : la propriété présuppose en effet le domaine du fonds. Or, l'ecclésiastique n'était nullement propriétaire du fonds qui lui allouait la dîme ; il ne pouvait contraindre le propriétaire de ce fonds à le cultiver en raison de la dîme qu'il lui donnait. Si la dîme était une propriété, elle était une servitude attachée au fonds, par conséquent abusive et à supprimer.

Mais elle n'était rien de tout cela : elle n'était en réalité qu'une simple possession révocable à la volonté du souverain : l'histoire elle-même offrait mille exemples de suspension de dîme, d'application de la dîme en faveur de seigneurs ou à d'autres usages, et de restitution à l'Eglise. Et Mirabeau résumait sa pensée par ces mots :

« La dîme est le subsidie avec lequel la Nation salarie les officiers de morale et d'instruction ».

Cette phrase ayant provoqué dans le clergé des murmures

d'indignation, l'orateur riposta par sa célèbre boutade : « Je ne connais que trois manières d'exister dans la société : il faut y être mendiant, voleur ou salarié », boutade qui fut confondue le lendemain, avec autant d'esprit que de noblesse, par un curé de Saint-Quentin, Duplaquet, qui, ayant donné sa démission d'un prieuré, prononça ces paroles : « Je m'en » remets à la Nation, attendu, quoi qu'en ait dit M. de Mira- » beau, que je suis trop vieux pour gagner mon salaire, trop » honnête pour voler et que les services que j'ai rendus doi- » vent me dispenser de mendier ».

Ainsi, la dîme était la manière volontairement choisie par les paroissiens pour assurer la subsistance de leurs pasteurs : dès lors, s'ils la trouvaient trop gênante ou trop onéreuse, ils pouvaient évidemment s'acquitter par une autre voie, et l'Assemblée Nationale devait s'y prêter d'autant plus volontiers que ce système était « contre toutes les règles et contre toute justice ».

Enfin, une dernière raison d'ordre moral — et qui n'était pas la moins sérieuse — c'était la nécessité de réformer l'abus manifeste en vertu duquel la plus grande partie des dîmes étaient moins entre les mains des curés qui desservaient les paroisses qu'entre celles des titulaires de grandes abbayes et des possesseurs d'opulents bénéfices.

On pouvait prévoir quelle serait l'issue d'une discussion ainsi entamée. Le 11 août, le parti de la suppression triompha après les observations de Goupil de Préfelin, qui montra que le rachat de la dîme ne s'accordait nullement avec l'acte de patriotisme que le clergé avait entendu faire le 4 août, puisque ce rachat serait plus onéreux que la dîme elle-même, et par celles de Ricard : « Lorsque le clergé se soulevait » avec tant d'ardeur pour prononcer la suppression des droits » féodaux, n'était-ce donc que pour édifier sa puissance sur » la ruine des autres ordres ? Ce doute, bien naturel, ne dis- » paraîtra que quand le peuple saura ce que vous voulez » faire pour lui. Certes, vous avez voulu soulager la Nation ! » Eh bien ! le rachat des dîmes ne ferait que la surcharger ».

A ce moment, on remit à l'orateur des actes par lesquels plusieurs curés, reconnaissant que la conversion des dîmes en argent serait plus onéreuse au peuple, en faisaient abandon entre les mains de la Nation. Il est facile de s'expliquer cette conduite des curés; n'ayant, en général, qu'une faible part dans les dîmes, irrités de sa répartition injuste et espérant que la rémunération nationale directe serait beaucoup plus équitable, ils jugèrent qu'il était de leur intérêt que la dîme fût supprimée. Le haut clergé pensa que, dans ces conditions, toute résistance devenait impossible et il feignit un nouvel acte de générosité : l'archevêque d'Aix, Le Franc de Pompignan, plusieurs évêques avec lui, M. Decoulmiers, abbé d'Abbecourt, Dom Chevreuse, général de la congrégation de Saint-Maur, furent les premiers signataires de la déclaration d'abandon des dîmes. L'archevêque de Paris, Le Clerc de Juigné, fit solennellement remise, au nom du clergé entier, de toutes les dîmes ecclésiastiques « entre les mains d'une Nation juste et généreuse » :

« Que l'évangile soit annoncé; que le culte divin soit célébré avec décence et dignité; que les Eglises soient pourvues de pasteurs zélés et vertueux; que les pauvres soient secourus, voilà la destination de nos dîmes, voilà la fin de notre ministère et de nos vœux. Nous nous confions dans l'Assemblée Nationale, et nous ne doutons pas qu'elle ne nous procure les moyens de remplir dignement des objets aussi respectables et sacrés ».

Le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, Leyris Desponchez, évêque de Perpignan, appuyèrent ces paroles. On mit aux voix l'article sous la forme sous laquelle il avait été proposé la veille par Chasset; cet article abolissait la dîme et réservait à la Nation le pouvoir d'y suppléer; mais, point important, il ne statuait d'aucune façon sur son remplacement et prescrivait qu'elle continuerait d'être perçue en la manière accoutumée jusqu'à ce qu'il fût définitivement pourvu à ce remplacement. L'article fut adopté à

l'unanimité ⁽¹⁾; on vit même se lever le célèbre évêque d'Autun, Talleyrand, connu de tous par sa prudence et sa modération pour demander que l'on ajoutât à l'article qu'il avait été adopté à l'unanimité; c'était un moyen de se faire bien venir de la majorité acquise à la suppression de la dîme.

§ IV. *La suppression de la dîme et l'opinion publique.*

L'article 5 du décret du 11 août, qui supprimait la dîme, provoqua quelque étonnement; on chercha à expliquer ce brusque changement, puisque, une semaine auparavant, on avait décrété solennellement le rachat. La nouvelle mesure ne fut pas toujours bien accueillie.

Comment la nouvelle fut accueillie par le Roi. — Tout d'abord, le Roi ne cacha pas son mécontentement. Lorsque les articles lui furent présentés, il les examina longuement, les soumit à son Conseil et ne donna sa réponse à l'Assemblée que le 18 septembre ⁽²⁾. Il acceptait, en principe, les généreux sacrifices offerts à la Nation par les représentants du clergé, mais, ajoutait-il, « la disposition qu'on en doit faire est le seul objet de mes doutes ».

Le principal grief du Roi contre l'abolition de la dîme, celui-là même que Siéyès avait développé quelques jours avant, c'était d'octroyer un présent de 60 à 80 millions aux seuls propriétaires fonciers; de ce cadeau seraient exclus la plupart des habitants des villes, commerçants, manufacturiers, artisans, industriels et, en général, tous ceux qui n'auraient pas la double qualité de citadins et de propriétaires ruraux; il paraissait bien plus équitable d'en faire bénéficier les moins aisés par une distribution opérée avec soin et réflexion.

De plus, si l'Assemblée avait l'intention de remplacer la dîme par un impôt, quelle en serait la nature, et ne serait-il

⁽¹⁾ Voir son texte, en ce qui concerne la dîme ecclésiastique, dans nos *Pièces justifi.*, pièce n° VIII.

⁽²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. IX, p. 29.

pas plus lourd que la dîme elle-même? Enfin, si la dîme ne devait pas être remplacée, le reste des biens du clergé suffirait-il aux dépenses de l'Eglise?

Le Roi conseillait donc de procéder avec plus de lenteur, et d'attendre, pour discuter à nouveau cette importante question, qu'on eût définitivement réglé celle, non moins grave, des besoins et ressources de l'Etat.

Ces observations étaient justes, mais elles furent fort mal reçues par l'Assemblée, qui n'avait guère l'intention d'en tenir compte. Goupil de Préfeln demanda qu'il fût constitué un comité de 60 membres chargés de prendre en considération les avertissements du Roi. Il s'attira une véhémence réponse de Le Chapelier : « Nous avons fait, le 4 août, des arrêtés » qui sont en partie constitutionnels; nous en avons demandé » la sanction, et nous entendions par là la promulgation et » non un consentement. Nous n'avons obtenu ni l'un ni » l'autre, mais une espèce de conférence que nous ne pouvons agréer. Je propose, pour éviter toute équivoque, de » décider tout de suite quels seront les termes de la sanction, et de ne point désespérer que la promulgation ne » soit obtenue ».

Le lendemain, l'Assemblée envoya au Roi son président pour le « supplier » de promulguer la loi. Cette supplication était une mise en demeure à laquelle Louis XVI n'était pas de taille à résister : et il promulgua, le 21 septembre, les arrêtés des 4-11 août 1789.

Effet produit dans le clergé par le décret de suppression.
— Dans le clergé, l'effet produit par la suppression de la dîme fut double, comme c'était naturel, puisque le haut et le bas clergé avaient des intérêts différents.

La douleur des gros bénéficiers fut cuisante : nous retenons celle de l'ordre de Malte, dont le grand maître adressa au Roi une lettre de protestation énergique, qui fut transmise à l'Assemblée le 30 novembre 1789 ⁽¹⁾ : « Sire, y était-il dit,

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. V, p. 338.

» en interprétant le 11 août le troisième de ses arrêtés de la
» nuit du 4 au 5, l'Assemblée Nationale vient de porter le
» coup le plus funeste à notre existence par la suppression de
» nos dîmes, qui forment, dans le royaume, la plus grande
» partie des revenus de nos commanderies ». La lettre expliquait que l'ordre de Malte ne devait pas être confondu avec les autres ordres, à cause de l'objet de son institution et de la nature de ses services, nécessaires à l'industrie et au commerce du royaume; que l'exécution de l'arrêté mettrait l'ordre tout entier dans l'impossibilité de continuer ses services, et de se maintenir dans une île qui, par sa position et les dépenses considérables qui y avaient été faites, « devait être considérée comme une frontière de la France, et un asile assuré en tous temps à tous les navigateurs ».

Le Roi était donc supplié de faire en sorte que cette mesure n'eût aucune suite. On devine aisément l'accueil que reçut cette lettre à l'Assemblée : Camus ne demanda rien moins que la suppression de tous les établissements de l'ordre de Malte en France !

Quant au bas clergé, il était, nous le savons, en général assez favorable à la suppression de la dîme. Dans beaucoup de régions, les curés accueillirent sans protestations, souvent même avec satisfaction, le décret du 11 août relatif à la dîme; nous en avons des témoignages, notamment pour le Berry ⁽¹⁾. Mais dans quelques diocèses, il n'en fut pas de même, notamment en Alsace ⁽²⁾; il est vrai que la situation y était particulière, puisque deux cultes y étaient autorisés, et si on remplaçait la dîme par un autre impôt, il faudrait que cette nouvelle charge fût double, pour les paroisses et communautés où les deux cultes étaient établis : elle serait alors très onéreuse et « d'autant plus fâcheuse que le cultivateur laisse volontiers sa gerbe sur son champ, tandis qu'il gémit sur l'écu que lui arrache le collecteur; d'autant plus défavo-

(1) Bruneau, *Les débuts de la Révolution dans le Cher et dans l'Indre*, p. 337.

(2) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XIII, p. 1.

rable aux curés catholiques qu'il est une autre manière de venir au secours de ceux qui sont à portion congrue ».

Tel est le motif qui détermina les curés alsaciens à signer, le 15 janvier 1790, une protestation à Strasbourg. Mais assez peu de curés, en somme, furent dans ce cas et, de ce côté, le mécontentement ne pouvait venir que de quelques pasteurs ayant eu jusque-là la chance de jouir de dîmes assez importantes, comme ce fut probablement le cas pour l'auteur des *Lettres d'un curé de campagne sur l'arrêté de l'Assemblée Nationale qui supprime la dîme* ⁽¹⁾.

Ceux qui avaient défendu la dîme à la tribune de l'Assemblée voulurent se justifier auprès de leurs commettants : Siéyès publia, dans une brochure qui fit assez de bruit, *Observations sommaires sur les biens ecclésiastiques* ⁽²⁾, son grand discours du 10 août ; il y lançait, à l'adresse des adversaires qu'il n'avait pu réussir à convaincre, cette fameuse apostrophe : « Ils veulent être libres et ils ne savent pas être justes ! » Il montrait les efforts qu'il avait faits pour obtenir le rachat de la dîme, mais il s'était heurté à un parti pris dont aucune considération d'équité ne put avoir raison : « Je suis donc très affligé, disait-il en terminant, par l'arrêté » supprimant la dîme et j'aurais désiré qu'on eût avisé aux » moyens de subvenir avant d'abolir ».

Sentiment de la noblesse. — Quant à la noblesse, si elle fut déçue par les mesures prises à l'égard du régime féodal, elle accepta plus facilement les dispositions concernant la dîme ecclésiastique ; le fait, pour elle, de ne plus avoir à la payer, équivalait à une notable augmentation de revenus : d'ailleurs les nobles avaient bien prévu ce qui arriverait lorsque, les premiers, ils abordèrent la question de la dîme.

Sentiment du tiers état. — Le reste du peuple eût dû accueillir, semble-t-il, avec joie la nouvelle de la suppression

⁽¹⁾ *Bibl. Nat.*, Lb³⁹ 2185.

⁽²⁾ *Ibid.*, Lb³⁹ 2171.

de la dîme : les bourgeois des villes, du moins quand ils possédaient des terres, furent enchantés de participer au fameux cadeau que Siéyès reprochait si amèrement à ses adversaires. Mais le peuple rural, qu'il fût propriétaire ou fermier, ne se montra pas toujours absolument satisfait. Les fermiers sentirent bien que la suppression de la dîme pourrait ne pas tourner à leur avantage et que le propriétaire, au renouvellement du bail, l'augmenterait d'une somme correspondante à la dîme supprimée. Le petit propriétaire craignit avec raison qu'on ne remplaçât la dîme par une taxe pécuniaire beaucoup plus onéreuse pour lui. On vit paraître d'assez nombreux libelles de protestations. Nous n'en citerons que quelques-uns :

« Tout n'est pas dit, en observations nouvelles et ultérieures, sur l'arrêté concernant les dîmes » (1).

« Réflexions du lendemain sur les arrêtés pris dans l'Assemblée Nationale relativement aux biens ecclésiastiques ».

« Le paroissien pauvre, est-il dit dans ce dernier, sent déjà » combien il va perdre à la suppression de la dîme ; souvent » il a besoin d'une gerbe de paille pour l'animal utile qui » nourrit sa famille ; souvent il a besoin d'un boisseau de » blé pour se nourrir lui-même. Il les trouvait dans la charité » de son pasteur ; plus souvent il trouvait dans sa bienveillance » lance une diminution du prix courant et un crédit très » long, plus délicat et plus agréable que l'aumône ».

Un troisième mérite d'attirer notre attention : c'est la « Lettre de Gros Jean à son curé sur le décret de l'Assemblée » Nationale qui supprime la dîme » (2). Son auteur, qui s'est donné le nom d'un paysan borné, est en réalité tout autre, car Gros Jean a su donner à sa protestation une tournure vraiment curieuse. Il n'épargne pas son curé, député à l'Assemblée Nationale, qu'il tourne en ridicule pour cet acte stupide de prétendu désintéressement, par lequel il a abandonné ses dîmes : « Vous autres, gens d'Eglise, dit-il, vous avez vu

(1) *Bibl. nat.*, Lb³⁹ 2187.

(2) *Ibid.*, Lb³⁹ 2190.

» que vous ne seriez pas les plus forts; on vous a menacés
» de ne plus vous payer, de vous faire étrangler par le peu-
» ple qu'on a si bien indisposé contre vous, que depuis ce
» temps là, vous n'osez presque plus vous montrer sans être
» injuriés; enfin on voulait les avoir de gré ou de force et
» vous les avez abandonnées ».

L'auteur s'étonne que le clergé ait pu donner ses dîmes, puisqu'il a été prouvé qu'il n'en était pas propriétaire :
« En vérité, je ne peux pas m'empêcher de rire, quand
» je pense à cette donation de vos dîmes à la Nation,
» et qu'ensuite on vient vous dire que vous n'avez rien,
» absolument rien, et que tout est à la Nation ! Vous
» lui avez donné ce qui était à elle, et il n'y a pas là de quoi
» vous remercier. Mais si c'était à vous, comme on le croyait,
» pourquoi des gens si sages mettent-ils deux mois à imagi-
» ner que vous n'avez ni le droit de donner, ni celui de ven-
» dre. On dit qu'il faut bien de l'esprit pour comprendre ces
» subtilités. Je n'en ai pas assez, mais je comprends bien que
» si cette donation était valable, vous auriez fait une grande
» sottise pour votre compte, pour le nôtre, et enfin pour le
» compte de la Nation ».

Les arguments invoqués dans toutes ces protestations sont les mêmes : puisqu'il faut toujours que ce soit le peuple qui paye, il lui est plus facile de donner deux ou trois gerbes de son champ que la moitié de leur valeur en argent. Les pauvres souffriront beaucoup; il y aura des bureaux, mais il faudra aller chercher les secours à la ville, attendre que le bureau se soit assemblé et ait délibéré.

Au point de vue économique, la réforme n'est pas meilleure : le curé ne pouvant désormais plus venir en aide au paysan gêné, celui-ci se verra contraint de vendre son bétail, ses terres, et enfin de louer ses bras à vil prix.

Enfin, la suppression de la dime fera d'autres malheureux, puisque sa perception employait un grand nombre d'ouvriers qui vont désormais se trouver sans ressources.

« Etait-ce là ce qu'on devait se promettre d'une assemblée
» de gens d'esprit? conclut l'auteur de la « Lettre à son curé ».

CHAPITRE II

Le remplacement de la dîme.

Dupont de Nemours et la thèse du rachat. — La dîme ecclésiastique d'octobre 1789 à mars 1790. Motion de Talleyrand et décrets de dépossession du clergé.

§ I. *Dupont de Nemours et la thèse du rachat.*

Avec le décret du 11 août, la question de la dîme semblait tranchée. Mais, en réalité, elle était loin de l'être. Le décret, on le sait, avait absolument laissé de côté la question très importante du remplacement de la dîme. Il était entendu que la Nation devait assurer l'exercice du culte, secourir les pauvres ; mais on n'avait rien décidé sur le procédé à employer. Le remplacement de la dîme pouvait tout remettre en question ; il est vrai que dans l'esprit de la majorité des membres de l'Assemblée, dans celui de l'article V du décret du 11 août, le mot « remplacement » ne pouvait désigner que la substitution d'un moyen entièrement nouveau à l'ancienne dîme, définitivement abolie. Mais les adversaires déclarés de la suppression y virent encore une chance de succès ; cette expression vague de « remplacement » pouvait fort bien être prise dans le sens de « conversion », de « rachat » ; prononcer ce mot, c'était reprendre les longues discussions du 10 août, c'était, pour le clergé, le moyen de poser une seconde fois une question résolue.

Le 23 septembre, un membre du Comité des affaires ecclésiastiques, Treilhard, rappela à l'Assemblée qu'il était urgent de pourvoir d'une autre manière aux frais du culte puisque

la dîme était supprimée; il importait de ne pas soumettre plus longtemps le peuple à l'acquittement de cette redevance, et des troubles graves seraient probables tant que la dîme resterait exigible. Il proposa plusieurs moyens, notamment d'user des bénéfices qui n'étaient pas nécessaires et qui viendraient à vaquer; ou encore de transférer les religieux de plusieurs maisons peu considérables dans un certain nombre de maisons de même ordre, en disposant des biens des maisons évacuées. Mais comme on ne pouvait savoir si ces procédés fourniraient des ressources suffisantes, il était urgent, dans tous les cas, de se procurer tous renseignements sur la dîme et les biens-fonds du clergé; le Comité ecclésiastique en fut chargé.

Dupont de Nemours développe la thèse du rachat de la dîme le 24 septembre 1789. — Le lendemain 24 septembre, Necker, comme il l'avait fait six semaines auparavant, vint exposer de nouveau à l'Assemblée la déplorable situation financière: cette fois, il ne demandait plus un emprunt patriotique, mais un impôt du quart de tous les revenus.

Ce fut l'occasion, pour Dupont de Nemours, de faire un exposé, resté célèbre, de l'état exact de la Nation au point de vue financier. « Afin de savoir si cette grande ressource très » inconnue suffit aux besoins connus auxquels on veut l'appliquer, il faut calculer quelle étendue elle peut avoir; il faut » déterminer en quoi consistent les revenus en général ». Dupont évaluait la valeur moyenne des récoltes du royaume en toutes espèces de productions annuellement renaissantes à 4 milliards. Les frais de culture et d'exploitation englobaient 2 milliards 500 millions, soit les cinq huitièmes; les revenus n'excédaient donc pas un milliard 500 millions à partager entre le Trésor public, les décimateurs et les propriétaires; les deux premiers enlevaient la moitié, soit 750 millions environ. Il restait donc un revenu net de la même somme; mais Dupont faisait fort justement valoir que ce revenu était disséminé sur un fort grand nombre de proprié-

taires, dont la plupart étaient pauvres et hors d'état d'ajouter aux impositions déjà existantes celle d'un quart de leur revenu. Sur ces 750 millions, on pouvait peut-être en attribuer 300 à des propriétaires assez riches pour en payer le quart, ce qui ferait 75 millions, somme absolument insuffisante. Il fallait donc chercher d'un autre côté les ressources demandées. Il n'y avait pas à chercher longtemps : « Vos » forces, Messieurs, sont dans vos arrêtés du 4 août; elles » sont dans les vastes conséquences que vous en pouvez tirer » et dans la suite d'opérations économiques et sages auxquelles » les ces arrêtés importants offrent une base solide ».

Dupont voulait parler de la dîme et c'est son rachat qu'il allait proposer à l'Assemblée : ceci peut nous étonner après l'opinion que l'économiste avait déjà manifestée sur la dîme ; au Comité d'administration de l'agriculture, il avait fait entendre qu'il était impossible et dangereux de la maintenir ; dans le Cahier de son bailliage, il n'avait pas réclamé expressément la suppression pure et simple, pour ne pas déplaire à quelques-uns de ses commettants, mais il la conseillait fortement. Nous avons vu qu'avec toute l'école physiocratique, dont il était un des chefs, il rejetait absolument tout impôt sur le produit brut. Pourquoi Dupont demandait-il maintenant le rachat de la dîme, puisque l'abolition avait été décrétée le 11 août ? Au moment de donner à la Nation son avis sur cette grave affaire, il trouva ses conclusions un peu rigoureuses ; avant tout, il ne voulait déplaire à personne, et cherchait trois choses : donner des ressources immédiates à la Nation, délivrer le peuple d'un impôt mal établi, ne pas nuire trop brutalement aux intérêts du clergé et des bénéficiers.

Le rachat de la dîme conciliait parfaitement ces trois objets, et Dupont n'hésita pas, en cette occasion, à sacrifier sa popularité à sa conscience. Il avait d'ailleurs préparé la question depuis longtemps et il arrivait à la tribune muni de tous les éléments nécessaires pour la bien traiter. Son exposition est assise sur des bases très solides, bien qu'on puisse parfois

reprocher à ses évaluations quelques légers défauts d'exactitude. L'Assemblée Nationale aurait dû s'en inspirer plus qu'elle ne le fit ; cela eût peut-être évité bien des difficultés et des déboires.

Le député de Nemours divisa son exposition en trois parties :

1° Le remplacement indiqué dans le décret du 11 août ne peut être qu'un rachat.

2° Cette opération permettra à la Nation de subvenir très convenablement aux frais du culte, et lui fournira en plus des ressources importantes.

3° Elle ne nuira pas trop au clergé.

1° Pour Dupont, le clergé n'avait fait que son devoir en abandonnant ses dîmes à la Nation : ce n'était en somme qu'un impôt concédé, non volontairement mais forcément, L'Assemblée avait déclaré qu'elles seraient perçues jusqu'à remplacement convenable : cela ne voulait et ne pouvait vouloir dire que les propriétaires seraient purement et simplement gratifiés de cette grande masse de richesses qui n'étaient pas dans leurs baux et qu'ils n'avaient acquises ni par succession, ni par donation, ni par vente.

Les dîmes pourraient facilement être rachetées en petites sommes « sur le pied d'un capital propre à dégager des revenus beaucoup plus considérables et par conséquent à diminuer dans une plus forte proportion les intérêts dont la Nation est chargée ». Il conviendrait seulement de laisser aux cultivateurs leurs pailles, en faisant régler par les municipalités et assemblées départementales combien de boisseaux de blé pourraient être donnés pour un cent de gerbes, d'après la production ordinaire de chaque canton.

Il faudrait aussi simplifier la perception jusqu'à ce que le rachat fût réglé par les municipalités.

Bref, il fallait procéder pour la dime ecclésiastique comme on le ferait vraisemblablement pour les dîmes inféodées et les droits féodaux déclarés également rachetables par le décret des 4-11 août.

2° Cette opération allait mettre un revenu considérable à la disposition de la Nation : on pouvait évaluer à 1.800 millions en capital la valeur annuelle de tous les grains décimables et de leurs pailles, ainsi que des légumes, herbages, vins, boissons et bestiaux soumis à la dîme. Les frais de perception, 300 millions environ (en capital), étaient couverts par la dîme sur les chanvres, lins, huiles, cires, miels. La dîme se percevait avant que tous les frais eussent été prélevés sur le produit total ; le revenu net restait après le prélèvement de ces frais, et on pouvait admettre que, sur un produit total de 4 milliards, dans lesquels il n'y avait que les bois, prairies naturelles, quelques bestiaux, le produit des jardins, de la pêche, de la chasse, des mines et carrières qui ne fussent pas décimables, il restait 1.800 millions de fruits décimables. Le taux de la dîme variait du dix-huitième au trente-deuxième, et en moyenne du quinzième au dix-huitième. S'il était du dix-huitième, la dîme valait 100 millions ; si du dix-septième, 105.935.000 livres ; si du seizième, 112.500.000 livres ; si du quinzième, 120 millions. En prenant un juste milieu, on pouvait fixer le produit des dîmes à 110 millions, 100 pour les dîmes ecclésiastiques et 10 pour les inféodées.

A côté de cela, Dupont évaluait les frais du culte à 75.400.000 livres ⁽¹⁾.

Il restait donc une somme de 24.600.000 livres. Les dîmes ne pouvaient d'ailleurs pas être séparées des biens-fonds du clergé qui entraient aussi nécessairement dans la combinaison du député de Nemours. On les évaluait au tiers des revenus totaux du clergé, les dîmes formant les deux autres tiers, soit 60 millions environ. On aurait donc une somme disponible de 84.600.000 livres. Sur cette somme devaient être hypothéqués les revenus des hôpitaux et collèges, soit 15 millions, les rentes dues par le clergé, soit 7 millions, et quelques autres charges, temporaires celles-là, pensions à faire

(1) Voir notre *Pièce justif.*, n° IX.

aux religieux, abbés, prieurs, commendataires et autres bénéficiers, ainsi que celles des évêques dont les sièges étaient destinés à être supprimés, soit en tout 16 millions.

Ainsi, il restait à la Nation 46.600.000 livres de revenus sur les biens du clergé, avec la faculté de percevoir successivement le rachat des dîmes, ce qui, s'ajoutant aux 42 millions d'économies proposées par Necker, et aux 15 millions d'augmentation probable d'impôts, donnerait une base assez sûre au crédit de la Nation.

3^e Enfin le clergé n'aurait pas trop à souffrir de cette opération : elle se ramènerait, en somme, à lui faire payer sous une autre forme, et même avec une certaine modération, les impôts dont il avait été jusqu'ici exempt, et qu'il était juste qu'il acquittât, comme les autres contribuables : 100 millions de revenus en dîmes devraient, en effet, payer environ 30 millions de tailles, taille d'exploitation due par les fermiers, et de propriété due par le propriétaire : plus 4.800.000 livres de vingtièmes. Quant aux biens-fonds ils seraient taillables pour 5 millions et soumis aux vingtièmes pour 4 millions. La capitation avec le sou pour livre, serait de 4.400.000 livres, soit en tout un peu plus de 48 millions de livres d'impôts. En retenant 48 millions de revenus sur les biens du clergé, la Nation ne ferait donc que l'obliger à acquitter ses impôts. Néanmoins le rachat était bien préférable, car en laissant au clergé l'administration de ses biens et en l'imposant à 48 millions, cela ne ferait que consolider la dime, dont la répartition est injuste. Le rachat serait pour les propriétaires un grand motif d'économies, car il leur donnerait la possibilité d'un placement utile et solide.

D'ailleurs le procédé consistant à faire tout simplement payer au clergé ses impôts n'arrangerait qu'imparfaitement les affaires de l'Etat ; sur 48 millions d'impôts qu'il paierait, la Nation ne pourrait emprunter que 960 millions, somme bien inférieure à ses dettes, tandis qu'on aurait toujours un remboursement de 100 millions de revenus en dîmes, ce qui vaudrait un capital de 3 milliards et demi, et en aliénant pour

60 millions de rentes en biens-fonds, on se procurerait un capital supplémentaire de 2 milliards, soit 5 milliards et demi.

Les conclusions de Dupont étaient fort séduisantes. Malheureusement la dîme était depuis longtemps condamnée dans l'esprit de l'Assemblée : les économistes, les philosophes en avaient déjà réclamé l'abolition ; Dupont lui-même avait montré ses sentiments personnels à cet égard ; et surtout, le peuple comptait bien être délivré de la dîme depuis le vote du 11 août sur lequel il était désormais bien difficile de revenir.

Réponse de Millon de Montherlan. — Un député du tiers du bailliage de Beauvais, Millon de Montherlan, répondit à Dupont dans ce sens : Il représenta que personne n'aurait jamais pensé qu'en supprimant les dîmes, l'Assemblée Nationale ait eu l'intention d'en faire payer le prix aux cultivateurs, pas plus du reste que d'imposer à la suppression des dîmes une charge du tiers plus pesante que les dîmes elles-mêmes, celle de les rembourser sur le pied du prix que se vendent habituellement les biens dans les provinces, c'est à-dire sur le pied du denier trente au moins. D'autre part, on ne pouvait conclure de ce que les dîmes inféodées avaient été déclarées rachetables, que la dîme ecclésiastique devait l'être aussi, car elles n'étaient ni de même nature ni de même origine.

Était-il juste de réserver aux cultivateurs les pailles des dîmes inféodées, en faisant régler par les municipalités combien de boisseaux de grains devraient être donnés pour le cent de gerbes ? C'était une excellente mesure au point de vue agricole et économique, mais il n'était pas équitable d'enlever le prix de la paille au laïque propriétaire de dîme.

L'orateur entraît ensuite dans de longues considérations théologiques d'intérêt minime pour prouver que la dîme ecclésiastique n'était nullement de droit divin, et qu'elle ne fut pas connue dans les premiers siècles de l'Eglise : elle n'était d'ailleurs pas davantage de droit positif à cause de

l'absence de principes certains, de l'hésitation de la jurisprudence, du refus d'enregistrement de la déclaration générale de 1657 : un droit positif suppose en effet nécessairement un principe quelconque sur lequel il est fondé : or les Capitulaires de Charlemagne ne sont et ne peuvent être ce fondement, car il est évident qu'ils n'ont été rendus que parce que leur auteur croyait sincèrement la dime de droit divin. D'ailleurs la dime ecclésiastique n'était ni de même nature ni de même origine que les dimes inféodées puisque ces dernières dérivait des dimes romaines perçues dans les Gaules et les provinces conquises.

Constatons, entre parenthèses, qu'il y avait une double erreur dans l'argumentation de Millon de Montherlan : d'une part, on ne voit pas pour quelle raison la dime n'aurait pu être de droit positif; celle que donne l'orateur est visiblement erronée, et les Capitulaires de Charlemagne, eussent-ils été seuls à prescrire et à réglementer le paiement de la dime, auraient parfaitement suffi à lui donner ce caractère; mais Millon de Montherlan oubliait l'ordonnance de Blois, l'édit de Melun et toutes les dispositions antérieures et postérieures qui, d'une manière particulière ou générale, traitaient du paiement de la dime. D'autre part, l'origine que le député de Beauvais attribuait aux dimes inféodées était inadmissible : nous reviendrons d'ailleurs plus tard sur ce point.

Et pour montrer l'impossibilité du rachat tel que le proposait Dupont, l'orateur invoquait les raisons suivantes :

1° Pouvait on forcer les campagnes à rembourser le prix de la dime, puisqu'il était avéré qu'elle n'était due ni de droit divin, ni de droit positif ?

2° Le remboursement proposé serait deux ou trois fois plus lourd que la charge elle-même, si le cultivateur payait la dime au denier vingt par exemple et qu'on le force maintenant à la racheter au denier trente, trente-cinq ou quarante, selon que la valeur des biens s'élèvera plus ou moins dans les différents cantons.

3° S'il arrivait que ce remboursement ne suffise pas à la

dépense du culte, le cultivateur devrait encore supporter sa part d'impôt général et payer deux fois pour le même objet.

4° D'autre part, il fallait décider si le rachat serait obligatoire ou facultatif; dans le second cas, les uns rachetant et pas les autres, exigerait-on le supplément d'impôt de ceux qui n'auraient pas racheté ou de ceux qui auraient racheté? L'exiger des premiers, ce serait augmenter leurs charges; des seconds, ce serait les punir d'avoir racheté.

5° Comment le rachat serait-il réglé? La quotité de la dîme variant du dixième au cinquantième, ceux qui payaient au dixième rembourseraient-ils sur ce pied, alors que leurs voisins le feraient sur le pied du cinquantième? Faudrait-il de plus tenir compte de ce que la dîme ne porte pas sur tous les fruits? et celui dont la terre est en blé rachèterait-il, alors qu'un autre, n'ayant que des bois et des prés, ne le ferait pas? Pourrait-on enfin convertir sa terre en fruits non décimables pour échapper au rachat?

6° Avec ce procédé de rachat, l'entretien des ministres du culte se trouverait presque entièrement à la charge des campagnes, comme il en était de la dîme, ce qui ne manquerait d'être fort injuste, puisqu'il avait été reconnu que l'impôt devrait être supporté également par tous.

La conclusion était de supprimer la dîme sans restriction; on reprochait à cette solution de ne profiter qu'aux riches propriétaires: mais il n'y avait là rien que d'assez juste, puisque ce sont eux qui ont souffert de la fraude (la dîme n'étant qu'une fraude), il était équitable qu'on les fit participer aux bénéfices en proportion de leurs charges.

La réponse du député de Beauvais contenait des erreurs graves: à côté de cela, elle signalait quelques vices du système du rachat: ces vices, disons-le, n'auraient d'ailleurs pas dû empêcher le plan de Dupont d'être pris en considération. Mais l'Assemblée n'y prêta pas l'attention qu'il méritait: uniquement préoccupée dorénavant de l'importante question des biens-fonds du clergé, elle allait s'habituer de plus en plus à l'idée d'une dépossession radicale de ce

corps et se montrer de plus en plus intransigeante sur la question des dîmes ecclésiastiques.

§ II. *La dime ecclésiastique, d'octobre 1789 à mars 1790. Motion de Talleyrand. Décrets de dépossession du clergé.*

La proposition du député de Nemours ne pouvait, pour le moment, avoir aucune suite, puisque ni le Comité ecclésiastique, ni celui des impositions, ni celui des finances n'avaient encore pris les renseignements nécessaires sur la dime. Les six mois qui vont s'écouler d'octobre 1789 à mars 1790 vont être remplis d'événements d'extrême importance : le 10 octobre s'ouvrirent les débats qui devaient aboutir au fameux décret du 2 novembre sur les biens ecclésiastiques : ces débats sont en dehors de notre sujet, mais nous ne pouvons omettre de rappeler comment et par qui ils furent provoqués ; ceci intéresse au premier point la dime.

Ce fut un membre du clergé qui entama le sujet : l'évêque d'Autun, Talleyrand. On connaît son caractère : Il était prudent, circonspect, mais au dernier moment se ralliait avec fracas à la majorité. Déjà, le 11 août, c'est avec ostentation qu'il remit ses dîmes à la Nation. Depuis, l'idée avait fait du chemin : on avait employé tous les expédients possibles pour remédier à l'affreux désarroi des finances, emprunts, contribution patriotique, création d'un comité destiné à équilibrer les dépenses et les recettes, dons patriotiques, monnayage de l'argenterie des églises, tout avait été inutile. Les biens du clergé étaient de plus en plus tentants. Depuis que Buzot lui en avait donné l'idée, l'opinion s'habituaît de plus en plus à les voir entre les mains de la Nation. Puis, ce furent les journées des 5 et 6 octobre, la révolution s'affirmant tous les jours davantage et restant impunie. Dans un tel désarroi, il fallait que le clergé se dévouât.

Talleyrand voulut faire sienne cette proposition de dévouement, et, cédant à l'urgence des besoins de l'Etat, à son instinct d'habile financier (car il était très versé dans la

science financière) et peut-être aussi à son grand désir de popularité, il présenta, le 10 octobre, une motion que nous pourrions qualifier d'absolument inattendue de la part d'un membre du clergé : la mise en vente des biens-fonds ecclésiastiques, dont il évaluait le revenu annuel à 70 millions, et le capital à 2 milliards 100 millions.

On ne pouvait parler de biens-fonds sans parler de dîmes, et, sur ce point, l'évêque d'Autun avait une idée toute nouvelle. On avait décrété le 11 août que les dîmes seraient intégralement acquittées jusqu'à remplacement; l'orateur proposait de les percevoir effectivement pendant quelque temps mais au profit de la Nation, avec la liberté de les convertir en prestations pécuniaires, jusqu'à ce que, grâce à une caisse d'amortissement, on les pût supprimer sans rachat, ou du moins avec un rachat très modéré, ce qui ne pourrait tarder beaucoup, puisque cette caisse serait établie avec un premier fonds annuel de plus de 35 millions et qu'elle se grossirait rapidement du produit de l'extinction des rentes viagères et des pensions. Talleyrand avait encore un moyen pour accélérer l'anéantissement de la dîme; faire remise aux propriétaires des trois quarts de cette dîme, sous condition de racheter le dernier quart au denier vingt et au profit de la Nation.

Ce projet devait facilement trouver des partisans : Mirabeau l'appuya avec force. Le clergé fut consterné. Lanjuinais, bien qu'il eût conscience que tout était perdu, n'en persévéra pas moins dans son opinion de la première heure; en vain tenta-t-il de prouver la nécessité de réfléchir avant d'exproprier le clergé, de montrer que cette opération ne pouvait être employée que comme pis-aller et à toute extrémité. La discussion n'en fut pas moins entamée et aboutit le 2 novembre, par 568 voix contre 346, au décret qui mettait tous les biens ecclésiastiques entre les mains de la Nation avec un traitement minimum de 1.200 livres pour les curés ⁽¹⁾. Ce décret n'était d'ailleurs que le préliminaire d'une série d'autres dispositions qui se suivirent à intervalles assez rapprochés :

(1) Rondonneau, t. I, 41, décret sanctionné le 4 novembre.

Décrets des 13 novembre 1789 ⁽¹⁾ et 5 février 1790 ⁽²⁾ sur les déclarations à faire par les bénéficiaires ;

Décrets des 9 novembre 1789 ⁽³⁾, 13 ⁽⁴⁾ et 19 février 1790 ⁽⁵⁾ sur la diminution d'abord, puis la suppression pour l'avenir des ordres religieux.

Restait à rendre légale la vente des biens du clergé ; le 18 décembre, Treilhard fit un rapport dans ce sens, et dès le lendemain, 19 décembre ⁽⁶⁾, l'opération fut décrétée ; il devait être vendu, pour commencer, pour 400 millions de biens ecclésiastiques et de biens de la Couronne, et on créerait une somme égale d'assignats.

Cette précipitation des événements causa une vive douleur à Dupont de Nemours. Il fit tout son possible pour s'opposer à ce qu'il eût voulu éviter ; dès le 17 décembre, il avait demandé la parole ; mais n'étant inscrit que le trente-cinquième, il dut se contenter de faire imprimer le discours qu'il avait préparé et de le faire distribuer aux membres de l'Assemblée. Il s'y montrait plein de regrets d'avoir le premier indiqué la ressource des biens du clergé, se reprochait amèrement d'avoir eu trop de confiance en l'esprit d'équité de ses collègues. Il demandait, « comme une grâce qui lui serait personnelle », comme une « récompense pour ce qu'il aurait pu procurer d'utile dans cette importante affaire », que les titulaires conservassent leurs biens et revenus jusqu'à leur décès. Pour la dîme, il reprenait son plan de rachat, car rien n'avait encore été décidé sur leur compte, le plan de Talleyrand n'ayant pu trouver sa place dans le décret du 2 novembre. N'ayant rien pu obtenir pour les biens-fonds, il espérait que l'Assemblée lui accorderait le rachat des dîmes et il faisait suivre son discours de tout un projet de décret dont quatre articles étaient réservés à la dîme ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ Rondonneau, t. I, 44, sanctionné le 18 novembre.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 111, *ibid.* le 12 novembre.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 44, *ibid.* le 27 novembre.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 114, *ibid.* le 19 novembre.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. I, 115, *ibid.* le 26 novembre.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. I, 67, *ibid.* en janvier 1790.

⁽⁷⁾ Voir notre *Pièce justif.*, n° X.

Un règlement si minutieux était inutile, car l'intervention de Dupont venait trop tard, l'effet qu'avait pu produire son discours du 24 septembre avait été totalement détruit par Talleyrand. Le clergé était maintenant dépouillé, une première partie de ses biens mis en vente : on ne pouvait faire un sort meilleur à la dîme.

CHAPITRE III

Le Comité des dîmes et le décret du 20 avril 1790.

Formation du Comité des dîmes. Rapport de Chasset du 9 avril 1790 en faveur de la dime ecclésiastique. — Le décret des 14-20 avril 1790. — Règlement des rapports entre propriétaires et fermiers relativement à la dime ecclésiastique. Décrets des 1^{er} décembre 1790 et 11 mars 1791.

§ I. *Formation du Comité. Rapport de Chasset du 9 avril 1790 en faveur de la suppression de la dime ecclésiastique.*

Rien n'était donc encore décidé, à la fin de 1789, sur l'importante question du remplacement de la dime ecclésiastique : nous avons vu, le 24 septembre, les efforts de Dupont en faveur du rachat ; le même jour ceux de Millon de Montherlan pour la suppression pure et simple et l'établissement d'une imposition frappant indistinctement sur tous les biens pour assurer l'existence du culte. Le 10 octobre, la motion Talleyrand, et à la fin de décembre les derniers efforts de Dupont pour le rachat. Mais l'Assemblée n'avait pas encore les éléments nécessaires d'une décision. On avait bien chargé, le 23 septembre, le Comité ecclésiastique de faire des recherches ; mais ce comité, surchargé de travail, n'opérait que fort lentement. Un député du tiers, Martineau, proposa, le 27 mars 1790 ⁽¹⁾, de constituer un comité spécial qui n'aurait à s'occuper que des dîmes. L'Assemblée accepta cette proposition et le Comité des dîmes fut constitué le jour même avec des

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 366.

membres pris dans quatre autres comités, ceux des finances, des impositions, des affaires ecclésiastiques, de l'agriculture et du commerce. C'est avec raison qu'on fit appel à ces quatre comités, car la question des dîmes touchait à tous ces objets : à la religion, car il s'agissait de pourvoir d'une autre manière à la subsistance du culte et de ses ministres ; aux finances, directement intéressées à la suppression de la dîme pour l'établissement de la contribution foncière ⁽¹⁾ ; aux impositions, en raison de la nature de la contribution nouvelle que l'on substituerait à la dîme ; à l'agriculture enfin, sur laquelle l'influence de la dîme ne pouvait être niée.

Le Comité des dîmes se mit aussitôt au travail, et, douze jours plus tard, chargea un de ses membres, Chasset, de faire un rapport à l'Assemblée ⁽²⁾. Chasset, député du tiers de la sénéchaussée du Beaujolais, n'était pas encore très connu. Jusqu'ici son intervention dans l'affaire des dîmes s'était bornée à appuyer, le 10 août, les propositions de Lapoule et de Mirabeau pour la suppression de la dîme, et à présenter un projet de décret conforme, qui fut adopté le 11 août. Le rapport qu'il fit, le 9 avril 1790, devait être le point de départ de sa notoriété. Ce rapport, auquel on pourrait peut-être reprocher d'être parfois un peu déclamatoire, défaut d'ailleurs commun à tous les orateurs politiques de cette époque, n'en constitue pas moins un travail consciencieux et une source précieuse sur le fonctionnement de la dîme.

Chasset prenait pour point de départ une évaluation de la dépense nécessaire du culte à une somme de 133.884.800 li-

⁽¹⁾ En effet, pour la répartition de la contribution foncière proportionnelle au revenu net des terres qui allait être établie les 22 et 23 novembre 1790, on devait prendre pour base, dans chaque département, les impositions de 1790 ; or la dîme avait une influence directe sur la taille, et là où la dîme était très forte la taille avait dû être diminuée et inversement. On peut même reprocher à la Constituante de ne pas avoir assez tenu compte dans cette répartition des différentes proportions de la dîme : il y avait des régions où celle-ci était lourde (Normandie, Bretagne, Ile-de-France, Artois, Flandre, Gascogne), et où la taille avait par conséquent dû être diminuée ; la contribution foncière s'en ressentit et y fut moins lourde qu'ailleurs. Il y en avait d'autres où la dîme étant plus faible, la taille était plus forte : l'Eure-et-Loir par exemple ; l'impôt foncier suivit cette proportion.

⁽²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 611-619.

vres (1). Pour couvrir cette dépense, la dîme étant supprimée, le comité n'hésitait pas à proposer un moyen radical : élever les contributions générales d'une somme suffisante à solder les frais du culte, et placer entre les mains de la Nation, dégagés de toutes charges, tous les biens ecclésiastiques que le décret du 2 novembre avait mis à sa disposition.

1° L'auteur du projet montrait d'abord que ce procédé serait fort avantageux pour le peuple : le produit brut du territoire du royaume pouvait être évalué à 4 milliards : les frais de culture et autres charges diverses en absorbaient les trois quarts. Sur le milliard restant on donnait au clergé de 170 à 200 millions. Quel était le produit brut de la dîme ? Sur les 4 milliards de produit brut total, les deux tiers des fruits étaient décimables, soit 2.600.000.000 dont il convenait de défalquer la portion exempte de dîme et appartenant au clergé lui-même, soit 180 millions. Il restait donc 2.420.000.000 de fruits décimables, et en adoptant le taux moyen du dix-huitième, on obtenait un produit brut de 133 millions, moins 23 millions de frais de perception et 10 millions de dîmes inféodées, soit 100 millions de produit net.

Le peuple serait donc affranchi désormais de 133 millions de dîmes et du casuel. Et pour tout le culte, on ne lui demanderait que 130 millions, d'où un premier bénéfice de 3 millions.

De plus, il payait annuellement, nonobstant la dîme, près de 9 millions pour les reconstructions et réparations des églises et presbytères : cette somme serait désormais comprise dans le total destiné aux frais du culte. Par conséquent, plus de procès, soulagement de l'agriculture puisque les dépenses du culte pèseraient aussi bien sur les villes que sur les campagnes. Enfin, gros bénéfice pour l'Etat, résultant de ce que les revenus territoriaux du clergé seraient dégagés de toutes charges. En tenant compte des dettes du clergé et d'une augmentation possible sur les estimations pour la

(1) Voir notre *Pièces justif.*, n° XI.

dépense du culte, on pouvait évaluer à 48 millions le bénéfice provenant de ces revenus.

Il y avait lieu de tenir compte aussi des extinctions de rentes viagères et de pensions, de la réduction progressive des frais du culte qui pourrait atteindre 65 millions, grâce à une diminution du nombre des archevêques, évêques, curés et vicaires, à une diminution de traitement de ceux qui subsisteraient et à la suppression de tous les autres bénéfices ; de la réduction vraisemblable des dépenses générales. Bref, on déchargeait le peuple de 133 millions de dîmes pendant qu'on accroissait les contributions publiques d'une somme à peine supérieure à 100 millions.

2° Chasset montrait ensuite que son procédé serait juste : il était équitable que chaque citoyen profitant des dépenses y contribuât selon ses facultés. Le culte servant à tous devait être à la charge de tous. et il importait de faire cesser l'odieux abus en vertu duquel les propriétaires de terres, et de certaines terres seulement, supportaient une contribution très lourde dont tous partageaient le profit, alors qu'aucun des autres n'y participait.

3° Ce système était préférable à tous ceux jusqu'alors proposés, et qui pouvaient se ramener à trois :

Les uns voulaient abolir la dîme sans aucun remplacement, sous prétexte que les biens du clergé suffiraient à couvrir tous les frais du culte. Ceci pourrait devenir vrai plus tard, si l'organisation future du clergé était conforme aux vues du Comité des dîmes. Mais il n'en était pas ainsi pour le moment.

D'autres voulaient que la dîme ecclésiastique fût rachetée par les redevables, et ils invoquaient dans ce sens trois arguments.

Le premier était que cette redevance représentait une charge réelle existant depuis treize siècles, que les propriétaires des terres ne les avaient achetées qu'à cette charge sans jamais compter en être délivrés : les en dégager serait donc les enrichir aux dépens des autres citoyens ne payant pas de dîmes.

Chasset répondait que la dîme ecclésiastique ne constituait nullement une charge réelle. Une telle charge ne pouvait résulter en effet que d'un contrat synallagmatique par lequel l'un donne son fonds à condition que le preneur lui paie en nature ou en argent une partie de son produit; c'est un double engagement indestructible sans le concours des cocontractants, sauf l'abandon du fonds par le preneur. Or, la dîme n'a point ce caractère : elle n'a jamais résulté d'une convention puisque le clergé n'a jamais concédé les terres sur lesquelles elle se perçoit : et c'est pourquoi on peut se dispenser de la payer en laissant son fonds sans culture ou en le convertissant d'un fruit décimable en fruit non décimable; il est vrai que la jurisprudence a décidé que toute conversion dépassant une certaine limite resterait sans effet, mais on peut toujours se tenir en deçà des limites qu'elle prescrit.

C'est encore pour cette raison qu'aucun titre n'est nécessaire pour percevoir la dîme ecclésiastique.

Si la dîme n'est pas une charge foncière, elle ne peut être qu'une contribution publique, destinée à alimenter un service public. Or, on n'a jamais racheté une contribution publique, et dire que les décimables doivent se racheter de la dîme équivaut à dire que les taillables doivent en faire autant de la taille; et il ne faut pas objecter, comme le font certains, que la taille est générale alors que la dîme n'est qu'une charge particulière, ne se percevant que sur certains fruits; s'il en est ainsi, c'est par un double abus, car lorsque de volontaire au début la dîme devint obligatoire sous Charlemagne, elle devait se percevoir sur tous les fruits, même sur l'industrie, et si c'est pour empêcher le clergé de trop s'enrichir qu'on a permis que quelques fruits sur lesquels on resterait un certain temps sans percevoir de dîmes en seraient exemptés, il n'en est pas moins résulté une injustice flagrante, car on a ainsi rejeté tout le poids de la dîme sur les seuls propriétaires fonciers et il est temps de réparer cette injustice.

Le second argument des partisans du rachat est qu'il serait peu opportun, en abolissant la dîme, de gratifier des gens qui n'y comptent nullement en délivrant leurs terres d'une charge qui les grevait quand ils les ont achetées.

C'est une mauvaise raison, objectait encore Chasset, car ces terres à l'avenir n'en contribueront pas moins aux frais du culte ; et il n'y a pas lieu d'être jaloux du petit bénéfice qu'ils en pourront tirer, puisque ce ne sera que leur rendre justice ; l'égalité de l'impôt favorisera un peu ceux qui payaient tout et fera contribuer aux dépenses du culte ceux qui ne payaient rien.

Leur troisième argument était tiré du rachat des dîmes inféodées : puisque ces dernières avaient été déclarées rachetables, la dîme ecclésiastique devait l'être aussi.

Mais la première proposition ne doit nullement entraîner la seconde, observait le rapporteur, car les dîmes inféodées ne sont pas de la même nature que les dîmes ecclésiastiques : ce sont de véritables propriétés dont il y aurait injustice à dépouiller leurs propriétaires qui les ont valablement acquises du clergé ⁽¹⁾.

Aucun des arguments allégués ne pouvait donc retenir l'attention de l'Assemblée. Les inconvénients qu'entraînerait le rachat étaient au contraire de toute évidence : il serait long, difficile et dispendieux, car il faudrait établir un état de chaque fonds et de son produit et, très probablement, avoir recours à des experts au cas de contestations ; les redevables ne rachèteraient pas tous en même temps et il y aurait ici un fonds racheté, là un fonds décimable, ailleurs un troisième qui serait en litige, d'où inextricables difficultés.

(1) Cette dernière affirmation, faisons-le remarquer dès maintenant, était des plus osées : nous verrons plus tard que ce ne fut que par des pratiques absolument irrégulières, que de nombreuses dîmes ecclésiastiques passèrent entre les mains des laïques : tout ce que Chasset aurait pu dire, c'est que ces dîmes, depuis qu'elles étaient sorties du clergé, avaient pu faire l'objet de transactions diverses, avec bonne foi de la part des parties, et que, dans ces conditions, l'équité voulait qu'on tînt compte des droits acquis à des tiers ; mais cela n'empêchait pas les droits des premiers détenteurs laïques de ces dîmes d'être tout à fait contestables.

D'ailleurs, pouvait-on espérer que l'opération réussirait, puisque le rachat des dîmes viendrait en concurrence du rachat des droits féodaux, de l'aliénation des immeubles du clergé et de la Couronne et de la vente de ceux de beaucoup de particuliers ?

Enfin, sans parler d'un autre grave défaut du système du rachat, qui serait de ne mettre le culte qu'à la charge de ceux qui payaient la dîme, il produirait un fort mauvais effet auprès du peuple qui, confiant dans les décrets du 11 août, croyait être délivré de la dîme et ne se souciait nullement de continuer à l'acquitter : ce serait une lourde faute de la part de l'Assemblée que de le décréter et elle s'exposerait à ne plus obtenir désormais aucune obéissance à ses arrêtés.

Un troisième système proposait, pour remplacer la dîme, une charge locale, proportionnée aux besoins de chaque canton : « Que chacun paie son curé chez soi, sans rien demander ailleurs ».

Cela pourrait paraître juste au premier abord, mais, au fond, ce serait contraire et à l'intérêt particulier et à l'intérêt général : à l'intérêt particulier, car toutes les paroisses ne sont pas également riches et ont pourtant toutes les mêmes besoins, de sorte que les unes paieraient très péniblement une somme que d'autres trouveraient très légère ; à l'intérêt général, car, avec ce procédé, chacun ne contribuerait pas aux charges publiques suivant ses facultés. Chacun ayant besoin à un même degré des secours spirituels, le pauvre comme le riche, il n'y avait qu'un moyen de respecter ce principe d'intérêt général, c'était d'ajouter à la masse des contributions publiques ce qu'il fallait pour le culte, de façon que chacun supportât la quote-part que ses facultés lui permettraient de payer.

Chasset terminait en conviant l'Assemblée à faire appliquer le plus tôt possible le décret du 2 novembre, en confiant l'administration des biens ecclésiastiques aux administrateurs de départements et de districts qui seraient rendus responsables de leur gestion et il soumettait au vote de l'Assemblée un projet de décret conforme à son rapport.

Quelle était, en somme, la situation faite à la dime ecclésiastique par ce projet ? Elle devait cesser d'être perçue à partir du 1^{er} janvier 1791, mais jusque-là devait être payée en la manière accoutumée. Les fermages de dîmes devaient être versés pour l'année 1790 entre les mains du receveur du district où habitaient les décimateurs ou leurs fermiers : il devait être rendu compte par ceux-ci des fruits qu'ils percevraient, sauf à retenir leurs traitements et pensions, et ils continuaient d'être redevables, comme par le passé, de la portion congrue pendant l'année 1790. Les baux alors en cours devaient être résiliés à la fin de 1790 sans autre indemnité que la restitution des pots de vin et des fermages payés d'avance et la décharge de ceux qui n'auraient pas été payés. Quant aux baux comprenant sans distinction de prix et les dîmes et d'autres biens ou droits, leurs fermiers pourraient demander la réduction de leurs pots de vin, loyers ou fermages proportionnellement à la valeur des dîmes dont ils cesseraient de jouir d'après une estimation qui en serait faite par les directoires de districts, avec avis des municipalités (1), à moins qu'ils ne préférèrent que leurs baux soient résiliés pour le tout.

A la place de la dime, et à partir du 1^{er} janvier 1791, tous les ecclésiastiques seraient payés en argent : dans l'état des dépenses publiques annuelles, on porterait une somme suffisante pour fournir aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres, au soulagement des pauvres et aux pensions des ecclésiastiques séculiers et réguliers, afin d'affranchir les biens ecclésiastiques de toutes charges. Il n'y aurait, dans le budget annuel, aucune distinction entre cet objet et les autres dépenses nationales ; les contributions seraient simplement proportionnées de manière à y pourvoir, et la répartition en serait faite sur la généralité du royaume.

Des dispositions ultérieures régleraient le montant du trai-

(1) Aux termes d'un décret du 26 septembre 1793 (Rondonneau, t. IV, 2^e part., p. 658), cette estimation devait être faite d'après la valeur de la dime relative au prix du bail et non d'après la valeur absolue de son produit annuel.

tement des ecclésiastiques et les termes de paiement. Une situation un peu spéciale était faite à l'ordre de Malte ainsi qu'à certains autres établissements ecclésiastiques comptables de leur gestion, tels que fabriques, hôpitaux, collèges, maisons de charité. Comme la privation des dîmes leur ferait éprouver un préjudice, l'allocation d'une indemnité leur était prévue de ce chef ⁽¹⁾.

Nous ne pouvons que reconnaître dans l'enquête et le projet de Chasset un travail clair, précis et consciencieux ; mais il nous paraît difficile de le suivre dans toutes ses conclusions. De tous les arguments qu'il emploie, il n'y en a guère qu'un qui ait véritablement du poids, le dernier : il était, en effet, difficile, pour ne pas dire impossible, à cause de la gravité des événements dont l'Assemblée recevait chaque jour la nouvelle, de revenir sur le décret du 4 août. Quant à l'impossibilité de racheter la dîme ecclésiastique, elle n'était nullement prouvée ; on pouvait y recourir pour elle comme on allait le faire pour certains droits féodaux. Et surtout, il était une considération dont l'importance ne pouvait échapper à aucun esprit bien au courant de la situation financière de la Nation, c'est qu'avec le déficit auquel la Constituante cherchait depuis longtemps des remèdes, il était de son devoir de ne pas bénévolement renoncer aux 100 millions de ressources que pouvait immédiatement lui donner la dîme ecclésiastique, d'autant plus qu'elle augmentait les charges publiques par l'incorporation des frais du culte dans les dépenses annuelles.

§ II. *Le décret des 14-20 avril 1790.*

La discussion du projet Chasset occupa les journées des 11, 12, 14 et 20 avril 1790. Elle fut des plus vives et provoqua, de la part de l'opposition, une résistance acharnée. Nous allons assister aux derniers efforts du clergé, qui va mettre

⁽¹⁾ Ajoutons que l'administration des biens fonds du clergé était donnée aux administrations de départements et de districts.

désespérément en œuvre ses dernières chances de succès. Et, ce qui est plus grave, la noblesse va se montrer en général opposée à l'adoption du projet : c'est que l'article 3 abolit aussi bien les dîmes inféodées que les dîmes ecclésiastiques ; on donnait, il est vrai, une indemnité aux propriétaires de ces dîmes inféodées (art. 7) mais la noblesse, qui était titulaire d'une bonne partie d'entre elles, n'en voyait pas moins à regret approcher le moment de ne plus percevoir ses dîmes ; et en parlant pour elle, elle parlait nécessairement pour le clergé. Quelques membres du tiers vont aussi combattre le projet, soit sur le fonds, soit sur des questions de détail, de sorte que le succès de la gauche apparaît moins certain que le 11 août : ses membres auront besoin, pour triompher, de se liguier fortement, et devront même, sur certains points, faire quelques concessions.

Il importait, avant tout, de faire passer les articles 2, 3 et 4 qui supprimaient la dîme et pourvoyaient à son remplacement : le reste ne pouvait rencontrer d'obstacle bien sérieux. Ces trois articles occupèrent l'Assemblée pendant trois jours et trouvèrent des adversaires résolus, tout d'abord dans le clergé, comme c'était naturel.

Violente opposition au projet Chasset. Reprise de la proposition de l'abbé Gouttes, relative à la dotation des cures en fonds de terre, par l'abbé Grégoire, l'évêque de Nancy, de Lafare, et l'archevêque d'Aix, de Boisgelin. — L'abbé Grégoire ⁽¹⁾ et plusieurs ecclésiastiques après lui, reprirent l'ancienne proposition de l'abbé Gouttes, celle de doter les cures en fonds de terre et de convertir les dîmes, à cet effet, en biens-fonds.

Comment en effet ferait-on vivre le clergé paroissial ? Lui donnerait-on des denrées levées sur le peuple ? Ce serait rétablir la dîme sous une forme beaucoup plus mauvaise, car le cultivateur abandonnerait bien plus difficilement du grain qu'il a possédé quelque temps, que de la gerbe enlevée

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 668.

de son champ avant qu'il ait pu en prendre possession, et qu'il était sûr, au cas de besoin, de retrouver avec usure chez son curé.

Pensionnerait-on les ecclésiastiques au moyen des revenus des biens afferlés? Il serait alors bien plus simple d'en confier directement l'administration aux pasteurs eux-mêmes pour éviter les profits des fermiers et le gaspillage des municipalités. Ce procédé aurait d'ailleurs bien d'autres inconvénients : la rareté du numéraire, la survenance d'une guerre ou d'une catastrophe quelconque causeraient des retards, suspendraient les paiements. L'intéressé n'aurait aucun recours, alors que jusqu'ici le curé congruiste avait une hypothèque privilégiée sur la dime. Enfin, la valeur de l'argent diminuerait à mesure que la quantité de numéraire augmenterait et le prix des denrées nécessaires à la vie s'accroîtrait en sens inverse.

Imposerait-on le peuple d'une nouvelle taille? Le moment eût été, en vérité, bien mal choisi, car le peuple attendait beaucoup plutôt un dégrèvement.

La conversion des dîmes en fonds de terre paraissait donc le seul moyen convenable; ses grands avantages avaient d'ailleurs déjà été exposés à l'Assemblée : facilité de secourir les pauvres, attachement au sol, amélioration de la culture. Quant aux objections faites à ce système, elles n'étaient nullement fondées.

1° On a dit que les propriétés ecclésiastiques n'entraient pas dans le commerce et obstruaient la circulation. Tout au contraire, elles changeaient sans cesse de possesseur, à l'encontre des propriétés laïques que le droit d'hérédité concentrait souvent pendant des siècles dans les mêmes familles. De plus, la crainte d'être évincé était un obstacle à l'amélioration de la culture et les biens laïques restaient en fort mauvais état pendant la durée des saisies réelles : rien de tel pour les biens ecclésiastiques qui, n'étant pas sujets à ces sortes de saisies, étaient toujours bien entretenus et productifs.

2° On a encore objecté que la dotation des cures en fonds

de terre préparait aux pasteurs des difficultés fréquentes, des contestations. Mais c'est un inconvénient qui existe pour toutes les propriétés et qu'on n'éviterait que par la dépossession complète de tous.

3° Ce système, a-t-on dit, exposerait les curés à devenir malhonnêtes et avares : malhonnêtes, car ils affermeraient leurs domaines et anticiperaient sur leurs revenus par des pots de vin non mentionnés dans les baux et frustreraient leurs successeurs. Avares, car la propriété du sol ne ferait qu'exciter chez eux l'esprit de lucre.

Il y a là, répondait l'abbé Grégoire, une double erreur : en ce qui concerne le premier reproche, pourquoi se baser sur la malhonnêteté des pasteurs ? D'ailleurs, il leur serait impossible de retenir des pots de vin considérables sur des biens qui ne le sont pas. Quant au second reproche, bien loin de développer l'avarice, la propriété du sol attacherait, au contraire, le pasteur à sa terre et aviverait son patriotisme ; il a du reste été reconnu que les gens à coffres-forts, à portefeuilles, à rentes viagères, les capitalistes et financiers sont de beaucoup les plus égoïstes.

4° Tant que le clergé possèdera des terres, il aura un esprit de corps poussé à l'extrême, prétexte-t-on encore quelquefois contre le système proposé : cette critique ne porte pas. Lorsque l'Eglise jouissait de l'immunité, quand chaque ordre monastique formait une imposante corporation, alors le clergé avait l'esprit de corps, ce terme étant pris dans l'acception mauvaise de confédération de gens du même état, jouissant d'avantages exclusifs, et dont l'orgueil ou l'intérêt veut mettre une barrière séparative entre eux et les autres citoyens. Au contraire, le clergé aura désormais l'esprit de corps dans la bonne acception du terme, c'est-à-dire l'ensemble des principes qu'il doit professer, des sentiments chrétiens et civiques qui doivent l'animer.

5° Quant au reproche de détacher le pasteur de son ministère, il n'est pas beaucoup plus sérieux. Car, la fonction du culte suffit-elle à occuper un curé, et ne peut-il, dans ses

moments perdus, se livrer à l'agriculture, à la médecine, et faire profiter ses paroissiens de ses conseils. Ne sont-ce pas les curés qui ont introduit l'art de marner les terres, la culture des peupliers, de la navette et bien d'autres encore ?

Il fallait, pour exécuter ce plan, compléter la dotation de beaucoup de pasteurs qui avaient déjà des terres; et pour ceux qui n'en avaient point, constituer cette dotation par l'union des terres domaniales avec celles des bénéfices simples ou des maisons religieuses supprimées, ou par des acquisitions en remplacement de ventes faites ailleurs. D'ailleurs on pouvait, et c'était préférable, ne doter les curés que partiellement en fonds de terre, pour les deux tiers par exemple, et pour le reste en argent, car tous ne se trouveraient pas dans des conditions identiques : dans certaines régions il faudrait beaucoup de terres et de travail pour obtenir un revenu de 1.200 livres; dans d'autres il en faudrait moins, et cela dépendrait du degré de fertilité des terres. Seulement, cette répartition ne devait pas être opérée par une loi générale, mais par chaque municipalité dans son propre ressort, d'après les circonstances.

Ce système fut très vigoureusement soutenu par l'évêque de Nancy, de Lafare ⁽¹⁾ qui s'attacha à prouver l'inadmissibilité des articles 2, 3 et 4 du projet de Chasset.

L'article 3, qui prononçait la suppression pure et simple des dîmes à partir du 1^{er} janvier 1791 était prématuré, car la Nation ne pouvait les supprimer avant d'avoir fixé solidement et définitivement le mode et la quotité de leur remplacement. Jusque-là l'abolition absolue serait une véritable spoliation des Églises, le commencement de la ruine de la religion et du culte.

L'article 2 qui, à la place de la dime supprimée, proposait de pensionner en argent tous les ecclésiastiques, n'était pas davantage admissible; l'abbé Grégoire avait suffisamment montré l'inconvénient qu'il y aurait à les doter uniquement

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 678.

en argent : risques de variation de valeur du numéraire, de dilapidation de la part des déprédateurs ; impossibilité pour les pasteurs des villes, et encore plus pour ceux des campagnes, de distribuer les denrées indispensables en cas de calamité ou de disette.

Quant à l'article 4 qui consacrait dans l'état des dépenses publiques annuelles une somme suffisante pour fournir aux besoins du culte, il se heurtait à une objection qui eût dû être décisive : dans le triste état où se trouvaient les finances de la Nation, la vente des biens ecclésiastiques ne pourrait se faire qu'au rabais, au denier vingt et peut-être moins. Il faudrait donc recourir à une imposition nouvelle sur la Nation, et le comité des dîmes en portait le chiffre lui-même à 133 millions : or ses calculs ne reposaient sur aucune base. Sur le nombre des religieux son erreur était d'environ 1.500 têtes, soit un excédent de dépenses de 15 millions ; en y ajoutant les dettes de toutes espèces des chapitres, monastères et communautés, les cathédrales qui tiennent essentiellement au régime de l'Eglise et que l'Assemblée n'a pas le droit de supprimer, pour lesquelles la dépense se trouverait être d'environ 7 millions, les 133 millions devaient être portés à 160.

Restait la question des pauvres. Chasset ne l'envisageait pas, et pourtant la dîme y devait pourvoir ; son remplacement le devait également. Or, les pauvres étaient directement intéressés à la conservation des revenus des bénéfices. En supposant que la vente des biens ecclésiastiques fût utile à la Nation et lui procurât une diminution du cinquième de ses impositions annuelles, le pauvre, s'il voulait avoir les droits de citoyen actif, devait payer la valeur de trois journées de travail, soit 3 livres ; le cinquième de diminution qu'il éprouverait lui vaudrait 12 sols. Mais les classes aisées auraient un bénéfice bien plus grand : le dixième étant le taux de la contribution commune, par exemple, la première classe de contribuables, qui jouit de 2 millions de revenus, devrait payer 200.000 livres, et le cinquième de diminution que lui vaudrait la spoliation lui rapporterait 40.000 livres. Plus les

citoyens seraient riches, plus les biens de l'Eglise profiteraient à leur décharge et cette opération serait toute au détriment des pauvres.

Le revenu net du clergé ne dépassait pas 160 millions; l'abolition de la dime en ôterait 70; la suppression des droits féodaux sans indemnité, en vertu de l'article 1^{er} du décret du 11 août, 12 millions; la dette du clergé, 8 millions; celle des établissements ecclésiastiques et religieux du royaume, 6 millions: les rentes à racheter en raison de valeurs reproductives qui entreront pour 200 millions au moins dans les 400 millions de biens ecclésiastiques à vendre et en prévision de la certitude d'une mauvaise vente, 10 millions; les rentes en contrats sur l'Etat ou les particuliers, 17 millions; au total, 120 millions au moins à distraire des 160: il ne resterait donc à l'Eglise, en revenus fonciers et territoriaux, que 40 millions pour acquitter une charge énorme. « Ainsi, Messieurs, s'il était possible que ce projet d'invasion fût adopté, permettez d'avance que je dépose au sein de l'Assemblée Nationale la déclaration solennelle, au nom de nos commettants, au nom de mon diocèse, de sa cathédrale, de ses établissements religieux, au nom de ses pauvres, au mien propre et peut-être aussi au nom d'un très grand nombre des membres de cette Assemblée, que nous ne pouvons participer, adhérer ni consentir en aucune manière aux décrets qui consacraient les articles soumis à votre discussion, ni à tout ce qui pourrait suivre et résulter de ces décrets ».

Même opposition de la part de l'archevêque d'Aix, de Boisgelin⁽¹⁾, qui fit même plus, et s'éleva énergiquement contre l'irrégularité des pouvoirs du Comité des dîmes; tandis que tous les autres comités avaient été établis par des arrêtés, celui-ci n'avait été l'objet d'aucune mesure spéciale; l'Assemblée ne l'avait point établi, ne le connaissait pas et n'avait pas à l'entendre. De deux choses l'une: ou le Comité

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 697.

des dîmes faisait partie du Comité ecclésiastique et le plan qu'il proposait devait être approuvé par ce dernier; ou il formait un comité séparé et il ne pouvait s'occuper que de la dîme, toutes les autres affaires ecclésiastiques ne concernant que le Comité ecclésiastique.

Quant au projet de remplacer la dîme par un impôt de 133 millions, il était impraticable puisqu'il aboutissait à une surcharge de plus de trente millions sur la dîme, alors que les peuples mal instruits sur l'état des affaires publiques attendaient de l'Assemblée des diminutions de charges et pouvaient du moins avec raison compter qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts. Dans le cas où le projet du Comité des dîmes serait accepté, l'orateur demandait la convocation d'un concile national afin d'en appeler à ce concile sur les tentatives malhonnêtes employées vis-à-vis du clergé.

Thoret et Sallé de Choux veulent conserver la dîme au profit de la Nation. — Celui-ci trouva plusieurs défenseurs dans le tiers état : deux députés du Berry, notamment, Thoret et Sallé de Choux se montrèrent adversaires résolus de Chasset; il fallait, d'après eux, conserver les dîmes au profit de la Nation, et employer le produit partie à doter le clergé, partie à rembourser tous les mois, par tirage au sort, une portion des assignats mis en circulation par le décret du 19 décembre 1789.

Mais il n'y avait nullement lieu de supprimer la dîme et pour plusieurs raisons.

1° La première est que le peuple est accoutumé à la payer et à la payer à un moment où, se trouvant dans l'abondance, il s'aperçoit à peine de la privation qu'il en éprouve. Si on la supprime, il faudra y substituer un impôt d'environ 100 millions, et le peuple qui accueillera peut-être avec reconnaissance la suppression de la dîme s'élèvera contre la taxe de remplacement.

2° La seconde est que la suppression de la dîme ne profiterait qu'aux propriétaires des terres qui y sont sujettes,

alors que la taxe de remplacement pèserait sur tous et se heurterait par conséquent à bien des résistances.

Il n'y avait pas davantage lieu de racheter la dîme, ce serait aussi impraticable, car tout le monde n'étant pas en état de rembourser, ces affranchissements partiels jetteraient le trouble dans la perception des dîmes non remboursées et ruineraient les décimateurs qui, avec les mêmes frais de perception, auraient un produit deux ou trois fois moindre. L'abonnement à prix d'argent éviterait, il est vrai, cet inconvénient, mais ne serait guère meilleur, à cause des abus et erreurs qui résulteraient d'une estimation générale des produits territoriaux de la France entière et des procès qui en naîtraient.

Conserver la dîme au profit de la Nation donnerait un produit de 100 millions dont la moitié serait un surplus de dotation pour le clergé et le reste applicable chaque année au remboursement des assignats, donc double avantage dont l'un, le second, était des plus appréciables : ce produit ne dépendant pas de l'opinion publique, comme la vente proposée des biens du clergé, il n'y aurait ni incertitude, ni retard ; l'exécution du projet pourrait commencer immédiatement et se faire d'une manière fort expéditive, car en matière de dîme l'enchère est une bonne garantie contre les abus sur le prix ; au contraire, l'administration de tous les biens du clergé par les directoires et municipalités exigerait une surveillance continuelle sur la nature de la culture, les réparations à faire, etc.

D'un autre côté, dès le 1^{er} janvier 1791, on pourrait commencer le remboursement des assignats ; et la certitude du paiement les soutiendrait dans toute leur valeur au lieu que le projet d'une vente incertaine et éloignée en affaiblirait le crédit. Après extinction complète du papier-monnaie, il y aurait toujours sur le produit des dîmes un revenu de 50 millions qui permettrait de supprimer les impôts les plus onéreux à l'agriculture.

La proposition de Sallé de Choux, suivie d'un projet de

décret conforme, était intéressante ; peut-être son auteur était-il un peu optimiste lorsqu'il croyait à l'extinction rapide du papier-monnaie mais elle avait l'avantage de conserver à la Nation dans un moment très difficile, un revenu appréciable ; malheureusement il n'était guère possible de maintenir la dîme tellement était grande l'effervescence populaire contre elle.

Un député de la noblesse d'Artois, Le Sergeant d'Isbergues ⁽¹⁾ vint appuyer les paroles du député berrichon ; il n'eut pas de peine à montrer que les biens-fonds du clergé, même par une répartition meilleure, ne pourraient pourvoir à la diminution considérable qui résulterait de la suppression de la dîme dans le sort des membres du clergé tant régulier que séculier, parce qu'ils allaient avoir à supporter, concurremment avec ceux du domaine, une aliénation de 400 millions en vertu du décret du 19 décembre 1789, que la dette considérable du clergé à la sûreté de laquelle ses biens-fonds étaient hypothéqués en diminuait beaucoup le produit à cause des intérêts annuels qu'il en fallait déduire, et que la suppression du casuel allait provoquer une grosse indemnité à la charge de ces biens-fonds.

Le peuple d'ailleurs ne pourrait que se prêter volontiers à la prorogation du paiement de la dîme quand il saurait qu'on la lui demande non plus pour alimenter le luxe des gros décimateurs, mais pour les besoins pressants de l'Etat. Les assemblées administratives devaient donc être chargées d'en faire la location par cantons et d'en percevoir les revenus chacune dans son département : une partie de ce revenu net pourrait être annuellement versée dans le Trésor national pour les besoins de l'Etat ; le surplus serait employé par les administrations départementales à l'acquit du traitement des ministres des autels, au soulagement des pauvres et à la formation d'établissements de bienfaisance.

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 625. La motion de Le Sergeant d'Isbergues fut publiée par écrit et ne fit pas l'objet d'un discours à la tribune de la Constituante.

Du reste, cette prorogation du paiement de la dîme n'aurait lieu que pendant quelques années seulement, après quoi la suppression décrétée le 11 août s'effectuerait d'elle-même : en effet, à cause du grand nombre de religieux, chaque année verrait s'éteindre un certain nombre de pensions qui retourneraient à la caisse des départements. De plus, la réduction des dépenses de 60 millions votée le 26 février précédent ⁽¹⁾ permettait de penser qu'on rétablirait bientôt l'équilibre entre recettes et dépenses ; on diminuerait ainsi de proche en proche la dîme jusqu'à la supprimer tout à fait.

Un député de la noblesse du Berry, le marquis de Bouthillier, proposa un autre moyen, très expéditif et assez intéressant ⁽²⁾ : rendre au clergé l'administration de ses biens, lui laisser toutes ses dîmes, mais exiger de lui 400 millions payables en trois ans, dont 100 millions à la fin de 1790, et l'assujettir à tous les impôts comme les autres citoyens. Le clergé n'y aurait pas eu de désavantage en l'état actuel des choses, et ce système n'eût pas en été désaccord avec les décrets déjà votés : avec celui du 2 novembre 1789, en ce que la Nation libre de disposer des biens ecclésiastiques pouvait en confier l'administration au clergé lui-même ; avec celui du 13 février 1790 supprimant certains ordres religieux, en ce que le clergé, pour acquitter les charges, aurait tout intérêt à laisser successivement disparaître les ordres ; enfin, avec celui du 17 mars décrétant l'aliénation aux municipalités de 400 millions de biens ecclésiastiques, en ce que les municipalités, devant les conditions meilleures offertes pour le salut de la patrie, n'hésiteraient certainement pas à renoncer à cet avantage.

Triomphe définitif de la Gauche, grâce à Rœderer et à Treilhard. Adoption du projet Chasset (14-20 avril 1790). — L'opposition fut donc des plus vives sur cette question du remplacement de la dîme et le tiers eut fort à faire pour se

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XI, p. 715.

⁽²⁾ *Ibid.*, 1^{re} série, t. XII, p. 685.

rendre maître de la situation. Après les sérieuses atteintes de l'abbé Grégoire, de l'évêque de Lafare, de l'archevêque de Boisgelin, et surtout de Sallé de Choux, il fallut toute l'habileté de Rœderer ⁽¹⁾ et de Treilhard ⁽²⁾, députés du tiers état le premier de Metz, le second de Paris, pour faire triompher le projet Chasset.

La Nation, dirent-ils, peut et doit se charger de l'administration des biens du clergé : elle le peut puisque le décret du 2 novembre les a mis à sa disposition, à la charge des frais du culte et du soulagement des pauvres. Elle le doit tout d'abord dans l'intérêt des ministres du culte, car elle fera une meilleure répartition de ces biens ; puis dans celui de la religion, car l'administration sera meilleure et les ennemis de la religion n'auront plus de prétextes pour l'attaquer ; enfin dans celui de l'Etat, car les pauvres seront secourus et de grandes ressources fournies à la Nation.

Un député du tiers de Dijon, Arnoult ⁽³⁾, appuya aussi dans une brochure qu'il fit imprimer, le projet Chasset, en démontrant l'impossibilité de convertir la dîme en un impôt au profit de l'Etat, à cause des conséquences inévitables de cette conversion : ou bien, en effet, on prélèverait sur le produit de la dîme la subsistance du clergé pastoral et alors les cultivateurs et propriétaires fonciers continueraient à fournir seuls la dépense du culte, ce qui était inacceptable ; ou bien ce produit serait versé en entier dans le Trésor public, et ils auraient à supporter, outre ce qu'ils payaient pour l'entretien du culte, leur part dans la nouvelle contribution, solution tout aussi inacceptable.

La gauche trouva, heureusement pour elle, un certain soutien dans le clergé. Tout étonnant que cela pût paraître, l'abbé Royer, député du clergé d'Arles, vint se déclarer partisan de la proposition du Comité des dîmes dans un long discours dont la fin seule peut nous intéresser. A vrai dire, on ne

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 685.

⁽²⁾ *Ibid.*, 1^{re} série, t. XII, p. 675.

⁽³⁾ *Ibid.*, 1^{re} série, t. XII, p. 28.

croirait pas entendre parler un député du clergé : l'abbé Royer faisait partie, sans nul doute, de ce grand nombre de curés mécontents dont l'agitation contribua à faire la révolution. La dîme, qu'il évalue à 70 millions, n'a nullement rempli son objet car la Nation a payé indûment au moins 30 millions par an pour des dépenses auxquelles cette redevance était spécialement destinée : frais du culte, entretien des églises et presbytères, secours aux pauvres ; et comme le clergé n'a pas assez de propriétés (en le supposant même capable d'être propriétaire) pour éteindre toutes ses dettes, il devient indispensable d'adopter le projet du Comité des dîmes.

Cet appui du bas clergé devait être d'un grand prix pour le projet Chasset. Son auteur jugea cependant prudent, pour s'assurer son succès, d'y faire une modification : à l'article 2 fut ajouté un amendement, précisément proposé par l'abbé Gouttes, en faveur de la dotation territoriale partielle des curés de campagne : ils continueraient d'administrer provisoirement les fonds territoriaux attachés à leurs bénéfices, à charge d'en compenser les fruits avec le traitement qui leur serait alloué.

La discussion sur le projet Chasset ne put encore recevoir de solution ce jour-là : la séance se termina au milieu d'un véritable tumulte provoqué par une motion inopinée du chartreux dom Gerles, tendant à faire décréter : « que la religion catholique, apostolique et romaine était et demeurerait pour toujours la religion de la Nation, et que son culte était le seul autorisé... ».

Ce n'est que le 14 avril que les quatre premiers articles du projet, avec la modification indiquée, furent mis aux voix et adoptés.

On pouvait considérer l'affaire comme terminée. Néanmoins l'opposition se mit en devoir d'agir jusqu'à la fin. Plusieurs de ses membres s'étaient fait inscrire pour le 14 avril, mais la clôture fut votée avant que la parole ne leur parvint. Ils firent imprimer leurs discours et les distribuèrent à l'As-

semblée, espérant tout remettre en question pour la discussion des derniers articles.

On vit ainsi paraître les protestations énergiques d'un député du tiers d'Orléans, Pellerin de la Bussière ⁽¹⁾, contre la réduction du nombre des curés de campagne, l'uniformité de leur traitement dans les paroisses de plus et de moins de 1.000 âmes, et l'absence de tout crédit pour les pauvres dans le projet Chasset.

L'abbé de Bonneval, du clergé de Paris ⁽²⁾, mettait une dernière fois les représentants de la Nation en garde contre la charge énorme qu'ils allaient imposer au peuple : au nouvel impôt de 135 millions jugé nécessaire pour les dépenses du culte allaient s'adjoindre tous les remplacements déjà décrétés et ceux à décréter : les gabelles, la marque des cuirs et des fers, les droits sur les huiles, savons et amidons ; 800 millions de remboursement des offices de magistrature, de finance et des emplois militaires ; l'accroissement de la dette publique résultant de celle du clergé. Ne devait-on pas s'épouvanter de cet énorme amoncellement de charges publiques, d'autant que la vente des biens ecclésiastiques tromperait certainement les espérances ?

Un noble de Cambrais, le marquis d'Estournel ⁽³⁾, ajoutait à toute cette critique contre la fixation du traitement des ecclésiastiques en argent, celle de la diminution inévitable de la valeur de l'argent, qui forcerait à leur accorder une augmentation tous les quarante ans environ.

Ces derniers efforts n'aboutirent pas et le 20 avril on procéda à l'examen des huit derniers articles du projet Chasset ⁽⁴⁾. A l'article 3 fut ajoutée une disposition qui constitua un article spécial (l'art. 4) permettant de percevoir, même après le 1^{er} janvier 1791, la dîme de tous fruits décimables créés en 1790, mais dont la récolte se faisait l'année suivante ou dont la dîme n'aurait pas été acquittée en temps utile.

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XIII, p. 21.

⁽²⁾ *Ibid.*, 1^{re} série, t. XIII, p. 30.

⁽³⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XIII, p. 7.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 147.

L'article 11 causa quelques difficultés : il réglait la résiliation des baux à ferme en cours. On put croire un instant qu'il allait tout remettre en question. D'après le projet ces baux devaient être résiliés à l'expiration de 1790 sans autre indemnité que la restitution des pots de vin et des fermages légitimement payés d'avance, et la décharge de ceux qui n'avaient pas encore été payés. Quant aux fermiers qui avaient pris à bail des dîmes en même temps que d'autres biens ou droits sans distinction de prix, ils avaient la faculté de demander ou la résiliation des baux pour le tout, ou une réduction du prix de leurs fermages, proportionnelle à la valeur des dîmes dont ils cesseraient de jouir, d'après les estimations qui en seraient faites par les assemblées administratives, sur les observations des municipalités. Robespierre demanda qu'il fût accordé une indemnité pour les baux qui seraient résiliés : plusieurs ecclésiastiques, fermiers de dîmes, suivirent. Mais cette motion fut repoussée par une objection décevante de Lapoule : puisque la Nation supprimait un abus dans la dime, pouvait-on exiger d'elle, de ce fait, une indemnité ? On ne pouvait l'exiger davantage des titulaires des dîmes, qui répondraient très justement que la résiliation du bail n'est pas de leur fait.

Le sort de la dime ecclésiastique était ainsi définitivement réglé par cet important décret des 14-20 avril 1790 ⁽¹⁾, que le Roi sanctionna par lettres patentes deux jours plus tard. Il ne restait plus qu'à fixer le traitement des ecclésiastiques, ce qui fut fait trois mois plus tard par la constitution civile du clergé du 12 juillet 1790 et par plusieurs décrets postérieurs ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Rondonneau, t. I, p. 196. En voir le texte dans notre *Pièce just.*, n° XII.

⁽²⁾ Ce sont les décrets des : 24 juillet 1790, Rondonneau, t. I, p. 327 ; 3 août 1790, *Ibid.*, p. 361 ; 11 août 1790, *Ibid.*, p. 381 ; 18 octobre 1790, *Ibid.*, p. 565 ; 10 décembre 1790, *Ibid.*, p. 759.

Un an plus tard, le 5 avril 1791, un décret spécial statua sur le sort des dîmes dont jouissaient les hôpitaux, maisons de charité et fondations pour les pauvres : une solution différente était ici nécessaire en raison du but charitable de ces établissements : il fut décidé qu'ils continueraient à recevoir la valeur des dîmes dont ils jouissaient conformément aux baux en cours et sous déduction des charges qui les grevaient. *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XXIV, p. 562.

§ III. *Règlement des rapports entre propriétaires et fermiers relativement à la dîme. Décrets des 1^{er} décembre 1790 et 11 mars 1791.*

Dans les baux passés entre propriétaires et fermiers avant le 20 avril 1790, la dîme était évidemment entrée en ligne de compte pour la fixation du prix, puisqu'elle était à la charge des fermiers. Le décret du 20 avril 1790 l'ayant supprimée, il devenait nécessaire, puisque les conditions des baux se modifiaient, d'en modifier également la teneur.

Un premier décret du 1^{er} décembre 1790 régla en gros la question en décidant que ces fermiers auraient à payer aux propriétaires, à compter des récoltes de 1791, la valeur de la dîme qu'ils acquittaient auparavant, suivant la liquidation qui en serait faite à l'amiable ou par-devant les juges compétents ⁽¹⁾.

Des difficultés ayant été soulevées dans les premiers mois de 1791 sur le mode d'évaluation de cette dîme, l'Assemblée chargea les Comités ecclésiastiques et des dîmes de lui faire un rapport sur la question. Elle n'adopta d'ailleurs pas le projet présenté au nom de ces deux Comités par Dauchy, et y substitua, sur l'avis de plusieurs de ses membres, des dispositions qui formèrent le décret du 11 mars 1791 ⁽²⁾ : il y était dit que les fermiers paieraient chaque année aux propriétaires, jusqu'à l'expiration de leurs baux, en argent, aux mêmes époques et dans les mêmes proportions que le prix des fermages, la valeur de la dîme de chaque fermage, fixée à l'amiable ou à dire d'experts. Les sous-fermiers auraient à tenir compte de la valeur de la dîme aux fermiers, suivant les mêmes règles. Bien entendu, ne pourraient invoquer leur droit à cette indemnité que les propriétaires dont les baux étaient antérieurs au décret du 20 avril 1790. Les colons et métayers qui partageaient les fruits récoltés avec les proprié-

⁽¹⁾ Rondonneau, t. I, 78.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 81, et *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XXIV, p. 36.

taires, fermiers et sous-fermiers, leur tiendraient compte, d'après les mêmes règles, de la valeur de la dîme, proportionnellement à la quotité des fruits leur appartenant.

La procédure était minutieusement réglée, ce que n'avait pas fait le décret de décembre 1790 : tout propriétaire qui voudrait former une demande en justice pour exercer son droit devrait réduire l'objet de sa demande en somme déterminée et faire choix d'un expert pour procéder à une nouvelle évaluation, au cas où la sienne serait contestée ; et, au cas d'expertise, les frais en seraient supportés par le propriétaire si son évaluation était jugée trop forte, par le fermier dans le cas contraire. En l'absence de demande en justice, il était loisible aux fermiers de faire offre, par acte extrajudiciaire, d'une somme déterminée pour la valeur de la dîme, en désignant toujours un expert pour le cas où leur évaluation serait contestée : et les frais de l'expertise seraient réglés comme précédemment.

L'application de ce décret ne se fit pas sans abus : les gros fermiers se tirèrent facilement d'affaire, mais il n'en fut pas de même pour les petits fermiers et colons au détriment desquels les expertises furent bien souvent faites : ainsi une partie de dîme vendue, en 1775, 1.500 livres et une autre, vers la même époque, 3.000 livres furent à elles deux l'objet d'une évaluation de 14.000 livres ⁽¹⁾ !

Ailleurs, comme cela eut lieu dans le département de la Creuse, le décret ne fut porté que très tardivement à la connaissance des populations et les propriétaires en profitèrent pour faire consentir à leurs fermiers de nouveaux baux très onéreux : les laboureurs de la paroisse d'Evaux adressèrent ainsi, en septembre 1791, une supplique aux représentants de la Nation pour leur expliquer que le décret du 11 mars, sanctionné le 10 avril, n'avait été publié et lu à Evaux que le 24 juillet suivant ⁽²⁾ !

⁽¹⁾ Sagnac et Caron, *op. cit.*, p. 353 : Lettre du sieur Chapault, d'Orléans, aux membres de l'Assemblée, 1792 (extrait des *Arch. nat.*, DXIV, 5).

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 346. Supplique des laboureurs de la paroisse d'Evaux, 1791 (*Arch. nat.*, DXIV, 3).

CHAPITRE IV

Le paiement de la dîme d'août 1789 à janvier 1791.

Difficulté du paiement de la dîme jusqu'en avril 1790. — On se souvient qu'aux termes de l'article 5 du décret du 11 août, la dîme devait être perçue comme d'habitude jusqu'à ce qu'il fût définitivement pourvu à son remplacement. L'article 3 de celui du 20 avril 1790 prorogeait ce paiement jusqu'au 1^{er} janvier 1791, date à laquelle toutes les dîmes cesseraient d'être perçues « à jamais ». Ces dispositions furent naturellement d'une exécution extraordinairement difficile. Nous avons déjà montré combien le paiement de la dîme fut pénible pendant les premiers mois de 1789, alors qu'aucune mesure n'avait encore été prise à son égard. Qu'on juge de ce qu'il en fut lorsque, le 4 août, on apprit que la dîme serait rachetée, et bien plus encore quand la nouvelle se répandit, le 11 août, qu'elle serait supprimée sans rachat : selon l'expression d'un historien moderne, les décrets d'août et règlements qui suivirent « ne furent que des toiles d'araignée mises au travers d'un torrent »⁽¹⁾.

La fureur du paysan fut portée à son comble par cette formule vague qui prorogeait l'acquittement de la dîme jusqu'à son complet remplacement. Quand y serait-il pourvu et n'était-ce pas un bienfait purement illusoire ? On ne voulut point attendre que les décisions de l'Assemblée eussent été promulguées, et dans tous les coins du royaume on refusa la

(1) Taine, *Révolution*, p. 105.

dîme : « Hier, écrit un gentilhomme d'Auvergne (quelques jours après le 4 août), on nous a signifié qu'on ne voulait plus payer les percières, et qu'on ne faisait que suivre l'exemple des autres provinces qui ne paient même plus la dîme, par ordre du Roi » (1). L'effervescence fut si grave en Auvergne que les magistrats Riomois crurent utile d'expliquer en quelques mots le sens et la portée de la loi; ils adressèrent dans ce but, le 27 août 1789, une circulaire à tous les curés de leur ressort (2).

» Une condition indispensable à l'abolition des dîmes ecclésiastiques, y est-il dit, est qu'il soit préalablement pourvu par d'autres moyens à la subsistance des ministres des autels, aux dépenses du culte divin, à l'entretien et aux réparations des églises et presbytères. Toutes ces dépenses ont été jusqu'ici assignées sur les fonds des dîmes, et elles ne pourront cesser de l'être qu'à l'époque où l'Assemblée aura déterminé dans sa sagesse les objets de remplacement, qu'elle aura établi les anciens possesseurs en jouissance de leurs nouveaux droits, et aura fait connaître définitivement au peuple ses intentions. Ce vœu, Monsieur, est annoncé de la manière la plus formelle par l'Assemblée dans son décret qui porte que, jusqu'à la perfection du plan dont elle s'occupe, les dîmes continueront d'être perçues suivant les lois et en la manière accoutumée ».

La situation était aussi grave partout : en Dauphiné, les habitants de Lens-Lestang refusaient absolument toute portion de leurs récoltes à leur curé; ceux de Châtonnay poussaient l'audace jusqu'à reprendre aux fermiers les gerbes déjà perçues; les paysans de Bizannes, Papetières et de plusieurs communautés du Bas-Dauphiné prétendaient aussi être libérés de toute obligation à cet égard (3).

En Provence (4), les chapitres étaient unanimes à se plain-

(1) Taine, *Révolution*, p. 105.

(2) Everat, *La sénéchaussée d'Auvergne au XVIII^e siècle*, p. 312.

(3) P. Conard, *La peur en Dauphiné*, p. 163 et suiv.

(4) Viguier, *Les débuts de la Révolution en Provence*, p. 290.

dre ; ils n'avaient que peu de biens immobiliers et la dîme constituait la plus grosse part de leurs revenus : mais il leur était de plus en plus difficile de la percevoir ; les doléances du chapitre cathédral de Riez en témoignent : à Oraison, la dîme avait donné en 1789-67 setiers de grains au lieu de 500 ; d'autres paroisses ayant imité cet exemple, le déficit souffert par le chapitre s'élevait à 5.200 livres pour le grain et 3.400 pour le vin : « Comment voulez-vous, ajoutaient les » chanoines, que vivent 15 bénéficiers titulaires et 9 servi- » teurs, soit 24 personnes, sur un revenu de 8.800 livres, » alors qu'il leur en manque 8.600 ! »

Non moins instructives à cet égard sont les protestations envoyées aux Etats généraux le 16 août 1789 par les fermiers des droits et revenus de la mense abbatiale de l'abbaye de Saint-Victor, à La Seyne près Toulon ⁽¹⁾ : « Nos seigneurs, » les fermiers sont forcés de prendre la respectueuse liberté » de vous représenter que depuis l'insurrection du peuple » arrivée dans le mois de mars dernier, la dîme et les droits » féodaux ne sont plus considérés que comme des obliga- » tions volontaires dont on est libre de s'affranchir. Une » ordonnance rendue le 7 mai suivant annonçait la cessation » de ces abus et promettait une perception exacte de la dîme » du blé qui devait être récolté dans le mois de juillet. Mais » la révolution arrivée à Paris le 14 dudit mois a rendu » cette ordonnance sans effet et a occasionné une nouvelle » fermentation dans les provinces ; le droit de dîme a été de » nouveau et plus que jamais considéré comme un droit » abusif.... On redoute plus que jamais le refus des rede- » vables depuis que les Etats généraux ont délibéré le rachat » des droits seigneuriaux et des dîmes. Cette décision a » achevé de décréter ces droits et la prévention qui existait » déjà a si considérablement augmenté qu'on ne voit aucun » moyen pour en arrêter les effets. Les lois et tribunaux sont » sans autorité ; le juge local a cru devoir suspendre ses

(1) Sagnac et Caron, *op. cit.*, p. 58 (*Arch. nat.*, DXIV, 2).

» fonctions. Les tribunaux supérieurs n'offrent aucune res-
» source; d'ailleurs, il y aurait à craindre pour les fermiers
» s'ils recouraient à des formalités et il n'y aurait aucun
» huissier qui voulût procéder à des exécutions ».

Les troubles n'étaient pas moindres en Champagne, comme il résulte d'un mémoire adressé, le 12 août 1789, par un écrivain de Bar-sur-Aube, à l'Assemblée : « Il paraît que le
» peuple français est absolument décidé à se soustraire au
» paiement de toutes les redevances attentatoires à la liberté
» des personnes et des propriétés d'autrui » (1).

Cette difficulté de percevoir la dime avait de graves conséquences, notamment au point de vue de la mendicité qu'elle contribuait à accroître, les décimateurs ne pouvant même plus faire les faibles aumônes que quelques-uns d'entre eux acquittaient auparavant. Et à ce sujet l'Assemblée fut saisie, le 28 novembre 1789, d'une proposition d'un député de Nérac, Brunet de Latuque, tendant à décréter la saisie du quart du revenu des dimes entre les mains des décimateurs et de leurs fermiers, pour l'appliquer à la subsistance des pauvres (2). Cette proposition ne put avoir de suite, l'Assemblée redoutant les difficultés qu'eût entraînées une telle mesure par suite de la dépossession à peu près complète des fermiers des dimes.

Cependant, la situation s'aggravait dans les provinces : le 9 février 1790 l'abbé Grégoire signala à l'Assemblée des pillages dans le Quercy, le Rouergue, le Périgord, le Bas-Limousin, la Basse-Bretagne (3) : on y refusait les droits seigneuriaux et la dime, on y incendiait les propriétés. Les municipalités étaient débordées et incapables de rétablir le calme.

De son côté la Constituante, il faut bien le reconnaître, ne fit pas ce qu'elle aurait dû : au lieu de prononcer des peines sévères contre les perturbateurs, elle se borna à l'envoi

(1) Sagnac et Caron, *op. cit.*, p. 7 (*Arch. nat.*, DXIV, 2).

(2) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. X, séance du 28 nov. 1789.

(3) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XI, p. 536.

d'une circulaire annonçant que la continuation des troubles forcerait le pouvoir exécutif à sévir, et à la rédaction d'une adresse aux provinces, confiée à Talleyrand, qui ne contient autre chose qu'un éloge enthousiaste et emphatique des actes de l'Assemblée. Ce ne fut que le 23 février ⁽¹⁾ qu'un décret rappela aux autorités locales les cas où elles devaient publier la loi martiale, et posa pour la première fois le principe de la responsabilité des communes au cas de dommages causés à des particuliers par une sédition que les pouvoirs locaux n'auraient pu empêcher.

Redoublement des troubles après le décret du 20 avril 1790. Décrets des 18 et 21 juin, 13 juillet et 3 août 1790. — Après le 20 avril 1790, l'agitation redoubla : En juin 1790 ⁽²⁾, l'Assemblée reçut de 153 paroisses des départements du Nord, Pas-de-Calais, Somme, Oise, Gers, Gard, Charente, une demande d'autorisation d'avoir la faculté de payer la dîme en argent et non en nature, sous prétexte que le peuple des campagnes s'agitait déjà à l'annonce du paiement de la dîme. Les municipalités joignaient à leur demande un plan d'exécution : elles offraient de payer au Trésor public ou aux propriétaires particuliers la valeur intrinsèque de la dîme sur le pied du bail ou suivant l'estimation à défaut de bail, et en deux termes, aux 1^{er} octobre 1790 et 1^{er} janvier 1791. Et, pour la sûreté des fermiers, elles consentaient à leur donner une indemnité d'un quart ou d'un tiers d'une année du prix de leur bail ou de la valeur de la dîme. Le montant de ces sommes serait réparti sur chaque redevable au prorata de la valeur de la dîme qu'il payait en nature, à l'exception de ceux qui préféreraient se libérer en nature. Pour faire cette répartition, on ferait prêter serment à des préposés qui constateraient par écrit la qualité et la quantité des récoltes de chacun.

Le Comité des dîmes fut chargé d'étudier la question, et le

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XI, p. 582.

⁽²⁾ *Ibid.*, *ibid.*, t. XVI, séance du 17 juin 1790.

17 juin, son rapporteur, Chasset, donna un avis défavorable, tout en reconnaissant que ces demandes étaient justes, puisque, les décrets du 4 août ayant laissé espérer aux cultivateurs qu'ils seraient déchargés de la dime pour 1790, ils s'étaient livrés à des travaux pénibles de défrichements et ensemencements, dans l'espoir de recueillir tout le produit de leurs terres. Ils prévoyaient du reste une très bonne récolte, et désiraient payer en argent pour conserver les pailles et ne donner que le produit net de la dime au Trésor, en gardant les frais de perception.

Malheureusement, le plan proposé par les municipalités était inacceptable :

1° S'il n'y avait pas de bail, comment déterminerait-on la somme à offrir par chaque municipalité ? Il faudrait recourir à une estimation par experts avec les directoires de districts, ce qui causerait beaucoup d'embarras aux administrateurs.

2° Dans les paroisses où la dime était perçue par plusieurs décimateurs dont les uns l'avaient affermée et les autres l'exploitaient eux-mêmes, il faudrait, pour les premiers, se baser sur le prix du bail et, pour les seconds, sur une estimation.

3° Le travail d'estimation serait des plus compliqués pour les dimes affermées dans un même bail avec des biens-fonds ou d'autres droits et sans distinction de prix.

4° Les fermiers avaient le droit, d'après leurs baux, de percevoir en nature : ils y comptaient jusqu'au 1^{er} janvier 1791 et on ne pouvait les exproprier ainsi sans indemnité, d'autant que la prochaine récolte s'annonçait très abondante. Outre cette indemnité, chaque municipalité aurait à payer la cote d'imposition ouverte aux décimateurs à raison des dîmes. Si celles-ci étaient exploitées par les décimateurs eux-mêmes, il faudrait les rembourser des dépenses faites par eux en vue de la perception, toujours d'après estimation. Et comme la cote d'imposition avait dû être faite indistinctement à raison de la dime et des autres biens coaffermés s'il y en a, il faudrait encore une estimation.

5° Comment opérerait-on dans les paroisses où la dîme est partagée entre décimateurs ecclésiastiques et laïques? Les décimables accepteraient-ils que les premiers la perçussent en argent et les seconds en nature?

6° Les procès que provoqueraient la répartition à faire sur les décimables, la défalcation du contingent de ceux qui préféreraient payer en nature, seraient-ils de la compétence des districts, des départements ou des tribunaux? Enfin, l'estimation des préposés donnerait lieu à une inquisition plus dangereuse que la dîme.

Pour toutes ces raisons, Chasset jugeait impossible de donner satisfaction aux municipalités. Et il faisait remarquer que cette pétition n'émanant que d'un très petit nombre de paroisses, il serait facile de les éclairer sur leurs propres intérêts. Et si, par hasard, il existait des citoyens mal intentionnés qui s'aviseraient, pour cette raison, de susciter des troubles et de refuser le paiement de la dîme, la Nation ne devrait pas avoir peur des menaces et n'aurait qu'à taxer au double les paroisses ayant refusé de payer.

Le lendemain 18 juin, Chasset présenta un projet de décret réglant minutieusement le paiement de la dîme jusqu'au 1^{er} janvier 1791, et il fut voté sans aucune difficulté (1). La dîme devrait se payer, pour l'année 1790, en nature et à la quotité déterminée, sauf l'exécution des abonnements déjà constatés par titres et valablement faits. Personne ne pourrait, sous prétexte de contestations, refuser de la payer; au cas de procès, l'affaire serait jugée par devant le procureur syndic du département, et s'il y avait eu paiement indu, les fruits seraient restitués.

Défense expresse était faite à toute personne de troubler la perception de la dîme par des écrits, menaces, discours, voies de fait ou tout autre procédé, sous peine d'être pour-

(1) Rondonneau, t. I, 289 et *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XVI, p. 274. Ce décret fut suivi, le 23 juin, de lettres patentes royales défendant de troubler la perception de la dîme et ordonnant de la payer en nature, sauf exécution des abonnements. *Arch. nat.*, AD XVII, 40.

suivie comme perturbatrice du repos public. Si des attroupements se réunissaient pour empêcher la levée de la dîme, les municipalités seraient tenues, conformément au décret du 23 février 1790, d'employer tous les moyens de répression dont elles pourraient disposer et de se prêter mutuellement main-forte.

La perception des dîmes devrait se faire sous la surveillance des municipalités, et si les bénéficiers négligeaient d'exploiter leurs dîmes non affermées, elles seraient tenues de les régir ou de les donner à bail pour l'année 1790, et de rendre compte des produits aux directoires de districts.

Le 21 juin ⁽¹⁾, deux articles additionnels furent proposés, réglant la situation des dîmes possédées en France et à l'étranger par des bénéficiers et communautés français ou étrangers : celles possédées en France par des étrangers continueraient d'être exploitées pendant l'année 1790 comme par le passé : les assemblées administratives et municipales devraient s'abstenir, à l'égard de ces dîmes, de toute administration ou régie, édictée par le décret du 20 avril.

Quant à celles possédées à l'étranger par des Français, elles avaient un double régime : les bénéficiers qui les faisaient valoir par eux-mêmes continueraient de les exploiter, en 1790, comme par le passé, à charge de rendre compte de leurs produits aux directoires des districts où se trouveraient le manoir du bénéfice ou le chef-lieu de l'établissement. Les dîmes non exploitées directement par les bénéficiers titulaires le seraient par les directoires de districts ou, en attendant leur complète formation, par les municipalités des chefs-lieux de districts qui exploiteraient par elles-mêmes ou par des préposés.

L'application du décret du 18 juin ne fut pas des plus faciles : il ne se passa pas de jour, durant la seconde moitié de 1790, où l'Assemblée ne reçût la nouvelle de troubles graves occasionnés par le paiement de la dîme et du cham-

(1) Rondonneau, t. I, 295 et *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XVI, p. 396.

part (celui-ci continuait d'être levé jusqu'à son rachat définitif, décrété le 11 août 1789).

Ce furent un mémoire anonyme signalant des actes de brigandage à Asnan (Nièvre) et dans tout l'arrondissement de Clamecy ⁽¹⁾; un second venant de Lombez (Gers) avec le même objet ⁽²⁾, une supplique de la municipalité de Tulle ⁽³⁾; le 13 juillet, des nouvelles déplorables des départements de Seine-et-Marne et du Loiret ⁽⁴⁾; dans ce dernier, deux villes surtout se montraient rebelles au décret du 18 juin, Montargis et Nemours : on y avait dressé des potences pour ceux qui réclameraient des droits quelconques, et, chose plus grave, les officiers municipaux étaient suspects de négligence ⁽⁵⁾, voire même de complicité. En Seine et Marne, les paroisses de la Chapelle-la-Reine, Achères, Ury, Chevry sous le Bignon, étaient particulièrement troublées.

L'Assemblée s'émut vivement de ces mauvaises nouvelles; le rapporteur, de Broglie, demanda d'énergiques mesures, l'envoi des troupes de ligne sur les foyers d'agitation pour prêter main-forte aux gardes nationales, et le droit, pour le tribunal de Melun, de juger en dernier ressort ceux qui résisteraient plus longtemps.

Bien que juste, cette demande fut assez mal accueillie : Defermon, du tiers de la sénéchaussée de Rennes, objecta l'impossibilité de sanctionner une juridiction sans appel. Bordier et Dupont de Nemours, tous deux députés du bailliage intéressé, trouvèrent ces mesures trop draconiennes, et représentèrent que l'envoi de troupes ne ferait qu'irriter davantage

(1) Sagnac et Caron, *op. cit.*, p. 650. *Arch. nat.*, D XIV, 8.

(2) *Ibid.*, p. 652. *Ibid.*, D XIV, 4.

(3) *Ibid.*, p. 666. *Ibid.*, D XIV, 3.

(4) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XVII, p. 481.

(5) Voir à ce propos les doléances adressées à l'Assemblée Nationale par le directoire du département du Lot, le 22 septembre 1790 :

« Ce qui nous afflige le plus, Messieurs, ce qui rend surtout le mal dangereux, c'est qu'en plusieurs endroits les officiers municipaux sont ou les secrets moleurs, ou les complices, ou les témoins indifférents, des troubles dont nous sommes forcés de vous présenter le tableau ». Sagnac et Caron, p. 661, *Arch. nat.*, D XIV, 5.

les populations, et que, d'ailleurs, pas plus les troupes de ligne que les gardes nationales, ne consentiraient à tirer sur leurs concitoyens. Dupont supplia « que l'on ne frappât pas trop durement sur des gens égarés ».

On s'éleva beaucoup aussi contre une disposition du projet qui permettait d'informer contre les officiers municipaux. Aussi de Broglie dut-il en modifier la rédaction, et ce n'est qu'à ce prix qu'il put être voté. Il attribuait aux tribunaux ordinaires la connaissance des infractions au décret du 18 juin; l'appel était permis. Une disposition spéciale visait les officiers municipaux qui négligeraient de remplir leurs fonctions à cet égard. Les redevables, mais seulement après avoir payé leurs dîmes, pourraient adresser, s'il y avait lieu, des réclamations touchant la perception. Enfin le Roi était prié d'adjoindre des troupes de renfort aux gardes nationales sur la réquisition des municipalités, ou des directoires des départements et de districts ⁽¹⁾.

Ces mesures devaient être lues, publiées et affichées dans toutes les paroisses sujettes à la dime et autres droits visés.

Le décret du 13 juillet n'apporta pas le calme que ses auteurs auraient souhaité. Quelques jours plus tard, la question des dîmes se présenta à nouveau, non moins grave et non moins pressante. L'Assemblée se heurtait à des difficultés de plus en plus grandes; le 31 juillet, Malouet était venu dénoncer deux écrits, l'un intitulé : « C'en est fait de nous », et signé Marat; l'autre : « Les Révolutions de France et de Brabant », signé Camille Desmoulins; ils excitaient le peuple contre les lois et la Constitution et défendaient de payer aucun impôt royal ou autre. Le danger était tel que l'on décréta en hâte, le 2 août, de poursuivre l'auteur du premier de ces écrits ⁽²⁾.

Dans le Loiret paraissait vers le même temps, en réponse

(1) Rondonneau, t. I, 338 et *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XVII, p. 82. Ce décret fut suivi de lettres patentes royales en juillet 1790 décidant qu'il serait informé par les tribunaux ordinaires contre les infractions. *Arch. nat.*, ADXVII, 40.

(2) Rondonneau, I, 360.

au décret du 13 juillet, la « Réponse des officiers municipaux des campagnes du Gâtinais aux administrateurs du département du Loiret », remise par le curé d'Echileuse, près Pithiviers, à une femme chargée d'en distribuer à toutes les municipalités : on y engageait le peuple à ne payer ni champart ni dime ; on y reprochait aux représentants de la Nation de n'avoir conservé ces droits que par intérêt personnel ; la potence était promise aux collecteurs, et cette menace avait été exécutée à Jouy dans la grange d'un officier municipal. En Périgord, elle allait l'être d'un jour à l'autre. En Lorraine, on brûlait et on pillait. M. de Macaye, rapporteur du Comité des recherches, annonçait que partout les campagnes étaient traversées par des hommes qui criaient : « Voici ce grand décret qui défend de payer dîmes et champart » ! Des mesures énergiques s'imposaient contre les fauteurs de désordres, car ce n'était qu'à la faveur de la paix que l'œuvre de l'Assemblée pourrait être durable.

On décréta le 3 août que tous les coupables seraient poursuivis et punis avec la dernière rigueur. Ordre était donné aux municipalités de faire détruire sans retard tous les signes d'insurrection et de sédition ⁽¹⁾.

Ce décret fut rigoureusement appliqué et les troubles diminuèrent assez notablement. A partir de cette date, l'Assemblée n'eut plus à sévir contre ceux qui voulaient empêcher le paiement de la dime. Mais elle eut à intervenir dans plusieurs affaires, assez graves aussi, puisqu'il ne s'agissait rien moins que de détourner les produits des biens ecclésiastiques et des dîmes des caisses des districts où le décret du 20 avril avait expressément décidé qu'ils seraient versés : plusieurs communautés religieuses, chapitres ou bénéficiers, avaient intenté des poursuites contre leurs fermiers pour les forcer à verser les produits en question en d'autres mains que celles des receveurs des districts ; un décret du 18 septembre 1790 ⁽²⁾

(1) Rondonneau, I, 361, et *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XVII, p. 90. Ce décret fut suivi de lettres patentes royales, le 5 août 1790. *Arch. nat.*, ADXVII, 40.

(2) Rondonneau, I, 510.

déclara toutes ces poursuites illégales et proclama la nullité de tout jugement postérieur au décret du 20 avril qui tendrait à contraindre les fermiers à verser le produit de la dime ailleurs que dans les caisses des districts.

Ajoutons enfin que, désireuse d'en finir le plus vite possible avec la dime ecclésiastique, la Constituante vota, à la suite du décret du 23 octobre 1790, que nous retrouverons à propos des dimes inféodées, une disposition qui constitue l'article 22 du titre V de ce décret, aux termes de laquelle toutes les actions, soit contre les municipalités ou les communes, soit contre les particuliers, en paiement de la dime ecclésiastique des années 1789 et 1790, ou pour indemnité à raison des empêchements apportés à sa perception, qui se trouveraient pendantes devant les tribunaux sans avoir été jugées en dernier ressort, seraient réglées sans frais, sur un simple mémoire, par les directoires de départements sur l'avis de ceux de districts : ce n'est qu'au cas de contestation sur la quantité des fruits décimables, le mode, la quotité ou le fond du droit que les corps administratifs se borneraient à donner un avis, sauf ensuite aux parties intéressées à se pourvoir devant les tribunaux, si elles le jugeaient à propos.

CHAPITRE V

Tentatives de restauration de la dîme au XIX^e siècle.

Sous la Convention. — Le décret du 20 avril 1790 causa une amère déception au clergé, surtout au haut clergé, peu disposé à se soumettre à une mesure qui lui enlevait des profits considérables. Mais comme il eût pu être dangereux de chercher immédiatement à éluder la loi, les bénéficiers se résignèrent à attendre une occasion plus favorable et, jusqu'en 1793, les représentants de la Nation n'eurent plus à s'occuper de la dîme ecclésiastique.

A la faveur des troubles qui retinrent d'un autre côté l'attention de la Convention ainsi que des administrations régionales et locales chargées d'assurer le respect des lois, il semble que les bénéficiers aient essayé de faire revivre leurs dîmes. La Convention crut nécessaire de déjouer ces tentatives en défendant d'exiger des colons ou métayers aucune des prestations supprimées en 1789-1790 : ce fut l'objet d'un décret du 22 octobre 1793 (1^{er} brumaire an II) ⁽¹⁾ qui contient interdiction absolue de les exiger ni recevoir soit en nature, soit en équivalent, et ce nonobstant toutes stipulations « tendant à faire revivre un régime justement exécré de tous les Français » ; tous les jugements non exécutés et procès commencés pour refus du paiement des droits en question étaient déclarés éteints et réputés non avenus ; néanmoins ce décret n'entendait pas faire répéter les sommes ou objets payés, pour raison de ces droits, avant sa publication.

(1) Roudonneau, t. IV, 2^e partie, p. 725.

L'effet rétroactif ne concernait donc ici que les baux postérieurs aux lois d'abolition de la dîme et contenant des stipulations relatives à cette prestation, mais nullement les paiements faits entre l'année 1791 et le 1^{er} brumaire an II. Mais comme cet effet rétroactif, même ainsi réduit, était contraire aux principes du droit, une loi du 27 brumaire an V le supprima pour les propriétaires qui, avant le 1^{er} brumaire an II, auraient inséré dans leurs baux une clause aux termes de laquelle une valeur séparée du prix des fermages leur serait payée en équivalent de la dîme. Le décret du 11 mars 1791, bien qu'interdisant aux propriétaires ayant passé des baux après le 14 avril 1790, de réclamer de leurs fermiers, sous-fermiers et colons la valeur de la dîme, faisait exception pour le cas où cette réclamation serait une clause expresse du bail, et dans ce cas la loi du 27 brumaire an V permettait aux propriétaires d'exiger le paiement de cette valeur mais sans intérêts.

Sous la Restauration. — Mais ce fut surtout sous la Restauration qu'on put croire à un retour de la dîme. Les premiers actes de Louis XVIII indiquèrent suffisamment ses intentions. Beaucoup de curés ne ménagèrent pas les menaces contre les détenteurs de biens nationaux qui avaient autrefois fait partie de leurs cures : ils firent entrevoir la probabilité d'une réaction prochaine et conseillèrent à ces détenteurs de se dessaisir de suite afin d'éviter des difficultés. Pour la dîme, il en fut de même et ils firent un cas de conscience à leurs paroissiens de la payer comme par le passé : dans plusieurs régions même, notamment en Vendée, les habitants se montrèrent tout à fait favorables à ce retour à l'Ancien Régime ; ailleurs, il n'en fut pas de même et on accueillit avec enthousiasme la rentrée de Napoléon, tant on était inquiet des suites probables de la restauration des Bourbons ⁽¹⁾.

L'acte additionnel du 22 avril 1815 maintint l'abolition de

(1) Voir notamment : Abbé Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. II, p. 264.

la dîme : la raison de cette promesse était d'ailleurs plutôt la nécessité d'assurer le succès de l'acte additionnel que la crainte, chez son auteur, d'un rétablissement de la dîme.

Revenu au pouvoir, Louis XVIII reprit son ancienne politique. Fouché et Talleyrand, dont les noms rappelaient trop la Révolution, furent éloignés au bout de trois mois ; le Roi se créa un entourage ultra-royaliste, par lequel il ne tarda pas à se laisser dominer entièrement. Il essaya d'ailleurs de tromper l'opinion : on lit, en effet, dans la proclamation qu'il adressa aux Français le 28 juin 1815 : « On a parlé dans ces derniers temps du rétablissement des dîmes et des droits féodaux. Cette fable, inventée par l'ennemi commun, n'a pas besoin d'être réfutée. On ne s'attend pas à ce que le Roi de France s'abaisse jusqu'à repousser les calomnies et les mensonges ! » (1).

Néanmoins, le moment était propice au clergé pour recommencer ses tentatives : elles ne furent plus dissimulées et localisées comme précédemment, mais générales et officielles ; une des principales formes sous lesquelles se manifesta cette réaction fut la réimpression des catéchismes qui avaient été en vigueur avant la Révolution.

En 1806, avait paru le catéchisme de Napoléon qui fut, pendant sept ans, le seul admis dans l'enseignement public. Mais avec l'empereur disparut son catéchisme. On eût pu le conserver en éliminant ce qui concernait Bonaparte et sa famille, mais les prélats ne laissèrent pas échapper l'occasion de prendre une revanche éclatante : pour des motifs plus ou moins valables, ils proclamèrent l'infériorité du catéchisme impérial et, de toutes parts, on fit réimprimer ceux qui étaient admis vingt-cinq ans avant, même dans les diocèses supprimés soit en 1790, soit en 1801.

L'évêque de Bayonne entr'autres, Mgr Loison, qui, en 1807, avait ordonné la publication du catéchisme « à l'usage

(1) De Vulabellé, *Histoire des deux Restaurations*, 1860, t. III, p. 253.

de toutes les églises de l'Empire français pour être seul enseigné dans son diocèse », tint, en 1814, un langage absolument contraire ⁽¹⁾ :

« Nous avons intérieurement senti, dit-il à cette date, les » imperfections du catéchisme publié par toute la France en » 1806, et combien il eût été préférable de laisser continuer » l'enseignement de ceux qui étaient en usage dans les diver- » ses parties de notre diocèse; mais leur réimpression ne » dépendait pas de nous, et dans ces jours mêlés de violence » et d'espoir, il nous a fallu céder à l'autorité qui s'était for- » tement prononcée, pour ne pas lui fournir de prétexte à » rompre de nouveau les liens de l'unité; il ne convenait » point alors de paraître lui prêter de projets dangereux » pour notre sainte religion. Aujourd'hui qu'il nous est libre » de supposer que des copies informes ont altéré ce qui » avait été soumis à l'autorisation du légat du Saint-Siège et » que des articles étrangers à la foi chrétienne y ont été ajou- » tés, nous profitons avec empressement de la liberté de notre » ministère, et, à ces causes, nous avons prohibé et prohi- » bés dans notre diocèse l'enseignement du catéchisme dit » de l'Empire, et ordonnons à tous curés, vicaires, maitres, » maitresses d'écoles, et généralement à quiconque est chargé » de l'instruction chrétienne, de se servir à cet effet des caté- » chismes en usage avant 1806 dans les contrées qu'ils habi- » taient ».

Cinquante catéchismes environ, composés avant 1789, furent ainsi réimprimés à partir de 1814, avec l'approbation expresse ou tacite des évêques et vicaires généraux ⁽²⁾. Quelques-uns même eurent deux, trois et jusqu'à cinq éditions nouvelles. On prévoit facilement le contenu de ces catéchismes : obéissance aux seigneurs des paroisses, paiement de la dîme, et même retour au régime féodal. En général,

(1) Extrait de la *Chronique religieuse*, t. V, 1820. Bibl. nat., Ld⁴ 4431.

(2) *Des catéchismes qui recommandent le paiement de la dîme, et de leur réimpression sous l'empire de la charte*, par M. G., février 1822.

l'obligation de payer la dîme formait un commandement spécial ainsi conçu :

« Hors le temps noces ne fera
Payant la dîme justement ».

Elle se trouvait principalement dans les catéchismes suivants :

1° Catéchisme en faveur de la jeunesse du diocèse de Besançon, réimprimé en 1814.

2° Catéchisme du dernier concile d'Avignon, réimprimé en 1815.

3° « Instruction familière », réimprimée à Marseille en 1815 avec permission du vicaire général des diocèses d'Aix et Arles.

4° Catéchisme de Béziers, réimprimé en 1814.

5° Catéchisme du diocèse de Montpellier, qui eut trois éditions en 1815 à Montpellier, avec autorisation de Mgr Fournier, évêque.

6° Catéchisme du diocèse de Montauban, avec l'approbation de l'évêque de Cahors, Mgr de Grainville.

7° Catéchisme d'Auch, réimprimé en 1814, qui signale comme violateurs de la loi de l'Eglise ceux qui ne paient qu'une partie de la dîme, qui choisissent ce qu'ils ont de plus mauvais pour l'acquitter ou qui refusent de la payer selon l'ancienne coutume.

8° Catéchisme du diocèse de Tarbes, réimprimé en 1814 avec l'approbation de Mgr Loison, évêque de Bayonne.

9° Catéchisme du diocèse d'Oléron, réimprimé à la même date et avec la même autorisation, et traduit en gascon et en basque, afin de mettre l'ancienne doctrine à la portée des gens de la campagne.

10° Catéchisme de Soissons, réimprimé en 1820.

11° Catéchisme du Puy, réimprimé en 1814, avec permission de Mgr Mailhet-Vachères, vicaire général du diocèse de Saint-Flour, qui ordonne de payer la dîme « avec fidélité et reconnaissance » !

Le mouvement, on le voit, fut assez général; aucune mesure répressive ne fut prise, et il n'est pas douteux que beaucoup de paroissiens faciles à intimider préférèrent obéir aux injonctions — d'ailleurs injustifiables — de l'autorité ecclésiastique plutôt qu'à des lois que le gouvernement mettait fort peu d'empressement à faire respecter :

« Pourvoir à la subsistance des pasteurs est une obligation » stricte et sacrée, disait l'auteur d'une brochure de protestation, mais le mode de le faire peut varier, et quand des » évêques dans leurs catéchismes, des prêtres dans leurs » instructions impliquent l'obligation de payer la dîme qui » est légalement abolie, c'est une concussion. Si cette tentative criminelle est soufferte, il faut en déduire que les » magistrats chargés de surveiller l'ordre public ignorent ce » que tout le monde sait, ou que certains hommes sont claudestinement privilégiés pour braver l'autorité souveraine » et arriver au rétablissement de tous les privilèges ».

QUATRIÈME PARTIE

Aperçu sur les dîmes inféodées.

CHAPITRE PREMIER

Origine des dîmes inféodées.

Bien qu'ayant limité notre étude à la dime ecclésiastique, il nous a paru impossible de passer complètement sous silence les dîmes inféodées, matière à la fois très voisine et très éloignée de la nôtre et dont l'intérêt n'est pas moindre pour cette double raison.

Jusqu'ici nous avons vu les dîmes entre les mains des bénéficiers ecclésiastiques de tous rangs ; mais elles avaient encore d'autres titulaires. On appelait dîmes inféodées celles qui étaient possédées à titre de fiefs par des laïques à charge de foi et hommage envers d'autres laïques ou des ecclésiastiques, car peu importait la qualité du seigneur du fief : nous disons « par des laïques », car c'était le cas de la plupart des dîmes inféodées (et c'est pourquoi on les groupe toutes parfois sous le terme de dîmes laïques), mais elles pouvaient appartenir à des ecclésiastiques, lorsque, possédées originellement à titre de fiefs par des laïques, elles passaient à l'Eglise par vente ou donation.

Il importe, avant tout, dans une étude des dîmes inféo-

dées, de rechercher leur origine : c'est par elle, en effet, que nous nous expliquerons plus tard la plupart des caractères de ces dîmes. Cette question a été très discutée, surtout lorsqu'il s'est agi, à la fin du XVIII^e siècle, de statuer sur le sort des dîmes.

Nous pouvons ramener à deux les nombreuses théories relatives à cet objet : l'une attribue aux dîmes inféodées une origine romaine, l'autre une origine ecclésiastique.

La première est surtout celle de Guy Coquille dans son *Commentaire de la coutume du Nivernais* (titre XII). Nous la trouvons aussi chez Drapier ⁽¹⁾, chez Thomassin ⁽²⁾; elle est encore soutenue par Lemaire, dans le *Traité* qu'il publia sur les dîmes en 1731 ⁽³⁾, et par Millon de Montherlan, député du bailliage de Beauvais, à la tribune de la Constituante en septembre 1789, dans sa réponse au projet de rachat des dîmes présenté par Dupont de Nemours ⁽⁴⁾.

D'après cette théorie, les dîmes inféodées auraient été, à l'origine, des droits purement temporels dérivant des dîmes en nature que les Romains exigèrent des peuples vaincus par eux; les rois Francs, après avoir conquis les Gaules, y trouvèrent cette imposition qu'ils conservèrent à leur profit et à celui des seigneurs.

Ceci paraît difficilement soutenable; une double objection s'impose dès le début : comment expliquer, dans ces conditions, les censures répétées de l'Eglise contre les inféodations de dîmes ? et comment les seigneurs auraient-ils souffert qu'on les assujettît au paiement de portions congrues ou de réparations (auxquelles les dîmes inféodées étaient subsidiairement sujettes) ou à l'acquittement fréquent de redevances envers les curés ?

Telle n'est d'ailleurs pas la seule objection à faire : cette théorie prend à tort comme base la conservation par les rois

(1) Drapier, *Recueil des principales décisions sur les dîmes*, t. III, chap. XIX, § 1.

(2) Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, III^e parl., chap. XI, § 14.

(3) Lemaire, *Traité des dîmes*, t. I.

(4) Arch. parl., 1^{re} série, t. IX, p. 172.

Francs, de l'ancienne organisation impériale romaine et notamment des impôts. Si les impôts romains furent maintenus par les Mérovingiens, ils ne leur survécurent que peu, en tant que système général d'impôts s'appliquant à tous. L'administration nouvelle ne put les maintenir comme les Romains les avaient établis : elle laissa les immunités s'accroître démesurément et elle imprima à l'impôt un caractère tout nouveau : il ne représenta plus la part de chacun dans les dépenses de l'Etat, mais le revenu propre du roi. A l'époque carolingienne, cette transformation est complète et les anciennes taxes ne subsistent plus guère qu'à titre de redevances purement locales ⁽¹⁾.

Il semble donc difficile de soutenir que les dîmes inféodées puissent dériver de l'ancienne dîme romaine, simple tribut imposé par le vainqueur aux vaincus. D'ailleurs l'origine des plus anciennes des dîmes laïques ne paraît pas devoir remonter au delà du ^{viii}^e siècle, et à cette époque, il y avait deux siècles et demi que les Francs s'étaient définitivement établis

(1) Les monarques Francs cherchèrent, semble-t-il, à maintenir l'organisation fiscale romaine : mais ils n'y parvinrent pas, en raison même de la force de cette organisation, très peu compatible avec la faiblesse du régime politique de cette époque, faiblesse résultant de l'absence complète de la notion d'Etat, très solidement ancrée au contraire dans l'Empire romain.

Nous retrouvons bien, à l'époque mérovingienne, la *capitatio humana* et la *capitatio terrena*, mais transformées : d'impôts de répartition — ce qui permettait de faire varier la cote de chacun suivant les besoins de l'Etat — elles étaient devenues des impôts de quotité, ce qui rendait très difficile toute augmentation de cote individuelle. Cette transformation n'était qu'une conséquence inévitable de cette absence de la notion d'Etat dont nous venons de parler : l'impôt était beaucoup plus la ressource personnelle du roi — qui considérait le pouvoir royal comme sa propre chose — que la contribution de chacun au fonctionnement de services publics d'Etat, comme c'était le cas sous l'Empire romain et comme c'est le cas de nos jours : tellement même que ces ressources des rois Francs consistaient beaucoup plus en dons de leurs sujets, en réquisitions ou en produits des domaines royaux, des *villæ*, qu'en impôts proprement dits, et que si les impôts directs romains continuèrent à être levés — même transformés — par les Mérovingiens, ils ne purent subsister sous les Carolingiens, au moins comme système d'impôt direct général ; on ne les rencontre plus alors que sous forme de taxes locales, de redevances coutumières. Et ce résultat fut d'autant plus facilement obtenu que la population franque était plutôt hostile à tout système d'impôt fortement organisé, et spécialement d'impôt personnel, qu'elle considérait comme une humiliation, et que la population romaine voyait sans aucun regret disparaître ce souvenir gênant de l'ancien Empire.

en Gaule : on ne voit donc pas comment, avec un tel intervalle, ces dîmes pourraient dériver de l'institution romaine.

Certains poussent même cette conception jusqu'à prétendre que beaucoup de dîmes ecclésiastiques, sinon la plupart d'entre elles, furent originairement des dîmes appartenant à des laïques qui abandonnèrent leurs terres à charge de cette redevance : ils expliquent les différentes quotités de dîmes par les diverses conventions que les seigneurs firent avec ceux auxquels ils cédèrent leurs terres : puis, ces droits ayant été donnés à l'Eglise, celle-ci en jouit comme ils étaient établis.

D'autres vont même encore plus loin et pensent que si les laïques ont usurpé plusieurs dîmes ecclésiastiques, les ecclésiastiques en ont fait autant à l'égard des laïques, qui auraient été dépossédés par suite de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de prouver l'inféodation de leurs dîmes.

Tout ceci est contraire aux canons des conciles comme aussi aux premiers textes de lois relatifs à la dîme, d'où il résulte que la dîme ecclésiastique est antérieure aux dîmes laïques, et que, par suite, ces dernières n'ont pu servir d'origine à la première.

Quant aux différences de taux, elles ne paraissent nullement provenir de conventions : on les explique très facilement, nous l'avons vu, par les abus qui se produisirent un peu partout dans le paiement de la dîme : originairement payée au dixième des récoltes, elle fut peu à peu refusée par les uns, acquittée partiellement par les autres ; l'autorité ecclésiastique et le pouvoir temporel de son côté s'attachèrent beaucoup plus à soumettre tous les redevables à l'acquittement de la dîme qu'à relever et uniformiser son taux ; il leur fut difficile d'obtenir davantage et c'était déjà beaucoup de transformer une prestation volontaire en taxe obligatoire. Ainsi se formèrent des usages qui eurent bientôt force de loi.

C'est également par des abus — mais ici de la part des bénéficiaires des dîmes — que s'établirent les quotités supérieures au dixième : elles étaient d'ailleurs assez rares.

La seconde théorie attribue au contraire aux dimes inféodées, ou au moins à la plupart d'entre elles, une origine ecclésiastique. Elle rallie la majorité des auteurs, et notamment Guyot ⁽¹⁾, de Ferrière ⁽²⁾, Rozet, dans un Traité paru en 1790 sous le titre de « Véritable origine des biens ecclésiastiques », et surtout Lanjuinais, auteur d'un mémoire très complet et très bien documenté sur les dimes de toute nature ⁽³⁾.

Les dimes inféodées seraient d'anciennes dimes ecclésiastiques passées aux laïques dans des circonstances assez nombreuses :

1° Beaucoup d'entre elles furent cédées à titre de fiefs aux seigneurs (avec le consentement de l'Eglise, mais bien souvent aussi en dehors d'elle), par Charles Martel et ses successeurs, à charge pour eux de défendre l'Eglise contre ses ennemis, ou comme récompenses de services rendus dans la guerre contre les Sarrasins. En raison des difficultés considérables avec lesquelles il se trouva aux prises à cette époque, le pouvoir temporel se crut fondé à recourir au patrimoine ecclésiastique. Charles Martel et Pépin le Bref, dans des temps particulièrement troublés, y virent un moyen de s'assurer des aides précieuses, et après eux Louis le Débonnaire et ses fils, au milieu des guerres civiles, y eurent encore recours. Mais ces concessions, qui ne résultaient en somme que d'usurpations déguisées, n'étaient très certainement faites qu'à titre temporaire, sans quoi elles eussent été des ventes et l'Eglise ne pouvait vendre ses biens : quelques-unes firent l'objet de restitutions de la part de Charlemagne ; mais dans beaucoup d'autres cas les bénéficiaires continuèrent à en jouir après le rétablissement de la paix, car nous voyons les conciles s'élever énergiquement contre la détention de ces dimes par des laïques ⁽⁴⁾.

(1) Guyot, *Rép. de jurispr.*, v^o Dixme.

(2) De Ferrière, *op. cit.*, l. I, p. 502.

(3) Lanjuinais, *Mémoire sur l'origine, l'imprescriptibilité, les caractères distinctifs des différentes dîmes, et sur la présomption légale de l'origine ecclésiastique de toutes les dîmes tenues en fief*, l. II, p. 71-112. — Voir aussi de La Poix de Fréminville, *op. cit.*, p. 66.

(4) Comme le montre M. Esmein (*op. cit.*, p. 162-163), les rois Francs se

2° D'autres dîmes furent librement données par l'Eglise, soit qu'elle voulût récompenser des services, soit que évêques ou abbés, pour s'attirer les bonnes grâces des donateurs ou satisfaire l'avidité de leurs parents et amis, aient ainsi disposé du patrimoine de l'Eglise.

Ce fut un des effets du relâchement de la discipline ecclésiastique aux x^e et xi^e siècles. Nous en trouvons notamment des preuves à cette époque dans les épîtres de Saint-Fulbert, évêque de Chartres : il signale dans l'une d'elles ⁽¹⁾ qu'un archidiacre de Paris avait ainsi donné les fruits décimaux de plusieurs paroisses même à l'insu de son évêque. Dans une autre épître ⁽²⁾, adressée à un évêque, il dit : « J'ai une extrême » douleur de voir que vous avez apostasié et perdu votre » première vertu : vous vous plaigniez autrefois que votre » prédécesseur donnait les autels aux laïques à titre de bien- » fait. Vous me conseillez aujourd'hui de faire la même » chose... ».

3° Les ecclésiastiques vendirent aussi des dîmes aux laïques : cette aliénation, toute singulière qu'elle puisse paraître puisqu'il était de règle, nous le savons, que l'Eglise ne

crurent autorisés, au cas de besoins pressants, à exercer un pouvoir supérieur de disposition sur le patrimoine ecclésiastique. Ce pouvoir paraît avoir été exercé dès Clovis, d'après le 3^e Concile de Paris de 556 (c. 1).

« Accidit etiam ut temporibus discordiæ sub permissione bonæ memoriæ domni » Clodovici regis res ecclesiarum aliqui competissent, ipsasque res improvisa » morte collapsi propriis hæredibus reliquissent ».

Charles Martel et Pépin le Bref en usèrent très largement pour s'assurer les services et les bonnes grâces des « Seniores » ; et plus tard, au ix^e siècle, Louis le Débonnaire et ses fils en firent autant à la faveur des guerres civiles de cette époque.

Mais, même lorsqu'elles eurent pour cause la nécessité d'avoir des ressources ou des troupes pour repousser les envahisseurs, ou pour partir en croisade, ces emprises du pouvoir séculier sur le patrimoine ecclésiastique n'en furent pas moins des usurpations, et l'Eglise protesta énergiquement pendant plusieurs siècles contre de telles pratiques. Quelques restitutions eurent lieu, mais peu nombreuses, et il fut décidé au Synode de Lestinnes, en 743, que les biens ainsi pris à l'Eglise seraient concédés aux laïques à titre de *precaria*, moyennant le paiement d'un cens, et à la double condition que les biens en question feraient retour à l'Eglise à la mort des concessionnaires, et que le consentement de l'Eglise serait dorénavant nécessaire pour rendre les concessions valables.

⁽¹⁾ Saint Fulbert, *Epist.*, 34.

⁽²⁾ *Ibid.*, *Epist.*, 88.

pouvait aliéner, fut une pratique très générale à l'époque que nous avons indiquée plus haut; elle fut même employée beaucoup plus tard, et consacrée par la jurisprudence : Gohard rapporte deux arrêts du Parlement de Paris rendus le premier en 1680 contre le curé d'Egny qui prétendait rentrer en possession de la moitié des dîmes de sa paroisse, vendue en 1489 au seigneur d'Egny par les religieux de Saint-Germain-d'Auxerre, sous prétexte que le seigneur était incapable d'acquérir des dîmes ecclésiastiques de leur nature; et le second, le 16 février 1686, dans une espèce semblable (1).

4° Quelques dîmes inféodées ont eu pour origine des échanges faits par les laïques d'une partie de leurs biens contre des dîmes ecclésiastiques : puisque les titulaires de ces dernières n'hésitaient pas à les donner et à les vendre, à plus forte raison devaient-ils les échanger, d'autant plus que cette opération pouvait servir à déguiser de véritables aliénations à titre gratuit ou à titre onéreux.

5° Enfin un grand nombre de dîmes furent purement et simplement usurpées par les laïques à l'Eglise, surtout aux x^e et xi^e siècles, à la faveur des troubles qui accompagnèrent le changement de dynastie et des désordres qui furent la principale cause de l'établissement du régime féodal : les seigneurs surtout quand ils étaient *advocati* ou vidames, n'hésitèrent pas à mettre la main sur les biens d'Eglise à leur convenance. Quelques-unes de ces dîmes furent restituées grâce aux menaces des conciles, mais il en resta un grand nombre entre les mains de l'aristocratie terrienne.

Les dîmes ecclésiastiques ainsi transmises aux laïques par vente ou donation ou par l'investiture des princes, et aussi celles qu'ils usurpèrent, furent par eux soit conservées, soit inféodées. Elles ne doivent donc en principe leur existence qu'à des abus ou à des violations du droit. Ce fut la cause des protestations qu'elles ne cessèrent de provoquer de la

(1) Gohard, *op. cit.*, t. IV. p. 211-218.

part de l'autorité ecclésiastique; les Conciles de Reims en 1049 et de Toulouse en 1056, et surtout Grégoire VII et le Concile de Rome en 1078, plus tard Urbain II et le Concile de Clermont en 1095 condamnèrent les usurpations commises et ordonnèrent aux laïques de restituer les dîmes ecclésiastiques en possession desquelles ils se trouvaient pour quelque cause que ce fût; quant aux sanctions, c'étaient celles dont l'Eglise pouvait disposer : excommunication et privation de sépulture chrétienne pour les laïques réfractaires, déposition pour les évêques donateurs. Alexandre III et le Concile de Tours en 1163 renouvelèrent ces menaces.

Quelques restitutions furent opérées, mais ne produisirent pas en général l'effet qu'on en aurait pu attendre, car elles ne furent pas faites aux églises qui avaient été dépouillées, les laïques préférant restituer aux chapitres et monastères qu'aux églises particulières, parce qu'ils pouvaient plus facilement obtenir de l'argent des premiers que des secondes, et aussi pour une raison plus noble, à cause de l'éminente piété des moines et chanoines, de la régularité de leur vie et des services qu'ils rendaient à l'Eglise. Le concile d'Avranches, en 1172, arriva au résultat cherché par un détour ingénieux qui permit de ne point contrarier la volonté des laïques auteurs des restitutions; il décida qu'elles pourraient être faites à d'autres corps ou communautés que ceux qui auraient été dépossédés, à la seule condition qu'elles le seraient à des personnes déterminées, à la mort desquelles les dîmes reviendraient de plein droit à leurs titulaires primitifs.

Mais ce fut surtout le Concile de Latran, de 1179, qui s'occupa de la question : tout en réitérant les menaces et sanctions des conciles précédents, il prit à l'égard des dîmes inféodées une décision extrêmement importante : oubliant à dessein le passé, il se borna à interdire toute aliénation, toute donation, toute inféodation pour l'avenir, et confirma dans leur possession les laïques qui détenaient des dîmes ecclésiastiques en vertu d'un titre antérieur à l'année 1179. La cause de cette décision fut probablement le peu de succès

des exhortations jusqu'alors employées : le clergé estima qu'il serait plus facile d'empêcher à l'avenir les infractions que d'obtenir des restitutions ; de plus, depuis que les dîmes étaient passées à des laïques, des transferts de propriété avaient certainement eu lieu ; beaucoup d'entre elles étaient aujourd'hui possédées de bonne foi, et c'eût été soulever de longues et graves difficultés que d'exiger des restitutions au détriment de droits acquis par des tiers.

Cette mesure, prise à l'égard des dîmes inféodées antérieures au Concile de Latran, devait avoir, nous le verrons, une conséquence de premier ordre en matière de preuve. Les abus diminuèrent, mais ne disparurent pas complètement, car nous voyons encore, au ^{xiii}^e siècle, saint Louis recommander aux laïques, par des ordonnances de 1228, 1267 et 1269, de restituer aux ecclésiastiques les dîmes qu'ils leur avaient usurpées ⁽¹⁾.

La théorie que nous venons d'examiner attribue donc une origine ecclésiastique à la plupart des dîmes inféodées, et c'est celle qui est le mieux d'accord avec les données que nous avons, notamment avec celles relatives aux charges de la dîme et au paiement de la portion congrue par les décimateurs laïques.

Mais il serait inexact de croire que tel était le cas de toutes ces dîmes. Plusieurs d'entre elles, sans remonter à la dîme romaine, n'ont jamais appartenu primitivement à l'Eglise, et il faut y voir des charges foncières de même nature que les champarts et agriers ⁽²⁾. Il est même probable que beaucoup

⁽¹⁾ *Mémoires du clergé*, t. III, tit. III, chap. I, p. 77.

⁽²⁾ Comme son nom l'indique, le champart (*campi pars*) était une redevance en nature d'une portion des fruits de la terre. Comme la dîme, il était généralement quérable sur le champ.

Le champart pouvait être soit conventionnel, lorsqu'il était stipulé en échange d'une concession de terres (et le bail à champart, comme le bail à cens, était une tenure roturière, avec cette différence que le cens se payait en espèces), soit seigneurial, lorsqu'il était perçu en dehors de toute convention, à titre de simple taxe, sous différents noms variant suivant les régions et les qualités auxquelles il se levait : terrage, quart, cinquain, neuvième, vingtain, etc.

Le champart seigneurial était la règle dans les pays non allodiaux où régnait la maxime « Nulle terre sans seigneur », c'est-à-dire où on présumait l'inféodation

d'entre elles ne furent jamais que des champarts auxquels on donna le nom de dimes, soit à cause de leur ressemblance avec la dime ecclésiastique, soit pour obliger les redevables à les payer plus exactement. De nombreux auteurs mentionnent la présence de telles dimes, et notamment Durand de Maillane, Guyot et Grimaudet ⁽¹⁾.

On groupe donc sous l'expression générale de « dimes inféodées » plusieurs catégories de dimes pourtant très différentes, au double point de vue de leur origine, puisque les unes avaient toujours été laïques tandis que les autres provenaient de l'Eglise, et de leur cause, car les unes étaient acquittées comme prix de concessions primitives de fonds et les autres ne représentaient qu'une simple imposition et non un prix de vente. L'emploi d'un même terme ne peut s'expliquer ici que par une nécessité de commodité, et il faut se mettre préalablement en garde contre la confusion de toutes ces sortes de dimes qui fut, comme nous le verrons prochain-

et où le seigneur du lieu percevait de plein droit le champart en reconnaissance de la directe, même sur les fonds qui n'avaient pas fait l'objet d'une concession de sa part. C'était aux propriétaires à prouver par titres l'allodialité de leurs terres. Dans les régions où régnait, au contraire, la maxime « Nul seigneur sans titre » (et dans ce cas étaient généralement les pays de droit écrit), c'était une présomption d'allodialité, et le fardeau de la preuve incombait au seigneur, qui ne pouvait exiger de devoirs ou de prestations quelconques qu'en produisant son titre d'inféodation : sauf la réserve de l'enclave, car il était en général admis que lorsqu'une terre était enclavée au milieu d'autres sur lesquelles un seigneur avait le domaine direct, elle pouvait être obligée, sans titre et jusqu'à preuve contraire, à des devoirs féodaux.

Les dimes auxquelles nous nous référons ici étaient des deux sortes : il y en avait qui n'étaient en réalité que des champarts conventionnels, soit que les baux aient été conclus moyennant le paiement d'une dime, soit que les champarts aient été dans la suite appelés dimes pour forcer les preneurs à les payer plus exactement, par analogie avec la dime ecclésiastique. Il y en avait aussi qui n'étaient que de simples taxes seigneuriales : car il est fort probable que, dans bien des endroits, la redevance exigée par le seigneur en reconnaissance de sa directe et en vertu de la maxime « Nulle terre sans seigneur », au lieu de porter le nom de « champart », portait celui de « dime » ; c'était une même chose sous deux appellations différentes.

⁽¹⁾ Durand de Maillane, *Les libertés de l'église gallicane commentées*, t. II, 698, et *Dict. de droit canonique et de pratique bénéficiale*, v^o *Dizme*. — V. aussi Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o *Dizme*, et Grimaudet, *Traité des dixmes*, liv. II, chap. vi.

nément, une des conséquences de l'édit de juillet 1708, et que la Constituante fit elle-même en déclarant sans distinction toutes les dîmes inféodées rachetables ; elle fut fatalement amenée à distinguer entre elles dès qu'elle pénétra davantage dans l'étude de la question.

CHAPITRE II

Nature et caractères des dîmes inféodées.

Une dîme pouvait donc faire l'objet d'une inféodation absolument comme une terre ou un droit immobilier quelconque ; on lui appliquait alors les règles généralement en vigueur pour les fiefs.

La concession du droit de dîme donnait lieu à un contrat solennel entre le seigneur et le vassal, entraînant des obligations à la charge des deux parties : le vassal, en échange de la jouissance du droit concédé, devait au seigneur la foi et hommage avec toutes les obligations qui en dérivaien^t ; de son côté, le seigneur devait à son vassal protection et loyauté ; la sanction était d'un côté la commise du fief, de l'autre, la rupture du lien féodal.

On doit appliquer aux dîmes inféodées les mêmes principes qu'aux fiefs en matière de patrimonialité. Les fiefs dérivent des bénéfices de la monarchie franque, concessions ordinairement viagères et strictement attachées à la personne ; mais dès que le bénéfice devint fief, l'hérédité fut de règle ; ce résultat commence à apparaître au ^x^e siècle et est pleinement acquis au ^{xi}^e. Il en fut de même pour les dîmes inféodées, dont la transmission héréditaire donna également lieu, au profit du seigneur, à l'exercice du droit de relief pour compenser les effets de l'hérédité à son égard, mais seulement en ligne collatérale ⁽¹⁾.

(¹) Ce droit était dû à l'origine par tous les héritiers ; puis l'exemption en fut peu à peu acquise aux descendants et aux ascendants, et, dès le ^{xiii}^e siècle, le relief n'était plus dû que par les collatéraux.

Il en fut de l'aliénabilité comme de l'hérédité : le bénéfice primitif était inaliénable à titre gratuit ou onéreux, sauf le cas de consentement du seigneur. Le fief définitivement constitué fut aliénable, et ce fut toujours un prétexte à dédommagements pécuniaires pour le seigneur : droits de quint, au cas de vente, de relief, au cas d'aliénation à titre gratuit, et faculté pour le seigneur, en usant du retrait féodal, de ramener le fief à lui en écartant l'acquéreur moyennant remboursement du prix de son acquisition, sauf l'exception que nous verrons plus loin.

Tout cela s'appliquait aux dîmes inféodées, et, du fait qu'elles étaient possédées à titre de fiefs découlaient d'importantes conséquences qui leur donnaient une nature et des caractères très différents de ceux de la dime ecclésiastique. Nous avons déjà eu l'occasion de faire pressentir ces différences ⁽¹⁾ que l'on peut classer en trois groupes :

1° Tandis que pour la dime ecclésiastique il ne pouvait être question d'hérédité ni de patrimonialité, nous savons que ces deux principes s'appliquaient aux fiefs et, par suite, aux dîmes inféodées. Il en résulta un assez grand morcellement de ces dernières, car la règle primitive de l'indivisibilité héréditaire et du droit d'aînesse ne subsista pas sans transformations ⁽²⁾. Il est vrai qu'un semblable résultat se produi-

(1) Voir le discours de Chasset à la Constituante, au nom du Comité des dîmes, du 9 avril 1790. Chasset objecte cette différence de nature à ceux qui se prévalaient du rachat décrété pour la dime inféodée, pour faire appliquer la même mesure à la dime ecclésiastique.

(2) Le droit d'aînesse fut le moyen d'assurer, dans l'intérêt du seigneur, l'indivisibilité du fief : il valait mieux un seul vassal, puissant et riche, que plusieurs entre lesquels le fief et ses produits se seraient partagés.

Tel fut le premier état du droit, mais c'était peu conforme au principe de la patrimonialité des fiefs qui se répandit de plus en plus à partir du x^e siècle, puisque les puînés et les filles (car le droit d'aînesse excluait les filles) se trouvaient absolument sacrifiés. Et la coutume, en général, ne maintint pas par la suite le droit d'aînesse absolu : elle admit les puînés et les filles à la succession, tout en laissant à l'aîné un certain avantage sous forme de préciput.

On n'arriva d'ailleurs pas d'un seul coup à la divisibilité héréditaire du fief, mais en passant par le système de la tenure en parage qui permettait à l'aîné de venir seul à hommage au seigneur pour tout le fief, ses frères et sœurs tenant leurs droits de lui-même, mais qui fut généralement abandonné à partir du xiii^e siècle,

sit pour les dîmes ecclésiastiques, mais la cause en fut toute autre, comme nous l'avons vu.

Il était de règle que l'Eglise n'aliénait pas les biens qu'elle avait acquis ; si le contraire se produisit parfois, ce fut à la faveur de troubles et dans un temps où la discipline ecclésiastique se relâcha. Rien de tel pour les dîmes inféodées : ici, l'aliénabilité fut la conséquence inévitable de la patrimonialité.

Ces dîmes étaient donc dans le commerce et il faut logiquement en déduire :

A. *Qu'elles étaient prescriptibles.* — Mais quelle était ici l'étendue des effets de la prescription ? Dans les rapports entre deux décimateurs, elle ne pouvait faire acquérir la dime à l'un d'eux au détriment de l'autre que si tous deux étaient laïques, et elle opérait alors par le délai normal de trente ans. Si l'un des deux était ecclésiastique, le laïque ne pouvait acquérir contre lui par prescription, parce qu'il était en principe incapable de posséder un bien ecclésiastique par sa nature. La réciproque n'était d'ailleurs pas vraie, au moins pour les dîmes inféodées d'origine ecclésiastique, et elles pouvaient être prescrites par le décimateur ecclésiastique contre le laïque par trente ans, ou par dix et vingt ans avec juste titre et bonne foi.

Dans les rapports entre décimateurs et décimables, la prescription opérait par rapport à la quotité, c'est-à-dire qu'elle acquérait aux décimables le droit de payer la dime à tel ou tel taux. Mais pouvait-elle les en décharger complètement ? Nous avons tranché la question dans le sens de la négative pour la dime ecclésiastique ; mais pour les dîmes inféodées, elle a été très controversée. L'opinion la plus répandue estime que l'exemption totale du droit de dime par prescription était aussi impossible à l'encontre d'un décimateur

car il était plutôt désavantageux pour les seigneurs : la division du fief existant quand même en fait, il valait mieux pour eux en avoir tous les héritiers pour vassaux directs.

Telles furent les transformations de l'ancienne règle de l'indivisibilité des fiefs, au moins des fiefs non titrés, car ceux-ci demeurèrent indivisibles.

inféodataire ; c'est l'avis de Gohard ⁽¹⁾, qui rapporte dans ce sens des arrêts du Parlement de Paris des 20 mars 1702 et 11 juillet 1703, ce dernier contre les habitants de la paroisse de Saint-Marcellin pour le sieur et la dame de Chavagnac. C'est encore l'avis de Henrys ⁽²⁾, et on en donnait comme raison que les dîmes inféodées ayant pour origine les dîmes ecclésiastiques devaient jouir des mêmes prérogatives.

L'opinion contraire est soutenue par Claude de Ferrière ⁽³⁾, et il en donne pour raison que les dîmes inféodées étant possédées comme des biens purement temporels, patrimoniaux et héréditaires, elles devaient se prescrire par trente ans comme tous les biens qui sont dans le commerce. Mais il ne nous semble pas qu'il y ait lieu d'appliquer en cette matière une règle différente de celle communément appliquée aux redevances seigneuriales, lesquelles étaient imprescriptibles ⁽⁴⁾.

B. *Qu'elles étaient saisissables.* — Il faut y voir la conséquence nécessaire de leur caractère de « choses dans le commerce », d'ailleurs la raison qui faisait obstacle à la saisissabilité de la dîme ecclésiastique, la raison alimentaire, n'existait pas ici.

Les dîmes inféodées étant librement aliénables, elles pouvaient être vendues à l'Eglise : elles lui étaient aussi acquises autrement, soit par restitution pure et simple, soit par prescription. Au cas de vente, ni le seigneur ni les parents du vendeur ne pouvaient les retirer par retrait soit féodal, soit lignager et on justifiait cette solution en disant que ces dîmes reentraient là d'où elles n'auraient jamais dû sortir ⁽⁵⁾. De même le Trésor royal ne percevait aucun droit d'amortissement car ce n'était pas une acquisition pour l'Eglise, mais une simple restitution ⁽⁶⁾. Ces solutions étaient parfaitement

⁽¹⁾ Gohard, *op. cit.*, t. IV, p. 240-242.

⁽²⁾ Henrys, *op. cit.*, p. 12.

⁽³⁾ Cl. de Ferrière, *op. cit.*, t. I, p. 502.

⁽⁴⁾ Et c'était une conséquence de la maxime : Nulle terre sans seigneur.

⁽⁵⁾ Ceci est confirmé par Chopin dans son *Traité du domaine*, liv. III, n. 16, ainsi que par un arrêt du Parlement de Paris du 4 août 1695 rapporté par Gohard.

⁽⁶⁾ Gohard, *op. cit.*, t. IV, 211 à 218.

logiques pour les dîmes d'origine ecclésiastique, mais nullement pour les autres : c'est donc à tort que la coutume assimila entre elles toutes les dîmes inféodées.

La rétrocession à l'Eglise d'une dîme qui lui avait originairement appartenu lui rendait-elle son caractère de dîme ecclésiastique? Cette question était importante à résoudre, en raison même des différences de nature entre les deux sortes de dîmes. En général, on distinguait, suivant que la rétrocession avait lieu au profit de l'église de la paroisse où se percevait la dîme ou à celui d'une autre église, d'un corps ou d'une personne ecclésiastique étrangers à cette paroisse. Dans le premier cas la dîme reprenait son ancien caractère, car il se faisait en quelque sorte un retour au droit commun; dans le second elle conservait sa qualité de dîme inféodée. Le Parlement de Paris en avait ainsi jugé dans un arrêt du 27 juillet 1684 rendu contre l'église paroissiale du Mesnil-Saint-Denis, diocèse de Chartres, et condamnant ses marguilliers à rendre au seigneur du lieu foi et hommage pour une dîme inféodée qu'ils avaient achetée dans l'étendue de sa seigneurie, mais en dehors de la paroisse. Cette solution, logique en somme, est également adoptée par Catelan qui rapporte l'arrêt en question⁽¹⁾.

2° Une seconde différence, fort importante, entre les deux sortes de dîmes, existait en matière de preuve. Le décimateur ecclésiastique n'avait aucune preuve à faire pour établir son droit; il lui suffisait de montrer son clocher. Tout autre possesseur de dîme devait, au contraire, prouver la légitimité de sa possession.

On s'explique facilement cet état de choses : la dîme ecclésiastique était, pour ainsi dire, de droit commun; elle constituait la rémunération du culte, et partout où celui-ci était célébré, il devait y avoir une dîme : le clocher en était la preuve. Rien de tel pour la dîme inféodée, qui était l'exception; comme tous les autres droits féodaux, elle

(¹) Catelan, *op. cit.*, liv. I, chap. xxxviii.

dérivait ou devait dériver de titres de propriété qui en justifiaient seuls le paiement et que leurs bénéficiaires pouvaient toujours être contraints de produire.

Comment l'inféodation pouvait-elle être établie ? La production d'un titre était en principe nécessaire et ce titre devait être antérieur à 1179, puisque le Concile de Latran avait confirmé dans leur possession tous ceux qui se trouvaient alors en jouissance de dimes inféodées, en vertu d'un titre régulier, et prohibé pour l'avenir toute transmission nouvelle de dimes par l'Eglise à des laïques. Mais, dans bien des cas, il était impossible d'y satisfaire, un grand nombre de titres ayant été détruits pendant les troubles si fréquents aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, et surtout pendant la guerre de Cent ans. On y suppléa en exigeant la preuve d'une possession immémoriale : cela résulte notamment de la Coutume du Nivernais : « Gens laïcs s'ils ont possédé de droit de dixme » par temps immémorial, la dite inféodation est présumée, et » en montrant icelle possession immémoriale et alléguant » icelle inféodation, ils obtiennent possessoirement et pétitoirement le dit droit ainsi que s'ils montraient icelle » inféodation » (1).

Mais une controverse assez vive fut ici soulevée : alors que certains auteurs se contentaient d'une possession immémoriale, plusieurs autres exigeaient, en outre, des actes de foi et hommage, aveux et dénombrements susceptibles de faire présumer des titres de propriété antérieurs à 1179, sous prétexte que les laïques, ne possédant pas les dimes de droit commun, ne pouvaient les détenir que par privilège et nullement les prescrire par quelque temps que ce fût. C'est l'avis de la plupart des auteurs et aussi du Parlement de Paris, comme en témoignent quelques arrêts, notamment celui du 11 mars 1711 rendu contre M. de Beaumanoir au profit du curé de Louverné, près Laval, quoiqu'il alléguât une possession de plus de 125 ans ; et celui du 26 juillet 1726 rendu

(1) *Cout. du Nivernais*, chap. xii, art. 7. — Voir aussi de Ferrière, *op. cit.*, t. I, 502, et Henrys, *op. cit.*, p. 13.

contre le sieur de Vernilles pour le curé de Sévillet en Bourbonnais dans des conditions identiques ⁽¹⁾.

Les conditions ainsi exigées pour établir les inféodations ne furent pas sans soulever de graves difficultés; beaucoup de titulaires de dîmes pouvaient bien établir par témoins une possession immémoriale, mais étaient dans l'impossibilité d'y joindre des actes de foi et hommage, aveux et dénombrements. Les procès se multiplièrent, d'autant que les décimateurs ecclésiastiques, forts de l'origine religieuse d'un grand nombre de dîmes inféodées, contestèrent à leurs titulaires la légitimité de leur possession; c'est ainsi que nous voyons, à la fin du xvii^e siècle, un archevêque de Bordeaux, Mgr d'Anglure de Bourlemont, donner ordre à tous les laïques possesseurs de dîmes de produire leurs titres dans les quinze jours; beaucoup s'y refusèrent comme dans la paroisse de Birac ⁽²⁾. De telles contestations se renouvelaient si fréquemment que le pouvoir royal dut, pour y mettre un terme, modifier profondément la preuve à fournir en cette matière; ce fut l'objet du très important édit de juillet 1708 « portant confirmation de tous les laïques, ecclésiastiques et bénéficiers, propriétaires et possesseurs de dîmes inféodées, dans la propriété, possession et jouissance des dites dîmes, en payant finance ».

Du préambule de l'édit résulte que son but — ou plutôt un de ses buts — fut de mettre fin aux difficultés auxquelles nous avons fait allusion : « Les contestations fréquentes que » causent dans notre royaume les différentes opinions sur » l'origine et la nature des dixmes inféodées possédées par » les laïques, les uns soutenant que ce sont biens véritable- » ment profanes et patrimoniaux, les autres, au contraire, » que ces dixmes anciennement usurpées sur l'Eglise, au » profit de laquelle la restitution en a été ordonnée par plu- » sieurs conciles et ordonnances, et les inquiétations conti- » nuelles que les ecclésiastiques prennent de là occasion de

⁽¹⁾ Gohard, *op. cit.*, t. IV, 217.

⁽²⁾ Arch. dép. de la Gironde, G 217 et 222.

» faire aux laïques possesseurs de dixmes, nous ont engagé à
» rechercher... ».

Un autre but fut de procurer une ressource au Trésor, car on fit payer et payer assez cher la reconnaissance que l'édit accordait : deux années du prix des baux à ferme sur le pied du dernier bail, et à défaut de baux, le dixième du produit des dîmes en question, tel fut le prix auquel les titulaires furent désormais assurés de la paisible jouissance de leurs dîmes ; la condition de la reconnaissance fut une possession centenaire, par les propriétaires actuels et leurs auteurs, exempte de tous vices et de troubles.

On dispensa de la taxe les bénéficiers et communautés ecclésiastiques jouissant de dîmes inféodées dépendant de leurs églises ou bénéfices.

Pour assurer l'exécution de l'édit, les intéressés devaient fournir dans le mois de son enregistrement un état détaillé de leurs dîmes, avec indication de produit et des baux à fermes s'il y en avait (noms des notaires, dates, prix, noms et domiciles des fermiers) ; au cas où les déclarations seraient mensongères, pouvoir étant donné au préposé du Roi de faire faire lui-même les estimations.

Cet édit, qui fut complété par plusieurs arrêts du Conseil, notamment des 10 juillet 1708 et 19 mars 1709 pour en régler les détails d'exécution, est très important en ce qu'il achevait de confondre, sous la seule dénomination de dîmes inféodées, plusieurs redevances d'origines très diverses entre lesquelles il eût été logique d'établir des différences. L'œuvre de la Révolution en aurait été très facilitée ⁽¹⁾.

3° Le troisième point sur lequel on relève des différences entre les dîmes ecclésiastiques et les dîmes inféodées concerne la compétence.

Les officialités ne pouvaient jamais connaître des difficultés que soulevaient les dîmes inféodées, soit au possessoire, soit au pétitoire ; le juge séculier était seul compétent, puis-

(1) Edit de juillet 1708 ; Isambert, t. XX, 536 et Arch. nat., AD IX, 400. Voir notre *Pièce justif.*, n° XIII.

que ces dimes étaient détenues à titre de fiefs et par conséquent patrimoniales. Le juge d'Eglise saisi à tort devait donc immédiatement se dessaisir et renvoyer les parties devant les juges séculiers, et il suffisait pour cela que l'une des parties soutint que la dime en litige était inféodée ⁽¹⁾.

Mais une autre question se pose : parmi les juges séculiers, lesquels étaient compétents en cette matière ? Nul doute qu'à l'époque du plein épanouissement des justices seigneuriales, celles-ci n'aient été compétentes ⁽²⁾. Mais il est fort probable que l'empiétement des juridictions royales sur celles des seigneurs qui s'exerça méthodiquement et sans relâche à partir du ^{xiii}^e siècle n'épargna pas les dimes inféodées. Ce résultat était pleinement acquis dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle en Normandie d'après un arrêt du Parlement de Rouen du 19 janvier 1665 rapporté par Basnage et cité par Guyot, décidant que le haut justicier n'avait pas à connaître des dimes inféodées, mais seulement le juge royal ⁽³⁾. Il en fut très certainement de même dans le ressort des autres cours. Ici donc encore, les contestations devaient être portées, à l'époque qui nous intéresse, devant les baillis et sénéchaux royaux, et les parlements en cas d'appel, de sorte qu'en définitive, la différence avec la dime ecclésiastique se ramène sur ce point à peu de chose.

(1) Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o dixme.

(2) Esmein, *Cours élém. d'hist. du dr. franç.*, 6^e édit., p. 282.

(3) Guyot, *Rép. de jurispr.*, t. V, v^o Dixme.

CHAPITRE III

Le fonctionnement des dimes inféodées.

Sauf les différences que nous venons d'étudier, et qui suffisent à donner aux dimes inféodées leur caractère juridique propre, tout ce que nous avons dit à propos de la dime ecclésiastique, ou à peu près, peut trouver ici sa place. On se l'explique facilement si on songe que la plupart d'entre elles appartinrent originairement à l'Eglise : les règles de perception ne furent pas modifiées par les nouveaux détenteurs qui en jouirent sans y rien changer. Quant aux autres, nous savons qu'elles furent peu à peu confondues avec les premières, et il n'est pas étonnant qu'elles aient été soumises aux mêmes règles.

Les redevables de la dime inféodée étaient les mêmes que pour la dime ecclésiastique, et nous retrouvons ici le principe très large que nous avons posé au début de cette étude : tout le monde était décimable : il suffisait de détenir le sol, à quelque titre que ce fût, propriétaire, fermier, métayer, journalier, pour être débiteur d'une portion de ses fruits au décimateur laïque ou ecclésiastique.

La règle souffrait pourtant quelques exceptions que nous avons précédemment énumérées, et qui trouvent encore leur place ici : les principales concernaient les ordres religieux de Malte, Citeaux, Cluny, etc., qui, bénéficiant d'un véritable privilège à l'égard des décimateurs ecclésiastiques, n'entendirent pas être dans une situation moins favorable à l'égard

des titulaires des dîmes inféodées, surtout quand ceux-ci tenaient leur droit de l'Eglise elle-même.

En ce qui concerne les fruits décimables, nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit pour la dîme ecclésiastique : il fut un temps où tous fruits, civils et naturels, furent décimables, mais peu à peu la théorie contraire prévalut et les fruits naturels, seuls, furent soumis aux dîmes, tant inféodées qu'ecclésiastiques : les premières, comme les secondes, ne grèvaient donc que les populations campagnardes.

La classification adoptée au début de notre étude nous servira encore ici : les dîmes inféodées se divisaient aussi en dîmes grosses et menues, vertes, de charnage, solites et insolites. Quant aux noales, il ne pouvait en être question pour les décimateurs inféodataires, au moins avant l'édit de 1768, car si elles avaient été enlevées aux décimateurs ecclésiastiques autres que le curé, il est évident que les titulaires de dîmes inféodées n'y pouvaient nullement prétendre.

Après 1768, les curés ayant le libre choix entre la dîme ou la portion congrue (avec abandon de tous les fruits décimaux), il put y avoir par conséquent des cas où les noales furent remises aux possesseurs des dîmes inféodées.

Le droit de suite recevait son application pour les deux sortes de dîmes, comme cela résulte de plusieurs coutumes, notamment celles du Nivernais et du Berry : « Au seigneur » d'une dixmerie laïque ou ecclésiastique appartient la suite » de ses laboureurs quand ils vont labourer hors de sa dixmerie en lieu sujet à dixme ou exempt d'icelui, et à cause de la » dite suite, il prend moitié dixme, c'est-à-dire moitié de ce » qu'il prendrait pour sa dixme, si son dit laboureur avait » labouré chez lui, et l'autre moitié appartient au seigneur » foncier. Et pour avoir ou obtenir le dit droit de suite, est » requis que les bœufs ou bêtes dont le labourage a été fait, » aient été hivernés, l'hiver devant précéder la recollection » de dixme, en la dixmerie du dit seigneur dixmeur » (1).

(1) Cout. du Nivernais, chap. xii, art. 1 et 2.

Et : « Suite de dixme a lieu quand, avec les bêtes tenues » et hivernées depuis le premier jour de novembre jusqu'au » premier jour de mars en aucune dixmerie, on laboure en » autre dixmerie, auquel cas le seigneur de la dixmerie où » lesdites bêtes sont tenues, nourries et hivernées, par droit » de suite, doit avoir la moitié des dixmes des fruits crus en » la dite autre dixmerie et terres labourées par lesdites bêtes » qui ont été nourries et hivernées en sa dite dixmerie ⁽¹⁾ ».

Les restrictions au droit du décimateur étaient les mêmes qu'en matière de dime ecclésiastique : les bois, prairies naturelles, produits des mines et carrières, de la chasse et ordinairement de la pêche, échappaient à la dime inféodée, ainsi que les parcs, jardins et enclos ne dépassent pas une certaine étendue (les règles adoptées en cette matière par la jurisprudence concernaient toutes les dimes).

L'usage jouait le même rôle et obéissait aux mêmes principes : il résultait d'une possession quarantenaire non interrompue, à l'égard des décimateurs comme des décimables, toutes cultures nouvelles étaient de plein droit soumises à la dime, et c'était aux intéressés à se présenter immédiatement pour exercer leur droit, à défaut de quoi, après quarante ans de non-prestation, les redevables étaient admis à refuser le paiement de la dime devenue désormais insolite.

A l'égard des redevables, les dimes inféodées étaient comme les dimes ecclésiastiques, une charge plutôt personnelle que réelle, et grevaient non pas le fonds, mais ses produits : les propriétaires fonciers pouvaient donc changer la culture de leurs terres pour échapper à la dime ; mais ici encore, les dispositions prises par les cours de justice pour mettre fin à ces abus trop faciles trouvaient leur application.

Il faut adopter la même solution pour les défrichements ; les mesures relatives à la diminution ou à l'exemption de la dime ecclésiastique devaient être étendues à la dime inféodée ; l'arrêt du Conseil du 16 août 1761, les déclarations de

(1) Cout. du Berry, art. 18.

juin 1764 et d'août 1768, exemptaient en effet de dîmes en général, sans spécifier qu'il s'agit des unes plutôt que des autres. Et cette solution s'explique, car la nécessité d'exemption était la même quel que fût le caractère de la dime, et il n'eût pas été naturel qu'un canton ait été exonéré de la dime ecclésiastique, alors qu'un canton voisin restait soumis à la dime inféodée.

Le taux présentait, pour cette dernière, la même variété qui a été constatée par la dime ecclésiastique ; il dépendait avant tout de l'usage et plus rarement de conventions intervenues entre les décimateurs et les décimables. En général, lorsque les deux espèces de dîmes coexistaient dans un même canton ou dans une même paroisse, elles s'y percevaient à la même quotité ; mais ce n'était pas une règle et il fallait compter avec les exigences du seigneur décimateur, avec la docilité plus ou moins grande des redevables.

La dime inféodée supportait les mêmes charges que la dime ecclésiastique en cas d'insuffisance de cette dernière : et il y là une très forte présomption en faveur de son origine ecclésiastique. C'était d'abord la portion congrue des pasteurs, et les édits de 1695 et de 1768 étaient très catégoriques sur ce point ; si pour une raison quelconque elle n'était pas fournie, ou fournie seulement incomplètement, par le gros décimateur ecclésiastique, le titulaire de la dime inféodée en devenait immédiatement redevable.

Ensuite, l'assistance aux pauvres, qui étaient en droit d'exiger de lui ce que la dime ecclésiastique ne pouvait ou ne voulait leur donner.

En troisième lieu enfin, l'entretien des édifices religieux, les fournitures nécessaires au culte qui, d'après les articles 21 de l'édit de 1695 et 5 de l'édit de 1768, incombait toujours subsidiairement à la dime inféodée. Pour les presbytères, nous savons que l'édit de 1695 les avait mis à la charge des habitants, mais celui de 1768 y fit contribuer les décimateurs pour le tiers de leurs dîmes ; or, ici encore, la règle mentionnée plus haut devait s'appliquer ; les deux dîmes étaient

en droit solidairement tenues de l'acquittement de toutes ces obligations ⁽¹⁾.

Il faut y ajouter, pour la dime inféodée, des charges de natures diverses, telles que prestations pécuniaires ou en nature à faire au profit de certaines personnes et notamment des curés; c'étaient ordinairement des conditions mises aux donations consenties par l'Eglise au profit de laïques.

Quant aux charges de nature fiscale, les dîmes inféodées en supportaient plus encore que la dime ecclésiastique, car elles étaient soumises à tous les droits d'origine féodale qui furent établis au profit des seigneurs, en compensation des avantages qu'ils perdirent du fait des atteintes portées aux vieux principes de l'intransmissibilité et de l'inaliénabilité des fiefs : relief au cas de transmission héréditaire ou d'aliénation à titre gratuit; quint, ou cinquième du prix de la vente, au cas d'aliénation à titre onéreux; retrait féodal avec remboursement du prix de vente, lorsque le seigneur de qui dépendait la dime voulait la ramener à lui en écartant l'acquéreur, etc. En outre, et à partir de la déclaration de 1703, le centième denier fut dû au Roi en cas de mutation par vente, échanges ou autres titres translatifs de propriété; un enregistrement au greffe du bailliage de la situation du bien donna lieu au paiement du centième du prix de ce bien ou de l'estimation qui en était faite. Ce droit, en cas de mutation par succession, ne frappait que les successions en ligne collatérale, car le droit féodal correspondant, le relief ne s'était

(1) Il semble résulter d'une adresse du directoire du département du Pas-de-Calais à l'Assemblée Législative du 28 octobre 1791 (Sagnac et Caron, *op. cit.*, p. 351) que tandis que dans tout le reste de la France la dime inféodée n'était jamais tenue des charges relatives au culte divin que subsidiairement à la dime ecclésiastique, et en cas d'insuffisance de celle-ci, en Flandre, un usage particulier l'y soumettait concurremment avec la dime ecclésiastique.

Le directoire du département du Pas-de-Calais proteste énergiquement dans cette adresse contre l'assimilation de l'Artois à la Flandre par l'instruction adressée aux administrations de districts et départements par l'Assemblée Constituante le 30 juillet 1791, d'où il résultait que l'indemnité allouée aux propriétaires des dîmes inféodées supprimées ne devait être fixée pour l'Artois comme pour la Flandre qu'après la déduction de ces charges.

aussi maintenu que dans ce cas. Il y avait donc cumul des deux taxes, royale et seigneuriale.

Les dîmes inféodées se percevaient d'après les mêmes principes que celles de l'Eglise ; leurs titulaires les exploitaient parfois directement, mais le plus souvent les donnaient à ferme. Nous retrouvons ici les quelques incapacités indiquées pour la prise à bail des dîmes ecclésiastiques. Les curés pouvaient être déclarés adjudicataires ; rien, dans la déclaration de 1723, ne semble contraire à cette solution, car il y est permis aux curés, soit décimateurs, soit congruistes, de prendre à ferme « les dîmes » de leurs paroisses, sans qu'il soit précisé davantage ; d'ailleurs, cela semble bien résulter, malgré un style très confus, du cahier de la paroisse champenoise de Dierrey Saint-Julien (bailliage de Troyes) ⁽¹⁾ : « Le retranchement et modération des ecclésiastiques, tant sur les dîmes et casuel ainsi que gros et dîme inféodée qu'ils prennent à titre de baillie et autres exploitations de leur part, sans payer taille, vingtièmes, ce qui fatigue aussi le tiers état ». Il faut y voir, semble-t-il, le vœu que les ecclésiastiques prenant à ferme les dîmes soient de ce fait imposés à la taille. Dans la paroisse voisine de Faux Villecerf, le seigneur, M. de Roncheret, était en 1756 seul décimateur ; il abandonnait au curé à titre de congrue la moitié des dîmes, et celui-ci prenait à ferme la seconde moitié ⁽²⁾.

Les dîmes inféodées étaient aussi quérables et payables en nature : il n'y avait exception, sur ce dernier point, que lorsque le paiement en argent était plus commode (et c'était le cas pour les menues dîmes, dîmes de vin ou de charnage) ou lorsque les redevables contractaient un abonnement de leur dîme ; le paiement en argent était alors le plus fréquent.

Elles devaient être acquittées avant tous autres droits en

⁽¹⁾ Vernier, *op. cit.*, t. II, p. 17, département de l'Aube, arrondissement de Nogent-sur-Seine.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, p. 98, département de l'Aube, arrondissement de Nogent sur-Seine.

nature, et notamment avant le champart ⁽¹⁾; et si sur ce point elles jouissaient du même avantage que la dime ecclésiastique, cela tenait à l'origine de la plupart d'entre elles qui les rendait toujours susceptibles de réversion.

La police de la perception se faisait comme pour la dime ecclésiastique, et c'est encore aux règles des articles 49 de l'ordonnance de Blois et 29 de l'édit de Melun qu'on devait avoir recours, en l'absence de coutumes particulières ; Obligation pour les décimables d'annoncer la date de leur moisson, de laisser la part du décimateur sur le sol jusqu'à son passage et d'en accepter la responsabilité pendant un certain délai à l'expiration duquel le bénéficiaire de la dime en supportait les risques; pour les collecteurs, de ne remplir leurs fonctions qu'en présence des redevables ou de leurs représentants.

La dime inféodée était naturellement d'un produit bien moindre que la dime ecclésiastique : Chasset, rapporteur du Comité de dimes, l'estimait en avril 1790 à 10 millions de livres environ, en revenu ⁽²⁾. Parmi les auteurs modernes, M. Boiteau l'évalue à 100 millions en capital ⁽³⁾, chiffre qui paraît un peu faible ainsi que celui de 5 millions (en revenu) donné par M. Gauthier ⁽⁴⁾. Elle était en somme environ le douzième de la dime ecclésiastique et le chiffre adopté par Chasset ne semble pas pouvoir être très sérieusement contesté.

Ayant la même assiette que la dime du clergé, elle avait les mêmes défauts : elle se percevait sur le produit brut du sol, ne grevait que les populations rurales, atteignait les semences, les pailles (et les dispositions arrêtées à ce propos par les cours de justice pour les décimateurs ecclésiastiques devaient aussi s'étendre aux titulaires de dimes inféodées); nécessitait des frais de perception assez grands et était quel-

⁽¹⁾ Cf. de Ferrière, *op. cit.*, t. I, 502 et Henrys, p. 58.

⁽²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 614.

⁽³⁾ Boiteau, *op. cit.*, p. 45.

⁽⁴⁾ Gauthier, *L'an 1789*, p. 308.

quefois la cause de mesures vexatoires à l'égard des redevables. Et comme son statut n'était pas plus nettement établi que celui de la dîme ecclésiastique, il ne faut pas s'étonner qu'elle ait provoqué aussi des procès au grand détriment des paysans, déjà très tourmentés par les gros décimateurs ecclésiastiques.

Les cahiers de doléances parlent relativement peu des dîmes inféodées : et pourtant les plaintes auraient dû, semble-t-il, être ici très accentuées puisque ces dîmes avaient été pour la plupart abusivement enlevées à l'Eglise, et qu'elles ne se justifiaient même pas par les besoins du culte. Il est facile de l'expliquer : étant bien moins répandues que les dîmes ecclésiastiques, elles passaient plus facilement inaperçues ; de plus, il est assez probable que pour beaucoup de paroisses, les demandes relatives aux droits féodaux — et celles-là sont nombreuses — devaient concerner aussi implicitement les dîmes inféodées.

Nous avons néanmoins trouvé plusieurs cahiers qui leur ont consacré une place spéciale, surtout en Champagne et en Bourgogne où elles étaient assez répandues. Ici, les vœux de suppression pure et simple sont les plus nombreux, car les rédacteurs des cahiers, tombant dans l'excès contraire de la Constituante, considéraient volontiers toutes les dîmes inféodées, entre les mains de leurs détenteurs, comme des biens usurpés à l'Eglise, ou provenant d'elle dans des conditions irrégulières. Ainsi en est-il de la paroisse de Bourdenay :
« Que dire de ces dîmes inféodées qui privent le curé d'un
» droit qui doit lui appartenir ? Sur quoi est fondé ce droit ?
» Il y a tout lieu d'espérer ou que cet abus cessera, ou que le
» Roi, faisant le sort de ses curés, s'emparera de ces
» dîmes » ⁽¹⁾.

De même à Butteaux ⁽²⁾, Cézy ⁽³⁾, Coulours ⁽⁴⁾, Estissac et

⁽¹⁾ Vernier, *op. cit.*, t. I, 434, départ. de l'Aube, arrond. de Nogent-sur-Seine.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. I, 486, départ. de l'Yonne, arrond. de Tonnerre.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. I, 513, *ibid.*, arrond. de Joigny.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. I, 636, *ibid.*

Thuisy ⁽¹⁾, Sormery ⁽²⁾, Briel ⁽³⁾. Le rachat, qui devait l'année suivante être décrété par la Constituante pour les dîmes inféodées, est demandé aussi par plusieurs cahiers, notamment par celui de Trainel ⁽⁴⁾.

On en trouve même quelques-uns qui veulent le maintien de ces dîmes, comme Montiéramey ⁽⁵⁾ et Nozay ⁽⁶⁾, mais seulement pour celles d'entre elles qui pourront être dûment établies par titre authentique.

⁽¹⁾ Vernier, *op. cit.*, t. II, 85, départ. de l'Aube, arrond. de Troyes.

⁽²⁾ *Ibid.*, t. II, 585, départ. de l'Yonne, arrond. de Tonnerre.

⁽³⁾ *Ibid.*, t. II, 459, départ. de l'Aube, arrond. de Bar-sur-Seine. « Les habitants de Briel se plaignent encore de la dîme inféodée que le seigneur reçoit sur leurs champs. Ils demandent la suppression de cette dîme entre les mains du seigneur, et qu'elle retourne à sa véritable et première destination, entre les mains du curé ».

⁽⁴⁾ *Ibid.*, t. II, 614, *ibid.*, arrond. de Nogent-sur-Seine.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, t. II, 341, *ibid.*, arrond. de Troyes.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, t. II, 390, *ibid.*, arrond. d'Arcis-sur-Aube.

CHAPITRE IV

La suppression des dimes inféodées.

L'Assemblée Constituante et les dimes inféodées. — Les dimes inféodées sous l'Assemblée Législative : décrets des 20 et 25 août 1792. — Les dimes inféodées sous la Convention : loi du 17 juillet 1793.

§ I. *L'Assemblée Constituante et les dimes inféodées.*

Le décret du 11 août 1789 et le rachat des dimes inféodées. — Dans le grand élan de générosité auquel cédèrent les représentants de la Nation dans la nuit du 4 août 1789, la dime inféodée ne fut pas épargnée : on décida qu'elle aurait le même sort que la dime ecclésiastique et qu'elle serait rachetée par des redevables, dans des formes à déterminer ultérieurement par l'Assemblée elle-même.

Nous savons ce qu'il advint de cette décision pour les dimes de l'Eglise : après s'être ressaisi, le clergé comprit qu'il avait été trop loin dans la voie de désintéressement et, dès le lendemain, il essaya de reprendre sa parole : mais il ne fit qu'exaspérer les adversaires de la dime, dont la suppression était décrétée quelques jours après.

Au cours de la discussion, plusieurs membres représentèrent la nécessité de soumettre les dimes inféodées, en raison de leur nature, à un traitement différent : Villiers et Arnoult ⁽¹⁾, les rangeant parmi les droits féodaux, conclurent à leur rachat, sous prétexte que les droits féodaux méritaient

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. VIII, p. 381.

plus de faveur que la dime, comme représentant une concession primitive de fonds dont ils étaient le prix ; la dime, au contraire, ne pouvait être qu'une contribution, le clergé n'ayant jamais concédé les fonds qui y étaient soumis.

Une autre raison fut aussi donnée : sur la tête des laïques, les dimes, comme les autres redevances, avaient pu devenir des propriétés, parce que les particuliers les avaient vendues, transmises à leurs héritiers et leur avaient ainsi donné tous les caractères de la propriété ; au contraire, dans les mains du clergé qui ne les avait jamais vendues ni transmises héréditairement, elles n'avaient jamais pu revêtir ce caractère.

La motion de Villiers et d'Arnoult fut appuyée par Lapoule et c'est en vain que l'évêque de Langres objecta que si la dime ecclésiastique avait été jugée abusive, il n'y avait aucune raison pour ne pas apprécier de même les dimes inféodées et pour ne pas appliquer à la première le rachat décrété pour les secondes. Mirabeau se chargea de faire triompher la motion de Villiers qui trouva sa place à la fin de l'article V du décret du 11 août dans les termes suivants :

« Quant aux autres dimes, de quelque nature qu'elles » soient, elles seront rachetables de la manière qui sera » réglée par l'Assemblée et, jusqu'au règlement à faire à ce » sujet, l'Assemblée Nationale ordonne que la perception en » sera aussi continuée » (1).

Cet article supprimait donc purement et simplement la dime ecclésiastique, sauf à assurer d'une autre manière la subsistance des ministres du culte, et il déclarait les dimes inféodées rachetables à un taux à déterminer.

S'il faut en croire Merlin (2), député du tiers du bailliage de Douai, particulièrement au courant de la question en sa qualité de membre du Comité féodal, la vraie raison de la distinction établie par l'Assemblée était tout autre que celle indiquée plus haut : si la dime était un impôt entre les mains de l'Eglise, elle avait dû rester telle entre les mains des laï-

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} sér., t. VIII, p. 397.

(2) Merlin, *Questions de droit*, v^o *Dizme*.

ques, le changement de titulaires n'ayant pu, en aucune façon, modifier sa nature ; et si les dîmes possédées en 1789 par des laïques provenaient de l'Eglise, il eût été logique de les supprimer comme celles possédées par l'Eglise elle-même. Par conséquent, l'Assemblée, n'ayant pas voulu leur réserver le même sort, les a considérées ce jour-là comme provenant d'une autre source.

Nous avons en effet établi, au début de cette étude, que les dîmes inféodées avaient une double origine : les unes avaient primitivement appartenu à l'Eglise et les autres n'étaient que des champarts ou des droits de même nature. Dans ces conditions, l'Assemblée aurait dû, pour être logique avec elle-même, établir une distinction entre ces deux sortes de dîmes inféodées, supprimer les premières et prononcer le rachat des secondes : elle eut le tort de ne pas le faire et se basant sur cette présomption que les choses dont on ne peut retrouver l'origine d'une manière certaine sont censées avoir toujours été dans l'état où elles sont actuellement, elle envisagea comme laïques d'origine toutes les dîmes se trouvant alors entre les mains des laïques.

Le décret des 15-28 mars 1790. — Cette confusion allait d'ailleurs se prolonger. L'Assemblée s'attacha surtout, dès le début de 1790, à répartir les droits féodaux en plusieurs classes, car il apparut évident qu'ils ne devaient pas tous recevoir le même sort. Le Comité féodal étudia longuement la question et fit faire un rapport, en février-mars 1790, par un de ses représentants les plus autorisés, son secrétaire Merlin.

Merlin appliqua aux droits féodaux en général la distinction qu'il fit, dans un cas particulier, pour les banalités : la distinction entre droits réels et droits personnels. Combatant l'opinion d'après laquelle les banalités affectant la personne constituaient toutes des droits personnels, des servitudes, et comme telles devaient toutes être abolies sans indemnité, il s'attacha à prouver qu'elles provenaient en réa-

lité de deux sources : les unes étaient le prix de concessions de fonds consenties par les seigneurs qui en bénéficiaient ; les autres ne devaient leur existence qu'à l'oppression seigneuriale. Les premières ne pouvaient être des droits personnels, car ce n'est ni à la substance de la chose payée, ni à la personne sur laquelle pèse la charge qu'il faut s'attacher pour distinguer un droit personnel d'un droit réel, mais seulement à la cause de la charge. Si cette cause est une concession d'immeuble, la charge est réelle, et tel était le cas des banalités de la première catégorie ; si, au contraire, la prestation est due indépendamment de toute possession de fonds, c'est la personne elle-même qui la doit et non le fonds, et c'est une charge personnelle ; ainsi en était-il du second groupe de banalités. Il fallait donc racheter les premières et supprimer les secondes.

Le Comité féodal, et sur sa proposition l'Assemblée Constituante, appliquant la même théorie aux droits féodaux, en firent deux classes ayant chacune son régime propre : les uns, dus en échange de l'acquisition du sol, seraient rachetés par des redevables ; les autres, dérivant du pouvoir des suzerains sur leurs vassaux, seraient purement et simplement abolis. Ce fut l'objet du décret du 15 mars 1790, sanctionné par le roi le 28 mars, et la distinction établie sembla si naturelle que le projet de Merlin passa presque sans discussion.

Elle n'était toutefois équitable qu'en apparence ; il était juste de faire disparaître les traces de l'ancienne servitude personnelle, et, pour y arriver, on avait à s'attaquer à deux espèces de droits : les uns constituaient réellement un prix de vente puisqu'ils avaient été stipulés en paiement de terres, et, depuis, ils avaient été maintes fois cédés et acquis de bonne foi ; ils ne pouvaient donc être abolis purement et simplement. Et, comme la Constituante se proposait d'affranchir complètement la propriété, elle avait un moyen de concilier ce projet avec le respect des droits acquis : c'était de déclarer rachetables les redevances de cette catégorie en en prescrivant la perception, comme à l'ordinaire, jusqu'au

rachat effectué ⁽¹⁾. Les autres, simples redevances exigées en dehors de toute concession foncière, ne méritaient évidemment pas la même faveur. Mais le fait pour les seigneurs de les avoir perçues régulièrement pendant plusieurs siècles, de les avoir transmises et acquises, à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou par testament, leur donnait le droit de prétendre n'en être pas dépouillés sans indemnité.

Mais — et c'est ici que l'Assemblée persistait dans sa confusion primitive — les dîmes inféodées furent toutes comprises parmi les droits féodaux rachetables, c'est-à-dire toutes considérées comme le prix de concessions foncières, ce qui ne pouvait être vrai que pour quelques-unes d'entre elles.

Le titre III du décret traitait spécialement des droits rachetables — et par suite des dîmes inféodées ⁽²⁾.

L'article 2 établissait une présomption en faveur des titulaires de ces droits, présomption qui n'était d'ailleurs pas irréfragable ⁽³⁾. Cette disposition était d'une extrême importance, car elle allait à l'encontre des principes couramment admis en matière de preuve : ce n'était plus en effet aux bénéficiaires des droits, c'est-à-dire aux demandeurs, à les prouver, mais aux redevables, aux défendeurs, à établir que les prestations qu'on exigeait d'eux n'étaient pas le prix de concessions primitives de fonds. La raison d'une telle mesure était évidemment la grande difficulté de prouver leurs droits dans laquelle se seraient trouvés un grand nombre de titulaires dépouillés de leurs titres pendant les troubles de l'année 1789. Ils n'auraient donc à fournir de preuves qu'au cas de contestations, et pourraient établir la nature et la quotité de leurs droits,

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 67-68, 73-75, 113-117, séances des 8 et 11 mars 1790.

⁽²⁾ Voir notre *Pièce justif.*, n° XIV.

⁽³⁾ La décision de la Constituante sur ce point résultait nécessairement des principes admis par elle, le caractère de réalité qu'elle donnait aux droits compris dans le titre III du décret du 15 mars la conduisait à en protéger la possession : c'était une application de la théorie romaine des droits réels, dans laquelle le simple fait de la possession suffisait à justifier la protection légale.

soit par actes, soit par preuve testimoniale d'un usage de trente ans antérieur à leur dépossession, à condition toutefois de prouver celle-ci par titres ou par témoins dans les trois ans de la promulgation du décret.

Ceux qui auraient, depuis le début de 1789, renoncé par contrainte ou violence à la totalité ou à partie de leurs droits non supprimés, pourraient demander — dans le même délai — la nullité de leur renonciation, sans qu'il fût besoin de lettres de rescision.

Le décret interdisait rigoureusement aux municipalités, administrations de districts et de départements à peine de nullité, de prise à partie, et de dommages-intérêts, d'empêcher le prélèvement des droits seigneuriaux dont le paiement serait réclamé, sous prétexte qu'ils se trouveraient implicitement ou explicitement supprimés sans indemnité.

Enfin, il devait être incessamment statué sur le mode et le prix de rachat des droits conservés : il y fut pourvu pour la plupart d'entre eux, par le décret du 5 mai 1790 ⁽¹⁾, complété par ceux des 18 et 23 décembre 1790, et 16 septembre 1791.

Le décret de mars 1790 fut assez mal accueilli : on s'insurgea d'abord contre le principe du rachat, puis contre la prorogation du paiement des dîmes et autres droits déclarés rachetables jusqu'aux rachat effectué : mais surtout contre l'article 2 du titre III qui, en renversant le fardeau de la preuve, mettait les redevables dans une situation très défavorable : cette disposition occasionna de nombreux procès qui se terminaient le plus souvent à l'avantage des seigneurs, les redevables n'ayant en général aucun des éléments nécessaires pour faire la preuve qui leur était demandée.

(1) D'après ces décrets le rachat devait s'opérer individuellement ; pour les redevances annuelles, il devait être de 20 ou 25 fois la redevance, suivant qu'elle était en argent ou en nature, et pour les droits casuels, d'une quote part des droits d'une seule échéance.

Nous verrons plus loin qu'une partie des dîmes inféodées fut soumise au décret du 3 mai 1790.

Ils pouvaient, il est vrai, contraindre les seigneurs à produire leurs titres, mais ceux-ci se dérobaient le plus souvent, soit qu'ils les aient perdus, soit qu'ils les aient cachés ou supprimés pour mettre leurs adversaires dans l'impossibilité de s'en prévaloir contre eux.

Les plaintes affluèrent à ce sujet au Comité féodal; les administrateurs du département de l'Yonne adressèrent notamment des représentations pressantes où ils montrèrent l'opposition flagrante entre l'esprit général du décret et la lettre de l'article 2 :

« La loi, y était-il dit, rend rachetables tous les droits et »
» devoirs qui sont le prix d'une concession primitive de fonds ;
» elle veut que ceux-là soient abolis sans indemnité qui ne »
» sont pas le prix de cette concession parce qu'elle les pré- »
» sume usurpés. La loi tend à proscrire les usurpations ;
» l'amendement, au contraire, protège, ratifie, consacre tou- »
» tes les usurpations, en dispensant l'usurpateur de prouver »
» la légitimité de sa possession par ses titres.

» La liberté est de droit commun ; la servitude est un droit »
» exorbitant du droit commun ; tout ce qui est contre la »
» liberté exige une preuve expresse.

» Ce n'est pas à l'esclave à prouver qu'il n'a pas été »
» acheté, c'est à son maître à produire son titre d'acqui- »
» sition.....

» Quelle opposition entre la loi et l'amendement ! La pre- »
» mière abolit le régime féodal comme contraire au droit »
» public, en chargeant de la preuve ceux qui attaquent ses »
» effets. La loi veut que le ci-devant seigneur soit tenu de »
» faire la preuve de ses droits ; l'amendement l'en dispense »
» et veut au contraire que ce soit le propriétaire.....

» L'amendement accourt ici comme un ennemi sur les pas »
» de la loi. Il paraît sans cesse occupé à détruire le bien »
» qu'elle fait ; à effacer les traces de son passage et à tout »
» remettre dans l'ancien ordre d'injustice et d'usurpation »
» contre lequel on a réclamé ».

Des plaintes semblables parvenaient encore à l'Assemblée

Législative en août 1792, tant étaient précieux les intérêts auxquels il était porté atteinte ⁽¹⁾.

D'ailleurs, les protestations ne furent pas toujours aussi calmes et réfléchies; l'effervescence populaire devint de plus en plus grave; elle avait commencé, nous le savons, à la suite des décrets d'août 1789, qui avaient été jugés insuffisants par les uns, faussement interprétés par les autres, et à la faveur de cette incertitude beaucoup de propriétaires avaient refusé le paiement de droits maintenus, de même que des titulaires de droits supprimés avaient continué à les exiger.

Le décret du 15 mars provoqua une vive indignation : les populations attendaient d'autres mesures et lorsqu'elles apprirent qu'une partie des droits féodaux étaient non seulement déclarés rachetables, mais aussi maintenus jusqu'au rachat effectué, le « désespoir fut général », comme il est dit dans une protestation adressée à la fin de 1791 par les électeurs du district de Châteaubriant ⁽²⁾.

Le décret des 14-20 avril 1790. — La situation était grave : c'est alors que Chasset, au nom du Comité des dîmes, vint demander la suppression de la dime ecclésiastique et l'inscription des frais du culte au nombre des dépenses publiques annuelles. Quant aux dîmes inféodées, son projet donnait une notion absolument nouvelle de leur origine et de leur rachat ; il admit que la plupart d'entre elles étaient d'origine ecclé-

⁽¹⁾ Voir notamment :

— Protestation de Margana, curé de Raincheval (Somme), au Comité féodal, le 5 juillet 1791. Sagnac et Caron, p. 278, *Arch. nat.*, DXIV, 10.

— Plaintes des habitants de Guerstling (Moselle), du 8 avril 1792. Sagnac et Caron, p. 307, *Arch. nat.*, DXIV, 7.

— Adresse de la municipalité et Conseil général de Guising, canton de Gros-Hémersstroff, district de Sarrelouis, à l'Assemblée Législative, du 8 avril 1792. Sagnac et Caron, p. 308, *Arch. nat.*, DXIV, 7.

— Adresse de la municipalité de Niedaltroff, canton de Gros-Hémersstroff, du 15 avril 1792. Sagnac et Caron, p. 309, *Arch. nat.*, DXIV, 7.

— Adresse des municipalités de Heckling, Bouzonville, 1792. Sagnac et Caron, p. 310, *Arch. nat.*, DXIV, 7.

— Requête des habitants de Filstroff (Moselle), 1792. Sagnac et Caron, p. 312, *Arch. nat.*, DXIV, 7, etc.

⁽²⁾ Sagnac et Caron, p. 286, *Arch. nat.*, DXIV, 5.

siastique, ce que n'avait pas fait le décret du 15 mars, puisqu'il avait compris toutes ces dimes parmi les droits féodaux rachetables, en les considérant toutes comme représentant des concessions primitives de fonds.

« Vous avez, par deux de vos décrets, dit Chasset, dans son rapport du 9 avril 1790, celui du 4 août et celui sur les droits féodaux, déclaré qu'elles (les dimes inféodées) seraient rachetables, mais vous n'avez pas déclaré impérativement et sans retour que ce rachat serait fait par les peuples. Etablissant une contribution générale à la place d'une contribution particulière, les principes de la justice veulent que les particuliers soient dégagés de celle-ci : les mêmes principes ordonnent seulement qu'on indemnise les propriétaires de dimes inféodées ».

La thèse était donc celle-ci : puisque le Comité proposait de mettre les frais du culte au nombre des dépenses publiques et d'y satisfaire à l'aide des contributions publiques, les redevables de la dime inféodée n'en pourraient payer leur quote-part qu'autant qu'on les affranchirait de cette charge comme les autres décimables l'étaient de la dime ecclésiastique ; mais il y avait lieu d'indemniser les titulaires de la dime inféodée à cause de l'origine de celle-ci, tout à fait différente, dans plusieurs cas, de celle de la dime ecclésiastique, et même pour celles des dimes inféodées qui avaient autrefois appartenu à l'Eglise, l'indemnité se justifiait par cette considération qu'elles étaient entrées dans le commerce, qu'elles avaient été données, aliénées, échangées, de sorte qu'il serait injuste d'en dépouiller leurs propriétaires sans dédommagements.

Le rachat ne devait donc ici s'entendre que d'une simple indemnisation des propriétaires de dimes inféodées par le Trésor public.

Cette thèse fut acceptée par l'Assemblée dans la séance du 20 avril 1790 ⁽¹⁾ et trouva sa place dans l'article 3 du décret qu'il nous a paru utile de reproduire :

(¹) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XIII, p. 147.

« Les dîmes de toutes espèces, abolies par l'article V du décret du 4 août dernier et jours suivants, ensemble les droits et redevances qui en tiennent lieu, mentionnés audit décret, comme aussi les dîmes inféodées appartenant à des laïques, à raison desquelles il sera accordé une indemnité aux propriétaires sur le Trésor public, cesseront toutes d'être perçues à compter du 1^{er} janvier 1791, et cependant les redevables seront tenus de les payer à qui de droit exactement la première année, comme par le passé, à défaut de quoi ils y seront contraints ».

A cet article fut ajouté un amendement proposé à la suite de l'observation faite par l'évêque de Nancy, de Lafare, que les dîmes inféodées ne pourraient être supprimées que quand l'indemnité en aurait été dûment allouée par la Nation à leurs propriétaires : l'amendement qui forma l'article 7 du texte définitif leur assura leur indemnité avant l'époque à laquelle ces dîmes cesseraient d'être perçues :

« Il sera incessamment procédé par les assemblées administratives à la liquidation des dîmes inféodées et de manière à ce que l'indemnité des propriétaires soit assurée avant l'époque à laquelle leurs dîmes cesseront d'être perçues ».

Signalons immédiatement que, par décret du 10 décembre 1790 ⁽¹⁾, le régime des dîmes inféodées fut étendu à celles possédées en Alsace par les établissements des deux confessions d'Augsbourg et Helvétique : leurs propriétaires devaient donc être aussi indemnisés par le Trésor public. Cette situation privilégiée avait pour cause l'obligation où se trouvait la Constituante de respecter les traités qui, en cédant l'Alsace à la France, avaient garanti aux protestants de cette province qu'il ne serait apporté aucun changement dans l'exercice de leur religion. L'indemnité qui devait leur être allouée fut limitée à l'équivalent annuel du produit de leurs dîmes sur le pied d'une évaluation à faire et les charges grevant ces dîmes devaient continuer à être acquittées au profit de leurs bénéfi-

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XI, p. 170.

ciaires, sauf à en verser le produit dans les caisses des receveurs de districts, au cas où ces bénéficiaires seraient des corps, maisons ou communautés supprimées.

Bien que la thèse de Chasset, consacrée par le décret du 20 avril, fût bien faite pour plaire aux populations, il n'y fallait pas compter pour ramener le calme ; non seulement, en effet, le décret décidait que toutes les dîmes seraient perçues encore en 1790 comme à l'ordinaire et pourraient même l'être après le 1^{er} janvier 1791 pour des fruits crus pendant l'année 1790, — mesure qui était bien de nature à exaspérer les redevables, — mais encore, quelques jours plus tard, le décret du 3 mai 1790, en fixant aux deniers 20 et 25, selon les cas, le taux de rachat des droits féodaux déclarés rachetables par le titre III du décret du 15 mars, augmenta le mécontentement ; ce taux fut trouvé beaucoup trop onéreux : des protestations nouvelles furent adressées à l'Assemblée, et il ne faut pas s'étonner que les troubles, à partir de cette époque, se soient multipliés. Les pillages de fermes et de granges, les incendies de bois et de châteaux, notamment dans le pays de Caux et en Touraine, les destructions d'archives seigneuriales forcèrent l'Assemblée à prendre des mesures.

Le décret du 18 juin 1790 fut absolument inefficace, car il se contentait de déclarer les auteurs de troubles « ennemis de la Constitution, des travaux de l'Assemblée, de la Nation et du Roi » et ne prononçait d'autre peine que la radiation du tableau civique ⁽¹⁾.

Des troubles particulièrement graves provoqués dans la Seine-et-Marne et le Loiret par l'acquittement des dîmes et champarts furent la cause d'un nouveau décret, le 13 juillet 1790, dont le résultat fut le même que pour le précédent ⁽²⁾.

Ce qui était particulièrement inquiétant, c'est qu'en bien des endroits les municipalités ne faisaient rien pour réprimer les désordres et souvent même les encourageaient : très signifi-

⁽¹⁾ Voir, pour ce décret, notre III^e partie, p. 281.

⁽²⁾ Voir notre III^e partie, p. 283.

catif à cet égard est le mémoire adressé à l'Assemblée par le chapitre de Beauvais, propriétaire de la dime inféodée de la terre d'Ailly, district de Louviers, département d'Evreux (1) : la municipalité d'Ailly avait fait signifier défense au fermier du chapitre de percevoir les droits de champarts et dîmes, sous prétexte de rembourser aux termes des décrets et de faire faire des offres réelles aux intéressés. Le Comité féodal, en réponse au mémoire, condamna absolument la conduite de la municipalité d'Ailly comme contraire aux articles 1 et 2 du titre III du décret du 15 mars 1790 qui ordonnait de payer les dîmes inféodées et champarts non jusqu'aux offres de rachat mais jusqu'au rachat effectué, ainsi qu'au décret du 18 juin 1790 ; le Comité enjoignait en même temps à ladite municipalité de n'apporter aucun obstacle aux perceptions accoutumées des dîmes et champarts, et même d'y prêter assistance.

Le 3 août 1790, l'Assemblée se décida, nous le savons, à se montrer un peu plus énergique ; on commença à poursuivre et à punir les coupables et il en résulta, sinon un rétablissement complet de l'ordre — ce qui était encore impossible — du moins une diminution des troubles qui permit à l'Assemblée de continuer son œuvre dans un calme relatif (2).

Le décret du 23 octobre 1790. — Au point où nous sommes arrivés, fin septembre 1790, tandis que la dime ecclésiastique était supprimée depuis plusieurs mois déjà, la législation sur les dîmes inféodées, assez peu avancée (ce qui était une preuve de la difficulté du sujet), pouvait se ramener à ceci :

Le 4 août 1789, les dîmes inféodées ont toutes été déclarées rachetables, sans qu'il ait été rien décidé sur le mode et le taux de ce rachat.

Le 15 mars 1790, la loi les a toutes présumées être le prix de concessions primitives de fonds, et à ce titre, les a toutes

(1) Sagnac et Caron, p. 714, *Arch. nat.*, DXIV, 13.

(2) Voir notre III^e partie, p. 285.

placées dans la catégorie des droits féodaux rachetables et maintenues jusqu'au rachat effectué.

Le 20 avril 1790, il a été décidé que le rachat ne pourrait ici s'entendre que d'une indemnisation des titulaires des dîmes inféodées par le Trésor public ; qu'il s'agisse de celles de ces dîmes ayant une origine laïque, c'est-à-dire représentant une concession primitive de fonds, ou de celles ayant une origine ecclésiastique (les plus nombreuses) pour lesquelles l'indemnisation se justifiait par cette considération qu'entre les mains des laïques elles étaient devenues des propriétés.

Restait à organiser le mode de paiement de cette indemnité, et ce n'était pas la moindre partie du travail. Ce fut l'un des objets du décret du 23 octobre 1790.

Le 4 octobre, Chasset présenta au nom des Comités ecclésiastique, d'aliénation des biens nationaux, de mendicité et des finances, un projet de décret en cinq titres dont le dernier était relatif à l'indemnisation de la dîme inféodée ⁽¹⁾.

Nous croyons nécessaire d'attirer immédiatement l'attention sur une disposition de ce projet, qui resta d'ailleurs sans modification dans le décret, mais qui, en raison de sa place, pourrait risquer de passer inaperçue. Elle fait l'objet de l'article 14 du titre V. Nous y trouvons la distinction des deux classes de dîmes inféodées que nous avons faite au début de notre étude, et que Chasset indiqua dans les travaux préparatoire du décret du 20 avril 1790 ; il n'est donc plus question, à partir de maintenant, de la vieille confusion de toutes les dîmes inféodées sous une seule dénomination, et dont la déclaration de juillet 1708 avait été la principale cause.

Chasset divisait donc ces dîmes en deux catégories, et appliquait à chacune d'elles un régime différent ; d'une part, les dîmes qui ne seraient pas justifiées être dues comme prix de concessions de fonds et qui seraient l'objet de l'indemnisation mise par le décret du 20 avril à la charge du Trésor

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XIX, p. 435 et suiv.

public; de l'autre, celles qui, quoique tenues en foi et hommage, seraient justifiées par titres être dues comme prix de concessions foncières; à celles-là on appliquerait le même régime qu'aux autres droits féodaux compris dans le titre III du décret du 15 mars, c'est-à-dire que les recevables seraient tenus de les racheter eux-mêmes et de les payer jusqu'au rachat effectué : elles se trouvaient donc de ce fait soumises au décret du 3 mai 1790 qui organisait le rachat des droits féodaux et en particulier du champart : solution absolument logique, à laquelle l'Assemblée devait fatalement arriver tôt ou tard, les dîmes ayant le caractère de prix de concessions de fonds n'étant en réalité autre chose que des champarts. Si elle mit plusieurs mois à l'adopter, c'est qu'elle était partie d'une erreur en confondant sous un seul nom des dîmes en réalité très différentes puisque les unes représentaient un prix de vente et les autres une simple contribution.

Les dîmes inféodées de la seconde catégorie, soumises au décret du 3 mai 1790, devaient donc, aux termes de l'article 21 de ce texte, être rachetées individuellement moyennant le paiement d'une somme égale à 20 ou 25 fois la dîme annuelle, suivant qu'elle était en argent ou en nature.

Quant au projet de Chasset, il réglémentait de la manière suivante l'indemnisation des dîmes inféodées non justifiées être dues comme prix de concessions primitives de fonds.

L'indemnité devait être déterminée sur le pied du denier 25 de leur produit pour les dîmes en nature et du denier 20 pour celles réduites en argent par des abonnements irrévocables, en exceptant, bien entendu, du bénéfice de l'indemnité ceux qui prétendraient avoir joui de leurs fonds en exemption de dîmes à quelque titre que ce fût, ou avoir le droit de dîme sur leurs propres fonds.

Il était donc nécessaire, pour fixer le montant de l'indemnité à allouer, de déterminer quel était le produit de la dîme. Ici, plusieurs avis furent successivement proposés : Lucas, député du tiers état de la sénéchaussée de Moulins, proposa d'avoir recours au moyen employé par le décret du

3 mai pour le champart, c'est-à-dire l'expertise. Treilhard appuya au contraire le projet, qui se basait sur le montant de l'abonnement lorsqu'il y aurait abonnement, ou sur le prix des baux actuels et les plus récents au cas d'affermage ; et après le rejet d'un amendement de M. de Folleville, de la noblesse de Péronne et Montdidier, tendant à ce qu'on laissât aux propriétaires l'évaluation de leurs dîmes à l'aide des baux ou par expertise, Chasset présenta une nouvelle rédaction qui fut acceptée après une très courte discussion : on se servirait, pour évaluer le produit des dîmes à indemniser, de l'abonnement lorsqu'il y en aurait ; au cas d'affermage, des baux ayant une date certaine antérieure au 4 août 1789 et actuellement subsistant ; et, s'il n'y en avait pas de cette espèce, de ceux précédemment passés et dont la durée aurait commencé quinze ans avant le 4 août 1789.

Les propriétaires devraient remettre dans le mois de la publication du décret, au secrétariat du district où se percevait la majeure partie de leurs dîmes, leurs baux et titres de propriété. S'il n'existait aucun bail, ou si les baux en vigueur comprenaient avec les dîmes d'autres biens ou droits dont le prix ne serait pas distinct, les propriétaires auraient à remettre, dans le même délai, avec leurs titres de propriété, un état des pièces de terre sujettes à la dîme, en les indiquant par tenants et aboutissants et en dénommant les possesseurs ; le directoire du district prendrait les observations des municipalités, donnerait son avis, après quoi le directoire du département statuerait.

Lorsque les dîmes inféodées seraient tenues, subsidiairement et par insuffisance des dîmes ecclésiastiques, ou concurremment avec elles, des charges relatives au culte divin (portions congrues ou autres), déduction devait être faite, lors du règlement de l'indemnité, sur la valeur de la dîme, de toutes ces charges, jusqu'à concurrence de ce dont les dîmes inféodées auraient pu être tenues après épuisement des dîmes ecclésiastiques : et ceux qui, pour exécuter ces différentes charges, auraient reçu des dîmes ou portions de dîmes ecclé-

siastiques, devraient déduire, au denier 20, le capital des charges qui leur incombait.

L'indemnité prévue par le décret s'appliquait aussi à ceux qui, propriétaires de dîmes inféodées, les avaient concédées à l'Eglise, contre le paiement de rentes en argent ou en denrées, ainsi qu'aux laïques propriétaires de dîmes ecclésiastiques en vertu d'acquisitions à titre onéreux et ayant tourné au profit de l'Eglise.

De même, les propriétaires de fiefs qui étaient autorisés par la loi ou par titres, à percevoir des droits casuels en cas de mutation de la propriété de la dîme inféodée devaient être indemnisés de ces droits par les propriétaires de la dîme conformément au décret du 3 mai 1790.

Quant aux propriétaires de dîmes inféodées qui prétendaient être autorisés à percevoir des droits casuels lors des mutations des héritages sujets à la dîme, ils ne pourraient de ce chef être indemnisés; mais ils continueraient à percevoir ces droits, sauf aux redevables à les racheter, toujours dans les conditions prévues le 3 mai 1790.

Telles sont les principales dispositions du projet qui passèrent, après de très courts débats, dans le texte définitif du décret ⁽¹⁾; ajoutons que compétence était donnée, pour les demandes en indemnités relatives aux dîmes, au directoire de district du domicile du demandeur, sur l'avis duquel le directoire de département devait statuer.

Le paiement de l'indemnité due aux propriétaires de dîmes inféodées fut mis à la charge de la Caisse de l'extraordinaire par décret du 27 décembre 1790 ⁽²⁾. Comme son nom l'indique, cette caisse, absolument distincte du Trésor public, fut créée pour recevoir tout ce qui ne faisait pas partie des contributions ordinaires; la dette publique de l'Etat fut mise à sa charge ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XIX, p. 603 et suiv. Voir notre *Pièce justif.*, n° XV.

⁽²⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XI, p. 254.

⁽³⁾ Cette Caisse fut créée par un décret du 6 décembre 1790. Elle était alimentée par différentes recettes dont les principales étaient le produit de la vente des

La Constituante ne fut pas plus heureuse avec les décrets des 3 mai et 23 octobre 1790 qu'elle ne l'avait été avec celui de mars. Elle se heurta, pour leur application, à des difficultés considérables : « Jamais législation, disent MM. Sagnac » et Caron, ne déclencha plus vive indignation. Elle mécontentait tout le monde. Les seigneurs ne veulent pas l'accepter. Ils continuent très souvent à percevoir les droits supprimés sans indemnité. Ils cherchent à entraver le rachat, » pourtant si difficile, des droits rachetables toutes les fois » que les tenanciers le leur proposent... Le rachat est impossible, il est trop élevé, on ne peut pas payer à la fois pour les droits annuels et les droits casuels... C'est un mouvement général de protestation dans tout le royaume, qui » tourne vite à l'insurrection et à l'anarchie comme aux mois » de juillet et d'août 1789...⁽¹⁾ ».

Le mouvement fut tel, après le 3 mai, que l'Assemblée dut intervenir à plusieurs reprises et même finir par ordonner des poursuites précises et des sanctions sévères, ce qui semblait lui répugner beaucoup : à ce prix seulement, elle put obtenir un peu de calme.

A partir de novembre 1790, difficultés nouvelles pour l'indemnisation des propriétaires de dîmes inféodées : le mode d'évaluation adopté par le décret du 23 octobre apparut comme très défectueux ; on se heurta au parti pris et à la mauvaise foi de beaucoup d'administrations de districts, et surtout des experts désignés par elles pour procéder à l'estimation des dîmes. La municipalité d'Amou, district de Saint-Sever (Landes), adressa, à ce sujet, en 1791, à l'Assemblée Nationale une pétition où elle représentait qu'un propriétaire de dîmes inféodées, M. Caupenne, dont les dîmes étaient affermées pour six ans par un bail de 1787, moyennant 6.250 livres,

domaines nationaux, du rachat des droits féodaux, de la contribution patriotique. Cette caisse devait recevoir les assignats au fur et à mesure de leur fabrication et s'en servir pour ses paiements ; les espèces qui y étaient portées devaient être versées au Trésor public qui devait remettre en échange à la Caisse de l'extraordinaire pareille valeur en assignats.

⁽¹⁾ Sagnac et Caron, *op. cit.*, Introduction, p. xvi.

avait remis au secrétariat du district son bail, ses titres, ainsi que l'état des pièces de terre produisant des fruits décimaux, afin d'obtenir la liquidation de son indemnité. Le procureur syndic désigna un expert, d'ailleurs accepté par M. Caupenne, qui procéda seul à l'évaluation. Il y avait donc là une première irrégularité car le bail, étant antérieur au 4 août 1789, aurait dû servir de base à la fixation de l'indemnité, conformément à l'article 4 du titre V du décret du 23 octobre.

Mais — et ceci était plus grave — l'expert évalua la dime à un revenu de 10.395 livres, soit 4.000 de plus que le prix du bail ; la municipalité, appelée à donner son avis, n'eut aucune peine à établir la mauvaise foi de l'expert ; le directoire de district fit alors procéder à une nouvelle évaluation qui fut, à peu de chose près, égale à la première : et malgré les protestations de la municipalité qui démontra facilement l'extrême partialité de l'expert, le directoire du district fut d'avis de s'en tenir à cette seconde évaluation et d'allouer à M. Caupenne une indemnité de 256.272 livres, représentant vingt-cinq fois le produit annuel de ses dîmes évalué à 10.000 livres environ. Calculée sur le pied du prix du bail, cette indemnité n'eût dû être que de 156.250 livres et la municipalité d'Amou s'autorise de l'importance de la somme de 106.522 livres — que la Nation va perdre ou gagner suivant que le directoire du département confirmera ou annulera la décision prise — pour attirer l'attention des membres de l'Assemblée sur cet objet important : « Il est temps de vous expliquer et de faire connaître si l'indemnité de la suppression de la dime doit être déterminée d'après la police » (1).

On se heurta à d'autres difficultés lorsqu'on voulut appliquer le décret du 23 octobre au cas de cumul de la dime avec le champart ou les redevances de même nature : il y avait alors lieu d'évaluer séparément ces différents droits. L'article 17 du titre V décidait que ces droits fonciers seraient

(1) Sagnac et Caron, p. 349, *Arch. nat.*, DXIV, 5.

acquittés à la quotité à laquelle ils étaient anciennement payés et que, dans les cas où on ne pourrait découvrir l'ancienne quotité (c'est-à-dire dans les cas très fréquents de perte des titres primitifs), ils le seraient à celle déterminée par la coutume et l'usage des lieux. Or, la coutume ne fixait que très rarement pour toute une région la quotité en question et les usages locaux étaient d'une infinie variété.

Pour parer à l'absence de titres et de coutumes nettement établies, la Constituante décréta, le 7 juin 1791, sur un rapport de Tronchet, que lorsque la dime se trouverait cumulée avec le champart, le terrage, l'agrier ou autres droits de cette nature, ceux-ci seraient réduits à la moitié de la redevance qui en tenait lieu cumulativement avec la dime; lorsqu'elle serait cumulée avec le cens, la quotité de ce cens, en l'absence de titres, serait fixée par la coutume, à défaut par l'usage le plus général dans la seigneurie envisagée, et à défaut par l'usage le plus général dans les seigneuries voisines et limitrophes ⁽¹⁾.

Il restait un point à éclaircir : quand la dime se trouverait-elle cumulée avec le champart ou autres droits semblables? Un projet fut présenté par Tronchet et adopté le 22 juin, d'où il résultait que toutes les fois qu'on se trouverait en présence d'une paroisse où aucune dime ecclésiastique ne serait payée ni au curé ni à un bénéficiaire quelconque, il y aurait lieu de présumer que le titulaire du droit de champart, terrage, agrier ou autre de même nature, serait aussi titulaire du droit de dime ⁽²⁾.

Le décret du 7 juin, dont le but était de faciliter l'exécution de l'article 17 du titre V de celui du 23 octobre, compliqua à son tour la situation. La réduction de quotité restreignit, en effet, sensiblement les revenus des titulaires des droits fonciers diminués et l'Assemblée reçut de ce fait des demandes d'indemnisation : par exemple, celle de M. de

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XXVII, p. 43.

⁽²⁾ *Ibid.*, *ibid.*, p. 406.

Laumoy ⁽¹⁾ qui s'était rendu acquéreur, le 10 mars 1791, dans le district de Pithiviers, d'une seigneurie à la disposition de la Nation, consistant en une ferme et en champarts; ceux-ci étaient à la dixième gerbe, mais ne furent pas vendus sur ce pied, parce qu'à défaut de dîme dans la paroisse (le fermier était obligé par son bail de payer la portion congrue au curé), on dut présumer que la dîme avait été cumulée avec le champart. Or, aux termes de l'article 17 du décret du 23 octobre (titre V) — et c'était ici le cas — il fallait réduire le champart à la quotité réglée par la coutume et l'usage des lieux, quand on ne pouvait découvrir son ancienne quotité, avant sa réunion avec la dîme : l'usage du district de Pithiviers étant en général la douzième gerbe, c'est sur ce pied que la vente fut faite à M. de Laumoy pour le prix de 2.583 livres.

Survint le décret du 7 juin qui réduisit la quotité de ce champart à la moitié du taux originaire, c'est-à-dire au vingtième, de sorte qu'il ne représenta plus qu'une valeur de 1.550 livres : le pétitionnaire émettait la prétention d'être indemnisé de la différence, soit 1.033 livres.

On voit que la législation de la Constituante sur les droits féodaux en général et la dîme en particulier était loin d'être applicable : malgré les mauvais résultats obtenus, malgré les pétitions, les adresses qu'on lui adressa de toutes parts, l'Assemblée ne voulut rien modifier à son système : estimant qu'il avait été mal interprété, elle entreprit de l'expliquer à nouveau, et ce fut l'objet d'une grande instruction dont la rédaction fut confiée à Camus par le Comité de liquidation : il fut décidé, le 30 juillet 1791 qu'elle serait suivie par les corps administratifs et le directeur général de la liquidation dans l'évaluation de l'indemnité des dîmes supprimées avec indemnité; dans ce but, elle serait imprimée et adressée à tous les départements ⁽²⁾.

Cette instruction reproduisait en général les principes con-

(1) Sagnac et Caron, p. 344, *Arch. nat.*, DXIV, 5.

(2) *Arch. part.*, 1^{re} série, t. XXIX, p. 65.

tenus dans les décrets de la Constituante et éclaircissait certains points sur lesquels des difficultés avaient été soulevées notamment sur la déduction à faire dans le calcul de l'indemnité des charges relatives au culte divin supportées par les dîmes inféodées subsidiairement à la dîme ecclésiastique.

Hâtons-nous de dire que l'instruction de Camus ne pouvait rien changer à la situation. Ce qu'il fallait, ce n'était pas expliquer la loi, ni éclaircir certains points de détail mal compris, c'était la modifier complètement pour en rendre le fonctionnement possible, et notamment supprimer cette disposition bizarre du décret de mars 1790 qui faisait table rase des principes les plus élémentaires du droit en matière de preuve.

§ II. *L'Assemblée Législative et les dîmes inféodées. — Les décrets des 20 et 25 août 1792.*

Ce serait une erreur de croire que le décret du 23 octobre 1790 réglait définitivement le sort des dîmes inféodées, et on serait beaucoup plus près de la vérité en disant qu'au début d'octobre 1791 il n'y avait à peu près rien de fait, car l'Assemblée Législative et surtout la Convention après elle, allaient complètement transformer l'œuvre de la première assemblée révolutionnaire sur ce point.

La Législative va en effet s'inspirer de principes tout différents, et se montrer en général bien plus hardie que sa devancière : celle-ci avait voulu avant tout, dans cette délicate affaire des droits féodaux, respecter les droits légitimement acquis, désir d'ailleurs très légitime et qui lui fait honneur, et même, lorsqu'elle ne put établir ces droits d'une manière certaine, elle alla jusqu'à créer en leur faveur une présomption légale. Malheureusement sa législation, toute théorique, n'en fut que plus confuse et plus difficile à appliquer.

A partir de 1792, tout va changer : la nouvelle assemblée, à l'égard des redevances seigneuriales et féodales va entrer

beaucoup plus délibérément dans la voie de la suppression pure et simple, elle va même parfois prendre le contre-pied de la première. Elle va surtout s'attaquer aux droits réels que la Constituante avait voulu protéger, et refuser d'en présumer la légitimité : l'anomalie consacrée en matière de preuve par le décret de mars 1790 — qui fut une des principales causes de l'insuccès de l'œuvre de la Constituante — va donc disparaître, et la preuve incombera désormais, non plus au débiteur mais au créancier qui devra rapporter son titre primordial : c'était porter un coup très grave aux propriétaires de droits dont les titres avaient été, pour la plupart, brûlés ou perdus. Cette première et importante différence avec la législation de 1790 fit l'objet de l'article 1^{er} du décret du 18 juin 1792.

Une seconde différence se rencontre encore dans celui du 20 août suivant, qui autorise le rachat séparé des droits annuels et des droits casuels, tandis que le décret du 3 mai 1790 n'avait admis pour ces deux sortes de redevances que le rachat simultané.

C'est avec le même esprit que l'Assemblée Législative modifia l'œuvre de sa devancière relativement aux dîmes inféodées. Elle commença, le 6 février 1792, par un avertissement aux propriétaires de celles de ces dîmes qui devaient être indemnisées : on se souvient qu'aux termes du décret du 23 octobre 1790 ils avaient à remettre au secrétariat de leur district leurs baux et titres de propriété en vue de procéder à l'évaluation de leurs dîmes. Or, en février 1792, un très petit nombre seulement avaient répondu à cet appel. La nouvelle assemblée n'entendait pas faire traîner les choses en longueur, et par décret du 6 février 1792, elle enjoignit aux intéressés de communiquer leurs titres en leur donnant comme limite le 1^{er} mai 1792 (1^{er} mai 1793 et 1^{er} mai 1794 pour ceux habitant les colonies, suivant qu'ils se trouvaient en deçà ou en delà du cap de Bonne-Espérance) après quoi ils seraient déchus du droit d'exercer toute répétition sur le Trésor public. Le décret donnait comme raison le désir de

l'Assemblée « de constater l'importance de tous les titres » non liquidés pour pouvoir former dans le plus court délai » un état exact de toutes les dettes exigibles et de toutes les » ressources de la Nation, d'après lequel on pût arrêter un » plan général de liquidation fondé sur des bases certaines » (1).

Le 20 août 1792, Lemalliaud, au nom du Comité de féodalité, soumit à la discussion un projet de décret relatif au rachat successif et séparé des redevances fixes et des droits casuels conservés, et au mode de conversion du champart et autres redevances de même nature en une rente annuelle d'une quotité fixe de grains (2). Les dîmes inféodées étaient au nombre des droits annuels compris dans ce projet : elles pourraient donc, soit être rachetées par les redevables, soit être converties sur leur demande en une rente ou redevance annuelle d'une quotité fixe de grains.

Dans le premier cas, le propriétaire de la dîme à racheter ne pourrait l'exiger ni la lever en nature à compter du jour de l'offre, comme du premier paiement fait en conséquence de la liquidation définitive ; l'année courante serait payée au prorata écoulé depuis la récolte précédente sur le pied d'un intérêt à 4 p. 100.

Dans le second cas, le redevable devrait faire notifier sa demande en conversion au propriétaire de la dîme ou à son dernier domicile, en indiquant la quotité de la dîme à convertir, la nature et l'étendue de chaque pièce de terre décomposable, par arpents, journaux ou autres mesures locales connues, ainsi que les confins, tenants et aboutissants de chacune d'elles.

Des experts nommés par les parties, ou, au cas de désaccord entre elles, d'office par le juge, évalueraient ensuite ce que le fonds produisait habituellement en chaque espèce de grains dans une année commune ; la quotité de la rente substituée à la redevance annuelle serait déterminée proportion-

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XXXVIII, p. 210.

(2) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XLVIII, p. 426.

nellement au produit du fonds en grains dans l'année commune; les experts auraient à donner leur avis motivé et en cas de désaccord entre eux, les parties, et à défaut le juge, désigneraient un tiers dont la mission serait de prononcer pour les experts.

Ce décret du 20 août 1792 n'était que provisoire; il n'eut même le temps de recevoir aucune exécution, car le même jour, Mailhe, au nom du Comité de féodalité, présenta un nouveau projet, beaucoup plus conforme aux intentions de la Législative, car il supprimait les droits fixes, censuels et féodaux ⁽¹⁾. Le texte, plusieurs fois remanié, fut adopté le 23 août suivant ⁽²⁾.

Nous trouvons dans ce projet une division nouvelle — et plus simple que celle naguère admise par la Constituante — des dîmes en deux classes : d'un côté, celles tenant de la nature des redevances féodales et censuelles; de l'autre, celles ne présentant pas ce caractère. Quel sens l'Assemblée voulait-elle donner à cette division ?

Les premières étaient celles qui dérivait du régime seigneurial et féodal; parmi elles, les unes supposaient l'existence d'un contrat d'inféodation ou d'un bail à cens, d'une seigneurie directe sur les fonds sujets à la dime; les autres, sans avoir pour base un contrat, n'étaient dues qu'à titre d'impôts et dérivait des pouvoirs à peu près absolus des seigneurs sur leurs vassaux.

Quant aux dîmes ne tenant pas de la nature des redevances féodales et censuelles, elles se percevaient en dehors de tout contrat de foi et hommage ou de bail à cens; elles avaient leur origine non dans le régime seigneurial et féodal mais dans le régime domanial, c'est-à-dire purement foncier, elles portaient en général le nom de « dîmes » par analogie avec la dime ecclésiastique, car elles consistaient comme elles en prestations en nature de quotités variables, mais ce n'étaient nullement des « dîmes inféodées ».

⁽¹⁾ *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XLVIII, p. 425.

⁽²⁾ *Id.*, *ibid.*, p. 698. Voir notre *Pièce justif.*, n° XVI.

Le projet de Mailhe ne s'occupait que des premières, parce que, seules, elles faisaient partie de ce régime seigneurial que la Législative avait à cœur de faire disparaître jusque dans ses racines les plus profondes. Les dîmes tenant de la nature des redevances féodales et censuelles étaient supprimées, à la seule exception de celles qui seraient prouvées être le prix d'une concession primitive de fonds.

On se souvient que l'article 14 du décret du 23 octobre 1790 (titre V) exceptait aussi ces dîmes de l'indemnisation mise à la charge du Trésor public et décidait qu'elles seraient rachetées par les redevables eux-mêmes. Mais il ne s'expliquait pas sur la nature des titres qui pourraient prouver la concession primitive de fonds : s'agissait-il du titre primordial de la concession, ou d'un simple titre en contenant la reconnaissance par le décimable ? et, à défaut de titre récongnitif, pouvait-on y suppléer par des actes dans lesquels la concession de fonds serait simplement énoncée ? La solution de cette question se trouvait abandonnée aux tribunaux, d'où une source de difficultés auxquelles la Législative voulut mettre un terme : en conséquence le projet de Mailhe exigeait que la concession de fonds fût clairement exprimée dans le contrat d'inféodation, d'accensement du bail à cens, c'est-à-dire que le titre primitif fût rapporté : et rien n'y pouvait suppléer. Lorsqu'il serait satisfait à cette condition, la dîme continuerait d'être perçue comme par le passé, et devrait être rachetée par le redevable dans les conditions de l'article 14 du décret du 23 octobre 1790 (titre III). La mesure était radicale ; elle avait pour conséquence de supprimer la plupart des dîmes tenant de la nature des redevances féodales et censuelles, car la plupart des titres primitifs, nous le savons, avaient été perdus, détruits ou brûlés.

Que faut-il conclure du silence du projet sur la seconde catégorie de dîmes ? On peut en déduire ou bien que ces dîmes subsisteraient comme par le passé, ou bien qu'elles auraient le même sort que les précédentes, c'est-à-dire qu'elles seraient abolies sans aucune indemnité, sauf à être

rachetées par les redevables lorsqu'elles seraient prouvées être le prix d'une concession de fonds.

L'article 6 du projet permet de se prononcer pour la seconde solution ; il contient, en effet, qu'il n'y aura lieu contre la Nation à aucune indemnité pour cause de suppression de toutes autres dîmes inféodées, seigneuriales ou laïcales, qui n'ont jamais perdu leur caractère primitif d'impôt. Merlin se prononce également en ce sens, tout en estimant que la concession de fonds peut être établie ici par un titre quelconque, car il ne s'agit plus de faire disparaître les traces du régime féodal ⁽¹⁾.

Ajoutons que le projet prenait les précautions nécessaires pour que les dîmes inféodées et autres droits supprimés ne pussent renaître ; il interdisait d'exiger les arrérages de ces droits en vertu d'accords et de conventions et même de jugements (sans que, bien entendu, ceux qui avaient été payés conformément aux lois antérieures pussent être répétés), et surtout il déclarait irrévocablement éteints tous procès relatifs à ces droits actuellement pendants et n'ayant pas fait l'objet d'un jugement en dernier ressort. Les reconnaissances de liquidation de dîmes, soit provisoires, soit définitives et non encore acquittées, étaient même considérées comme non avenues.

§ III. *La Convention et les dîmes inféodées.*

Loi du 17 juillet 1793.

A l'avènement de la Convention, il ne subsistait donc que les dîmes qui, tenant de la nature des redevances féodales et censuelles, étaient prouvées par le titre primitif être le prix d'une concession de fonds ; et celles qui, ne tenant pas de cette nature, représentaient également le prix d'une concession foncière, avec un titre à l'appui. L'Assemblée Législative avait porté un coup terrible au vieux régime seigneurial, et

(1) Merlin, *Questions de droit*, v^o *Dîme*.

la Convention n'avait que peu à faire pour lui porter le coup de grâce.

Ce fut l'objet du décret du 17 juillet 1793 ⁽¹⁾ qui supprimait sans indemnité toutes les redevances féodales et seigneuriales, même celles que le décret du 25 août 1792 avait cru devoir conserver. La Convention n'avait donc aucun égard aux titres, même les plus probants : et pour être plus sûre de l'efficacité de son œuvre, elle ordonnait à tous seigneurs, feudistes, commissaires à terriers, notaires et autres dépositaires de titres constitutifs ou récognitifs des droits supprimés, de les déposer dans les trois mois aux greffes des municipalités pour y être brûlés en présence des citoyens : une peine de cinq ans de fers était réservée à ceux qui seraient convaincus d'avoir caché, soustrait ou recélé des minutes ou des expéditions des actes destinés à être brûlés ⁽²⁾.

(1) Rondonneau, t. IV, 448. Voir notre *Pièce justif.*, n. XVII.

(2) Des mesures aussi radicales ne pouvaient manquer de soulever de grosses difficultés avec lesquelles il fallut compter. C'est ainsi que le directoire du département des Hautes-Alpes envoya à la Convention, le 4 septembre 1793, une adresse pour lui représenter qu'en Dauphiné il existait un règlement général enjoignant aux notaires de faire registre de tous les actes et contrats en les inscrivant à la suite les uns des autres sans aucune interruption. Or, il se trouvait dans ces registres des reconnaissances féodales qui pouvaient être suivies de pièces de la première importance comme contrats de mariage, testaments ; la destruction des uns entraînait celle des autres. Sagnac et Caron, *op. cit.*, p. 783, *Arch. nat.*, DIII, 359.

De même le procureur général syndic du département de l'Allier représentait, le 1^{er} septembre 1793, au Comité de législation, que l'article 8 du décret du 17 juillet, en exigeant la suppression de tous jugements pouvant porter reconnaissance de droits supprimés, ordonnait non seulement la destruction des expéditions, mais aussi celle des minutes de ces jugements ; or, comment faire disparaître ces dernières, qui se trouvaient inscrites sur les registres des tribunaux avec une multitude d'autres jugements intéressant la propriété et l'état des citoyens ? Sagnac et Caron, p. 789, *Arch. nat.*, DIII, 359.

Autre question à éclaircir : Devait-on considérer comme un délit, la production en justice d'un titre établissant à la fois un droit féodal et un droit foncier ? (Lettre du commissaire national près le tribunal du district de Lesparre, 1792. Sagnac et Caron, p. 804, *Arch. nat.*, DIII, 359.)

La Convention dut charger son Comité de législation de lui présenter un rapport sur les mesures à prendre pour faire disparaître les traces du régime féodal en conservant la partie du titre établissant la propriété. Il ne semble pas que cette importante affaire ait été traitée avec tout le soin voulu ; un décret du 2 octobre 1793 (Rondonneau, IV, 678) rejeta toutes les distinctions relatives aux clauses de pure propriété qui se trouvaient dans des actes de féodalité, et bien qu'un second

Les procès civils et criminels intentés relativement aux droits supprimés étaient éteints sans répétition de frais possible de la part d'aucune des parties.

La Convention ne supprimait pourtant pas toutes les dîmes : l'article 2 du décret de juillet 1793 exceptait les rentes et prestations purement foncières et non féodales : nous devons donc en conclure que les dîmes ne tenant pas de la nature des redevances féodales et censuelles étaient conservées, dans les cas où la Législative les avait déjà maintenues, c'est-à-dire lorsqu'elles étaient prouvées par titre être le prix d'une concession foncière. C'était, par suite, au titulaire de la dîme à établir : 1° que sa dîme n'était ni féodale ni censuelle, mais purement foncière ; 2° qu'elle représentait une concession de fonds ⁽¹⁾.

Malgré des mesures aussi radicales, les craintes de voir réapparaître les droits féodaux en général, les dîmes en particulier, déterminèrent la Convention à prendre des précautions supplémentaires : et le décret du 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793) que nous avons étudié à l'occasion de la suppression de la dîme ecclésiastique retrouve ici sa place : nous nous bornons à y renvoyer ⁽²⁾.

Ces craintes furent d'ailleurs difficiles à dissiper : l'auteur de l'acte additionnel du 22 avril 1815 crut nécessaire de confirmer une abolition datant déjà de plus de vingt ans.

Sous la Restauration, nous savons que des tentatives assez sérieuses furent faites pour rétablir la dîme ecclésiastique, mais il ne paraît pas qu'elles se soient appliquées également aux droits féodaux : sur ce point, l'œuvre de la Convention était bien complète et définitive.

décret du 8 pluviôse an II (Rondonneau, t. IV, 906) décidait la création d'un « grand livre des propriétés territoriales » et ajournait le brûlement des titres mixtes jusqu'à sa formation, la Convention, par sa rigueur aveugle, n'en porta pas moins une atteinte fort grave à des droits éminemment respectables. Voir Lettre du comité de législation au ministre de la Justice du 21 germinal an II (Sagnac et Caron, p. 806, *Arch. nat.*, DIII, 359).

(¹) Il en a été ainsi jugé par un arrêt de la Cour de cassation du 17 janvier 1899, S., 1^{re} partie, année 1809, p. 8.

(²) Voir notre III^e partie, p. 287.

CONCLUSIONS

Comment faut-il apprécier l'œuvre de la Révolution relativement aux dîmes ?

On ne peut nier qu'il se soit trouvé, en 1789, un parti important favorable au maintien de la dîme ; si d'ailleurs celle-ci subsista pendant plusieurs siècles et résista, dans les derniers temps, à bien des attaques, c'est qu'elle présentait d'incontestables avantages. Au point de vue de ceux qui en bénéficiaient, elle leur procurait des moyens directs d'existence, point important à une époque où les communications étaient longues et les moyens de transports rudimentaires, et où il eût été, par suite, très difficile de se procurer à prix d'argent les denrées nécessaires. Au point de vue des décimables, la perception en nature avait de l'intérêt dans un temps où l'agriculture était presque toujours restreinte à l'approvisionnement nécessaire à la consommation locale, et où chaque paroisse, chaque canton produisait le blé strictement indispensable pour le pain de l'année ; par suite, on vendait peu à l'intérieur, encore moins à l'extérieur, l'argent ne circulait pas, il était d'ailleurs rare, et c'eût été aggraver le poids de la dîme que d'en exiger le paiement en numéraire.

De plus, les genres de cultures étant au début assez peu variés, on avait pu asseoir sans trop de difficultés une dîme en nature.

Enfin et surtout, nous avons déjà vu que le paysan de l'Ancien Régime était en général chrétien et aimait son curé ; il se dessaisissait d'une portion de ses grains d'autant plus faci-

lement que le décimateur se présentait au moment de la récolte, c'est-à-dire au moment de l'abondance et de la prospérité, et avec d'autant moins de regrets que, sauf de rares exceptions, il pouvait attendre, dans les moments difficiles, quelques secours de la charité de son pasteur. Il faut tenir compte aussi de ce fait important que la dime était proportionnée à la récolte. Ajoutons que le paysan était très routinier : l'habitude était pour lui d'une grande force.

Ne nous étonnons donc pas si beaucoup de cahiers de paroisses n'ont pas voulu la suppression de la dime et si plusieurs en ont même expressément demandé le maintien. Mais des réformes essentielles furent mises comme condition absolue à ce maintien. Elles visaient surtout les trois plus graves inconvénients de la dime, ceux qui lui avaient toujours valu les plus sérieuses attaques : on demandait que la dime ne grevât pas uniquement les populations rurales, que son assiette et sa perception fussent simplifiées ou uniformisées afin d'éviter des procès longs, ruineux et humiliants pour toutes les parties et surtout qu'on ramenât la dime à sa destination véritable ; il fallait l'enlever aux hauts bénéficiaires ecclésiastiques, bien souvent inutiles, et la réserver aux pasteurs toujours indispensables et seuls capables d'être assez désintéressés pour en faire l'emploi le plus convenable.

On eût donc très volontiers continué à payer la dime en nature ainsi transformée, mais la Révolution devait-elle s'en tenir à ce désir et maintenir la dime, même améliorée ?

L'Assemblée Constituante sut comprendre que non, car si la dime en nature avait pu convenir jusqu'à une certaine époque, elle ne répondait plus aux besoins de la vie nouvelle.

Tout d'abord, ce système avait des défauts qui ne pouvaient disparaître qu'avec lui, et le plus grave était que, comme impôt en nature, il n'atteignait et ne pouvait atteindre qu'une partie de la population, la population rurale ; les villes avec leurs bourgeois, commerçants, industriels, artisans, y échappaient. Et on arrivait à ce résultat bizarre que

la religion n'était payée que par les paysans, tandis que les citadins, qui en profitaient autant, ne déboursaient rien : iniquité flagrante que ne pouvait maintenir une assemblée qui consacra la première le principe de l'égalité et de la proportionnalité de l'impôt.

Ensuite les idées nouvelles s'opposaient à tout procédé de paiement direct du culte par les fidèles. Le culte était un service public, ce fut toujours le grand argument de la Constituante. Or, la Nation étant toute-puissante, et tous les services publics devant, pour cette raison, dépendre d'elle, l'entretien du culte devenait un devoir pour l'Etat.

En troisième lieu, la perception en nature n'était plus compatible avec un état de civilisation avancé : si on la conservait, il serait bientôt nécessaire de convertir en argent toutes les prestations en nature, d'où difficultés nouvelles, pertes de temps, gaspillages. Avec la constitution nouvelle que l'assemblée projetait de donner au clergé, voyait-on un évêque recevoir, à titre de traitement, mille setiers de blé, deux ou trois quintaux de lin, de chanvre, cent agneaux, autant de paires de poulets et la laine d'un troupeau de brebis ? Il était vraisemblable que les besoins augmenteraient de jour en jour, que les transactions deviendraient de plus en plus nécessaires, qu'on aurait par conséquent de plus en plus besoin de numéraire ; les pasteurs préféreraient donc beaucoup être payés en argent.

Enfin l'intérêt des curés eux-mêmes exigeait la suppression de la dîme en nature ; il leur fallait un traitement fixe et en espèces. La Constituante allait leur donner plus que la portion congrue, que la dîme et le casuel, et surtout la certitude d'être payés en argent et d'avance, tous les trois mois, sans avoir à affronter les ennuis de la dîme, ni les humiliations de la portion congrue. Aucun curé n'aurait moins de 1.200 livres ; les traitements seraient augmentés proportionnellement au nombre des habitants et atteindraient 3.000 livres dans les villes de 10.000 à 50.000 habitants ; ce ne serait certes pas la fortune mais une ressource suffisante que n'aurait

jamais pu assurer aux curés le régime de la portion congrue.

Ces considérations — sans parler des inconvénients que la dîme en nature pouvait avoir aux points de vue agricole et économique — suffisaient donc à légitimer la suppression d'une institution désormais vieillie. Mais alors se posait la question de remplacement. La Constituante, après avoir envisagé plusieurs solutions possibles, décida de supprimer purement et simplement la dîme ecclésiastique en mettant les frais du culte au nombre des dépenses générales. Ce procédé peut être jugé à un triple point de vue :

Au point de vue financier — qui n'était pas le moins important à envisager pour la Constituante — il eût pu être satisfaisant à une époque de sécurité complète ; mais tel n'était pas le cas, nous le savons : les charges publiques allaient être augmentées de ce fait de 130 millions par an au moins, et on ne pouvait envisager sans inquiétude les inconvénients qui en résulteraient et dont l'abbé de Bonneval fit un tableau assez exact à l'Assemblée en avril 1790, pour l'inviter une dernière fois à ne pas accomplir une réforme aussi scabreuse ; à cette charge nouvelle allaient s'ajouter l'accroissement de la dette publique résultant de la dette du clergé, le remboursement des offices de magistrature, du montant des charges des finances et emplois militaires ; l'indemnisation des propriétaires des dîmes inféodées supprimées. Pour y pourvoir, les impôts rentraient mal ; la vente des biens ecclésiastiques tromperait certainement les espérances car on préférerait aller chercher ailleurs des propriétés plus sûres ; et surtout, il fallait songer aux difficultés contre lesquelles on pourrait avoir à lutter à cause des assignats ; l'abbé de Bonneval ne parlait pas de ce dernier point, mais tout esprit prévoyant ne pouvait envisager qu'avec méfiance le régime du papier-monnaie.

Pour toutes ces raisons, la mesure prise par la Constituante dans son décret du 20 avril 1790 était des plus dangereuses. Le rachat, comme on l'avait décidé d'un commun accord dans la nuit du 4 août, eût été beaucoup plus sage dans une

période aussi critique. On alléguait que la dime ecclésiastique était assimilable à un impôt et qu'il ne fallait pas plus parler de rachat pour elle que pour la taille, par exemple ; objection d'ailleurs conforme à la notion que la plupart des auteurs donnaient de la dime et peut-être exacte, bien que Sieyès et l'abbé de Montesquiou y aient répondu le 10 août par plusieurs arguments sérieux, mais objection purement théorique et, en l'espèce, le côté pratique aurait dû l'emporter sur les discussions théoriques. Il faut certainement reprocher à l'Assemblée de ne pas avoir voulu se rendre à l'évidence des remarques de Sieyès, ni comprendre le double danger auquel elle s'exposait en supprimant purement et simplement la dime : gratification bénévole et absolument inopportune aux propriétaires au détriment des non-propriétaires, puisque depuis Charlemagne les terres s'étant vendues et revendues avec la charge de la dime, ôter cette charge sans compensation, c'était en faire remise pure et simple aux propriétaires ; contradiction absolue entre les décisions prises le 4 août et celles arrêtées le 11, ce qui ne pouvait que produire un fort mauvais effet auprès du peuple et lui enlever pour l'avenir toute confiance dans les votes de l'Assemblée Nationale.

Mais un reproche beaucoup plus grave encore est de n'avoir accordé aucun crédit aux sages conseils donnés par Dupont de Nemours le 24 septembre 1789. Dupont avait étudié la question de très près et son rapport, basé sur des chiffres longtemps étudiés, eût mérité plus de succès. Que pouvait-on demander de plus au rachat que de permettre à la Nation de pourvoir convenablement aux frais du culte, tout en maintenant dans les caisses de l'Etat une ressource appréciable que Dupont n'évaluait pas à moins de 45 millions en moyenne ? encore pensons-nous qu'il était au-dessous de la vérité quand il estimait le taux moyen de la dime du quinzième au dix-huitième et son produit total à 100 millions de revenu. En supposant même qu'il ait sous-estimé les frais du culte et les charges générales du clergé, on pouvait en

élever le montant de quelques millions ; on pouvait aussi ne point compter sur l'augmentation de 15 millions que Necker considérait comme probable dans le rendement des impôts ; on aurait fait une opération sinon fructueuse, du moins prudente, comme l'aurait faite tout administrateur vraiment soucieux de sa responsabilité.

Au point de vue du clergé, l'opportunité de la réforme était indéniable : ses membres, et surtout les plus intéressants et les plus utiles d'entre eux, allaient enfin obtenir ce qu'ils demandaient depuis longtemps : des moyens de vie suffisants pour faire face aux nécessités de leur état. En même temps, plus de régularité dans le paiement puisqu'ils devaient être appointés à époques fixes, et plus de sécurité, puisque, désormais, ils n'auraient plus à se préoccuper des risques de mauvaises récoltes, de la résistance des décimables, ni, par conséquent, à recourir à la procédure pour obtenir leur dû. Les pasteurs sauraient d'avance les sommes sur lesquelles ils pouvaient compter, ce qui était indispensable pour assurer une gestion régulière et que le système ancien rendait impossible.

Ces avantages n'allaient pas eux-mêmes sans quelques inconvénients dont le principal était une diminution d'indépendance vis-à-vis de l'Etat. Les curés achetaient cher et même très cher cette sécurité du lendemain, puisqu'ils ne l'obtenaient qu'à la condition de jurer fidélité à la Constitution ; mais, d'un autre côté, ils gagnaient en dignité ce qu'ils perdaient en indépendance, et pour une double raison : d'une part, les prêtres n'étant plus à la charité directe de leurs paroissiens, les rapports entre eux devenaient plus désintéressés ; de l'autre, on ne pouvait plus leur reprocher d'être à charge à la partie la plus intéressante de la population, puisque les frais du culte allaient se trouver répartis entre tous les contribuables proportionnellement aux facultés de chacun.

La réforme doit enfin être jugée à un troisième point de vue : celui de l'assistance. Nous savons que la dîme avait

été jusqu'alors une des ressources de l'assistance ⁽¹⁾. Cette ressource était d'ailleurs en fait à peu près illusoire, mais, en la supprimant, l'Assemblée Constituante s'engageait à la remplacer au mieux des intérêts des pauvres, et pour cette raison, on pouvait considérer l'abolition de la dime comme une bonne chose. Malgré les très louables tentatives de réorganisation charitable de Turgot et de Necker, le paupérisme avait pris des proportions inquiétantes que la rigueur de l'hiver 1788-1789 ne fit qu'accroître encore ; l'importance de plus en plus grande de cet objet exigeait qu'il y fût fortement pourvu. Une partie de la tâche devait incomber à l'Etat dont le rôle était surtout de stimuler, d'encourager, de subventionner l'action des particuliers et aussi de la contrôler pour en assurer la régularité et l'efficacité. Le Comité de mendicité de la Constituante s'attacha à cette œuvre ⁽²⁾ ; il exagéra

⁽¹⁾ Les ressources de l'assistance comprenaient alors, outre la dime, le produit des libéralités privées sous forme d'aumônes, quêtes, donations et fondations. Ajoutons-y la taxe des pauvres dont la création remontait à une déclaration de Henri II du 13 février 1551 ; certains droits fiscaux assez nombreux et divers, dont le pouvoir royal dut permettre la perception aux hôpitaux pour les mettre en mesure de faire face à leurs lourdes obligations et spécialement des octrois sur les objets de consommation payables à l'entrée des villes ou à l'occasion de la vente dans les marchés et boutiques (notamment en vertu de déclarations royales de décembre 1702 et juillet 1786), et des revenus casuels, tels que le droit sur les carrosses, le produit du travail des hospitalisés, le droit sur les spectacles correspondant à notre moderne droit des pauvres et dont la création datait de 1699.

⁽²⁾ La théorie révolutionnaire, que l'on trouve en germe dans la littérature charitable de la seconde moitié du XVIII^e siècle et spécialement chez Dupont de Nemours, Bernardin de Saint-Pierre et Condorcet, et qui est exposée en détail dans les rapports du Comité de mendicité créé le 21 janvier 1790 sous la présidence du duc de La Rochefoucauld-Liancourt, était sur ce point la suivante :

L'assistance, comme le culte, est un service public, car si l'Assemblée Nationale a mis les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation, c'est en prenant l'engagement solennel de pourvoir convenablement à tous les objets auxquels ces biens devaient eux-mêmes pourvoir, et l'assistance était du nombre. D'ailleurs, on estimait alors en général que la société était responsable de la misère, d'où nécessité pour elle d'y porter remède.

La bienfaisance organisée par l'Etat ne devra pas exclure la bienfaisance privée, car il n'y aura à la charge de l'Etat de devoir d'assistance que lorsque l'individu ne pourra obtenir de secours ni de sa paroisse, ni de sa famille, ni de ses ressources personnelles : notion essentielle d'où il ressort que l'action de l'Etat ne doit commencer que là où celle des particuliers ne peut pas ou ne peut plus être efficace. La bienfaisance publique devra faire l'objet d'une administration forte, à règles précises, dont la principale sera une détermination très exacte du véritable

même la nationalisation de l'assistance, tout en ayant la sagesse de compter sur la bienfaisance privée, et il y comp-

pauvre, et celui-ci sera beaucoup plus le sans-travail que le sans-ressource, d'où cette autre conséquence importante que les secours devront être donnés en travail toutes les fois qu'il n'y aura pas incapacité absolue.

Pour réaliser ce programme, le Comité prévoyait une triple série de mesures destinées les unes à prévenir la misère (car l'assistance devait être aussi, dans sa pensée, de la prévoyance ; et c'est un des buts que voulut atteindre la Constituante en décrétant la vente des biens nationaux, multiplier le nombre des petits propriétaires en morcelant les grandes propriétés) ; les secondes pour la soulager (établissement de la notion du domicile de secours, division des assistés en quatre groupes ayant chacun son régime propre) ; et les dernières enfin pour réprimer la mendicité invétérée qui devenait un délit puisque la Nation prévoyait et prenait à sa charge tous les secours à donner.

Quant aux moyens financiers, ils se ramenaient dans l'esprit du Comité à une nationalisation complète : l'assistance, service public, ne pouvait être alimentée que par des deniers nationaux, les budgets des municipalités étant le plus souvent insuffisants pour en supporter la charge.

Ce programme ne passa dans la loi que sous la Convention qui eut d'ailleurs le tort, comme nous l'expliquons, de le déformer en partie, en excluant la bienfaisance privée sur laquelle le Comité de mendicité avait pourtant très sagement compté.

Il est bon de remarquer que plusieurs des principes du Comité de mendicité n'étaient pas nouveaux. Depuis le ^{xv}^e siècle, le pouvoir royal avait fréquemment tenté une organisation méthodique de l'assistance ; il y avait été déterminé par l'insuffisance de plus en plus grande des ressources qui y pourvoyaient jusque-là (ordres hospitaliers, aumônes, dîmes). Depuis François I^{er}, une législation assez abondante avait consacré les principes de l'intervention de l'Etat, de l'assistance paroissiale, du domicile de secours, de l'obligation au travail pour les mendiants valides, de la répression de la mendicité irréductible, et enfin de l'aumône obligatoire sous forme d'une taxe des pauvres proportionnelle aux ressources de chacun. Plusieurs de ces principes se retrouveront deux siècles plus tard sous la Révolution, mais il n'y en a pas moins une différence essentielle, c'est que l'idée générale qui inspira toute cette législation du ^{xvi}^e siècle fut beaucoup plus une idée de police, de lutte contre la mendicité que de prévoyance, d'humanité et de moralisation. Il devait d'ailleurs en être de même jusqu'à la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle, notamment avec une déclaration de juillet 1724 qui ordonnait aux mendiants « de trouver du travail dans les quinze jours, faute de quoi ils seraient d'office hospitalisés et occupés à des travaux de filature pour les invalides et de ponts et chaussées pour les valides ».

La déclaration du 3 août 1764, élaborée par une commission de conseillers d'Etat nommés par le Contrôleur-général L'Averdy, marque une évolution importante en ce qu'elle consacre le principe essentiel de l'individualisation, c'est-à-dire de proportion aussi exacte que possible entre l'assistance et les besoins en divisant les assistés en différents groupes ayant chacun son régime propre (mendiants valides, individus mutilés par accident, invalides et vieillards, enfants), principe que l'on retrouve encore au premier rang dans les théories du Comité de mendicité.

Puis vinrent Turgot et Necker que l'on peut considérer comme de vrais précurseurs de la Révolution en cette matière, et surtout Turgot, philanthrope ardent,

tait en termes particulièrement nobles : « Croyons avec confiance aux vertus sociales, à celle de la bienfaisance, de la douce compassion que tout homme trouve dans son cœur et qu'il exerce même avec passion quand il voit qu'il peut l'exercer utilement, sentiments qu'une bonne législation doit encourager et qui reçoivent une énergie toute particulière de la bienfaisance publique bien dirigée et d'une constitution sage et libre qui rappelle et protège les droits de l'humanité » (1).

Les principes du Comité ne passèrent dans la loi que sous la Convention qui, elle, se montra bien trop absolue dans leur réalisation, car elle fit abstraction complète du concours des particuliers ; assurément la Nation devait jouer un rôle — et un rôle important — en cette matière, mais sans exclure l'action privée qui aurait facilité dans une très large mesure la tâche de l'Etat et concurremment avec elle (2).

Il faut pourtant reconnaître que la réforme eut le très heureux effet de modifier le but de la politique charitable : jusque-là ce but avait été en général et à peu près exclusivement un but de police ; désormais, il allait être aussi un but

grand ami de Le Trosne et de Cliquot-Blervache, que les questions d'assistance passionnaient et dont le nom reste attaché à la création des bureaux de charité, les ancêtres de nos bureaux de bienfaisance ; assurément il y a des divergences, et quelques-unes même importantes, entre leurs principes et ceux que devait consacrer quelques années après le Comité de mendicité, mais il y a de nombreux points communs, notamment en ce qui concerne l'intervention de l'Etat, la part à laisser à l'action des particuliers, l'exacte proportion à établir entre les secours et les besoins, etc.

Nous ne pouvons nous étendre davantage sur un sujet qui sort des limites que nous avons assignées à notre travail, mais que nous avons été amené à effleurer en raison même des rapports étroits entre la dime et l'assistance. Nous renvoyons tous ceux qui voudraient avoir des renseignements plus complets et plus précis sur cette matière à la très savante étude que M. Camille Bloch, Inspecteur général des bibliothèques et archives, lui a consacrée en 1908 et qui nous a été d'une grande utilité pour l'établissement de cette note.

(1) Comité de mendicité, 4^e rapport, p. 93.

(2) Lois du 23 messidor an II décrétant l'aliénation des biens hospitaliers, vente d'ailleurs suspendue dès le 9 fructidor an III ; du 19 mars 1793 déterminant les bases des secours publics ; du 28 juin 1793 réglant les secours aux enfants et vieillards ; du 24 vendémiaire an II relative à l'extinction de la mendicité.

plus élevé d'amélioration physique et d'amendement moral et il ne pouvait qu'en résulter un grand bienfait pour l'humanité.

Avec les dîmes inféodées et avec les droits féodaux en général, la Révolution s'attaqua à une œuvre particulièrement difficile, à en juger par les tâtonnements et quelquefois même les contradictions des trois assemblées. Il faut rendre justice à la Constituante d'avoir su comprendre que certaines dîmes méritaient plus de faveurs que d'autres en ce qu'elles constituaient la contre-partie d'une convention légalement faite entre particuliers : les supprimer sans rachat eût été rompre brutalement cette convention sans le concours des volontés des deux parties et au détriment de l'une d'elles ; son esprit d'équité dicta donc à l'Assemblée le rachat de ces dîmes et leur perception, comme à l'ordinaire, jusqu'au rachat effectué. Ce désir d'équité devint même de l'imprudence, car en déclarant la dîme ecclésiastique purement et simplement abolie et en mettant les frais du culte au nombre des dépenses publiques annuelles, la Constituante imposait une nouvelle charge au Trésor public, l'indemnisation des propriétaires d'une partie des dîmes inféodées qu'elle supprimait sans rachat.

L'Assemblée Législative ne suivit pas sa devancière dans cette voie : elle déchargea le Trésor de toute indemnité et n'imposa aux redevables que le rachat des dîmes féodales qui seraient prouvées — par la production suffisante mais nécessaire du titre initial — être le prix de concessions primitives de fonds.

La réforme commençait déjà à excéder les bornes de l'équité. Elle devait les excéder bien davantage avec la Convention lorsque cette assemblée abolit, sans rachat ni indemnité, toutes dîmes dérivant du régime seigneurial et féodal, sans avoir égard aux droits que l'Assemblée Législative elle-même avait estimés assez légitimes et assez solides pour être conservés : et dans sa hâte de détruire

les plus petites traces du régime déchu, elle porta même de très sérieuses atteintes à la propriété purement foncière : lésa des intérêts que tout législateur devrait chercher à fortifier, et c'est une faute que le prétexte d'affranchir complètement la terre ne peut atténuer.

Vu : *Le Président de la thèse,*

le 3 décembre 1911,

E. CHÉNON.

Vu : *Le doyen,*

P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° I.

A. Quelques textes de Conciles enjoignant de payer régulièrement la dîme.

Ces textes proviennent de la Collection Mansi : « *Sacrorum Conciliorum nova et amplissima collectio* ». Leipzig, 1903.

1^o Concile de Mâcon de 585, art. V : Mansi, IX, 951.

« Statuimus ac decernimus ut mos antiquus a fidelibus reparetur, et decimas ecclesiasticis famulantibus ceremoniis populus omnis inferat quas sacerdotes aut in pauperum usum aut in captivorum redemptionem prærogantes, suis orationibus pacem populo ac salutem impetrent. Si quis autem contumax nostris statutis saluberrimis fuerit, a membris Ecclesiæ omni tempore separetur ».

2^o Concile de Ravenne de 877, art. XVIII : Mansi, XVII, 340.

« Eum vero qui aliter dare vel accipere præsumpserit, ecclesiastica communione tamdiu judicamus manere privatum, donec secundum hoc nostræ apostolicæ auctoritatis capitulum studuerit agere ».

3^o Concile de Rome de 1059, art. V : Mansi, XIX, 898.

« Deinde ut decimæ et primitiæ seu oblationes vivorum et mortuorum ecclesiis dei fideliter reddantur a laïcis et in dispositione episcoporum sint quas qui retinuerint a Sanctæ Ecclesiæ communione separentur ».

Ajoutons les canons 53 du Concile de Latran de 1215 ; 75 du Concile de Mayence de 1549 ; 12 du Concile de Trente, 1545-1563 ; 41 du Concile d'Avignon de 1594 ; et le Concile de Narbonne de 1609.

B. Règlement du partage des dîmes.

Nous avons vu, au cours de notre travail, que le partage des dîmes avait été soigneusement réglementé par Charlemagne, notamment dans un capitulaire de 801 où il en fit trois parts égales, pour les pasteurs, les fabriques et les pauvres.

Quelques explications complémentaires sont nécessaires ici. On peut

relever sur ce point une certaine contradiction, qui a son importance, entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel : les Conciles de 813 et de 829 firent, en effet, quatre parts des dîmes, dont une pour les évêques, et nous savons qu'ils furent la cause principale de très graves abus à la faveur desquels les dîmes échappèrent dans une fort notable proportion au clergé paroissial.

D'ailleurs, Charlemagne lui-même n'y fut pas étranger, car il eut le tort, dans son capitulaire d'Héristal, en 779, de laisser à l'évêque de chaque diocèse le soin de faire le partage de la dîme : « ... et per jurisdictionem et concilium Episcopi in cujus parrochia fuerit, dispensetur ». Il n'avait pas pensé aux inconvénients que cela pourrait avoir et qui se produisirent d'ailleurs immédiatement : les évêques eurent pour premier soin de se pourvoir eux-mêmes. Charlemagne essaya de réagir par le capitulaire de 801 ; mais cette loi ne produisit pas son effet et il semble qu'en cette matière le pouvoir spirituel eut le dernier mot, car, plusieurs années après 801, nous voyons les Conciles faire encore quatre parts de la dîme : ceux de Tours et de Paris, en 813 et 829, et même ceux de Mayence, en 847, art. X (Mansi, XIV, 906), et de Tribur, en 893, art. XIII (Mansi, XVIII, 139).

Ce dernier dit notamment : « Quatuor fieri partes juxta Canones judicamus de decimis et oblationibus fidelium ; ut una sit episcopi, altera clericorum, tertia pauperum, quarta restauratione ecclesiarum servetur ».

N° II.

Partage de la dîme dans la paroisse de Vénizy (Bailliage de Sens).

Il faut distinguer entre les dîmes de grains, de vin et les menues dîmes.

A. Dîmes des grains. — Il faut établir ici un partage du territoire en deux parts : ce partage se fait par le chemin de Joigny à Troyes qui coupe le territoire dans la direction du couchant au levant. Dans la partie qui reste au midi, on trouve le chef-lieu de Vénizy et les hameaux des Lames, Les Pommerats, Vigny, Cachot ; et dans la seconde, ceux de Rué, Les Fourneaux, Vaudevannes et Montelard. Les abbés et religieux de Pontigny possèdent les grandes dîmes qui se perçoivent sur toute l'étendue de la première partie, à l'exception de : 1° moitié sur les cantons qui forment la première division de l'arpentage et du classement, laquelle moitié appartient au chapitre de Brienon ; 2° moitié dans les 300 arpents de la première classe qui sont dans la deuxième division, mais non pas dans le canton des grands grains, laquelle moitié appartient au seigneur archevêque de Sens ; 3° la totalité sur la troisième division, laquelle appartient au curé de la paroisse ; 4° la totalité sur Vigny et le canton formant la sixième division, à l'exception du canton de la Mothe, situé au-dessus du chemin de Vigny, contenant au plus 30 arpents. Cette dîme appartient à la chapelle Sainte-Catherine située ci-devant au château de Vénizy, et, depuis sa destruction, desservie en l'église de Vénizy ; 5° la totalité sur le petit canton de l'Étang, laquelle appartient au commandeur de Coulours.

Dans toute la seconde partie, la dîme par moitié au seigneur de Vénizy et par moitié au curé de la paroisse pour tout ce qui est d'ancienne culture, c'est-à-dire pour les cantons de Croix de Paradis, Grandes Haies, Mélange, Buisson de la Vigne, Coquet et les Moriche ; et sur tout le reste, qui est réputé noyales parce que ce sont des terrains ci-devant bois arrachés, le curé est seul décimateur.

B. Dîme du vin. — A l'exception de la première division dont la dîme de vin appartient en entier au chapitre de Brienon, et de la sixième, où elle appartient à la chapelle Sainte-Catherine, le reste des dîmes de vin se partage comme suit : les religieuses de Notre-Dame de Troyes, à cause de la chapelle de Vigny, en ont une moitié ; le prieur de Saint-Pierre de Vénizy en a un quart et le seigneur de la paroisse un dernier quart.

C. Dîmes vertes et menues. — Elles se partagent comme les dîmes des grains, par le chemin de Troyes : les religieux de Pontigny perçoivent sur la première partie à l'exception de la portion de la sixième division appartenant à la chapelle Sainte-Catherine, à qui la menue dîme appartient aussi ; mais les dits religieux paient au curé de la paroisse, pour

lui tenir lieu des menues et vertes dîmes ainsi que des noales, 10 bichets de froment, 10 de méteil, 10 d'orge, 10 d'avoine et 50 livres d'argent. Le curé de la paroisse perçoit au nord du chemin de Troyes.

D. Dîme du chanvre. — Le chanvre mâle est exempt de dîme. La dîme sur le chanvre femelle, qui se perçoit à la vingt-et-unième poignée, appartient pour moitié au curé et aux dames religieuses de Troyes, à cause de la chapelle de Vigny. Il en faut aussi excepter le territoire de la dîme de la chapelle Sainte-Catherine, qui y perçoit aussi la dîme du chanvre, et aussi les chanvres qui sont autour des prés des Grains, où le commandeur de Coulours jouit de la dîme du chanvre.

Extrait du cahier de la paroisse de Vénizy, bailliage de Sens
(Porée, *op. cit.*, p. 436-437).

N^o III.

Contrat de ferme des dîmes de Targon de février 1720 (département de la Gironde, arrondissement de Libourne).

Par devant les Notaires à Bordeaux soussignés, a comparu M. Pierre de Cheverry, Intendant de M^{sr} l'Illustrissime et Révérendissime François Elie de Voyer d'Argenson, Conseiller du Roy en ses conseils, abbé Commendataire de l'abbaye de Preuilly, archevêque de Bordeaux, lequel dit sieur de Cheverry en conséquence du pouvoir à lui donné par Monseigneur par sa lettre missive datée du 26 octobre dernier, et remise au pouvoir de Fournier, l'un des dits notaires, au désir du bail des revenus de la terre et seigneurie de Montravel du 20 décembre dernier à iceluy sieur de Cheverry, donne à titre de ferme à prix d'argent au sieur Jean Durand Pénicaut, bourgeois de Bordeaux y demeurant, à ce présent et acceptant, savoir est : la 4^{eme} partie des fruits décimaux qui appartiennent à M^{sr} l'Archevêque à cause de son Archevêché de Bordeaux, sur toute la paroisse S^t-Romain de Targon entre deux Mers; et ce pour le temps et espace de neuf années prochaines et consécutives, la première desquelles a commencé le 1^{er} janvier dernier et finiront au dernier mois de décembre de l'année 1728, pendant lequel temps, Monseigneur laissera jouir desdits fruits décimaux, ainsi et de la même manière que les précédents fermiers en ont joui, moyennant quoi le dit sieur Durand Pénicaut sera tenu de sa part de payer à M^{sr} l'Archevêque en mains de son receveur dans le palais archiépiscopal la somme de 260 livres pour le prix de ladite ferme de chaque année, en 2 termes et paiements égaux, la moitié au jour et feste de Noël prochaine, et l'autre moitié aux festes de Pâques, et ainsi continuer lesdits paiements d'année en année, l'un terme et paiement n'attendant l'autre, à peine de tous dépends et dommages. En cas de perte aux fruits par aucun accident de grêle ou gelée, au dit cas M^{sr} l'Archevêque supportera ladite perte, pourvu qu'elle excède le tiers des dits fruits de l'année que la dite perte arrivera, en l'avertissant dans la huitaine et non autrement.

Et pour plus forte sûreté à M^{sr} l'Archevêque du paiement du prix dudit bail, et des autres obligations et soumissions ci contenues, a comparu M. Abraham Vital Pénicaut, frère dudit bailliste, procureur au Parlement de Bordeaux, y demeurant rue du Parlement, paroisse S^t-Pierre, lequel à la prière et réquisition dudit sieur Durand Pénicaut, s'est pour lui volontairement rendu caution principal répondant et payant envers M^{sr} l'Archevêque et du tout en a fait son propre fait et dette même solidairement l'un pour l'autre, et l'un d'eux seul pour le tout.

Et pour l'exécution de ce dessus, ledit sieur de Cheverry, obligé pour

les biens et revenus temporels de M^{se} l'Archevêque, et les dits sieurs Pénicaud, solidairement comme dit est et sous la susdite renonciation ont aussi obligé, affecté et hypothéqué tous leurs biens, meubles et immeubles, présents et à venir.

Fait et passé à Bordeaux, l'an 1720, le 5^e février... Suivent les signatures.

Extrait des Archives Départementales de la Gironde, G 217.

N° IV

Tableau comparatif du produit des différents impôts royaux et du produit de la dime dans 36 paroisses des Bailliages de Troyes et Bar-sur-Seine (Année 1787).

NOTA. — Dans la dernière colonne de ce tableau, la première proportion indiquée en caractères gras est celle qui existait entre la dime et la masse totale des impôts directs royaux. La seconde et la troisième sont celles qui existaient entre la dime et la taille jointe à la capitation et aux accessoires d'une part, et les vingtièmes de l'autre. — Pour la seule paroisse de Charmont, pour laquelle les chiffres de la taille et de la capitation sont séparés, la seconde proportion indiquée est celle qui existait entre la dime et la taille; la troisième, entre la dime et la capitation, et la quatrième, entre la dime et les vingtièmes.

Ces chiffres proviennent de la série C des Archives départementales de l'Aube.

PAROISSES	TAILLE ET ACCESSOIRES ET CAPITATION	VINGTIÈMES	TOTAL (taxes repré- sentatives de la corvée comprises).	DIMES	PROPORTIONS p. 100.
Bray..... (94 habitants).	812 l.	374 l.	1.586 l.	225 l.	14 28 60
Chapelle-Vallon (La) (588 hab.)	2.240	650	2.890	542	19 24 84
Chappes..... (390 hab.).	2.108	1.426	3.535	650	18 30 47
Charmont..... (468 hab.).	2.471 (taille) 1.005 (capitation)	1.216	5.246	752	14 28 75 64
Charmoy..... (125 hab. en 1790).	865	342	1.341	500	40 64 150
Chennegy..... (788 hab.).	3.535	750	4.885	800	16 23 105
Chervey..... (594 hab. en 1790).	2.596	»	2.596	1.359	51
Clérey..... (746 hab.).	3.497	2.745	9.232	2.460	27 48 84
Courgerennes..... (85 hab.).	760	433	1.324	209	15 30 50

PAROISSES	TAILLE ET ACCESSOIRES ET CAPITATION	VINGTIÈMES	TOTAL (taxes repré- sentatives de la corvée comprises).	DIMES	PROPORTIONS P. 100.
Courteranges..... (246 hab.).	2.403 l.	344 l.	2.748 l.	835 l.	30 36 250
Cussangy..... (625 hab. en 1790).	3.402	»	4.023	1.252	33 37
Dierrey-St-Julien.... (228 hab.).	2.176	631	3.168	1.600	51 75 253
Doches..... (153 hab.).	1.063	384	1.619	800	50 78 200
Eclancé..... (261 hab. en 1790).	986	»	986	1.600	160
Eguilly..... (292 hab. en 1790).	1.018	»	1.018	700	67
Estissac et Thuisy... (1026 hab.).	4.431	4.777	9.963	3.000	30 66 60
Feuges..... (138 hab.).	807	698	1.642	400	24 50 64
Fralignes..... (196 hab. en 1790).	915	»	915	750	81
Fresnoy..... (187 hab.).	811	269	1.212	330	28 45 125
Géraudot..... (492 hab.).	2.985	1.451	4.650	1.000	22 33 90
Les Granges..... (163 hab. en 1790).	623	»	623	200	32
Jaucourt..... (351 hab. en 1790).	2.046	»	2.046	640	31
Javernant..... (313 hab.).	1.557	877	2.682	1.150	44 75 132
Jeugny..... (421 hab.).	1.912	333	2.759	500	17 27 96

PAROISSES	TAILLE ET ACCESSOIRES ET CAPITATION	VINGTIÈMES	TOTAL (taxes repré- sentatives de la corvée comprises).	DIMES	PROPORTIONS p. 100
Lagesse..... (541 hab. en 1790).	2.129 l.	»	2.129 l.	840 l.	40
Lantages..... (562 hab. en 1790).	2.844	»	2.844	1.000	35
Lévigny..... (315 hab. en 1790).	1.867	»	1.867	1.050	56
Lirey..... (275 hab.).	1.642	674 l.	2.593	600	22 34 90
La Loge-Pontblin.... (160 hab.).	627	194	922	223	24 34 116
Longeville..... (214 hab.).	1.416	1.264	2.905	100	3 7 9
Longpré..... (312 hab. en 1790).	1.530	»	1.530	1.106	70
Macey..... (246 hab.).	1.369	804	2.401	1.240	51 92 151
Machy..... (210 hab.).	1.033	351	1.551	530	33 50 150
Magnant..... (455 hab.).	2.713	»	2.713	884	32
Maraye-en-Othe..... (1389 hab.).	4.529	6.140	11.440	1.250	11 23 20
Marolles..... (331 hab. en 1790).	2.335	»	2.335	500	22

N° V.

Tableau comparatif du produit de la dime et de la masse des impôts directs royaux dans quelques paroissses normandes (Bailliage de Coutances) (Année 1787).

NOTA. — Ces chiffres proviennent de la série C des Archives départementales de la Manche.

PAROISSES	TOTAL DES IMPÔTS DIRECTS ROYAUX taille et accessoires, capitations et accessoires, vingtièmes, taxes représentatives de corvées.	DIMES	PROPORTIONS
			p. 100
Bretteville	4.861 l.	2.330 l.	49
Bricquebec.....	23.837	6.220	26
Bricquebosq.....	4.765	4.500	95
Canteloup.....	3.532	3.172	97
Canville.....	5.242	818	16
Carneville.....	2.767	2.110	75
Carteret	1.649	800	50
Cauquigny.....	1.297	500	45
Clitourp	4.789	2.330	49
Cosqueville	7.605	4.037	53
Couville	3.047	8.000	265
Crasville.....	3.259	2.500	77

Tableau comparatif du produit de la dîme et des divers impôts directs royaux dans quelques paroisses bretonnes (Sénéchaussée de Rennes).

NOTA. — Les chiffres de la 3^e colonne ne comprennent pas la taille, mais seulement la capitation. Les proportions qui figurent dans la 7^e sont respectivement celles qui existaient entre la dîme d'une part et le total de la capitation et des vingtièmes réunis, de la capitation seule et des vingtièmes isolés, de l'autre.

Ces chiffres proviennent de la série C des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

ANNÉES	PAROISSES	CAPITATION et accessoires	VINGTIÈMES	TOTAL	DIMES	PROPORTIONS p. 100
1789....	St-Germain-sur-Ille	267 l.	474 l.	781 l.	500 l.	65 187 106
1789....	St-Aubin-d'Aubigné	1.142	2.195	3.337	2.500	75 205 115
1789....	Guipel.....	1.429	1.422	2.851	2.750	98 190 190
1789....	Soudan.....	2.500	2.577	5.077	6.000	116 245 243
1787-88.	Sains.....	530	588	1.118	1.800	165 345 340
1787-88.	Cherrueix.....	1.330	1.773	3.103	5.806	188 435 330
1787-88.	Lillemer.....	327	476	803	1.409	175 425 300
1787-88.	Roz-sur-Couësson.	1.444	1.502	2.946	4.500	150 310 300
1787-88.	Le Vivier.....	427	455	882	1.000	110 230 225
1787-88.	Pleine-Fougères...	3.021	3.326	6.347	5.000	80 155 150

N° VI.

Recettes du chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux en dimes pour l'année 1787-88.

Registre tenu par Antoine BOYER, prêtre et receveur du chapitre.

Extrait des Archives départementales de la Gironde, G 1517.

DATES	EMPLACEMENT DES DIMES	SOMMES EN LIVRES
20 janvier, 9 juin et 7 octobre 1788.	Des fermiers de la dime du Pujau pour prix de ferme de 1787.....	1.400
30 janvier, 28 mars, 16 mai, 18 et 25 juillet, 27 septembre 1788.	Des fermiers de la dime de Listrac pour prix de ferme de 1787.....	1.575
26 avril, 5 octobre 1788.	Des fermiers de Bonnehoux et Froncanisan pour prix de ferme de 1787.....	1.300
9 juin et 8 octobre 1788.	Des fermiers de la dime d'Escorgeboucq pour prix de ferme de 1787.....	1.250
31 mars et 6 juillet 1788.	Des fermiers de la dime du Clau de Lalande.	240
25, 26, 29 janvier, 2 février, 23 juin et 1 ^{er} juillet 1788.	Des fermiers de la dime de Monrabau pour à compte sur le prix de leur ferme de 1787.....	1.900
12 décembre 1787 et 21 janvier 1788.	Des fermiers de la dime de La Virade.....	700
22 janvier et 25 juillet 1788.	Des fermiers de la dime de Tremblède et Pissebouc.....	1.190
28 mars et 20 août 1788.	Des fermiers de la dime de Camblanes....	860
4 janvier et 10 juillet 1788.	Des fermiers de la dime de St Hippolyte ..	1.746
28 décembre 1787 et 24 juin 1788.	Des fermiers de la dime de Peyreblanque.	540
28 janvier et 2 juin 1788.	Des fermiers de la dime des nouvelains et agneaux (pour toutes les dimeries du chapitre) de 1787.....	1.000
3 décembre 1787.	Des fermiers de la dime d'Artigues et Nonadey.....	650
28 avril et 13 septembre 1788.	Des fermiers de la dime de Grava et Ville-neuve	400
	<i>A reporter.....</i>	14.751

DATES	EMPLACEMENT DES DIMES	SOMMES EN LIVRES
	<i>Report</i>	14.751
7 avril, 27 juillet et 25 septembre 1788.	Des fermiers de la dime de Boscgajacq...	340
28 janvier, 9 mai, 26 juillet, 22 août et 15 septembre 1788.	Des fermiers de la dime de Pujagues et Marnes.....	430
22 janvier et 25 juillet 1788.	Des fermiers de la dime du Pin.....	260
13 avril et 22 août 1788.	Des fermiers de la dime de Pitres et Saurebeil.....	603
22 juillet 1788.	Des fermiers de la dime de Terrenègre et Naujac.....	100
27 avril et 8 septembre 1788.	Des fermiers de la dime de Fosseléon et Pipas.....	633
20 décembre 1787.	Des fermiers de la dime de Nérigean (Le chapitre ne percevait qu'un douzième de cette dime).....	260
12 juin 1788.	Des fermiers de la dime d'Avensan.....	400
28 janvier et 4 août 1788.	Des fermiers de la dime du Pian (Le chapitre ne percevait que la moitié de cette dime).....	1.200
9 décembre 1787.	Des fermiers du dîmon de Boulac.....	380
16 avril et 18 septembre 1788.	Des fermiers de la dime du Four (Le chapitre ne percevait que la moitié de cette dime).....	870
26 et 28 avril, 25 et 29 juillet 1788.	30 tonneaux de vin de la dime du Palu des Chartrons de 1787, à 156 livres le tonneau et pour acompte.....	2.574
15 septembre 1788.	2 tonneaux de vin de la même provenance et au même prix.....	312
31 juillet 1788.	2 tonneaux de vin de la même provenance et au même prix.....	312
16 mai 1788.	24 barriques de râpe à 8 livres la barrique, provenant de la même dime.....	192
24 mai 1788.	8 barriques de râpe à 9 livres la barrique, provenant de la même dime.....	72
15 novembre et 20 décembre 1788.	5 barriques semblables.....	45
24 mai 1788.	Abonnement de la dime du sieur Latour-Barret pour 1787.....	50
	<i>A reporter</i>	23.784

DATES	EMPLACEMENT DES DIMES	SOMMES
		EN LIVRES
	<i>Report</i>	23.784
24 mai 1788.	Abonnements des dimes de différents particuliers pour la même année.....	1.165
22 juillet 1788.	Abonnement de la dime de Ludon pour 1787.....	130
29 janvier 1787.	Abonnement de 2 années de la dime d'Ambarès (Le chapitre ne percevait cette dime que pour partie).....	80
	TOTAL GÉNÉRAL (dimes seulement)...	25.179

N^o VII.

Création du Comité d'administration de l'agriculture.

Le Comité d'administration de l'agriculture est l'ancêtre de notre conseil supérieur de l'agriculture. Mais il a très peu vécu. Jusqu'en 1761 l'agriculture ne figurait pas dans la nomenclature administrative; elle était mêlée aux Finances, au Commerce, à l'Industrie. Mais le mouvement physiocratique eut des conséquences salutaires. En 1761 fut instituée à Paris et dans les principales généralités, une société royale d'agriculture. La même année, Bertin étant Contrôleur général des finances, l'agriculture prit une petite place au Contrôle général sous le nom de « Examen des projets d'agriculture et de commerce ». En 1763, de Laverdy, ayant succédé à Bertin, l'agriculture fut placée sous la direction d'un premier Commis nommé Parent. A l'avènement de Calonne, le Bureau de l'agriculture forma un département ministériel spécial, confié au maître des Requêtes Gravier de Vergennes, neveu du ministre des Affaires étrangères. Plusieurs réformes ayant été entreprises depuis 1760 (notamment sur l'Exportation des grains, les défrichements), le Gouvernement avait fait appel à la science de plusieurs savants. En juin 1783, Calonne, dans le même but, s'entoura de membres de l'Académie des Sciences; on reconnut l'utilité de cette pratique, et le département de l'agriculture soumit une note au Contrôleur général proposant d'instituer un Comité permanent d'administration de l'agriculture, sous la présidence de M. de Vergennes. Ce projet fut adopté et une dotation de 3.000 livres fut donnée à la Commission.

Les membres en furent :

M. DE VERGENNES, président.

TILLET, membre de l'Académie des Sciences et de la Société d'agriculture de Paris.

DARCET, professeur au Collège de France.

POISSONNIER, membre de l'Académie des Sciences.

LUBERT, 1^{er} commis au département des Impositions de l'agriculture.

LAVOISIER.

DUPONT DE NEMOURS, membre de la Société d'agriculture de Paris.

N° VIII.

Article V du décret du 11 août (relatif aux dîmes).

Les dîmes de toutes natures, et redevances qui en tiennent lieu, sous quelque dénomination qu'elles soient connues et perçues, même par abonnement, possédées par les corps séculiers et réguliers, par les bénéficiers, les fabriques et tous gens de mainmorte, même par l'ordre de Malte et autres ordres religieux et militaires, mêmes celles qui auraient été abandonnées à des laïques, en remplacement et pour option de portions congrues, *sont abolies*, sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres des autels, au soulagement des pauvres, aux réparations et reconstructions des Eglises et presbytères, et à tous les Etablissements, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés et autres, à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées.

Et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, et que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'Assemblée Nationale ordonne que les dites dîmes continueront d'être perçues suivant les lois et en la manière accoutumée.

Suivent les dispositions relatives aux dîmes inféodées.

Extrait du tome VIII des Archives Parlementaires, 1^{re} série, p. 397.

N^o IX.

Evaluation des frais du culte par Dupont de Nemours :

24 septembre 1789.

Il y a 31.845 paroisses dans le Royaume, non compris celles de l'Evêché de Strasbourg et environ 10.000 annexes. Mais comme elles sont très inégales, qu'il y en a de grandes qui demandent à être divisées, et de petites qu'il faut réunir pour former une seule paroisse, on peut adopter le chiffre moyen de 35.000 paroisses.

Les Curés des plus petites, 50 feux et au-dessous, doivent jouir de 50 setiers de blé, mesure de Paris, estimés 1.200 livres au prix actuel, à augmenter de 6 setiers $\frac{1}{4}$, ou 50 écus, par chaque cinquantaine de feux en sus, soit 1.350 livres pour 100 feux, 1.500 livres pour 150 feux, 1.650 livres pour 200 feux, etc. Il faut apporter à ces sommes une augmentation indépendante du nombre de feux pour les paroisses composées de hameaux écartés et exigeant plus de fatigues et de dépenses.

D'après cela, le fonds de subsistance des curés serait de.....	52.500.000 liv.
et pour les suppléments prévus	4.000.000 »
Quant aux vicaires, il y en a 18.000 environ à 6.000 liv.....	10.800.000 »
Pour les évêques et archevêques, il faut les réduire à 70 et leur donner à chacun 30.000 livres avec un accroissement pour ceux des villes manufacturières et très peuplées : soit au total.....	3.000.000 »
Pour les chapitres (retraites aux anciens curés).....	3.000.000 »
Pour les curés infirmes, ne pouvant être encore chanoines.....	700.000 »
Pour les pensions des évêques déchargés des fonctions épiscopales, momentanément et qui attendront un remplacement.....	1.400.000 »
TOTAL.....	<u>75.400.000 liv.</u>

N° X.

**Plan de rachat proposé par Dupont de Nemours,
le 17 décembre 1789.**

ART. 11. — Les baux actuellement existant des biens ecclésiastiques, même des dîmes, sont confirmés pour être exécutés de la part des fermiers en toutes clauses et conditions, excepté à l'égard du paiement, qui sera effectué de la manière suivante : les arrérages de l'année 1789 appartiendront aux titulaires; ceux de 1790 seront payés à la caisse nationale du département dans lequel les biens sont situés.

A l'expiration des dits baux, il en sera passé d'autres, au plus offrant et dernier enchérisseur, par les Assemblées de district, assistées de quatre députés de la municipalité du lieu où les biens sont situés, et de deux commissaires de l'Assemblée du département, si celle-ci n'a pas estimé préférable de faire régir les dits biens, en tout ou partie, par les municipalités.

ART. 12. — Les biens-fonds et dîmes qui ne seront pas affermés seront régis par les municipalités des lieux sous l'inspection de l'Assemblée de district et la surinspection de l'Assemblée de département. Les comptes en seront annuellement rendus à l'Assemblée de district qui en présentera l'extrait à l'Assemblée de département et les produits en seront versés dans la caisse nationale du district.

ART. 13. — Pour la régie des dîmes il sera réglé en chaque lieu, d'après l'expérience du canton, combien le cent de gerbes rend de boisseaux de grains, et quelle est la proportion de la valeur de la paille à celle du grain, dans les bonnes, médiocres et mauvaises terres. Il sera libre aux propriétaires qui, d'après cette évaluation, voudraient garder leurs pailles en s'engageant à payer le nombre de boisseaux de grains nécessaires, d'enlever leur récolte après que le dîmeur aura compté les gerbes, et dans ce cas il leur sera fait remise de $\frac{1}{10}$ sur la valeur de la paille seulement.

La dîme du vin et celle du cidre pourront être perçues au cellier, après la récolte et en ce cas il sera fait remise au contribuable de $\frac{1}{10}$ sur la dite dîme. Tous abonnements de dîmes pour des rentes en grains seront favorisés par la remise de $\frac{1}{10}$ sur l'évaluation moyenne des dites dîmes, d'après le relevé des dix années précédentes.

ART. 14. — Toutes les dîmes ou abonnements de dîmes seront rachetables ensemble ou séparément jusque dans leur plus petites parties, sur le pied du denier moyen auquel les biens-fonds se vendent dans le pays, et par la remise du capital à la caisse nationale du district, dont le receveur donnera bonne et valable quittance visée par l'Assemblée de district, laquelle en rendra compte à l'Assemblée de département. Les

fonds en seront versés dans la Caisse de l'Extraordinaire; les pièces de terre dont on voudra racheter la dîme seront désignées par tenants et aboutissants par l'Assemblée municipale du lieu, et l'acte de vérification, comme celui de rachat seront inscrits dans les registres de l'Assemblée de district, pour y recourir dans tous les cas.

Les dîmes d'une paroisse entière pourront être rachetées par tout particulier, et il lui sera, dans ce cas, fait remise de $1/8^e$ sur le capital, à la charge pour lui de ne pouvoir se refuser à aucun rachat ni abonnement particuliers proposés conformément aux règles établies par le présent article et par l'article précédent. Les rachats particuliers qui auront lieu de la part des redevables envers l'acquéreur principal seront faits en présence de l'Assemblée de district et inscrits sur des registres avec parfaite désignation des pièces de terre affranchies, en la même manière qu'il en sera usé pour les rachats faits directement à la Caisse Nationale, conformément au présent article.

Quand un particulier voudra racheter les dîmes d'une paroisse, quelques offres qu'il ait pu faire, il ne pourra en être mis en possession que par le résultat d'une adjudication au plus offrant et dernier enchériseur, faite par l'Assemblée de district, assistée de quatre députés de la municipalité du lieu, et présidée par deux commissaires de l'Assemblée de département, et il sera libre à toute personne d'enchérir.

Les dites adjudications seront annoncées par affiches et publications, pendant trois dimanches consécutifs, dans toutes les paroisses du district et partout où besoin sera.

Tout titre de créance portant intérêt sur la Nation sera reçu en paiement des dits rachats.

Extrait du tome X des Archives Parlementaires, 1^{re} série,
p. 634.

N° XI.

**Evaluation des frais du culte, par Chasset (Rapport du 9 avril 1790)
au nom du Comité des dîmes.**

Voici comment Chasset évaluait la dépense nécessaire pour le traitement des ministres du culte :

1 ^o <i>Episcopat.</i> — Dans les villes de plus de 100.000 habitants, le traitement des archevêques ou évêques (il y en aurait un par département) serait de 25.000 livres; dans celles de plus de 50.000 habitants, de 15.000 livres, et dans celles de moins de 50.000 habitants, de 10.000 livres. L'archevêque de Paris aurait 30.000 livres : soit au total.....	3.000.000 livres
2 ^o <i>Curés de campagne.</i> — Leur traitement serait de 1.800 livres dans les paroisses de plus de 2.000 habitants; 1.500 livres dans les paroisses de plus de 1.000 habitants, et 1.200 dans celles de moins de 1.000 habitants. Le nombre de curés de campagne était évalué à 33.529 : soit au total.....	46.234.800 livres
3 ^o <i>Vicaires de campagne.</i> — Il y avait environ 4.500 annexes desservies par des vicaires à chacun desquels il y aurait lieu de donner 700 livres : de plus il faudrait créer 9.000 vicaires nouveaux, également à 700 livres, soit au total.....	9.450.000 livres
4 ^o <i>Curés et Vicaires des villes.</i> — Dans les villes de plus de 100.000 habitants, 4.000 livres pour les curés, 1.200 livres pour les premiers vicaires et 800 pour les autres. Dans celles de 50 à 100.000 habitants, 3.000 livres pour les curés, 800 pour les premiers vicaires et 700 pour les autres; dans celles de moins de 50.000 habitants, 2.400 livres pour les curés, et les vicaires comme dans le cas précédent : soit au total.....	6.000.000 livres
<i>A reporter.....</i>	64.684.000 livres

<i>Report</i>	64.684.000 livres
5° <i>Pensions des Religieux et Religieuses.</i> — 15.000 religieux à 1.000 livres chacun et 30.000 religieuses à 600 livres chacune, au total	33.000.000 livres
6° <i>Ecclesiastiques séculiers non nécessaires au culte, à titre de traitement</i>	12.000.000 livres
7° <i>Hôpitaux, Collèges Séminaires</i>	12.000.000 livres
8° <i>Entretien des Eglises et menus frais du culte</i>	12.000.000 livres
Total.....	133.684.800 livres

Extrait du tome XII des Archives Parlementaires, 1^{re} série,
p. 613.

N^o XII.

Texte du décret des 14-20 avril 1790.

Art. 1^{er}. — L'administration des biens déclarés par le décret du 2 novembre dernier être à la disposition de la Nation, sera et demeurera, dès la première année, confiée aux administrations de département et de district ou à leurs directoires, sous les règles, exceptions et modifications qui seront expliquées.

Art. 2. — Dorénavant et à partir du 1^{er} janvier de la présente année (1790) le traitement des ecclésiastiques sera payé en argent aux termes et sur le pied qui seront incessamment fixés. Néanmoins les curés de campagnes continueront d'administrer provisoirement les fonds territoriaux attachés à leurs bénéfices à la charge d'en compenser les fruits avec leurs traitements et de faire raison du surplus s'il y a lieu.

Art. 3. — Les dîmes de toute espèce, abolies par l'art. 3 du décret du 4 août dernier et jours suivants, ensemble les droits et redevances qui en tiennent lieu, mentionnés au dit décret, comme aussi les dîmes inféodées appartenant aux laïques, à raison desquelles il sera accordé une indemnité aux propriétaires sur le Trésor public, cesseront toutes d'être perçues à compter du 1^{er} janvier 1791, et cependant les redevables seront tenus de les payer exactement la première année à qui de droit comme par le passé, à défaut de quoi ils y seront contraints.

Art. 4. — La dîme sur les fruits décimables crus pendant l'année 1790 sera néanmoins perçue, même après le 1^{er} janvier 1791.

Art. 5. — Dans l'état des dépenses publiques de chaque année il sera porté une somme suffisante pour fournir aux frais du culte de la religion catholique, apostolique et romaine, à l'entretien des ministres des autels, au soulagement des pauvres et aux pensions des ecclésiastiques tant séculiers que réguliers, de manière que les biens mentionnés au premier article puissent être dégagés de toutes charges, et employés par le Corps législatif aux plus grands et plus pressants besoins de l'Etat. La somme nécessaire au service de l'année 1791 sera incessamment fixée.

Art. 6. — Il n'y aura aucune distinction entre cet objet du service public et les autres dépenses nationales. Les contributions publiques seront proportionnées de manière à y pourvoir, et la répartition en sera faite sur la généralité des contribuables du royaume, ainsi qu'il sera incessamment décrété par l'Assemblée.

Art. 7. — Il sera incessamment procédé par les assemblées administratives à la liquidation des dîmes inféodées, de manière à ce que l'indemnité des propriétaires soit assurée avant l'époque à laquelle leurs dîmes cesseront d'être perçues.

Art. 8. — Sont et demeurent exceptés, quant à présent, des dispositions de l'art. 1 du présent décret, l'ordre de Malte, les fabriques, hôpi-

taux, maisons de charité et autres où sont regus les malades, les collèges et maisons d'instruction, étude et retraite, administrés par des ecclésiastiques ou séculiers, ainsi que les maisons de religieuses occupées à l'éducation publique et au soulagement des malades, lesquels continueront comme par le passé, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le Corps législatif, d'administrer les biens et de percevoir, durant la présente année seulement, les dîmes dont ils jouissent, sauf à pourvoir, s'il y a lieu, pour les années suivantes à l'indemnité que pourrait prétendre l'ordre de Malte, et à subvenir aux besoins que les autres établissements éprouveraient par la privation des dîmes.

Art. 9. — Tous les ecclésiastiques, corps, maisons ou communautés de l'un ou l'autre sexe, autres que ceux exceptés par les articles précédents, continueront de régir et exploiter, durant la présente année, les biens et dîmes qui ne sont pas donnés à ferme, à la charge d'en verser les produits entre les mains du receveur de leur district. Ils seront néanmoins autorisés à retenir le traitement qui leur aura été accordé.

A l'égard des objets donnés à bail ou à ferme, les fermiers et locataires seront également tenus de verser les loyers et fermages dus pour les fruits et revenus de la présente année dans la caisse du district.

Les comptes des dits ecclésiastiques, corps, maisons et communautés et ceux de leurs locataires et fermiers seront communiqués préalablement à la municipalité du lieu pour être ensuite vérifiés et apurés par les assemblées administratives.

Art. 10. — Ils seront tenus pareillement, eux, leurs fermiers, régisseurs ou préposés, ainsi que tous ceux qui doivent des portions congrues, de les acquitter dans la présente année, comme par le passé, à défaut de quoi ils y seront contraints.

Art. 11. — Les baux à ferme des dîmes tant ecclésiastiques qu'inféodées, sans mélange d'autres biens ou droits, seront et demeureront résiliés à l'expiration de la présente année, sans autre indemnité que la restitution des pots de vin, celle des fermages légitimement payés d'avance, et la décharge de ceux non payés, le tout au prorata de la non-jouissance. Quant aux fermiers qui ont pris à bail des dîmes conjointement avec d'autres biens ou droits, sans distinction de prix, ils pourront seulement demander réduction de leurs pots de vin, loyers et fermages, en proportion de la valeur des dîmes dont ils cesseront de jouir, suivant l'estimation qui en sera faite par les assemblées administratives ou leurs directoires, sur les observations des municipalités.

Art. 12. — Aussitôt après la publication du présent décret, les assemblées de district ou leurs directoires feront faire sans aucun frais, même de contrôle, un inventaire du mobilier, des titres et papiers dépendant de tous les bénéfices, corps, maisons et communautés de l'un et l'autre sexe compris au premier article, qui n'auront pas été inventoriés par les municipalités en vertu du décret du 20 mars dernier, sauf aux dites assemblées à commettre les municipalités pour les aider dans ce travail.

Extrait du tome XII des Archives Parlementaires, 1^{re} série, p. 734.

N° XIII.

**Edit de juillet 1708 portant reconnaissance de la possession des
dîmes inféodées (articles 1 et 2).**

ART. 1^{er}. — Tous les propriétaires et possesseurs des dîmes inféodées et patrimoniales qui en ont joui paisiblement par eux et leurs auteurs pendant cent ans, à quelque titre que ce soit, seront et demeureront maintenus dans la propriété, possession et jouissance incommutable des dites dîmes, sans que pour raison d'icelles ils puissent à l'avenir être troublés ni inquiétés par les ecclésiastiques, sous quelque cause que ce soit, dans la dite propriété, en payant au Roi par chacun des dits propriétaires et possesseurs de dîmes, sous la quittance du garde du Trésor royal, deux années de leurs revenus annuels sur le pied du dernier bail à ferme qui en aurait été fait sans fraude avant l'enregistrement de l'édit, en cas qu'il y en ait un, et où il n'y aurait pas actuellement de bail, le dixième de la valeur en préciput des dites dîmes.

ART. 2. — Voulons qu'au moyen de la dite finance de confirmation ceux des dits propriétaires et possesseurs qui seraient actuellement inquiétés par des ecclésiastiques pour la possession et jouissance des dites dîmes y demeurent irrévocablement maintenus, et même dès à présent nous les y maintenons par le présent édit, en justifiant néanmoins une jouissance paisible de cent années, quand même ils n'auraient autre titre que les preuves de leur possession.

Extrait des Archives Nationales, AD IX, 400.

N° XIV.

Décret des 15-28 mars 1790, titre III

ART. 1^{er}. — Seront simplement rachetables et continueront d'être payés jusqu'au rachat effectué tous droits et devoirs féodaux ou censuels utiles qui sont le prix d'une concession primitive de fonds.

ART. 2. — Et sont présumés tels, sauf la preuve contraire : 1° Toutes les redevances seigneuriales annuelles en argent, grains, volailles, cire, denrées ou fruits de la terre servies sous la dénomination de cens... champart... terrage... agrier... dimes inféodées...

ART. 3. — Les contestations sur l'existence ou la quotité des droits énoncés dans l'article précédent seront décidées d'après les preuves autorisées par les statuts, coutumes et règles observées jusqu'à présent, sans néanmoins que, hors des coutumes qui en disposent autrement, l'enclave puisse servir de prétexte pour assujettir un héritage à des prestations qui ne sont point énoncées dans les titres directement applicables à cet héritage, quoiqu'elles le soient dans les titres relatifs aux héritages dont il est environné et circonscrit.

ART. 4. — Lorsqu'il y aura, pour raison d'un même héritage, plusieurs titres ou reconnaissances, le moins onéreux au tenancier sera préféré sans avoir égard au plus ou moins d'ancienneté de leurs dates, sauf l'action en blâme ou réformation de la part du ci-devant seigneur contre celles des dites reconnaissances qui n'en seront pas encore garanties par la prescription, lorsqu'il n'y aura été partie ni en personne, ni par un fondé de procuration.

ART. 5. — Aucune municipalité, aucune administration de district ou de département ne pourra, à peine de nullité, de prise à partie ou de dommages-intérêts, prohiber la perception d'aucun des droits seigneuriaux dont le paiement sera réclamé, sous prétexte qu'ils se trouveraient implicitement ou explicitement supprimés sans indemnité, sauf aux parties intéressées à se pourvoir, par les voies de droit ordinaires, devant les juges qui doivent en connaître.

ART. 6. — Les propriétaires de fiefs, dont les archives auraient été brûlées ou pillées à l'occasion des troubles survenus depuis le commencement de l'année 1789, pourront, en faisant la preuve du fait tant par titres que par témoins dans les trois années de la publication des présentes, être admis à établir, soit par actes, soit par preuve testimoniale d'une possession de trente ans antérieure à l'incendie ou au pillage, la nature et la quotité de ceux des droits non supprimés sans indemnité qui leur appartenaient.

ART. 7. — La preuve testimoniale dont il vient d'être parlé ne pourra être acquise que par dix témoins lorsqu'il s'agira d'un droit général et par six témoins dans les autres cas.

ART. 8. — Les propriétaires de fiefs qui auraient, depuis l'époque énoncée dans l'article 4, renoncé par contrainte ou violence à la totalité ou à une partie de leurs droits non supprimés par le présent décret, pourront, en se pourvoyant également dans les trois années, demander la nullité de leur renonciation sans qu'il soit besoin de lettres de rescision; et, après ce terme, ils n'y seront plus reçus, même en prenant des lettres de rescision.

ART. 9. — Il sera incessamment pris une détermination relativement au mode et au prix de rachat des droits conservés, sans préjudice du paiement qui sera fait des rentes, redevances et droits échus et à échoir jusqu'au jour du rachat.

Extrait du tome XII des Archives parlementaires, 1^{re} série,
p. 176.

N^o XV.

Décret du 23 octobre 1790, titre V.

ART. 1^{er}. — L'indemnité due aux propriétaires laïques de dîmes inféodées, français ou étrangers, sera réglée sur le pied du denier 25 de leur produit pour celles en nature, et du denier 20 pour celles réduites en argent par des abonnements irrévocables.

ART. 2. — Ceux qui prétendraient avoir droit de dîme sur leurs propres fonds, ou en être exempts d'une manière quelconque, n'auront droit à aucune indemnité.

ART. 3. — Ceux auxquels il appartient sur des dîmes ecclésiastiques des rentes soit en argent, soit en denrées ou autres espèces, créées pour la concession faite à l'Eglise desdites dîmes auparavant inféodées, seront indemnisés en la même manière que les propriétaires laïques des dîmes inféodées. Cette indemnité sera réglée dans la forme marquée ci-après, sur le pied du denier 20 pour celles en argent et du denier 25 pour celles en denrées ou autres espèces.

ART. 4. — Le produit des dites dîmes, quand elles se trouveront abonnées, sera déterminé sur le prix de l'abonnement; lorsqu'elles seront afferméées, il le sera sur le pied des baux qui auront une date certaine antérieure au 4 août 1789, et qui subsistent actuellement, ainsi que sur ceux passés précédemment et dont la durée aura commencé quinze ans avant le 4 août 1789. Au cas qu'il n'en existe aucun de cette espèce, et, dans le cas où ceux qui existeraient comprendraient avec les dîmes d'autres biens ou droits dont le prix ne serait pas distinct et séparé, le produit sera évalué de la manière ci-après réglée.

ART. 5. — Ceux à qui il appartiendra des dîmes ecclésiastiques qu'eux ou leurs auteurs auraient légalement acquises et dont le prix aurait tourné au profit de l'Eglise, auront droit à l'indemnité.

ART. 6. — Les propriétaires remettront dans le mois, à compter de la publication du présent décret, sous le récépissé du secrétaire, au secrétariat du district où se perçoit la majeure partie de leurs dîmes, les baux et titres de propriété qu'ils auront en leur pouvoir.

ART. 7. — S'il n'existe aucun bail, ils remettront dans le même délai, avec leurs titres de propriété, un état des pièces de terre sujettes à la dîme, en les indiquant par tenants et aboutissants et en dénommant les possesseurs.

ART. 8. — Lorsqu'il y aura des baux semblables à ceux ci-devant mentionnés, le directoire du district prendra les observations des municipalités, donnera son avis, ensuite le directoire du département statuera ce qu'il appartiendra.

ART. 10. — Lors du règlement de la dite indemnité, déduction sera faite, sur la valeur de la dîme, de la portion congrue jusqu'à concur-

rence de 1.200 livres pour les curés et 700 livres pour les vicaires existant actuellement. Il sera pareillement fait déduction de toutes les autres charges actuelles relatives au culte divin : mais cette déduction n'aura lieu que dans le cas où les dîmes inféodées étaient tenues de s'en charger subsidiairement et par insuffisance de celles ecclésiastiques et des biens qui y étaient sujets, ou lorsqu'elles les supportaient concurremment soit avec celles-ci, soit avec les dits biens : cette même déduction n'aura lieu que jusqu'à concurrence de ce dont les dîmes inféodées auraient pu être tenues après avoir épuisé les dîmes ecclésiastiques et les dits biens.

ART. 11. — Ceux auxquels il a été fait des abandons de biens-fonds à condition d'acquitter la portion congrue ou d'autres charges relatives au service divin, en tout ou en partie, ou de payer redevances ou refusions, seront tenus de verser, dans trois mois, dans la caisse du district, le capital de ce dont ils étaient tenus sur le pied du denier 20, d'après l'estimation qui sera faite des objets qui n'étaient pas payables en argent, ou de renoncer aux biens-fonds.

ART. 12. — A l'égard de ceux auxquels il a été fait des abandons de dîmes aux conditions mentionnées dans l'article précédent, ils seront tenus de déduire, sur leur indemnité, le capital au denier 20 des charges qui leur auront été imposées.

ART. 13. — Il ne sera accordé aucune indemnité pour les dîmes insolites dont les propriétaires ne justifieront pas d'une possession de quarante ans.

ART. 14. — Dans les dîmes inféodées, dont l'indemnité doit être acquittée sur les deniers du Trésor public, ne sont point comprises celles qui, quoique tenues en foi et hommage, seraient justifiées par titres, être dues comme le prix de la concession du fonds. En ce cas, les redevables seront tenus de les racheter eux-mêmes, suivant le mode et le taux réglés pour le champart par le décret du 3 mai dernier concernant les droits féodaux, et jusqu'au rachat ils seront tenus de les payer.

ART. 15. — Les propriétaires des dîmes inféodées qui prétendraient être autorisés à percevoir les droits casuels lors des mutations des héritages sujets à la dîme, ne pourront les faire entrer dans leur indemnité ; mais ils continueront de les percevoir, le cas échéant, contre les redevables de la dîme, sauf à ces derniers leurs exceptions et défenses au contraire, et sauf à eux à racheter les dits droits, en cas qu'ils y fussent assujettis.

ART. 16. — Les ci-devant propriétaires de fiefs qui étaient autorisés par la loi ou par titres à percevoir des droits casuels, en cas de mutation de la propriété de la dîme inféodée, seront indemnisés de ces droits par les propriétaires de la dîme, suivant le taux et le mode réglés, et en se soumettant à tout ce qui est prescrit par le décret du 3 mai dernier.

ART. 17. — Si la dîme a été cumulée avec le champart, le terrage, l'agrier ou autres redevances de cette nature, ces droits fonciers ne seront payés qu'à la quotité qu'ils étaient dus anciennement. En cas

qu'on ne puisse découvrir l'ancienne quotité, elle sera réduite à la quotité réglée par la coutume et l'usage des lieux.

ART. 18. — Les propriétaires qui, ayant la dîme sur leurs héritages, les auraient concédés par bail emphytéotique pour un temps limité, à condition, par les preneurs, de la leur payer avec d'autres redevances ou sans autres redevances, ne pourront prétendre à aucune indemnité; mais ils continueront à la percevoir jusqu'à l'expiration des dits baux, sans que les preneurs puissent forcer les propriétaires d'en souffrir le rachat.

ART. 19. — Les corps, maisons, communautés et bénéficiers étrangers recevront, annuellement, l'équivalent en argent du produit de leurs dîmes en France, suivant l'estimation, aussi longtemps que les puissances dont ils dépendent permettront, sur leur territoire, l'exécution des articles 18, 19 et 20 du titre I du présent décret, tant pour les biens-fonds et autres que pour les dîmes ou pour l'équivalent de celles-ci en argent, aussi suivant l'estimation.

ART. 20. — Les fermiers et autres personnes qui, à raison des dîmes ecclésiastiques et inféodées, ou pour d'autres biens nationaux, auront quelques demandes en indemnité à former, les adresseront au directoire du district de leur domicile, sur l'avis duquel elles seront réglées par celui du département.

Extrait du tome XIX des Archives Parlementaires, 1^{re} série,
p. 603 et suiv.

N^o XVI.

Décret du 25 août 1792. (Articles relatifs aux dîmes inféodées).

L'Assemblée Nationale, considérant que le régime féodal est aboli, que néanmoins il subsiste dans ses effets, et que rien n'est plus instant que de faire disparaître du territoire français ces décombres de la servitude, qui couvrent et dévorent les propriétés, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

ART. 5. — Tous les droits féodaux ou censuels utiles, toutes les redevances seigneuriales annuelles en argent, grains, volailles, cire, denrées ou fruits de la terre, servis sous la dénomination de cens, censives, surcens, capcasal, rentes seigneuriales et emphytéotiques, champart, tasque, terrage, arage, agrier, complan¹, soété, dîmes inféodées en tant qu'elles tiennent de la nature des redevances féodales censuelles, et conservés indéfiniment par l'article 2, titre III, du décret du 15 mars 1790.

et en général tous les droits seigneuriaux tant féodaux que censuels conservés ou déclarés rachetables par les lois antérieures quelque soient leur nature et leur dénomination sont abolis sans indemnité à moins qu'ils ne soient justifiés avoir pour cause une concession primitive de fonds, laquelle cause ne pourra être établie qu'autant qu'elle se trouvera clairement énoncée dans l'acte primordial d'inféodation, d'accensement ou de bail à cens, qui devra être rapporté.

ART. 6. — Attendu que par l'art. 5 ci-dessus, les dîmes inféodées en tant qu'elles tiennent de la nature des redevances féodales ou censuelles, sont supprimées sans indemnités, à moins qu'elles ne soient prouvées être le prix d'une concession primitive de fonds et que dans ce dernier cas les redevables doivent les racheter eux-mêmes aux termes de l'art. 14 du décret du 23 octobre 1790, il n'y a lieu contre la Nation à aucune indemnité pour raison de la suppression de toutes autres dîmes inféodées, seigneuriales ou laïcales, qui n'ont jamais pu perdre leur caractère primitif d'impôt, non plus que pour raison des rentes qui en étaient représentatives.

ART. 10. — Les arrérages des droits supprimés sans indemnité, même ceux qui pourraient être dus en vertu de jugements, accords ou conventions, ne sont point exigibles : mais ne pourront être répétés ceux desdits droits qui ont été payés conformément aux lois antérieures.

ART. 11. — Les reconnaissances de liquidation des dîmes, soit provi-

soires, soit définitives, qui ne sont pas encore acquittées ou données en paiement des biens nationaux, demeurent comme non avenues.

ART. 12. — Tous procès intentés et non décidés par jugement en dernier ressort relativement à tous droits féodaux ou censuels, fixes et casuels, abolis sans indemnité, soit par les lois antérieures, soit par le présent décret, demeurent éteints et les dépens resteront compensés.

Extrait du tome XLVIII des Archives Parlementaires, 1^{re} série,
p. 698 et suiv.

N° XVII.

Loi du 17 juillet 1793.

1. — Toutes redevances ci-devant seigneuriales, droits féodaux, censuels, fixes et casuels, même ceux conservés par le décret du 25 août dernier sont supprimés sans indemnité.

2. — Sont exceptées des dispositions de l'article précédent, les rentes et prestations purement foncières et non féodales.

3. — Les procès civils et criminels intentés soit sur le fonds, soit sur les arrérages des droits supprimés par l'art. 1^{er} sont éteints sans répétition de frais de la part d'aucune des parties.

4. — Dans le cas où tout ou partie des droits supprimés par l'art. 1^{er} aurait été mis en séquestre, soit volontairement, soit par ordonnance de justice, les objets séquestrés seront remis par les dépositaires à ceux qui les auront consignés.

5. — Ceux qui se sont rendus adjudicataires des domaines nationaux dans lesquels seraient compris des droits supprimés par l'art. 1^{er} ne pourront réclamer aucune indemnité; ils pourront néanmoins renoncer à leur adjudication, à la charge par eux d'en faire leur déclaration au directoire du district, dans le mois de la publication du présent décret.

En cas de renonciation le directoire de district fera la liquidation des sommes payées par l'adjudicataire en principal et intérêts et des frais par lui perçus.

6. — Les ci-devant seigneurs, les feudistes, commissaires à terrier, notaires ou tous autres dépositaires de titres constitutifs ou récongnitifs de droits supprimés par le présent décret ou par les décrets antérieurs rendus par les Assemblées précédentes, seront tenus de les déposer dans les trois mois de la publication du présent décret, au greffe des municipalités des lieux. Ceux qui seront déposés avant le 10 août prochain seront brûlés le dit jour en présence du conseil général de la commune et des citoyens; le surplus sera brûlé à l'expiration des trois mois.

7. — Ceux qui seront convaincus d'avoir caché, soustrait ou recélé des minutes ou expéditions des actes qui doivent être brûlés aux termes de l'art. précédent, seront condamnés à cinq années de fers.

8. — Sont compris dans les dispositions de l'art. 6, 1° les jugements ou arrêts qui porteraient reconnaissance des droits supprimés par le présent décret ou qui les renseigneraient; 2° les registres qui contiennent la déclaration des droits de franc-fief, précédemment supprimés; 3° les titres des domaines nationaux déposés au secrétariat des districts.

9. — Les receveurs ou préposés comptables déposeront, dans le mois de la publication du présent décret, les registres, cueillerets et pièces de comptabilité, au secrétariat de leur district. Les comptes seront

apurés dans les deux mois de la présentation et aussitôt après l'apurement, les registres, cueillerets et pièces seront aussi brûlés publiquement, à la diligence du procureur syndic du district.

10. — Les plans et arpentages qui peuvent donner des renseignements sur les propriétés territoriales seront déposés au secrétariat du district de la situation des biens pour y avoir recours au besoin.

11. — Le décret du 23 août dernier continuera d'être exécuté en ce qui n'y est pas dérogé par le présent décret.

Extrait du tome IV de la Collection Rondonneau, p. 448.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie	1 à XX
<i>Première partie.</i> — Documents du XVIII ^e siècle.....	1
A. Documents inédits.....	1
B. Documents imprimés.....	VII
<i>Seconde partie.</i> — Documents modernes et ouvrages de seconde main.....	XVIII
Introduction	4 à 7
Origine et histoire sommaire de la dîme ecclésiastique jusqu'au XVIII ^e siècle, p. 4. — Etablissement d'un plan, p. 6.	

PREMIÈRE PARTIE

Assiette et perception de la dîme. Ses charges. Son produit	8 à 117
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'assiette de la dîme</i>	8
§ I. Les décimables.....	8
Les débiteurs de la dîme, p. 8. — Les exemptions en matière de dîme, p. 13.	
§ II. Les décimateurs.....	13
Diversité des décimateurs, p. 13. — Partage de la dîme entre ces décimateurs, p. 18. — Gros déci- mateurs et curés congruistes. La portion congrue : les édits de mai 1768 et septembre 1786, p. 20.	
§ III. Les fruits décimables.....	30
Les différentes sortes de dîmes, p. 30. — Fruits et fonds exempts de dîmes, p. 33. — L'usage en matière de dîmes, p. 38. — La prescription en matière de dîmes, p. 41. — La question des inter- versions de cultures, son importance en Norman- die : arrêt de règlement du 3 mai 1784 pour la province de Normandie, p. 44. — La dîme et les défrichements : déclaration royale du 13 août 1766, p. 48.	
§ IV. Le taux de la dîme.....	54
Extrême diversité de taux, p. 54. — Examen de quel-	

	Pages
ques régions, p. 56. — Conclusion et détermination d'un taux moyen, p. 71.	
§ V. Les charges de la dîme	72
La portion congrue, p. 72. — L'assistance aux pauvres, p. 73. — L'entretien des édifices du culte : les édits d'avril 1693 et de mai 1768, p. 74. — Charges diverses, p. 79. — Charges de nature fiscale, amortissement et centième denier, p. 79.	
CHAPITRE II. — <i>La perception de la dîme</i>	82
§ I. Les divers modes de perception	82
Perception directe, p. 82. — Affermage de dîmes : adjudication, étude des baux, p. 83.	
§ II. La levée de la dîme	91
Principes généraux, p. 91. — Police de la perception : les articles 49 de l'ordonnance de Blois et 29 de l'édit de Melun, p. 94. — Règles spéciales concernant certaines dîmes, p. 97. — Coutumes particulières, p. 99. — Frais de perception, p. 100. — Les abonnements de dîmes, p. 102.	
CHAPITRE III. — <i>Le contentieux des dîmes</i>	104
Compétence effectivement beaucoup plus étendue pour les juges royaux que pour les juges d'Eglise en matière de dîme ecclésiastique, p. 105.	
CHAPITRE IV. — <i>Le produit de la dîme</i>	108
Comparaison du rendement de la dîme avec celui des principaux impôts royaux ; examen de quelques régions, p. 110. — Essai de fixation d'un chiffre pour le produit brut total de la dîme ecclésiastique, p. 115. — Place occupée par la dîme dans la masse des revenus du clergé, p. 117.	

DEUXIÈME PARTIE

Appréciation de la dîme	118 à 214
CHAPITRE PREMIER. — <i>La dîme et l'agriculture</i>	118
Opinion fautive de Vauban sur la dîme et l'impôt en nature. Essais infructueux d'impôt en nature au XVIII ^e siècle, p. 118. — Les vices de la dîme : Elle frappait le produit brut et non le produit net, p. 121. — Elle ne grevait que les populations rurales, p. 122. — Elle atteignait les semences, p. 123. — Elle entraînait des frais de perception assez considérables, p. 124. — Elle pouvait constituer un obstacle à l'introduction des nouvelles cultures, p. 124. — Elle se percevait d'après des règles souvent incommodes et même vexatoires,	

p. 124. — Enfin elle n'épargnait pas la paille : Importance de cette question des pailles, intervention des divers Parlements, p. 125.	
CHAPITRE II. — <i>Les procès en matière de dîme</i>	129
§ I. Procès entre décimateurs.....	129
Procès sur la revendication des dîmes, p. 130. — Sur la jouissance en commun du matériel de perception, p. 133. — Sur l'exercice du droit de suite, p. 133. — Sur la jouissance des dîmes noyales, p. 134.	
§ II. Procès entre décimateurs et décimables.....	136
Procès relatifs aux dîmes insolites : Incertitude de la jurisprudence sur cette question ; l'arrêt de règlement rendu le 19 mai 1784 par le Parlement de Normandie, p. 137. — Procès sur les dîmes vertes, menues et de charnage, p. 142. — Sur le taux de la dîme, p. 144. — Sur les opérations de la perception, p. 146. — Procès relatifs aux charges de la dîme : Affaires des curés toulousains, dauphinois et provençaux relatives aux fournitures à faire pour le culte, p. 152 ; la question des presbytères en Provence, en Bretagne et en Flandre, p. 155.	
CHAPITRE III. — <i>La dîme ne répondait plus au but de son institution</i>	160
§ I. Les ministres du culte	160
La situation des gros décimateurs, p. 161. — La situation des curés à portion congrue, p. 163. — La situation des curés décimateurs, p. 166.	
§ II. Les pauvres.....	167
La dîme ecclésiastique était devenue, pour l'assistance, une ressource à peu près illusoire : examen de quelques régions, p. 167.	
§ III. L'entretien des édifices du culte	171
CHAPITRE IV. — <i>La dîme et l'opinion publique : 1^o les publicistes</i>	173
§ I. La dîme et les économistes.....	173
La dîme et les physiocrates : Quesnay, Le Trosne, Turgot, Dupont de Nemours, p. 174. — La dîme et les principes d'Adam Smith, p. 176. — La dîme et les économistes contemporains, MM. Leroy-Beaulieu et Stourm, p. 178.	
§ II. La dîme et les philosophes et autres publicistes.....	178
Voltaire et le dictionnaire philosophique, p. 178. — Autres publicistes appartenant au tiers état et au clergé, p. 180.	
CHAPITRE V. — <i>Le Comité d'administration de l'agriculture. Tentative de réforme de la dîme (1785-1787)</i>	182

Le Comité envisage spécialement la question des dîmes insolites, p. 183. — Dupont de Nemours conclut à la restriction du droit de dîme, p. 185.

CHAPITRE VI. — <i>La dîme et l'opinion publique : 2^e les décimales. Les cahiers d'Etats généraux</i>	188
§ I. Les cahiers de bailliages.....	188
Importance différente, à notre point de vue, des cahiers de bailliages et des cahiers de paroisses, p. 188. — Vœux de la noblesse sur la dîme, p. 189. — Vœux du clergé, p. 191. — Le cahier du tiers état de Nemours, p. 193.	
§ II. Les cahiers de paroisses	194
Les partisans du maintien de la dîme, mais avec des réformes, p. 195. — Les partisans du paiement de la dîme en argent, p. 207. — Les partisans de la suppression de la dîme, p. 208; suppression par rachat, p. 210; suppression pure et simple et sans compensation, p. 211.	

TROISIÈME PARTIE

Suppression et remplacement de la dîme..... 215 à 292

CHAPITRE PREMIER. — <i>La suppression de la dîme</i>	215
§ I. Le paiement de la dîme jusqu'au 4 août 1789.....	215
§ II. La nuit du 4 août 1789.....	217
Rachat de la dîme ecclésiastique, p. 217. — Regrets et résistance du clergé. Intervention de Buzot et du marquis de Lacoste, p. 218.	
§ III. Le décret du 11 août 1789 sur la dîme.....	222
Arguments invoqués en faveur du maintien de la dîme par Lanjuinais, de son rachat par Sieyès, et de sa conversion en fonds de terre par l'abbé Gouttes, p. 219. — Triomphe de Mirabeau, partisan de la suppression de la dîme. L'article 5 du décret du 11 août 1789, p. 227.	
§ IV. La suppression de la dîme et l'opinion publique....	231
Comment la nouvelle fut accueillie par le Roi, p. 231. — Effet produit dans le clergé par le décret de suppression, p. 232. — Sentiment de la noblesse, p. 234. — Sentiment du tiers état, p. 234.	
CHAPITRE II. — <i>Le remplacement de la dîme</i>	237
§ I. Dupont de Nemours et la thèse du rachat.....	237
Dupont de Nemours développe la thèse du rachat de la dîme le 24 septembre 1789, p. 238. — Réponse de Millon de Montherlan, p. 243.	
§ II. La dîme ecclésiastique d'octobre 1789 à mars 1790. Motion de Talleyrand. Décrets de dépossession du clergé.	246

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Le Comité des dîmes et le décret des 14-20 avril 1790</i>	250
§ I. Formation du Comité. Rapport de Chasset du 9 avril 1790, en faveur de la suppression de la dîme ecclésiastique	250
§ II. Le décret des 14-20 avril 1790	258
Violente opposition au projet Chasset. Reprise de la proposition de l'abbé Gouttes, relative à la dotation des cures en fonds de terre, par l'abbé Grégoire, l'évêque de Nancy, de Lafare, et l'archevêque d'Aix, de Boisgelin, p. 250. — Thoret et Sallé de Choux veulent conserver la dîme au profit de la Nation, p. 265. — Triomphe définitif de la gauche, grâce à Röderer et à Treilhard. Adoption du projet Chasset (14-20 avril 1790), p. 268.	
§ III. Règlement des rapports entre propriétaires et fermiers relativement à la dîme. Décrets des 1 ^{er} décembre 1790 et 11 mars 1791	273
CHAPITRE IV. — <i>Le paiement de la dîme d'août 1789 à janvier 1791</i>	275
Difficulté du paiement de la dîme jusqu'en avril 1790, p. 275. — Redoublement des troubles après le décret du 20 avril 1790. Décrets des 18 et 21 juin, 13 juillet et 3 août 1790, p. 279.	
CHAPITRE V. — <i>Tentatives de restauration de la dîme au XIX^e siècle</i>	287
Sous la Convention, décret du 22 octobre 1793 (1 ^{er} brumaire an II), p. 287. — Sous la Restauration, réimpression des anciens catéchismes diocésains en vigueur avant la Révolution, p. 288.	

QUATRIÈME PARTIE

Aperçu sur les dîmes inféodées	293 à 350
CHAPITRE PREMIER. — <i>Origine des dîmes inféodées</i>	293
Examen des théories émises sur cette question, p. 294. — Les dîmes inféodées sont, pour la plupart, d'origine ecclésiastique, p. 297. — Quelques-unes n'ont pas originairement appartenu à l'Eglise, p. 301.	
CHAPITRE II. — <i>Nature et caractères des dîmes inféodées</i>	304
Principales différences de caractères entre les dîmes ecclésiastiques et les dîmes inféodées, p. 305 : ces dernières étaient « dans le commerce », p. 306 ; différences en matière de preuve, le Concile de	

	Latran de 1179 et l'édit de juillet 1708, p. 308 ; différences en matière de compétence, p. 341.	
CHAPITRE III. —	<i>Le fonctionnement des dîmes inféodées</i>	343
	Analogie à peu près complète, sur ce point, entre les deux sortes de dîmes, p. 343. — Les dîmes inféodées dans les cahiers de doléances pour les Etats généraux de 1789, p. 320.	
CHAPITRE IV. —	<i>La suppression des dîmes inféodées</i>	322
§ I. L'Assemblée Constituante et les dîmes inféodées	...	322
	Le décret du 11 août 1789 et le rachat des dîmes inféodées, p. 322. — Le décret des 15-28 mars 1790 sur les droits féodaux range les dîmes inféodées parmi les droits féodaux rachetables et les considère toutes comme le prix de concessions foncières, p. 324. — Le décret des 14-20 avril 1790 : indemnisation des propriétaires de dîmes inféodées par le Trésor public, p. 329. — Réglementation de cette indemnisation, décret du 23 octobre 1790 : l'indemnité ne sera accordée qu'aux dîmes inféodées qui ne seront pas justifiées être dues comme prix de concessions de fonds ; les autres seront rachetées par les redevables d'après les principes établis pour les autres droits féodaux rachetables par le décret du 3 mai 1790, p. 333.	
§ II. L'Assemblée Législative et les dîmes inféodées, décrets des 20 et 25 août 1792		342
	L'Assemblée nouvelle se place à un point de vue différent de la précédente, p. 342. — Projet de Lemal- liaud et décret du 20 août 1792 : les dîmes inféodées pourront soit être rachetées par les redevables, soit être converties sur leur demande en une rente annuelle d'une quotité fixe de grains, p. 344. — Projet de Mailhe et décret du 25 août 1792 : division des dîmes inféodées en deux classes, les unes tenant de la nature des redevances féodales et censuelles, les autres étrangères au régime seigneurial et féodal et ne tenant pas de cette nature. Le décret supprime sans indemnité les premières, à la seule exception de celles qui seront justifiées — par la production du seul titre primordial de la concession — être dues comme prix de concessions primitives de fonds, lesquelles seront rachetées par les redevables, p. 345. — Solution à adopter pour les dîmes de la seconde espèce, sur lesquelles le décret reste muet, p. 346.	
§ III. La Convention et les dîmes inféodées. Loi du 17 juillet 1793.		347

Absolutisme de la Convention : Suppression pure et simple de toutes les redevances seigneuriales et féodales, sans exception. Fâcheuses conséquences de cette mesure, p. 345. — Les redevances conservées par la Convention, p. 349.

Conclusions. — *Appréciation de l'œuvre des assemblées révolutionnaires relativement aux dîmes* 351 à 361

Pièces justificatives. 363 à 395

- I. A. Quelques textes de conciles enjoignant de payer régulièrement la dîme, p. 363.
- B. Règlement du partage des dîmes, p. 363.
- II. Partage de la dîme dans la paroisse de Vénizy (bailliage de Sens, p. 365.
- III. Contrat de ferme des dîmes de Targon (département de la Gironde, arrondissement de Libourne) de février 1720, p. 367.
- IV. Tableau comparatif du produit des différents impôts royaux et du produit de la dîme dans 36 paroisses des bailliages de Troyes et de Bar-sur-Seine (année 1787), p. 369.
- V. Tableau semblable pour quelques paroisses normandes (bailliage de Coutances) et bretonnes (sénéchaussée de Rennes), p. 372.
- VI. Recettes du chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux en dîmes pour l'année 1787-88, p. 374.
- VII. Formation du Comité d'administration de l'agriculture (1785), p. 377.
- VIII. Article V du décret du 14 août 1789 relatif aux dîmes, p. 378.
- IX. Evaluation des frais du culte par Dupont de Nemours (24 septembre 1789), p. 379.
- X. Plan de rachat de la dîme proposé par Dupont de Nemours le 17 décembre 1789, p. 380.
- XI. Evaluation des frais du culte par Chasset, dans le rapport fait le 9 avril 1790 au nom du Comité des dîmes, p. 382.
- XII. Décret des 14-20 avril 1790, p. 384.
- XIII. Edit de juillet 1708 portant reconnaissance de la possession des dîmes inféodées (art. 1 et 2), p. 386.
- XIV. Décret des 15-28 mars 1790, titre III (relatif aux droits féodaux rachetables), p. 387.
- XV. Décret du 23 octobre 1790, titre V, p. 389.
- XVI. Décret du 25 août 1792 (articles relatifs aux dîmes inféodées), p. 392.
- XVII. Loi du 17 juillet 1793, p. 394.

